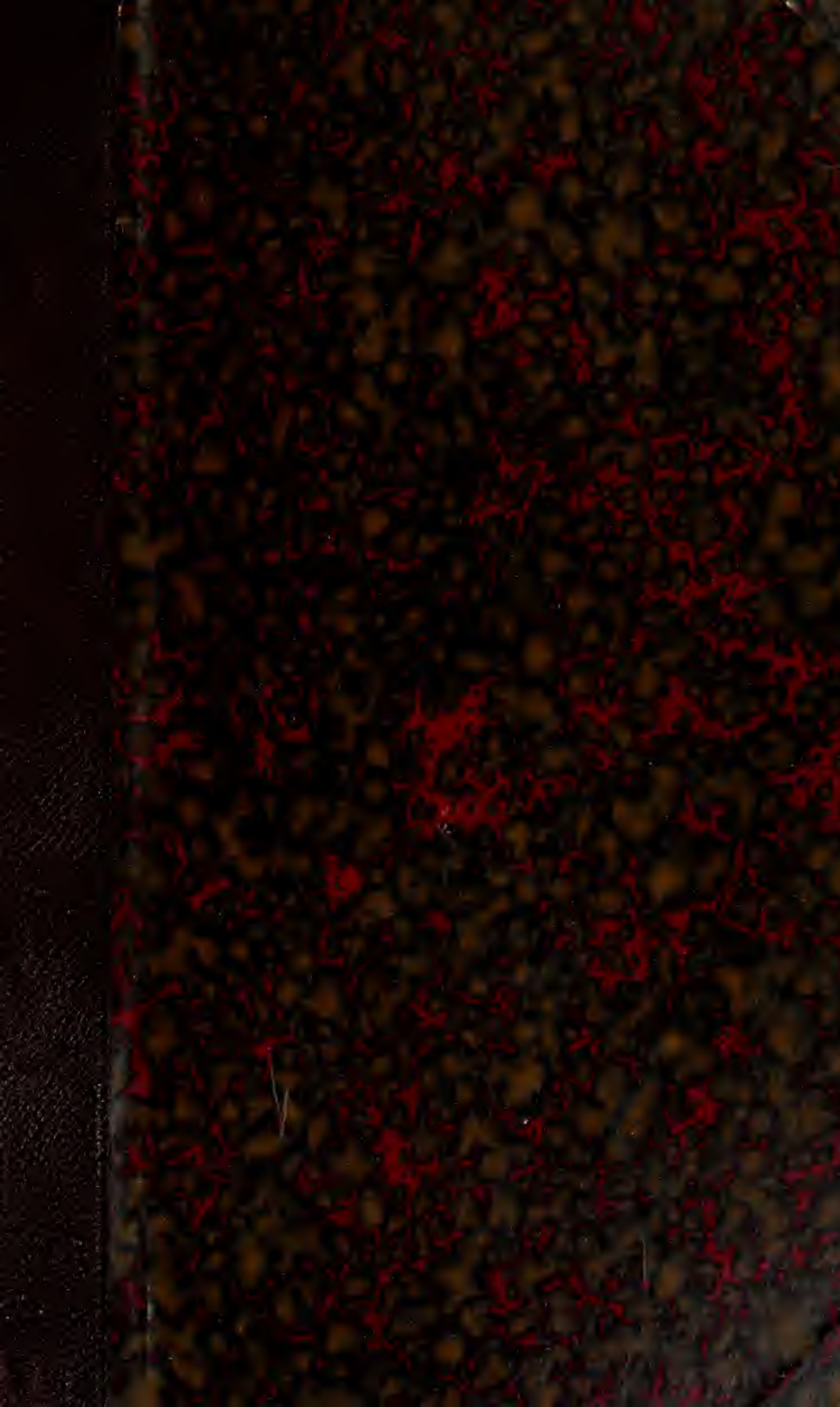


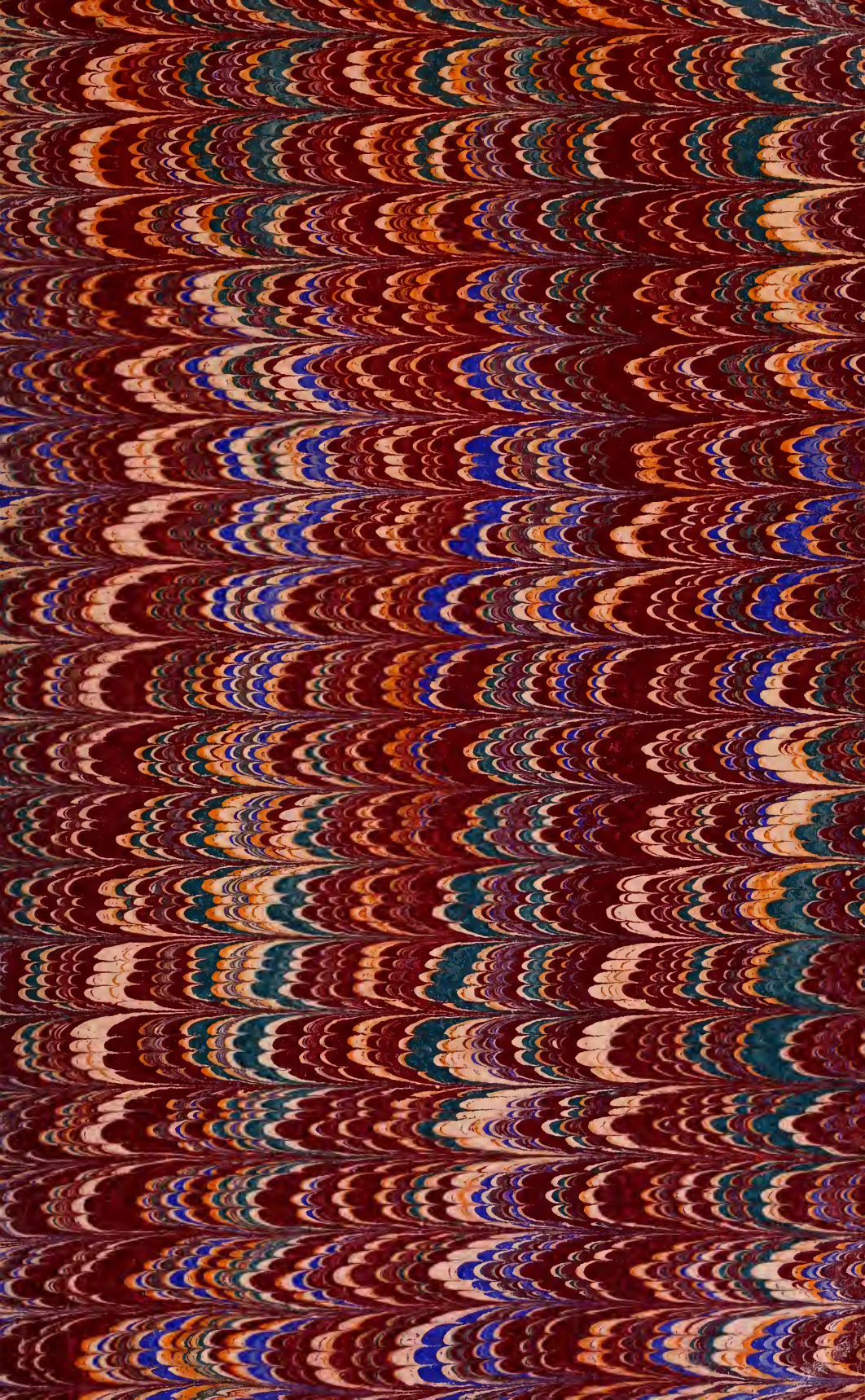


THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*

AS





SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE NANTES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DEPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1908
TOME QUARANTE-NEUVIÈME

1^{er} SEMESTRE



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
—
1908

NOTE

Les études insérées dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure* sont publiées sous l'entière responsabilité des auteurs.

BUREAU

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. ALCIDE DORTEL, O. I. 	President.
ALCIDE LEROUX	{ Vice-présidents.
le baron GAETAN DE WISMES	
Docteur GEORGES HALGAN	{ Secrétaires généraux.
JOSEPH NAU	
JOSEPH ANGOT	{ Secrétaires du Comité.
JOSEPH HOUDET	
ÉDOUARD PIED, O. I. 	Trésorier.
RAYMOND POUVREAU	Trésorier-adjoint.
PAUL SOULLARD	{ Bibliothécaires-archivistes.
VICTOR LAGRÉE, O. 	

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents (1)

MM. le marquis DE BREMOND D'ARS MIGRÉ,  (1884-1886 et 1899-1901).
LÉON MAITRE, O. I.  (1902-1904); le baron DE WISMES (1905-1907).

MEMBRES ÉLUS

MM. CHAILLOU, O. I. 	{ Sortants en 1908.
*SENOT DE LA LONDE	
CLAUDE DE MONTI DE REZÉ	
CAILLÉ	{ Sortants en 1909.
LUDOVIC CORMERAIS	
le chanoine DURVILLE, O. A. 	
le comte DE BERTHOU	{ Sortants en 1910.
BLANCHARD, O. I. 	
TRÉMANT	

(1) Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862),
† 4 juillet 1865; — le vicomte STOCH'AN DE KERSABIEC (1863-1868),
† 28 novembre 1897; — le chanoine CAHOUR, O. A.  (1869-1871),
† 7 septembre 1901; — l'intendant GALLES, O.  (1872-1874), † 11
août 1891; — MARIONNEAU, , O. I.  (1875-1877), † 13 septembre 1896;
— le baron DE WISMES (1878-1880), † 5 janvier 1887, — le vicomte DE
LA LAURENCIE,  (1881-1883); — LE MEIGNEN, O. A.  (1887-1889
et 1896-1898), † 22 septembre 1905; — le marquis DE DION, ,
(1890-1892), † 26 avril 1901; — DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, O. A. ,
(1893-1895), † 17 juin 1900.

EXTRAITS

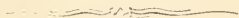
Des procès-verbaux des Séances



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

Manoir de la Touche



SÉANCE DU 14 JANVIER 1908

Présidence de M. le baron DE WISMES, président sortant
et ensuite de M. DORTÉL, président élu

Etaient présents : MM. ANGOT, commandant d'ARBONNEAU, BASTARD, BLANCHARD, abbé BRAULT, DE BRÉVÉDENT, CAILLÉ, CHAILLOU, chanoine DURVILLE, FERRONNIÈRE, FLORNOY, FURRET, GOURDON, abbé GRELIER, HOUDET, commandant LAGRÉE, LEROUX, abbé LESIMPLE, vicomte DE LISLE DU DRÉNEUC, MAITRE, PIED, PINEAU-CHAILLOU, POIRIER, POUVREAU, RENARD, RENAUD, RÉVÉREND, RINGEVAL, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, GAËTAN DE WISMES.

MM. DE BRÉMOND D'ARS, chevalier JOUBERT et COUTIL s'étaient excusés.

M. Jules CROUAN, présenté par MM. le commandant LAGRÉE et l'abbé BRAULT, est élu membre titulaire.

M. Gabriel REVELIÈRE, présenté par MM. le baron de WISMES et Antoine VINCENT, est élu membre correspondant.

M. LE PRÉSIDENT annonce que le Comité désire l'élection de M. Senot de la Londe comme membre du Comité, à

cause de sa science et de son dévouement reconnus de tous.

M. SENOT DE LA LONDE est élu membre du Comité central en remplacement de M. LEROUX appelé à la vice-présidence.

Monseigneur l'EVÊQUE DE NANTES et Monsieur le MAIRE DE NANTES entrent dans la salle des séances et prennent place au Bureau, ainsi que M. LINYER, président de la Société de Géographie et M. LERAY, président de la Société des Artistes Bretons.

M. JAMIN a regretté de ne pouvoir venir représenter le Conseil général du Département.

M. le PRÉSIDENT salue et remercie de leur présence Monseigneur l'Evêque, M. le Maire et MM. les Présidents des autres Sociétés savantes. Monseigneur l'EVÊQUE dit, en quelques mots, la joie qu'il éprouve, en venant au milieu de nous. Il fait l'éloge de la science archéologique, et se déclare particulièrement heureux de remettre, au nom de la Société, la médaille d'or du concours triennal à M. le chanoine Durville, dont les doctes travaux sont appréciés hautement par les hommes compétents.

M. le chanoine DURVILLE exprime sa reconnaissance à Monseigneur l'Evêque, à M. le Maire et à la Société. Il le fait en termes délicats et pleins d'esprit.

M. le baron DE WISMES, président sortant, prend ensuite la parole ; dans un discours très érudit et d'une très grande élévation d'idées, il retrace l'histoire de l'architecture et fait remarquer l'influence que les idées religieuses, surtout au temps des cathédrales gothiques, ont exercé sur le développement de cet art. Puis il salue M. Dortel, appelé à lui succéder ; il remercie les membres du Bureau et exprime, en termes émus, son dévouement et sa reconnaissance pour la Société.

M. DORTEL prend alors place au fauteuil de la présidence. Il se félicite de la prospérité croissante de la Société, due en grande partie à son prédécesseur ; il se déclare heureux d'avoir pour collaborateurs, au Bureau, des hommes éclairés et dévoués à chacun desquels il adresse, avec beaucoup de délicatesse et d'à-propos, un aimable salut. Il espère que

les questions préhistoriques, si passionnantes, seront souvent à l'ordre du jour, et dès cette première séance, il trace, en un style très vigoureux et très précis, le tableau des résultats auxquels est parvenue, à l'heure actuelle, cette jeune science appelée sans nul doute à nous faire, dans l'avenir, de si intéressantes révélations.

La séance est levée à 6 h. 1/4.

Le Secrétaire général,

FERDINAND BRAULT.

SÉANCE DU MARDI 4 FÉVRIER 1908

Présidence de M. DORTÉL, Président.

Etaient présents .

MM. DE LA BROSSÉ, abbé BRAULT, CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, CORMERAIS, CROUAN, abbé DURVILLE, FURRET, GOURDON, abbé GRELIER, D^r HALGAN, commandant LAGRÉE, DE LASTOURS, LEROUX, abbé LESIMPLE, PIED, PINEAU-CHAILLOU, D^r PLANTARD, RENARD, RÉVÉREND, RINGEVAL, SENOT DE LA LONDE, Vicomte DE SÉCILLON, SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, baron CHRISTIAN DE WISMES, baron GAËTAN DE WISMES.

Le procès-verbal de la précédente séance ayant été lu et adopté, il est procédé à l'admission comme membres titulaires de :

M. le Marquis DE LA FERRONNAYS, fils du Marquis de la Ferronnays, député, président du Conseil Général, récemment décédé, et de M. l'abbé MOUILLET.

M. l'abbé BRAULT rappelle les nouveaux travaux dont M. l'abbé Mouillet est l'auteur ; il cite en particulier une histoire du *Grand Séminaire de Nantes*, très documentée en ce qui concerne surtout le XVII^e siècle.

M. le PRÉSIDENT fait passer une très belle photographie communiquée par M. le Directeur de la Belle Jardinière, à

Nantes, et représentant une maison du Vieux Nantes réédifiée avec des serviettes de toilette dans le grand hall de la succursale de la rue du Calvaire.

Cette très fidèle reconstitution d'un des plus vieux et des plus curieux logis du XV^e siècle manifeste l'esprit d'initiative et le sens esthétique du Directeur à qui M. le Président propose d'adresser les félicitations de notre Société. Cette œuvre d'art ne constitue pas seulement une réclame commerciale (20.000 serviettes ont été nécessaires pour l'édification de ce chef-d'œuvre), mais permet encore aux habitants du XX^e siècle de pouvoir étudier une de ces vieilles maisons, si rares aujourd'hui dans notre ville où l'on songe plutôt à démolir qu'à conserver ces intéressants vestiges du passé.

Cette maison faisait autrefois l'angle de la rue de la Juiverie et de la rue du Port-Maillard ; elle fut démolie en 1903.

Après exhibition d'un curieux fusil, M. le Président présente une plaque de bronze représentant un brigadier expirant et tombant dans les bras de son général. En exergue : *Les Français à Waterloo, 1815*. M. Chaillou, qui possède une plaque identique, pense que ces objets ont pu être fondus à Nantes. Peut-être pourrait-on voir en ce général notre illustre compatriote Cambronne, mais il serait difficile de l'affirmer.

M. l'abbé GRELIER montre des tentures de tabernacle et un voile de calice d'une réelle beauté de dessin.

Le baron CHRISTIAN DE WISMES donne lecture d'un article très délicat de la *Croix Nantaise* qui félicite M. le chanoine Durville de la distinction honorifique que la Société archéologique lui a décernée, reconnaissant ainsi toute la valeur des travaux que M. Durville a consacrés à notre vieille cité.

Le baron GAËTAN DE WISMES communique une lettre de M. le sénateur Bodinier, qui affirme sa sympathie pour notre Société et souhaite que nous venions visiter les curiosités archéologiques si nombreuses en Anjou.

M. le baron GAËTAN DE WISMES signale qu'à Volo (Thessalie) ont été récemment trouvées des stèles funéraires qui peuvent dater du III^e et du II^e siècles. La

conservation relative des peintures qui ornementaient ces monuments ajoute beaucoup à l'intérêt de leur découverte, car c'est un fait d'une véritable rareté.

Le baron DE WISMES parle à ce propos de la très belle collection de planches, représentant les monuments de l'ancienne Egypte, due au talent de M. l'abbé Soreau. M. le président espère que M. Soreau voudra bien nous les montrer à l'une des prochaines séances de notre Société.

M. le PRÉSIDENT se demande s'il ne serait pas du devoir de la Société Archéologique de présenter un nouveau vœu pour la conservation de la jolie tourelle qui, sous prétexte d'alignement, va, subissant le sort réservé aux souvenirs du Vieux Nantes, tomber sous la pioche des démolisseurs. L'hôtel de Monti, qui lui est contigu, offre peu d'intérêt.

M. SOULLARD nous présente un anneau en or gaulois et d'intéressantes monnaies, récemment trouvées à Joué, Ligné et à Petit-Mars, à l'effigie de Sever III, de Julius Kepos et de Henri VI d'Angleterre.

M. SOULLARD nous donne également lecture d'un document que M. le chevalier d'Achon a bien voulu extraire pour nous de sa bibliothèque. Ce manuscrit, dû à la plume de M. de Pommerie, est daté du 1^{er} mars 1788. Il relate un différend qui s'éleva entre lui-même, qui, à cette époque, commandait le château de Nantes, et la Municipalité. On voit déjà l'esprit révolutionnaire se manifester dans les faits et gestes des ouvriers qui travaillaient au château, et la Municipalité, épousant leurs querelles, exiger de M. de Pommerie d'inutiles explications.

Lecture est ensuite donnée d'un travail consciencieux de M. Michel, ingénieur de la Ville, qui présida aux travaux récemment faits pour la création des égouts sur les quais de l'Erdre. Il nous dit ce qu'était jadis cette rivière dans son parcours urbain ; la rive droite tombant abrupte, couverte cependant de tanneries jusqu'au pont actuel de l'Hôtel-de-Ville ; la rive gauche, basse, très marécageuse. Vers 1800, un pont fut créé au niveau du Marché à la paille, il le fut dans de mauvaises conditions et on dut le faire disparaître vingt ans plus tard. C'est à ce

niveau, qu'au cours des travaux exécutés il y a quelques mois, les ouvriers trouvèrent quelques pièces intéressantes, statuettes, vases plus ou moins mutilés.

M. MAÎTRE lit un rapport sur la découverte d'un atelier de fondeur qui fut faite au mois d'avril 1907 à Saint-Père-en-Retz. M. Maître vit là une collection de douze culots de bronze en forme de galettes qui devaient être les résidus empruntés à des fonds de creusets. D'où pouvait venir ce cuivre ? Peut-être d'Espagne. Les fondeurs se seraient établis en cette contrée par cette raison qu'elle était à l'état de forêt et que le combustible était pour eux chose indispensable.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Maître de la communication qu'il a bien voulu faire.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire général,

D^r HALGAN.

SÉANCE DU MARDI 10 MARS 1908

Présidence de M. DORTTEL, président

Membres présents : MM. ANGOT, BASTARD, Chanoine DELANOUÉ, DE BRÉVEDENT, CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, CHARON, CROUAN, FURRET, GRELIER, le Commandant LAGRÉE, le Docteur DE LASTOURS, LEROUX, l'abbé MOUILLÉ, PIED, RÉVÉREND, RINGEVAL, SENOT DE LA LONDE, P. SOUL-LARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, BARONS CHRISTIAN et GAËTAN DE WISMES.

M. DANO, intendant militaire, qui, en Tunisie et dans l'Afrique du Nord, a pris part à de nombreuses fouilles et assisté à plusieurs découvertes archéologiques très intéressantes, et M. ROY, le vaillant défenseur du Vieux Nantes, sont admis Membres titulaires de la Société. Ils ont comme parrains MM. Dortel et Pied.

M. le PRÉSIDENT donne communication d'une lettre

de M. Delattre qui, élu secrétaire général, regrette, à cause de ses occupations très absorbantes à l'heure actuelle, de ne pouvoir en remplir les fonctions. M. Joseph NAU, pressenti à ce sujet, veut bien assurer cette délicate responsabilité. M. Dortel rappelle que le grand-père de M. Nau a été un des fondateurs et le premier président pendant dix-sept ans de la Société Archéologique de Nantes et que son père, qui est président de la Société des Architectes, a été vice-président de la Société Archéologique et en a refusé la présidence. Le scrutin ayant eu lieu, à l'unanimité des votants, M. Nau est élu secrétaire général.

M. le PRÉSIDENT dit à M. Chaillou avoir vu, en bronze, la reproduction d'un épisode de la bataille de Waterloo dans laquelle la légende supprimée dans la plaque en bronze présentée par M. Chaillou se trouvait reproduite.

M. Alcide LEROUX fait don à la Société de deux brochures des plus intéressantes au point de vue de la linguistique : *Du Langage Populaire et Marche du Palois* actuel. La Société reconnaissante l'en remercie très vivement.

M. le PRÉSIDENT rend compte des Congrès auxquels sont invités les membres de la Société : Congrès préhistorique se tenant à Chambéry du 24 au 30 août prochain, Congrès des Sociétés Savantes à la Sorbonne dans la semaine qui suivra les fêtes de Pâques. Il se fait le porte-parole de M. le Marquis de l'Estourbeillon qui, au nom de l'Union régionaliste bretonne à laquelle vient d'adhérer la Société Archéologique de Nantes, invite le plus de membres possible à se réunir pour les fêtes qui se feront à Jugon les 21, 22 et 23 mars. Le programme comporte des excursions du plus grand intérêt aux ruines du vieux château de la Hunaudaye et à l'abbaye de Bosquen. M. de l'Estourbeillon a joint à son invitation tous les bulletins de la Société dont il est le très dévoué président.

Plusieurs membres se proposant d'aller à Jugon, M. le baron Gaëtan de Wismes prend la parole pour indiquer les conditions matérielles de l'excursion et demande à être prévenu le 15 mars au plus tard pour prendre les dispositions nécessaires. Il termine en présentant une petite brochure où M. de l'Estourbeillon, sous un pseudonyme,

fait un parallèle entre les vieux (Bretons) fidèles à leurs nobles et anciennes coutumes et ceux qui se laissent trop entraîner par le modernisme. Le titre de cet intéressant écrit est : *Bretagne d'Aujourd'hui et Bretagne de Demain*.

Le docteur DE LASTOURS présente un cachet breloque semblant appartenir aux dernières années du dix-huitième siècle; il paraît représenter en intaille le portrait en buste d'un muscadin.

M. DORTEL exhibe à la Société un pistolet à pierre à 2 canons superposés, bassinet tournant, portant une marque anglaise. Cette arme curieuse ayant été trouvée près de Quiberon, il est probable qu'elle a dû appartenir à un des émigrés venus d'Angleterre prendre part au débarquement qui eut lieu à cette époque. Le président fait passer parmi les membres de la Société des coquilles munies de leurs deux valves trouvées dans les fouilles d'un jardin de Rezé; ces huîtres étaient entassées en un monceau de 30 centimètres de hauteur sur 15 mètres de longueur.

M. CHAILLOU, qui les examine, est du même avis que M. le président; ces huîtres, qui n'ont rien des fossiles, doivent être dues au déchargement d'une cargaison avariée. Le commerce d'huîtres étant très développé en Bretagne à l'époque gallo-romaine.

M. DORTEL donne alors lecture du vœu proposé à la dernière séance à l'occasion des projets de démolition à l'Hôtel de Monti et de la tourelle dite de Gabrielle d'Estrées :

La Société Archéologique,

Considérant que chaque année voit disparaître quelques-uns des monuments vénérables que nos ancêtres nous avaient pieusement conservés ;

Considérant que ces monuments se recommandent à nous : 1^o par le cachet « pittoresque » qu'ils donnent à certains quartiers, en attirant par là même la visite des étrangers, source de bénéfices pour notre ville ; 2^o par leur valeur « architecturale », qui permet à nos artistes de les étudier et de les reproduire ; 3^o par leur importance

« historique », en raison des faits dont ils sont les témoins et qu'ils font connaître avec plus de vérité ;

Considérant que ces constructions, dont la beauté appartient à tous et dont l'intérêt s'accroît du fait des destructions déjà accomplies, sont un legs précieux que le présent reçoit du passé et dont il doit compte à l'avenir ; — que le premier souci d'une municipalité devrait être, par conséquent, d'exercer une surveillance active pour éviter leur dégradation et leur ruine ;

Considérant que malheureusement, depuis un trop grand nombre d'années, la plupart de ces curieux édifices ont été démolis sans motifs sérieux et sous les prétextes les plus futiles ; qu'il est temps de mettre un terme à ce vandalisme systématique, si nous ne voulons voir disparaître tout ce qui nous reste de curieux et d'intéressant.

Considérant qu'il appartient à notre Compagnie de se faire l'écho des protestations qui se sont maintes fois élevées dans la Presse.

Proteste avec énergie contre les démolitions accomplies, au mépris des intérêts de l'Art et de l'Histoire, et espère qu'à l'avenir elle sera consultée toutes les fois qu'une mesure de ce genre menacera l'un des rares vestiges de notre Vieux Nantes.

A ce sujet, M. le baron Christian de Wismes lit des extraits : 1^o d'un livre assez ancien dans lequel l'auteur, un Parisien, se plaint de voir les Nantais mutiler et détruire leurs vieux édifices remarquables par l'architecture et les souvenirs précieux qui y sont attachés ; de plus, il commente rapidement un article du distingué savant qu'était M. de la Gournerie et dans lequel celui-ci constate avec tristesse qu'on démolit beaucoup trop à Nantes.

Le vœu tendant à la conservation de nos vieux monuments est voté à l'unanimité. Il sera transmis à M. le Maire et communiqué aux journaux. On entend ensuite M. Soullard, informant la Société qu'il est parvenu à établir l'identité d'un sceau du XVI^e siècle présenté antérieurement. Ce sceau losangé, parti d'hermines à la bordure de gueules et d'or à trois lionceaux de gueules, est celui de Jeanne de Pisseleu, duchesse d'Etampes, dont le mari, Jean de Brosse, reçut, à cause de sa complaisance, le comté de

Penthièvre auquel il se croyait des droits par le mariage d'une fille de Charles de Blois avec un de ses aïeux. La seigneurie de la Roche-Suhart, enclavée dans ce comté, fut acquise à prix d'argent par la duchesse aux anciens possesseurs. Il comprenait des privilèges et droits maritimes très étendus.

M. Angot continue la très captivante lecture du travail de Mme Baudry sur Saint-Mars-la-Jaille et ses anciens seigneurs ; l'état de Saint-Mars-la-Jaille, au moment de la Ligue, et une notice sur la famille Ferron de la Ferronnays où l'on voit se détacher la très noble figure de Monseigneur Ferron de la Ferronnays, évêque de Bayeux et de Bayonne, mort en exil en 1799.

M. le baron de Wismes donne lecture de diverses nouvelles archéologiques. La découverte de la mosaïque de Saint-Colombe (Rhône) et la destruction de la Roche qui tourne, pierre intéressante à cause des superstitions qui y étaient attachées, etc. Des notes bibliographiques lues par M. Angot sont très intéressantes, plusieurs faux du fond de Béthune ont été relevés par M. Léopold Delisle dans les manuscrits de M. Pierpont Morgan. M. le chanoine Durville avait déjà signalé à Nantes plusieurs faux dans les pièces venant de la même source et se trouvant à Nantes.

M. Angot termine en présentant à la Société quelques manuscrits en partie édités provenant de l'érudit abbé Gaignard, ancien supérieur du collège d'Ancenis, au moment de la Révolution.

La séance est levée à 6 heures 1/4.

SÉANCE DU JEUDI 19 MARS 1908

Présidence de M. A. DORTÉL, président.

Etaient présents :

MM. BACQUA, BRAU, BOUGOUIN, DE BRÉVEDENT, Dominique CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, CROUAN, chanoine DURVILLE, FURET, GOURDON, commandant LAGRÉE, doc-

teur de LASTOURS, LEROUX, NAU, PIED, PINEAU-CHAILLOU, POIRIER, RÉVÉREND, RINGEVAL, ROY, le chanoine SAUREAU, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, VIGNARD, ANTOINE et FÉLIX VINCENT, BARONS GAËTAN et CHRISTIAN DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le PRÉSIDENT, en quelques mots émus, nous fait part de la mort d'un de nos plus anciens membres, M. René de Veillechêze, qui, présent à la dernière séance, a été brusquement enlevé à l'affection des siens.

Son testament exprimait le désir qu'aucun discours n'eût lieu sur sa tombe. M. Dortel se propose de prononcer l'éloge de M. de Veillechêze à la prochaine séance, et de nous montrer comment, chez celui-ci, une grande intelligence s'alliait à une extrême modestie.

Il termine en souhaitant la bienvenue à M. Roy, élu membre titulaire à la dernière séance et qui a toujours si vaillamment défendu les anciens monuments de notre vieille cité nantaise.

La parole est donnée à M. le chanoine SAUREAU qui, dans une conférence du plus captivant intérêt, après nous avoir transporté sur les ailes de l'ange Raphael, à la cité de Thèbes aux cent portes, appelée alors Oasith ou Mont-Amon, quatorze siècles avant l'ère chrétienne, nous fait revivre, avec une réelle intensité, la vie même de ce peuple égyptien aussi bien dans ses menus détails quotidiens que dans ceux des cérémonies religieuses et des fêtes les plus solennelles.

Il le fait avec une telle éloquence et par le moyen de tableaux si exactement réels, qu'à la fin de la conférence les membres de la Société archéologique se sont étonnés de se retrouver, au vingtième siècle après l'ère chrétienne, dans une salle de réunions à Nantes.

M. DORTEL adresse au nom de la Société de chaleureux remerciements à M. le chanoine Saureau et espère qu'il voudra bien donner une suite à sa première conférence.

Il donne alors la parole à M. Alcide LEROUX qui veut bien faire part à la Société de ses impressions sur l'Égypte moderne et sur les vieilles pyramides qu'il a visitées jadis.

C'était pendant l'hiver que M. Leroux fit ce voyage, mais

le Nil avait déjà donné aux terrains qui l'avoisinent cette fécondité proverbiale qui avait transformé ses rives en paysages ravissants, et la magie du style de M. Leroux nous les fait apprécier mieux encore. Les sombres pyramides paraissent dans le lointain de petits monticules de sable sur le sable du désert. On s'y dirige par une chaussée ombragée en partie construite pour la visite qu'y fit l'impératrice Eugénie. L'effet curieux de rapetissement puis d'allongement de ces monuments du passé égyptien sont décrits de main de maître. Le contraste si frappant de ces colonnes du passé avec les huttes de terre où se blotissent les fellahs, sont une triste leçon pour les visiteurs actuels. Les quelques Arabes oublieux d'une histoire si glorieuse pour l'Egypte sont des guides et surtout des mendiants sans aucune bonne foi. Le sommet de la pyramide de Chéops, la plus élevée de toutes ces pyramides, est d'accès difficile sans l'aide des Arabes ; les deux cents marches à gravir, et quelles marches ! rendent cette escalade fort pénible. Mais de la plate-forme de 10 mètres carrés environ, la vue est splendide et le sphinx, presque accroupi à ses pieds, évoque dans l'esprit la grandeur mélancolique des siècles écoulés. L'heure qui s'avance empêche M. Leroux, à notre grand regret, d'achever la lecture de ses intéressantes observations qu'il reprendra d'ailleurs à la prochaine réunion.

La séance est levée à 6 heures 1/4.

SÉANCE DU 7 AVRIL 1908

Présidence de M. DORTEL, président

La séance est ouverte à quatre heures.

Etaient présents : MM. l'abbé BRAUD, DE BRÉVEDENT, CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, CHARRON, DORTEL, FERRONNIÈRE, FURRET, GOURDON, abbé GRELIER, DE KERVENOËL, LAGRÉE, DE LASTOUR, A. LEROUX, l'abbé LESIMPLE, MAITRE, Joseph NAU, PINEAU, PIED, RENARD, RINGEVAL, Commandant RIONDEL, HENRY RIONDEL, SENOT DE LA

LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, baron DE WISMES, baron GAËTAN DE WISMES.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le PRÉSIDENT nous parle, en termes émus, du vide que laisse à notre Société la mort de M. de Veillechêze dont les qualités du cœur et de l'esprit, jointes à la distinction et à l'affabilité de ses manières avaient su lui conquérir l'estime et la sympathie de tous ceux qui l'ont connu. D'un caractère facile, généreux et bon, s'oubliant lui-même pour être utile aux autres, et d'une délicatesse extrême, il savait égayer ses collègues par ses bons mots et ses chansons frappés au coin du meilleur esprit.

Il laisse des mémoires et des études très documentés où l'on retrouve, sous sa plume alerte et spirituelle, son attachement pour le pays qui l'a vu naître, ou pour celui où il fit ses premières armes.

C'est ainsi que nous avons de lui des détails fort intéressants sur la Chapelle du Murier, du Crucifix, et de Saint-Goustan, au Croisic, de Bethléem en Saint-Jean-de-Boiseau, etc.

M. de Veillechêze faisait partie de la Société Archéologique depuis l'année 1887.

L'Assemblée reçoit, par vote unanime, comme membre titulaire, M. Jean de Vienne, présenté par MM. Senot de la Londe et le Vicomte de Kervenoaël.

M. le PRÉSIDENT fait part à la Société des dons qu'il a reçus :

1^o De M. Delattre : *Notes historiques sur le passage des Ambassadeurs de Siam* ;

2^o De M. le Dr Marcel Baudouin : *Les Mégalithes du Brandeau (Bretignolle), Vendée* ;

3^o Du Directeur de la Belle Jardinière, de superbes photographies représentant les vieux logis de la rue de la Juiverie.

Il adresse ses remerciements au nom de la Société.

M. DE LASTOUR remet à la Société de fort artistiques photographies prises par lui à Jagon, pendant les assises de l'Union Régionale bretonne.

M. SENOT DE LA LONDE exhibe une curieuse affiche de théâtre de 1771.

M. MAITRE remet sur le bureau de vieilles poteries, provenant de la rue de la Juiverie, et trouvées au milieu même de la rue.

M. FURRET, enfin, montre des restes assez curieux de verroterie qu'il a trouvés en faisant exécuter des fouilles rue Saint-André.

On aborde ensuite l'ordre du jour :

M. Alcide Leroux reprend la narration de son voyage au Caire. Il nous décrit les Pyramides, nous en fait visiter en détail les multiples galeries, la chambre du roi, celle de la reine, nous transporte ensuite aux pieds du Sphinx, et son récit nous donne un instant l'illusion d'avoir contemplé nous-mêmes ces géants.

La parole est ensuite donnée à M. CHAILLOU qui rend compte de la visite faite à Rezé avec MM. de Berthou, Dortel, Maître, Senot de la Londe et Soullard, chargés par la Société Archéologique de vouloir bien étudier la nature des objets qui y furent récemment découverts.

M. Chaillou donne un compte rendu très complet des démarches de la Commission, qui, en se rendant sur le terrain des fouilles, fait une halte à la Chapelle de Saint-Lupien. Il exhibe sur le bureau quelques-uns des objets trouvés : des vases, une statuette, des débris de cloisonnage en argile, etc. L'opinion personnelle de M. Chaillou est que les objets trouvés sont postérieurs à l'occupation romaine, et qu'il ne faut pas clore mais ouvrir une enquête.

M. le baron GAËTAN DE WISMES rend compte des assises d'hiver de l'Union Régionaliste bretonne à Jagon, et du but de ces assises. Il a été heureux de constater le bon accueil fait aux Nantais qui semblent enfin être reconnus comme vrais Bretons. C'est très chaleureusement que M. le Président remercie M. de Wismes d'avoir si aimablement représenté la Société Archéologique.

M. SENOT DE LA LONDE fait part à la Société de pièces curieuses concernant un aveu de passage de la Chebuette sur la Loire en 1507 et la prise de possession de la seigneurie de Thouaré par Joseph Mosnier de la Valtière en

1704. Il met sous nos yeux un plan très curieux, ornementé de sanguines, par Henon, et datant de 1704.

La séance est levée à 6 heures 1/2.

Le Secrétaire Général,

J. NAU.

SÉANCE DU MARDI 5 MAI 1908

Présidence successive du baron GAËTAN DE WISMES,
vice-président, et de M. DORTÉL, président.

La séance est ouverte à 4 heures.

Etaient présents :

M. ANGOT, abbé BRAUD, BLANCHARD, DE BRÉVEDENT, CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, DORTÉL, FERRONNIÈRE, DE FRANCE, DE FRESLON, FURRET, GRELLIER, D^r HALGAN, Commandant LAGRÉE, LEROUX, MAÎTRE, D^r PLANTARD, PIED, Henry RIONDEL, SOULLARD, VIGNARD, RENARD, Baron DE WISMES, Baron GAËTAN DE WISMES.

Après lecture et adoption du procès-verbal de la séance précédente, il est procédé à la nomination, comme membre titulaire, du capitaine Georges du Plessix, qui, présenté par M. Furret et le vicomte de Sécillon, obtient l'unanimité des suffrages.

M. le PRÉSIDENT se fait l'interprète des membres présents en adressant ses sentiments de vive sympathie à M. Antoine Vincent, président du Tribunal de Commerce, qui, pendant trois ans, remplit, à la Société d'archéologie, les fonctions de secrétaire général, à l'occasion de la mort si cruelle de son jeune fils, élève à l'Ecole de la rue des Postes, à Paris.

Une excursion à Pontchâteau, Missillac, la Bretèche est décidée et fixée au 18 mai.

M. HALGAN présente un vase en forme de casque trouvé, il y a quelques années, en terre, près d'un vieux château vendéen.

Puis la parole est donnée à M. GRELIER, qui présente un important travail sur l'ancienne église de Challans. Datant du VI^e siècle, ainsi qu'en témoigne la découverte faite par M. GRELIER d'une curieuse croix mérovingienne, ce monument primitif s'enveloppe, quant à ses origines, de curieuses légendes. Un second édifice fut construit au XI^e siècle et a subsisté après avoir subi de considérables modifications.

Du type de l'architecture romane poitevine, il était le plus vieux monument de la région. Seul le transept est demeuré jusqu'à nos jours. Le Conseil municipal de Challans a fait procéder à la démolition de cette ancienne église, montrant, par cet acte, le peu de cas qu'il faisait de ces antiques et pieux souvenirs.

Entre Commissaires au XVIII^e siècle, tel est le titre de la nouvelle dont M. René BLANCHARD est l'auteur, et qu'il a composée en s'appuyant sur des textes pris aux meilleures sources.

M. Blanchard met en scène deux représentants de notre police municipale vers 1710, qui ne donnent, ni l'un ni l'autre, l'exemple de la bonne entente et du calme dont ils devaient être les modèles. Curieuse exquisse de l'existence bavarde et potinière des petits boutiquiers de notre ville il y a deux siècles. Cette plaquette nous montre encore combien, depuis ce temps, les mœurs ont pu varier ; le principal personnage cumulait les fonctions si disparates de pharmacien et de commissaire de police.

A cette époque, le grand commerce nantais était particulièrement prospère, et les armateurs élevaient les luxueuses demeures que nous admirons encore aujourd'hui sur l'île Feydeau et le quai de la Fosse. La guerre d'Espagne avait cependant troublé nos relations avec les Antilles où Anglais et Hollandais étaient presque parvenus à nous supplanter. Ces étrangers avaient répandu dans les îles des réaux légers, monnaie à titre variable. Leray de la Clarté, juge consulaire, est délégué à Paris pour porter les doléances de ses concitoyens. M. Soullard, s'appuyant sur des documents de l'époque, nous décrit les tergiversations qui signalèrent sa mission. Longues attentes dans les antichambres ministérielles, indifférence et rebuffades, mais Leray de la Clarté

ne se désespère jamais ; il obtient presque gain de cause, tout en concluant philosophiquement que les grands seigneurs ne voient les choses que superficiellement.

Ces documents sont la correspondance entre M. Leray et les juges consulaires.

Le Secrétaire général,

D^r HALGAN.

SÉANCE DU 2 JUIN 1908

Présidence de M. DORTEL.

La séance est ouverte à 4 heures 1/4.

Etaient présents : MM. ANGOT, abbé BRAULT, DOMINIQUE CAILLÉ, Georges FERRONNIÈRE, DE FRANCE, Docteur DE LASTOUR, Alcide LEROUX, Léon MAITRE, abbé MOUILLÉ, J. NAU, PIED, DU PLESSIS, RENARD, RINGEVAL, DE SÉCILLON, SOULLARD, TRÉMANT, A. VINCENT, BARON DE WISMES, BARON GAËTAN DE WISMES.

Le Commandant LAGRÉE se fait excuser.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Léonce OUVRARD, Rédacteur en chef de l'*Express de l'Ouest*, présenté par M. le chanoine Durville et M. Angot, est nommé membre titulaire de la Société, à l'unanimité.

M. Gaëtan DE WISMES présente un dessin reconstituant l'ancienne chaire de la Cathédrale de Nantes, par Josset. Ce dessin faisait partie de la collection de M. de Veillechêze.

M. le PRÉSIDENT dépose sur le bureau un ouvrage du Révérend Père de la Croix sur la Chapelle Saint-Sixte et la Cathédrale de Poitiers, et une étude sur la mère de Victor Hugo, Sophie-Françoise Trébuchet, par M. Dominique Caillé. Il exprime aux auteurs de ces ouvrages toute la gratitude de la Société.

M. DE SÉCILLON mentionne la découverte, à la Chapelle-sur-Erdre, de deux tombeaux en pierre, recouverts de dalles

d'ardoises. La Société charge M. de Sécillon de rechercher l'origine et l'époque de ces deux tombes.

M. DORTEL retrace en quelques mots la vie de M. de Laubrière, dont la mort est un nouveau deuil pour la Société. C'était un érudit infatigable et un travailleur infatigable.

Il est procédé à l'élection d'un membre du Comité en remplacement de M. de Veillechêze. M. Dominique Caillé emporte tous les suffrages.

M. le PRÉSIDENT fait le compte rendu de l'excursion à la Bretèche et à Missillac et donne l'illusion, même aux absents, qu'ils étaient de la fête. C'est dire que s'il a su organiser, il sait aussi très bien narrer. On décide de décerner à M. de Montaigu une médaille d'argent en reconnaissance de son gracieux accueil et de son aimable réception.

La parole est ensuite donnée à M. Léon MAITRE qui a fait une étude très approfondie des voies romaines du département. Il met sous les yeux de la Société une carte permettant de suivre avec plus de clarté et de précision ses démonstrations. Il établit les différents points de concentration de ces routes, que nous n'avons fait qu'imiter ou emprunter dans nos routes nationales.

M. Alcide LEROUX fait part à la Société de la découverte faite par lui de ruines de l'époque gallo-romaine et du Moyen âge, à Nort-sur-Erdre. Depuis quelques temps il a suivi des fouilles qu'il serait intéressant de connaître plus à fond. Il croit que la Société pourrait trouver dans les ruines de la Mothe et de la Pancarte un sujet d'étude intéressant.

Avant de se séparer, la Société décide une nouvelle excursion avec les confrères d'Anjou, pour visiter Ancenis, Liré, Champtoceaux, La Turmelière et Oudon, pour le lundi 22 juin.

La séance est levée à 6 heures.

Le Secrétaire,

J. NAU.

EXCURSION DU LUNDI 18 MAI 1908

Lundi 18 Mai 1908, la Société Archéologique de Nantes accomplissait son excursion annuelle.

Vingt-cinq sociétaires (1) auxquels s'étaient joints quelques collègues de la Société Académique s'embarquaient à 6 heures du matin, à la gare de la Bourse dans un wagon mis gracieusement à la disposition de la Société par les soins de M. de Lavenne de la Montoise, Inspecteur.

A 7 heures 1/2 les excursionnistes trouvèrent, en descendant à Pont-Château, M. Vignerons-Jousselandière et M. le Commandant Martin, l'inséparable compagnon de M. du Chatellier dans ses grandes fouilles du Finistère et des Côtes-du-Nord, venu de Rennes pour se joindre à ses confrères de Nantes.

Près de Sainte-Reine, à l'entrée de la forêt du Deffay, M. le vicomte de la Villesboisnet, Conseiller général, attendait les confrères archéologues pour leur faire visiter au lieu dit « *Don Julien* » un retranchement en terre formant un carré de 200 mètres de côté. Les fossés et le relevé de terre sont encore très apparents. Vers le milieu d'un des côtés et touchant presque le talus, un tumulus de 10 mètres de diamètre environ a été fouillé en partie par M. de la Villesboisnet. Après avoir enlevé la terre végétale, M. de la Villesboisnet a trouvé dans la couche d'argile voisinant avec une couche de cendre compacte un débris de bracelet en bronze, de nombreux fragments de bronze, des morceaux de poterie qui ne semblent pas avoir été fabriqués au tour; l'un d'eux présente comme ornementation une sorte de renflement fort intéressant et rare. M. le Commandant Martin se déclare particuliè-

(1) MM. Dortel, Président; Baron G. de Wismes, Leroux, Vice-Présidents; Soullard, Pouvreau, Commandant Martin, Vignerons-Jousselandière, Baron Christian de Wismes, Chanoine Durville, Dominique Caillé, Senot de la Londe, Riondel fils, Du Plessis, Couëtoux du Tertre, Léon Maître, Commandant Lagrée, Révérend, De Lastour, De Sécillon, De Brévédent, Chauvet, Rivet, Renard.

rement heureux de ces découvertes : il engage M. de la Villesboisnet à continuer ses fouilles; les enceintes de terre, si nombreuses en Bretagne et dans toute la France, n'ont point encore été étudiées scientifiquement, on en ignore l'âge et la destination. Sont-elles préhistoriques, ont-elles été édifiées au moyen âge? Ce sont là autant de points d'interrogation que des fouilles savamment et méthodiquement conduites peuvent seules résoudre.

Après une promenade sous bois et une visite au célèbre calvaire de Pont-Château d'où l'on découvre un panorama admirable sur la Grande Brière et sur l'estuaire de la Loire, les touristes se dirigent vers Missillac.

L'église moderne renferme la plus belle verrière du diocèse de Nantes. Echappé miraculeusement aux troupes des généraux Avril et Beyssere qui incendièrent la Bretesche et saccagèrent la vieille église, ce superbe vitrail porte la date de M. D. C. Il fut offert à l'église de Missillac par Coligny, baron de la Roche-Bernard et F^{cois} de Cambout, abbé de Saint-Gildas, dont il porte les armoiries. Il remplit les trois fenêtres géminées du chœur et représente la Passion du Christ. Les deux tableaux les plus remarquables sont ceux de la Vie du Christ (1^{re} fenêtre droite) et le Baiser de Judas (3^e à gauche), d'une tonalité et d'une vérité d'expression extraordinaire. La restauration en est dû à M. Meuret, le célèbre peintre-verrier nantais.

L'heure du déjeuner a sonné et l'on se dirige vers l'hôtel Bizeul où chacun se met gaiement à table. Au dessert, M. Dortel, président, lève son verre en l'honneur du Commandant Martin qui poursuit, dit-il, avec une infatigable ardeur ses fouilles en Bretagne et dont les études si méthodiques et si documentées font autorité dans le monde savant. Il rappelle que les riches découvertes faites par M. le Commandant Martin ne sont pas perdues pour la Bretagne, puisqu'elles sont déposées par lui au Musée de Kernuz, au milieu des riches collections de M. du Chatellier.

On s'achemine alors vers la Bretesche dont la masse imposante se détache bientôt sur le fonds de verdure de la forêt. M. le Marquis de Montaigu, qui a tenu à faire

lui-même les honneurs de ses riches collections, vient à la rencontre de ses confrères nantais et leur souhaite la bienvenue.

Le Château de la Bretesche, édifié à 500 mètres du bourg de Missillac, à l'entrée de la forêt, appartenait en l'an 1000, à Bernard de la Roche. De ce premier château il ne reste rien; il en est autrement de celui du XIV^e siècle, construit par Guy XIV de Laval et par Jean de Laval de 1433 à 1470. La Tour de Liburin, le grand corps de logis datent de cette époque. Ogée raconte qu'il fut incendié en 1500. Le fait est discutable; mais ce qui est certain, c'est qu'en octobre 1591 il fut assiégé par Mercœur, les tours d'entrée portent encore la trace des brèches qui leur furent faites par les boulets lancés par les bombardes de l'armée assiégeante. Ces boulets, retrouvés dans les fossés, ont été réunis dans la cour d'honneur. Reconstitué et restauré, il fut incendié en octobre 1793, par le général Avril. Resté à l'état de ruines pendant 5 ans, il fut en partie relevé par MM. Formont et Perron, mais ce fut M. le Marquis de Montaigu qui, de 1847 à 1898, entreprit la réédification sur les plans de Viollet-le Duc et avec le concours de deux architectes nantais, MM. Boismen et Lediberder. »

Aujourd'hui, la Bretesche présente une masse imposante et princière avec pont-levis, fossés, machicoulis, et une façade grandiose sur l'étang qui l'entoure de tous côtés. Les excursionnistes parcourent, sous la conduite de M. de Montaigu, les vastes salles du château dont ils admirent les tapisseries merveilleuses, les meubles flamands et bretons, et les trophées de chasses qui ornent le vestibule d'entrée. La chapelle est ornée d'un chemin de croix très artistique, œuvre du peintre nantais Menret.

Dans une des tours d'entrée aménagées en musée, M. de Montaigu a réuni toutes les trouvailles archéologiques découvertes dans l'arrondissement de Saint-Nazaire. Glis, l'antique établissement voisin de Guérande, étudié avec tant de soins par MM. Léon Maître et le Commandant Martin, a fourni une ample moisson de monnaies romaines et grecques, en or, en argent et en bronze; l'une des plus belles est sans contredit une monnaie en or d'Arsinoë.

pièce unique, d'une conservation merveilleuse ; dans les vitrines sont rangés les fameux bas-reliefs du Grignen, en marbre de Paros, provenant des fouilles de Clis et témoignant par leur richesse et leur valeur artistique du luxe qui régnait dans la décoration des salles intérieures.

Près de ces merveilles: des vases funéraires, des statuettes votives, des laraires provenant des fouilles opérées dans la région.

Dans une autre vitrine, l'armement complet d'un soldat trouvé dans les fossés du château de Derval où il fut tué lors de l'assaut donné par Duguesclin.

Une vitrine spéciale est consacrée aux fouilles opérées dans la forêt de la Bretesche par MM. Léon Maître et Paille, au lieu dit « *Misti Courtin* ». Ce vaste chatellier, d'une superficie de près de 2 hectares, situé en pleine forêt, et que les touristes n'ont pu visiter en raison des bois qui le recouvrent, a été fouillé à différentes reprises. Au centre d'une vaste caverne recouverte de constructions carrés en pierres sèches, et à 1^m 50 de profondeur, on a retiré des écailles d'huîtres, des ossements d'animaux, beaucoup de morceaux de poteries grossières, des clous, trois pointes de lances en fer. Les objets les plus curieux sont un anneau de bronze portant des rondelles d'incrustation, une tige en bronze creusée et guillochée de 10^{cm} de longueur, semblable à un passe-lacet ; un mors et un éperon de voyage du XIII^e siècle. Il est assez curieux de trouver ainsi accumulés sur un même point des vestiges de l'âge de la pierre, de l'époque romaine et du moyen âge.

Après cette visite si complète et si intéressante, M. de Montaigu reçut dans la vaste salle à manger ses confrères et leur offrit un lunch succulent, auquel chacun fit honneur. M. Dortel remercie M. de Montaigu de son hospitalité et de sa réception si cordiale, dont les archéologues nantais conserveront un long et durable souvenir. M. de Montaigu, dans une allocution charmante-réplique, que l'honneur est pour lui, qu'à la Bretesche, ses collègues de la Société d'Archéologie sont chez eux et que ses collections sont et seront toujours à la disposition de tous les travailleurs qui voudront les étudier et les examiner.

L'heure s'avance, il est 6 heures; les excursionnistes

prennent congé de leur aimable hôte et se dirigent vers Pont-Château et Nantes, emportant de l'accueil qu'ils ont reçu, des merveilles qu'ils ont admirées en cette journée ensoleillée et superbe, des impressions inoubliables.

A. D.

EXCURSION BRETONNE-ANGEVINE

SUR LES BORDS DE LA LOIRE, 22 juin 1908

Les voyages, dit-on, forment la jeunesse. Ils forment aussi et séduisent l'âge mûr et la vieillesse, si j'en juge par le goût ambulateur qui, de nos jours, s'est emparé des Compagnies les plus casanières.

Que l'on ne soit donc pas surpris si, le 22 juin 1908, à 6 heures 1/2 du matin, des membres de la Société Archéologique et de la Société Académique de Nantes prenaient le train pour Ancenis. A peine sommes-nous descendus que cordiales poignées de mains et propos joyeux s'échangent entre Bretons et Angevins, car plusieurs collègues de la ville du Roi René nous attendent avec impatience.

Le cortège s'organise aussitôt et, pédestrement, par des chemins sauvages, nous gagnons la prairie basse où gît un curieux mégalithe, affectant l'aspect d'un demi-dolmen et connu sous le nom de *dolmen de Saint-Pierre* ou *pierre couverte* ; le bloc, formant couverture, mesure hors de la terre, 4^m 28 de longueur, sa largeur est de 3^m 20, son épaisseur de 0^m 66 centimètres.

De là, nous nous rendons à l'église Saint-Pierre ; hâtons-nous de la visiter, car elle est condamnée à disparaître. « Bâtie sur un banc de schiste, dit M. Maillard (*Histoire d'Ancenis et de ses Barons*), elle se compose d'une nef flanquée de collatéraux ; à l'extrémité occidentale de cette nef s'élève la tour sans flèche et surmontée d'un campanile ; à l'autre extrémité se dresse, au milieu d'un chœur très resserré, l'autel à baldaquin. Les bas-côtés sont mis en rapport avec la nef par quatre arcades de chaque côté, sou-

tenues par de gros piliers octogones, et sont éclairés par des fenêtres ogivales dont l'une conserve encore la trace de beaux vitraux ; le chœur est percé de trois fenêtres ogivales. L'église d'Ancenis, dans sa partie principale, paraît être du ^{xiii}^e siècle. Quant aux bas-côtés, ils ont été construits au ^{xvii}^e siècle, et le style de leurs fenêtres et de leurs arcades a été raccordé seulement avec celui de l'ancienne église. »

Tandis que nous parcourons l'antique sanctuaire, M. le chanoine Joguet, curé d'Ancenis, arrive vers notre groupe, nous prodigue des explications, nous fait monter dans la campanile où nous examinons une belle charpente, et, finalement, nous invite à déguster le muscadet du pays. En traversant la cour du presbytère, d'une part, nous remarquons l'ancienne chapelle Saint-Barnabé qui était placée dans le cimetière primitif de la ville ; d'autre part, nous admirons les gracieuses verrières de l'église, qui semblent les sœurs jumelles de celles de Sainte-Croix de Nantes.

Nous voici réunis à la Cure : les verres se remplissent et l'on trinque avec jovialité — car ce diable de petit vin blanc met du soleil dans le cœur — à l'aimable amphytrion et au succès de la journée.

Nous nous transportons alors au château. A peine entrés dans la cour, on est captivé par le vaste et élégant logis que M. Maillard (*Histoire d'Ancenis et de ses Barons*) décrit en ces termes :

« Les quatre jolies mansardes à pilastres richement décorés, aux arabesques nombreuses, aux pinacles en pots de fleurs, les fenêtres divisées par des meneaux en pierre qui se coupent en croix, la tourelle en encorbellement servant de cage à un bel escalier de granit, tout indique au visiteur le style de la Renaissance, et, d'ailleurs, il existe une preuve plus frappante encore, c'est l'image d'une salamandre terminant le cul-de-lampe de la tourelle. »

Ensuite, nous nous engageons dans la partie la plus ancienne de ce qui existe encore de la forteresse, car du premier château, construit au ^x^e siècle, il ne reste rien, du moins rien d'apparent. C'est encore à l'historiographe d'Ancenis que j'emprunte des détails précis sur ces constructions jadis si imposantes : « Les murs ornés de mâchicoulis continus à trèfles, qui aspectent le fleuve, au sud et au sud-est,

paraissent appartenir au XIII^e siècle ou, tout au plus, au XIV^e siècle ; ceux du nord, aux créneaux démantelés, n'ont plus de style particulier, mais semblent de la même époque. Les deux tours situées au couchant, avec leurs mâchicoulis ornés d'ogives en accolade et de dessins flamboyants, se rapportent au XV^e siècle, ainsi que le corps de bâtiments en ruines qui s'y rattache. »

De ce château si puissant, si ingénieusement placé, qui soutint plus d'un assaut terrible, il ne subsiste aujourd'hui qu'une promenade agréable et un point de vue attachant : du sommet des vieilles tours, le regard embrasse une étendue immense sur les coteaux angevins et voit descendre vers la mer, avec une lenteur majestueuse, le grand fleuve national.



Mais le temps presse. Nous traversons le pont suspendu qui relie la Loire-Inférieure au Maine-et-Loire, nous nous installons dans deux excellentes voitures, et fouette cocher pour la Bourgonnière !

Du parc aux prairies verdoyantes, aux frondaisons centenaires, du château moderne et même de la vieille tourelle à la hauteur prodigieuse, je ne dirai rien. Notre but unique est de connaître un des plus riches bijoux de la Renaissance, la chapelle de la Bourgonnière. Que l'on pardonne à mon amour filial de reproduire la description précise et colorée

que mon vénéré père donna dans son ouvrage *La Vendée*, où se trouvent deux superbes lithographies du sanctuaire, l'une représentant l'extérieur, due au crayon de mon père, l'autre dessinée avec une exactitude remarquable par M. de la Michellerie et donnant l'intérieur de la chapelle ; cette dernière vue est d'autant plus précieuse que la propriétaire actuelle interdit toute reproduction de cet intérieur.

« Unique débris de cette somptueuse demeure, la chapelle de la Bourgonnière est une des œuvres les plus exquises laissées dans nos contrées par l'architecture de la Renaissance. Nulle part ailleurs, elle n'a déployé plus de profusion et d'élégance dans les ornements; nulle part, des voûtes azurées et chargées d'étoiles d'or, elle n'a fait descendre de plus ingénieux pendentifs; nulle part, l'art des Pinaigrier et des Jean Cousin n'a réuni, dans les vitraux, plus de grâce dans le dessin des figures et des arabesques à un coloris plus harmonieux ; nulle part, tribune plus coquettement enjolivée ne fut destinée à de nobles seigneurs. Cette chapelle, malgré l'exiguïté de ses proportions, renferme deux autels (1). Le principal est dédié à la Vierge, dont la statue, d'une admirable expression, s'élève au-dessus du tabernacle, entre celles de saint Sébastien et de saint Antoine. Sur l'autre autel on remarque un Christ singulier. Le corps est revêtu d'une robe d'or serrée au milieu par une ceinture bouclée. Le visage est peint d'un ton de chair frappant de vérité. Les mains et les pieds sont également coloriés ; mais, au lieu d'être percés de clous, ils sont attachés à la croix par des liens de pourpre. Une couronne de comte remplace, sur le front de cette image, la couronne d'épines habituelle. Aux deux côtés sont peints, sur la muraille, Charlemagne et saint Louis... Le Christ de la Bourgonnière nous paraît être une imitation des fameux Christs de Vérone, de Lucques et autres villes du nord de l'Italie. »

Si j'ouvre le savant ouvrage du R. P. J. Hoppenot, *Le Crucifix dans l'histoire et dans l'art*, j'y trouve l'opinion de mon père confirmée avec autorité : après avoir parlé du célèbre Crucifix de Lucques, attribué à Nicodème et

(1) Il y a actuellement un troisième autel qui sert, sans doute, à la célébration ordinaire du Saint Sacrifice.

grandement vénéré en Italie, en France, en Espagne, en Angleterre, l'auteur énumère d'assez nombreuses imitations de cette image bizarre et ajoute : « Le Christ de la Bourgonnière est l'expression la plus achevée et l'exécution la plus esthétiquement remarquable de l'inspiration puisée au Crucifix de Lucques. » Puis, prévoyant et refusant une objection trop naturelle, il ajoute : « On n'y voit pas de clous pour retenir attachées sur la croix les mains de la Victime immolée; mais, précisément, l'absence de tels liens, et tout à la fois l'attitude de Celui qui s'est sacrifié lui-même, parce qu'Il l'a voulu, attirent l'attention sur ce rôle du « Grand Prebtre », en marquant avec plus de force l'idée de l'acceptation volontaire... Le Sauveur s'étend de lui-même avec magnanimité sur le bois de la Croix, et l'ample déploiement des bras étendus dans une position parfaitement horizontale, sans flexion aucune, et cependant sans raideur, rappelle avec une énergie saisissante la générosité de Celui qui s'est fait pour nous Victime volontaire ».

La chapelle de la Bourgonnière est ornée, à l'intérieur et à l'extérieur, d'une profusion de T ; c'est le *tau* grec, dit en blason : *croix potencée* ; les religieux de l'ordre de Saint-Antoine portaient cet ornement sur leurs robes et nous venons de voir que saint Antoine était l'un des patrons du merveilleux sanctuaire.

L'heure s'avance, les estomacs crient famine et l'on reprend les voitures pour gagner Champtoceaux, sans s'arrêter, comme on l'espérait, à la Turmelière afin d'y saluer la demeure du doux poète Joachim du Bellay. Cette route est une des plus pittoresques que l'on puisse imaginer : à gauche, les sveltes clochers de Bouzillé, de Liré, de Drain, émergent des vignobles fertiles et des champs plantureux ; à droite s'étend le panorama incomparable des îles de la Loire, des flots argentés du fleuve et des coteaux ensoleillés du pays d'Ancenis.

À midi 1/2, nous traversons triomphalement la grande rue du joli bourg de Champtoceaux et, peu d'instant après, dans une salle vaste et fraîche, nous nous asseyons autour d'une table en forme de *tau*, pour faire honneur à un repas plantureux et finement apprêté : tête de veau,

anguille à la tartare, gigot, haricots verts, fraises, crème, le tout arrosé d'un vin blanc au bouquet exquis, viennent rendre des forces aux esthètes fatigués.

Les convives qui participèrent à ces fraternelles agapes furent : M. le chanoine Thibault, vicaire général d'Angers; M. le chanoine Urseau, d'Angers, membre correspondant du M. I. P.; M. de Farey, Vice-Président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers; M. Planchenault, bibliothécaire; M. le chanoine Joguet, curé d'Ancenis, qui avait accepté avec le plus vif empressement de nous accompagner; M. Dortel, Président de la Société Archéologique de Nantes; le baron de Wismes, Président honoraire de la même Compagnie; M. P. Soullard, bibliothécaire; Messieurs le chanoine Durville, Trémant et Dominique Caillé, membres du Comité; les capitaines Ringeval et Jochaud du Plessis; M. de Brévedent, le vicomte de Secillon, M. Renard, M. Etienne Port, M. Renaud, le baron Gaëtan de Wismes, Président, et M. Baranger, Vice-Président de la Société Académique.

M. le sénateur Bodinier, Président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, M. Alcide Leroux, Vice-Président de la Société Archéologique de Nantes, et M. Henry Rioûdel, Trésorier de la Société Académique, avaient exprimé leurs regrets sincères de ne pouvoir être des nôtres.

A l'heure du café et des cigares, M. Dortel adresse quelques mots aimables à tous ceux qui l'entourent et en particulier aux Angevins qui, pour la troisième fois, excursionnent avec les Bretons; M. le chanoine Urseau le remercie; M. Port se félicite de l'heureuse coïncidence qui lui permet de passer quelques heures avec nous; enfin M. de Farey nous révèle que le pourpoint porté par le Vénérable Charles de Blois à la bataille d'Auray est actuellement entre les mains d'une personne digne de conserver cette relique insigne du bon Due.

Il est deux heures et demie; l'on se dirige en hâte vers le magnifique domaine de M. Roumain de la Touche, qui comprend l'ancienne ville de Champtoceaux; comme le 17 juin 1901, notre vénéré collègue nous attend, le sourire aux lèvres. Après avoir disserté sur le mur d'enceinte qui

dévale vers le fleuve, nous nous engouffrons sous la porterne, remarquons en passant les ruines de l'une des deux anciennes églises et, pendant quelques instants, de la terrasse du château moderne, contemplons le panorama splendide de la vallée de la Loire. Puis, sous la savante et aimable conduite du maître de céans, nous parcourons les anciennes lignes de défense de Champtoceaux ; au cours de cette promenade, on nous signale la vieille chapelle, l'entrée de l'escalier descendant à la Loire, la citerne, le cellier, les cachots, les boulets de pierre, le pont à péage.

Cette copieuse inspection a quelque peu lassé les touristes et c'est avec un plaisir réel qu'ils reçoivent dans les salons de Champtoceaux la plus charmante hospitalité : gâteaux excellents, vins de derrière les fagots circulent avec abondance. Les physionomies reprennent leur aspect joyeux, et c'est tant mieux, car avant de quitter ce beau domaine nous sommes photographiés avec M. et M^{me} de la Touche par M. Trémant, le plus sympathique des collègues et le plus habile des opérateurs.

En route pour Oudon ! Hélas ! il est trop tard pour songer à terminer le programme et à regagner Ancenis à 6 heures 1/4. La plupart des Nantais prennent le train de 5 heures 1/2 qui les ramène dans leur cité.

Mais les Présidents de la Société Archéologique et de la Société Académique, auxquels s'adjoignent M. Soullard et M. Renard, tiennent à honneur de ne pas fausser compagnie à leurs invités d'Anjou et à M. le Curé d'Ancenis.

C'est donc au nombre de neuf que nous visitons de nouveau les ruines imposantes et pittoresques de la forteresse d'Oudon. On sait que la tour majestueuse avec sa forme octogonale rappelle beaucoup la tour d'Elven.

Alors, par un temps radieux, car le soleil brille pour la première fois de la journée, nous suivons en voiture la route capricieuse qui longe la ravissante vallée du Havre. Un de nos collègues angevins, enthousiasmé par la beauté du lieu, laisse échapper cette phrase que je recueille avec fierté : « Si cette vallée était située dans les environs de Quimperlé, tous les guides la signaleraient. »

La voiture s'arrête. A travers les herbes folles nous gagnons Vieillecour. Ici, je cède la plume à M. Maillard

qui, dans son intéressante brochure *La Tour d'Oudon* (Ancenis, Loncin, 1882), décrit à la perfection ce site curieux et enchanteur :

« Les ruines de Vieillecour sont situées sur un coteau de 25 à 30 mètres de hauteur. Vieillecour était autrefois un château-fort, ou au moins une maison fortifiée, qui dépendait de la seigneurie d'Oudon. La construction était défendue naturellement, à l'O. et au S., par la hauteur et la ligne presque perpendiculaire du coteau, et, des deux autres côtés, par un fossé, peut-être même par d'autres travaux. Le bâtiment principal avait environ 12 mètres de longueur sur 12 de largeur ; à chaque bout se rattachait une aile ou pavillon. Le pignon méridional, qui est le mieux conservé, peut avoir 10 à 12 mètres de hauteur ; il supporte, au milieu, un tuyau de cheminée et est traversé, de chaque côté, vers le haut, par deux fenêtres en plein-cintre. Sur le mur de façade qui domine la rivière, il existe deux larges ouvertures dont les arcs sont en anse de panier. Ce bâtiment devait être la maison d'habitation proprement dite.

« Ces formes indiquent ordinairement le XV^e siècle ou tout au plus le XIV^e ; c'est bien dans ce dernier siècle que nous voyons le nom de Vieillecour cité pour la première fois, mais le fort était antérieur à cette date.

« Au bout de la vigne qui touche le fossé vers le N.-E., on distingue d'autres murs très épais, mais si recouverts de broussailles qu'il est difficile de les bien examiner.

« De la plate-forme de Vieillecour, et au milieu du lierre et des épines qui l'entourent, la vue est particulièrement pittoresque. Voyez comme les ruines du vieux castel commandent bien tout le paysage : le Havre déroule en bas ses replis tortueux, le mamelon opposé se dresse avec les échancrures et les reliefs les plus harmonieux, quoique les plus variés. »

Sur cette impression inoubliable, que le poète comme l'archéologue, l'artiste comme le philosophe, emportèrent gravée au fond de leur âme, se termina l'excursion si réussie du 22 juin 1908.

Une heure après, à Ancenis, un dîner rapide réunit les vaillants touristes. Puis les Bretons reconduisirent

les Angevins à la gare et, à leur tour, prirent l'express de Nantes.

Avant de signer ce journal de bord, je remercie notre sympathique et savant capitaine, mon vieil ami Dortel, de nous avoir procuré une ^{si} heureuse traversée, et je lui affirme que tous ses compagnons de route sont disposés à rembarquer au premier signal sous son pavillon qui porte en lettres d'or : MISERE UTILE DULCI.

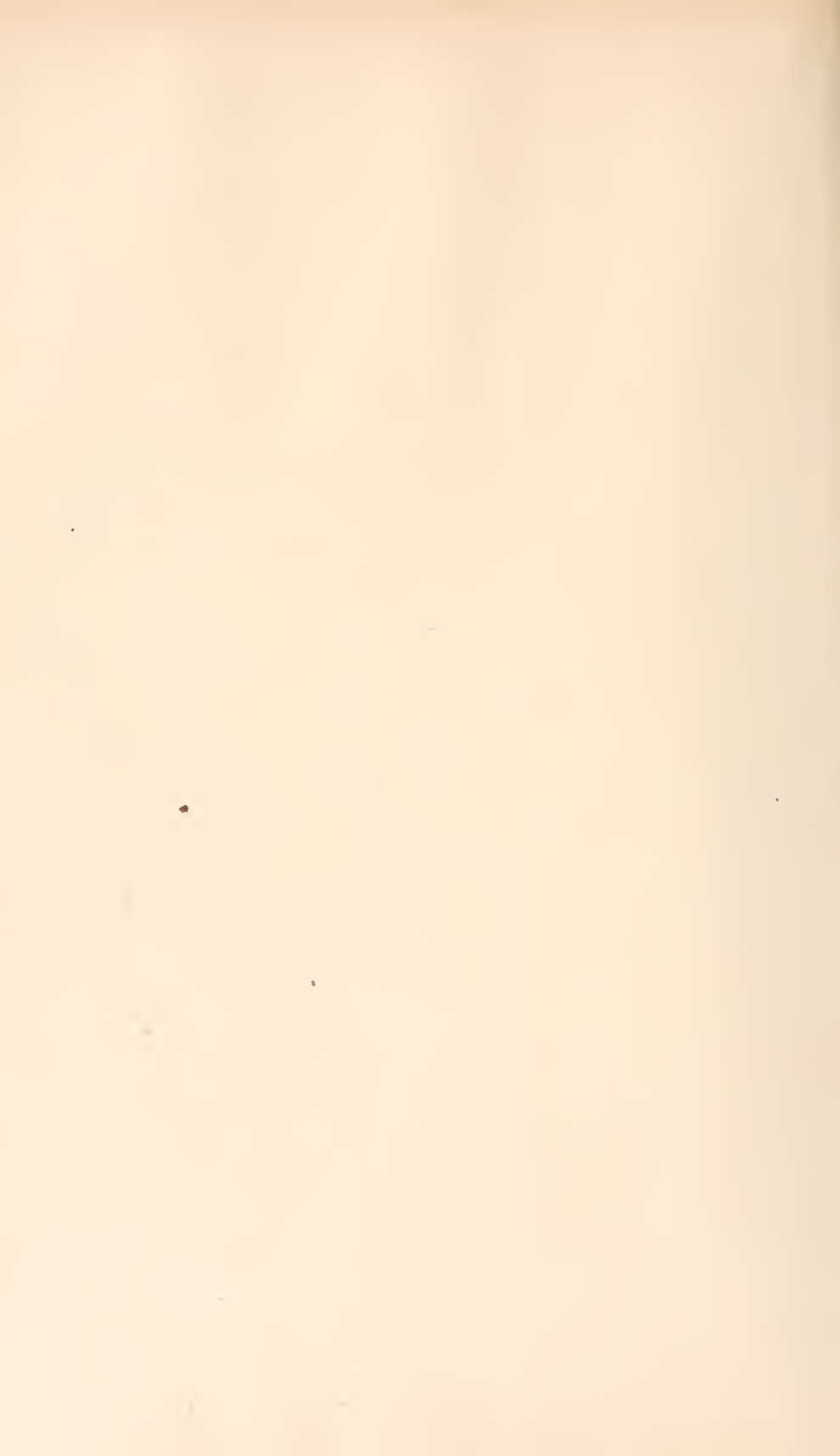
Baron GAËTAN DE WISMES,

Président de la Société Académique,

Vice-Président de la Société Archéologique.



MÉMOIRES



ALLOCUTION

ET

DISCOURS

PRONONCÉS PAR

M. LE BARON DE WISMES

Président sortant

MONSEIGNEUR (1),
MONSIEUR LE MAIRE (2),
MESSIEURS LES PRÉSIDENTS (3),
MES CHERS COLLÈGUES,

L'heure est venue de remettre en d'autres mains le commandement de l'esquif dont vous aviez bien voulu me confier la direction. De ce grand honneur je fus redevable surtout à votre affectueuse sympathie. Si j'avais pu en douter, les marques de déférence amicale, les attentions délicates que vous m'avez prodiguées bien au delà de ce que je pouvais espérer, en auraient été autant de preuves. Il en est une surtout que je ne saurais oublier : frappé dans mes plus chères affections par la perte d'un frère bien-aimé, presque à la veille du jour où nous devons célébrer les noces de diamant de notre Société, j'ai appris avec une intraduisible émotion que vous y aviez spontanément renoncé, afin de vous associer à mon deuil. J'en conserverai, Messieurs, croyez-le bien, une gratitude inaltérable, et du fond du cœur je vous dis : Merci, mes amis. Car, « un

(1) S. G. Monseigneur ROUARD, évêque de Nantes.

(2) M. SARRADIN, maire de Nantes.

(3) M. LINYER, président de la Société de Géographie commerciale, et M. LOROIS, président de la Société des Artistes Bretons.

des privilèges du travail étant de rapprocher par l'estime, puis par l'amitié », comme le disait un de mes prédécesseurs, l'intendant Galles, ce nom d'ami, j'ai le droit de vous le donner.

N'avons-nous pas travaillé ensemble, en effet, au bien de notre chère Société? Ensemble n'avons-nous pas pleuré ces treize collègues qui, depuis trois ans, ont rendu leur âme à Dieu et auxquels nous gardons une place dans nos souvenirs et dans nos prières? Si plusieurs autres ont dû, non sans regret, nous abandonner, le nombre des admissions, qui a été de 39, a comblé ces vides et au delà, puisque de 172 le chiffre de nos collègues s'est élevé à 182. Puisse-t-il s'accroître avec mon successeur !

Cher ami, c'est à vous que la Société a confié ses destinées. Vous serez digne de cette haute distinction. N'êtes-vous pas, quoique plus jeune encore que moi, un de ses membres déjà anciens? un des plus assidus, des plus actifs, des plus dévoués? Quelles séances avez-vous manquées? Fort peu. Quelle excursion n'avez-vous pas faite? Aucune. Comme un des héros de *Messire du Guesclin*, vous pourriez vous écrier : « Moi, les suivre? je les poussais ! » Plein d'entrain, de verve et d'intelligence, M. Dortel sera, Messieurs, un président dont le tact, l'aménité et l'autorité souriante conserveront à nos séances ce cachet de bonne compagnie, cette atmosphère de cordialité, ce charme familial, que plus d'un m'a dit et répété ne trouver nulle part autant qu'en notre vieux manoir. Brillant président de la Société Académique, où il cède le fauteuil à mon frère, il le retrouve comme lieutenant avec notre très cher et très aimé Alcide Leroux. Ainsi secondé, entouré de cette élite intellectuelle et morale dont sont formés le Bureau et le Comité, il ne peut manquer d'avoir un règne heureux et tranquille. Il verra continuer l'ère de prospérité dans laquelle, si j'ai réussi à maintenir notre chère Société, l'honneur en revient au concours infatigable d'un Comité où s'allie à l'harmonie la plus complète des cœurs la plus large indépendance des idées. Je ne lui dis pas adieu, puis-

que le règlement, qui interdit la réélection du président sortant, lui accorde le privilège de faire, toute sa vie, partie de ce Comité, mais du fond du cœur : Merci ! Merci !

Qu'avons-nous donc fait depuis trois ans, mes chers collègues? C'est ce que je vous exposerai en deux mots.

Nos 30 séances ont été suivies par une assistance considérable, séduite par l'intérêt des travaux qui nous ont été lus par M. Angot, M^{me} Baudry, MM. le comte de Berthou, l'abbé Brault, Caillé, Chaillou, Chapron, le R. P. de la Croix, Delattre, Dortel, le chanoine Durville, Furret, Gourdon, Leroux, le vicomte de Lisle du Dreneuc, Senot de la Londe, Maître, l'abbé Mollat, l'abbé Radigois, P. Soullard, deVeillechêze, Vignerons-Jousselandière et le baron G. de Wismes, et par les piquantes et instructives communications ou les curieuses exhibitions de MM. Angot, Bastard, Bonneau, le marquis de Bremond d'Ars, Caillé, Chaillou, Charon, Dortel, le chanoine Durville, le marquis de l'Estourbeillon, Furret, Gourdon, l'abbé Grélier, l'abbé Lesimple, Senot de la Londe, Maître, Oheix, Pied, Révérend, Ringeval, P. Soullard, Vignerons-Jousselandière, A. Vincent et les barons C. et G. de Wismes. De ces 30 séances nos dévoués secrétaires généraux, MM. Vincent et l'abbé Brault, nous ont donné des comptes rendus aussi remarquables par l'exactitude du fond que par l'élégante précision du style. Je les remercie vivement, ainsi que nos secrétaires du Comité, dont le labeur, pour être apprécié d'un plus petit nombre, n'est pas moins méritoire et dont le zèle et le dévouement n'ont jamais défailli. Par une rare modestie, notre ami Houdet a décliné les fonctions de secrétaire général, que des occupations absorbantes n'ont pas permis à M. Vincent et à M. l'abbé Brault de conserver plus longtemps.

C'est à ces messieurs qu'incombait aussi la tâche délicate de veiller à l'impression du Bulletin. La poésie y a trouvé place avec *la Clochette des Cléons* et *Guy de Dom-martin, premier architecte de la Cathédrale de Nantes*, de l'un de nos bardes les plus inspirés, mon ami Dominique

Caillé, qui a bien voulu m'offrir la dédicace de cette dernière pièce. A lui seul, le travail du R. P. de la Croix a fourni un fascicule considérable et extraordinaire, accompagné d'un album de 21 planches. Si le grand renom de notre illustre collègue a déterminé le Comité, après sept délibérations à ce sujet, à supporter les frais de cette publication, c'est que le Conseil général a généreusement atténué l'atteinte sérieuse portée à nos finances, en nous accordant le subside que j'avais eu l'honneur de solliciter de sa bienveillance et que M. Dortel a eu celui, plus grand encore, de nous faire obtenir. La façon persuasive dont il a su plaider notre cause près de cette haute Assemblée n'a pas été étrangère certainement au vote d'un nouveau subside, qui permet d'espérer la reprise des bonnes traditions interrompues. Grâce à ces libéralités et à celles que nous accorde le Conseil municipal, ainsi qu'à la façon sage et intelligente dont notre très digne et très méritant trésorier, M. Pied, a su gérer notre modeste budget, je lègue à mon successeur une situation parfaitement nette.

Malgré ses faibles ressources, la Société a souscrit pour le monument de Jules Verne et pour celui d'Alain le Grand. — Elle a émis un vœu en faveur des édifices et objets religieux menacés par la loi de séparation.

Sa bibliothèque s'est enrichie d'ouvrages ou revues dus à de généreux donateurs : MM. Angot, Baudouin, M^{me} Baudry, M. Caillé, le R. P. de la Croix, MM. Dortel, le chanoine Durville, de Farcy, Allotte de la Fuÿe, Legrand, Oheix, Rigault, Rousse, le chanoine Urseau et surtout le marquis de Bremond d'Ars, qui s'est dessaisi en notre faveur d'une partie de ses riches collections. Mon frère et moi avons été heureux également d'offrir à la Société *le Maine et l'Anjou*, de notre regretté père, ainsi qu'un choix d'ouvrages lui ayant appartenu. — Le buste de notre ancien président d'honneur, Mgr Fournier, et d'autres précieux souvenirs nous ont été légués par M. l'abbé Pothier, membre honoraire, à la mémoire duquel j'adresse l'hommage ému de l'amitié respec-

tueuse. — Notre éminent collègue, le marquis de l'Estourbeillon, nous a aimablement envoyé son portrait en bronze. — De M. Guénault et de M. Robuchon nous sont venues de magnifiques séries de cartes postales sur le Vieux Nantes et sur le Poitou.

Si vous ajoutez à cela des achats, abonnements et échanges nouveaux avec plusieurs Sociétés et Revues savantes, vous comprendrez facilement, Messieurs, l'embarras de nos excellents et sympathiques bibliothécaires, qui doivent douter de la vérité du proverbe : « Abondance de biens ne nuit pas ». Que faudrait-il cependant pour tirer de peine MM. Soullard et Lagrée ? Qu'une des salles voisines nous fût accordée par l'administration de ce Musée que « nous pouvons considérer avec un légitime orgueil comme notre œuvre », disait M. Marionneau, et qui a pris, sous la direction de l'éminent conservateur, le vicomte de Lisle du Dreneuc, une extension dont vous avez pu juger dans l'après-midi du 23 avril 1907.

En 1905, nous avons visité, au nombre de 26, la cachette de la duchesse de Berry et la Cathédrale, où M. l'abbé Barat nous a guidés avec son amabilité accoutumée (21 mars), — reçu, au nombre de 23, l'hospitalité généreuse du châtelain des Cléons, M. Chaillou, et admiré son merveilleux musée gallo-romain (15 mai), — accompagné dans son examen du Château, dont M. Furret s'est fait le guide éclairé, M. Pocquet du Haut-Jussé, continuateur de notre illustre de La Borderie (7 juin), — été, au nombre de 16, déjeuner à Blain, où M. Revelière, notre bon et regretté collègue, nous a fait les honneurs de ses collections, aussi belles que variées (10 juillet).

En 1906, une décision presque impromptu nous a conduits, au nombre de 14, à la chapelle de Bon-Garand, au château du Buron, où M. Hersart de la Villemarqué nous a reçus d'exquise façon, et à celui de la Tour, dont notre aimable collègue, le vicomte de Sécillon, était malheureusement absent (5 avril), — puis, franchissant les marches de l'Anjou, nous nous rencontrions avec l'éminent chanoine

Urseau et le très distingué chevalier Joubert, avec lesquels nous allions visiter le cirque et les thermes romains de notre savant collègue M. le chevalier d'Achon et passions un de ces après-midi merveilleux dont ne perdront jamais le souvenir les 21 personnes qui prirent part à cette excursion et que le talent émérite de notre modeste et aimable collègue M. Trémant a fixées de façon si pittoresque au milieu des ruines de Saint-Macé (28 mai). — M. Ringeval représenta la Société près de celles de Rennes et de Saint-Malo, qui nous avaient conviés à une excursion au Mont Saint-Michel (7 juin).

En 1907, notre Compagnie fut encore représentée par quelques membres à l'inauguration de la statue d'Alain le Grand, due à l'initiative du marquis de l'Estourbeillon (21 avril). — Enfin la série de nos excursions fut close par celle qu'au nombre de 20 — sans compter trois membres d'autres Sociétés qui s'étaient joints à nous — nous fîmes, le 13 mai, en Anjou, où nous reçut avec la plus cordiale fraternité la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers, à laquelle, cette année, sans doute, nous rendrons la politesse.

Les rapports les meilleurs ont été entretenus par notre Compagnie avec celles qui fleurissent à ses côtés. Sociétés Académique, des Artistes Bretons, d'Horticulture, etc., ont convié votre président à leurs expositions ou à leurs distributions de prix. Le 29 mai dernier, j'étais heureux d'aller porter l'hommage de tous à notre éminent collègue M. Linyer, à l'occasion des noces d'argent de la Société de Géographie commerciale, et de me joindre, le lendemain, au cortège qui descendit une Loire rendue navigable, grâce à sa persévérante énergie. Enfin, le 15 décembre dernier, la *Revue de Bretagne* et la Société des Bibliophiles Bretons célébrant à Nantes le 50^e et le 30^e anniversaire de leur fondation, j'eus la très grande joie d'aller saluer notre éminent collègue, mon ami, le marquis de l'Estourbeillon, qui considère notre Compagnie, il nous le disait récemment, comme une seconde famille, et de commenter,

en quelque sorte, ces vers du doux poète qui lui faisait face à la table d'honneur :

Les Français n'ont conquis que le sol d'Armorique ;
Toujours libres et fiers, nous garderons nos cœurs !

(La Chapelle de Saint-Gildas, par M. Rousse).

D'où vient, mes chers collègues, cette situation de plus en plus florissante de notre Société? C'est qu'il est loin le temps où les archéologues « étaient en butte aux bons mots des hommes d'esprit, lesquels croient, avec les sots, qu'avant leur naissance il n'y avait rien qui attirât l'attention » (D^r Foulon). Les sarcasmes avaient fait place au respect lorsque M. de la Nicollière quitta la présidence en disant : « Tous ont compris que la mission de la Société est belle, grande, parfaitement remplie. Sa place est marquée parmi les institutions considérées et fructueuses. » Et M. Maître constatait, à son tour, en prenant le fauteuil, que « l'esprit public, comme les administrations, accueillait avec bienveillance les propositions qui avaient pour but de favoriser les études archéologiques. »

C'est que la science du passé est l'une des plus attachantes qui soient. « C'est à lui, disait M^{gr} Freppel, en ouvrant le Congrès archéologique d'Angers, le 19 juin 1871, que nous devons notre langue, notre patrie, nos mœurs et nos croyances. Chaque fois qu'un siècle se lève à l'horizon, ce sont les lumières des âges précédents qui viennent former au-dessus de son berceau l'étoile destinée à éclairer sa marche. »

Du passé qui s'éteint gardons quelques lumières,

comme l'a dit M. Rousse. Quelque branche de l'art que nous choissions, elle nous révèle la religion, les mœurs, l'histoire entière d'une époque.

Prenons, si vous le voulez bien, l'architecture.

Quels souvenirs n'éveillent pas en nous les monuments de l'ancienne France, tels que : Versailles, Blois, Amboise... ! La pierre, au muet mais saisissant langage, nous fait comprendre l'histoire mieux que bien des lectures. C'est l'image à côté du récit, l'illustration auprès du texte. Tel que l'Océan, dont les profondeurs restent calmes malgré les plus violentes tempêtes, notre pays, en dépit des agitations politiques et religieuses, demeure si traditionaliste qu'il n'est guère de province où les amis du passé ne puissent respirer, près de quelque majestueux relief ou de quelque modeste épave, ce je ne sais quoi d'indéfinissable qu'on appelle l'atmosphère. Qu'est-ce que la colonne des Trente ? Une simple pierre, grise et fruste. Cependant, devant elle, notre âme palpite, l'enthousiasme nous saisit, et les bruissements mélancoliques des pins semblent l'écho de grandes clameurs : Beaumanoir, bois ton sang ! Beaumanoir, bois ton sang, et ta soif passera !

Mais, si l'architecture nous initie à l'histoire d'un peuple, elle nous révèle mieux encore sa religion. Le but de l'art, en effet, sa loi, son génie, son essence, c'est d'exprimer le beau. Or, le Beau absolu, c'est Dieu. Plus donc l'homme s'approchera de Dieu par sa foi, plus parfaite sera l'image qu'il nous donnera du Beau. « Sans religion, a écrit Jean Rameau, sans aspirations célestes, sans l'éblouissement de Dieu qui brûle les prunelles, aucun artiste ne créera jamais rien de vraiment immortel. »

Voyez plutôt

Bartholomé pensif, le front dans la poussière,
Brisant son jeune cœur sur un autel de pierre,
Interrogé tout bas sur l'art par Raphaël
Et bornant sa réponse à lui montrer le ciel...

(Alfred de Musset).

Or, comme l'observe Chateaubriand, « c'est au christianisme que les beaux-arts doivent leur renaissance et leur perfection. Plus les âges qui ont élevé nos monuments ont eu de piété et de foi, plus aussi ils ont été frappants

par la grandeur et la noblesse de leur caractère. » (*Le Génie du Christianisme*).

Ces vérités, Messieurs, je n'ai pas la prétention de les apprendre à des hommes de science et d'érudition comme vous l'êtes. D'ailleurs,

Il faut être ignorant comme un maître d'école
Pour se flatter de dire une seule parole
Que personne ici-bas n'ait pu dire avant vous.

(Alfred de Musset).

Mais, si elles ne sont pas nouvelles, ces vérités, je veux vous les exposer de telle sorte que de leur choc jaillisse une lumière éclatante sur le tableau où vous verrez se dérouler parallèlement les diverses phases de notre histoire et de notre architecture. Ainsi qu'une barque s'élève et s'abaisse avec le flot qui la porte, celle-ci subit le flux et le reflux religieux, moral, politique, avec une sensibilité telle que cette harmonie presque constante entre l'âme de la France et ses monuments m'a paru digne de faire l'objet de ce discours.

Mais, tout d'abord, quelques mots sur l'antiquité. Oh ! soyez tranquilles, je ne remonterai pas aux cités lacustres, n'ayant pas, comme M. Pohier, qui les a si poétiquement ressuscitées par le pinceau, la musique et les vers, la ressource de distraire votre attention par l'apparition sur la toile des édifices de notre chère patrie.

La Chine, l'Inde et l'Egypte ne sauraient retenir notre attention. Qu'elle découpe sur le ciel la silhouette mesquinement laide de ses maigres pagodes ou de ses grosses tours de porcelaine, qu'elle entasse bloc sur bloc pour former des temples gigantesques, autour desquels elle amoncelle un fatras de monstrueuses divinités, qu'elle associe à la splendeur du désert la froide tristesse de ces pierres colossales qui ne tressailliront même pas lorsque Bonaparte leur jettera la phrase doublement lapidaire que l'on sait, ici puérile et bizarre, là grotesque et hideuse, ailleurs lourde et hiératique, l'architecture reste figée

dans une immobilité absolue. Elle est, en effet, associée à l'Etat, et l'Etat repose sur un système de castes qui le condamne à une mortelle monotonie.

Allons respirer sur l'Hymette ou sur le Pentélique l'air de la liberté ! En Grèce, tout vibre, tout rayonne, tout est harmonie et lumière; la nature, prise pour modèle, revit dans les créations. « Pourquoi fais-tu ce chêne, puisqu'il est déjà fait? » demandait un paysan à Corot. Pas un pasteur de l'Hellade n'eût posé pareille question. Ah ! je n'oublierai jamais, Messieurs, le frémissement subit, profond, irrésistible qui me saisit à la vue du Parthénon. Plein d'une muette extase, je demeurai cloué sur place, devant ce temple dont les siècles sans doute ont terni les couleurs, dont l'étranger a pu mutiler les portiques, mais qui garde toujours cette incomparable beauté qu'achève le ciel de Grèce ! Oh ! ce ciel fin, suave, délicat, comme poudré d'argent par la lumière qui lui prête son moelleux éclat ! Sous les brumes parisiennes, la Madeleine n'est qu'un gros pavé massif; le Parthénon est une fleur de clarté qui resplendit dans l'azur. Elle resplendit, il est vrai, mais elle ne sourit pas; elle charme, mais elle n'émeut point, car, pour être émouvante, l'œuvre doit être née d'un émoi et non d'une formule. Puis à ce temple il manque la voûte, cette figure du ciel; son spiritualisme ne dépasse pas les sommets de l'Olympe : comme ses dieux il se tient terre à terre.

Tout inférieur qu'il soit à notre style chrétien, le style grec n'en garde pas moins sa supériorité sur tous ceux du paganisme. Pourquoi? C'est que la religion et les mœurs, à l'époque où il brilla, étaient également moins grossières et que peut-être l'idée du vrai Dieu, de ce Dieu inconnu auquel les habitants d'Athènes élevèrent un temple, s'était en quelque sorte révélée à certains esprits supérieurs, tels que Platon et Socrate. Sur le point de boire la ciguë, celui-ci l'entrevoit

Par delà tous ces dieux que notre œil peut atteindre.

.....

Force, amour, vérité, créateur de tout bien.
C'est le dieu de nos dieux, c'est le seul; c'est le mien.
.....Dieu saint, unique, universel,
Le seul Dieu que j'adore et qui n'ait point d'autel.

(A. de Lamartine, *Harmonies*).

Lorsque les arts, méprisés en Italie, y pénétrèrent par suite de la réduction de la Grèce en province romaine (II^e s. av. J.-C.), les Etrusques apportèrent à l'architecture un immense perfectionnement par l'invention de l'arcade et de la voûte. Sous Auguste, Rome se couvrit d'un si grand nombre de luxueux édifices que ce prince put dire : « Je l'ai trouvée bâtie en briques, je la laisse bâtie en marbre. » La force, la régularité et le faste de ces monuments sont les indices d'un peuple orgueilleux, ambitieux et dominateur; les ponts, aqueducs, thermes, attestent son génie pratique. Mais l'amour du bien-être dégénéra peu à peu en raffinement et en mollesse. La tyrannie et la bassesse, qui s'engendrent l'une l'autre, annoncent la décadence. Afin d'abrutir le peuple et de prévenir ses révoltes, ses tyrans multiplient les fêtes et lui offrent les spectacles les plus dégradants : « Du pain et des jeux ! », tel est le cri qu'on entendra retentir jusqu'à ce que s'en élève un autre : « Les dieux s'en vont ! » Ils s'en vont en effet, ceux de la jeune Italie pêle-mêle avec ceux du vieil Orient, qui ont envahi l'empire; on s'en moque; Néron, par mépris, souille leurs statues; les poulets sacrés ne trouvent plus d'acheteurs; bref, c'est la débandade de tout l'Olympe !

Le monde était dans Rome, et Rome dans la fange.
L'Olympe s'écroulait sur son autel pourri.
L'or régnait. La vertu de l'homme avait tari
Comme une vigne après les temps de la vendange.
La terre était sans but sous un ciel sans amour.

(Edmond Haraucourt, *Le Messie*).

Or, comme « l'incrédulité est la principale cause de la décadence, du goût et du génie, quand on ne crut à rien

à Athènes et à Rome, les talents disparurent avec les dieux... Le monde romain, pourrissant dans ses sources, était menacé d'une dissolution épouvantable... L'Évangile a prévenu la destruction de la société. » (Vicomte de Chateaubriand).

Dieu avait permis que son Église reçût, pendant près de trois siècles, le baptême du sang. Mais, du champ rougi par les martyrs ayant levé une abondante moisson de chrétiens, par un miracle il convertit Constantin.

Nos pères sortent des catacombes et cherchent des édifices pour célébrer les saints mystères. Les temples, souillés par d'abominables sacrifices, — les immolations d'enfants sont attestées par plusieurs historiens, — leur répugnent. Aussi, à de rares exceptions près, leur préfèrent-ils des espèces de prétoires ou de bourses de commerce appelés basiliques (maisons royales), qu'ils transforment ou copient en y apportant deux innovations : 1^o l'allongement du transept pour leur donner la forme de croix et 2^o, ceci est capital, le remplacement de l'architrave par l'arcade sur colonne, qui restera le principe fondamental de toute l'architecture chrétienne.

L'Empereur transporte le siège du gouvernement à Byzance, où il appelle les plus savants architectes, afin de remplacer l'art dégénéré de l'Italie par l'art indigène. Celui-ci atteint son plus haut point de perfection : liberté, élégance, hardiesse, dans Sainte-Sophie, reconstruite sous Justinien (VI^e siècle); mais, en dépit de ses riches décorations, c'est une triste impression, Messieurs, que j'éprouvai en pénétrant sous cette vaste coupole, d'où l'on a chassé le Dieu vivant et qui semble porter une seconde fois le deuil du Christ.

Quittons la Grèce et l'Italie pour aborder aux rivages de la Gaule. Ils sont couverts de cromlechs, dolmens, menhirs, etc. Bien téméraire serait celui qui voudrait en déterminer la signification précise. « Ne confie l'histoire du passé qu'à ta mémoire », prescrivait la loi druidique.

Donc nul écrit. Peut-être quelques rares inscriptions gravées sur ces pierres pourront-elles être déchiffrées. En attendant, gardons de M. de Caumont le silence prudent, quand il nous engage à « ne pas vouloir pénétrer trop avant dans la connaissance des premiers temps historiques sous peine de s'exposer à substituer à la vérité des fables ou des conjectures. » (*Cours d'antiquités monumentales*). A propos de ces vestiges, qui conservent, vous le voyez, tout l'attrait du mystère, j'hésite à prononcer le grand mot d'architecture. Et cependant on les appelle des monuments; ils sont simples et rudes comme les mœurs et attestent le respect des héros et la croyance à l'immortalité; leurs formes hautaines et tristes ont leur genre de beauté, qui inspira plus d'un poète. Quelle impression profonde et délicieuse n'avez-vous pas gardée de la pièce qu'aux *Noces d'or* nous récita M. Alcide Leroux? Ecoutez un étranger, mais un étranger qui a parlé de la Bretagne mieux que nul Breton, a dit le vicomte de Gourcuff, M. Fuster, passant à Saint-Nazaire, où

Se dresse le dolmen impassible : il est là,
Grave, sans la douleur des choses ruinées.
Nos bâtisses par lui se sentent dominées.
Sur lui le vieux soleil de Gaule étincela.

Le culte superstitieux des pierres persista dans les campagnes, à l'insu même de ceux qui le professaient, et dut être combattu par maints conciles. Celui de Nantes, tenu en 658, interdit « l'adoration des pierres élevées aux démons dans les antiques forêts et sur lesquelles on allait faire des vœux ». Souvent l'Eglise les transforma en calvaires :

O Christ ! ami du faible et des âmes blessées,
Seul vrai consolateur, votre souffle puissant
A détruit les autels qui s'abreuvaient de sang,

s'écrie M. Rousse *près d'un dolmen*.

Ces pratiques ne disparurent qu'au IX^e siècle, et encore

n'est-il pas rare de voir ces monuments, dont les noms mêmes de grottes aux fées, châteaux des mauvais esprits, etc., sont une lointaine réminiscence des traditions, assignés comme lieux de réunion aux farfadets, lutins, garaches, lous-garous, etc.

L'avant l'affront du brenn gaulois dans le sang de Vercingétorix, César a soumis et civilisé, ou plutôt paganisé notre pays, car « Rome avait donné à la Gaule son effroyable corruption de mœurs, de sorte qu'au commencement du V^e siècle, le nom de Gaule était prêt à disparaître de la carte du monde. » (*Histoire nationale illustrée de la France*).

Mais voici que des peuplades farouches se ruent sur le pays. Les prêtres de Jupiter fuient épouvantés, renversant leurs idoles impuissantes. C'est alors que se déroula un merveilleux spectacle : l'Eglise, en la personne de sainte Geneviève et de ses vénérables évêques, s'avança à la rencontre des hordes formidables et sauva cet Empire qui l'avait si cruellement persécutée ! Si toute l'Europe ne fut pas, comme l'Angleterre demeurée païenne, submergée par le rouge torrent des invasions barbares, c'est à l'Eglise qu'elle le doit.

L'Eglise baptise Clovis, qui donne à la Gaule l'unité morale et la grandeur politique, et sur les ruines du polythéisme s'établit en douce victorieuse. Au VIII^e siècle, l'Islam est écrasé à Poitiers par Charles Martel ; Pépin le Bref fonde le domaine temporel des papes, et Charlemagne, après avoir conquis la Saxe au christianisme, vole au secours du Saint-Siège, menacé par les Lombards, et reçoit du Pape Léon III la couronne impériale (800). O Charlemagne à la barbe fleurie, toi qu'ont popularisé l'image et la légende, toi que les écoliers acclament en de joyeux banquets, quelle impulsion magnifique et féconde ton génie va donner aux lettres et aux arts !

France, ma douce France. ô ma France bénie.
Rien n'épuisera donc ta force et ton génie !

te fait dire le vicomte de Bornier. Tu parais, tel un colosse dans un désert, et rallumes le flambeau de la civilisation en faisant pénétrer le christianisme dans l'Occident. A ce relèvement religieux correspond le relèvement de l'architecture. Certes, à une époque où se trouvent souvent encore confondues les mœurs du barbare, du romain et du chrétien, elle ne peut avoir un style précis. Elle est, comme la société, soumise à des influences si diverses que les auteurs modernes hésitent même sur le nom que celui-ci doit porter : *latin*? *gallo-romain*? *roman primitif*?

Mais M. de Caumont, qui adopte ce dernier terme, ne craint pas d'affirmer que l'architecture atteignit alors un haut degré de prospérité. Elle est remarquable surtout dans les monastères, dont l'importance n'échappe pas aux regards inquisiteurs et cupides des Normands.

Près d'un siècle durèrent leurs horribles ravages, au cours desquels, dit un vieux chroniqueur, « ils gâtèrent, saccagèrent et désertèrent d'une horrible et énorme façon la Bretagne, signamment le pays nantais. » Restée la dernière en leur pouvoir, notre malheureuse cité fut délivrée par Alain Barbe-Torte, grâce au secours miraculeux de « la benoïste Vierge Marie ». Ce prince fut élevé en Angleterre,

Puis revint en Bretagne en chacier les Normans...
Lesquels tenaient en leur subgection
Pays Nantois et sa ville iolie.

Notre Cathédrale était en ruines. Il en était ainsi de nombreux et riches monuments. Dans les cloîtres déserts, lugubres s'élevaient les cris de la chouette ou le hululement du hibou, qui remplaçaient les hymnes et les psaumes.

Le calme rétabli, on voulut reconstruire; mais presque tous les fragments gallo-romains, qui depuis le V^e siècle avaient servi de matériaux ou de modèles, avaient été réduits en poussière. Il fallut extraire de la pierre, la tailler, inventer des formes nouvelles. Sur ces entrefaites, une étrange terreur saisit les hommes et fit tomber de

leurs mains découragées la truelle et le marteau : l'an mille devait marquer la fin du monde.

Seuls les châteaux-forts se multiplient, grâce au système féodal. Il y a encore vingt ou trente ans, avant que les milliers de documents puisés dans les archives publiques ou privées n'aient permis de refaire nos annales et ne nous aient montré « l'histoire reçue, officiellement enseignée et propagée, comme la plus grossière des duperies, ou la plus audacieuse des impostures, on nous avait appris un moyen âge qui était un enfer. » (Maurice Talmeyr, *Chaires de mensonge*.)

Dans un article qu'il consacrait récemment au cinquanteaire d'une de nos plus pures gloires nationales, M. Léopold Delisle, M. Funck-Brentano écrivait ceci à propos d'un des livres les plus célèbres de l'illustre écrivain : « L'ouvrage fit sensation dès son apparition; par ses conclusions d'abord, quand on vit l'auteur montrer, en termes qui ne pouvaient être réfutés et qui même n'ont jamais été discutés, que, dans ces temps où l'on croyait ne devoir trouver que barbarie et oppression, sous cette horrible tyrannie féodale qui exploitait le peuple jusqu'au sang, — Michelet a écrit là-dessus les pages les plus folles, — la campagne présentait, à peu de chose près, le même aspect que de nos jours. Au XII^e siècle, la condition du paysan était semblable à sa condition présente; il avait autant d'aisance et, s'il est possible de juger de ceci par des documents historiques, autant de bonheur. »

« Les immenses travaux que nécessitait la construction de nos vieux châteaux-forts suffiraient pour révéler dans la nation une vitalité ardente. Les temps calamiteux où les populations succombent sous l'excès de leurs maux ne laissent pas de pareilles œuvres à la postérité », avait déjà écrit mon père, dans *le Maine et l'Anjou*, à une époque où ce grand menteur que fut Michelet ensorcelait encore l'esprit des foules en faussant l'histoire par le roman.

Avant lui, d'ailleurs, M. de Caumont avait affirmé ceci :

« Le système féodal n'a pas été sans avantages pour le temps où il est venu ; il n'a pas été sans force et sans éclat. De grands faits d'armes, des hommes célèbres, la chevalerie, les croisades, la naissance des langues et des littératures modernes l'ont illustré ». Il rappelait cette phrase de Guizot : « Ce temps a été pour l'Europe moderne ce que furent pour la Grèce les temps héroïques ».

C'est qu'il se complète par la chevalerie « dont le nom seul est proprement une merveille que les détails les plus intéressants ne peuvent surpasser » (Vicomte de Chateaubriand). Vous avez lu, n'est-ce pas ? les pages d'une magie délicieuse où notre grand Breton évoque la poésie sans seconde de cette époque : festin de la licorne ou vœu du paon, fêtes, joutes, tournois, lays d'amour, enchantements, pèlerinages, prouesses merveilleuses, aventures romanesques. Je ne sache dans notre littérature rien qui éveille l'imagination et satisfasse le cœur autant que ces récits éblouissants, parce que, supérieurs aux héros d'Homère, les preux sont chrétiens. Leur idéal, c'est l'Eglise qui l'a créé ; leur institution, c'est elle qui l'a ennoblie : foi, vaillance, honneur, désintéressement, charité, tout jusqu'aux austérités du cloître — il y a environ quarante ordres religieux militaires — telles sont les vertus chevaleresques, et ce mot lui-même inspire encore un tel respect qu'il est un des rares dont l'abus n'ait pas atténué le prestige. Une action chevaleresque, un caractère chevaleresque, se peut-il rien au-dessus ? C'est donc à la religion encore que nous devons, pour une bonne part, ces redoutables forteresses dont les majestueux débris couronnent nos coteaux. Dans ces nobles manoirs, près de femmes à l'âme claire, tendre et forte, naquit la poésie nationale, les mœurs s'adoucirent et prirent cette teinte de courtoisie, d'élégance et de délicatesse qui devait faire dire à Duclos : « Le Français est l'enfant de l'Europe » et inspirer à M. Vidal de la Blache cette belle pensée : « La France est située de telle sorte que le soleil ne peut y

décliner sans qu'elle voie grandir sur elle l'ombre des nations voisines. » (*La France.*)

L'an mille passé, les alarmes se dissipent, l'apathie fait place à la plus dévorante activité. De nouveau, la pierre s'anime et, sous la direction des Evêques, associations de moines et d'abbés, ou pieux laïques liés par un vœu religieux, élèvent et décorent des églises plus grandes, plus magnifiques que par le passé. Grâce à Dieu, et ce n'est pas une simple façon de parler, car c'est Dieu qui inspire ces hommes, la France peut enfin s'enorgueillir d'un style national : le génie chrétien a créé le *roman*. Sans doute ce style est né de l'ancienne idée architecturale chrétienne : mais, affranchi de toute servitude antique, il offre un caractère puissant et grandiose, austère et recueilli. Si le byzantin, que des artistes grecs, chassés par les iconoclastes, nous ont fait connaître au IX^e siècle, s'y allie parfois, c'est de la façon la plus harmonieuse.

Grâce à Robert le Pieux et Louis le Gros, à saint Bernard et Suger, la foi grandit, les mœurs s'épurent. Au XII^e siècle, « tout naît, tout resplendit ensemble comme par une même explosion ». (N. de Caumont).

L'architecture gagne en pureté, en grâce, en élégance, et se montre parée de toutes ses richesses, ornée de ces broderies de pierre qui lui valent le gracieux surnom de *roman fleuri*.

Vastes catéchismes vivants, les églises offrent un enseignement complet avec leurs fresques impressionnantes, leurs austères statues, leurs figures d'un mysticisme étrange, leurs verrières aux couleurs profondes et chaudes, où « des saints de lumière, de mystérieux personnages, raides en leur pourpre violacée ou en leur tunique de lin, graves, éloquents, solennels, nous font voir, formée de mille paillettes, de mille éclats multicolores, l'âme française comme dans un kaléidoscope. » (Guy de Cassagnac.) « Le soleil, en les traversant, jette sur les dalles l'ondoyante richesse des tapis d'Orient ; et là-haut resplendit un im-

mense écrin de diamants, de saphirs, de rubis, d'émeraudes. Les fonds bleus, ou plus souvent pourpres, réchauffent de leurs flammes assombries la pénombre des basses nefs. Tout en haut, au sommet des parois, une lumière surnaturelle éclate, faite de pierreries et d'émeraudes en fusion ; dans la Jérusalem étincelante, de grandes figures se dressent en pied, le Christ, la Vierge, les apôtres, les saints. Ils semblent vêtus des tendres clartés de l'aube et des lueurs profondes du couchant. C'est l'amour et l'extase, et dans cet acte d'amour respire encore l'âme populaire. » (André Pératé, *l'Art chrétien au moyen âge*).

Oui, c'est un vaste amour qu'au fond de vos calices,
Vous buviez à plein cœur, moines mystérieux !
La tête du Sauveur errait sur vos cilices
Lorsque le doux sommeil avait fermé vos yeux,
Et, quand l'orgue chantait aux rayons de l'aurore,
Dans vos vitraux dorés vous la cherchiez encore.
Vous aimiez ardemment ! oh ! vous étiez heureux !

(Alfred de Musset).

Inutile, Messieurs, d'énumérer tous les caractères du roman, mais comment oublier le clocher ? « Quand notre piété veut s'envoler aux nues, le fin peuplier qui monte et qui chante, ciselé de feuilles trouées de lumières, devient la flèche des églises, où le vent peut chanter aussi dans les dentelles ajourées. Le trèfle et la pâquerette s'élargissent en rosaces, le liseçon se coule en bronze pour devenir la cloche, le coq des Gaules se perche au faite du clocher et la cathédrale est finie. » (Edmond Haraucourt, *la Patrie donne l'art*.)

Finie, en effet, avec le clocher, et, sans lui, inachevée la cathédrale, incomplète l'église rustique. Ah ! la poésie, l'amour, la nostalgie du clocher, qui ne les a chantés, ou, du moins, ressentis ? N'est-il pas l'âme du village ? A sa vue, le voyageur fatigué se ranime, le regard du pèlerin rayonne ; son souvenir attendrit l'exilé, sa pensée console le marin et le berce sur les mers lointaines ; sa voix

sonore et douce, qui prend toutes les inflexions : prière, plainte, joie, terreur, la cloche, en un mot, écho de la voix de Dieu, trouve elle-même un écho dans le cœur du laboureur, soit qu'elle règle ses piétinements sur la glèbe, soit qu'elle marque ses étapes sur le chemin de la vie. Si vif était le regret des cloches au lendemain de la Révolution qu'en maintes bourgades, et non des plus ferventes, — c'est Taine qui le raconte — les paysans, au mépris des règlements et de la police, s'obstinaient à rattacher les cordes pour avoir la joie d'entendre tinter l'*Angelus*.

Peut-être une dernière inspiration eût-elle porté le style roman à une telle perfection qu'il fût devenu la formule définitive de l'art chrétien, mais déjà l'ogive était née.... en France, Messieurs, et non en Orient, où ce sont les Croisés qui la firent connaître. Le vicomte Melchior de Vogué l'a démontré, avec preuves à l'appui, au grand déplaisir des snobs qui, donnant un sens inattendu au vers célèbre du vicomte de Bornier :

Tout homme a deux pays : le sien et puis la France,

ont d'abord un pays dont ils raffolent sottement, puis la France, qu'ils dénigrent à tout propos. Comme si un fils devait déchirer le sein de sa mère ! *France d'abord !* Messieurs.

Dès le milieu du XII^e siècle, l'arc en tiers point s'associe au plein cintre, d'où le nom de *roman de transition*, et le remplace définitivement à partir du XIII^e siècle ou, au plus tard, au commencement du XIV^e en certaines régions.

¶ D'où vient cette magnifique efflorescence qui signale le XII^e siècle et se manifeste surtout peut-être dans l'architecture ? De l'influence excellemment bienfaisante de l'Eglise, qui, sauvant tout ce qu'on peut sauver de la culture humaine, créant partout des centres d'industrie et d'agriculture autour desquels viennent se grouper les villages, bâtissant des lieux de prière, qui sont en même

temps des asiles, des musées, des écoles, des hôtelleries. « donnant non seulement le pain du corps, mais celui de l'âme, par ses innombrables légendes de saints, par ses cathédrales et leur structure, par ses statues et leur expression, rendant visible le royaume de Dieu et dressant le monde idéal au bout du monde réel comme un magnifique pavillon d'or au bout d'un enclos fangeux » (Taine, *les Origines de la France contemporaine*), restaure la dignité de la femme, rend la liberté à l'esclave, prêche l'égalité devant la loi, la fraternité dans le Christ, et, travaillant à consolider la monarchie, fonde définitivement la nationalité française. « Ce sont les évêques qui ont fait la France », a dit Gibbon.

Si le prodigieux épanouissement du XIII^e siècle atteignit son apogée sous saint Louis, c'est que, portant le triple fleuron de la sainteté, de la justice et de la vaillance, le fils de Blanche de Castille fut l'idéal du chevalier et du chef d'Etat chrétien. Le nom français resplendit alors d'un éclat incomparable, notre langue devient en quelque sorte universelle, de toutes parts les étudiants affluent pour suivre les cours de notre Université, issue de l'école épiscopale de Notre-Dame. N'est-ce pas véritablement le siècle d'or :

Où tous nos monuments et toutes nos croyances
Portaient le manteau blanc de leur virginité ?

.....
Où Cologne et Strasbourg, Notre-Dame et Saint-Pierre.
S'agenouillant au loin dans leurs robes de pierre,
Sur l'orgue universel des peuples prosternés
Entonnaient l'hosanna des siècles nouveau-nés ?
Le temps où se faisait tout ce qu'a dit l'histoire ;
Où sur les saints autels les crucifix d'ivoire
Ouvraient des bras sans tache, et blancs comme le lait ;
Où la Vie était jeune, — où la Mort espérait ?

(A. de Musset)

« On vient de toutes parts admirer les merveilles de notre architecture » (abbé Houdebine), car elle « traduit l'esprit

d'une époque où le sentiment religieux était arrivé à sa maturité suprême et où la civilisation chrétienne porta ses fruits les plus charmants et les plus doux » (Michiels).

Donnant un tour oratoire à l'un des plus beaux passages du conte de Montalembert, Monseigneur Besson s'écrie : « Plus haut ! plus haut ! L'Eglise souffle sur les piliers de cet édifice, elle les orne de colonnettes amincies, elle les dégage de toutes les lignes horizontales et de toutes les corniches : il faut que tout jaillisse et s'élance vers le ciel. Voilà votre cathédrale romane transformée en cathédrale gothique par cette noble pensée... La foi monte, elle ne veut plus descendre. Montez comme elle, flèches de pierre, qui portez dans les airs le magnifique témoignage de tous les arts réunis, dans un concert d'admiration et d'amour, autour des autels victorieux. » (*Conférences*). L'élancement, la direction vers le ciel, tel est, en effet, le caractère distinctif du style gothique.

Du dehors, l'impression est « une forte élévation de l'âme qui cherche avec plus d'amour son Créateur en voyant une telle œuvre sortir des mains de la créature. » (Paul Lacroix). Mais à peine a-t-on franchi le seuil de ces portails majestueux, autour desquels toute l'histoire de l'humanité est gravée dans la pierre « qu'on ne peut se défendre d'une vive exaltation, d'une sorte de tressaillement. » (A. de Caumont). « Tout est oublié de notre existence chétive et misérable; celui pour qui cette enceinte a été faite est le Fort, le Grand, le Magnifique et c'est par l'effet d'une patiente condescendance qu'il nous reçoit dans son saint habitacle, nous, faibles, petits, pauvres. » (Paul Lacroix).

Quels siècles, Messieurs, que ceux où surgirent de terre et prirent leur vol vers le ciel ces poèmes de pierre qui s'appellent Auxerre, Bayeux, Beauvais, Bourges, Chartres, Coutances, Dijon, Rouen, Séz, Sens, Tours, Amiens, « que les archéologues sont à peu près d'accord pour mettre au-dessus de toutes les cathédrales gothiques d'Europe », dit Jean Rameau, la basilique de Saint-Denis, Notre-Dame

surtout, qui forme, avec la Sainte-Chapelle et le Louvre, la trinité architecturale de Paris !

« Quel spectacle moderne peut être comparé à celui qu'offre notre admirable basilique un jour de fête religieuse ? Que sont les décors du plus magnifique opéra à côté des trois rosaces de Notre-Dame de Paris et de la forêt de colonnes où déambulent les cinq nefs ? Qu'est la musique de nos compositeurs les plus célèbres, exécutée par les orchestres les plus variés, quand on la compare à ces terrifiantes hymnes antiques tonnées par les orgues ? Quel frisson pour les vrais artistes ! » (Jean Rameau, *Cathédralisons.*)

Ni en peinture, ni en sculpture, ni en musique nous ne pouvons prétendre à la palme. L'Italie, la Grèce, l'Allemagne ont produit des hommes supérieurs : Raphaël et Michel-Ange, Phidias et Praxitèle, Beethoven et Mozart. En littérature même, si notre pléiade est de beaucoup la plus nombreuse, la plus variée, offre-t-elle des génies plus sublimes qu'Homère, Dante ou Shakspeare ? C'est discutable. Mais, comme l'a dit Anthyme Saint-Paul : « nous avons été les rois de l'architecture. » Et ce sont nos cathédrales gothiques qui donnent au monde la plus haute idée de notre génie. Cologne, d'ailleurs, n'a-t-elle pas été copiée sur Amiens ? On a retrouvé les plans. La perle de l'Espagne, Burgos, fut sculptée par un français : Jean de Bourgogne. Et, sans la conquête normande, l'Angleterre compterait-elle autant de belles églises ogivales ? Non certes.

Aussi le peuple, reconnaissant d'instinct l'expression du génie national dans cet art d'une originalité puissante, d'une grâce naïve, d'un calme austère, l'adopta-t-il pour toute espèce de construction : pour les monastères, tel que le Mont Saint-Michel avec sa Merveille ; pour les hôtels de ville et les beffrois, dont l'usage tendait à se généraliser ; pour les maisons, étroitement serrées dans des remparts que les nécessités de la défense ne permettaient ni d'étendre, ni surtout de supprimer ; pour les galeries

couvertes, dont M. de Caumont cite, dans la grande rue de Dol, un des plus curieux spécimens qu'il m'ait été donné d'admirer; pour les ponts fortifiés aux superbes arcades; pour les châteaux-forts eux-mêmes, dans les détails du moins. Au XIV^e siècle, l'usage de plus en plus fréquent de l'artillerie diminua l'utilité des fortifications, aux dépens desquelles s'accrurent les parties habitées. Quant aux tours à signaux des Pyrénées, notre excellent collègue M. Gourdon, un fervent de ces vallées neigeuses et verdoyantes, qui nous en a parlé de façon si précise et si captivante, ne me pardonnerait pas de les passer sous silence.

En ce siècle, Messieurs, le style *rayonnant* se substitua au style à *lancettes* et fut lui-même remplacé au XV^e siècle par le style *flamboyant*. De l'un à l'autre l'infériorité est incontestable. D'où vient-elle? Des circonstances politiques, a-t-on dit.

Mais si, au commencement du XV^e siècle, la France est encore envahie par l'ennemi héréditaire, Dieu remet aux mains virginales d'une humble bergère l'épée de Notre-Dame de Fierbois et, au nom de : *Jésus! Marie!* Jeanne d'Arc bout l'Anglais hors de France; et la richesse, l'abondance, la prospérité, succèdent à de longues calamités.

On la sauve aisément, votre admirable France,
Avec la nation admirable qu'elle a,

dit du Guesclin, notre grand héros breton, à Charles VII, dans la belle pièce de Déroulède.

Le siècle précédent, au contraire, ouvert par l'effroyable désastre de Courtray, a vu les sanglantes défaites de Crécy et de Poitiers, où le roi Jean a été fait prisonnier, et, après la hideuse Jacquerie, s'est fermé sur la démence de Charles VI.

Non, Messieurs, ce n'est pas aux événements, mais à la religion qu'il faut demander la raison de cet abaissement de l'art. Quoique très vive encore au XIV^e siècle, la foi est déjà moins ardente. « Au XV^e siècle, les artistes

étaient nombreux et habiles, mais au zèle religieux qui les animait, au XIII^e et au XIV^e, vint se substituer un autre sentiment, l'amour-propre, et le désir de briller. S'ils travaillaient pour l'amour de l'art et pour la gloire de Dieu, ils pensaient aussi à leur propre gloire, à leur réputation. » Vous avez entendu M. de Caumont, Messieurs, et ce simple passage suffirait à prouver ma thèse, mais laissez-moi la joie d'y ajouter quelques mots de mon père : « Tout ce que le sentiment humain fit entreprendre dans le moyen âge fut étroit, incomplet, nuisible ou fréquemment stérile ; tout ce que le sentiment religieux inspira devint, au contraire, fécond, parfait et sublime. » Et, après un tableau des bienfaits du christianisme et de ses magnifiques productions architecturales, mon père fait observer que nous avons peine à les comprendre parce que nous ne comprenons plus les sentiments de foi qui animaient le moyen âge et que « ce n'était pas le génie seul de l'homme qui fonctionnait avec ses modifications individuelles et son éphémère durée, mais la pensée religieuse se transmettant d'âge en âge avec la sublime unité du vrai. » (*Le Maine et l'Anjou*). Ajoutons enfin avec Ruskin : « Jusqu'ici, tout art progressif a été religieux. Le début des périodes de décadence est marqué par l'usage des romans au lieu des psaumes. » (*Les Matins de Florence*).

De cette préoccupation beaucoup plus humaine nous avons une preuve indéniable dans l'architecture civile. Au temps de vive ferveur, on s'inquiétait peu de sa propre demeure, on ne se préoccupait que des églises — il y en avait trente dans l'île de la Cité, qui n'en compte plus que deux — on voulait avant tout que la maison de Dieu fût belle et bien ornée. Désormais, on s'avise de substituer aux logis exigus et incommodes des maisons plus agréables, mieux ornées, et l'on en décore les façades avec ce luxe de ciselures, d'enseignes et de sculptures emblématiques qui rendaient les rues si pittoresques. L'hôtel de Jacques Cœur est un des plus somptueux monuments de ce genre

et nous offre ces belles fenêtres carrées, aux croisées de pierre, datant du milieu du XIV^e siècle. De même, les châteaux-forts, tout en conservant une apparence de force militaire, se transforment en habitations élégantes et confortables. Les nouveaux s'établissent dans les plaines et dans les vallées, où l'eau est en abondance. Presque tous possèdent des oratoires très remarquables par leurs détails et la finesse de leurs sculptures. Quant à ceux qui sont tombés en ruines, il est interdit de les relever sans la permission du roi, et Louis XI nourrit trop de méfiance à l'égard des grands feudataires pour l'accorder souvent. Par contre, il favorise la construction des hôtels de ville et des beffrois, signes d'affranchissement des communes (1).

« On appelle Renaissance le retour aux formes antiques, comme si l'art eût sommeillé pendant l'ère ogivale et l'ère romane !! » dit M. de Caumont. Né en Italie, où l'on s'était pris d'admiration pour les fastueux décombres de la Rome païenne, le style de la *Renaissance* n'était pas une imitation servile de l'antiquité. Il se caractérisait par la multiplicité des ordres, des revêtements de marbre et de gracieux ornements, lorsqu'il s'introduisit en France, à l'occasion des guerres d'Italie. François I^{er} surtout s'enthousiasma pour cet art élégant et communiqua son goût à son brillant entourage. Palais et châteaux s'élevèrent un peu partout, mais de préférence sur les rives de la Loire : Chantilly, Saint-Germain, la Muette, Azay-le-Rideau, Chenonceaux, Chambord, ce fantastique, cet indescriptible Chambord, où le génie français semble protester encore contre le

(1) Du x^v^e siècle datent la Cathédrale, continuée au xvi^e, et terminée au xix^e, grâce à M^{gr} Fournier, la porte Saint-Pierre, l'Hôtel de Ville, réparé et augmenté au xvii^e par le maire, Claude de Cornulier, le Château, reconstruit par François II et la duchesse Anne, sa fille, qui y épousa Louis XII, la chapelle de Saint-Antoine de Padoue, aujourd'hui l'Immaculée-Conception, le manoir de la Touche, etc.

goût étranger, car on ne change pas par un seul acte de sa volonté les traditions de tout un peuple. Aussi, pendant un demi-siècle, les ornements du gothique s'allièrent-ils aux arabesques, et c'est même à cette période d'oscillation que s'applique, à proprement parler, le mot de Renaissance.

Bien que, par une de ces réactions dont l'esprit français est coutumier, on traite aujourd'hui de barbare le style de la Renaissance, après avoir, pendant trois siècles, appliqué cette épithète au style gothique, on ne peut méconnaître qu'il produisit des œuvres pleines de grâce délicate et riches d'ornementation ; mais, lorsque « la gangrène fut partout, s'attaquant à la foi, aux traditions, aux mœurs » (E. de la Gournerie, *Histoire de Paris et de ses monuments*), tout devint dur, tapageur, tout l'élégant système de décoration : grands combles, hautes lucarnes, tourelles en encorbellement, etc..., disparut à la fois. La décadence de l'architecture suivit celle de la religion et de la morale.

Quelles sont les causes de la Renaissance ? Assez complexes : découverte des manuscrits de Vitruve, retour vers la littérature et l'art païens, émancipation des laïques, progrès des richesses, goût du luxe et, somme toute, affaiblissement de l'esprit chrétien, dégénérant peu à peu en raffinement et en mollesse.

De là vient que si, à ses débuts, elle put produire, grâce à Michel Colombe, cette exquise chapelle de Saint-Thomas, dont la démolition laisse Nantes inconsolable, « il suffit d'observer sans prévention l'aspect magnifique des grands édifices du moyen âge pour se convaincre que le style ogival convient mal à nos temples, auxquels il imprime un caractère solennel, que n'offrent point en ce genre les imitations plus ou moins heureuses de l'architecture antique », a dit M. de Caumont. « Il n'est plus permis au génie d'innover, comme au moyen âge, de créer de nouvelles expressions pour des pensées nouvelles ; il ne lui est plus permis de faire parler, de faire prier la pierre, comme

l'avaient fait ces *maîtres-maçons* des XIII^e et XIV^e siècles, qui savaient atteindre aux dernières limites de l'art par la seule puissance de la foi. » (E. de la Gournerie). Aussi le style ogival persista-t-il le plus généralement dans l'architecture religieuse pendant tout le XVI^e siècle. Ce fut même sous le règne de la Bonne Duchesse, dont M. Dortel vient de retracer, dans un discours éloquent et senti, les qualités et les vertus, que la Bretagne se couvrit de ces églises gothiques dont les clochers ont inspiré à M. Fuster une de ses plus belles poésies :

Au pays d'Armorique, au pays de la foi,
Les clochers sont à jour, et je me dis : « Pourquoi ?

« Pourquoi ces trous béants, ces vides du granit ?

« Est-ce pour les oiseaux et la place d'un nid ? »

Non. C'est pour respirer l'espace, pour le voir,
Pour boire le soleil, pour humer le vent noir.

Les trous, dans le granit, guettent comme des yeux :
Les clochers sont à jour pour mieux fixer les cieux.

Mais surtout on leur fit ces entailles au front
Pour bien les pénétrer du Dieu qu'ils chanteront.

Que ne peut-on, pour mieux se pénétrer d'amour,
S'ouvrir l'âme, et chérir avec un cœur à jour !

(*Bretagne : heures vécues.*)

L'activité féconde des premières années du siècle, ralentie, presque suspendue par les guerres religieuses, reprit à la suite de l'édit de Nantes. Sous Henri IV, l'architecture fut régulière et majestueuse, mais un peu lourde et triste, comme si le morne esprit du protestantisme avait déteint sur elle. N'est-ce pas d'ailleurs à cette époque que domine le goût des inscriptions sentencieuses sur la façade des maisons ? Or, dans ses *Notes sur Cromwell*, Victor Hugo parle de « l'usage que les fanatiques avaient de remplacer leur nom de baptême par quelque sobriquet religieux, tiré pour l'ordinaire de la Bible, ou exprimant une réflexion pieuse. »

« Au XVII^e siècle, la France semble passer de la jeunesse

à la virilité. Au lieu d'abandonner l'imagination à elle-même, nous nous appliquons dès lors à la contenir sans la détruire... L'art suit le mouvement général : il n'étincelle ni n'éblouit, il parle surtout à l'esprit et à l'âme. En général, il manque un peu d'éclat et de coloris, mais il est au plus haut point expressif. » (Victor Cousin, *le Bien, le Beau et le Vrai*).

Les peintures murales et les vitraux, en particulier, gagnent en dessin ce qu'ils perdent en couleur. Si encore on avait conservé les anciennes verrières ! Mais, les progrès de l'imprimerie ayant multiplié les livres et les lecteurs, les fidèles murmurèrent contre l'obscurité des églises, et des œuvres qui avaient coûté des sommes et des peines considérables furent brisées et remplacées par des vitres blanches.

La France, en effet, qui a témoigné sa reconnaissance à Dieu pour l'intervention miraculeuse de Jeanne d'Arc, en combattant l'incendie allumé par Luther et Calvin et en l'empêchant de se propager dans toute l'Europe, et qui a refusé de recevoir un roi huguenot, est restée attachée à ses traditions catholiques. Affaiblies par la Renaissance et par la Réforme, elles reprennent une nouvelle vigueur sous Louis XIII. C'est l'âge d'or de la charité avec saint Vincent de Paul, saint François de Sales, M^{me} de Chantal, Louise de Marillac, etc., des vertus sacerdotales avec de Bérulle et Olier, éducateurs du clergé ; de l'héroïsme apostolique avec les généreux missionnaires qui, nouveaux chevaliers, vont entreprendre de pacifiques croisades et conquérir à la foi catholique plus d'âmes que la Réforme ne lui en a fait perdre. Par réaction contre le siècle précédent, les mœurs ont même une austérité dont l'excès sera le jansénisme, qui, en éloignant l'homme des sacrements, favorisera singulièrement les débordements du XVIII^e siècle.

Mais n'anticipons pas. A ce moment, « pour qu'il fût bien manifeste que la prospérité de notre pays n'a pas d'autre secret que sa fidélité à soutenir au milieu des na-

tions la cause de Jésus-Christ, on vit reflleurir une ère incomparable de civilisation chrétienne et française. » (*France catholique*). « Jamais l'essor du génie de la France n'avait été marqué par un plus complet ensemble d'œuvres imposantes. » (E. de la Gournerie). Le style est simple et grandiose. Ce sont : le Luxembourg, la Sorbonne, le Palais-Royal, de riches hôtels, des hospices et des hôpitaux, où la plus haute société vient seconder les admirables Sœurs de charité, des couvents, des églises ou chapelles — plus de soixante à Paris. — L'illustre Compagnie de Jésus, qui faisait alors reconstruire les siennes, propage un style imité d'une ordonnance italienne et connu sous le nom de style des Jésuites.

Une seule ombre à ce tableau : la destruction des châteaux-forts, ordonnée par Richelieu. Impitoyable envers la noblesse, dont il poursuit l'abaissement sans se rendre compte qu'en plaçant le roi trop au-dessus d'elle, en l'isolant de ses pairs, il en rend la chute plus facile, il ne se borne pas à faire tomber des têtes, il fait démolir ces forteresses grandioses, d'une grâce parfois bizarre, qui, escaladant les collines, campées à pic au-dessus des précipices, chantaient la fière chanson de la croix et de l'épée. Vandalisme impardonnable aux yeux de l'archéologue, du peintre et du poète !

Voici venir la monarchie auguste de Louis XIV ! Le Roi-Soleil ! A ce seul mot, ne vous semble-t-il pas, Messieurs, apercevoir, comme dans une apothéose, un pompeux cortège de grands seigneurs et de grandes dames, empanachés, pomponnés, couverts de rubans et de dentelles, accompagnant le monarque, qui descend lentement des terrasses de Versailles et d'un pas majestueux parcourt les jardins tracés par Le Nôtre, le seul en ce genre qui ait laissé un nom en Europe. Jardins, d'ailleurs, moins que salons en plein air. Il fut même question d'en arracher les fleurs, les parfums déplaisant au roi, et, sottes adulatrices, certaines femmes feignent de s'évanouir

à la vue d'une rose ! Mais quelle magie de perspective ! Par une large allée, le regard, se prolongeant sur des pièces d'eau où se mirent de nobles statues de bronze, se perd dans des lointains sans bornes. De l'autre côté, c'est un palais d'un style simple, original, austère et noble comme la poésie de Corneille ou la prose de Descartes ; car, à l'exemple de Michel-Ange, Mansard a abandonné la multiplicité des ordres et les minuties de la décoration. Tout paraît large et ample comme le pouvoir.

Longtemps dédaigné, livré à l'abandon, Versailles a repris pleine faveur. Vous connaissez le nom de M. de Nolhac. Vous savez sans doute qu'une Société des Amis de Versailles s'est formée. Vous avez lu plus d'une poésie consacrée à célébrer le charme évocateur et puissant de cette royale demeure. Donc, je passe. La ville seule mériterait une visite avec ses hôtels somptueux, aux façades sculptées, aux escaliers monumentaux, à l'aspect seigneurial, qui se sont élevés subitement autour du palais.

Paris, de son côté, prit un caractère de splendeur incomparable : d'imposantes lignes de quais, de vastes esplanades, des places spacieuses, donnèrent l'espace et l'air nécessaires aux belles perspectives. Que cette grandeur ait un côté théâtral, je le veux bien. Louis XIV aimait le théâtre au point d'y monter lui-même. Mais c'est encore de la grandeur, et tout ce siècle est rempli par le développement des éléments de grandeur amassés par le Béarnais. En un mot, c'est le grand siècle. « Paris, dit un célèbre voyageur anglais, semble un anneau dont le Louvre ou le palais du Roi serait le diamant, et je ne pense pas qu'il y ait dans le monde entier une autre ville qui l'égale... Partout les maisons sont élevées et majestueuses... On a renoncé à la brique, encore en usage au commencement du siècle... Cette noblesse a beaucoup de goût pour le luxe digne d'approbation des bâtiments et des meubles... J'ai vu, dit-il, dans une visite aux hôpitaux, des gens de condition soigner eux-mêmes les malades. » (*Voyage de Lister à Paris.*) En effet, la charité ne s'est pas ralentie sous le

règne de Louis XIV. Pendant les années calamiteuses, « les aumônes dont le clergé était le dispensateur éclairé furent énormes, les ordres religieux firent partout les plus généreux emploi des biens ecclésiastiques et, grâce à eux surtout, les familles indigentes ne moururent pas de faim. » (Paul Lacroix.)

L'importation du dôme fut la principale pour ne pas dire la seule innovation en architecture religieuse. « S'il rappelait un autre génie que le nôtre, il nous apparaissait du moins comme un dernier souvenir de Dieu planant sur nos villes. Le dôme du Val-de-Grâce marque magnifiquement sous ce rapport la jeunesse de Louis XIV; le dôme des Invalides marque encore dignement ses derniers jours. » (E. de la Gournerie).

Le roi mort, tout s'écroule. « Décadence dans les arts comme dans les mœurs et dans la grandeur nationale » (Baron de Wismes, *le Maine et l'Anjou*). Or, Diderot lui-même en fait l'aveu, la religion est l'unique base de la morale. Donc c'est elle qui recevra les premiers coups. L'impiété est mise à la mode. Dans la maison de fous d'Arusca, près de Naples, on a tressé les grillages en forme d'herbages et de fleurs pour dissimuler aux malheureux leur captivité. De même, les philosophes épicuriens cherchent à faire oublier à la société qu'elle a perdu la liberté chrétienne pour tomber sous l'esclavage de ses passions, en lui peignant sous les couleurs les plus séduisantes les horizons fictifs destinés à lui masquer le ciel. Ne sont-ce pas des fous aussi que ces hommes portant ridicules ou pantins mécaniques dont ils s'amuse à tirer les ficelles, juchés sur de hauts talons, coiffés de perruques à marteau; ces femmes aux visages cramoisis par le fard, criblés de mouches aussi bizarres de formes que les signes du zodiaque, aux coiffures hérissées, aux robes à paniers, aux prétentieux falbalas? « Sur leur front dur respirent l'égoïsme et le mépris de Dieu, ils ont perdu la noblesse de l'habit et la pureté du langage: on les prendrait, non pour les fils, mais

pour les baladins de la grande race qui les a précédés. (Vicomte de Chateaubriand.) Ils sont tombés bien bas, car l'orgueil est la porte de toutes les déchéances.

S'amusent-ils du moins? Ne le croyez pas. « On était si prompt à s'ennuyer alors ! on bâillait si vite et si démesurément qu'il fallait bien chercher à tuer l'ennui !... C'est l'ennui qui tue Louis XV, qui l'oblige d'être toujours en mouvement. » (Paul Lacroix). On bavarde, on badine, on s'occupe à des riens : tapisserie, parfilage, découpures coloriées, on lit des contes de fées, on lance même des cerfs-volants, mais plus rarement, parce qu'on aime moins le grand air que l'appartement. « Le vrai soleil, c'est la clarté des bougies, et le plus beau ciel est un plafond peint », dit Taine. A force de se divertir, on ne s'amuse même plus.

Au fond des vains plaisirs que j'appelle à mon aide,
J'éprouve un tel dégoût que je me sens mourir,

c'est le cri de tous les débauchés.

Étonnez-vous, après cela, de cet art nouveau, extraordinaire, presque bouffon, qui ne mérite même plus le nom d'art, car il manque à ses lois essentielles. Le beau, en effet, a disparu pour faire place au joli, le joli étant seul réalisable sans la foi; or le joli, en art, n'est que la forme agréable du laid; le joli est éphémère, exécrable, il n'existe pas. Qu'est-ce que cet entortillage de lignes, vagues, complexes, qui ne sont ni positivement continues ni positivement brisées, cette absence de toute forme, de toute surface nettement définie? C'est le rococo. La dépravation du goût a suivi pas à pas celle des mœurs. « Le style Louis XV, dit M. de la Gournerie, représente la débauche de l'esprit comme l'*Encyclopédie* représentait le dévergondage de la pensée. Qui ne reconnaît les monuments des siècles de vive foi et les monuments des siècles d'affaiblissement moral? Les uns vivants, parlants, comme tout ce qui naît de l'inspiration, les autres bizarres et froids, comme tout ce qui naît du caprice ou de l'étude.

A voir le XVIII^e siècle on dirait une société prise de vertige. » Oui, c'est un carnaval, mais funèbre comme une danse macabre, où le rire sonne faux et masque mal les misères du cœur !

Ecoutez cet autre cri plaintif du poète de *l'Espoir en Dieu*, qui leur fait écho de l'autre côté du siècle :

Je souffre, il est trop tard; le monde s'est fait vieux.
Une immense espérance a traversé la terre;
Malgré nous vers le ciel il faut lever les yeux !

Cette société souffre, parce qu'il lui manque Dieu.

Mais telle qu'un malade, étouffant dans l'air vicié de sa chambre, et n'ayant plus la force de se lever et d'ouvrir les fenêtres, se retourne sur son lit pour trouver du soulagement, à peine le nouveau règne commencé, elle se jette d'un excès dans un autre. A la recherche succède la simplicité, oh ! une simplicité trop affectée pour être sincère. L'impertinent silence des lorgneurs et des physionomistes est même plus irritant qu'un intarissable babillage; les grandes démonstrations, cris, larmes, pâmoisons, rêveries, embrassades, ne procèdent d'aucun sentiment vrai, mais sont les marques écœurantes d'une fade sensiblerie. Quant aux modes, elles ne sont pas moins extravagantes, que dis-je ? « les toilettes les plus outrées du règne de Louis XV sont de la modération auprès de celles qui parurent en 1776, 1777, 1778. » (Quicherat, *Histoire du costume en France*).

Mais, du moins, la vertu peut se montrer en public sans craindre le ridicule et sans être offusquée par la vue du scandale. Et, s'il est vrai, comme le dit Dejaure dans deux vers de *Montano et Stéphanie*, vers assez niais d'ailleurs et de français incorrect (c'est le blé qui lève, mais non l'aurore, n'est-ce pas, M. Bazin ?)

Quand on fut toujours vertueux,
On aime à voir lever l'aurore,

on peut se faire une haute idée de l'état moral de cette société, car jamais l'on ne s'éprit à ce point des spectacles de la nature. La campagne, les prés fleuris, les petits oiseaux, la vie sauvage, les forêts vierges, tout cela attendrit et enthousiasme. On a tant vécu de l'existence artificielle et sèche des salons que, par réaction toujours, on éprouve le besoin de se mettre au vert. Vivent donc les fêtes champêtres, les bergeries, les pastorales, les goûters sur l'herbe ! On dirait des écoliers en vacances.

A Trianon, que le roi abandonne à Marie-Antoinette, la jeune reine s'arrange un village dont l'aspect contraste avec le parc élégant et sévère qu'il côtoie. C'en est fait des jardins français avec leurs cascades, leurs statues, leurs décorations raides et pompeuses. Vivent la fantaisie, l'indépendance, cet aspect de demi-campagne qu'offrent les jardins anglais ; car l'anglomanie sévit intense, à ce point que les élégants se coiffent des affreux petits chapeaux empruntés par nos voisins à leurs palefreniers. Ne rions pas. N'a-t-on pas vu la raie du pantalon adoptée, parce qu'Edouard VII l'avait portée aux courses de Godwood ? Or, le roi, éclaboussé en s'y rendant, avait tout simplement acheté un vêtement neuf au premier tailleur venu !

Le style atteint une pureté dont nous pouvons d'autant mieux juger que plusieurs de nos monuments, dus à Ceineray, à Cruey et à leurs émules, et la plus grande partie de notre ville, le quartier Graslin surtout, lui appartiennent. « Ange Gabriel est le créateur de ce *style Louis XVI* qui permet d'être noble en demeurant familier, qu'on a baptisé à tort *de transition* ; il n'est pas transitif, c'est-à-dire en décadence, il est, au contraire, à un point de perfection si absolu qu'il peut satisfaire aux besoins les plus différents et contenter tout le monde. » (Albert Flament, *Ange Gabriel*.) Certes, les appartements sont spacieux et commodes et les façades offrent ce cachet de sobriété, de simplicité et d'élégance qui constitue la vraie distinction. Mais d'aucuns reprochent à ce style d'être un peu pauvre et moi-même, tout plein d'admiration que je sois pour les

belles lignes de nos cours, je ne puis cependant les trouver aussi amusantes que ces vieilles masures encore debout, ces logis pittoresques qui inspirèrent à Sully-Prudhomme la pièce célèbre qui commence ainsi :

Je n'aime pas les maisons neuves :
Leur visage est indifférent.
Les anciennes ont l'air de veuves
Qui se lamentent en pleurant.

Quant à Paris, « il se développa et s'embellit dans des proportions merveilleuses... Et ce n'étaient pas seulement des rues qui s'ouvraient, c'étaient des monuments qui s'élevaient à tous les coins de la ville : les uns créés pour le plaisir, les autres produits par ce besoin de piété et d'intelligentes améliorations qui était dans le cœur du roi... Jamais essor ne fut plus rapide, jamais grandes et généreuses pensées ne trouvèrent plus d'interprètes. » (E. de la Gournerie).

Louis XVI, en effet, ne chercha jamais que le bien du peuple; et ce peuple, resté, non seulement dans les campagnes, mais à Paris même catholique et pratiquant, ne cessait du matin au soir de faire entendre aux abords du palais le cri de : Vive le Roi ! Pendant le rigoureux hiver de 1784, Sa Majesté allait tous les soirs, à pied, dans la neige, pour voir si on avait allumé dans la rue des feux pour les indigents. Aussi, lorsque se font sentir les premières secousses d'une Révolution qui se couvre, dit Taine : « des grands mots de liberté, justice, bonheur public, dignité de l'homme, si beaux et en outre si vagues, quelle intelligence peut en prévoir toutes les applications ? tous se rassurent, le gouvernement comme les hautes classes, en songeant au bien qu'ils ont fait ou voulu faire. Aucun gouvernement ne s'est montré plus doux, aucun prince n'a été plus humain, plus charitable, plus préoccupé des malheureux ; il est, après Turgot, l'homme de son temps qui a le mieux aimé le peuple. »

Mais, depuis longtemps, le trône était miné par une

sourde propagande, à laquelle le jansénisme avait prêté une aide inconsciente; cause indirecte de l'expulsion des Jésuites, il avait privé l'Eglise de ses plus fermes soutiens :

Voltaire jette à bas tout ce qu'il voit debout.

La Révolution s'en prend à la religion et à la royauté d'abord, ensuite à la famille, qu'elle sape par le divorce, puis à la propriété, qu'elle supprime par la confiscation, enfin à la liberté, qu'elle ruine par une vaste machine de centralisation administrative, dont il suffit de tenir le moteur pour être maître de la nation et la broyer dans les engrenages.

Il pleut, il pleut, bergère,
Ramène tes moutons,

fredonne Marie-Antoinette dans les parages de Trianon.

Oui, ramène-les bien vite, ô Reine, car il pleut !... il pleut du sang, il en tombe de larges gouttes, qui vont ruisseler sur la France et la rendront un objet d'épouvante et d'horreur pour l'univers.

« Après les sophistes viennent les bourreaux », a dit Donoso Cortès. Viennent aussi les démolisseurs. Les têtes tombent, mais les monuments tombent aussi, et, jusqu'en ses destructions, la France nous offre l'image d'une surprenante concordance entre son histoire et son architecture. Ruines religieuses, morales, sociales, d'un côté : de l'autre, ruines matérielles. La prise de la Bastille arrête net toute construction. Il semble que l'on soit revenu à la veille de l'an mille. Louis XV a-t-il, dans un instant d'ivresse ou d'oubli, prononcé cette parole qui, si elle était sérieuse, serait la plus abominable trahison envers le principe monarchique : « Après nous la fin du monde » ? J'en doute ; mais, en vérité, tout paraît devoir sombrer dans un effroyable cataclysme.

Et la France, cette fois, ne se trompe guère. Au lieu des vaines terreurs, elle subit la vraie Terreur, celle qui n'épargne ni rang, ni âge, ni sexe, et se déchaîne en par-

ticulier sur notre malheureuse ville de Nantes dans toute sa tragique horreur : d'un côté, périssent 800.000 victimes ; de l'autre, 2.500 maisons religieuses, dont un grand nombre étaient des édifices gothiques admirablement conservés ; 40.000 églises, la plupart très précieuses ; les palais royaux, les châteaux, les hôtels les plus fameux et les plus magnifiques, sont confisqués par l'Etat, qui les mutile, les abat, les loue ou vend à vil prix, ou les laisse dans un tel abandon que Napoléon dut consacrer des sommes énormes rien que pour la restauration du Louvre et des Tuileries. « Il n'est pas une des rues de Paris qui ne porte la trace de cette hideuse époque », dit M. de la Gournerie. Sous la Terreur, on y comptait 6.000 hôtels vides, et, dans les provinces, les villes étaient à moitié désertes.

Tel est, Messieurs, le bilan de la Révolution au point de vue architectural : c'est un passif de faillite. Comme actif, qu'a-t-elle à nous offrir ? Rien. Oh ! elle tenta, je ne l'ignore pas, de revivifier l'art païen de la Grèce et ne se fit pas faute d'ouvrir concours sur concours. Seulement « les jeunes architectes, en cherchant à faire du neuf, du grandiose et de l'extraordinaire, tombèrent dans l'extravagant et dans le ridicule ; mais, par bonheur, aucune de leurs monstrueuses créations ne fut exécutée ». (Paul Lacroix).

La Révolution s'était déclarée pour l'art grec ; Napoléon fut romain. Paris vit les deux Rome : Rome chrétienne et Rome païenne. La Rome des Papes apparut dans la personne du doux et pieux Pontife qui vint sacrer le nouveau Charlemagne, après la signature du Concordat. La Rome impériale sembla renaître dans ces édifices d'utilité publique, ces fontaines, ces arcs de triomphe, ces temples même, dont la pénurie du trésor et la fréquence des guerres réduisirent heureusement le nombre, car tous sont conçus dans ce style, noble et harmonieux, je le veux bien, mais froid, académique, qui caractérise l'art du premier Empire.

Si l'on s'écarte de la copie de l'antique, c'est par les dimensions : la colonne Trajane et l'arc de Constantin le cèdent, sous ce rapport, à la colonne Vendôme et à l'arc de l'Etoile. Il faut du colossal, car Napoléon, comme Charlemagne, est un colosse. Il est si grand que l'épithète même semble petite pour lui et qu'on dit tout simplement ; Napoléon. A mille ans de distance, il s'est trouvé, aussi lui, en face du chaos. Mais de sa forte et puissante main il endigue, ou mieux il canalise, le torrent révolutionnaire, en associant le granit monarchique au moellon républicain. La réaction, du reste, est prompte et stupéfiante. Sur 207 régicides, tous, sauf cinq — les cinq de l'Empire — se rallient à un gouvernement infiniment plus autocratique que la Monarchie débonnaire supprimée par eux ; 36 deviennent membres de la nouvelle noblesse : 10 comtes, 15 barons et 10 chevaliers. Quant à Fouché, on lui prête ce mot plutôt drôle : « Duc d'Otrante, me dit un jour Robespierre... »

Le grand fleuve de la vie catholique a donc repris son cours, mais il charrie encore l'impur limon qu'y ont mêlé les débordements du dernier siècle. Aussi l'architecture de la Restauration ne parvient-elle pas à sortir de cet état de marasme à laquelle elle est condamnée lorsque nulle inspiration ne lui vient du ciel.

Mais elle va venir, cette inspiration, sous l'influence du génie de Chateaubriand :

Quand, doutant s'il croyait encore,
Le dernier siècle, à son aurore,
Restait sarcastique, incroyant,
Jetant bas l'œuvre de Voltaire,
Qui donc, prenant la croix à terre,
La releva ? Chateaubriand !

« Chateaubriand, disait M. Le Meignan, dans son dernier discours présidentiel, c'est le grand croyant qui, portant un coup mortel aux décevantes doctrines des philosophes

du XVIII^e siècle, « vengeait le christianisme des sottes plaisanteries et des calomnies de Voltaire et de sa séquelle » (Brunetière), faisait reflourir la foi et l'espérance dans le cœur desséché de ses lecteurs et remplissait les églises d'une foule que la prose charmante du *Génie du Christianisme* préparait à recevoir plus tard les leçons plus sévères d'un Frayssinous, d'un Bonald ou d'un de Maistre. » « Sous l'influence du génie de Chateaubriand, écrivait mon père sous le second Empire, on revient à l'étude des monuments de la monarchie, la vogue tourne de ce côté, elle dure encore. »

De son côté, Victor Hugo affirme, en 1825, que les cathédrales sont de grands livres de pierre où toute la pensée du moyen âge est écrite et où il faut de nouveau apprendre à lire. Il proteste avec indignation contre « tous les genres de dégradation, de profanation et de ruine qui menacent à la fois le peu qui nous reste de ces admirables monuments du moyen âge, où s'est imprimée la vieille gloire nationale, auxquels s'attachent à la fois la mémoire des rois et la tradition du peuple », sans parler de leur valeur vénale. L'église de Brou, par exemple, représenterait aujourd'hui 150.000 millions. « Il ne faut pas plus de trois jours et de trois cents francs pour la jeter bas. Et puis un louable regret s'emparerait de nous; nous voudrions reconstruire ces prodigieux édifices que nous ne le pourrions. Nous n'avons plus le génie de ces siècles. L'industrie a remplacé l'art. » (*Littérature et Philosophie mêlées.*)

Et croyez-vous, Messieurs, que nous le pourrions davantage aujourd'hui? « Vous diriez à un de nos architectes actuels : « Voici cent millions : faites-moi la rosace méridionale de Notre-Dame de Paris, ou la septentrionale, à votre choix » ; et aucun d'eux ne pourrait la faire. En fer, oui, peut-être, mais en pierre, jamais ! Nous ne sommes plus assez forts. » Voilà ce qu'écrivait récemment Jean Rameau, qui citait à l'appui des faits tels que la flèche d'Amiens, rognée à chaque restauration par les architectes

diocésains, qui ne peuvent ou n'osent aller si haut : elle est descendue de 125 à 115 mètres; les échafaudages qui, depuis un demi-siècle, défigurent la Sainte-Chapelle, bâtie en cinq ans seulement sous saint Louis; en un mot certains effets de ce faux et décevant progrès moderne, qui devraient nous faire humblement baisser la tête en contemplant nos devanciers.

En 1832, Victor Hugo reprit une virulente offensive et livra à la risée publique les conseillers municipaux de Laon, qui, mettant en commun tout ce qu'ils savaient de grands mots : la féodalité, la dime, la corvée, les prêtres, les nobles, les jésuites, etc., jargonnent, croassent, délibèrent, grotesque sanhédrin qui vote avec enthousiasme la démolition de la tour de Louis d'Outremer, pour en faire un marché. « Et la ville a payé pour cela ! on lui a volé sa couronne, et elle a payé le voleur ! »

Hélas ! Messieurs, je le dis avec une amertume profonde, malgré les efforts de notre Société, malgré la lettre de mon père au Maire de Nantes (publiée par l'*Espérance du Peuple* du 7 février 1865), — je rappelle toujours ce souvenir avec une légitime fierté, on a jeté bas la chapelle Saint-Thomas, presque l'unique débris de notre ancienne Collégiale, « une des perles les plus pures, les plus exquis de notre érin monumental... » « Monsieur le Maire, disait-il en finissant, c'est non pour détruire nos vieux édifices, nos chefs-d'œuvre artistiques, mais au contraire pour les conserver avec une jalouse sollicitude qu'on vous a confié la haute place que vous occupez dans notre cité. » Pareil malheur ne nous menace certainement pas maintenant, Messieurs, du moins de la part de la municipalité. Mais, si, dans l'avenir, le vandalisme voulait s'attaquer à quelque'un de nos rares monuments, vous vous lèveriez tous comme un seul homme pour jeter à la face des misérables assez dénaturés pour mutiler leur propre patrie le cri de notre regretté Parenteau : « Les peuples qui ne respectent pas leur passé n'ont plus d'avenir. » C'est que « le passé, ajouterai-je avec Victor Hugo, est une partie

de nous-mêmes, la plus essentielle peut-être. Tout le flot qui nous porte, toute la sève qui nous vivifie vient du passé. Qu'est-ce qu'un arbre sans ses racines ? Qu'est-ce qu'un fleuve sans sa source ? Qu'est-ce qu'un peuple sans son passé ? »

O Français ! respectons ces restes !
Le ciel bénit les fils pieux
Qui gardent, dans les jours funestes,
L'héritage de leurs aïeux.

(*La Bande noire*).

Avec Chateaubriand et Victor Hugo, le comte de Montalembert, de Caumont, A. Thierry, Quicherat, Viollet-le-Duc, Lassus, etc., luttèrent avec un courage inlassable pour ramener l'admiration sur nos styles nationaux, que, depuis la Renaissance, on traitait de barbares. Bientôt, dans les villes et dans les campagnes, il n'y eut plus un curé qui ne rêvât d'une église romane ou gothique. Ouvrez notre Bulletin et vous trouverez de nombreuses discussions sur ce sujet. Un des membres les plus illustres de notre Compagnie, M^{gr} Fournier, notre ancien président d'honneur, dont le buste semble toujours présider à nos réunions, « fit encore flamboyer les ogives, unissant leurs arceaux comme de grandes mains jointes pour la prière. » (Chanoine Cahour). Et toutes nos églises, à l'exception, bien entendu, de notre chère vieille Cathédrale et de Sainte-Croix, ont été rebâties à partir de Louis-Philippe.

Sous son règne, l'architecture civile atteignit une perfection technique qui depuis n'a fait que s'accroître et à laquelle je rends le plus complet hommage ; mais ce n'est là que de l'industrie, du métier, de la main-d'œuvre. L'inspiration manque, et le pêle-mêle des styles que l'on essaie de reproduire avec plus ou moins de bonheur est l'image du pêle-mêle des idées et des croyances : classiques et romantiques, doctrinaires et libéraux, etc.

Sous l'Empire, l'École des beaux-arts fit prévaloir une sorte de style antique accommodé à la moderne, appelé le *néo-grec*. Mièvre, sec, affreux, il a contribué à

défigurer Paris. Seul, Garnier le dota d'une œuvre magnifique : l'Opéra ; mais le pauvre homme ne prévoyait guère qu'à ses amis, allant solliciter du Ministère un secours pour ses obsèques, un secrétaire répondrait avec dédain : « Encore si c'était pour un peintre... Mais un architecte ! » L'Etat finit cependant par accorder... 500 francs !

Et depuis lors ? Il suffit d'ouvrir un journal pour entendre des lamentations presque quotidiennes sur « cette incroyable dévastation de Paris, cet enlaidissement volontaire, cette haine pour tout ce qui rappelle les traditions et les souvenirs du passé. Ce qui s'écroule devant nous, c'est le décor même de la vie française, c'est tout ce qui était de la grâce et de la magnificence, tout ce qui était aussi l'histoire de Paris, ce qui était la raison d'être de la France. » (Edouard Drumont). Aussi avec quelle satisfaction mêlée de regret les habitants virent-ils le vieux Paris ressuscité à l'Exposition de 1900 ! C'est à cette fameuse foire universelle que se trouvait le *Manoir à l'envers*, par lequel un humoriste avait sans doute voulu symboliser l'époque où commence à se réaliser l'utopie de Dupont, vous savez, le Dupont de Musset, qui confie à son camarade Durand ses projets mirifiques pour l'avenir de l'humanité :

L'univers, mon ami, sera bouleversé.
On ne verra plus rien qui ressemble au passé ;
.....
Les plus vieux ennemis se réconcilieront,
Le Russe avec le Turc, l'Anglais avec la France?

L'entente cordiale !... ??

J'abolis la famille et romps le mariage.

Nous y sommes, ou presque.

Sur deux rayons de fer un chemin magnifique,
De Paris à Pékin, ceindra ma république.
Là, cent peuples divers, confondant leur jargon,
Feront une Babel d'un colossal wagon.

Le Transsibérien, la confusion des langues au pied d'une

tour dont le nom rime avec Babel, mais c'est tout à fait cela, n'est-il pas vrai ?

Arrivé à notre époque, Messieurs, je devrais peut-être m'arrêter. Mais qu'entends-je chuchoter à mes oreilles ? « La diversité des formes est poussée jusqu'à l'incohérence » ; c'est M. Fourcaud qui parle de l'Exposition. « En ce moment, il n'y a rien, nous sommes dans l'incohérence » ; c'est M. Rodin, interviewé par un journaliste. Et voici que ce mot d'incohérence tombe de la tribune, martelé et sec, pour caractériser la situation politique. Et je ne saisis pas l'occasion de vous faire toucher du doigt jusqu'au bout la vérité du principe que j'ai posé en commençant !

Incohérent, en effet, cet amalgame de styles, déformés comme les visages en certains miroirs ; ce salmigondis de formes qui n'a de nom dans aucune langue et que traduit seul un mot d'argot : le maboulisme. Le style *maboul*, Messieurs, s'étend avec une prodigieuse rapidité, surtout le long de certaines plages ; il croît, il progresse, il grandira... quoiqu'il ne soit pas espagnol ; chinois ? bavarois ? peut-être... ; mais non, il est maboul, il est lui-même, et c'est quelque chose, savez-vous, Messieurs, que d'être soi !

Ah ! laissez-moi rire pour ne pas avoir à pleurer, car au regret de ce qui tombe s'ajoute la douleur de ce qui s'élève ; au chagrin de ne plus être les rois de l'architecture, la peine d'en être les arlequins !

Eh bien, non, il ne faut pas pleurer ! Car, en architecture comme en religion et en politique, il y a des traditionalistes. J'en compte bon nombre dans cette assemblée. Je ne les nommerai pas, pour épargner leur modestie : le vrai talent est toujours modeste. Mais vous m'en voudriez de ne pas évoquer ici la patriarcale figure de l'un de nos chers défunts, dont la vie se lie à l'histoire de notre ville ; de l'un de nos fondateurs, du premier président de cette Société, qu'il dirigea pendant dix-sept ans et dont il devint

le président d'honneur; de cet homme enfin qui mourut, laissant aux siens, dit M. Emile Gautier, « des exemples d'une vie sans tache, des souvenirs constants d'honneur, de loyauté, de vertus chrétiennes »; exemples si pieusement suivis par ceux qui le prolongent parmi nous : j'ai nommé M. Nau, dont le fils, notre ancien vice-président, est aujourd'hui président de la Société des Architectes, et dont le petit-fils suit brillamment la carrière des siens.

M. Nau était de ces hommes convaincus, comme Cousin, que : « Ou bien toute religion périra dans le monde, ou le christianisme durera, car il n'est pas possible à la pensée de concevoir une religion plus parfaite... Artistes du XIX^e siècle, ne désespérez pas de Dieu ni de vous-mêmes, » ajoutait le grand philosophe spiritualiste.

Artistes du XX^e siècle, ayez confiance. Une renaissance chrétienne se prépare, j'en ai la conviction. Que sera-t-elle ? Consacrée à la Sainte Vierge ? comme le conseille l'abbé Maynard, qui engage la France à prendre en architecture une noble revanche de la poésie. Peut-être. En tout cas, nous voyons se dessiner un mouvement nouveau en faveur de nos styles nationaux. Nous n'en avons pas été les initiateurs. C'est la Belgique, ce pays si petit par le territoire, si grand par sa foi, son cœur et son intelligence, qui, la première, a donné l'exemple en créant les Académies de Saint-Luc. Successivement l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, la Suède, l'Autriche, etc., l'ont imitée. La France s'est émue à son tour. Sans se soucier de son prénom, M. Marius Vachon en veut aux Romains, comme aux Grecs d'ailleurs, qui accaparent depuis trop longtemps les jeunes intelligences et encombrement nos écoles régionales. Un rapport de l'éminent critique a fait du bruit... et du bien, à la fois, chose rare. De grandes cités, comme Lyon, Rouen, Lille, etc., ont introduit dans leur enseignement nos styles nationaux. Nantes pourrait-elle rester en arrière, je vous le demande, elle, la capitale d'une province où le gothique a produit une si riche floraison ? Je ne le pense

pas. A l'œuvre donc, mes chers confrères, vous dont la mission est de faire aimer et revivre le passé !

* * *

J'ai fini, Messieurs. Un mot encore cependant. Ce matin, j'admirais le lever du soleil sur les rives de la Loire. Un ciel rouge et vert faisait rouge et verte l'eau de notre vieux fleuve, où se miraient les maisons du quai Malakoff, tandis qu'en gros panaches violets s'échappait lourdement la fumée des locomotives. L'aube naissait à peine, et déjà je me disais : la journée sera belle. Est-ce qu'à l'aurore de ce nouveau triennat, nous ne pouvons pas, de même, prédire que le brillant soleil du succès l'éclairera ? J'en ai pour garant la présence de l'évêque vénéré qui a tenu à venir lui-même remettre la médaille d'or à M. le chanoine Durville, celle du maire éminent qui nous donne une preuve plus sensible des sympathies qu'il nous a maintes fois témoignées, celle des présidents des Sociétés avec lesquelles la nôtre entretient des rapports empreints de courtoisie et d'amabilité, les sincères regrets qu'a bien voulu me manifester M. Jamin de ne pouvoir se trouver ici, ce soir, pour représenter le Conseil général.

Aussi le dernier usage que je ferai de mes prérogatives sera, Messieurs, d'être l'interprète de votre reconnaissance envers ces hôtes éminents pour avoir daigné donner à notre séance d'installation une solennité inaccoutumée. A vous, mes bons et aimables confrères, j'adresse un cordial merci et je vous prie de recevoir les vœux que forme pour notre chère Société celui qui eut le très grand honneur d'être son président et qui restera le plus dévoué de ses amis.



ALLOCATION DE M. DORTEL

PRÉSIDENT ÉLU

MONSEIGNEUR,

MONSIEUR LE MAIRE,

MES CHERS COLLÈGUES,

Ma première pensée et mon premier devoir sont de vous exprimer toute ma gratitude pour le très grand honneur que vous m'avez fait en m'appelant à la présidence de notre Société.

Ce ne sont ni mes travaux, ni mes connaissances archéologiques que vous avez tenu à récompenser, mais plutôt mon assiduité, sinon mon exactitude à vos séances.

Il y aura bientôt 20 ans quand notre regretté trésorier, M. Riardant, qui connaissait mes goûts pour l'archéologie, me parla de faire partie de notre Compagnie. J'hésitai, comprenant et sachant bien que je n'aurais point le temps de vous donner une collaboration féconde et utile.

Je me souviens encore, comme si ces souvenirs dataient d'hier, de cette première séance où j'assistais, tout confus, dans un coin de notre petite salle de l'Oratoire, aux communications de nos collègues dont plusieurs sont disparus aujourd'hui.

Vingt ans ! Et me voici à la tête de notre Société qui n'a jamais été plus prospère et plus brillante, grâce à vous tous, mes chers collègues, grâce à l'impulsion si ferme et si éclairée qu'a su lui donner mon excellent ami et président, M. le baron de Wismes.

J'assume une lourde tâche en acceptant votre succession, mon cher Président, car sans vouloir faire ici un éloge qui est sur toutes les lèvres et que votre modes-

tie ne me pardonnerait pas, je puis dire que depuis 3 ans, depuis six ans plutôt, toutes vos pensées, tous vos actes n'ont eu d'autre but que de contribuer à la prospérité de notre Société.

Votre affection quasi-filiale pour elle n'a eu d'égale que votre zèle et votre activité.

Je suis l'interprète de tous mes collègues en vous disant : Vous avez été le digne continuateur de votre regretté père, qui a laissé dans notre Société un souvenir inoubliable et dont le nom était synonyme de science, esprit, talent.

J'aurais certainement hésité à accepter ce redoutable honneur si je n'avais pas eu pour me seconder les deux excellents Vice-Présidents ; MM. Leroux et Gaëtan de Wismes que vous avez nommés.

M. Alcide Leroux n'est pas seulement un poète délicat, c'est encore un archéologue distingué. Après avoir rempli pendant plusieurs années le poste important de secrétaire-général, il s'était retiré dans un coin de sa chère Bretagne qu'il ne s'est pas contenté de chanter en des vers exquis, mais qu'il a fouillée pour arracher à son sol les secrets de son passé. De cet exil volontaire et fécond, il nous a rapporté sa belle étude sur les ruines gallo-romaines de Langonnet, aussi magistralement écrite que fortement documentée.

Mon excellent ami de plus de 25 ans, M. Gaëtan de Wismes, qui, très modestement, et pour des raisons dont chacun avait pu apprécier la délicatesse, avait tenu à rester simple secrétaire du Comité, vient occuper une place à laquelle le désignaient depuis longtemps ses connaissances archéologiques et sa collaboration assidue et fructueuse. Il me remplace comme Président de la Société académique. Je me réjouis de ces deux distinctions qui vont et doivent resserrer de plus en plus les liens qui unissent nos deux vieilles Sociétés nantaises.

Quel meilleur éloge pourrai-je faire de M. le Docteur Halgan, que de vous rappeler la distinction dont ses collè-

gues de la Société de Géographie commerciale viennent de l'honorer, en l'appelant à succéder à M. Doby, un secrétaire général modèle et qui semblait irremplaçable (pardonnez-moi ce mot barbare).

Il sera admirablement secondé dans la lourde et parfois ingrate tâche de Secrétaire général par M. Léon Delâtre qui, bien que récemment entré dans notre Société, nous a déjà montré tout ce qu'on peut attendre de son érudition et de son savoir. Sa communication sur le voyage des Ambassadeurs Siamois à Nantes, écrite d'un style alerte, est une des meilleures études qui aient été publiées sur l'histoire anecdotique de notre ville.

M. Houdet a tenu très modestement, trop modestement à rester au secrétariat du Comité : qu'il reçoive ici tous nos remerciements.

Il aura pour collaborateur un de nos plus jeunes et de nos plus érudits collègues. M. Joseph Angot, à un âge où l'on prépare encore sa voie, a déjà un bagage littéraire et archéologique considérable qui dénote non seulement une somme énorme de travail et de recherches, une intelligence rare et singulièrement affinée. Littérature, critique, beaux-arts, musique, poésie, M. Angot a tout embrassé avec un égal succès. Ne devons-nous pas être fiers de voir l'illustre maître Léopold Delisle, dont l'Académie célébrait hier l'apothéose, préfacer le travail de M. Angot sur le Missel de Barbechat paru dans notre bulletin.

Mes excellents collègues et amis, MM. Pied, Pouvreau Soullard et commandant Lagrée ont bien voulu conserver les fonctions qu'ils remplissent depuis plusieurs années avec tant de zèle et de dévouement. Fonctions modestes mais importantes, s'il en fut, pour la vitalité de notre Société. La reconnaissance de leurs collègues ne leur est point ménagée et l'unanimité des suffrages exprimés sur leurs noms aux dernières élections en est le meilleur et le plus éclatant témoignage.

Sur cette joie, mêlée d'un certain orgueil, de me voir

entouré de si précieux collaborateurs, se glisse pourtant une ombre de tristesse. J'aurais souhaité voir M. Senot de Londe rester à la Vice-Présidence en attendant les plus hautes fonctions qui lui étaient destinées non pas cette fois, comme pour moi, par rang d'ancienneté, mais uniquement par son mérite et par ses travaux.

Il a tenu, suivant sa propre expression, à rentrer dans le rang. Que dans cette retraite volontaire et momentanée, il sache bien qu'il emporte tous nos regrets.

Quant à moi, vous m'excuserez et me pardonnerez si quelquefois, souvent même je vous entretiens, non pas de mes travaux personnels, mais des récentes découvertes préhistoriques et du mouvement scientifique qui s'oriente chaque jour de plus en plus vers la préhistoire.

Il y a 80 ans à peine, lorsque Boucher de Perthes, dans les bases du diluvium des environs d'Abbeville, découvrit les premiers silex taillés, mêlés à des ossements d'animaux disparus, vous vous souvenez des objections que ces découvertes soulevèrent dans le monde savant, des luttes qu'il eut à soutenir contre Elie de Beaumont, contre sa famille elle-même, qui, à sa mort, en 1868, fit mettre au pilon « *Les Antiquités Celtiques et Antédiluviennes* », fruit de 40 années d'études. Boucher de Perthes a attendu 40 ans le monument qui était bien dû à son génie; et ce n'est qu'au mois de novembre dernier qu'on a, sans bruit et sans fanfare, sans sous-secrétaire d'Etat et sans ministres, inauguré à Abbeville la statue de cet initiateur, si combattu et si discuté de son temps.

Depuis, la science a marché, la contemporanéité de l'homme avec les grands animaux disparus ne se discute plus. Bien que les débris humains trouvés jusqu'à ce jour dans les terrains quaternaires inférieurs soient très discutables comme authenticité, la question de l'homme quaternaire est aujourd'hui résolue.

Il n'en est pas de même de l'homme tertiaire. Depuis les fouilles pratiquées à Pontlevoy, près de Thenay, où l'abbé Bourgeois découvrit dans le miocène inférieur des

silex qu'il soutint avoir été intentionnellement taillés, la discussion de l'existence de l'homme tertiaire a été reprise.

En 1892 et 1893, un médecin hollandais, en mission à Java, découvrit dans un terrain pliocène, des ossements qui semblaient appartenir à un grand singe anthropomorphe. Cette découverte nous valut, à l'Exposition de 1900, la reconstitution, plus amusante que scientifique, du *Pithecanthropus erectus* — sorte d'intermédiaire entre le singe et l'homme — Un officier d'avenir dans l'armée des singes, suivant l'expression pittoresque d'Edmond About.

A l'heure actuelle, aucun squelette fossile n'a été trouvé en place dans des terrains tertiaires.

Quant aux fameux silex de l'abbé Bourgeois, toute une école nouvelle s'efforce aujourd'hui de voir en eux des silex non taillés mais utilisés par l'homme ou son précurseur. Cette thèse, défendue avec un très réel talent par M. Rutot, vient d'être réfutée victorieusement par M. de Lapparent qui, à Guerville, près de Mantes, a découvert, dans une usine à ciments, des milliers de silex semblables à ceux de Thenay et qui ne sont que les déchets de la craie employée.

Nous pouvons donc dire avec M. Louis Lartet : « Dans « l'état actuel de nos connaissances, on n'a aucune raison « sérieuse de rejeter *a priori* la notion de l'existence de « l'homme pendant le pliocène ; mais de là à croire que « cette existence est démontrée, il y a loin. Jusqu'à présent, on n'a pu produire que de vagues indices et aucun « fait concluant n'est venu à l'appui de cette présomption. »

Il en est autrement de l'homme quaternaire, car si l'on peut conserver quelques doutes sur l'authenticité des crânes de Moulin-Quignon, de Cannstadt, de Nlandertaltdt, il est certain que les instruments découverts dans le diluvium à Abbeville, à Chelles, à Saint-Acheul, sont bien le produit de l'industrie humaine, les premiers essais de cette industrie.

Quels sont ces hommes qui ont taillé ces premiers silex ? D'où viennent-ils ? Mystère obscur. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ont assisté aux premières convulsions de l'époque quaternaire, à l'extension des glaciers et aux dernières éruptions du plateau central.

Cette industrie, dont nous retrouvons des traces, grâce aux recherches de notre distingué conservateur, M. de Lisle, dans plusieurs stations de la Loire-Inférieure : à Montbert, à la Haie-Fouassière, à Saint-Herblain, est une industrie rudimentaire et bien primitive. La hache taillée sur ses deux faces, sorte de coup de poing, n'a jamais dû être emmanchée, elle se tenait à la main, outil, arme défensive et offensive, elle affectait toujours la même forme.

On la rencontre partout, au même niveau, dans les alluvions quaternaires, aussi bien en France qu'en Amérique, en Afrique, en Espagne, en Italie, en Algérie, en Judée, jusqu'en Egypte, grâce aux fouilles méthodiques et consciencieuses de M. Morgan.

A quoi doit-on attribuer cette similitude de taille et de procédé de fabrication ? Peut-on soutenir que tous ces tailleurs de silex disséminés aux quatre coins du monde appartenaient à la même race, à la même souche, et ne doit-on pas plutôt rechercher la raison de cette conformité dans les nécessités même de l'existence, dans le besoin naturel de se défendre, de vivre, de se nourrir et de se vêtir.

L'homme de cette époque, que l'on a appelée acheuléenne ou chelléenne, n'habitait point encore les grottes envahies sans doute par les fleuves débordés, il devait vivre sur les plateaux, dans les plaines, le long des cours d'eau où l'on retrouve aujourd'hui les traces de cette très primitive industrie.

Après cette époque de transition caractérisée par un climat doux et humide, la calotte de neiges qui couvrait le sommet des montagnes fondit, les glaciers prirent une extension considérable.

Ces phénomènes constatés par les découvertes géologiques, eurent comme résultat d'abaisser considérablement la température, et l'homme dut rechercher dans les cavernes et sous les rochers un abri contre le froid et contre les animaux féroces. Il dut également modifier son outillage. A la hache grossière qui n'était autre chose qu'un caillou taillé sur les deux faces, l'homme moustérien substitua la hache taillée sur une seule face, sorte de pointe destinée à être fixée au bout d'un épieu. On voit apparaître les premiers outils, le poinçon, la scie, le râcloir, destiné sans doute à préparer les peaux dont il se vêtissait.

L'homme, suivant l'expression de Franklin, est l'être qui a fabriqué des outils; aussi le voyons nous modifier continuellement son outillage, le rendre plus pratique, l'adapter à ses besoins, aux exigences de la vie.

A Solutré, qui marque la troisième étape dans nos annales préhistoriques, les instruments sont plus soignés; c'est l'apogée en quelque sorte de la taille du silex, et les merveilleuses haches en feuilles de laurier, si caractéristiques de cette station, nous montrent à quel degré d'habileté, on ne peut pas dire de civilisation, l'homme quarenaire était arrivé.

A côté de ces bijoux, dont la fragilité même enveloppe de mystère leur destination, nous rencontrons la pointe à cran dont la blessure devait être terrible, les poinçons, les scies, les râcloirs, tout un outillage pratique et perfectionné.

Cette station de Solutré, qui donne son nom à cette période est, vous le savez, située près de Mâcon, au pied d'un escarpement. Fouillée depuis plusieurs années, étudiée avec soin par le docteur Arcelin et l'abbé Ducrost, elle n'a point encore livré tous ses secrets, et l'amoncellement des os de chevaux (on l'évalue à plus de 40.000 individus), qui forment une véritable muraille autour de cette station n'a point encore été expliqué.

Nous voici parvenus à la dernière étape de la période préhistorique qui se distingue par une manifestation artistique dont, chaque jour, de nouvelles découvertes permettent d'étudier la merveilleuse esthétique et le développement considérable.

Le climat, déjà, s'était considérablement refroidi, détruisant les forêts, donnait à notre pays l'aspect des steppes sibériennes.

L'homme éprouva plus que jamais le besoin de chercher dans de profondes cavernes un refuge contre les intempéries et les frimas. Quelquefois, ces grottes n'étaient que de simples abris, tels : Cro.-Magnon, La Madeleine, qui a donné son nom à cette période.

La taille du silex, si perfectionnée à Solutré, est ici moins soignée. L'homme magdalénien utilise d'autres matières pour la confection de ses outils et n'emploie plus la pierre que pour créer ce nouvel outillage auquel il va apporter tous ses soins.

Dans le travail de l'os, devenu sa préoccupation dominante, il atteint d'un seul coup la perfection même.

Un des plus jolis outils de cette époque est l'aiguille à chas — supérieure suivant de Mortillet — à celles mêmes qu'on fabriquait à l'époque de la Renaissance, et telles que jamais les Romains n'en ont fabriquée de semblables.

A côté de ces merveilles, œuvres de patience et d'habitude, les sagaies, les harpons en os garnis de barbelures fines et savamment combinées, les poignards élégamment sculptés, les spatules, les bâtons à trous qui ont donné lieu à tant de controverses, indiquent à quel point de civilisation étaient parvenus nos ancêtres quaternaires.

Solutré avait créé des guerriers, la Madeleine créa des artistes. Ce qui caractérise en effet cette étape, c'est le sentiment artistique qui, brusquement, fait son apparition.

Les plaques d'ivoire, les os des cervidés, les mer-

rains des bois de renne sont décorés avec un art d'un réalisme stupéfiant.

L'homme qui a sculpté ces chevaux, ces élans, ces aurochs, ces mammouths était un véritable artiste. De sa main, armé simplement d'un silex (il ne saurait être ici question de métaux, et la question ne se pose même pas), avec un sentiment véritable de la nature, il a su donner la représentation exacte de toute la faune dont il était entouré. Quelques-uns de ces dessins sont d'une exactitude telle, au point de vue anatomique, que des savants tels que le Docteur Gervais ont pu déterminer des espèces disparues et qui n'ont été rencontrées que plus tard.

Les Troglodytes magdaléniens ne se sont pas contentés de décorer leurs outils, ou de simples amulettes ; ils ont encore couvert de peintures et de sculptures les parois des grottes qu'ils habitaient. Quand M. de Santuola signala, en 1879, dans la grotte d'Altamira, près de Santander, les premières peintures quaternaires, cette découverte fut accueillie avec la même hostilité que l'avaient été, cinquante ans auparavant, la découverte de Boucher de Perthes. Depuis, les découvertes se sont multipliées dans les Pyrénées, dans la Gironde, dans la Dordogne, grâce aux savantes investigations de M. Cartailhac, de l'abbé Breuilh, du Docteur Capitan et de M. Peyrony, un instituteur des Eyzies dont la science n'a d'égale que la modestie exagérée.

Après avoir chassé de leurs repaires le grand ours et les fauves qui les occupaient, l'homme s'est installé dans ces immenses cavernes pour y habiter, peut-être même pour y célébrer des rites religieux.

Pourquoi nos ancêtres avaient-ils choisi la partie la plus profonde et la plus sombre de ces grottes pour y tracer ces sculptures et ces fresques, si ces endroits retirés n'avaient pas dû servir à la pratique de quelque cérémonie mystique et religieuse.

A Niaux, dans l'Ariège, les peintures font leur

apparition à 600 mètres de l'entrée, et elles se prolongent jusqu'à 1.200 mètres.

Aux Combarelles, on parcourt 118 mètres avant de rencontrer les premières gravures.

A la Mouthe, 200 mètres.

Il faut avoir visité une de ces grottes pour se rendre compte du degré artistique que devaient avoir atteint ces chasseurs de rennes. La grotte de Font de Gaumes que je visitais en juin 1905, a 120 mètres de longueur, A 65 mètres de l'entrée, on commence, à la lumière des bougies, à distinguer les étranges dessins, qui deviennent nombreux quand on atteint une vaste salle de 40 mètres de longueur sur deux à trois mètres de large et cinq à six mètres de hauteur. Là, sur les parois et jusque sur la voûte, se voient des peintures exécutées à l'ocre rouge et au manganèse. Voici, au reste, la description qu'en donne M. Cartailhac :

« La Grotte de Font-de-Gaumes s'ouvre dans le
» flanc d'une colline coupée à pic et l'on y accède en
» suivant les éboulis et une corniche de la falaise suspen-
» due dans le vide. Après avoir franchi un passage fort
» étroit, à 65 mètres de l'entrée on débouche dans une
» vaste salle. C'est elle et un diverticule extrême qu'ornent
» d'une façon extraordinaire des gravures et surtout
» des peintures. Il s'agit de véritables fresques. Ces images
» sont en effet le plus souvent peintes. La gravure est
» généralement associée à la peinture qui, parfois, re-
» couvre les traits ou, au contraire, ceux-ci sont tracés
» par dessus: parfois la figure est en partie peinte, en
» partie gravée, d'autres fois seulement gravée. Un
» emploi judicieux du noir et du brun a donné aux fonds
» rouges un modelé étonnant, tantôt vrai, tantôt bizarre.
» Les teintes sont souvent fondues, parfois ce ne sont
» que des touches vigoureuses et isolées sur un fond
» plus clair; de vrais grattages de la roche, qui a une
» couleur jaune, interviennent çà et là, accentuant

» certaines couleurs en y déterminant un travail de
» champlevé. Nombre de figures sont légèrement voilées
» par une mince couche de stalagmite, beaucoup se
» perdent sous un dépôt plus épais.

» Sur 80 animaux représentés, et ce nombre est
» aujourd'hui bien dépassé, on compte 49 aurochs,
» 1 renne, 1 cerf, 4 égendis, 3 antilopes, 2 mammouths,
» 11 indéterminés.

» Ce sont les aurochs qui dominent; on en voit plus
» de cinquante, soit en file, soit affrontés, tantôt en un
» rang, tantôt sur plusieurs rangs étagés jusqu'à la voûte.
» A Font-de-Gaumes, j'avais l'impression d'un travail
» systématique, d'une ornementation voulue de la
» caverne. »

A Altamira, aux Combarelles, à la Mouthe, à Niaux,
partout où le calcaire permet au sculpteur de se livrer
à son art, nous retrouvons les traces de nos artistes
animaliers.

Cette merveilleuse éclosion artistique disparaît tout
à coup, brusquement, dans cette nuit profonde et
obscur qui sépare le paléolithique du néolithique.

Que sont devenus nos chasseurs de rennes, nos
artistes des bords de la Vézère et des Pyrénées ? Dans
quel cataclysme naturel, sous quelles invasions ont-
ils disparus ? Mystère qu'on a essayé d'expliquer
de bien des façons : destruction complète disent les
uns, émigration disent les autres, fusion enfin avec
la race des immigrants néolithiques.

Quoiqu'il en soit, nous ne retrouvons plus nulle
part la trace de nos chasseurs; et les nouveaux venus,
qui étaient plutôt des agriculteurs et des pasteurs,
ne nous ont laissé ni dans les débris des habitations
lacustres, ni dans nos dolmens, aucune œuvre qui
puisse faire supposer la survivance de l'école magda-
lénienne.

D'où étaient venus ces immigrants ; peut-on suivre leurs traces par le jalonnement des dolmens édifiés ?

Dans l'Inde centrale, dans l'Arabie, la Palestine, le Caucase, la Crimée, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Scandinavie méridionale, l'Allemagne du nord, la Hollande, la Gaule, l'Espagne, nous trouvons partout les mêmes procédés de construction ; seule la vallée du Danube, cette grande voie des immigrations celtiques, ne possède aucun dolmen ; ce ne sont donc pas les Celtes, ainsi que l'a soutenu Henri Martin, qui ont construit nos monuments mégalithiques ; ce ne sont pas les Aryens, la linguistique proteste contre de semblables théories : sont-ce les Phéniciens, ces grands envahisseurs et ces grands commerçants ?

En réalité, on ne sait rien sur cette race conquérante. D'où venait-elle ? A quelle époque historique cette immigration s'est-elle accomplie ? Question aussi obscure, aussi complexe que celle de la destination de nos alignements, de nos cromlechs.

Bien des observations ont été faites sur leur orientation, sur leur taille. On s'est demandé pourquoi, à Carnac par exemple, les menhirs (et cela est très visible au Menee) sont plus grands près des cromlechs et vont en diminuant de l'Ouest à l'Est. C'est là un système voulu, intentionnel, dont la signification nous échappe.

Si la destination des dolmens est aujourd'hui connue, la date de leurs constructions reste encore bien mystérieuse. Je parle ici de nos dolmens bretons. On a voulu, à une certaine époque et souvent d'après une méthode plus systématique que scientifique, leur attribuer une date fabuleuse. Il faut, suivant nous, faire des distinctions, et il est impossible d'admettre que ce sont les mêmes hommes qui, aux mêmes époques, ont élevé les dolmens grossiers, sortes de coffres en pierres, sans allées, où l'on ne rencontre que des poteries ayant longtemps servi, des haches en diorite usagées, et ces

beaux dolmens à galeries sous tumulus avec leurs mobiliers déjà fort riches, leurs poteries soignées, leurs dalles gravées de signes cabalistiques et mystérieux : ou encore ces allées couvertes, sortes de galeries coudées avec leurs dalles couvertes de cartouches ressemblant à des boucliers, leurs poteries ornementées, leurs têtes de flèches en silex, véritables bijoux.

Non ! les dolmens de Crucuno, des Marchands, du Mane-Retual, de Kereado, de Gavrinis ; les tumulus du Mont Saint-Michel, de Tumiac, les allées coudées du Rocher et des Pierres-Plates n'appartiennent point à la même époque et ne peuvent être attribuées aux mêmes constructeurs. Ils diffèrent et par leurs dispositions et par leur mobilier et par leurs signes lapidaires.

Si les premiers, si pauvres comme mobilier, appartiennent à la période néolithique proprement dite, il est à peu près certain que nos belles allées couvertes, nos beaux tumulus, à mobilier rituel, appartiennent à l'âge du bronze.

On pourrait même dire que, en Bretagne, on en édifiait encore au moment où le fer fit son apparition.

Simpson, à propos des figures étranges qui décorent quelques-uns de ces monuments, écrivait, il y a plusieurs années : « Toutes ces sculptures sont autant d'énigmes » que nous ne sommes pas à même de résoudre présentement. Ornaments, symboles, hiéroglyphes, la clef » de leur sens mystérieux a été perdue et elle ne sera » probablement jamais retrouvée. »

« La science, qui est aujourd'hui le seul guide rationnel » en ces sortes de matières, doit se borner à douter de » tout à l'égard de nos gravures de peur d'être prise en » flagrant délit d'erreurs par les découvertes qui suivront. »

Le problème, hélas ! est encore à résoudre, malgré les découvertes et les observations multiples faites

depuis plusieurs années. Quelle est la signification de ces signes, de ces cartouches, de ces cupules ? Qui les a gravés, comment les a-t-on gravés ? Ce qui semble bien peu probable, malgré les expériences faites à Saint-Germain par M. Abel Maitre, c'est qu'ils l'aient été avec de simples instruments de silex, et tout au contraire semble indiquer que les sculpteurs de Gavrinis, des Pierres-Plates, du Rocher, connaissaient les métaux.

Prosper Mérimée, au cours de sa mission en Bretagne, en 1836, écrivait : « J'ai peine à croire qu'on ait pu, sans ciseaux de bronze, sculpter le granit de Gavrinis. »

Émile Cartailhac, dont le nom, en matière de pré-histoire, fait autorité, est d'un avis contraire. Il appuie son opinion sur ce que, seuls, les piliers de granit sont sculptés, alors que ceux en quartz, beaucoup plus durs, sont vierges de toute sculpture.

Cette objection me paraît bien spécieuse, car la dureté du quartz aurait aussi bien résisté au burin de bronze qu'à la hache en silex.

Cette question est une des plus intéressantes, elle est intimement liée à celle de l'introduction des métaux en Gaule.

Nous ne savons pas grand chose sur l'époque à laquelle la substitution du métal à la pierre se fit. Longtemps les peuplades dolmeniques durent se servir à la fois et de leurs vieux outils de pierre et de haches en cuivre. Nous trouvons en effet dans les dolmens les deux instruments associés, la forme même des premières haches en cuivre pur, établit bien jusqu'à l'évidence, que celui qui les a fabriquées s'est servi comme modèle des outils qu'il avait sous les yeux et qu'il avait lui-même polis.

Ce n'est que plus tard, quand l'homme primitif sut fabriquer le bronze que la forme primitive de la hache se transforma, et l'on vit alors successivement appa-

raître la hache à talons, la hache à ailerons et la hache à douilles.

Ces haches perfectionnées, comme forme et comme alliage, ont dû certainement être importées par des colporteurs venus d'Égypte ou d'Asie, soit par la vallée du Danube, soit par voie maritime en suivant les bords de la Méditerranée.

Les cachettes de fondeur, si nombreuses dans notre péninsule armoricaine, sont la preuve évidente de cette immigration commerciale. Ces métallurgistes étrangers, qui travaillaient dans les forêts ou qui apportaient des objets tout fabriqués, devaient disséminer, dans des cachettes réparées avec soin, une partie de leur marchandise si convoitée et si nouvelle. Souvent ils périssaient en chemin et ne revenaient pas prendre les trésors cachés ; ce sont ceux que nous retrouvons aujourd'hui.

La cachette de la prairie de Mauves, découverte en 1881, inventoriée et classée par notre savant conservateur M. de Lisle du Dreneuc, est une des plus curieuses et des plus riches par la variété des objets qui la composaient : armes, outils, parures. Des cachettes analogues ont été trouvées, pour ne parler que de la Loire-Inférieure, à Saint-Père-en-Retz, à Vertou, à Crossac, à Clisson, à Plessé et, en 1868, par M. Parenteau lors des défoncements effectués au Jardin des Plantes.

Parmi les objets trouvés dans ces cachettes, la hache plate en cuivre pur, à surface rugueuse et inégale, n'a jamais été trouvée, ce qui indique bien que cet objet tout primitif, le précurseur en quelque sorte de nos haches de bronze, était fabriqué sur place par les populations dolmeniques.

Ce qui semble inexplicable, c'est que le fer qui se trouve partout à l'état natif, qui pouvait être employé sans alliage, soit apparu si tardivement. Il faut rechercher, je crois, dans la nature même de ce métal la raison du retard qui a été apporté à son emploi. Se désagrè-

geant facilement au contact de l'air et des corps étrangers, le fer a longtemps été considéré comme un métal impur.

Originaire de l'Afrique centrale, connu des Egyptiens à une époque très reculée, il n'est venu que très tardivement dans le Nord et dans l'Ouest de l'Europe par voie commerciale, et les populations de l'âge du bronze ne l'ont tout d'abord employé que comme moyen de décoration. Ce n'est que plus tard, très tard du moins en Bretagne, que la véritable industrie du fer s'est répandue.

A cette période, nous pouvons rattacher nos belles sépultures circulaires du Nignol, de Coet-à-Touse, explorées par Miln dans le Morbihan, et celles de Kervitré, de Tronven, de Kerliscat, étudiées par M. du Chatellier dans le Finistère.

En terminant la savante étude qu'il a consacrée à ce département depuis les temps préhistoriques jusqu'à l'occupation romaine, le savant et infatigable fouilleur constate que nous savons peu de choses sur les populations qui, à la première époque du fer, occupaient la presque île armoricaine.

« Jusqu'à présent, écrit-il, l'Archéologie nous apprend » bien peu de choses à leur sujet ; du reste, du temps » de Polybe même, on était peu éclairé à leur endroit » puisqu'en parlant de la Gaule Celtique, il dit : « Ceux » qui parlent de ces régions n'en savent pas plus que » nous, ils ne font que débiter des fables. »

Le champ de nos recherches est vaste, vous le voyez, les mystères dont s'entoure le passé et l'humanité sont troublants, le sol ne nous a pas encore livré tous ses secrets. A nous de les rechercher en multipliant nos fouilles et nos observations.

En cette terre celtique, notre attention a été trop attirée par les découvertes si intéressantes et si multipliées des stations gallo-romaines. Il a semblé, à une

certaine époque, que nous n'existions pas avant la conquête.

Soyez persuadés que lors de l'invasion de 59 avant J.-C., les envahisseurs se sont trouvés en face d'une civilisation plus avancée que nous ne le supposons ; c'est à l'étude de cette civilisation et de ce passé que je vous convie.

Rien de plus troublant que ces recherches où l'on n'est guidé par aucun texte, où l'on s'égare parfois aux charmes toujours attachants, mais souvent trompeurs, des légendes vieilles comme le monde ; mais aussi quelle joie quand dans ce labyrinthe obscur on découvre quelques débris du fil qui doit nous conduire à la lumière et à la vérité.

Travaillons donc, multiplions nos excursions, nos fouilles, étendons notre champ d'études, notre rayon d'action afin de bien montrer à tous que les Sociétés d'Archéologie n'ont d'autre but, d'autre souci, en interrogeant le passé, que de contribuer à sortir de l'oubli, à faire connaître les annales glorieuses de nos ancêtres.

Fustel de Coulanges n'a-t-il pas dit avec raison :
« Le véritable patriotisme n'est pas seulement l'amour
« du sol, mais l'amour du passé, le respect pour les
« générations qui nous ont précédés. »

•

Découverte d'un atelier de fondeur à Saint-Père-en-Retz, près des rives du Boivre

En défrichant les taillis de l'antique forêt de la Guerche qui porte aussi le nom de forêt de Tharon, les fermiers de la métairie de la Moinerie ont mis aujourd'hui, dans un fossé peu profond de la route qui conduit chez eux, un amas de lingots métalliques ayant l'apparence de culots de bronze. Cette nouvelle intéressante pour la science archéologique nous a été transmise, au mois d'avril 1907, par M. Ouisse, gérant de la propriété, et par M. Fernand Couétoux, notre nouveau confrère, qui veulent bien être nos correspondants dans la région de Paimbœuf.

Guidés par ces deux aimables compagnons, je me suis rendu sur le terrain de la découverte et je me suis trouvé en présence d'une collection de 12 culots de bronze en forme de galettes qui devaient être des résidus empruntés à des fonds de creusets (1). Un spécimen a été envoyé à Paris à l'Ecole des Ponts et Chaussées pour être analysé, et son examen a donné les résultats suivants (2) :

Cuivre....	95, 26
Sous-sulfure de cuivre	4, 09
Hydro-carbonate de cuivre	0, 20
Zinc	08
Plomb.....	07
Etain	04
Diverses matières.....	0,26

(1) Leur poids atteignait près de 40 kilos.

(2) M. l'Ingénieur en chef Cosmi a bien voulu me servir d'intermédiaire en cette occasion, avec son obligeance habituelle.

Il aurait été intéressant de savoir qu'elle était la provenance de ce cuivre, autant pour l'histoire du commerce que pour celle de l'industrie, mais ce point est difficile à éclaircir. L'importateur qui a déposé ces lingots dans la Loire-Inférieure a pu emprunter le cuivre dans le département de la Mayenne où des mines de cuivre ont existé, ou bien les amener d'Espagne, par mer.

Cette dernière hypothèse est la plus vraisemblable, parce que les découvertes du même genre ont eu lieu sur le littoral ou sur le bord des cours d'eau principalement (1).

La ferme de la Moinerie n'est pas loin de l'estuaire ou du golfe du Boivre, baigné autrefois par le flux et le reflux de l'Océan. Les fondeurs de l'âge de bronze se sont établis dans cette contrée, par cette raison qu'elle était à l'état de forêt et que le combustible est une chose essentielle pour un métallurgiste. Le nôtre paraît avoir fabriqué des armes en se déplaçant à mesure que le bois devenait plus rare. Dans son atelier de la Tiédnais, près de la Gruais, il fabriquait des haches plates, des haches à talon, des haches à ailerons, des haches à douille, des épées, des bracelets, des poignards, dont on a trouvé des spécimens en 1873. Vous pouvez les voir au Musée Archéologique. La Tiédnais n'est pas à plus de 2 kilomètres de la Moinerie, au nord-est.

Du côté de l'ouest, à la Tansorais, qui est à 3 kilomètres, on a trouvé également une hache de bronze de la même fabrication. Ces témoignages prouvent que le fondeur de la Moinerie a déployé une certaine activité.

Mon enquête sur place avait pour but surtout de me rendre compte de l'installation de ces ateliers primitifs

(1) M. Mercier, maire de Pornichet, a trouvé de nombreux débris d'objets de bronze sur la plage de Congrigoux.

et des moyens qu'on employait pour travailler les métaux. J'ai vu que l'eau ne manquait pas dans le bas du vallon, mais je n'ai pas distingué nettement les travaux en terre de protection qu'on a relevés dans le pays de Nozay, autour des gisements d'étain.

Il est certain pourtant que la forêt voisine renferme des fossés et des talus importants qui auraient pu faire des clôtures.

Ces fondeurs se servaient de moules qui se pétrissaient ici en argile blanche dont on a vu des vestiges autour du dépôt de culots. Je ne saurais dire comment ils se servaient des deux énormes pierres plates qui se sont trouvées aussi à proximité. Sur l'une d'elles on a pris la peine de creuser, je ne sais comment, une petite rigole qui la traverse dans toute sa longueur.

Ces constatations sont à mentionner, car elles serviront un jour à déterminer quel était l'outillage des fondeurs de l'âge de bronze.

LÉON MAITRE.

La Conquête de la Basse-Loire

par le réseau des voies romaines

I

Généralités

La conquête de la Loire-Inférieure par les Latins et leur **implantation** jusque dans les moindres bourgs peut être démontrée uniquement à l'aide des dépôts de monnaies qu'ils ont laissés çà et là, et qui reparaissent au jour, de temps à autre, au moment des reconstructions ou des défrichements. Dans les contrées voisines du fleuve, les découvertes ne sont pas surprenantes, mais quand on rencontre des monnaies du III^e siècle, par lots de 12 à 1.500, dans des localités comme Crossac, la Chapelle-Launay, la Chapelle-des-Marais, Treffieuc et Pannecé, on est en droit de répéter que les Romains ont pris possession de notre pays complètement, non pas tant pour le soumettre que pour en exploiter toutes les richesses.

Ce fait historique est confirmé par l'existence d'un réseau de grands chemins qui sillonnaient le pays en tous sens et dont les traces sont signalées dans les vieux titres et par l'enquête faite, en 1836, avant la création du réseau vicinal.

Nos routes nationales restaurées sous le premier Empire n'ont fait que succéder aux vieilles chaussées établies par l'administration romaine. De même que les vieux gués ont servi d'indication à nos ingénieurs.

Le nombre des ponts et des bacs créés par les géné-

rations du Moyen Age est très restreint ; elles se sont bornées le plus souvent à entretenir et à conserver la circulation établie dès la plus haute antiquité ; elles avaient besoin comme nous de voyager, elles auraient donc été fort incommodées si les moyens de transport avaient été défectueux. André de Varade, dans son testament, légua plusieurs sommes à divers ponts déjà très fréquentés au XII^e siècle. Il donna 6 sous aux ponts de Nantes, autant aux ponts de Grée, près d'Ancenis ; 10 sous au pont de Louan sur les marais de Goulaine et 10 sous à la chaussée de la *Barre-Engelard* qui doit être la Chaussée Le Roy en Rouans (1).

Chez les Namnètes, les ponts les plus vieux sont : le pont Esnaud, entre Mouzeil et Ancenis ; le pont de la Mée, entre la Bretagne et les Marches ; le Pont-Château, sur le Brivet ; la chaussée de Nyon, sur les marais de Donges, le pont de Méans ; le pont Miny (2), sur l'Isac, à Sévérac ; Pontpas et Pont d'Arm en Assérac ; les ponts de Nort, sur l'Erdre ; la chaussée de Barbin et le pont de Gigan, à la sortie de Nantes.

Il va sans dire que les ponts jetés sur la Loire, de Nantes à Pirmil, tenaient le premier rang par l'importance de la circulation ; ils étaient le point d'aboutissement de plusieurs routes, parce qu'ils offraient un passage sûr en tout temps. La vénération qu'ils inspiraient aux voyageurs est attestée par les nombreuses fondations érigées entre chaque bras de la Loire à traverser : N.-D.-de-Bon-Secours, la Madeleine, Tous-saints, les Récollets, et, à l'extrémité sud, Saint-Jacques de Pirmil.

Ceux qui sont accompagnés d'une chapelle et d'une fondation pieuse, comme Saint-Honoré de Bout-de-

(1) Dom Morice, *Histoire de Bretagne*, I, col 727.

(2) Le pont Miny dépendait de la terre de Sévérac.

Bois, à Héric, ou d'une fondation en l'honneur de saint Jacques ou de saint Nicolas, comme le pont James de Saint-Colombin et Saint-Nicolas-de-Redon, sont d'une antiquité incontestable, car les générations du haut Moyen Age ont eu de bonne heure le souci d'assurer le repos aux voyageurs. Les *passages* de Rozel, en Plessé; de la Bourdinière, en Pannecé; de Grâces en Guenrouet; du Goût, en Malville (1), avaient leur chapelle et leur aumônier.

Quand le passage était desservi par un bac, alors l'édifice était souvent double; sur chaque rive s'élevait une aumônerie, comme à Nort, à Rohars en Lavau, au Pellerin, à Oudon et à Pilon.

Toutes ces fondations pieuses n'ont été imaginées que par le désir d'assister les voyageurs; elles sont la conséquence des mœurs d'une époque où l'on voyageait beaucoup, parce que le pays était en possession d'un réseau de routes établi depuis longtemps. L'existence de routes à longue portée, comme celles qui traversaient la Gaule et la Bretagne en particulier, implique le fonctionnement d'un pouvoir assez fort pour centraliser les ressources; or, la féodalité était la prédominance du pouvoir local, et les régimes antérieurs ne savaient pas gouverner; nous sommes obligés de remonter au delà des Mérovingiens pour expliquer l'origine des chemins innombrables qui rayonnaient autour de Blain et de Nantes. Les seigneurs n'ont pu faire que deux choses: entretenir les voies antiques, près desquelles ils établirent leurs donjons, et surtout bâtir des ponts ou entretenir des bacs de passage sur les cours d'eau.

Sur la rive pictonne, les plus vieux ponts sont ceux de Pont-Rousseau, de Port-Saint-Père, de Pont-Saint-

(1) Prevel, *Le château du Goust* (Bull. de la Soc. Archéol. de Nantes, T. 11, p. 89).

Martin, de Pont-James, du pont de Louan, le pont de Remouillé (1) et la chaussée Le Roy ou du Roi, sur les marais de Vue.

Nous n'avons plus de ponts remontant aux Romains, mais nous sommes sûrs de l'antiquité de certaines chaussées noyées comme celles des gués d'Assérac, de Pont Château, du Hâvre d'Oudon, de Rieux, sur la Vilaine ; de Mauves, sur la Loire.

Les empièremments des anciens étaient triples et si solides, qu'ils ont pu résister pendant 15 siècles ; ils se sont retrouvés intacts, au XIX^e siècle, à travers les pays de landes, au moment des défrichements, autour de Blain et dans les forêts de la Bretesche et de Saint-Mars-du-Désert. Même sur la rive gauche de la Loire, qui était plus populeuse et plus cultivée, on voyait encore intacte, il y a 50 ans, sur le territoire du Bignon, la grande voie de Nantes à Montaigu, pourvue de ses pavés et de ses fossés. Les voies secondaires, qui n'étaient pas pavées, étaient cependant très larges, de telle façon qu'il restait toujours un passage praticable pour les chariots, même dans la mauvaise saison. On voyageait beaucoup à cheval. Quant aux transports lourds, ils s'effectuaient par eau pendant l'hiver et par route pendant l'été.

On reconnaît généralement les routes romaines à leur direction rectiligne ; elles sont établies sur la crête des collines et sur les plateaux quand elles sont d'intérêt général, sans souci de la position des bourgs. Tels étaient, chez nous, les grands chemins de Nantes à Angers, de Nantes à Rennes, de Nantes à Vannes.

Celles même qui n'étaient pas pavées ont été désignées dans les titres et les débordements par le même

(1) Une arche du pont de Remouillé, avait encore une voûte en arc brisé, en 1841.

terme : *strata*, dénomination propre aux grandes voies consulaires (1).

J'en citerai un exemple à Saint-Sébastien-lès-Nantes, dont le port commercial, situé à Porte-Chaise, *Portus carchedrarium*, était relié à Haute-Goulaine par un chemin large et direct qu'on appelait *chemin des Marchands*, *chemin Bretagne*. Il n'est plus utilisé, mais il subsiste presque intact jusqu'à la pyramide de la Patouillère. Les partages des terres qui le bordent le nomment la *Strée* (2).

Les passages de la Loire étaient nombreux. Je les énumérerai en descendant le fleuve : *Varade* est un nom de basse latinité, parent du mot *Vadum*, dont on a fait *gué*. Il existe sur la table itinéraire de Peutinger, *Varada*. *Varade* est en face de Saint-Florent-le-Vieil qui portait le nom de *Montglonne*.

Ancenis est un poste féodal établi sur une rive nommée le *Port Traversin*, sous la station romaine de Saint-Géréon. Le passage est facilité par de nombreuses îles jetées de distance en distance, dans le fleuve. Sa fréquentation est attestée par les nombreux chemins qui convergent sur ce point.

Je trouve un troisième passage à Oudon, dans un endroit où la vallée se retrécit entre deux hauteurs préparées pour porter deux forteresses : *Chateau Ceau*, *castrum Sellense*, fait face à la tour d'Oudon. Un bac avait sa place marquée en cet endroit.

La station de Mauves (3) était reliée à la rive gauche par une chaussée submersible qui permettait de traverser la Loire pendant l'été; elle aboutissait à Pierre-

(1) *Charte de Louis le Gros*, de 1126 (Annales de Bretagne 1887).

(2) *Terrier de la sénéchaussée de Nantes*, 1678, vol. xvi, f° 371. Voir aussi *Partage de 1736*. Fonds du Présidial, sér. B.

(3) Léon Maître, *Mauves à l'époque romaine* (Géographie hist. et descr. T. 1, p. 49).

Percée et à la station romaine de Saint-Barthélemy, en Saint-Julien.

L'antiquité des ponts de Nantes est incontestable, quand on considère les avantages que la Nature avait groupés sur ce point pour tenter les voyageurs. Il est visible que les îles multiples fixées au milieu du fleuve sont autant de points d'appui pour soutenir des arches. De plus, à chaque extrémité, viennent se confondre en une seule route divers grands chemins tracés par les Namnètes et les Pictons pour provoquer les communications de part et d'autre.

Au-dessous de Nantes, il faut aller jusqu'au *Pellerin*, en face de la station romaine de Couëron, pour trouver un nouveau passage avec bac correspondant à deux voies qui viennent du Nord et du Sud se souder sur ce point.

Un dernier bac, avant la mer, était établi sur la rive de Lavau, près de Sainte-Anne-de-Rohars (2), en face de Saint-Nicolas-du-Migron, en Frossay. *Migron* est une corruption de *Migrant* et rappelle les émigrants qui allaient d'une province dans l'autre.

Le pays des Namnètes était séparé de celui des Venètes par la Vilaine dont la vallée profonde et parfois marécageuse était difficile à franchir. Les Romains n'avaient pas été arrêtés par cet obstacle, ils n'avaient pas hésité à établir à Saint-Nicolas-de-Redon, d'un côté, et à Aucefefer de l'autre, de longues chaussées qui ont été très utiles aux religieux de l'abbaye de Redon pour exercer leur ministère.

Le passage de Beslé, au-dessus du lac Murin, est ancien, puisque M. de Lestourbeillon a tracé par là l'itinéraire des moines de Landevenec au X^e siècle (2).

(1) Bougouin. *La chapelle de Rohars* (Bull. de la Soc. archéol., x, 189).

(2) *Itinéraire des moines de Landevenec* (Bull. de l'Association Bretonne 1889).

Un peu en aval, la ville de *Duretie*, à Rieux, avait un bac et une chaussée submersible qui avait ses avantages à marée basse. Le Moyen Age y ajouta un pont de bois (1).

Il y a des traces de passage à Crân, un peu plus bas, sur la rive de Téhillac, parce que ce point est sur la route la plus courte de Guérande à Duretie.

La Roche-Bernard n'est pas sur le prolongement d'une voie antique, ses accès sont d'ailleurs trop abrupts pour tenter un ingénieur libre de son choix. Sur la rive de Ferel, au palus de Lisle, il existe une belle rampe en pente douce et une cale de débarquement sur la rive droite qui sont bien plus séduisantes. J'ai eu la bonne fortune de découvrir, à proximité, les restes d'une modeste construction romaine qui avait toutes les apparences d'un logis destiné au gardien du passage; 14 haches en pierre polie étaient demeurées dans son foyer.

Il est possible que, près de l'embouchure du fleuve, un autre bac ait été établi, à *Vieille-Roche*, en Penestin, parce que ce point est défendu par une sorte de fortification en terre, nommée le *Vieux Château*. Une monnaie en or de Tibère y a été recueillie, en 1828, par un cultivateur (2). Le passage de *Tréhiquier*, qui est encore plus près de la mer, a un nom breton, synonyme de passage; il paraît indiquer un endroit fréquenté aussi par les voyageurs.

Une voie transversale reliait les trois passages de Redon, de Rieux et de Ferel, au moyen des ponts de la Mée, du pont de Flandre et du Pont-Miny, et d'une chaussée qui aboutissait à la Templerie de Missillac.

Des traces de gué artificiel ou de chaussée *noyée* existent encore sur des rivières secondaires comme la

(1) Léon Maître, *La station romaine de Duretie* (Géographie hist. et descr., I, p. 53).

(2) *Lycée armoricain*, 1828.

Sèvre, notamment à Vertou, sous le lieu occupé par le monastère de Vertou, et aussi au village de *Portillon*, nom transparent, où les mariniers ont constaté avec moi l'existence d'un haut fond qui relie les deux rives, près de la *Chatellière*. Les grands chemins qui aboutissaient là se nomment, en 1460, « le grand chemin par ou l'on vait de Vieilleigne à Portillon » (1), « le chemin qui conduit de Portillon à l'estang de Toffou », ou le chemin du pont de Louan à Portillon, au XVII^e siècle (2).

Il fallait bien, en effet, créer des routes transversales pour relier entre elles les grandes voies tracées du Nord au Sud et faciliter la circulation de l'Est à l'Ouest, du Poitou en Anjou, et *vice versâ*.

Quand le sol manquait de consistance, comme dans la vallée de la Chenau, on remplaçait les arches et les piles de pont par un radier de charpentes noyé entre deux eaux. Tel était le pont romain du Port-Saint-Père qu'a rencontré M. de Grandville lorsqu'il établit le pont à péage dont nous nous servons depuis 1846. Le radier avait 5 mètres de largeur.

Les voies autour de Blain

Blain était au centre du pays des Namnètes, au milieu des établissements de métallurgie qui faisaient leur principale occupation. Là se croisaient de nombreuses voies de communication qui permettaient aux industriels d'y apporter leurs produits comme sur un *marché* et de les exporter ensuite dans toutes les directions. Quand on reporte sur une carte toutes les traces d'empierrements anciens qui ont été relevées autour de Blain, on ne peut s'empêcher de considérer cette place comme un *emporium*, c'est-à-dire un centre de négocè

(1) *Rentier* de 1460, f^{os} 12 et 14 (Arch. dép., série B, 1896).

(2) *Ibidem*, E 1406.

créé au cœur du pays pour en exploiter plus facilement les richesses naturelles. (1)

Deux voies partaient dans la direction de l'ouest et évitaient les bas-fonds des marais de Saint-Gildas en courant l'une vers Pontchâteau par le territoire de Cambon où elle prend le nom de *Chaussée Breton*, dessert Coislin et la chapelle Sainte-Barbe qui s'élève sur une hauteur où j'ai trouvé les débris d'un établissement romain.

L'autre voie sortait de Blain par le Bottier, le village de la Chaussée, desservait les bains romains de Curin, montait le plateau des Moulins du Breil, allait passer la vallée de l'Isac, au-dessous d'Evedé, en Guenrouet, au *Pont Nozay*, traversait le village de Grâces, nommé le *passage de Grâces*, longeait le versant de Saint-Gildas qui domine les marais, se servait de la chaussée de *Pont-Noë* « qui est fort longue et très fréquentée » (2), et rejoignait la voie de Nantes à Vannes dans la forêt de la Bretesche, près de la Templerie. Cette dernière route avait une bifurcation au-dessus du coin de Curin qui devenait la route de Blain à Duretie (Rieux), et aussi la route de Blain à la chaussée de Saint-Nicolas-de-Redon. Le tracé sur Plessé est très connu par l'aumônerie de Rozet, fondée par le duc Arthur, en 1314, pour soulager les voyageurs, par les noms de *Chemin des Saulniers* et de chaussée de Rozet, et par le pont de la Mée aux approches de Saint-Nicolas (3).

A la hauteur des landes du Pâtis-Calobert, sur Fégréac, se détachait une branche qui allait au pont

(1) *Géographie hist. et descr.* de la Loire-Inférieure, T, p. 332-340.

(2) Rapport de 1790, dossier de Saint-Gildas (série L., district de Savenay, Arch. dép.).

(3) Les saulniers de Batz et du Croisic portaient leur sel sur des mules, dans l'Ouest, jusqu'au Mans, et suivaient les routes les plus courtes.

de Flandres et se dirigeait sur le château de Rieux par les chapelles de Saint-Joseph de la Touche, de Saint-Jacques de Braud et desservait la ville de Duretie, assise sur les deux rives de la Vilaine. Les fouilles de la butte de Braud qui domine l'ample vallée attestent que les Romains avaient placé là un poste pour garder le passage (1).

Du côté du sud, les communications avec la Loire étaient assurées par Bouvron et Savenay, pour aboutir au prieuré et au port de Sainte-Anne de Rohars, en face du Migron. Ce chemin, sur son parcours, est signalé sous le nom de voie romaine. Il dessert le *châtel* de Bouvron, puis traverse le bois taillis des Nommerais, les landes de la Moëre, où son empierrement se montre sur une longueur d'une lieue, et sert de limites à quatre paroisses; il laisse Savenay à 4 kilomètres à l'ouest pour toucher à la Minguais et va directement sur Bouée (2).

Du côté du Nord, il est non moins certain qu'une voie montait vers Conquereuil par le Gâvre et franchissait le Don à Pontveix ou *pont vieux*, où elle a été parfaitement reconnue, ainsi que sur les landes, et se dirigeait de là sur Fougeray par Pierrie ou sur le bac de Beslé (3). Dans les titres, elle est appelée la *Vieille Chaussée* de Blain au Gâvre, le *Chemin de la Duchesse Anne*.

La direction que prend la voie ouverte à l'Orient par Boisdun, la Mennerais et Augrain, en Saffré, localité romaine par ses inhumations et son industrie (4),

(1) V. Dubuisson-Aubenay : chemin de Nantes à Vannes, par Rieux, dans son *Itinéraire de Bretagne* (Archives de Bretagne, T. x, p. 139-151).

(2) Ledoux, *Notes sur deux voies romaines traversant Savenay* (Bull. de la Soc. archéol. de Nantes, 1875, p. 57).

(3) *Annales de la Société académique*, 1847, p. 8-52.

(4) A. P. Leroux, *Vases gallo-romains découverts à Saffré* (Bull. de la Soc. archéol., 1877, p. 127.)

semble indiquer qu'elle fut tracée pour relier Blain à Candé, car on la suit plus loin dans la forêt de Vioreau, entre les étangs de la Provôtière et la Poitevinière, à Vivelle et à Freigné.

Blain était relié à l'Anjou par une voie connue sous le nom de *Chemin de la Duchesse*, qui passait sur Héric, à la Grée et à Fieraut, et se dirigeait sur les ponts de Nort, (1) vieux passage où venaient aboutir plusieurs grands chemins, notamment ceux de Saint-Géréon et ceux de Varade. La même voie bifurquait près de la chapelle de Landebroc, sur Nort, et recevait les voyageurs qui se rendaient à Petit-Mars et à Mauves, deux stations romaines très connues, par le passage de Ponthus, la Déchausserie et la forêt de Saint-Mars-du-Désert, parcours que j'ai reconnu à la Pierre et aux Piliers par des empièvements extraordinaires (2).

Du côté de Nantes, la voie romaine de Blain a un tracé rectiligne bien connu à travers les landes; il était reconnaissable, il y a 60 ans, à la Groulaie, à l'arche de Fouan, au bourg de N.-D.-des-Landes et à la Pasquelais. Au total, sept voies aboutissaient à Blain ou en sortaient.

III

Voies autour de Nantes

La route de Rennes sortait de la ville et s'éloignait de l'enceinte par la rue Monfoulon, la chaussée de Barbin, qui est antique et dont saint Félix s'est servi pour faire des moulins en la rehaussant, passait près de Loquidic, franchissait le Cens près du Port-Lambert

(1) *Rapports de MM. Léon Maître et Alc. Leroux* (Bull. de la Soc. archéologique de Nantes, 1883, pp. 198-203; 1885, p. ix.)

(2) *Géographie hist. et descr.*, T. 1, pp. 10-12.

et allait rejoindre le plateau de la route de Rennes actuelle par Lannay-Violet et la Boissière, pour éviter la côte rapide du pont du Cens moderne. Arrivé là, une bifurcation se présentait. Une ligne montait vers Casson par Massigné et le Saz (1), où se trouvait une villa romaine, en servant de limites aux communes de la Chapelle et de Trellières ; l'autre courait au sommet de la vallée du Cens vers le centre de Blain, à travers les landes de Trellières, de Grandchamp et de Héric, sans desservir les bourgs actuels.

Les voyageurs qui ne voulaient pas aller par Barbin, sortaient de la ville par la rue de la Boucherie, le Marchix, la chapelle Saint-Lazare, la rue Noire, le Gué-Moreau, sous le nom de *Grand Chemin et pavé*, et rejoignait la voie de Barbin au pont du Cens, voisin du Port-Lambert.

Plusieurs chaussées prenaient la direction du Nord, mais le véritable grand chemin de Nantes à Rennes était celui qui prenait le tracé de Héric et traversait presque partout le désert des landes incultes. Il passait l'Isac à Bout-de-Bois et le Don au sud-ouest de Jans, sur le pont de Trenou ; la Chère au pont de la Kyrielle, en Mouais, et entrait dans le pays des *Redones* (2). Ce tracé nous est indiqué par la position des châtelainies de Héric et de Nozay, chargées de le garder, et par un texte de 1678 qui nous rapporte que le gibet de Nozay « était sur le chemin qui conduit à Derval, qui est le grand chemin de Nantes à Rennes (3) »

Néanmoins, le voyageur pouvait suivre un autre parcours plus long par Joué et Melleray. Il avait la

(1) Kersabiec, *Débris gallo-romains trouvés au Saz* (Bull. de la Soc. archéol., 1865, v, 71).

(2) Celle-ci évitait le bourg de Fougeray qui était desservi par la voie de Blain à Rennes par Conquereuil et Pierrie.

(3) *Terrier de la sénéchaussée de Nantes*, xx, 860. (Arch. dép., série B).

route de Carquefou à Petit-Mars qui montait à Joué par Saint-Jacques des Touches, et court au sommet des coteaux dominant la rive gauche de la vallée de l'Erdre.

La route de Nantes à Angers et Paris empruntait le même parcours jusqu'à Carquefou, sur les landes de la Madeleine, en Bois; là, elle se détournait vers l'Est pour aller au *Chemin Nantais*, au prieuré de Saint-André, puis se dirigeait sur la station romaine de Mauves; elle franchissait les marais de la Vaugour sur une arche dite de Gobert construite en aval de l'arche actuelle pour permettre au roulage de contourner la petite montagne qui fait obstacle en cet endroit. Les ingénieurs du règne de Louis XVI ont rectifié ce détour en pratiquant une profonde tranchée dont les déblais ont servi à combler une partie de la vallée. Cette méthode était rarement employée par les anciens. Ils préféraient se servir de lacets et descendaient au port de Mauves par des rampes, puis remontaient vers la ville antique de Mauves au moyen d'une route en pente assez raide, mais solide, dont les ornières creusées dans le roc, subsistent en plus d'un endroit. Les voyageurs passaient entre le temple de Vieille-Cour et le théâtre de Beaulieu et arrivaient au carrefour de la Barre d'où partait la voie de Mauves à Petit-Mars (1).

La route de Nantes à Angers continuait son parcours sur les sommets du Cellier et se détournait ensuite vers le Nord pour éviter les escarpements de la vallée du Havre et atteindre l'endroit où elle se rétrécit assez pour qu'on puisse y établir un gué. Le lieu choisi s'appelle le *Pont-Noyé*, parce que les ingénieurs y avaient placé un

(1) Cette voie, je l'ai suivie jusqu'aux *Piliers* en Saint-Mars-du-Désert, où elle est très connue des cultivateurs qui ont trouvé son empierrement. (*Géographie hist. et descr.*, T. 1, p. 10).

radier en charpente pour assurer le roulage. De là, jusqu'aux approches de Saint-Géréon, la voie sert de limites entre les communes d'Oudon et de Couffé, coïncidence qui caractérise bien son antiquité.

Sur Oudon, se détachaient de la voie principale deux embranchements secondaires : l'un d'eux redescendait dans la vallée pour atteindre le port d'Oudon et le bac de *Castrum Sellense*, l'autre se dirigeait par le *vieux Couffé*, le Pas et la chapelle de Tacon sur le bourg de Mésangé.

Pendant la belle saison, on évitait une partie de ces détours en sortant de Nantes par le chemin de Richebourg, le Bourg-Fumé, le Gué aux Chèvres et la prairie de Mauves dont on traversait toutes les boires et les *seils* à l'aide de ponts qui ont été utilisés jusqu'en 1830. Le premier pont, appelé *Pont de Pierre*, est cité dès le XI^e siècle; (1) il servit au cardinal de Retz pour s'évader du château de Nantes et gagner Mauves, puis le bac d'Oudon.

On le nomme tantôt *la route de Paris*, tantôt le *grand chemin d'Ancenis*. A partir du *Gué-aux-Chèvres*, ou Gué-Robert, un troisième chemin parallèle montait à mi-côte vers la chapelle de Toutes-Aides, et le vieux Doulon, antique station, desservait *Chassay* et la villa de *Tauriacum* (Thouaré) (2).

Il en était de même pour la vallée de l'Erdre : une voie tracée à mi-côte s'allongeait jusqu'à Carquefou, à proximité des domaines des Salles, de Belle-Isle, de Ranzay, de Portric et des autres villas bâties dans la fertile contrée de Saint-Donatien.

Du côté de l'ouest, la cité de *Condevincum* (Nantes)

(1) *Charte de l'évêque Heroicus*, 1004. Abbé Delanoue, *Saint-Donatien et Saint-Rogatien de Nantes*, p. 104. Nantes, 1904, 1 vol in-8°.

(2) En 1810, les arches de la prairie de Mauves étaient visibles sur la terre du Parc en Thouaré (série O, contentieux, Arch. dép.).

était défendue par les marais de la Chésine et le coteau abrupt de l'Hermitage ou de *Misérie*, (1) en Chantenay, et par la vallée qui se rétrécit au bout de la rue de Gigant.

C'est là que fut établi le pont du passage pour le chemin de Couëron, le plus ancien. La voie montait en droite ligne le coteau de la Ville-en-Bois et, parvenue au sommet, elle se divisait en deux branches : la principale allait sur le bourg de Saint-Herblain par le passage de la Croix-Bonneau, les Richolets et l'Ornière, tandis que la voie secondaire descendait au sud, vers le bourg de Saint-Martin de Chantenay, par la Hautière et suivait les coteaux qui bordent le fleuve. Elle rejoignait la précédente par le pont de Pierre et courait avec elle vers la villa romaine de Saint-Martin des *Salles*, (2) après avoir montré son pavage à la Porchellerie, enfin descendait au port de Couëron où des ruines romaines ont apparu, non loin de l'église, en 1880. La même route remonte à l'Étang-Bernard, poste antique, contourne les marais et paraît se diriger vers la Sénéchallais et Saint-Thomas.

Parallèlement à cette direction courait la voie de Nantes à Saint-Etienne qui sortait de Nantes par la rue de la Bastille, l'arche de Grillau, la Contrie, traversait Saint-Herblain sous le nom de *grand chemin nantais*, touchait les moulins de la *Chaussée*, à la Durandière, le lieu du *Petit Rome* (3), les Piliers, la Roussellière et Pociou. Son pavage a été reconnu au moulin neuf de la Bretonnière ; il a déterminé la construction des chapelles de Saint-Blaise sur Conëron et de Saint-Savin sur Saint-Etienne. Au-delà, elle prend

(1) Le miseur était le receveur de la ville de Nantes. *Miserie* signifiait *recette* et *dépense*.

(2) Marionneau, *Fouilles de la chapelle Saint-Martin de Couëron* (Bull. de la Soc. archéol., T. v, p. 75).

(3) Terrier de la *sénéchaussée de Nantes*, xv, 81 et 247 (Arch. dép., B.).

le nom de *route de Guérande*, se signale au passage de Saint-Pierre-du-Goût, en Cordemais, à mi-côte du sillon de Bretagne, touche la villa gallo-romaine de la Bimboire que j'ai déblayée et arrive sur le versant de la *Villa Saviniaca* (1), qui est devenue Savenay. La chapelle de Saint-Jean de cette localité était sur le bord d'un « grand chemin et pavé », en 1679, qui devait être le même (2).

De là, ce pavé se continuait le long des bois de l'abbaye de Blanche-Couronne et allait sur Saint-Nazaire par le pont et la chaussée de Nion et par le pont de Méans, à l'embouchure du Brivet. A partir de là, je me suis rendu compte *de visu*, avec les ingénieurs, que les vastes prairies basses qui séparent la Loire de la Brière, étaient déjà colmatées au III^e siècle et ne différaient guère de leur aspect actuel.

A partir du pont de Méans, la voie bifurque. Une branche se dirige sur Saint-Nazaire où l'on a constaté la présence d'un édifice romain aux *Préaux*, au-dessus de la gare, pour suivre la côte et desservir les villas qui s'élevaient çà et là, le long du rivage, à Porcé, à la Rougeole, Escoublac et ailleurs, sous le nom de Basse-Voie ; l'autre branche contournait le golfe de la Brière et montait vers Guérande par Saint-André-des-Eaux dont le bourg était traversé par un pavé (3), ensuite la voie montait vers la hauteur où était bâtie la célèbre chapelle de Saint-Servais, lieu de pèlerinage très fréquenté des Bretons au XV^e siècle (4). Je pourrais indiquer une troisième route qui allait de Saint-André sur Saint-Lyphard, vieux centre carlovingien.

La véritable route de Vannes qui sort de Nantes par le

(1) Ledoux, *Note sur la voie romaine allant de Nantes à Vannes* (Bull. de la Soc. archéol., 1878, p. 153).

(2) *Terrier de la sénéchaussée de Nantes*, xxiii, prieuré d'Er (Arch. dép., B.).

(3) « Le pavé du bourg de Saint-André », 1696 (E 536).

(4) Bibl. de l'Ecole des ch., LXI, p. 65.

Marchix et la place Viarmes court sur la crête du sillon qui sépare les vallées du Cens et de la Chésine, traverse le *passage de Saultron* et se dirige sur le plateau du Temple, carrefour de plusieurs voies gardé par un poste de chevaliers du Temple, passe au-dessus de Savenay, de la Chapelle-Launay pour atteindre Pontchâteau, pendant qu'une autre route barre celle-ci à angle droit dans la direction de Blain à Rohars, à la bifurcation du Temple (1).

IV

Voies romaines partant d'Ancenis

Plusieurs voies rayonnaient certainement autour de Saint-Géréon, centre romain et mérovingien qui a vu naître Ancenis, au X^e siècle, avec sa forteresse destinée à garder le passage établi sur la Loire en cet endroit (2). Outre la voie qui venait de Nantes et se dirigeait sur Angers par Anetz, Varade et Ingrandes, il existait certainement plusieurs autres grandes chaussées qui montaient les coteaux des environs. La plus connue est celle de Pannecé, qui traversait les landes du *Chateau-Rouge* et portait le nom de *Chemin des Saulniers*, elle a été reconnue au Courau et à la Chapelle-Rigaud, en Mésangé, puis à la Croix-au-Vesque, en Pannecé. Elle était coupée sur Mésangé par la voie de Blain à Saint-Herblon qui traverse la Chapelle-Breton sur Mouzeil, et par une voie partant du pont Noyé, en Oudon, et filant sur Candé par les villages du Pas, du Pas-Nantais et la chapelle mérovingienne de Tacon.

Sur Pannecé, elle croisait, au passage de la Bourdière, la grande voie qui reliait la vieille ville de Candé à

(1) Voir, pour plus de développements, Léon Maître, *Géogr. hist. et descriptive de la Loire-Inférieure*, T. 1, p. 523.

(2) Léon Maître, *Ibidem*, T. 1, p. 229.

Nort par Saint-Mars-la-Jaille, la Haie-Chapeau et le château de la Guibourgère. Nous savons, par un procès soulevé à propos d'une tentative de détournement, que l'allée du château servait de route ordinaire aux communes circonvoisines. « Par là passaient une foule de marchands des départements de Normandie, du Maine et de l'Anjou pour se rendre aux marchés et aux foires de Nort, de Joué, de Trans et des Touches. »

Les documents signalent une autre route, nommée *chemin d'Ancenis à Auverné*, dont le pavage était visible en 1818, sur une demi-lieue de long, et qui se dirigeait au nord par les Montils, la Croix-Chemin et la chapelle de Saint-Ouen, en Riaillé.

Le grand chemin d'Ancenis à Nozay est encore une dénomination fréquente, il se confond avec la route de Nort : il emprunte d'abord, jusqu'au pont Esnault, la route nationale n° 164 d'Angers à Brest, qui est fort ancienne, car elle sert de limites à la commune de Couffé et suit une direction rectiligne très significative. C'est, d'ailleurs, la route de Saint-Géréon aux ponts de Nort. Sur Mouzeil, il y a une bifurcation voisine des Mines, à déterminer, qui doit traverser Traus, Joué et Abbaretz.

L'arrondissement d'Ancenis était traversé au nord par une autre voie partant du vieux centre gaulois de Candé pour desservir la forêt et le château de Vioreau ; son tracé en droite ligne passait par Freigné, le sud du village de Carbouchet, le Raiteau, le Mortier, la forêt d'Ancenis, l'intervalle qui sépare les étangs de la Poitevinière (1) et de la Provostière, touchait la Tisonnière où l'on a trouvé des monnaies romaines d'or et de billon. Là, elle prend le nom de *voie des Romains* et dessert le Pas au Chevreuil.

D'autre part, on a la certitude que Nantes et la Chapelle-Glain étaient reliés par une grande route qui empruntait d'abord la chaussée de Nantes à Saint-Jacques-

(1) On disait le *passage* de la Poitevinière.

des-Touches par Petit-Mars ; là, elle tournait à droite pour rejoindre Saint-Jean-de-la-Grossière sur Trans et la barre Théberge, autre carrefour, puis s'en allait à la Brunaie de Riaillé, traversait l'Erdre, passait à la Rouaudière, à la Provôtière, touchait la limite de Joué, laissait la Vairie et le Pont-Chollet, un peu à l'est, et traversait la forêt d'Ancenis. Ce tracé existe encore : sur Saint-Sulpice, il y prend le nom de *Chemin nantais* ou *marchand*.

V

Guérande et ses voies d'accès

La meilleure démonstration de l'antiquité de Guérande est dans la multiplicité des voies qui rayonnaient dans sa banlieue et portaient de ses murailles dans toutes les directions (1).

Cette ville était reliée à trois passages fréquentés de la Vilaine : ceux de Vieille Roche en Penestin, du Palus de Lisle en Ferel, de Cran près de Rieux. Pour y parvenir, on suivait d'abord une route unique par Crémeur, Kerguenec en Saint-Molf, les landes de Malabri et de Montpignac, la butte aux Binguêts, la butte de Trebrezan, à travers les marais de Pont-d'Arm où les débris romains et les pierres de la chaussée sont visibles. Sur Assérac, une bifurcation se présentait : une branche se dirigeait sur Cran par Kerhérant, la Cour-aux-Loups au dessus du bourg d'Herbignac, par la Maladrie, Villeneuve, le Sabot-d'Or, le Mouton-Blanc, Montonnac, Saint-Jean en Saint-Dolay (près du Temple) et Cran. Cette même

(1) Blanchard, *Vénètes, Namnètes et Samites* (Bull. de la Soc. archéol., 1881, T. 30, p. 193). — René Kerviler, *Vénètes, César et Brivates portus*, 1882 (Ibid.) — Orioux, *Station gallo-romaine de Grannone*, 1884 (Ibid.) — Léon Maître, *Guérande et la contrée guérandaïse* (Géogr. hist. et descr. de la Loire-Inférieure, I, pp. 119-218).

route se dédoublait à Herbignac pour envoyer une branche sur le Palus de Lisle. Le tronçon qui allait rejoindre Penestin partait d'Assérac.

Le voyageur sortant de Guérande du côté du Sud avait le choix entre la route haute et la route basse. La première passait par Kerfas, près du Blanc, où elle sert de limites à deux communes, près le moulin de Coeteas et descendait par Brangouré et Tétraz sur la Ville-ès-Pierres où elle rencontrait la voie d'Herbignac. Ceux qui préféraient suivre les contours de la côte maritime passaient au nord de Tromarzen au sud de Kerquessaud, traversaient le vieux bourg d'Escoublac sur un *chemin pavé*, que les anciens ont vu avant l'envahissement des sables, et rejoignaient Saint-Nazaire par le village du Grand-Chemin et le lieu dit la *Ville-Chaussée* (1).

Ceux qui avaient affaire au Croisic ou dans les marais salants n'avaient pas besoin de passer par Guérande, ils trouvaient à Cuy le *grand* chemin de Saint-Nazaire au Croisic par Careil et Saillé. Bien avant les routes salicoles modernes, on circulait très facilement à travers les salines, les monticules et les canaux au moyen de ponts et de chaussées. Les titres citent le pavé qui conduit de Saillé au bourg de Batz, le grand chemin de Kerrigodo à Trébatier, de Congor au Croisic par la saline de Cambigné, ce qui n'empêchait pas le tracé direct d'une autre voie partant du faubourg Saint-Armel pour descendre le versant occidental et gagner Saillé, *Saliacum*, la mère-patrie du sel. Cette voie servait aussi aux habitants des deux villas romaines retrouvées à Kerbrenezay et à la Pierre-Levée.

Du côté du nord, Guérande était rattachée aux établissements romains de Clis et de Piriac par une voie qui sortait par le faubourg de Bizienne, traversait Trescalan et le village du *Grand chemin*.

(1) *Aveux de Cleuz et de Saint-Nazaire* (Arch. dép., séries B et E. — *Aveux de Lesnerac*, coll. de Wismes).

Du côté de l'est, le pavé de Beaulieu était désigné, au XVI^e siècle, comme « le grand chemin qui conduit de Guérande droict à la Madeleine », village où des tombeaux de briques ont révélé la présence des Romains; de là, il rejoignait, près du moulin de la Croix-Longue, la voie romaine qui montait de Saint-André à la Vilaine par le Pigeon-Blanc et la Baronnerie.

Si, après ces témoignages d'activité, nous doutions encore de l'occupation du pays par les Romains, nous n'aurions qu'à consulter la liste des collections de monnaies anciennes, récoltées dans le pays après 15 siècles de bouleversements. « Le nombre des médailles romaines en bronze, dit un témoin vivant en 1819, que le hasard fait découvrir chaque jour dans le pays, est si grand, qu'on n'est pas étonné de les voir passer dans la circulation pour des pièces de cinq ou de dix centimes. La plupart de ces monnaies sont consulaires, quelques-unes sont impériales » (1). De son côté, Fournier, l'antiquaire de Nantes, avait déjà noté sur son carnet, en 1806, une découverte de 46 monnaies de Nerva et 31 de l'empereur Hadrien (2). J'ai beaucoup allongé cette liste dans ma *Géographie historique et descriptive de la Loire-Inférieure*, T. 1, p. 212; je suis obligé d'y renvoyer le lecteur.

Cette énumération ne représente que la minime partie de ce qui a été exhumé par nos contemporains. Ajoutez-y toutes les découvertes faites depuis 15 siècles par les générations qui nous ont précédés, et vous n'aurez encore qu'une faible idée de la richesse des populations gallo-romaines qui ont vécu sur notre sol avant l'arrivée des Francs.

(1) Morlent, *Précis sur Guérande et le Croisic*, p. 170.

(2) *Antiquités de Nantes*, T. 1, p. 65.

VI

Voies de la région de Châteaubriant

Nous avons bien des raisons de croire que la région de Châteaubriant avait un réseau de voies aussi complet que les autres parties du pays nantais ; sa forteresse féodale de Beré, bâtie au-dessus de la vallée de la Chère, n'aurait pas été érigée en cet endroit si le fondateur n'avait eu à proximité le croisement de deux routes, l'une venant du sud et de la *forêt pavée* et passant le Semnon sous le donjon de Soulvache, passage très ancien ; l'autre réunissant Derval et Pouancé. Cette dernière est citée au IX^e siècle sous le nom de *via publica* ; (1) elle a montré son empièchement aux chercheurs dans plusieurs endroits de la forêt de Domnèche. Un tronçon se dirige vers Saint-Aubin-des-Châteaux sous le titre de *Chaussée à la Joyance*. Il y a tout lieu de croire qu'une voie réunissait aussi Béré à Candé et à l'Anjou par le vieux passage de Vouvantes. Sur ce parcours, je vois la forteresse de la Motte-Glain, bâtie pour garder un itinéraire antérieur à la féodalité comme bien d'autres. La plupart des seigneurs n'ont été déterminés dans le choix de leur résidence que par l'existence d'un grand chemin d'accès.

Quand une vallée était trop large ou trop profonde, les anciens remplaçaient les ponts par une chaussée de pierres traversée, de distance en distance, par des puits faciles à couvrir au moyen de madriers ; le tout était submersible. On fit à Moisdon, pour franchir le Don, une chaussée qui est souvent citée dans les vieux titres comme le prolongement d'un grand chemin venant de Nantes par les Touches et le passage de Saint-Donatien de Joué ; c'est pourquoi les Templiers fondèrent une résidence à Moisdon.

(1) *Cartulaire de Redon*, n^o 231.

Rougé, Lusangé, Fercé, Ruffigné, Louisfer, Auverné, Sion, Juigné sont des noms dérivés du latin qui attestent, comme les monnaies, la fréquence des groupes romains qui exploitaient les gisements de fer du pays et qui ont construit toutes ces chaussées pavées pour l'exportation des produits de leurs forges. Nous avons trouvé des monnaies qui prouvent que le commerce s'est étendu à Saint-Vincent-des-Landes, à Saffré, à Petit-Mars et à Nort.

Nozay, avec sa châtellenie, était au point d'intersection de deux grandes voies bien reconnues : celle qui montait de Nantes à Rennes que j'ai déjà citée, et une autre venant de l'Est, dont le prolongement, sur Guémené, a été rencontré lors des partages de landes autour des Quatre Contrées et au lieu dit le Haut-Merel (1). Quand on tire une ligne droite de Nozay à Candé, on traverse la région qui contient le plus de traces de l'industrie métallurgique des anciens : les forêts de l'Arche, de Vioreau, de Melleray, d'Ancenis et de Saint-Mars, le bourg de Melleray, *vetus Melereium*. Il n'est donc pas téméraire de rattacher Nozay à Abbaretz au tronçon de voie qui sort de Candé pour toucher la Barre-David.

VII

Les voies romaines chez les Pictons

Sur la rive gauche de la Loire, les traces de la domination romaine ne sont pas moins nombreuses que sur la rive des Namnètes. Outre le port de Rezé, *portus Ratiatensis*, qui occupait trois kilomètres de terrain en bordure sur la Loire, on rencontrait des constructions romaines à Vertou, aux Cléons, au Loroux, à Saint-Julien-de-Concelles (*Nociogilum*) (2), au Bignon, à Bougon, à Corcoué,

(1) Témoignage de M. Benoît, expert.

(2) *Testament de S. Bertrand* (Gallia christ. XIV, 116).

à Arthon, à Saint-Père-en-Retz, au Clion, à Prigny et, dans la contrée voisine, des cités importantes comme *Durinum* (Montaigu), *Chassiacus* (Montfaucon), Tiffauges, Montrevault, Aizenay (1), avec lesquelles les communications des Namnètes étaient fréquentes. Là, comme ailleurs, les ingénieurs romains ont tracé leurs grandes routes sur la ligne de partage des eaux, au sommet des vallées, et ont choisi les meilleurs passages pour franchir les rivières qu'ils ne pouvaient éviter. Les abbayes de Villeneuve, de Geneston, de la Chaume, les châteaux de Toufou, des Huguetières et bien d'autres, n'avaient choisi leur emplacement que pour être à proximité des grands chemins de l'antiquité.

Dès qu'on avait franchi le dernier bras de la Loire à Pirmil, on avait devant soi une voie qui courait, sous le nom de *grand chemin Clissonnais*, sur un plateau dominant les deux vallées de la Sèvre et de la Goulaine, sur laquelle s'embranchait, à Notre-Dame-de-Bonne-Garde, le chemin de Saint-Sébastien et des communes riveraines de la Loire; à droite, le chemin bas de Vertou par Beaufort et les rives de la Sèvre (2).

Près de la Grammoire et de la Maladrie de Vertou (la gare du chemin de fer), un autre embranchement la rattachait à l'abbaye mérovingienne de Vertou; plus loin, près de l'Allouée, une nouvelle bifurcation conduisait au pont de Louan que j'ai déjà eu l'occasion de citer. Il n'y avait pas d'autre passage pour franchir les marais de la vallée de Goulaine. Là, aboutissaient un grand chemin venant de *Porte-chaise* en Saint-Sébastien, port abandonné depuis longtemps, le bas chemin de Nantes par la Savarière (3) et un chemin venant de Saint-Fiacre.

(1) Voir Léon Maître, *Géographie hist. et descr. de la Loire-Inférieure*, T. 11, p. 52.

(2) Ce chemin bas subsiste jusqu'à la chaussée de Vertou (*Géographie hist. et descr.*, T. 11, p. 110.).

(3) *Aveux de Saint-Sébastien*, 1541 (Arch. dép., série B).

Parvenue près du Hallay, cette grande voie se divisait de nouveau en deux branches importantes, l'une allait sur Vallet et Gesté, en passant près de la station romaine des Cléons, où elle a été très bien reconnue, tandis que l'autre branche, dirigée sur la châellenie du Pallet qui commandait le passage, arrivait à la Trinité de Clisson sur la rive droite de la Sèvre. Cette voie se nommait le *grand chemin de Clisson* et devait servir aux voyageurs de Montfaucon.

Une autre voie reliait Pirmil à Clisson par la rive gauche sous le nom de route de Poitiers, en empruntant le parcours de Vertou et de Saint-Fiacre ; elle franchissait la vallée de la Sèvre à *la Ramée*, où se trouvait un bac royal (1), il n'y a pas 100 ans, montait le plateau de Saint-Fiacre et arrivait à Clisson par Gorges pour desservir la contrée de Tiffauges, *pagus Teophalgicus*. Dans une enquête de 1674, ce grand chemin est appelé *chemin Chastelays*, il passe à la Croix de la Justice de la Bretesche, en Monnières, et sépare Monnières de Saint-Lumine-de-Clisson (2). Sur Cugand, il devait passer à la ferme de la *Haute-Voie* (3).

Le Loroux-Bottereau, *Oratoria*, célèbre par ses cimetières mérovingiens, était un carrefour d'où partaient plusieurs voies : l'une allait par la station de Saint-Barthélemy au bac du Gué-au-Voyer, au Guinio, où à la Chebuette, pour passer la Loire ; une autre se dirigeait sur Chantoceau, sous le nom de *Strée*, par le pont Truberd, sur la Divate ; une autre sur Barbechat, sous le nom de chemin du Loroux au Marilais, célèbre pèlerinage. Le chemin de Nantes au Loroux par le pont de Louan montait directement le coteau de la Sanglère, sous le donjon du

(1) La plage se nommait encore le *Port au Duc* et le *charrau* sur la Bourchinière en 1853 (Arch. dép., série O, *Titres de Saint-Fiacre*).

(2) Enquêtes du Présidial, 1674. (Arch. dép. B).

(3) *Acte de* 1634 (Arch. dép., B 853).

château de la Roche ; de plus, une bifurcation, au sortir du pont, se rendait aux landes de Sainte-Catherine par les ruines du Perron et le moulin de la Corbinière. Ces mêmes landes étaient traversées par le grand chemin du Loroux à la Chaussaire par Moquepeigné, qui servait de limites entre le Loroux et la Remaudière sur un long parcours (1).

Pour passer de Nantes dans le pays de Raiz et parcourir les alentours du lac de Grandlieu, *pagus Herbadellicus*, on franchissait la Sèvre près de son embouchure dans la Loire, au *pont Rousseau*, vieux passage signalé dans les actes du XII^e siècle, et à peu de distance se trouvait un carrefour où aboutissaient les voies de Machecoul, du Pont-Saint-Martin, et la route de La Rochelle (2).

Cette dernière était la plus importante jusqu'aux Sorinières, car elle recevait la circulation de plusieurs autres routes qui venaient du Midi vers Nantes, et se séparait aux Sorinières, en deux branches.

Le port de *Ratiata* (Rezé) était rattaché au carrefour de Pont-Rousseau par une voie aboutissant à Notre-Dame-des-Vertus et à la route de Machecoul par le chemin de Maupertuis. Il va sans dire qu'une route parallèle à la Loire et voisine du fleuve réunissait les établissements des Couëts, de la Motte de Bougon et portait la circulation jusqu'au Pellerin (3).

Le chemin dit des Bouteilles, qui va passer au Bignon, station romaine, avait sa chaussée pavée, il n'y a pas 50 ans ; il conduisait directement à Montaigu *Durinum*, par les lieux dits le *Charrau*, la *Chaussée*, sur Montebert ; plus loin il forme la limite des communes de Remouillé, de Vieillevigne et de la Planche et va re-

(1) Léon Maître, *Géographie hist. de la Loire-Inférieure*, II, p. 339.

(2) *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, n^o 216.

(3) *Géographie hist. et descr.*, t. II, p. 53.

joindre la Vendée par le *Marché Neuf* et la Strée, la Petite-Salle et le Pâtis.

Il est non moins certain que, des Sorinières, partait une autre voie qui passait sous le donjon du château de Toufou pour aller sur le bourg d'Aigrefeuille : c'est la route de Bordeaux n° 137 (1). Elle est antique, parce qu'elle court sur un plateau et qu'elle sert de limites aux communes du Bignon et de Vertou ; elle passe sur le vieux pont de Remouillé et rejoint la précédente à Montaigu.

Le village de *Viais*, nom latin sorti de *Viae* qui signifie les *voies*, sur le territoire de Pont-Saint-Martin, nous indique que la route nationale n° 178 des Sables-d'Olonne est antique ; elle court vers le pont de Saint-Colombin, nommé le *Pont-James* ou Saint-Jacques, et traverse Legé. Son début est sur le plateau des Sorinières ; elle dessert l'abbaye de Villeneuve où elle bifurquait. Avant la route stratégique n° 25, on allait à l'abbaye de Geneston par Villeneuve en touchant le château de l'Épinay, on traversait l'Ognon au Pont-Neuf et on descendait par la Fosse-Noire, la Chasse et Beau-Soleil (2). De là, on atteignait les immenses landes de Bouaine sur lesquelles on devait rencontrer une bifurcation qui allait à Vieillevigne par l'Audonnière et le *Marchais*, nom qui nous révèle son passage.

La route directe de Nantes à Saint-Philbert (Deas), passait par le Pont-Saint-Martin, vieux pont dont la construction première peut remonter à l'apôtre Martin de Vertou (3), qui évangélisa le pays d'Herbauge, elle touchait les châteaux des Huguetières et de la Fru-

(1) Le pont neuf du Bignon ayant manqué, les marchands de Nantes à La Rochelle, en 1485, portèrent plainte (Arch. dép., E 128.)

(2) *Congrès archéologique de France* de 1864, p. 63.

(3) De ce pont partait le *grand chemin de Geneston* (Tableau des chemins ruraux).

dière où des ruines romaines sont sorties de terre, et aboutissait à la chaussée et au pont de Saint-Philbert dont parle Louis le Débonnaire dans un diplôme de 819 (1). Il est rare qu'un pont serve à une voie unique. La chaussée venant de Nantes se décomposait à la sortie du pont en plusieurs embranchements destinés à desservir les stations romaines de Saint-Lumine-de-Coutais, de Machecoul et de Beauvoir (2). Cette dernière nous est indiquée par la translation des reliques de saint Philbert, lorsque les religieux de Noirmoutier vinrent se réfugier à Deas (Grandlieu) avec le sarcophage de leur patron, en traversant les bourgs de Varne et de Paulx. Sa direction Sud-Ouest, Nord-Est, paraît bien indiquer qu'elle fut faite pour rattacher la côte de Beauvoir et ses salines au port de Rezé et à celui de Nantes.

Les grands chemins qui se dirigeaient de Nantes-Pirmil ou de Rezé vers le Sud par le pays de Raiz touchaient le domaine de Bégon ou Bougon et se séparaient près du hameau des Barres: l'un allait au passage du *Port-Saint-Père* sur la Chenau du lac, sous le nom de *Grand Chemin Nantais*, pour atteindre Machecoul ou le *Col des Marches* (3).

Ce passage de Port-Saint-Père, qui est cité dès l'époque mérovingienne (4), était desservi tantôt par un bac, tantôt par un pont suivant les ressources disponibles. « *Les ponts du Port-Saint-Père* sont cités dans

(1) « *Ut transitum ei per viam regiam quam stralam vel calciatam dicunt eidem aquæ concederemus* », 819 (Arch. de Saône-et-Loire, H. 177, n° 1).

(2) *Géographie historique et descriptive*, T. II, p. 68.

(3) *Acte de 1451*. (Arch. dép., B. 700 et 702) — Machecoul était encore traversé par le chemin romain venant de Prigny et celui qui desservait le port de Saint-Mesme.

(4) *Géographie ancienne de la Vallée du Tenu* (Bibl. de l'École des Chartes, 1899, T. I. X.).

un aveu (1465) de l'abbé de Pornic qui percevait la moitié des *coutumes*, sans doute à la charge d'entretenir le pont. (1)

L'autre voie se dirigeait vers la cité gauloise de Vue, *Vidua*, en passant au nord de Brains et de Cheix où elle coupait la voie du Pellerin au passage de Pilon, célèbre par sa chaussée et ses chapelles (2), et la découverte de 800 monnaies romaines qu'y fit M. de Grandville, en 1838. De là, le grand chemin tendait sur la station antique et mérovingienne de Saint-Père-en-Retz, autour de laquelle rayonnaient plusieurs voies.

Saint-Père-en-Retz devait être assurément en relations avec les stations de la baie de Bourgneuf, avec l'exploitation de calcaire d'Arthon et des Chaulmes de Machecoul. On circulait beaucoup au XII^e siècle, puisque le duc de Bretagne Conan prit soin de placer un poste de Templiers dans chacune des paroisses de Raiz, suivant une charte de 1148. Il y avait un grand chemin traversant la contrée dans toute sa largeur du nord au sud; il est nommé, en 1050, la voie des Moûtiers à Saint-Viau; (3) il ne pouvait passer ailleurs qu'au pont du Clion sur la vallée de Haute-Perche, et montait par la Fontaine-aux-Bretons, la Croix-Chaussée, vers le bourg antique de Prigny, *Pruniacense opidum*, pour atteindre Machecoul par Saint-Cyr et Fresnay. (4) Dans ce parcours, il se nomme encore la *Charrau*, sur Prigny, et sert de limites aux communes de la Bernerie et du Clion. Il est évident que sur cette grande artère venaient se souder des embranchements pour desservir les villas romaines de la côte et de l'intérieur.

(1) Archives dép. B. 794).

(2) *Ibid.* E., 154. V. aussi de Lisle, *Dict. archéologique*, p. 242.

(3) « Via quæ de Monasteriis ad Sanctum Vitalem tendit » (*Cartul. de Redon*, p. 270).

(4) *Ibidem*, p. 386.

Entre Chauvé et Saint-Michel, la limite est un vieux chemin allant de Saint-Père-en-Retz à Chauvé où subsistent 400 mètres d'une chaussée faite de galets.

Frossay avec son port du Migron, possédant le seul et dernier bac de la basse Loire, était naturellement en communication avec la côte pornicaise, et la route dont se servaient les voyageurs se nommait « le grand chemin qui conduit de Pornicq au bourg de Frossay », en 1683. (1) Il est le même sans doute que la *via publica* du cartulaire de Redon (268).

Une autre voie sortait de Saint-Père-en-Retz et se dirigeait sur Rezé par la commanderie des Biais, le prieuré de Sept-Faux et la Chaussée-Leray (2). Les bourgs du Clion, d'Arthon, de Chéméré, de Saint-Hilaire et de Sainte-Pazanne sont établis sur une ligne transversale allant de l'est à l'ouest qui paraît indiquer le tracé d'une voie qui rattachait ces localités au chemin de Nantes à Machecoul. Les centres de population ne sont pas nés du hasard ou du caprice, le choix de leur emplacement a toujours été déterminé par la proximité d'une artère de la circulation ou par les avantages d'un cours d'eau.

(1) *Terrier de la Sénéchaussée de Nantes*, V, f^o 240 (Arch. dép. série B).

(2) *Géogr. hist. et descr.*, II, p. 367.

Visites à Rezé

MESSIEURS,

Dans une séance récente de la Société Archéologique, un de nos plus dévoués collègues, M. Senot de la Londe, annonça qu'on venait de trouver à Rezé des amphores différentes de celles qui se rencontrent ordinairement et portant en particulier un plus grand nombre d'anses.

La chose paraissant intéressante, notre distingué président, M. Alcide Dortel, y fit une première visite, et jugea nécessaire de s'adjoindre cinq autres membres du Comité, pour former une Commission chargée d'étudier les faits avec mission de vous en rendre compte.

Autour du Président s'étaient donc groupés : notre savant archiviste paléographe, M. Léon Maître, lui-même ancien Président, et auquel nous devons, dans *Les Villes disparues de la Loire-Inférieure*, une histoire de Rezé ; notre érudit collègue, M. Paul de Berthou, également archiviste paléographe ; le zélé bibliothécaire de la Société, numismate de valeur, M. Soullard ; notre très aimable et ancien vice-président M. de Senot, divulgateur de la trouvaille ; et celui qui écrit ces lignes.

Bien qu'entouré de collègues plus documentés et plus autorisés que moi, je dus accepter la mission de préparer ce compte-rendu et vais essayer de la remplir avec toute la sincérité dont je suis capable, au simple titre de fouilleur des Cléons.

Loin de moi la pensée de vouloir prétentieusement identifier les Cléons à Rezé ! La Société Française d'Archéologie visitant les premiers au Congrès de 1886, jugea, non sans raison, qu'ils étaient aux premiers siècles de notre ère, une villa romaine étendue et puis-

sante, puisqu'on en voit les substructions et les débris sur plus de 20 hectares ; riche et luxueuse surtout, comme l'atteste le musée local, Ratiatè était au contraire une véritable cité ; la seconde des Pictons après *Limonum* leur capitale ; leur port sur la rive gauche du *Liger*, tel et plus important peut-être, que fut sur la rive droite le *Portus Namnetum* de la tribu voisine.

Mais il existe, entre les deux localités Pictones, des affinités si grandes et si multiples qu'il est bon de les relater pour en fixer le souvenir par une comparaison rationnelle. J'aurai donc à vous reparler de notre terrain calcaire.

Une fouille à Rezé ! La simple évocation de ces quatre mots presque magiques, a toujours provoqué le désir et la joie des chercheurs et des fouilleurs Nantais. Ce double sentiment se justifie sans peine, car l'antique. Ratiatum est, sans contredit, l'un des plus beaux fleurons de la brillante couronne archéologique de notre département.

Donc, le 7 février dernier, jour fixé pour l'excursion, la Commission se réunit à la Bourse, et prit le bateau du Service direct pour arriver à Trentemoult quelques minutes après. Le ponton d'atterrissage allègrement franchi, nous nous acheminons, en causant de vieilles choses, vers le terrain que nous allions visiter. Il se trouve dans une situation tout indiquée pour les recherches : dans le bourg même, joignant presque la nouvelle église, et appartient à M. Ernest Colon qui se charge de mettre lui-même son enclos en valeur et vient d'y découvrir, avec de nombreux débris Gallo-Romains, les amphores en question.

Parvenus au bas de la chaussée qui conduit à Rezé, nous croisons par un heureux hasard le propriétaire se rendant pour affaire à Nantes, et qui veut bien retourner sur ses pas, pour préparer, dit-il, notre réception chez lui.

Afin de donner à notre hôte cette bien facile satis-

faction, nous décidons d'un commun accord de visiter la chapelle de Saint-Lupien : les uns avec le plaisir de la connaître, les autres avec celui de la revoir.

L'histoire de Saint-Lupien n'est plus à faire ; mais nous étions attirés surtout par cette crypte, où la présence de substructions archéologiques antérieures à la vie du saint, pouvait encore être constatée. Elle est recouverte par une chapelle de la fin du XV^e siècle, depuis longtemps désaffectée, après avoir subi des restaurations malheureuses qui, dit l'un de nous, lui ont enlevé tout intérêt archéologique, même au point de vue documentaire. On s'en sert actuellement comme de magasin. La crypte, fort heureusement non recomblée, est encore protégée par une voûte de brique supportée par des traverses de fer ; mais la trappe qui doit nous en ouvrir l'entrée est encombrée de quelques fagots et d'environ 300 kilogrammes de fourrage.

Il eut été pénible de se retirer sans rien voir ; et nous insistons avec une touchante unanimité. On apporte enfin des fourches dont s'emparent les plus jeunes qui travaillent à l'envi et font en quelques instants disparaître tout obstacle.

La trappe laisse apercevoir, à défaut de degrés, un plan incliné fait de terre et de débris difficilement accessible. Enfin, armés de lumières ; le corps forcément reployé sur lui-même ; nous pénétrons à l'intérieur.

La lumière du jour n'entre jamais librement dans cet impressionnant sanctuaire. L'air y est froid et humide, et cependant suffisamment pur ; un homme, même de haute taille, peut s'y redresser à l'aise. Mais un sentiment, presque indéfinissable, s'empare du visiteur au premier abord : On se tait un instant ; on s'arrête en se trouvant dans cette lueur blafarde ; on cherche à regarder sans rien définir. Est-ce le respect de la traditionnelle sainteté du lieu qui s'impose ? le voisinage, bien que prévu, de la mort ? l'incertitude

sur ce qui doit être observé ? Mais l'archéologue se ressaisit promptement et l'inspection détaillée commence.

Tout au fond apparaît le chœur dont les colonnes de soutènement sont demeurées debout ; vers le milieu existe encore une légère dépression du sol, et c'est là vraisemblablement l'endroit où reposa le corps de Saint Lupien. En arrière et sur les côtés se voient, superposés, des cercueils dont plusieurs ont été violés ; à gauche, touchant la paroi du mur, est un amas de débris humains, en grande partie composé des côtes et des os longs des défunts ; puis, courant à angles droits, les deux murs Gallo-Romains qui nous intéressent si vivement.

Ces murs, au point de vue de la maçonnerie, sont identiques à ceux des constructions Gallo-Romaines des Cléons élevées au III^e siècle : petit appareil non taillé, mais simplement dégrossi au marteau, avec un joint épais, au milieu duquel est figurée une rainure qui pénètre dans le mortier, pour simuler la régularité rectangulaire de l'appareil ; chaînes de briques dans le corps des murs, dont l'un s'élève même sur des fondations que termine, à l'affleurement des terres, une rangée des mêmes briques.

Nous y avons cependant remarqué la différence suivante : Quelques appareils bien rectangulaires et très régulièrement taillés sur leurs surfaces de façade et de pose, s'y trouvent disséminés. Ils proviennent donc de murs Romains construits avant le III^e siècle.

Cette particularité ne s'est pas présentée aux Cléons, où les appareils bien taillés des I^{er} et II^e siècles se trouvent employés comme de simples moellons, dans l'intérieur des murs du III^e ; comme si le maçon, ayant la conscience que l'ouvrier précédent lui était supérieur, avait voulu dissimuler le premier travail, pour ne pas déprécier le sien. Sur le dérasement d'un de ces murs se trouve, négligemment posé, le fond d'un cercueil de pierre. Il est vide, ayant perdu les deux

tiers de ses côtés. Nous constatons que c'est un monolithe du calcaire des Cléons, semblable à ceux dont était entouré celui de Saint-Lupien ; et nous dirons plus loin comment on les apportait en ce lieu.

Mais, l'heure s'écoule rapidement, et nous entendons, d'en bas, la voix de M. Colon qui est venu nous rejoindre, comme pour nous rappeler que le temps presse et menace de nous faire défaut, en raison de ce qu'on doit avoir à nous montrer et à nous dire. Nous remontons à la hâte, et prenons congé des maîtres du logis, après les avoir bien chaleureusement remerciés de leur réception aimable. Cinq minutes après nous arrivions chez notre nouvel hôte.

A vol d'oiseau, les Cléons sont à douze kilomètres environ de Rezé ; ils paraissent se trouver beaucoup plus dans les terres, car la Loire, en amont de Nantes, en est éloignée d'une distance à peu près égale. Mais, au point de vue géologique abstraction faite de la différence du sol, comme en raison de la facilité de la navigation et des communications réciproques, la situation des deux antiques stations était, à l'époque archéologique qui nous occupe, absolument identique : toutes deux étaient sur la rive gauche ; toutes deux, également, en plein pays Picton, la tribu possédant, lorsque apparut César, la contrée entière depuis *Limonum* ; et les abords du fleuve jusqu'à l'Océan.

Pendant le vaste entraînement quaternaire qui mit fin aux grands bouleversements du globe, creusa le lit de la Loire et rendit possible l'apparition de l'homme ; les eaux maintenues au Nord par des roches résistantes, élevées et inattaquables, se portèrent vers le Sud, en y déterminant ce que nous appelons aujourd'hui la Vallée de Basse-Goulaine ; puis, pénétrant par l'étranglement du *Pont de Louen*, elles arrivèrent jusqu'au banc non moins inattaquable du calcaire tertiaire des Cléons. Le fleuve *Liger* y pénétrait encore aux premiers siècles ; et ce fut là, nous l'avons dit, ailleurs,

une des principales causes de l'établissement de notre station Gallo-Romaine.

Cette énorme surface de plusieurs milliers d'hectares n'est plus aujourd'hui qu'un estuaire, produit par un colmatage naturel et par la construction, de main d'homme, des digues de la Divatte et d'Embreil. Elle a plusieurs kilomètres de largeur : mais, je n'y ai pas moins vu dans mon enfance — il y a plus de 60 ans — les grands bateaux plats des mariniers de la Loire, naviguer à pleines voiles, à travers les canaux creusés au XVIII^e siècle par le Syndicat des Marais de Goulaine, pour venir prendre, au *Port des Brosses*, sur les Cléons mêmes, ou bien à ceux des *Grenouilles* et du *Montrut* situés dans le voisinage, des vins et autres chargements. Cette vaste plaine s'inonde d'ailleurs encore à notre époque ; et devient un véritable lac dans les hivers pluvieux.

C'est par le *Port des Brosses* que les grands monolithes Mérovingiens quittaient les Cléons. C'est par « les routes qui marchent » comme dit Rollin dans *Les Etudes*, qu'on les transportait à Rezé, à Saint-Donatien, à Saint-Similien et sur tous les points du département, mais toujours particulièrement sur les rives de la Loire, de la Sèvre et de l'Erdre où nous les avons retrouvés.

Les eaux se resserrèrent pour passer entre le coteau argilo-schisteux de *Ratiatum* et les puissantes roches granitiques de Chantenay, l'une des dernières ramifications du sillon de Bretagne. L'estuaire, en cet endroit, fut donc forcément limité au Seil étroit de Rezé ; mais, la situation des deux localités n'en était pas moins la même.

M. Colon, qui l'avoue du reste franchement, n'est rien moins qu'archéologue ; mais, cultivant lui-même son jardin il est vivement intéressé par les fragments, innombrables autant que variés, qu'il a mis au jour, et nous en fait les honneurs avec un entrain remar-

quable et une complaisance à toute épreuve. On se sent, dès le début, sur un terrain Picton. Une même tribu, composée des mêmes hommes, implique en effet les mêmes aptitudes avec des productions semblables, ou tout au moins analogues ; et, si le père Camille de la Croix put s'écrier en visitant le Musée des Cléons : « Je reconnais bien là ma céramique de Poitiers », je pus dire à mon tour, en visitant Rezé : « Voilà mes poteries des Cléons. »

Nous reconnaissons d'abord la grande *amphora* blanc-jaunâtre avec les parois épaisses et le pied plus ou moins appointé ; la *lagena*, la *patina*, la *palera* ; des écuelles à trois pieds, des assiettes et autres vases usuels de formes différentes ; des poteries rouges cire à cacheter dites samiennes, ornées de dessins divers ; des fonds, surtout, estampillés de noms de potiers : nous lisons sur l'un d'eux PETRECV. ; des vases plus petits, plus fins et très minces, recouverts d'un engobe plombaginé, également ornés de dessins linéaires ou figurant des séries de croissants emboîtés ; enfin, quelques morceaux portant un reflet argenté ou doré, qui s'obtenait en sassant sur la terre antérieurement à la cuisson et même avant la dessiccation complète, du mica jaune ou blanc réduit en poudre.

Les mêmes objets sont nombreux aux Cléons, et il convient de faire immédiatement, à leur sujet, deux remarques dont la première doit servir à notre argumentation finale : Nous ne voyons que des fragments, disons plus : ce sont des débris. La seconde contraire à ce qui existe dans la plupart des stations Romaines, mais conforme à ce que possède notre Musée local, est que la poterie noire s'y trouve en aussi grand nombre, sinon même plus abondante que la rouge.

M. Colon nous montre encore : une partie de sifflet en os tourné, quelques minuscules morceaux de bronze ; les uns plats et les autres plus épais mais informes ; enfin, une petite statuette de femme nue, dont les

pieds et la tête ont été brisés. Elle est faite de deux moulages obtenus séparément, réunis ensuite dans le sens de la hauteur, et analogue à celles de notre Musée d'archéologie. Elle ne porte pas de légende et se rattache plutôt à l'époque Gauloise qu'à celle des Romains. Ce type manque au Musée des Cléons où l'on rencontre seulement celui des déesses-mères bien connues assises dans de vastes fauteuils tressés, et allaitant un ou deux enfants.

La Commission jette aussi un regard rapide sur un éperon de cavalier fort oxydé qui paraît être d'un intérêt secondaire, et passe ensuite au jardin où elle se trouve immédiatement en présence de nouveaux débris au sujet desquels une petite digression est nécessaire.

En s'imposant à Rome, le génie conquérant de César avait suscité dans la *Ville Eternelle* une remarquable aptitude d'assimilation coloniale. Devenue manifeste dès la première série des Empereurs, elle s'accroît davantage sous la troisième, à laquelle Antonin le Pieux mérita de laisser son nom.

Sous Trajan et sous Adrien une quantité nombreuse d'architectes et d'ouvriers couvrit la Gaule de monuments, d'édifices, et principalement de somptueuses villas, dans la construction desquelles ils excellèrent à mettre surtout en œuvre les matériaux que la nature leur plaçait sous la main. Nous en avons la preuve évidente aux Cléons par la présence du banc calcaire, sur lequel ils se sont établis pour en tirer tant de ressources. Elle est encore faite par certains débris qui se présentent en abondance dans presque toutes les fouilles Romaines, et sur lesquels on n'a peut-être pas assez insisté. Je veux parler des clayonnages que nous retrouvons à Rezé.

Les petits murs nommés clayonnages, — peut-être du mot claie — courent à l'intérieur des édifices Romains pour en diviser les pièces, comme le font, dans les nôtres, nos cloisons actuelles. Ils se composent de

cadres en planchettes minces, de différente largeur, non travaillées mais brutes, simplement fendues et assemblées à angle droit. Ces cadres soutenaient des claies ayant également peu d'épaisseur, faites de petits bois ronds et légers, disposés sans ordre ; elles étaient fixées par des crampons de fer en forme de T, et recouvertes, de chaque côté, par plusieurs couches superposées d'enduit, qui donnaient à l'ensemble une épaisseur de 15 à 20 centimètres.

Aux Cléons, les clayonnages étaient en chaux locale, fabriquée par les Romains, dans un four que nous avons retrouvé sur le bord même de la carrière, et dont les fondations existent encore à huit mètres de la voie ancienne. Mais à Rezé, la chaux manquait ; il fallait l'acheter et en payer le transport ; l'argile au contraire était abondante, comme l'attestent les démolitions des anciens murs, et ne coûtait que le travail d'extraction. On fit des clayonnages en argile, dont le procédé d'exécution est, par ailleurs, toujours le même. Ils ne portent pas d'enduits, mais la terre en a seulement été comprimée par des outils ou des matrices, que l'on a trainés ou fortement appuyés à la surface, soit pour l'orner de dessins non déterminés mais forts apparents et même creux, soit pour en augmenter la résistance après dessiccation. On peut voir, par l'échantillon des Cléons que je produis ici, à quel degré de dureté peut arriver la terre à brique, crue et simplement pressée dans la main.

Cependant, de grise qu'elle était en nature, l'argile des clayonnages de Rezé est devenue rouge, par contact immédiat du feu. A ce sujet, l'un des membres de la Commission dévoile un fait curieux qu'il est bon de consigner : Il se bâtit de cette manière, en Hongrie, de petites maisonnettes : les murs une fois montés, on les couvre de matières inflammables, puis on y met le feu. Le fait que nous constatons n'aurait-il pas eu la même cause ? Après une courte discussion, les fragments

à la main, la décision fut négative. Les débris sont, en effet, diversement atteints : tantôt à la surface, tantôt profondément ; sur les cassures produites par la chute de la construction : même jusque sur les impressions des claies intérieures. Un dernier spécimen devient concluant : Il tombe dans le brasier ; un peu de terre encore humide y adhère, qui, contenant autre chose que de l'argile, ne se colore que par parties et d'un ton différent de celui des autres. Tous ces témoins ont, après leur chute, subi divers degrés de chaleur ; et, ce que nous voyons est donc bien le résultat des violents incendies allumés tant de fois, depuis le III^e siècle jusqu'au commencement du V^e, époque de la fondation de la Monarchie française.

Voici maintenant l'un de ces poids en pyramides, faits de terre cuite, percés à leurs sommets et si communs, dans les stations Romaines. On les nomme, surtout, pois de pêche ou de tisserands ; mais ils durent être employés, suivant certains archéologues, à des usages fort différents. Celui-ci se rencontre moins souvent, ayant pour base un rectangle relativement allongé. Ceux des Cléons se rapprochent davantage de la forme carrée quand même ils ne l'atteignent pas complètement, et sont plus élevés.

Après avoir remarqué des morceaux de meule en pierre volcanique, des débris de vases dont l'un à bec tréflé, un pied de *scabellum* orné de hachures incuses, et d'autres pieds coniques de carreaux en terre cuite comme on en trouve en grand nombre aux Cléons, et qui s'utilisaient pour augmenter la chaleur du *sudatorium*, la Commission pénètre au milieu du jardin, attirée par un travail paraissant fait en profondeur. Ce n'est cependant pas une véritable fouille, mais un simple défoncement de soixante centimètres environ, fait pour planter un carré d'asperges. Il montre néanmoins d'une façon suffisante, la coupe verticale du terrain. On y voit, fort nombreux, les fragments amas-

sés des matériaux de l'époque : *tegulae*, *imbrices*, *lateres*, pierres de démolition principalement de schiste, sans apparence de chaux et privées de l'argile qui les avait réunies. Le tout était mêlé d'une terre noirâtre, légère et schisteuse, et c'est là qu'ont été découverts les vases dont nous aurons à parler plus tard.

M. Colon donne avec empressement tous les renseignements qui lui sont possibles ; sa bonne volonté est inépuisable. Il se met à la disposition de la Société Archéologique pour de nouvelles recherches ; et comptant faire au bas du jardin, un travail assez important pour établir une pièce d'eau, il espère trouver des choses plus intéressantes et préviendra dans tous les cas M. Dortel.

Notre dévoué président propose alors d'allouer une indemnité légère à ce complaisant travailleur. La Commission approuve cette juste mesure, qui nous offre le seul moyen d'affirmer la sympathie de la Société ; de stimuler l'activité du chercheur comme celle de tous ceux du pays, et d'entrer, à l'abri de tout scrupule, en possession des objets qui sont ou seront découverts et méritent d'être conservés.

En terminant le tour du jardin, nous trouvons des coquilles d'huîtres éparses et quelques patelles ; on sait que les peuples du midi aimaient tout particulièrement les coquillages ; ils en faisaient une grande consommation et en décoraient même l'intérieur de leurs appartements. Les huîtres de table avaient surtout leur prédilection particulière.

De retour au logis, notre hôte nous fait, presque à voix basse, un dernier aveu qui lui paraît pénible : « J'avais, dit-il, beaucoup de silex, mais on me les a tous emportés. » C'était dans l'ordre des choses ; ces pierres sont en général petites, jolies, bien taillées et reluisantes ; elles peuvent entrer facilement dans la poche de tout le monde, font du *feu* pour les enfants et allument la *bouffarde* du vieux fumeur. Leur absence

nous empêche, par malheur, de résoudre une question qui trouve ici naturellement sa place : Quels furent, aux temps préhistoriques, les habitants de cette rive de la Loire ? Elle a peut-être déjà reçu la plus judicieuse des réponses ; mais enfin, cherchons à la déduire encore, d'une comparaison nouvelle : Les silex si nombreux des Cléons sont presque tous néolithiques ; quelques-uns seulement rappellent l'époque et le travail de la Madeleine.

Mais, le soleil s'abaisse à l'horizon ; il est bientôt quatre heures, et la Commission se décide à prendre congé de son hôte, pour se diriger vers le bateau direct. Moins d'une demi-heure après, elle était de retour à Nantes.

En dépit du zèle aussi judicieux qu'empressé dont mes confrères avaient fait preuve, le temps s'était trouvé bien court. Apprenant, quelques jours plus tard, que M. Colon avait repris ses travaux de défoncement dans un endroit où les huîtres se montraient nombreuses, j'éprouvai le désir de le revoir, pour un complément d'exploration et de renseignements. M. Gourdon, mon collègue et ami, voulut bien m'accompagner dans cette dernière visite. On venait de découvrir non plus des huîtres isolées, mais un véritable banc ayant environ 10 mètres de longueur sur 40 centimètres d'épaisseur, et recouvert uniquement de la quantité de terre qu'avait nécessitée la culture. Le temps les a blanchies ; elles sont surtout friables et presque farineuses à leurs sommets ; une sorte de feuilleté se détache aisément des bords de leurs valves. J'en présente ici, comme rapprochement, deux exemplaires de la même espèce qui proviennent des Cléons, et ont été trouvés également en grand nombre, mais à plus de profondeur. Celles-ci sont jaunies, et surtout plus résistantes bien que fort minces ; elles sont dures à la surface, et leur épiderme semble avoir subi une sorte de pétrification. C'est le résultat d'une combinaison

avec les éléments de la coquille, ou tout au moins de la superposition, d'un carbonate de chaux à l'état liquide, qui circule presque continuellement dans le sous-sol de notre terrain calcaire.

C'est bien partout la même *ostrea edulis* que nous consommons aujourd'hui, et dans toutes les variétés de forme, d'épaisseur et de grandeur que comportent son âge et le dessous résistant ou vaseux sur lequel elle a vécu. La plupart de ces huîtres se sont trouvées exactement closes, ce qui prouve non seulement qu'elles étaient vivantes, mais que leurs muscles adducteurs possédaient encore assez de forces pour les maintenir fermées, quand on les déposa dans ce lieu. Il n'est donc pas téméraire de penser qu'elles constituaient la cargaison d'une barque de pêche, et qu'avariées par suite d'un retard imprévu, elles furent abandonnées par les marins, et entassées sur le point le plus accessible de cet énorme remblai.

Le plus grand nombre de débris que nous remarquons ensuite, se trouve auprès de là, dans un coin éloigné du jardin et s'élève à plus d'un mètre au-dessus du sol. Je ne sais que faire d'un tel amas de petits fragments et de pierrailles, nous dit le propriétaire ; et je vais sans doute y mêler simplement un peu de terre pour y cultiver de la vigne.

Revenus à la maison, toujours sur des débris, nous revoyons avec plaisir les vases les plus intéressants qu'ait découverts M. Colon ; et, sachant qu'en raison de la bienveillance dont il était l'objet, il abandonnait à la Société Archéologique tout ce qu'il avait trouvé, nous les lui demandons, et le quittons, joyeux de l'avoir décidé à nous les confier.

C'est avec intention, Messieurs, que j'ai négligé jusqu'à présent de vous parler de ces curieuses poteries, Aussi bien, convenait-il de les faire ressortir dans ce compte-rendu, comme elles ressortaient sur le terrain ; seules debout, au milieu de tant de débris.

Il y en avait trois ; dissemblables ; placées avec symétrie sur le bord du carré en voie de défoncement, à la distance l'une de l'autre d'un mètre cinquante, et sous une faible épaisseur de quarante centimètres de terre végétale, à peine suffisante pour les mettre à l'abri des accidents de la culture. Tout à coup, on les aperçoit après quelques accidents involontaires. Elles sont recouvertes de briques soigneusement taillées en rond, plus grandes que les ouvertures, comme pour préserver leur contenu de l'envahissement des eaux pluviales et des terres environnantes. On les vide aussitôt. Dessous : une terre grisâtre est parsemée d'esquilles ; au-dessous : d'autres ossements plus entiers paraissent être humains ; mais, nous n'avons pas pu les voir. Ils n'ont pas été conservés par suite d'un mouvement de précipitation qui s'impose au travailleur au moment de toute trouvaille, qui domine même dans toute fouille faite avec trop peu de méthode et sans le concours d'un archéologue : Qu'a-t-on bien pu cacher dans le fond de ce vase ? Que vais-je enfin trouver au fond de ce trou ?

Il faut, de prime abord, écarter sans regret l'une de ces trois poteries, qui n'était du reste qu'une lagène Gallo-Romaine, brisée d'une manière excluant toute possibilité d'en tirer partie. Occupons-nous seulement des deux autres, également fragmentées, la petite surtout, fracturée en plus de dix morceaux. Je les ai reconstituées prudemment et de mon mieux, aussi complètement que le comportait leur état. Vous les avez sous les yeux, et je les remets à M. le Président, pour en faire tel usage que vous jugerez utile.

Pourrons-nous y trouver le type des magistrales amphores Romaines de la belle époque ; ou bien celui des fines et sombres urnes cinéraires ? Probablement ni l'un ni l'autre. Etudions-les, si vous le voulez bien, avec quelques détails.

La plus grande a 42 centimètres de hauteur, sur

80 1/2 de circonférence ; le fond, petit, mesure 11 centimètres de diamètre extérieur ; la bouche, mal arrondie est d'une largeur égale, mais l'ouverture elle-même n'a pas plus de 95 millimètres. Elle portait quatre anses, symétriquement semblables deux à deux ; le plan des deux plus fortes dont les extrémités sont horizontales, fait un angle d'environ 43 degrés avec la paroi qui les supporte. La terre mal pétrie, en forme à peu près ronde et reployée sur elle-même, détermine un vide sub-arrondi permettant l'introduction de deux doigts pour transporter le vase. Les deux autres, beaucoup moins grandes, aplaties, placées verticalement entre les premières, n'admettent pas même le plus petit des doigts. Elles sont uniquement destinées à pencher le récipient à gauche ou à droite avec l'une ou l'autre main. Deux de ces quatre anses avaient disparu bien avant la découverte, comme l'indiquent leurs cassures, et n'ont pas été retrouvées. Mais heureusement ce ne sont pas les mêmes, ce qui nous a permis la détermination précédente.

Sous des dimensions moindres, notre seconde poterie est de forme semblable ; mais elle ne portait que trois anses. Les deux rondes sont en place ; l'autre n'existe plus. Comme précédemment, elle servait à incliner l'objet, et un fait particulier vient nous en donner la preuve : Ce vase a contenu bien longtemps, pendant des années peut-être, un lait de chaux qui s'est desséché à l'intérieur, laissant au fond un épais dépôt blanc dont une partie s'y trouve encore, et plus haut, un cercle brunâtre produit par le liquide épaissi graduellement et définitivement évaporé. Des taches de chaux se voient nombreuses à l'extérieur du vase, et même sur les cassures de l'anse, ce qui prouve que cette dernière fut brisée pendant le service. Ce sont les seuls endroits où nous ayons constaté la présence de la chaux.

Ces poteries, en somme, ont les parois minces et la

terre assez fine. La forme en est gracieuse ; plutôt allongée avec la panse étroite ; l'ouverture et le pied petits. Mais on y voit au dedans et même à l'extérieur, de multiples défauts : Elles sont tournassées plutôt que tournées ; il s'y montre plusieurs méplats ; les anses, fort mal faites, ne se trouvent pas rigoureusement en place. On y surprend partout des vices de fabrication, une sorte de malfaçon involontaire, véritable incapacité professionnelle, à laquelle ne nous ont point habitués les *figuli* Romains. On sent enfin que l'ouvrier impuissant, bien qu'en présence des galbes les plus irréprochables, a fait de grands efforts pour les imiter, sans pouvoir y parvenir.

Nos recherches et nos constatations nous ont conduits à une conclusion facile : Nous n'avons rencontré nulle part : ni dans notre beau Musée départemental, ni aux Cléons, ni dans les fouilles et les collections connues de la Loire-Inférieure, aucune exécution identique. Mais, comme conséquence rationnelle des faits, ces deux vases sont postérieurs à la belle époque de l'occupation Romaine. Il n'a pas été possible à votre Commission, du moins quant à présent, de préciser davantage.

J'estime personnellement pouvoir les assimiler à de simples pots de service familial ou professionnel, remplissant un tout autre usage que celui auquel ils étaient destinés, quand on les a découverts. Et maintenant :... Si l'impérieuse hypothèse est exclue de l'Archéologie ; si même l'induction, encore que timide, y est dangereuse ; mais si la déduction solide, appuyée sur des faits étudiés et décrits, peut y être admise comme ayant plus d'une fois conduit à la vérité ; serai-je trop imprudent de penser : qu'en un moment qu'il est impossible de déterminer, mais probablement court et pressé ; l'on s'est à la hâte emparé de ces vases qu'on avait sous la main, pour y placer des restes vénérés, menacés peut être ; et les déposer en lieu sûr,

recouverts avec soin, alignés à faible profondeur, dans un endroit facile à reconnaître, en ce champ de dépôt encore en contre-bas, et qui devait toujours être plutôt recouvert que fouillé ?

Relativement à l'enclos lui-même, nous n'y avons encore constaté la présence d'aucun autre objet d'importance réelle ; pas d'appareils, pas d'enduits peints, pas de monnaies ni de bronzes, pas de mosaïques, pas même de cubes égarés dans le terrain. En existe-t-il ? La chose n'est pas impossible mais cependant peu probable, bien que des richesses archéologiques soient assurément voisines. Nous sommes, en effet, près du centre du bourg, presque dans *Le Palais*, lieu dit qui nous transmet, à travers le Moyen-Age, le souvenir de somptueuses appropriations disparues.

Rezé est une mine insuffisamment exploitée ; car, malgré toutes les bonnes volontés ; en dépit de tant d'efforts généreusement réalisés ; que de choses, à côté de notre Musée départemental, restent : enfouies dans le sol, sous les monuments publics ou les propriétés privées, inconnues dans les collections particulières, dispersées par les indifférents, négligées par les incapables.

Et cependant, nous entendons toujours la voix d'Arcisse de Caumont : « Il faut que rien ne soit oublié ou perdu. » Hélas ! Notre premier maître avec la Société Française d'Archéologie ; toute la science archéologique, aujourd'hui triomphante avec tant de savants dont les noms lui sont chers ; sont arrivés plus de cent années en retard.

Je m'arrête, Messieurs, après avoir abusé trop longtemps de votre bienveillante attention. Ce qui vient d'être dit ne doit pas clore, mais ouvrir une enquête. Plusieurs des idées émises me sont personnelles ; je les livre à votre appréciation, à vos lumières. Et, puisque l'Archéologie porte l'unique flambeau capable d'éclairer un passé si lointain, que notre chère Société l'allume

une fois de plus ! Bien des points sont encore restés abordables ; l'accès de la rive gauche est aujourd'hui facile ; ne nous désintéressons pas de Rezé. Écoutons tous les bruits qui nous en parviennent par dessus la Loire, toujours certains que, si nous en savons beaucoup de choses, nous n'en saurons jamais assez.

FÉLIX CHAILLOU.

NOTICE

SUR LE

SCEAU d'ANNE de PISSELEU

DUCHESSE d'ÉTAMPES, COMTESSE de PENTHIÈVRE

POUR L'ACQUISITION

DU FIEF DE LA ROCHE-SUHART

EN 1542



Jean de Brosse IV^e du nom, dont les ancêtres étaient Seigneurs de Boussac, Sainte-Sévère, Huriel, etc., dans le Bourbonnais, revendiquait auprès du roi de France la possession du comté de Penthièvre, auquel son bisaïeul, Jean de Brosse II^e du nom, prétendait par suite de son mariage, le 18 juin 1437, avec Nicolle de Blois, comtesse de Penthièvre, vicomtesse de Limoges, fille unique de Charles de Chatillon, dit de Blois et de Bretagne, baron d'Avangour ; elle était par conséquent l'arrière-petite-fille de Charles de Blois, le compétiteur de Jean IV au duché de Bretagne.

Mais Jean II de Brosse ainsi que son fils Jean III et René de Brosse, son petit-fils, n'avaient pu entrer en possession de ce comté de Penthievre : il était réservé à Jean IV de Brosse d'obtenir de la faveur royale ce comté tant désiré. Mais à quel prix ?

Il consentit à épouser Anne de Pisseleu, fille de Guillaume de Pisseleu, seigneur de Heilli en Picardie et d'Anne Sanguin. Elle était devenue la maîtresse du roi, quand ce prince, de retour de Madrid en 1526 où il avait été retenu prisonnier, la rencontra à Bayonne à la cour de Louise de Savoye, sa mère. Son mariage avec Jean de Brosse, qui eut lieu en 1536, la fit admettre aux honneurs de la Cour, auxquels depuis dix ans elle n'avait pu prétendre.

En échange de son honneur, Jean de Brosse, recouvra non seulement son comté de Penthievre, mais il fut fait duc d'Etampes ; il eut le gouvernement du Bourbonnais, puis celui de la Bretagne.

Je ne reviendrai pas sur le rôle néfaste joué par cette favorite ; il suffira de dire qu'elle trahissait la France en faveur de l'Empire : comme le roi n'avait rien de caché pour sa maîtresse, elle connaissait tous les secrets d'État. Elle fit révéler à Charles-Quint des secrets importants qui empêchèrent la perte de son armée en Champagne ; grâce à elle, également, Charles-Quint s'empara des approvisionnements de l'armée française à Epernay et Château-Thierry, ce qui faillit causer la perte de l'armée que commandait le Dauphin, qui régna depuis sous le nom de Henri II. L'histoire l'a jugée avec sévérité, mais justement.

Le comté de Penthievre recouvré par Jean de Brosse, entourait un fief important, celui de la Roche-Suhart, possédé à l'origine par SUHART portant le titre de *Præfectus*, vers 1100.

SUHART, fils du vicomte Eudes à la cour de Goëlle (acte de 1202).

GEOFFROY, fils du seigneur de Suhart, vicomte en 1220.

MATHILDE, fille du vicomte Suhart en 1240 et 1243.

Aucun acte ne fait plus mention de cette famille à partir de cette dernière date. Il est probable que ce fief fut réuni au Goëlle ; puis lors du mariage de Jeanne d'Avaugour avec Geoffroy de Dinan, en 1287, il fut donné en dot par Henri d'Avaugour, comte de Goëlle, à sa fille qui mourut en 1299.

GEOFFROY de Dinan	1287 — 1312
ROLAND IV de Dinan.....	1312 — 1349
ROLAND V de Dinan	1349 — 1364
CHARLES de Dinan	1364 — 1418
ROBERT de Dinan, 3 ^e fils du précé- dent	1418 — 1429
JACQUES de Dinan, 5 ^e fils de Charles	1429 — 1444
FRANÇOISE de Dinan, fille du précé- dent	1444 — 1499

Après la mort de Françoise de Dinan, la Roche-Suhart passa avec les autres biens de la maison de Dinan dans la maison de Laval. Elle avait été unie à Gilles de Bretagne, fils du duc Jean V ; puis elle s'était mariée à Guy XIV, comte de Laval; enfin, dans les dernières années de sa vie, elle s'était remariée à Jean de Proisy, gentilhomme picard.

JACQUES de Laval, fils de Françoise de Dinan	1499 — 1502
FRANÇOIS de Laval, fils du précé- dent	1502 — 1522
JEAN de Laval, cousin du précédent	1522 — 1542

Jean de Laval, qui fut Lieutenant général du duché de Bretagne en 1531, se voyant sans héritiers, et d'autre part, sollicité par la duchesse d'Etampes, Anne de Pisseleu, vendit en 1542, à cette dernière, le fief de la Roche-Suhart, qui fut réuni au comté de Penthièvre.

Le sceau qui fait l'objet de cette notice, date très probablement de cette acquisition; il porte l'inscription ✠ SEAV ✠ DES CONTRA ✠ DE LA COVR ✠ DE LA ROCHESVAR. Ecu lozangé parti au 1^{er} de Bretagne à la bordure de gueules qui est Penthievre, au 2^e d'argent à trois lions de gueules, qui est Pisseleu; sur chacun des côtés de l'écu, une double tige fleurie.

Jean de Brosse étant mort sans postérité, ses biens passèrent à Sébastien de Luxembourg, vicomte de Martigues, fils de Charlotte de Brosse, sa sœur; d'où ils passèrent dans la maison de Lorraine-Mercœur par le mariage de Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur avec Marie de Luxembourg, fille de Sébastien de Luxembourg et, de là, dans la maison de Vendôme par le mariage de César, duc de Vendôme, fils naturel de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées avec Françoise, duchesse de Penthievre, d'Etampes et de Mercœur, fille de Philippe-Emmanuel, duc de Mercœur. Le comté de Penthievre passa ensuite aux mains de Louis, duc de Vendôme, son fils, et à Louis-Joseph de Vendôme, son petit-fils, mort sans postérité en 1712. Il le vendit à Marie-Anne de Bourbon, princesse de Conti, qui le revendit à Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, qui le passa à son fils Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthievre, qui le passa ensuite à son fils N. de Bourbon, prince de Lamballe, né le 5 septembre 1747, qui, à sa mort, le laissa à sa femme Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan qui le conserva jusqu'à la Révolution; on sait qu'elle fut massacrée à la Force, le 3 septembre 1792.

Le fief de la Roche-Suhart, au moment de sa plus grande splendeur, comprenait le comté de Plourhan, les seigneuries de Montafilant et de Chateaubriant en Goëlle et l'île de Bréhat.

Le comté de Plourhan comprenait les paroisses de Plourhan, Trégomeur, Trémeloir et Goudelin.

La seigneurie de Montafilant avait sa juridiction aux

mêmes paroisses et était un démembrement de Coëtmen.

La seigneurie de Chateaubriant en Goëllo, comprenait les paroisses de Plérin, Etables et Plélo.

L'Ile de Bréhat comprenait tout l'archipel du Goëllo.

Le fief de la Roche-Suhart, qui limitait une partie de la seigneurie de Pordic, avait un développement de côtes considérable ; son chef avait par suite des droits maritimes assez étendus.

Ces droits maritimes comprenaient les droits d'épaves, d'ancrage et de sécherie de poissons, de pêcheurie dans le Gouet, et dans la mer jusqu'au « *bas de l'eau ou de lèze des basses mer* » ; droit de « *guette, d'échauquette ou charquette* ».

Le devoir correspondant à ces droits était d'assurer la sécurité des côtes.

Des redevances en poissons de diverses sortes peuvent s'expliquer par la pêche côtière, soit à pied, soit en bateau. Mais celles en douzaines ou demi-douzaines de morues « *fraîches ou chaponnées, loyales et marchandes* », semblent indiquer que la grande pêche se pratiquait dans les ports de la seigneurie dès le XVII^e siècle au moins.

Les autres redevances étaient, partie en gants blancs, partie en poivre, partie en grains (pas de seigle), partie en argent, sous, deniers, oboles ou mailles.

Le chapitre de Rennes et le seigneur de la Ville-Solon, devaient une paire d'éperons dorés.

Les rentes étaient censives ou convenancières (1).

La quintaine devait se courir le lundi de la Pentecôte près du cimetière de Plourhan, « *avec des chevaux bien harnachés et de bons éperons aux talons* ». Ces carrousels développaient dans la population le goût du cheval et de l'équitation.

(1) Rente censive doit se dire d'une rente en espèces, rente convenancière de ce qu'elle pouvait être rendue en nature.

L'aveu de 1541 mentionne, outre le droit de chasse dans la forêt de la garenne de Goëlo, celui d'y prendre du bois de chauffage et de construction « *quand il y en aura* ». D'où il faut conclure que ces futaies avaient disparu dès avant les guerres de religion.

Les documents font complètement défaut relativement à la construction et à l'agrandissement du château ou plutôt de la forteresse féodale de la Roche-Suhart ; tout ce que l'on en peut dire, c'est qu'il n'en reste qu'un pan de mur très élevé et d'une très forte épaisseur ; cette forteresse avait une triple enceinte de murs et autant de fossés, aujourd'hui en partie comblés par l'écroulement des murs.

La destruction de la Roche-Suhart doit remonter à 1420 ; le seigneur était à cette époque Robert de Dinan, qui prit possession du fief en 1418 ; quoique fort attaché à la maison de Penthièvre, il fut un des premiers seigneurs bretons à se porter au secours de son souverain, Jean V, qui venait, avec son frère Richard, d'être enlevé, le 12 février 1420, au Loroux-Bottereau, par les Penthièvre. Ces derniers firent le siège de la Roche-Suhart et s'en emparèrent, mais il ne tarda pas à être repris par les vassaux de Robert de Dinan qui ne purent s'en rendre maîtres qu'en le ruinant complètement et le réduisant à l'état actuel.

Nantes, le 15 février 1908.

P. SOULLARD.

UNE PAGE

DE

l'Histoire Commerciale de Nantes

AU XVIII^e SIÈCLE (1)



Vers l'an 1725, le commerce nantais était fort prospère ; depuis la découverte des Amériques il s'était accru constamment, et la Loire était sillonnée de nombreux navires qui venaient accoster à nos quais. Cette prospérité était due, certes, à l'excellente position du port de Nantes vers lequel les navires cinglaient tout naturellement — comme vers le centre de la France — à leur retour des mers lointaines ; elle était due aussi à la courageuse initiative des bourgeois nantais qui n'avaient pas hésité à risquer leur fortune pour armer des navires et les lancer à l'aventure. Ils avaient été récompensés de leurs efforts ; presque tout le commerce des Antilles leur appartenait : ils portaient dans les îles toutes sortes de marchandises européennes, ils y portaient même des subsistances, des viandes salées et ils en rapportaient des produits indigènes, indigo, cacao, sucre ; ils faisaient aussi la traite des noirs. Vers cette époque, Nantes était donc florissante et ses

(1) Archives de la Chambre de Commerce de Nantes.

bourgeois gagnaient rapidement de grandes fortunes : c'est l'époque où ils firent construire sur l'île Feydeau et le quai de la Fosse, les luxueuses demeures que l'on admire encore aujourd'hui. Ils considéraient l'avenir sans inquiétude : les colonies étaient une mine d'or qui paraissait inépuisable ; et les trente ans de paix qui suivirent le traité d'Utrecht (1713) en rendant les mers tranquilles et sûres, en les délivrant même des flibustiers, devaient en effet porter à leur plus haut degré la prospérité des colonies.

Au milieu de cette longue période de tranquillité, il y eut parfois des crises que nos bourgeois, habitués à la fortune, supportèrent malaisément. Telle est celle qui éclata en 1727 et dont nous retrouvons la trace dans une curieuse correspondance entre les Juges et Consuls et un des leurs, François Le Ray de la Clartais (1), qu'ils avaient député à Paris, précisément à cause de leurs déboires. Voici quels ils étaient ; à la suite de la guerre d'Espagne de 1719, où nous n'avions pu approvisionner nos colonies, Anglais et Hollandais avaient profité de l'occasion pour faire le commerce à notre place ; la guerre terminée, ils n'avaient pu se décider à nous laisser le champ libre ; c'étaient des concurrents d'autant plus gênants qu'ils livraient

(1) Le Ray de la Clartais, consul en 1726 et 1727, échevin en 1729, 1730, 1731, juge-consul en 1735, puis Conseiller Secrétaire du Roy et chevalier de l'Ordre de Saint-Michel, était le très proche parent de René Le Ray, sieur du Fumet, Maire de Nantes en 1730-1732 ; il eut pour fils Jacques-Donatien qui devint Grand Maître honoraire des Eaux et Forêts de France, Intendant de l'hôtel royal des Invalides et acquit le château de Chaumont dans le Blésois en 1750, château où il fonda une industrie de céramique ; l'Italien Jean-Baptiste Nini y travailla exécutant ces superbes médaillons qui l'ont rendu célèbre.

aux indigènes des vivres à un taux plus bas que les négociants français et que les indigènes, y trouvant leur compte, avaient pris l'habitude de faire commerce avec eux. C'est de quoi nos armateurs avaient fort à souffrir ; quand ils arrivaient aux Iles, ils n'y trouvaient plus ni cacao, ni sucre, ni indigo. De plus, les étrangers qui avaient accaparé notre commerce, payaient aux indigènes leurs produits avec des réaux légers (1), ce qui est une fausse monnaie, puisqu'elle ne pèse pas le poids officiel; et les indigènes ne trouvaient rien de mieux que de vouloir payer nos armateurs avec ces réaux légers, en les voulant persuader que c'étaient réaux véritables. Les Nantais avaient là deux motifs d'irritation.

Craignant de voir baisser leur commerce par suite de cette concurrence et de la mauvaise foi des habitants, nos juge-consuls avaient décidé d'agir ; comme ils ne pouvaient rien faire par eux-mêmes, ils députèrent à Paris auprès du roi, ou plutôt auprès du cardinal de Fleury, qui avait alors la direction des affaires, un des leurs, François Le Ray de la Clartais. Ils pensaient avec raison, que le commerce français tout entier était intéressé à ce qu'un remède efficace et prompt fut apporté à cet état de choses : ils s'imaginaient aussi, et se montraient en cela candides, que les Ministres apporteraient ce remède.

Ils délibérèrent le 4 septembre 1727 et décidèrent ce qui suit :

« Nous soussignés juge et consuls en charge, anciens
« négociants de la Ville de Nantes, ayant examiné
« combien le commerce étranger, toléré dans nos colo-

(1) La piastre forte vaut 10 réaux 5/8. La piastre courante ne vaut que 8 réaux. *Traité des Monnaies* par Abot de Bazinghen. Le même pour les *Espèces légères*, Tome 1, page 437.

« nies, est préjudiciable non seulement au commerce
« de cette Ville, mais encore à celui de tout le royaume,
« avons estimé devoir mettre tout en usage, pour par-
« venir à le faire cesser, et comme tous les mémoires
« et représentations qui ont esté faite par escrit jus-
« qu'à présent, n'ont rien opéré, nous avons cru ne
« pouvoir mieux faire que de prier M. de la Clartais,
« Leray, consul en charge, de vouloir bien accepter
« la députation du commerce de cette ville pour se
« rendre incessamment à Paris, afin que, par ses soins
« et sollicitations auprès de Monseigneur le Cardinal
« de Fleury, Monseign^r l'Amiral, Monseign^r le Contrô-
« leur général et Monseign^r le comte de Maure-
« pas, il puisse obtenir de ces puissances, que l'on
« puisse apporter incessamment des moyens effi-
« caces pour faire cesser le dit commerce étranger,
« ce que Mond^t sieur Leray ayant bien voulu agréer
« pour donner des marques de son zèle en faveur du
« bien général du commerce, ainsi nous déclarons
« par la présente délibération, luy donne tout pou-
« voir nécessaire au sujet, le priant d'agir de concert
« avec M^r Bouchaud de cette Ville au Conseil du Com-
« merce, et à l'égard de la dépense des frais que fera
« Mond^t sieur Leray pour la d^{te} députation, nous
« promettons et nous obligeons au nom de tout le
« commercé de l'en satisfaire sur le simple estat qu'il
« en fournira ».

« Lui donné, approuvé
« à Nantes, le 4 sept^{bre} 1727, ainsi signé :

Sigongnes, Leray de la Clartais, François Drouin,
Pierre Lory, Augustin Deluines. »

Nos bourgeois profitèrent de ce qu'ils députèrent
à Paris un représentant pour lui faire résoudre plusieurs
questions pendantes depuis fort longtemps. Telle
était celle du droit de joyeux avènement que les com-

merçants Nantais, semblables en cela à ceux de beaucoup d'autres villes, se refusaient à payer, l'estimant trop lourd ; d'ailleurs ils en avaient perdu l'habitude et avaient trouvé très mauvais qu'il fut rétabli par le régent, Philippe d'Orléans, après le mariage de Louis XV. Le Parlement avait protesté, mais le 8 juin 1725, en un lit de justice, Louis XV avait requis l'enregistrement.

Enfin, Le Ray de la Clartais était chargé de s'occuper d'une certaine affaire Morfouace, pendante en justice (1).

Il arriva à Paris le 10 septembre et eut dès le premier jour le sentiment qu'il faudrait vaincre bien des difficultés pour arriver au but proposé ; il lui fût impossible de voir les ministres en promenade à Fontainebleau ; quelques-uns même étaient, par avance, mal disposés à recevoir la requête de notre Juge-Consul. En effet, dans sa lettre du 11 septembre il écrit : « J'ay
« appris qu'on luy avait insinué, (*au Ministre de la*
« *Marine*), que pendant les guerres mêmes, la nécessité
« avait souvent engagé les puissances de la Marti-
« nique de se rendre aux pressantes représentations
« des habitans et de leur permettre tacitement la
« liberté d'acheter du bœuf et autres comestibles des
« Anglois quoyqu'ennemis ; d'où on veut lui faire
« tirer la conséquence que si on a été forcé dans les
« tems les plus dangereux d'y fermer les yeux sur le
« commerce étranger, combien à plus forte raison
« peut-on le tolérer dans une paix profonde, lorsque

(1) Le 1^{er} septembre 1725, Morfouace, Greffier du Consulat, avait, par surprise, résilié sa charge de greffier qui lui avait coûté mille livres tournois, pour la somme de six mille livres ; n'ayant droit qu'au remboursement du prix d'achat ; de là le procès qui ne fut terminé qu'à la fin de 1727, à la satisfaction du Consulat, par les soins de François Le Ray de la Clartais.

Archives de la Chambre de Commerce, copie de lettre n° 2.

« les besoins de l'Isle le rendent indispensable, supo-
« sant toujours que nous ne pourvoyons pas assés
« abondamment à la fourniture des vivres nécessaires ;
« je prévoys que ce faux prétexte sera un des premiers
« articles à revainir (*sic*), et il ne manque pas de bonnes
« raisons à y opposer ».

Il comprit donc, dès l'abord, qu'il faudrait lutter contre des ministres pleins d'ignorance sur les questions coloniales ou des ministres circonvenus, et balancer, par de bonnes raisons, les mauvais conseils de certains officiers bien en cour. De plus, la théorie du libre échange était à cette époque toute puissante ; laisser faire, laisser passer, telle était la devise à la mode. Le Ray de la Clartais n'était-il pas mal venu à vouloir réglementer le commerce de nos colonies ? Enfin, Le Ray de la Clartais demandait qu'on prit des mesures contre le commerce étranger ; c'était s'attirer l'inimitié des puissances étrangères, et les ministres, le cardinal de Fleury principalement, voulaient la paix.

Pour ce qui est du don de joyeux avènement, Le Ray de la Clartais désirait une chose, que les ministres, qui ont besoin d'argent, n'accordent qu'avec une peine infinie : la réduction de leurs propres ressources.

Le Ray obtint pourtant assez vite satisfaction, dans une certaine mesure, sur ce chapitre, et dès le 25 septembre, il pouvait écrire : « L'arrêt de délai pour
« la taxe de joyeux avènement porte au 1^{er} article
« que les officiers marchands, négocians et sujets au
« droit de confirmation, qui se présenteront pour
« payer en corps, seront receus à le faire 1/2 en espèces
« et 1/2 en papier dans le courant d'8^{bre} sans es-
« pérance d'autre délai, 1/3 en papier et 2/3 en argent
« dans le courant de X^{bre} ; après quoy personne
« ne sera plus reçu à payer qu'en argent. Je crois,
« comme vous, qu'il faut laisser courir, quoiqu'on

« assure bien icy, qu'il n'y aura point de grâces pour
« les rênards. »

Les Juge-Consuls , en effet, voyant qu'on leur accordait une surséance, s'étaient dit naïvement (lettre du 20 septembre) : « Si cette taxe traîne en longueur, « il y a espérance qu'elle pourra bien estre supprimée, « ce qui est fort à souhaiter. »

Et ils firent si bien, opposèrent une telle force d'inertie, que la décharge de ces droits leur fut accordée le 1^{er} février 1729 (1).

Il n'en alla pas de même pour la question du commerce aux colonies. Le Ray de la Clartais devait là-dessus rencontrer beaucoup de difficultés. Nous voyons que ses démarches n'ont pas toujours eu des résultats heureux; ses lettres nous apprennent toutes ses tribulations.

Il n'avait pu voir les ministres qui étaient à Fontainebleau; il avait appris que M^{gr} le comte de Maurepas, secrétaire d'Etat, ministre de la marine, lui était défavorable ; il ne perdit pas courage et commença de multiples démarches.

Il va voir le Maréchal d'Estrées, gouverneur des ville et châteaux de Nantes , général pour le roi au comté Nantais et propriétaire de l'île de Sainte-Lucie, qu'il veut faire intervenir auprès de Monseigneur de Maurepas. Il va voir Monseigneur le comte de Toulouse ; celui-ci n'aime pas les intrigues de cour ; il convient que les commerçants ont raison, mais ne se soucie point de se mêler de leurs affaires. Il va voir divers fermiers-généraux que cette affaire intéresse. « Ceux-là se remueront et cela fera un bon effet ». Il va voir enfin « tous M^{rs} les députés et les sollicite

(1) Il est vrai que le 5 mars 1727, la ville de Nantes avait payée pour ce droit la somme de 28.603 livres, tant en principal que pour le droit de 2 sols par livre et frais de quittance.

« de se joindre à lui pour la cause commune et de crier
« tous ensemble le plus fort qu'ils pourraient. »

« Enfin, dit-il, je puis vous assurer que de la façon
« dont je vois les batteries disposées, si l'on ne donne
« pas satisfaction au commerce à ce sujet, il n'y aura
« jamais à espérer. » Lettre du 17 septembre 1727.

Le 13 septembre, Le Ray voit en audience particulière le comte de Maurepas et a peu de succès auprès de ce ministre, dont d'Argenson a pu dire qu'il écoutait mal et parlait toujours avant de penser, qu'il traitait sérieusement les bagatelles et légèrement les grands objets, qu'il n'avait nulle justesse, point de jugement, nulle prévoyance dans les affaires.

« M. Bouchaud (1) et moy eusmes aussy hier une
« audience particulière de Monseigneur le comte de
« Maurepas, je fus charmé d'avoir put l'obtenir avant
« son départ pour Fontainebleau ; après luy avoir
« remis la lettre dont vous m'aviez chargé pour luy ,
« qu'il lust sur le champ, je luy représentay nos allarmes
« au sujet de notre commerce des colonies prest à
« tomber entre les mains des Anglais, s'il ne luy plai-
« soit y apporter sans plus de délai un remède prompt
« et efficace ; que ce qui venait de se passer à la Mar-
« tinique au sujet des prises de M^r de la Jonquière
« portait le mal à son période, et que dans ce moment
« de crise, nous le suplions très humblement de ne
« plus différer à faire rendre une déclaration du Roy
« telle que nous avons pris la liberté de luy demander
« cy devant, et qu'il avait bien voulu nous promettre ;
« voicy à peu près le précis de sa réponse.

(1) M. Charles Bouchaud, sieur de la Foresterie, fut nommé Consul pour 1711-1712 ; il fut nommé échevin de Nantes en 1716-1718, puis continué pour 1718-1720 ; mais en 1719, ayant été nommé à la Chambre de Commerce à Paris, il fut obligé d'abandonner ses fonctions d'échevin.

« Il y a une déclaration du Roy prête à passer qui
« est actuellement sur mon bureau, on en sera content,
« mais je ne la feray paroistre qu'après le départ du
« V^{au} du Roy qui partira pour la Martinique à la mi-
« octobre ; à l'égard des prises (1), je veux avoir les
« papiers que doit apporter l'officier de M^r de la
« Jonquière, ne sachant point encore au juste sur
« quoy le Conseil de la Martinique a apuyé son
« jugement.

« C'eust été m'exposer à l'ennuyer pour une pre-
« mière audience, que de vouloir lui détailler ce que
« nous en scavons; il m'aurait toujours remis à la veüe
« des pièces, ainsy je me contentay de luy dire que je
« le suivrois à Fontainebleau où je lui demanderois
« un moment de son tems pour luy faire ce détail, et
« luy lachay en sortant que nos négocians ruinés depuis
« longtems par le commerce étranger, n'oseroient
« plus s'exposer à de nouvelles pertes, jusqu'à ce qu'ils
« ne fussent rassurés par la déclaration du Roy, dont
« il venait de me parler ; escrивés, me dit-il, au com-
« merce de votre ville, qu'ils ne cessent point leurs
« armemens, ceux qui se préparoient en Angleterre
« pour porter du bœuf à Sainte-Lucie, sont suspendus,
« et la colonie ne peut pas vivre sans aucun secours,
« si celui de nos ports y manquoit, on ne pouroit pas
« s'empêcher de l'en laisser prendre où elle en trouve-
« roit ; ainsi, Messieurs, je prévoys assés qu'il faut at-
« tendre le départ de ce V^{au} qui s'arme à Rochefort et en

(1) *A l'égard des prises*, il s'agit sans doute de vaisseaux ayant voulu faire commerce avec des réaux légers et qui avaient été saisis.

Les négociants nantais auraient voulu qu'ils ne fussent point relachés ; ils le furent pourtant.

« Les perdreaux ont pris la volée et vraysemblablement ce sera sans caution. »

Lettre du 30 septembre 1727.

« attendant persuadés bien au ministre que dès que
« nous n'aurons plus à craindre la concurrence des
« étrangers dans nos Isles, l'émulation des négocians
« sera une suffisante caution pour répondre de la
« fourniture qu'il leur sera nécessaire, sans le secours
« des Anglois. » Lettre du 13 septembre 1727.

Les déclarations vagues du comte de Maurepas ne satisfaisaient point nos Juge-Consuls ; ils voulaient voir le contenu de la déclaration, afin que les armateurs ne s'exposassent point à faire de mauvais voyages si elle ne leur était pas favorable. « Donnez-nous la
« déclaration, disent-ils, ou nous ne partirons pas. »

Le Ray continue donc ses démarches, écrit mémoires sur mémoires. Malgré son zèle, il « n'avance qu'à pas de tortue ». Il remarque avec une certaine amertume qu'il lui faut courir sans cesse à droite et à gauche, chercher chaque grand seigneur en sa terre et que ces grands seigneurs ne s'embarrassent guère de son impatience. Il estime que c'est déjà beaucoup d'honneur d'avoir pu les approcher tous et que deux d'entre eux, le Contrôleur général et le Maréchal d'Estrées se soient prononcés en sa faveur. Il se sent secrètement desservi auprès du secrétaire même de M^{gr} de Maurepas. M^r Forcade, par un certain M^r de Champigny, récemment nommé commandant pour la Martinique. Certes, il a « d'aussi bonnes raisons que M^r de « Champigny, mais pourvu qu'elles soient écoutées de « la même oreille ». Il est aussi desservi par les « Amériquins » qui crient « que nous voulons affamer leurs « isles »... « qui s'étudient à parler contre toutes nos « démarches »... « Ils débitent à présent que nous « voulons leur envoyer du bœuf pourry, salé en France « pendant les chaleurs, et que nous verrons comment « les habitans le recevront ; je ris quelquefois de tous « ces discours, quelquefois je m'en fâche, s'ils ne « faisaient pas d'impression, nous les mépriserions ».

Résultat : « L'audience du ministre quelquefois

est sèche » Et Le Ray s'irrite : « Il est étonnant qu'en
« demandant l'intérêt du roy et la conservation de
« la colonie, on ne puisse les déterminer (*les ministres*)
« à un prompt remède »... « Vous scavez, écrit-il
« encore, qu'il est difficile de les faire aller plus vite
« qu'ils ne veulent »... et le 28 septembre : « Il faut
les talonner ».

Nos Juge-Consuls, agacés de ces lenteurs, écrivent
de leur côté : « Les Seigneurs ne voient les choses
« que superficiellement et se laissent obséder par
« leurs secrétaires. » Lettre du 4 octobre.

Le Ray ne recule devant aucun moyen et va jus-
qu'à corrompre les secrétaires : « J'ay promis au secré-
taire d'estre reconnaissant de la décision si elle nous
« était avantageuse ». Raison plus touchante que toutes
les prières du monde. Cela s'appelle « Parler français ».
Lettres des 11 et 14 octobre.

Et, enfin, fatigué par toutes ces démarches, il écrit :
« J'ai désormais frappé à toutes les portes ; si ceux
« qui gouvernent ne se réveillent pas, c'est qu'il est
« dit qu'ils mourront dans leur léthargie ».

Le comte de Maurepas, de son côté, était impatienté
par ces fâcheux qui l'importunaient sans cesse ; il lui
dit une fois : « Vous traités cette affaire comme si
« vous aviez à Nantes le privilège exclusif des colo-
« nies ; les négocians vont trop loin ».

Un jour il se fâcha. Mais laissons parler Le Ray :

« Je ne scay pas bien au juste qu'elle mouche a
« piqué M^{re} de Maurepas, mais je le trouvay dimanche
« très indisposé contre les négocians de Nantes, j'ay
« cru en trouver le motif dans le mémoire de M^r de
« Feuquières, dont vous m'avez envoyé une copie, y
« ayant remarqué plusieurs endroits relatifs à ce qu'il
« me dist de notre commerce et de celuy des étran-
« gers à l'Amérique, comme par exemple du bœuf
« fraudé et du commerce de nos vaisaux avec les

« Anglois. je suis, dit-il, très persuadé à présent de
« l'un et de l'autre, et il arrivera de cette affaire cy,
« qu'il en ira 8 ou 10 de Nantes aux gallères, « *ce sont*
« *ses propres mots* », je ne puis pas bien comprendre
« s'il voulait parler des négocians ou des capitaines,
« mais ce petit discours prononcé devant quatre ou
« cinq personnes, me couvrist de confusion. Je luy dis
« qu'il ne trouverait point de négocians dans ce cas
« là, et que s'il avait des preuves contre quelques capi-
« taines, il nous ferait grand plaisir de les faire chat-
« tier ; le lendemain je luy donnay un mémoire pour le
« désabuser et il me parut un peu radoucy ». Lettre
du 22 octobre.

Le Ray n'avait pas encore vu le Cardinal de Fleury et il espérait beaucoup de cette entrevue ; il aurait voulu se faire présenter au Cardinal par M^{gr} le Contrôleur Général, « ce qui serait la meilleure entrée qu'il y pourroit avoir ».

Le 30 septembre, il en perdit l'espoir et écrivit :

« Le Controlleur général m'avait fait espérer de
« me présenter à M^{gr} le Cardinal ainsy que je vous
« l'ay marqué, mais il s'en vont ce soir tous les deux
« trouver le Roy Stanilas qui passe à deux lieües
« d'icy (Fontainebleau), demain il luy surviendra
« quelqu'autre chose de nouveau et ses moments sont
« si contés, que je perds presque l'espérance qu'il
« m'avait donnée à ce sujet, ainsy je prendray le party
« de m'y présenter de moy même, quoique je pré-
« voye bien que de cette façon, je n'avanceray pas
« beaucoup, car assurés vous, Messieurs, que les lettres
« ne sont leues que très imparfaitement, les ministres
« les décachètent bien devant nous, ils en parcourent
« quelques lignes et les remettent ensuite à leurs secré-
« taires, où elles restent sans qu'il en soit parlé davan-
« tage ; il n'y a que les moments d'audiences qui servent
« à quelque chose et celles de M^{gr} le Cardinal est tou-

« jours si remplie, qu'on a pas le tems de luy rien
« détailler, à moins qu'il ne luy prist envie d'apro-
« fondir la matière et qu'il ne se porte de lui même
« à faire des questions sur ce qu'on lui représente, ce qui
« n'arrive presque jamais, vous remettant d'abord au
« Secrétaire d'Estat qui a le département de l'affaire
« dont on veut luy parler ».

Le Cardinal de Fleury qui était un homme doux, s'occupait en effet assez peu d'affaires sérieuses, donnant seulement les grâces et les places, tout ce qui fait aimer, comme a dit Villars.

Quand Le Ray lui fut présenté, il se contenta seulement de lui demander si le Controlleur Général et Mr de Maurepas s'étaient occupés de la question et il ajouta que lui-même y ferait attention. L'audience était finie; elle parut insuffisante à Le Ray.

Enfin la décision du Roi, si impatiemment attendue des nantais, parut; elle ne les satisfaisait qu'à moitié.
« Je reçois dans le moment par un courrier exprès
« de Fontainebleau une copie en manuscrit des lettres
« patentes en forme d'Edit contre le commerce étran-
« ger que je vous envoie cy-joint, vous verrez qu'il
« n'y est point parlé, n'y des réaux légers, n'y des
« déffenses sous des peines sévères aux généraux et
« intendants d'en souffrir à l'avenir la continuation.
« Ces déffenses là seront sans doute expliquées dans
« des ordres particuliers qui ne paraistront point et
« c'est cependant ce que nous aurions bien demandés
« qui fust rendu public, comme nous n'en obtiendrions
« pas davantage pour à présent, et qu'il faut encore
« paraistre contens de ce qu'il plaist à la Cour d'ordon-
« ner, j'iray lundy remercier les ministres à Fontai-
« nebleau, après quoy j'arrangeray mon départ qui
« pourra estre vers le 10 du prochain mois, j'aurais
« souhaitté passionement, Messieurs, avoir peu vous
« rapporter une plus entière réussite, il me reste au
« moins la satisfaction de ne m'y estre pas épargné

« et d'avoir fait tout le possible pour y parvenir, j'y
« joins celle d'avoir peu marquer à nos nég^{ts} mon
« dévouement pour le bien de notre commerce et le
« respect avec lequel j'ai l'honneur d'estre etc. ».

Les Juge-Consuls lui répondaient le 1^{er} novembre :

« M^{rs} tous nos nég^{ts} sont bien persuadés des peines
« et des soins que vous vous estes donnés p^r faire
« réussir le sujet de vostre députation, si le résultat
« n'est pas complet ce n'est pas vostre faute et on ne
« vous aura pas moins d'obligations, en attendant
« le plaisir de vous voir, nous vous saluons et avons
« l'honneur d'estre, etc. »

Et ils ajoutent, le 4 novembre :

« Nos négocians paroissent contents de cet édit, il
« y a apparence qu'on armera cette année nombre de
« vaisseaux pour porter du bœuf. »

Ils n'avaient pas obtenu tout ce qu'ils désiraient, mais ils sentaient qu'il était impossible d'obtenir davantage ; il fallait faire contre mauvaise fortune, bon cœur.

Ils furent reconnaissants à François Le Ray de la Clartais de tout le dévouement qu'il avait apporté dans cette affaire. Nous relevons dans le registre n^o 2, cote 582, des délibérations des Juge et Consuls, la note suivante :

« Sur ce qu'il est venu à la connaissance de M^{rs} les
« Juge et Consuls en charge qu'il leur était nécessaire
« d'employer une somme de trois cents livres pour
« affaires et choses à eux connues et dont ils ont conféré
« avec Messieurs les anciens Juge et Consuls et Négocians de cette ville, dont ils ont déclaré estre contents.

« Pourquoi les dits sieurs anciens Juge et Consuls

« et Négocians de cette ville donne pouvoir et consentement que Monsieur Périssel, juge en charge, fasse l'employ de la dite somme de trois cent livres, laquelle luy sera passée et allouée dans son compte sans contredit, étant reconnue estre utile ».

A Nantes, le 10 janvier 1729.

Ont signé :

R. Edelin, Sigongnes, de la Bauche-Hervé, Guillaume Handriex, de Carcouet-Burot, de Beaulieu Belloteau, François Drouin. G. Guilloré.

Il est à remarquer que François Le Ray de la Clartais n'a pas signé cette délibération comme ancien consul, bien que les précédentes et suivantes délibérations fussent signées par lui.

Il est à peu près certain que cette délibération a trait à une bourse de cent jetons en argent (le prix en était généralement fixé à trois cents livres) qui lui fut offerte par ses collègues du consulat. Ils furent frappés en son nom et rappellent en une légende élogieuse, le succès qu'il avait remporté dans la mission qui lui avait été confiée.

Il fut en outre frappé aux mêmes coins des jetons en bronze, dont j'ai eu la chance de retrouver un exemplaire, gravé en tête de cette notice ; c'est le seul qui soit connu, en voici la description :

FELIX OMEN RADIUS Navire armé en trois-mâts barque, voguant à gauche, un rayon de soleil perce les nuages et vient l'éclairer. A l'exergue, en trois lignes: GRATITUD. COMMERC. MARIT. — NANN. IN FR. LE RAY - MONUM. qui doit se lire : GRATITUDINIS COMMERCII MARITIMI NANNETENSIS IN FRANCISCUM LE RAY MONUMENTUM.

à Légende en six lignes : QUOD - ADVERSUS - INTERLOPAS NAVES - REG (is) DIPLOMA (ta) SOL-LICIT (avit) — ET ATTULIT. — 1727.

Quoique ce jeton n'ait été frappé qu'en 1729, il rappelle par sa date 1727, l'époque à laquelle François Le Ray fut envoyé en députation.

Nantes, le 10 avril 1908.

P. SOULLARD.

Entre Commissaires à Nantes

Au XVIII^e Siècle

En 1669 naissait à Paris, sur la paroisse Saint-Jacques du Haut-Pas, un enfant qui fut nommé Claude Dumur. Avait-il été trouvé au pied d'un mur dans la capitale (comme le fut à Nantes, un siècle plus tard, Renée Dumur, baptisée à Saint-Léonard), puis recueilli par quelque âme compatissante, ou bien était-il né en légitime mariage ? Nous ne savons, et vraisemblablement le fait ne serait point facile à vérifier : les registres de l'état civil de Paris ayant été brûlés sous la Commune. Il importe peu d'ailleurs à la suite de notre histoire qu'on doive ou non ranger Claude Dumur, sous le rapport de la régularité de sa naissance, à côté des Perrine de la Porte, Marie de l'Allée, Marie du Banc, Louis de l'Echelle, Jeanne de la Cuisine, François de l'Ecurie, Marguerite et Renée du Grison, Joseph du Bateau, Charles de la Nuit et tant d'autres nantis de noms analogues plus ou moins poétiques et pittoresques, et que nous savons positivement être des enfants trouvés ou exposés à Nantes, ou bien de ces *nothus*, *notha*, comme disent nos registres paroissiaux : les recteurs voilant discrètement sous le latin une tare dont les infortunés n'étaient point responsables.

A quelle date Dumur quitta-t-il la capitale ? Fit-il un tour de France plus ou moins tortueux avant de venir se fixer dans la bonne ville de Nantes ? On l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous ne le rencontrons chez nous qu'à l'âge de 40 ans.

Le 11 juillet 1709, en effet, honorable homme Claude Dumur, maître gantier parfumeur, épousait à Sainte-

Croix de Nantes « honeste femme Olive Feudé, veuve de feu honorable homme François Tamot, en son vivant aussi maître gantier ». Au bon vieux temps, le veuvage pesait lourd à nos ancêtres. Il n'y avait pas tout à fait neuf mois qu'Olive avait enterré son premier époux (18 octobre 1708). A dire vrai, François Tamot lui avait bien donné l'exemple, puisque veuf le 16 mai 1702 de Marguerite de la Lande, il avait convolé six semaines après avec Olive (1^{er} juillet 1702).

Quoi qu'il en soit de l'empressement de celle-ci à former de nouveaux liens, ses proches ne lui tinrent pas rigueur, puisque Yves Tamot, frère de son premier mari, assistait à la noce et signait au registre. D'ailleurs les affaires sont les affaires et Olive, en se mariant, songeait peut-être autant à la prospérité de sa boutique de gantière en lui donnant un nouveau patron, qu'aux beaux yeux de Claude qui frisait déjà, nous l'avons dit, la quarantaine.

Aux environs de 1712, Dumur tenait son établissement dans la Grand'rue. Soit pour se distraire, soit pour faire patienter les clients pendant que Madame leur essayait des gants, peut-être pour amuser le petit François-Mathieu Tamot, alors âgé de 7 ans, enfant du premier lit — car nous n'avons pas vu que lui-même fût encore devenu père — Claude Dumur avait des singes. Dans un grand port comme Nantes, dont les nombreux vaisseaux sillonnaient alors toutes les mers et faisaient le commerce des Indes, des Orientales comme des Occidentales, à cela rien d'extraordinaire. Il n'était pas le seul d'ailleurs et nous verrons bientôt qu'il partageait cette passion avec le lieutenant de roi au château. C'était aussi bien innocent ; mais, ce qui l'était moins, il les habillait en moines ! Peut-être cela lui faisait-il de la réclame ; en tout cas, le bon populaire sûrement, et vraisemblablement aussi les gentilshommes qui ne se piquaient point alors d'une dévotion outrée, durent plus d'une fois en rire, et il ne semble point que Dumur

ait été excommunié pour cette plaisanterie d'un goût plutôt douteux et qui ne paraît pas d'ailleurs avoir longtemps duré. Malheureusement pour lui, un voisin revêche, qui s'était peut-être comme les autres amusé des quadrumanes encapuchonnés, ne devait point l'oublier. Il le lui fit bien voir.

Joseph Cigongne, maître apothicaire de son état, habitait la Haute, tandis que Dumur logeait dans la Basse-Grand'rue, le premier en Saint-Denis, le second en Sainte-Croix. Tous deux faisaient partie de la milice bourgeoise dans des compagnies différentes ; toutefois Cigongne avait le grade d'enseigne, correspondant à celui de sous-lieutenant. Dumur n'était que sergent.

En janvier 1721, un arrêt du Conseil d'Etat établit à Nantes un major et un aide-major dans ladite milice. Rien de la médecine — comme on pourrait le croire dès l'abord, étant donnée la hiérarchie actuelle — dans ces fonctions. On les créait, suivant le texte de l'arrêt, « pour éviter les plaintes et discussions qui arrivent ordinairement quand les milices sont assemblées ». C'était donc plutôt un emploi de police au corps. Sevin, lieutenant d'une compagnie, fut promu major et Dumur aide-major, celui-ci avec brevet du roi lui donnant rang de lieutenant. Du fait, le sergent, alors âgé de 52 ans, passait par dessus la tête de Cigongne qui en avait 66 et restait enseigne.

Avec son métier d'apothicaire et son grade dans la garde bourgeoise, Cigongne cumulait une autre fonction. Le 25 juillet 1720, lors de la création de quatre commissaires de police à Nantes, il avait obtenu une de ces places. Les 300 livres de gages annuels qu'elles procuraient aux titulaires n'étaient certes pas à dédaigner.

Que l'on fût officier de milice et avec cela autre chose, très bien ; mais que l'on pût exercer simultanément la charge de commissaire et l'état d'apothicaire, toutes nos idées modernes en sont renversées. Néanmoins, c'était comme cela à Nantes sous la Régence. Comment

Monsieur Cigongne, à son âge, pouvait-il à la fois surveiller son officine et la police urbaine ? Pour la première il avait, il est vrai, son fils ; mais celui-ci était bien jeune, puisque quatre ans plus tard il n'avait pas encore accompli tout son stage. Pour la seconde, nous aimons à croire que des collègues plus alertes faisaient au besoin le coup de force et que lui se contentait, comme le constatent divers procès-verbaux dressés par Cigongne en 1721 et 1722, de dénoncer ceux qui mettaient le feu à leur cheminée, n'avaient point de latrines, apportaient des bêtes mortes au coin de la ruelle qui conduit sur les murailles de Saint-Léonard, ou bien donnaient à boire pendant le service divin, etc.

Entre temps, Cigongne posa sa candidature à une place d'échevin de la ville de Nantes. Il eut été, cela se conçoit, fort honorable pour lui de figurer parmi les premiers magistrats de la cité. Hélas ! on ne voulut point reconnaître ses mérites. Quelque intrigue le fit-il échouer ? Toujours est-il qu'il échoua.

Au début de 1722, les choses en étaient à ce point dans la situation respective de nos personnages : l'un apothicaire, commissaire de police et toujours enseigne de la milice, avec cela candidat malheureux ; l'autre, gantier et aide-major au rang de lieutenant dans ladite milice. Or, à cette époque, un commissariat de police vint à vaquer, Charles Fauvel se retirait. Dumur brigua la place. Avoir pour collègue un particulier qui l'avait si bien évincé dans la garde bourgeoise, c'en était trop pour Cigongne. C'est ici que l'histoire se corse et va justifier le titre que nous lui avons donné.

L'apothicaire aiguisa sa plume et de sa plus belle main adresse à l'intendant de Bretagne Feydeau de Brou une épître pour protester contre la nomination de Dumur à une place de commissaire. Que disait-il au juste dans cette épître ? Son texte, malheureusement, ne nous est pas parvenu, et c'est bien dommage. On peut toutefois, sans médisance, la croire quelque peu

fielleuse, si l'on en juge par la correspondance qu'échangèrent à son sujet l'intendant et Gérard Mellier, maire de Nantes et colonel né de la milice bourgeoise.

Le 28 janvier 1722, Feydeau écrivait à Mellier : « Je vous envoie une lettre du s^r Cigogne qui, fasché apparemment de ce que l'on ne l'a pas trouvé digne d'estre admis parmi les échevins, veut, à son tour, soutenir la dignité des commissaires de police. Je suis fort aise que l'on regarde ces places comme distinguées... Vous pourés dire au s^r Cigogne que je vous ay renvoyé sa lettre » (1).

A quoi, le 30 janvier, le maire de Nantes répondait : « J'ay averty le s^r Cigogne du renvoy de sa lettre. Je l'ay ramesné de son entestement qui est extrême. Nous avons remplacé l'office vaccant en nommant le s^r Dumur. J'ay eu l'honneur de vous en parler à Nantes ; vous l'avez agréé. M. de Menou a fort pressé en sa faveur connoissant son activité et sa vigilance. Dumur est ayde major de la Ville avec brevet du Roy qui luy donne rang de lieutenant de la milice bourgeoise, et Cigogne n'est qu'enseigne de la mesme milice. Il n'opose pour reproche capital autre chose contre Dumur si ce n'est qu'il a eu des singes dans sa boutique qu'il habilloit en moines. Je m'étonne que Cigogne vous ayt pu présenter, M^r, une plainte sur un motif de cette nature. Ce reproche n'est estably ni par le droit, ni par l'ordonnance, ni par la coutume. Les plus grands seigneurs ont des singes dans leurs vestibules ; on voit les singes avant les maistres. Personne, avant Cigogne, ne s'est avisé de critiquer les patrons de ces plaisants et pauvres animaux qui sympatisent d'ailleurs avec un citoyen vivant de leur industrie. Feu M. de Miane [lieutenant de roi au château de Nantes] en avoit provision vestus d'habits de moines ou chanoines. Le fameux Teniers

(1) Arch. munic. de Nantes, II 26.

les a presque toujours dépeints en moines ; les ouvrages de ce peintre sont néanmoins d'un prix infiny, et Maître François Rabelays compare les moines aux singes en ce que, dit-il, les uns et les autres ne sont bons qu'à boire, manger et fienter. En tout cas, il y a prescription en faveur de Dumur ; il dit que, depuis dix ans, il n'a eu de singes, et il est notoire que Cicogne a souvent habillé sa chienne en Damoiselle et qu'il l'a donné sur sa boutique en spectacle au public. Il doit du moins passer les singes à Dumur, en passant par ce dernier l'habillement de la chienne. C'est ce que j'estime, sous vostre bon plaisir, qu'il y a lieu d'ordonner en ce tems de Carnaval.

» Au surplus, les écarts de Cicogne sur la nomination de Dumur ont donné lieu à nos échevins de s'applaudir de n'avoir pas Cicogne pour leur confrère ; ils le connaissent pour un homme tracassier et, dans sa communauté de pharmacie, il est fuy de tous par le mauvais caractère sur lequel il devrait commencer de faire la police » (1).

Recommandé par M. de Menou, alors lieutenant de roi à Nantes, Mellier qui ignorait encore, lorsque l'aide-major fit sa demande, les sourdes menées de Cigongne, ne pouvait pas ne point nommer Dumur. Les eût-il connues, il eût sans doute agi de même, car, comme il vient de le dire, il s'étonnait qu'on pût présenter une plainte pour une malheureuse histoire de singes, si vieille qu'il y avait prescription. La dénonciation du commissaire contre son futur collègue restait lettre morte et l'aventure tournait à la confusion du pauvre Cigongne qu'on se félicitait de n'avoir pas élu échevin.

Comment, lui policier, n'avait-il pas été plus adroit ? A sa place, sans remonter si loin, nous nous serions renseigné par le menu sur une affaire encore toute récente et dont il avait sûrement ouï quelque chose.

(1) Arch. Nantes, II 26.

Voici ce qui s'était passé. Le 9 novembre 1721, sur les 9 heures du soir, Sébastien Leroy et Pierre Guinel, sergents de la compagnie bourgeoise de M. des Landes Ramaceul, s'étaient, avec leurs miliciens, rendus au corps de garde pour faire la patrouille. M. Le Marchand, lieutenant de la compagnie, indisposé, n'accompagnait pas ses hommes. Pour la suite, nous ne saurions mieux dire que les sergents dans leur rapport, dont l'original nous a été précieusement conservé (1) : Au poste, « le s^r du Mur, garçon major (lisez aide-major) se seroit trouvé lors de l'arrivée du détachement, lequel, lorsque moy Le Roy voulus faire entrer ledit détachement dans le corps de garde, profféra plusieurs parolles injurieuses contre ceux du détachement. les traitant de b... de mareaux, et nous disant à nous Le Roy et Guinel, nous menassant de sa canne levée, qu'il [nous] aprendroit nostre devoir; à quoy nous luy repondimes que nous le sçavions avant luy. Et lorsque nous voulumes entrer dans le corps de garde des officiers pour y faire du feu, ledit s^r du Mur nous auroit dit que si nous voulions faire du feu dans le corps de garde et avoir de la lumière, que nous en eussions acheptez, et il commanda au sergent des soldats du régiment d'envoyer oster le bois et la chandelle qui estoit dans le corps de garde des officiers et de les porter dans celuy des soldats. A quoy nous nous serions opposez et demandé au s^r du Mur s'il avoit ordre de M. le commandant ou de M. le Maire. Ayant répondu qu'il l'avoit et nous ayant dit que sy nous voulions nous chauffer que nous pouvions le faire dans le corps de garde des soldats, et faire quitter celuy que nous eussions voulus pour prendre sa place. Luy ayant répondu que le fouier estoit trop petit pour pouvoir estre tous auprès du feu, il nous dit en plaisantant que nous eussions à chercher un ingénieur pour faire un fouier plus grand, nous luy demandames la représen-

(1) Arch. Nantes, EE 104.

tation de son ordre afin de nous y conformer. Ce que n'ayant pas fait, nous alumames du feu et de la chandelle dans le corps de garde des officiers, luy déclarant que nous allions rapporter nostre procès verbal pour nous plaindre contre luy. Ce que nous certiffions véritable soubs nos seings et des habitants qui estoient du détachement qui sçavent signer. (Signé) : Sébastien Leroy, Pierre Guinelle (suivent 13 autres signatures) ».

Traiter ses hommes de b... de marauds, lever sur eux sa canne, puis à l'injure joindre l'ironie en les renvoyant à un ingénieur pour élargir la cheminée du poste, c'était autrement grave que la vieille historiette des singes. Dumur, si le rapport est exact, s'était oublié et avait manqué de sang-froid. Si nous avions été Cigongne, au lieu d'exhumer l'affaire en question pour prouver que le candidat manquait de dignité, nous eussions dit que le sang-froid était une qualité indispensable pour un commissaire de police et que Dumur n'en avait point fait preuve dans l'occurrence. A vrai dire, le dénonciateur, moins bien renseigné que nous, ignorait peut-être le texte même du rapport caché dans les archives du corps ; mais il ne lui était pas difficile de faire parler les gardes, et il se serait bien trouvé parmi eux quelque bavard pour lui faire de précieuses confidences.

Bref, Cigongne en fut pour ses frais. Dumur, nommé officiellement le 1^{er} février, prêtait serment le 5 entre les mains du procureur du roi, et « a promis et juré, la main levée de se comporter fidèlement en la charge de commissaire de police » (1). Bien protégé, actif et vigilant, ce dernier pouvait marcher sans crainte.

Tandis que Cigongne conservait sa profession que son acte de décès lui donne encore, Dumur abandonnait sans doute son état de gantier dont il n'est plus question par la suite, et Mellier, son colonel à la milice et son maire à la police, paraît avoir toujours eu un faible pour sa

(1) Arch. Nantes, FF 58, f^o 23.

créature. Rien, que nous sachions, ne fut reproché à Dumur dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.

Il n'en fut pas de même de son collègue. Décidément la guigne le poursuivait. Oyez plutôt : « Nous avons reçu les plaintes (écrit Mellier à l'intendant le 22 février 1722, moins d'un mois après que le corps des commissaires, jusque là honoré par la présence de Cigongne qui craignait de le voir déshonoré par un montreur de singes, avait néanmoins reçu celui-ci dans ses rangs) de ce que le s^r Cicogne, commissaire de pollice, a pris dix sols pour chaque chiffature de plusieurs registres des hostes et cabaretiers sur lesquels ils doivent inscrire le nom de ceux qu'ils logent. L'ayant mandé sur cela, il avoue qu'il a perçu ce prétendu droit de 80 à 85 cabaretiers ; mais, dit-il, c'est pour se récompenser de plusieurs livres qui traitent de la pollice dont il a fait l'achapt à Paris affin de s'instruire plus amplement de ses fonctions. Voilà un prétexte assez singulier. Nous luy avons enjoint verbalement, pour éviter le scandale, de restituer ce qu'il a pris. Je crois, Monsieur, que vous aprouverez nostre conduite ; gens de l'humeur de ce commissaire ne seroient pas bons à remplir une place d'échevin. Il est vray qu'il travaille dans ses fonctions de pollice ; mais nous luy avons fait entendre qu'il y avoit d'autres moyens de reconnaître ses soins que celluy d'ainsi percevoir un droit nouveau en pareille occasion ». — « L'injonction que vous avés faite au s^r Cigogne, répliquait Feydeau, me paroist fort convenable, et le prétexte qu'il avoit pris pour exiger 10 sols de chaque chiffature de plusieurs registres des hostes est ridicule » (1).

Un an plus tard, Cigongne se faisait encore tirer à l'oreille pour payer onze livres sur les amendes de police qu'il avait perçues (2).

Dumur était bien vengé. Dire que tout fut roses

(1) Arch. Nantes, BB 169.

(2) Ibid., II 27, lettre de Mellier à l'intendant.

désormais dans son existence, serait un paradoxe : la vie n'est pas ainsi faite ; mais du moins il trouvait sympathie chez ses chefs. Auquel de ses ennuis faisait allusion Mellier quand, en février 1724, il écrivait à M. de Menou, le lieutenant de roi : « Nous venons de procurer sur les amendes une gratification de 200 livres au pauvre Dumur pour luy donner courage »? Nous ne savons. Toujours est-il que M. de Menou approuvait : « Je suis bien aise que vous ayés trouvés le moyen de procurer 200 liv. de gratification au pauvre Dumur. Il me verra toujours empressé à luy souhaiter et à luy faire du bien quand il s'en présentera l'ocasion, tant qu'il servira bien » (1).

Il servait bien, en effet, le pauvre Dumur et de toutes façons. Fin limier, agent de la sûreté de première force, c'est à lui qu'on avait recours dans les affaires délicates.

La preuve, la voici. En juin 1724, Mellier ayant reçu de ses collègues les subdélégués à l'intendance de Tours et d'Angers, des missives confidentielles, mandait son commissaire.

Sans narrer par le menu ce petit épisode de la police secrète à Nantes qu'on pourrait développer sans peine, nous ne devons cependant pas l'omettre, car on y trouve plusieurs épithètes fort élogieuses pour notre homme.

Bref, on adressait à Mellier un signalement ainsi conçu : « Une demoiselle de Paris, de grande et belle taille, aagée de 19 ans, la peau blanche, les couleurs vives, soucis blonds, cheveux blond alezan, les yeux bleus assés grands, le nez un peu gros, assés belle personne et cependant ayant quelques taches de rousseurs au visage. Elle a avec elle un habit de satin de Marseille citron et bleu à fleurs, doublé de tafetas bleu, avec un jupon de damas bleu et blanc, et une robe de chambre de boure de Marscille avec des rayes de satin à

(1) Arch. Nantes, II 41.

fleurs, sans compter les habits d'hyvert qu'elle peut avoir. Elle beguaye tant soit peu en parlant ».

La demoiselle en question avait quitté furtivement la capitale, emportant comme viatique des bijoux : boucles d'oreilles, croix de diamant, etc., pour environ 1.000 écus, le tout enlevé à la boutique de sa mère veuve, une brave fripière de la rue de la Grande-Truanderie.

D'Orléans où elle s'était embarquée, la fugitive avait descendu la Loire jusqu'à Tours. Là elle avait rejoint un certain M. de Visière, autrement appelé M. de la Vilière, qui se titrait chevalier. Était-il réellement noble ? On ne savait pas même au juste s'il était de Bordeaux ou bien de Toulouse. Chevalier d'industrie à coup sûr. Les amoureux avaient continué ensemble le voyage sur le bateau d'Orléans et l'on supposait qu'ils avaient gagné Nantes.

Dumur, au courant, se met aussitôt en campagne. Après quelques jours d'une savante filature, il vient dire « qu'il avoit découvert où étoit la chambre où gisoit la damoiselle ». Mellier, auquel il annonce cette nouvelle, prie M. de Menou d'adjoindre au sien deux hommes de confiance « pour garder à vue ladite damoiselle et ses hardes et nipes, en attendant qu'on se fût assuré d'un couvent pour la constituer ». Ainsi fut fait, et peu après Dumur conduisait la Parisienne dans une chaise à porteurs au couvent de Sainte-Elisabeth, au Marchix, payait un quartier de sa pension et y envoyait « nipes et hardes ». Rendant compte à son chef de sa mission, le policier pouvait lui dire avec fierté « qu'on eust manqué de trouver ladite damoiselle s'il ne s'y fût pris en douceur et tout bellement ». La supérieure, M^{me} de Trévelec, fit bien quelques difficultés, n'ayant point reçu de lettre de cachet, et alla même jusqu'à « douter de la parole du garde » ; néanmoins on interna à Sainte-Elisabeth, avec défense de communiquer au dehors, la belle personne aux grands yeux bleus et aux cheveux d'un

blond alezan, prise en douceur par l'incorruptible Dumar.

Mellier, qui a consigné dans une note de sa main le récit circonstancié de la capture, en rendit compte plus brièvement à son collègue de Tours, puis à M. de Brou, l'intendant de Bretagne. Au premier il écrit : « Il seroit inutile de vous faire le détail des perquisitions que j'ai fait faire par notre aide-major, qui est homme vigilant, adroit et de confiance. Je luy ay promis de le faire récompenser et certainement il le mérite, car sans cette voye il eût été difficile de réussir par les précautions infinies qu'il paroît qu'on avoit prises pour la cacher ». Puis au second : « Après en avoir fait faire très secrètement une ample perquisition, on l'a (la demoiselle) découvert et je l'ay fait constituer dans le couvent des religieuses de Sainte-Elizabeth du Marchis de cette ville, en attendant de nouveaux ordres. J'en suis d'autant plus aise qu'il ne me convient pas de souffrir qu'on choisisse notre ville pour servir d'azile ou de retraite aux libertins et aux scélérats ».

Nous demandons pardon au lecteur de lui avoir dévoilé cette petite aventure qui, menée fort discrètement, ne fit aucun scandale à Nantes. Mellier était fort bien entré dans les vues de M. du Champ du Mont, grand chantre et chanoine de Saint-Martin de Tours, lequel avait consenti à intervenir par égard pour la mère et afin d'éviter à la jeune fille de plus grands écarts de conduite. Après cinq semaines de couvent, celle-ci fut sous bonne garde renvoyée à sa mère.

Que de prime abord — ayant cherché à duper la police en se nommant Elisabeth Chabot, 25 ans, arrivant du Poitou, alors qu'en réalité elle s'appelait Sabot, 19 ans, et venait de Paris — on puisse prendre Elisabeth pour une rouée, la tentation peut en venir. Mais cette épithète, surtout en ces temps de la Régence et appliquée à une vulgaire bourgeoise, dépasserait sûrement la mesure. Il y a plutôt lieu de croire qu'elle était moins

vicieuse que petite folle et enfant gâtée, cette jeune fille qui, de sa retraite forcée, réclamait son miroir, son pot de pommade, ses flacons d'eau, son sucre, du café, du tabac (la nature n'en est pas précisée), et ajoutait en post-scriptum : « L'on ne donne point de vin rouge, je prie qu'on m'en envoie et quelque fois de petite dousseurs. »

Quant à Dumur, le 27 juin il reconnaissait avoir « reçu de M. Mellier, de la part de M^{me} Sabot, la somme de 60 livres pour les peines et soins que j'ai prises pendant plusieurs jours pour faire conduire, en conséquence des ordres qui m'ont été donnés, M^{me} Sabot, sa fille, au couvent de Sainte-Elizabeth de cette ville » (1). Nous estimons qu'il avait bien gagné sa gratification.

Dumur, avons-nous dit, servait bien de toutes façons. C'est ainsi qu'à d'autres égards il mérite assurément de figurer au tableau des victimes du devoir. En effet, le 16 octobre 1725, Mellier mandait à l'intendant : « Le pauvre Dumur, nostre ayde major, est toujours malade de la chute qu'il fit d'un second étage au dernier feu. Il n'en mourra pas selon les aparences ; mais il est fracassé. Je vous supplie, Monsieur, d'avoir égard à luy faire payer quelque chose pour la gratiffication qui luy a esté promise à cause de l'homme qu'il a arrêté par ordre de M. de Mélesse à vostre recommandacion, et qui a esté envoyé à Rennes » (2).

Grâce à Dieu, bien trempé comme il l'était, Dumur n'en mourut pas. Voire même, ayant enterré dans l'église de Sainte-Croix, le 10 avril 1726, sa femme Olive Feudé, il convolait à nouveau le 15 février 1727, à 58 ans, avec Marie Bruneau. Celle-ci qui, à l'encontre de sa première épouse, n'avait pas été mariée, le rendait père, deux ans

(1) Les pièces relatives à l'enlèvement de M^{me} Sabot forment aux Arch. munic. de Nantes la liasse II 61.

(2) Arch. Nantes, II 28.

après, d'un fils auquel, comme à lui, on donnait le prénom de Claude et qui fut baptisé par missire Bournigalle, recteur de Pouillé, avec le consentement du recteur de Sainte-Croix, paroisse du nouveau-né.

Dumur continua à verbaliser; un jour, c'est contre des laquais qui avaient fait le carillon à la porte de la Comédie; un autre, il en fut pour ses peines, car lorsqu'il voulut procéder contre un gabarier pour insultes envers le commis d'un gros négociant, le délinquant avait filé sur Paimbœuf. Ce n'était là qu'un léger mécompte, et encore féliciterions-nous volontiers Dumur de cette fugue, si elle lui épargna l'aventure tragique advenue un peu plus tard à l'un de ses confrères : « Le s^r Lesourd, l'un de nos commissaires de police et greffier de nos deux hôpitaux, fut empoisonné hier avec sa femme, sa fille, son beau-père, sa servante et un valet de campagne, en mangeant sa soupe. Ledit s^r Lesourd en est mort aujourd'hui à midi et tous les autres sont encore en grand danger. On publie que c'est par de l'arsenic qui a esté meslé dans leur pot que ce malheur est arrivé... Lesourd est fort regretté. Il étoit aussi seerétaire du renfermement des mendiants. Je suis très mortifié qu'il se soit trouvé dans cette ville un scélérat capable d'attenter à la vie d'une famille entière » (1). Nous comprenons que, comme maire, Mellier ait été très mortifié de l'aventure, lui auquel il ne convenait même pas — on l'a vu plus haut — que Nantes servît d'asile à un libertin ravisseur d'une demoiselle ; mais combien plus amères réflexions dut faire ce pauvre Lesourd, durant son agonie, sur le breuvage qu'on lui avait servi pour ses étrennes un jour de premier de l'an !

Evidemment, rien ne pouvait être pire pour un commissaire que ce qui advint au malheureux Lesourd ; mais, sans aller aussi loin, on ne leur épargnait pas des humiliations toujours fort sensibles. Lequel d'entre eux,

(1) Arch. Nantes, II 41, lettre de Mellier à M. de Menou du 2 janvier 1727.

Cigongne ou Dumur, ou bien un autre de leurs collègues, visait la lettre suivante ? Peut-être avait elle en vue la respectable corporation tout entière. Quoi qu'il en soit, un beau jour, Mellier reçut cette missive : « Monsieur, j'ay l'honneur de vous envoyer une statue en cire représentant un commissaire de police, laquelle j'ay jugé à propos de saisir, n'estant pas soufrable qu'on y aye ajouté des attributs qui semblent tourner en ridicule les faces de commissaire. J'ay mesme découvert que les poissonnières avaient fait faire cette statue à leurs fraix et qu'il y en a grand nombre de répandues parmy ces sortes de gens. Je n'ay pas cru en devoir dresser un procez verbal ny faire des perquisitions jusqu'à ce qu'on eust fait reconnoistre les auteurs de cette statue. J'auray l'honneur de vous voire demain et de vous communiquer ce que j'auray pu découvrir à ce sujet » (1). Découvrit-on les auteurs de la statue ? Les chroniques sont muettes sur ce point. Nous aimons à croire que les perquisitions aboutirent et que l'honneur des agents de la force publique reçut une éclatante réparation.

Cigongne ne devait pas vivre longtemps après toutes ces histoires ; il mourut plein de jours, âgé de 72 ans, et, le 6 mars 1727, on inhumait « dans l'église de Saint-Denis, le corps de Joseph Cigogne, maître apothicaire, commissaire de police et enseigne d'une compagnie de bourgeoisie de la ville de Nantes ». Malgré tout, il laissait une mémoire intacte, et le souvenir de ses peccadilles ne devait pas nuire à ses enfants. Le 1^{er} mai 1727, le fils Cigongne était nommé pour remplir la place d'enseigne de la compagnie du quartier Saint-Pierre, vacante par la mort de son père, et le maréchal d'Estrées, gouverneur de Nantes, s'empressait de lui en délivrer un brevet (2).

Quant à Dumur, il survécut longtemps à celui qui, dans un moment d'humeur chagrine, avait voulu le des-

(1) Arch. Nantes, FF 120, lettre du 18 juin 1726.

(2) Arch. Nantes, BB 73, f^{os} 33 et 42.

servir. Recommandé par sa belle conduite, jouissant de la faveur des autorités et n'ayant plus les ressources de son ancienne profession, il se vit attribuer, deux jours avant la mort de Cigongne, les fonctions de garde-magasin pour avoir soin à Nantes des armes et des habits des bataillons de milice de la région (1).

Lui aussi, il décéda chargé d'années à l'âge de 75 ans. Depuis quelque temps déjà, quittant la Basse-Grand'rue et la paroisse où avaient été bénies ses deux unions, où avait été baptisé son fils, il s'était transporté rue Saint-Nicolas, et ce furent les prêtres de la paroisse de ce nom qui, après la messe chantée dans leur église, le conduisirent processionnellement dans la chapelle des « R. P. Carmes pour y estre inhumé suivant ses dernières volontés ». C'est là que fut déposé, le 9 octobre 1744, pour y dormir son dernier sommeil, le « corps du s^r Claude Dumur, aide major de la milice bourgeoise et commissaire de police de la ville de Nantes ».

(1) *Ibid.*, BB 78, f^o 17.

Ruines de l'Epoque Gallo-Romaine et du Moyen Age

A NORT-SUR-ERDRE

Tous ceux qui s'intéressent aux questions archéologiques savent quelle importance eut dans le passé la ville de Nort ou tout au moins l'emplacement qu'elle occupe, ainsi que le territoire environnant. Situé sur les bords de l'Erdre, à l'endroit où cette rivière commence à être navigable ; traversé par les voies de communication qui mettaient en rapport la Bretagne et l'Anjou, Nort (1), avec ses trois églises de Saint-Martin, de Saint-Cristophe et de Saint-Georges, devait, dès le XI^e siècle, occuper une place considérable parmi les principaux centres de la Haute-Bretagne.

Mais l'importance de Nort ne datait évidemment pas de cette époque. Les nombreuses sépultures en calcaire coquillier (2) et en pierre analogue à la pierre

(1) L'étymologie du mot Nort est très discutée. Les uns font venir ce mot du latin *honor* parce que, au moyen âge, on disait Honort, Eunord et Enor (Ogée). A moins qu'on n'établisse historiquement l'origine du mot Nort, nous croirions volontiers que ce mot vient du breton *ann dôr*, en vannetais *enn ôr*, la porte, ce qui se justifierait si bien par la situation de Nort en un point qui servait pour ainsi dire de passage, de porte entre deux régions très distinctes, mais voisines. La présence d'un mot breton dans la dénomination d'une localité en pays gallo, au moyen âge, n'a rien de surprenant. Le fait existe pour bien d'autres noms de lieux. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur une carte ; on rencontrera les noms de Coëtzic, de Pourru, de Languen, pour ne citer que des noms pris au hasard dans la commune de Nort.

(2) Le calcaire coquillier employé pouvait venir des Cléons, mais aussi des environs de Quiheix, au bord du Canal. Il existait aussi des tombeaux en schiste ardoisier provenant sans doute de Nozay.

de Saint-Savinien que l'on a découvertes dans toute la partie qui s'étend entre l'église actuelle et le champ de foire (sépultures qui, selon toute apparence, remontent au moins au VI^e siècle), attestent l'antiquité et la richesse de l'agglomération qui s'était formée en cet endroit.

D'ailleurs, une civilisation plus ancienne encore avait précédé celle qui nous est révélée par ces éloquents vestiges. La civilisation gallo-romaine avait fleuri à Nort et les traces en sont encore visibles sur plusieurs points sans doute, mais incontestablement sur ce coteau élevé et admirablement placé qui prend naissance en amont, sur la rive gauche de l'Erdre, dans une sorte de boucle naturelle formée par la rivière. En bas s'étend le quartier ou faubourg de Saint-Georges ; plus haut en allant vers l'est on rencontre les points qui portent sur les cartes les noms de la Pancarte et de l'Orgerie, et, sur le plan cadastral, les noms significatifs de la Motte et de la Petite-Motte.

Déjà en 1882, nous trouvant au Congrès de l'Association bretonne à Châteaubriant (1), nous avons signalé la présence sur le coteau de la Motte et de l'Orgerie d'un grand nombre de fragments de briques romaines, dites briques à rebords ou *tegulae hamatae* ; briques à l'état de fragments, il est vrai, mais briques bien reconnaissables, de la division et de l'usure desquelles on ne pouvait s'étonner si l'on considérait que le terrain, surtout planté en vignes, avait été tourné et retourné des centaines de fois au cours des siècles passés. Ces briques, nous les avons vues, nous les avons foulées bien des fois pendant un séjour de plus d'une année dans une maison amie, à un âge où les questions archéologiques ne nous touchent point encore ; mais, plus tard, rappelé dans ces lieux par les circonstances ou plutôt par l'amour des souvenirs, et aussi par l'amour

(1) Séance du 5 septembre.

des sites pittoresques, conduit par des parents désireux de nous être agréables, nous avons reconnu et constaté la présence de ces débris nombreux et disséminés sur une grande surface. C'est ainsi que nous pûmes dire au Congrès de Châteaubriant un mot de ces intéressantes trouvailles.

Nous nous abstinmes d'entrer dans les détails, parce que nous craignions d'être inexact ou trop incomplet. Nous espérions alors pouvoir entreprendre des fouilles plus ou moins sérieuses et faire une communication à la Société Archéologique de Nantes. Hélas ! ce projet, comme bien d'autres, n'a pas encore été réalisé et nous en exprimons le regret sans pouvoir dire s'il le sera jamais au gré de nos désirs.

Mais si nous ne pouvons faire connaître les résultats de fouilles dirigées par nous-même, nous nous faisons du moins un devoir d'exposer ou de raconter simplement à nos savants collègues ce que nous avons appris et ce qui s'est passé relativement aux vestiges gallo-romains de la Motte ou de la Pancarte ; car ces deux noms paraissent s'appliquer un peu à la même portion de territoire ; encore dans le dictionnaire d'Ogée, peut-être est-ce une erreur typographique, trouve-t-on Pancarte et non Pancarte.

Disons tout d'abord que c'est sur la partie du coteau située entre la rive gauche de la rivière et la route de Châteaubriant, donc au nord de cette route et à quelques cents mètres d'elle, que nous avons constaté l'existence de fragments de briques romaines. Les plus nombreux se trouvaient au milieu d'amas de cailloux recueillis et amoncelés au bas des parcelles de terre, sans doute pour en débarrasser le terrain et faciliter la culture. Or, pendant une excursion que nous fîmes dans un moment de loisir, il y a cinq ou six ans, dans ces parages qui, comme je l'ai indiqué, sont un but de promenade fort agréable, j'eus la curiosité de diriger mes pas un peu plus à l'est et de pénétrer dans les

jardins et terrains vagues au milieu desquels étaient situés les trois moulins dits Moulins de la Pancarte. Je dis : étaient situés, parce que l'un de ces moulins, celui qui se trouvait entre les deux autres et qui portait le nom de Moulin de la Motte, n'existe plus. C'était sans doute le plus ancien. Les autres sont d'ailleurs en ruines ou peut s'en faut.

Quoiqu'il en soit, j'étais à peine entré dans les enclos, que j'aperçus de distance en distance, au milieu des carrés de jardin, différents morceaux de brique que je ne pus m'empêcher de considérer comme des fragments de briques romaines. Il était en effet impossible de les confondre avec des fragments de briques modernes. Non seulement le rebord, sur plusieurs, était visible, mais le grain, la couleur et la forme générale étaient celles des briques gallo-romaines.

Je ne fus nullement étonné, car le point était plus élevé que celui où j'avais fait les premières trouvailles et il présentait un de ces emplacements que recherchaient les gallo-romains pour leurs demeures ou leurs établissements ordinaires.

Les choses en étaient là, lorsque, il y a quelques semaines, me trouvant à Nort et ayant quelques heures à dépenser, je voulus revoir encore une fois le coteau de la Pancarte et m'informer si rien d'intéressant n'avait été mis au jour depuis mon dernier passage en cet endroit. Accompagné par un habitant de Nort, aussi modeste qu'instruit, je me dirigeai vers cet endroit où se rencontrent les routes de Nantes, d'Ancenis et de Châteaubriant, et qui est justement celui qu'on appelle aujourd'hui la Pancarte. Un tas de pierres rebutées se trouvait au bas des terrains où sont situés les moulins, sur une sorte de placître formé par la jonction des routes. Nous y jetâmes un coup d'œil et nous y découvrîmes plusieurs fragments de briques à rebords ; mais ce qui attira notre attention ce fut un morceau de tuile d'une grande épaisseur, 7 à 8 cen-

timètres au moins, ayant des angles très nets et bien formés et présentant en outre tout l'aspect de la terre cuite des briques romaines. D'autres fragments du même genre se rencontrèrent. J'en ai même conservé quelques-uns. Peut-être ces débris n'ont-ils aucune importance ; peut-être même sont-ils modernes. Toutefois, je les note ici, ne fût-ce que pour mémoire.

Quand on a interrogé les ruines et qu'elles ont gardé plus ou moins le silence, ce qui arrive souvent, on se hâte d'interroger les personnes. C'est ce que nous fîmes.

Un homme déjà âgé prenait le soleil devant sa maison, tout en s'abritant contre le vent du Nord qui souffle presque toujours froid sur cette colline dont le sommet n'est pourtant pas à plus de quinze à dix-huit mètres au-dessus des marais de l'Erdre qui s'étendent à ses pieds. Nous demandâmes au vieillard s'il n'avait rien trouvé ni vu d'extraordinaire dans les terrains où sont situés les moulins. Il nous répondit qu'il n'avait rien trouvé de remarquable. Toutefois, ce fut lui qui nous apprit que le moulin détruit récemment portait le nom de Moulin de la Motte. Et comme nous lui montrions des fragments de briques romaines que nous tenions à la main, il ajouta que les champs et les vignes des environs en étaient pour ainsi dire semés. Puis devenant de plus en plus confiant, il nous apprit que dans ces dernières années, plusieurs propriétaires, ayant replanté leurs vignes, avaient retiré beaucoup de pierres de construction et mis au jour des portions de murs considérables. Il expliquait que ces restes de murs étaient ignorés jusque-là parce que la culture en avait depuis longtemps dispersé et émietté la partie supérieure ; mais les défoncements nécessaires aux nouvelles plantations, plongeant à une plus grande profondeur, avaient atteint des couches qui faisaient partie des fondations et révélaient l'importance des édifices disparus. Un propriétaire, M. Leduc, disait-il,

avait trouvé une portion de mur ayant la forme de la base d'un pilier carré de plus de deux mètres de côté. Cependant, toutes ces fondations se trouvaient, non du côté des Moulins, mais à quelques centaines de mètres vers le nord-ouest et sur le penchant du coteau qui descend vers l'Erdre. D'après notre interlocuteur, un château avait existé dans cet endroit. Mais les « anciens » eux-mêmes ne l'avaient point vu debout.

Munis de ces renseignements, nous nous empressâmes, après avoir remercié notre hôte d'un instant, de nous diriger vers les terrains, pour la plupart plantés en vignes, qu'il nous avait indiqués. Ces terrains se trouvaient plus au nord-ouest que ceux que nous avions explorés vers 1880. Nous n'aperçûmes point de traces de murs, mais nous vîmes une grande quantité de pierres disséminées et qui, sans avoir l'aspect de belles pierres de construction, pouvaient cependant avoir été employées à la construction de murs plus ou moins importants. C'étaient des pierres de nature ou d'apparence schisteuse. Elles n'étaient pas très volumineuses, mais elles existaient en grand nombre ; on en voyait des tas plus ou moins considérables, pour ainsi dire à l'extrémité de toutes les parcelles. Toutefois, ces pierres, je le répète, ne prouvaient point par elles-mêmes l'existence d'une habitation ou d'un bâtiment quelconque. Je cherchais obstinément à apercevoir des parcelles de mortier ou de chaux mêlées aux moellons ou adhérents à leur surface, mais je ne vis rien qui pût me permettre d'affirmer que ces débris avaient fait partie d'une construction. Quant aux briques romaines, elles existaient partout, en plus ou moins grande abondance, non seulement sur les terrains compris au cadastre sous la dénomination générale de la Petite-Motte, mais sur ceux désignés sous le nom de Plantis et qui sont situés un peu plus au nord-ouest.

Nous nous mîmes à parcourir un peu au hasard

les différentes parcelles. Nous cherchions toujours à découvrir soit un pan de mur, soit un fragment de poterie qui vînt donner un intérêt plus vif à nos recherches et fournir un élément plus précis à nos déductions. Nous ne trouvâmes ni murailles, ni poteries ; mais les briques brisées devenaient de plus en plus abondantes et elles se rencontraient sur une étendue considérable. Je ne saurais évaluer la superficie du terrain ainsi occupé d'une façon plus ou moins complète par ces débris, mais il me semble qu'elle ne doit pas être inférieure à deux hectares.

Imparfaitement renseigné et à demi satisfait, j'aurais voulu prolonger mes recherches ; mais l'heure s'avavançait, la nuit était proche, et je reprenais le chemin de la Gare lorsque nous rencontrâmes M. Belœil, un des propriétaires des terrains récemment plantés en vignes. M. Belœil s'intéressa immédiatement à la question qui nous occupait et répondit à toutes nos interrogations avec beaucoup d'empressement et d'intelligence. Il nous confirma que M. Leduc, il y a deux ans environ, avait trouvé, en plantant sa vigne, des restes de travaux en maçonnerie importants. Il ajouta que lui-même avait rencontré des murs dans plusieurs endroits. Il nous montra même des pierres qu'il avait fait rapporter en quantité assez considérable et dont une partie avait été employée à des constructions récentes. Celles qui restaient étaient mélangées de briques romaines brisées comme celles que nous avions vues sur le terrain.

M. Belœil, sans expliquer la présence et l'importance des restes de construction, disait et répétait que, d'après des témoignages très anciens, une abbaye avait existé vers le lieu dit le Plantis. Le groupe de bâtiments dont sa maison faisait partie, s'appelait, disait-il, la Motte.

M. Belœil s'offrait de venir avec nous quand nous voudrions pour faire au moins des fouilles rudimentaires et nous montrer les vestiges de murs que recouvrait le sol où étaient plantées ses vignes. Il ajoutait

qu'un autre propriétaire devait, dans les jours suivants, faire des défoncements pour planter de la vigne dans un terrain presque contigu au sien.

Nous promîmes à notre complaisant interlocuteur de revenir sitôt que cela nous serait possible. Nous ne pûmes pas tenir notre promesse sitôt que nous l'aurions voulu. Toutefois, grâce à nos amis dévoués à l'archéologie, nous fûmes tenu au courant des faits. Malheureusement, les nouvelles que nous reçûmes ne furent pas favorables. Le défoncement effectué mit à jour quelques pierres schisteuses de plus, mais il ne révéla rien que ce que nous savions déjà. Tout au plus pourrait-on dire que là, comme dans les parcelles voisines, il existait des ruines permettant de conclure que la construction détruite s'étendait jusqu'en ce point.

Dès que les circonstances nous en donnèrent la facilité, c'est-à-dire vers le 20 avril, nous reprîmes le chemin de fer pour Nort. Nous voulions nous rendre compte de la situation relative des points sur lesquels avaient été rencontrées les fondations dont on nous avait parlé. Nous voulions surtout constater par nous-même le mode de construction et le procédé de cimentation des divers éléments, c'est-à-dire des moellons ou des pierres employées. Nous craignions que, s'exagérant les choses, on eût pris pour des murs importants ce qui n'était qu'un ensemble de restes de quelque village très ancien, mais très pauvre. Voilà pourquoi, à peine arrivé à Nort, nous nous empressâmes d'aller trouver M. Belœil pour le prier de nous servir de cicerone ou de guide.

Nous le rencontrâmes dans sa vigne, se reposant dans une cabane assez élégante, improvisée par lui, pour lui servir d'abri contre le vent, la pluie ou le soleil, quand il lui prend fantaisie d'aller tailler ses plants ou surveiller ses raisins. Bien que le vent fût très froid, M. Belœil, avec une complaisance qui ne sait pas se démentir, prit lui-même une pelle et se mit en

devoir de creuser à l'endroit où il avait découvert des fondations. Le sol était dur et rocailleux. M. Belœil n'est pas de première jeunesse ; le travail fut long et quelque peu pénible ; mais enfin, au bout d'une demi-heure environ, la pelle rencontra la pierre, la pierre en place. Il n'y avait pas de doute possible.

Toutefois, le mortier n'apparaissait pas encore ; M. Belœil béchait avec une conviction qui était de l'assurance. Il avait confiance, car il avait vu déjà. Il ne se trompait pas : deux ou trois coups de pelle encore et le mortier de chaux et de sable ou le ciment apparut. L'opérateur voulait continuer et, de fait, mon plus grand désir aurait été de suivre ce mur et d'en constater la direction, la largeur et la profondeur. Mais abuser de la complaisance et presque des forces d'un homme âgé, qui eût été humilié de s'entendre offrir une récompense en argent, était impossible. Il fallait remettre encore une fois l'expérience. D'ailleurs, j'avais acquis la certitude sur un point important. La chaux ou le ciment avait été employé à la construction dont je constatais l'existence. C'était là un détail du plus haut intérêt et plein de conclusions. Les constructions de médiocre valeur n'étaient point érigées avec de tels moyens.

Donc, j'étais en présence d'un établissement qui avait de l'importance et par conséquent sa place dans l'histoire de Nort et de la Bretagne. Qu'importe, d'ailleurs, les ruines sont là et quiconque en aura la facilité pourra faire les fouilles nécessaires.

Pendant que nous étions là, nous voulûmes demander à M. Belœil tous les renseignements qu'il pouvait nous donner. Tout d'abord, il nous montra, dans une parcelle située à 60 mètres environ au nord-ouest de la sienne et appartenant à M. Leduc, l'endroit où celui-ci rencontra, il y a deux ans environ, l'espèce de bloc de maçonnerie dont nous avons parlé et qui, d'après ce qu'on a raconté, ressemblait à la base d'un énorme pilier.

A gauche, c'est-à-dire à l'ouest, mais tout près du terrain Belœil, une parcelle appartenant à M^{me} Duchesne où furent trouvés des fragments gallo-romains en plus ou moins grande quantité; à l'est, à 80 mètres au plus, le terrain de M. Rivière où des débris de construction ont été également trouvés.

Pendant que nous causions, on labourait dans la parcelle de M. Rivière. Un jeune homme d'une quinzaine d'années se détacha des travailleurs et nous apporta trois ou quatre grands fragments de briques romaines nouvellement retirés du sol et tout imprégnés d'humidité. Il nous expliqua que, il y a quelques années, dans cet endroit où il était occupé à labourer, on avait découvert une excavation de forme allongée dans laquelle se trouvait une grande quantité de terre noire ou de charbon à l'état pâteux.

Au sud du terrain de M^{me} Duchesne, à 25 pas au sud-ouest du terrain de M. Belœil, se trouve la parcelle appartenant à la famille Boudet, dans laquelle on a effectué les défoncements, au commencement du mois d'avril dernier, et où l'on n'a rien trouvé encore que des pierres schisteuses.

Ces pierres de construction, comme les autres, suivant M. Belœil, venaient d'une carrière appelée Carrière de Saint-Georges, située au nord-ouest et aujourd'hui épuisée.

Telles sont les constatations que nous avons pu faire ; tels sont aussi les renseignements que nous avons pu obtenir. Nous essaierons de les compléter, mais nous avouons que les moyens et les occasions nous manqueront peut-être et, dès ce moment, nous convions nos savants collègues qui ont daigné nous accorder leur bienveillante attention, à nous prêter leur concours et à étudier eux-mêmes sur place les ruines de la Motte et de la Pancarte. Nous les invitons à les étudier et à donner leur opinion sur cette question peut-être très importante, à coup sûr intéressante.

Quant à nous, nous pourrions hasarder une opinion ou des opinions, mais elles ne seraient que d'un faible poids et ne sauraient être assises sur des arguments solides.

Et, d'abord, à quoi faut-il attribuer les nombreux débris de briques gallo-romaines.

Était-ce une villa ? était-ce une ville ? Nous ne saurions nous prononcer. Pour une villa, la surface occupée par les débris nous semble bien étendue, car on trouve des fragments depuis les parcelles faisant partie du Plantis jusqu'aux Moulins de la Pancarte ; et certainement, il y a entre ces deux points une distance qui n'est pas inférieure à 500 mètres. Je sais bien que les briques et autres débris de construction ont été dispersés par la culture ; je sais bien aussi qu'il a dû en être transporté une partie plus ou moins considérable pour aider à l'érection des bâtiments postérieurement édifîés. J'ai moi-même trouvé des fragments de briques de grandes dimensions dans une maison bâtie au siècle dernier à l'entrecroisement des routes. Le Moulin dit de la Motte a pu lui-même être composé en plus ou moins grande partie de pierres et de briques apportées du Plantis. Il n'en reste pas moins probable que l'ensemble des bâtiments de l'époque gallo-romaine devait être important et occuper plus de surface qu'une simple villa.

Toutefois, de là à supposer qu'il existait une ville plus ou moins grande au Plantis ou à la Motte, il y a loin. Une ville évoque immédiatement la pensée de temples et d'édifices publics ou particuliers, de monuments en un mot dont il nous resterait des vestiges que ni le temps ni les hommes n'auraient fait entièrement disparaître. Mais la question nous semble loin d'être résolue, dans l'état où sont les recherches. La réponse doit être réservée jusqu'à ce que des fouilles sérieuses aient été faites. Un point semble pourtant hors de doute : c'est qu'il existait à la Pancarte un

établissement gallo-romain considérable. Les briques romaines en sont un témoignage irrécusable. On dira peut-être que la brique à rebords s'est continuée et a été employée au moyen âge et bien longtemps après la destruction de la civilisation gallo-romaine. Il n'en reste pas moins établi que là où l'on trouve la brique à rebord, c'est à ceux qui en contestent la provenance romaine à prouver son origine barbare.

D'ailleurs, quoi de plus vraisemblable que de supposer ou d'admettre l'existence d'un établissement gallo-romain à Nort, surtout à la Pancarte? Le site convenait admirablement sur ce promontoire qui domine deux vallées, celles de l'Erdre et de son affluent de la rive gauche, le Montigné, je crois; nom, soit dit en passant, qui a une consonnance toute latine.

En outre, Nort, avons-nous dit, était situé comme il l'est encore, au point d'intersection des grandes voies qui mettaient en communication la Bretagne et l'Anjou, Brest et Angers notamment. Nous croyons avoir vu nous-même des pierres plates énormes qu'on retirait des banquettes de la route de Redon à Ancenis, entre Nort et Ancenis, et qui nous semblent avoir beaucoup de rapport avec les dalles qu'employaient les Romains à la confection de leurs voies.

Ajoutons que Nort est situé à une distance peu considérable de Blain, et que son territoire touche celui de Saffré et de Petit-Mars, localités où les Romains ont laissé des traces si manifestes de leur passage et de leur établissement.

Pas de doute donc, semble-t-il, sur la question de l'existence d'un établissement gallo-romain à la Motte ou à la Pancarte. Cette question est résolue par l'attribution des briques qui, croyons-nous, sont bien gallo-romaines.

Mais si ce point est hors de discussion, il en reste un autre plus difficile, évidemment, à élucider: c'est celui de l'attribution des murs et fondations de murs

qui ont été mis au jour ou qui restent enfouis dans toute la partie centrale des terrains occupés par les briques. Qu'étaient-ce que ces murs ? Qu'étaient-ce que ces fondations ?

A première vue, il semblerait très simple de répondre : Les murs sont sensiblement à la même place que les briques ; donc ils ont fait partie des mêmes édifices qu'elles, donc ils sont romains.

La réponse ne nous paraît pas aussi facile que cela. Tout d'abord, les murs sont en pierres très frustes, peu solides et mal jointes. On ne trouve point de chaux ni de ciment dans les couches superficielles du sol. La charrue désagrège sans peine les parties qu'elle atteint. Or on sait que les Romains choisissaient leurs matériaux et ne ménageaient pas la chaux quand ils l'avaient à proximité. Ici, la chaux était proche ; ils pouvaient la prendre à Mouzeil, ils pouvaient la prendre à Saffré, ou à Blain, ou la faire venir par l'Erdre et par la Loire, des environs d'Angers. Il n'y a rien ou pas grand'chose à conclure d'ailleurs de ce que les restes de construction se rencontrent sur le même emplacement que les briques, même si l'on suppose qu'elles n'ont pas fait partie des mêmes édifices. Le plus souvent, le moyen âge et aussi les générations d'une époque plus récente ont construit sur les ruines des monuments ou des établissements gallo-romains.

Encore, si aucune raison ne se présentait à nous de croire que d'autres établissements ou monuments que ceux de l'époque gallo-romaine ont occupé la colline de la Pancarte, nous pourrions nous renfermer dans cette première hypothèse, mais il s'en faut qu'il en soit ainsi.

Tout d'abord le nom de la Motte est très significatif. Il indique avec certitude qu'à cet endroit existait un monument de la puissance féodale. La Motte n'allait pas seule et elle accompagnait évidemment un château ou un manoir d'une importance incontestable.

D'ailleurs, ainsi que M. Maître, notre savant collègue, le relate dans sa géographie de la Loire-Inférieure, un *castrum* s'élevait dans le faubourg ou quartier Saint-Georges, et Saint-Georges et la Pancarte ne se distinguent pas nettement. La Pancarte, la Motte ne sont que le sommet de la colline au bas, ou sur le penchant de laquelle est situé Saint-Georges.

Qu'était-ce qu'un *castrum* ? Un lieu fortifié, ou plutôt un château-fort, une forteresse pouvant servir de refuge et de moyen de défense à un groupement d'habitants et d'habitations réunis autour du point fortifié. Quelle était l'importance, quelle était la situation exacte du *Castrum* de Saint-Georges ? Evidemment, nous ne le savons pas au juste ; mais tout porte à croire qu'il s'élevait au point culminant, ou sur le penchant du coteau de Saint-Georges, c'est-à-dire à la Motte ou à la Pancarte.

A qui faut-il attribuer la construction du *Castrum* de Saint-Georges ? On sait qu'au XII^e siècle et dans les siècles suivants, les moines de Meilleray reçurent des dons en terre considérables et provenant de diverses sources, ce qui permit à l'Abbé de construire un manoir qu'il entourait de murailles et de douves ; mais il semble avéré que les domaines de l'Abbaye de Meilleray en Nort étaient situés aux bords de l'Erdre, à une assez grande distance de la ville de Nort. Quiheix, actuellement sur le canal de Nantes à Brest, en était le centre, et rien ne laisse croire que le coteau de Saint-Georges leur ait appartenu.

Il est au contraire hors de doute qu'à la suite du don d'une église fait à l'évêque de Nantes par certains habitants de Saint-Georges, un prieuré fut fondé par les moines de Noirmoutier. Ce prieuré exista longtemps et peut-être occupa-t-il les hauteurs de Saint-Georges. Mais est-il permis, sur des données aussi incertaines et aussi insuffisantes, de formuler une opinion ? Evidemment, non. C'est à peine si l'on peut hasarder des hy-

pothèses. Un prieuré n'est pas un *castrum* et il n'est même pas d'ordinaire accompagné d'un *castrum*. On parle tantôt d'un château, tantôt d'une abbaye, quand on est en présence des ruines de la Motte.

La question reste donc presque entière. Elle demande, pour être résolue, des études sur les textes et des études sur le terrain.

Si donc elle a son intérêt, nous la livrons à tous ceux qui la croiront digne de fixer leur attention. Nous leur demandons , nous demandons en particulier à nos collègues de la Société Archéologique de la comprendre dans leurs recherches et dans leurs études. Si, comme nous l'espérons, leur érudition trouve la réponse aux questions que nous osons poser, nous en serons trop heureux. Notre rôle aura été modeste ; qu'importe, si nous avons travaillé et réussi à soulever un coin du voile qui recouvre le passé !

ALCIDE LEROUX.

Aveu du Port et Passage de la Chebuette

A la Seigneurie de Thouaré

11 Juin 1567

Sachent tous que par notre Cour de Thouaré en droit ont été présents et personnellement établis devant nous Julien Pichon, Pierre Mabilie, Julien Trébillard, François Joly, Léonard Chastelain, demeurant en la paroisse de Saint-Julien-de-Concelles, — lesquels et chacun après s'être soumis et soumettent par leurs serments avec tous et chacun leurs biens meubles et immeubles présents et futurs quelconques au pouvoir d'étroite juridiction, coërcition, seigneurie et obéissance de notre Cour, à laquelle ils ont pour eux, leurs hoirs et ayants-cause prorogé et prorogent sa juridiction pour y être traités, poursuivis et commis comme par leur propre barre, cour et juridiction ordinaire et devant leur juge compétent, sans en pouvoir décliner ni excepter d'aucune manière quelconque quant au contenu en ces présentes tenir et accomplir. Ont connu et confessé par ces présentes, connaissent et confessent et avouent être hommes et sujets de haute et puissante Claude de la Touche, dame dudit lieu, baronne de Couaiffert, dame de Cernusson, Pannecé, Langle, dame douairière et usufruitière de Thouaré, et d'icelle dame tenir par raison de sa Cour, juridiction et seigneurie de Thouaré les choses qui s'ensuivent. Sçavoir est :

Le Port et Passage appelé *le Port à la Chebuette* à passer et repasser personnes à pied et à cheval à travers la rivière de Loyre avec passer marchandises et choses accoutümées — passer au dit port, étant situé vis à vis du chêne de l'île de Thouaré, appartenant à la dite

dame, ainsi qu'on a coutume d'aborder de chaque côté de la dite rivière de Loyre, ainsi que par ci-devant les dits bailleurs ont coutume, eux et leurs prédécesseurs, jouir du dit port et passage, sous et de par la dite dame et ses prédécesseurs, seigneurs de la dite cour, juridiction et seigneurie de Thouaré. — Lequel port et passage ci-dessus déclaré les dits bailleurs et chacun ont connu, connaissent et confessent tenir de la dite Dame à raison de sa dite juridiction et seigneurie de Thouaré ; à la charge aux dits bailleurs dessus dits et leurs hoirs, d'avoir à fournir de vaisseaux chalands grands et petits, bons et compétents pour passer et repasser les allants et venants et passants au dit port, sans faire par trop tarder de passer les dits allants et passants au dit port.

Outre être tenus et sujets de passer et repasser la dite Dame, ses officiers et serviteurs, chaque fois qu'ils voudront et qu'il leur plaira de passer au dit port, sans en avoir ni prendre aucun salaire ni autrement. Par raison et par cause duquel port et passage ci-devant déclaré, confessent les dits bailleurs par chacun et chacun an devoir à la dite dame par chacune fête et terme de mi-août à la recette ordinaire de la dite Cour, juridiction et seigneurie de Thouaré, la somme et nombre de vingt sous monnaie de Bretagne et douze oies, et le tout de rente, payables au dit terme, à la dite recette, par un seul paiement et sans division, au dit port et des dites personnes et biens des dits bailleurs au choix et élection de la dite dame, ses receveurs et commis à la dite recette de la dite cour de Thouaré.

Autres choses. Les dits bailleurs ne confessent et ne avouent tenir de la dite dame par cause de la dite seigneurie, cour et juridiction de Thouaré rien, fors ferme droit et obéissance que sujets doivent à leur seigneur ainsi que le fief et la juridiction le requièrent.

Outre confessent les dits bailleurs que la dite dame a sur sa dite Cour, juridiction et seigneurie de Thouaré

justice haute, moyenne et basse, garenne, défensible, moulin à détroit, droits de recettes et sergentise, ventes, lots, épaves, galloits, succession de bâtards, déshérence de ligne et tous autres droits de juridiction appartenant à la dite juridiction à la dite dame, ainsi que le fief le requiert.

Et ce présent aven et écrit baillent les dits bailleurs et chacun pour vrai et absolu, et pour icelui présenter à la dite cour à messieurs ses officiers et commis, soit sur jugement ou dehors, ont les dits bailleurs et chacun institué et établi leur procureur eux l'un l'autre et chacun d'eux seul et pour le tout, pouvoir d'y avoir demander acte et écrit de la relation d'icelui et de faire toutes et chacune des choses à ce requises et convenables et tout pouvoir joignant quant à ce.

Et tout ce que dessus ont les dits bailleurs et chacun et par tous et chacun sur leurs biens meubles et immeubles, présents et futurs quelconques, ainsi voulu et consenti, promis et juré par leur serments tenir, fournir et accomplir sans jamais venir à l'encontre en aucune manière quelconque. A quoi ils et chacun d'eux y ont renoncé et renoncent et ce de leur appartenance et requête, y ont été par nous et le jugement de notre cour jugés et condamnés, jugeons et condamnons. Dont témoin le scel établi aux actes et contrats de notre cour consenti et octroyé.

A la Rivière et Bourg de Thouaré, près la maison de Pierre Lebreton, le onzième jour de juin l'an mil cinq cent soixante sept, et pour ce que les dits bailleurs ont dit ne savoir signer ni écrire, ils ont fait signer sur ce présent à leur requête Mathurin Bizeul. Sur ce présent constaté en rature « leur, du dit port et cour ». Ph. Huardier notaire, Bizeul, P. Lebreton.

(Communiqué par M. SENOT DE LA LONDE)

CONTRAT D'ACQUÊT

DE LA

TERRE ET SEIGNEURIE DE THOUARÉ

12 AVRIL 1704

L'an mil sept cent quatre, le donzième jour d'avril.... ont comparu : Messire Anne Evrard d'Avaugour, chevalier, seigneur de Thouaré, la Grignonnière et autres lieux, guidon des Gens d'armes d'Anjou, fils aîné, héritier principal et noble de messire Louis d'Avaugour, chevalier, seigneur desdits lieux, son père, et de messire Louis d'Avaugour, chevalier, seigneur d'Avaugour, son frère aîné, religieux profès de la Compagnie de Jésus ; noble et discret messire Charles-Auguste d'Avaugour, abbé dudit lieu, chanoine de l'église Cathédrale de Nantes ; et damoiselle Marie-Anne-Victoire d'Avaugour, leur sœur ; faisant et garantissant oultre pour messire Armand d'Avaugour, chevalier, lieutenant de vaisseaux du Roy, frère puîné desdits seigneurs d'Avaugour, par lesquels ils promettent de faire ratifier ces présentes selon leur forme et teneur, et de ce en fournir acte valable..., les tous majeurs de vingt-cinq ans et héritiers tant dudit seigneur d'Avaugour, leur père, que dudit seigneur d'Avaugour, leur frère aîné, religieux ; et dame Célestine Bruneau de la Rabastelière, veuve dudit seigneur d'Avaugour ; ledit seigneur d'Avaugour aîné étant de présent en cette ville de Nantes, logé chez la veuve Dubois, Grande-Rue, paroisse de Sainte-Croix ; ledit seigneur abbé d'Avaugour demeurant en cette ville, Grande-Rue, paroisse de Saint-Vincent ; et les dites dames et damoiselle d'Avaugour, en la maison conventuelle des Ursulines, paroisse de Saint-Clément.

Lesquels dits seigneurs, dame et damoiselle d'Avau-gour, en leur nom privé et audit nom et qualité, ont pour eux leurs hoirs successeurs et ayant-cause, vendu, cédé, quitté, laissé et transporté..... jouissance paisible et propriété incommutable envers et contre tous, quitte de toutes dettes, douaire, hypothèques, débats, troubles, évictions et autres empêchements généralement quelconques,

A Messire Joseph Mosnier, seigneur de la Valtière, conseiller du Roi, maître ordinaire en sa Chambre des Comptes de Bretagne, demeurant en cette ville de Nantes, rue de Beau-Soleil, paroisse de Saint-Denis, sur ce présent acceptant, acquéreur pour lui et les siens hoirs et successeurs et ayant-cause à jamais à l'advenir, scavoit est :

La terre noble et seigneurie de Touaré, consistant en chasteau et principal manoir, maisons et logements, pressoirs, tonneaux et cuves, celliers, écuries, mesnageries, fuye à pigeons, garenne, jardins, quatre estangs bout à bout, moulins à eau et à vent avec distroit, moulin à foulon, mestairies, bourderies, terres arables et non arables, prés, vignes, isles, taillis, bois émondables et de décoration, tous droits honorifiques et de prééminence prohibitifs dans l'église principale de Touaré, dus et appartenants à seigneur fondateur, droits et pêcheries à nanses et à la sine sur la rivière de Loire, depuis l'arche de Gresneau jusques à vis le chesne et vallée d'Aurais, droits de pêche dans le mort estier, droits de péage sur la rivière de Loire et de port et passage au port de la Chebuette, rolles rentiers, hommes et hommages, rachapt, lods et ventes et rentes foncières, avec tous droits de haute, moyenne et basse justice, droits rescindants et prescisoires, et généralement tout ce qui fait et compose ladite terre et seigneurie de Touaré, circonstances et dépendances et annexes sans en rien réserver ny excepter, s'étendant aux paroisses de Touaré et Saint-Jullien-de-Concelles et en quelques autres paroisses et endroits que les dites choses puissent s'étendre au désir de la ferme qui en a été faite

aux sieurs François Gabory et Minier, fermiers, sans aucune réserve de ce qu'ils jouissent actuellement audit titre de ferme passée devant Alexandre, notaire royal à Nantes..... le vingt-troisième jour de juin mil sept cent.

Et en la présente vente sont compris les ermoires des archives, barres de fer, cables et autres ustensiles essentiels des moulins, en ce qu'il en appartient audit seigneur, dame et damoiselle vendeurs, toutes clouaisons, portes, grilles et fenêtres, attachées et non attachées, comme aussi le poisson que les fermiers sont tenus de laisser dans les estangs au finissement de leur bail.....

A la charge du dudit seigneur acquéreur de payer et acquitter à l'advenir quitte du passé les rentes seigneuriales et foncières si aucunes sont dues sur les dites choses vendues, et de les tenir et relever partie du Roi, partie du Seigneur Evêque de Nantes, et partie du seigneur de la Touche et Aurais, noblement à foy, hommage et rachapt ; — et au parsus cette vente et cession faite au gré des parties, moyennant et sous la somme de soixante-douze mille livres, que ledit seigneur acquéreur paiera en l'acquêt desdits seigneur, dame et damoiselle vendeurs à écuyer Nicolas Ballet, seigneur de la Chesnardière, conseiller secrétaire du Roi, en sa demeure à Nantes... avant le 14 octobre 1705.....
.....

PRISE DE POSSESSION

DE LA

TERRE ET SEIGNEURIE DE THOUARÉ

du 21 Avril 1704

Pierre Lebreton et René Lepelletier, notaires roïaux héréditaires de la Cour de Nantes, résidant en la ville dudit Nantes, soubsignés, rapportons nous être ce jour vingt-unième avril mil sept cent quatre, à la requête et

en compagnie de messire Joseph Mosnier, seigneur de la Valtière, conseiller du Roi, maître ordinaire en sa Chambre des Comptes de Bretagne, demeurant audit Nantes, rue de Beau-Soleil, paroisse de Saint-Denis, transportés au Chasteau et paroisse de Thouaré, pour le mettre et induire en la réelle et actuelle possession dudit chateau, terre noble et seigneurie de Thouaré, consistant en chateau et principal manoir, maison et logement, pressoir, ménageries, fuye à pigeons, garenne, jardins, estangs, moulins à eau et à vent avec distroit, moulin à foulon, métairies, bourderies, terres arables et non arables, prés, vignes, isles, taillis, bois émondables et de décoration, droits honorifiques et de prééminence prohibitifs dans l'église paroissiale de Thouaré dus et appartenant à seigneur fondateur, droits et pêcheries à nances et à la sine sur la rivière de Loire, depuis l'arche de Greneau jusques à vis le chesne et vallée d'Auray, droits de pêche dans le mort étier, droits de péage sur la rivière de Loire, et de port et passage au port de la Chebuette, rooles rentiers, hommes et hommages, droits de rachapt de lods et ventes et rentes foncières, avec tous droits de haute, moyenne et basse justice, droits rescindants et rescisoirs, et généralement tout ce qui compose la dite terre et seigneurie de Thouaré..... sans en rien réserver ni excepter, s'étendant aux paroisses de Thouaré, Saint-Julien-de-Concelles, et en quelques autres paroisses, lieux et endroits que les dites choses puissent s'étendre ; acquises par ledit seigneur de la Valtière, de messire Anne Evrard d'Avaugour, chevalier, seigneur de Thouaré, guidon des Gens d'armes d'Anjou, fils aîné héritier principal et noble de messire Louis d'Avaugour, chevalier, son père, et de messire Louis d'Avaugour, son frère aîné, religieux profès de la Compagnie de Jésus ; noble et discret messire Charles-Auguste d'Avaugour, abbé dudit lieu, chanoine de l'église Cathédrale de Nantes ; et damoiselle Célestine Bruneau de la Rabastelière, veufve dudit seigneur d'Avaugour, défunct.

Et estant entré dans le principal manoir dudit chateau de Thouaré par dessus un pont construit sur un fossé et douve qui cernait tant ledit château que jardin, rempli d'eau en partie, et avons trouvé la dame Marguerite Prunier, femme d'honorable homme Léonard Meyer et demoiselle Elizabeth Gabory, fille du sieur François Gabory, fermier, auxquelles après avoir déclaré que nous entendions mettre et induire ledit seigneur de la Valtière en la réelle et actuelle possession desdites choses vendues, ont dit n'y avoir à débattre ; et avons ensuite entré dans les salles, chambres, anti-chambres, cabinets, greniers, cuisine, fuye à pigeons, écuries, ménagerie, logements où sont les pressoirs, avec mées, tonneaux et cuves, métairies, borderies, moulins à eau et à vent et à foulons, et tous autres logements dépendants de la dite terre et seigneurie, où nous avons ouvert et fermé les portes et fenêtres, bu, mangé, fait feu et fumée, et ensuite circuité et cernoyé les fossés et douves, jardins, vergers, vignes, terres labourables et non labourables, prés, pâtis, pâtureaux, garennes, taillis, bois émondables et de décoration, et tous autres domaines dépendants de ladite terre et seigneurie, fait émotion de terre, cueilli herbès et fleurs, cassé branches aux arbres, et en chacun desdits lieux fait tous actes possessoires pour bonne et valable possession acquérir ;

Et étant dans la cour dudit chateau de Thouaré, ledit seigneur de la Valtière nous a fait remarquer et avons vu sur la porte d'entrée du vestibule un écusson gravé sur pierre, dans lequel il y a pour armoiries « *d'argent à la bande de gueules chargée de trois croisettes d'or* » ;

Et de là étant allé à l'église paroissiale dudit Thouaré, nous y sommes entrés par la chapelle prohibitive et privative dudit chateau, dont ledit seigneur de la Valtière nous a ouvert une porte donnant dans le jardin dudit chateau ; et y étant entré, il nous a fait remarquer et avons vu sur la pierre de l'autel de ladite chapelle un écusson d'armoiries « *d'argent à la bande de gueules chargée de trois croisettes d'or* », qui est le même que

celui qui est sur la porte du vestibule dudit chateau ;

Avons aussi remarqué dans le vitrail de la dite chapelle un autre écusson partie des armes de la maison d'Escoubleau de Sourdis, et de celle d'Avaugour de Bretagne.

Avons aussi remarqué que la dite chapelle a une fenestre ouverte sur le grand autel de la dite église paroissiale de Thouaré, grillée du côté du chœur et fermant par le dedans de la dite chapelle, laquelle fenestre ledit seigneur de la Valtière a ouverte et fermée.

Et ensuite le dit Seigneur nous a ouvert une porte fermant par le dedans de la dite chapelle et qui donne dans le chœur de la dite église ; dans laquelle étant entré le dit seigneur de la Valtière a pris de l'eau bénite, fait génuflexion devant le grand autel, sonné la cloche, et avons déclaré aux personnes y étant que le dit Seigneur prenait possession de tous droits honorifiques et de préminence, tombe, cave et enfeu prohibitifs dans la dite église paroissiale de Thouaré, dus et appartenant à seigneur Patron, fondateur, patronnages, fondations, présentations et tous autres droits dépendants et appartenant à la dite seigneurie.

Et a le dit Seigneur de la Valtière pris place dans le banc du seigneur de la dite église, sittué dans le chœur du côté de l'Evangile, lequel banc est à queue et accoudoir, et étant dans le chœur de la ditte église, le dit seigneur nous a fait remarquer et nous avons vu dans le grand vitrail du grand autel un écusson d'armoiries qui est « *d'argent à la bande de gueules chargée de 3 croisettes d'or* », qui est le même que nous avons déjà remarqué tant sur la pierre de l'autel de la chapelle privative dudit château que sur la porte du vestibule dudit château.

Et le dit Seigneur nous a fait aussi remarquer et nous avons vu une ceinture funèbre tout autour de la dite église sur laquelle est peint un écusson d'armoiries qui

est « *d'argent au chef de gueule* », qui sont les armes de la maison d'Avaugour.

Et de là nous étant transportés sur les étangs dépendant de la dite seigneurie, le dit seigneur de la Valtière a fait pêcher dedans et dans la rivière de Loire, depuis l'arche Greneau jusques à vis le chêne et vallée d'Aurais, et a le dit seigneur déclaré prendre possession du droit de péage sur la rivière de Loire, et de port et passage au Port de la Chebuetle, conformément à son contrat d'acquisition.

Et de là nous nous sommes transportés dans la maison sise au bourg du dit Thouaré; lieu ordinaire où s'exerce la juridiction de la dite seigneurie, où étant le dit seigneur a pris place dans la chaise où se met ordinairement le juge de la juridiction.

Avons ensuite circuité et cernoyé les landes et communs de la dite seigneurie, toutes les maisons, terres et bois sur lesquels le dit seigneur, à cause de ses fiefs et seigneurie de Thouaré a droit de lods et ventes, et rentes, rachat et autres droits seigneuriaux, et sur les hommes et vassaux haute, moyenne et basse justice, rolles reutiers et hommages, création d'officiers, confections d'inventaires, deshérences, épaves et gallois, et tout autre ferme droit;

Et donné à entendre aux sujets et vassaux qu'avons trouvés que le dit seigneur de la Valtière prenait possession dudit château, terres, fiefs et seigneurie de Thouaré, et de tous les droits en dépendant et y annexés, et qu'ils eussent à le reconnaître pour leur seigneur, lui obéir, et payer ses droits seigneuriaux et faire toutes les obéissances et redevances qu'ils doivent et sont tenus de faire à la dite seigneurie.

Et de là nous avons passé dans l'île dépendante de la seigneurie de Thouaré, située dans la paroisse de Saint-Julien-de-Concelles, où nous avons remué terre, arraché herbes et cassé branches, et fait en chacun et tous les lieux ci-dessus spécifiés tous autres actes possessoires

pour acquérir une bonne et valable possession audit seigneur, en laquelle l'avons mis et enduit sans trouble, opposition, ni empêchements de personne quelconque à notre connaissance.

Fait et rédigé audit château de Thouaré sous le seing dudit seigneur de la Valtière et autres à ce présent, qui ont signé avec nous dits notaires : Joseph Mosnier, A. Chauvin, Boussinneau, Marguerite Prunier, d'Andigné, recteur de Thouaré ; Louis Hardy, procureur fiscal, etc., etc.

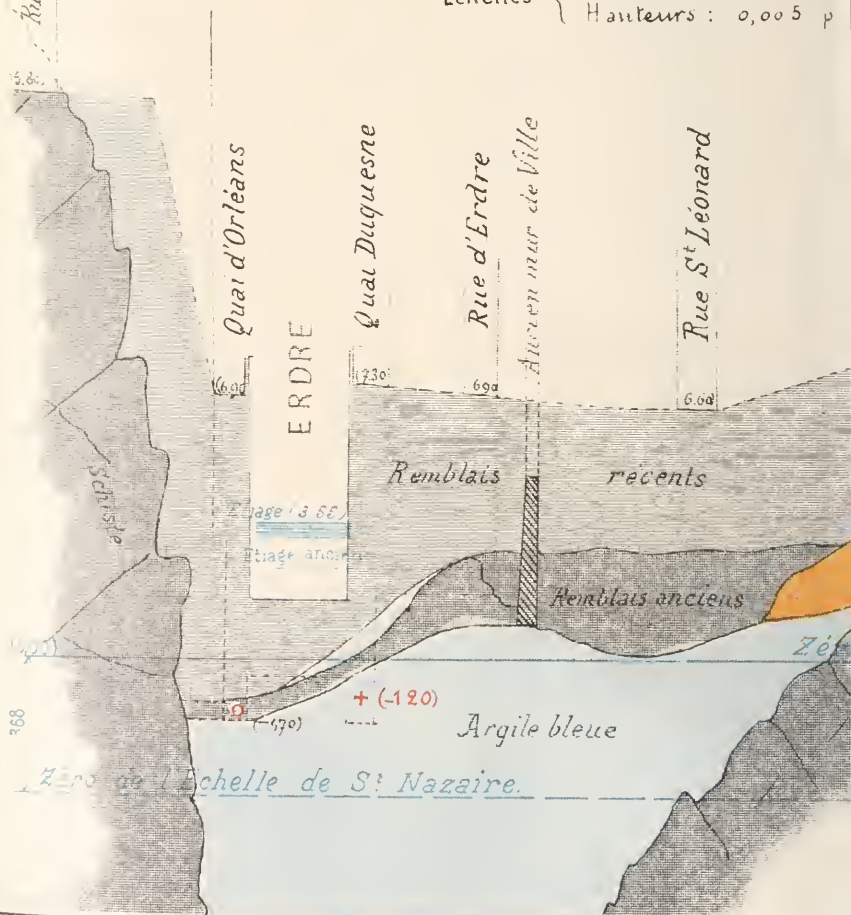
Ces documents qui jettent un jour curieux sur le cérémonial qui accompagna la prise de possession des terres nobles, jusqu'à la Révolution, font partie du chartrier du château de Thouaré. Ils ont été communiqués à la Société Archéologique par notre collègue M. Senot de la Londe, maire de Thouaré, à qui ils avaient été obligeamment confiés par M^{me} de Vienne.

Rue de la Boucharie.

COUPE DE LA VALLÉE

suivant l'axe du siph

Echelles { Longueurs: 0,0005 p.
Hanteurs: 0,005 p



+ Point où ont été trouvées les poteries romaines

Construction du siphon de l'Erdre, place des Petits Murs

Découvertes de poteries romaines

RAPPORT DU SOUS-INGÉNIEUR

Nantes, le 27 Novembre 1907.

L'ouverture de la tranchée pour la construction du siphon de l'Erdre, place des Petits-Murs, a mis à découvert une certaine quantité de fragments de poteries romaines que nous avons soigneusement recueillis et autant que possible réunis par nature d'objet.

Le principal gîte s'est trouvé sous le mur du quai rive gauche de l'Erdre, c'est-à-dire à l'emplacement de la culée de l'ancien pont des Petits-Murs construit en 1808 et démoli en 1828.

Voici la nomenclature des principaux objets trouvés :

1° Une statuette brisée, en terre cuite blanche, représentant une déesse. Cette statuette a été brisée d'un coup de pioche au moment de sa découverte, il ne reste que le buste et le socle.

2° Débris d'un vase de 0,26 de diamètre et 0,15 de hauteur avec bas-reliefs représentant une chasse.

3° Débris d'un vase de 0,16 de diamètre et 0,09 de hauteur avec inscription en relief sur la panse et des bas-reliefs représentant une chasse.

4° Débris d'un vase avec bas-reliefs représentant une chasse.

5° Débris d'un vase ne pouvant s'assembler dont les bas-reliefs représentent une Vénus et Hercule enfant, étranglant des serpents.

6° Débris d'un vase avec figures allégoriques.

7° Débris d'un vase avec figures allégoriques.

8^o Deux assiettes avec inscription.

9^o Différents débris portant des inscriptions.

10^o Deux meules gisantes en lave.

11^o Fragments d'une meule tournante en granit.

Au point de vue historique de la cité nantaise, il est essentiel de préciser la profondeur à laquelle les objets ont été trouvés et les couches géologiques où ils se trouvaient enfermés.

Le nivellement général de la ville et les tranchées déjà ouvertes pour la construction des égouts nous permettent de poser une hypothèse probable de l'état des lieux au moment de l'occupation romaine.

La coupe en travers ci-dessus de la vallée de l'Erdre suivant l'axe du siphon simplifiera beaucoup notre tâche. Sur cette coupe, nous avons figuré les couches géologiques rencontrées.

Le lit de l'Erdre doit se trouver à l'emplacement d'une fracture profonde de rocher : la faille a dû se combler progressivement d'argile bleue charriée par les eaux de la Loire et qui pouvaient facilement décanter en raison du faible courant.

Au moment de l'occupation romaine, la partie la plus profonde de l'Erdre à l'emplacement du siphon avait environ 1^m 70 au-dessus du zéro actuel de la Bourse ; la rive droite devait être escarpée et atteindre une vingtaine de mètres de hauteur.

Sur la rive gauche, au contraire, la rive devait être très peu élevée au-dessus du niveau d'eau. Des marais devaient s'étendre jusqu'à la rue Saint-Léonard. C'est vraisemblablement suivant le tracé de cette rue ou dans son voisinage que fut édifiée l'enceinte romaine, mais nous devons ajouter que jusqu'à ce jour nous n'en avons pas trouvé de trace dans nos travaux. Sur cette rive, le coteau devait ensuite se relever suivant une pente douce jusqu'au cours Saint-Pierre.

Pendant l'occupation romaine, ou au plus tard à la décadence romaine, le marais rive gauche a dû être

en partie comblé avec des débris de toutes sortes provenant de la ville et dont une partie a dû même être entraînée dans le lit de l'Erdre. La couche d'argile bleue déposée pendant les temps préhistoriques fut complètement recouverte.

Au pied de l'escarpement de la rive droite, des tanneries ou industries analogues durent s'établir, car sur la couche d'argile bleue formant le fond ancien du lit, on a trouvé du tan, des cornes et des piquets d'amarage. Une pièce romaine en bronze (Constantin) trouvée dans le tan était admirablement conservée et avait le brillant de l'or, phénomène dû vraisemblablement à la présence des gaz ammoniacaux.

Après l'établissement du pont de la rue des Halles, point où se trouvaient les moulins de la Ville, survint une modification de régime de l'Erdre : un véritable bief fut créé et les moulins devaient fonctionner avec la marée. Le séjour de l'eau de Loire fortement chargée d'argile amena sur la rive gauche, au-dessus des remblais anciens, un nouveau dépôt d'argile bleue de 0,30 à 0,40 d'épaisseur que nous avons repéré sur la coupe ci-jointe. Quel a été le laps de temps nécessaire pour obtenir cette épaisseur ? nous l'ignorons. Des documents de l'histoire de la cité pourraient peut-être le donner.

En 1808 fut bâti le pont dit des Petits-Murs par une Compagnie qui avait obtenu le privilège du péage. Le pont à deux voies, l'une haute, l'autre basse, s'inclina fortement du côté amont ; en 1828 on dut le démolir. Du reste, à cette époque, on construisit les quais et les abords de l'Erdre furent modifiés et remblayés comme on les voit aujourd'hui. De plus, le niveau d'étiage de l'Erdre fut remonté d'environ un mètre, c'est-à-dire au niveau de la retenue de la Chaussée de Barbin.

Les fragments de poteries, statuettes et les meules romaines ont été trouvés au point marqué d'une croix

rouge sur la coupe ci-jointe, à une profondeur de 1,20 environ au-dessous du zéro de la Bourse. Ce fragment et autres objets paraissaient enlisés dans la couche primitive d'argile bleue. La variété des objets trouvés et leur situation font songer à la submersion accidentelle d'une barque à ce point, ou une tranche d'eau de 1^m00 environ devait se maintenir, en supposant bien entendu que le niveau d'étiage de la Loire n'ait pas varié depuis cette époque.

Nous proposons de remettre à la Société Archéologique les objets énumérés ci-dessus, si toutefois elle les juge dignes de figurer dans ses collections.

L. PRIMAULT.

RÉCIT DES ÉVÉNEMENTS

*qui se sont passés au Château de Nantes
dans les derniers mois de 1789*

Par ETIENNE-PIERRE LE TESSIER DE LA POMERIE

Capitaine au Corps Royal du Génie (1)

dont on voit ici l'ex-libris



LE TESSIER DE LA POMERIE
Officier au corps du Génie.

De gueules au mouton passant d'argent, au chef cousu d'azur
chargé de trois étoiles d'argent.

(1) Reproduction textuelle de sa relation manuscrite,
datée de mars 1814 et faisant partie des papiers de famille
de sa petite-fille, Madame C. d'Achon.

Etienne-Pierre Le Tessier de la Pomerie, fils d'Etienne-

Mon fils, ayant entendu quelquefois parler à ta mère de ce que j'ai éprouvé pendant la Révolution, tu me pries de te faire le récit de ces principaux événements et particulièrement de ceux qui me sont personnels. J'y consens autant que ma mémoire pourra me les rappeler depuis 25 ans que commença cette fatale révolution, en 1789.

Je servais alors en Bretagne, chargé de fortifier les côtes et les îles voisines, et résidais au château de Nantes où je m'étais rendu par ordre du Ministre, le 1^{er} mai 1788. Cette date n'est pas indifférente comme tu le verras par ce qui suit. Quelques jours après mon arrivée dans cette place, je reçus une députation de Messieurs de la ville de Nantes pour me prier de consentir à un empiètement sur

Pierre Le Tessier, écuyer, sieur de la Bersière, Fourrier ordinaire des Logis du Roy, né à Saint-Calais (Sarthe), le 9 juillet 1743, Lieutenant en second à l'Ecole de Mézières en 1764, reçu Ingénieur le 1^{er} janvier 1766, Capitaine le 29 septembre 1775, Chef de bataillon le 18 mai 1793, suspendu de ses fonctions le 3 décembre 1793. Il avait été reçu Chevalier de Saint-Louis par M^r de Goyon en janvier 1791, Lieutenant-colonel du génie sous la Restauration, mort le 17 novembre 1819 à la Vieillère, commune de Flée (Sarthe) ; le 24 mai 1797 il avait épousé à Athenay (Sarthe) Renée-Françoise, fille de Jacques-Nicolas Nepveu de Bellefille, ancien Lieutenant de vaisseau, Chevalier de Saint-Louis, dont il eut un fils, Félix Le Tessier de la Pomerie pour lequel a été écrit le récit des événements qui sont ici rapportés.

Celui-ci, né à Château-du-Loir, le 1^{er} avril 1799, mort à Meigné-le-Vicomte (M.-et-L.), le 16 août 1853, après avoir été admis à la Compagnie des Gardes de la porte du Roy (rang de Sous-lieutenant), le 24 août 1814, être passé en cette qualité aux Chasseurs de l'Orne le 28 février 1816, démissionna le 22 juillet 1826 et épousa, en la chapelle du château des Bordes, commune de Pontigné (M.-et-L.), le 13 janvier 1833, Caroline-Louise Jarret de la Mairie, d'une famille de Bretagne, fixée en Anjou et issue des Jarret de la Tousselière, paroisse d'Essé, évêché de Rennes, maintenus d'ancienne extraction à la réformation de 1669.

la contrescarpe de cette forteresse, à l'effet, dit Monsieur le Maire, d'élargir la rue de Prémion qui borde cette contrescarpe et de rendre plus facile la communication de la ville au faubourg de Richebourg, assez considérable, rempli surtout de plusieurs grandes raffineries de sucre.

Je répondis à ces Messieurs qu'il ne m'appartenait pas de décider d'une pareille concession ; mais voulant entrer dans leurs vues, je les priai de me donner leur demande par écrit avec le plan du terrain qu'ils désiraient obtenir, et leur promis de les adresser au Ministre avec les apostilles les plus favorables, autant que les intérêts du Roi n'y seraient point compromis.

Ces Messieurs, en effet, m'envoyèrent quelques mois après leur mémoire et leur plan que j'adressai au Ministre avec les observations qu'il était de mon devoir d'y faire.

Sur la fin de la même année, il y eut en Bretagne, comme dans toutes les provinces du Royaume, des assemblées fort orageuses et même sanglantes, pour la nomination des députés aux Etats généraux dont l'ouverture se fit solennellement à Versailles le 4 mai 1789.

Bientôt la prétention du Tiers-Etat, de donner au Royaume une constitution par laquelle l'autorité du Roi devait être restreinte et presque anéantie, exaspéra tellement les esprits que la révolution éclata à Paris, le 14 Juillet, par la prise de la Bastille dont le gouverneur et quelques vétérans de la garnison furent entraînés jusque sur les marches de l'Hôtel de Ville où ils furent massacrés et leurs têtes portées au bout des piques par toutes les rues avec des cris de vrais cannibales ; et c'étaient des Français, ô mon fils !

Cette fureur s'étendit dans tout le Royaume avec la rapidité de l'éclair ; il n'y eut aucune province dont on eut des relations les plus sinistres ; on ne parlait que d'outrages et de meurtres commis contre ceux qui, par leur rang ou leur état, étaient naturellement les soutiens du Trône : on brûlait les châteaux en ajoutant à ces horreurs une équivoque atroce : *que la France avait besoin*

d'être éclairée, mot féroce d'un des premiers meneurs de la révolution.

Je parcours rapidement tous ces faits trop connus pour m'étendre davantage sur ceux que tu désires connaître plus particulièrement. Je ne dois pourtant pas passer sous silence la cruelle catastrophe de M. de SAVONNIÈRES (1), beau-père de ton oncle du même nom, qui fut blessé à mort dans l'incursion que fit à Versailles le peuple de Paris les 5 et 6 octobre 1789, ayant été atteint d'une balle en défendant l'accès des appartements où ces scélérats voulaient pénétrer et où ils pénétrèrent à la fin, malgré toute la résistance possible des gardes du corps qu'il commandait et dont plusieurs furent, comme lui, victimes de leur glorieux dévouement. Ces furieux, conduits par les suppôts de la faction d'Orléans, dont les principaux étaient déguisés en femme, cherchaient particulièrement la Reine qui s'était heureusement sauvée quelques instants avant qu'ils entrassent dans sa chambre à coucher, où ils trouvèrent son lit encore tout chaud, et, désespérés d'avoir manqué leur coup, ils vomirent mille imprécations contre Sa Majesté.

Les choses étaient en cet état, et toutes les autorités civiles et militaires désorganisées dans tout le Royaume, Messieurs de la vile de Nantes crurent pouvoir profiter du désordre général pour s'appropriier le terrain qu'ils avaient demandé, en sujets soumis, l'année précédente ;

(1) Timoléon-Madelon-François, marquis de la Savonnière, officier des gardes du corps du Roy, convalescent de la blessure qu'il reçut le 5 octobre dernier, est mort d'une fluxion de poitrine à Versailles le 9 février.

Le corps municipal de Versailles, les officiers et gardes-nationaux, les officiers et soldats du régiment de Flandre, les officiers et soldats des gardes suisses, les officiers et chasseurs de Lorraine, et un grand concours d'habitans se sont trouvés à ce convoi.

Mercur de France n° 8, samedi 20 février 1790.

en conséquence, dès la fin de ce même mois d'*octobre*, ils commencèrent à faire travailler à la communication directe entre la ville et le faubourg dont j'ai parlé plus haut. Je leur témoignai par écrit ma surprise sur ce travail fait sans autorisation sur le terrain du Roi. Ne recevant point de réponse, j'allais à une de leurs séances et leur dis que je venais moi-même chercher réponse à la lettre que j'avais eu l'honneur de leur écrire. Ces Messieurs essayèrent de me persuader que ce travail, si utile à la ville et au faubourg, ne pouvait nuire au château, que d'ailleurs ayant fait leur demande depuis plus d'un an dans les formes convenables, et la cour ne s'opposant nulle part à ce qui pouvait nuire aux grandes cités, ils s'étaient autorisés à mettre la main à l'œuvre pour la satisfaction de tous les citoyens qui désiraient depuis longtemps cette communication pour l'avantage du commerce, Je répliquai que leur vues bienfaisantes pour leurs concitoyens ne les autorisaient pas à disposer du terrain du Roi et je les quittai en les conjurant de retirer leurs ouvriers.

L'ouvrage fut en effet suspendu pendant quelques jours au bout desquels les ouvriers ayant demandé du travail furent remis au même atelier. Je réclamai de nouveau contre cette récidive et, faute de réponse, je retournai encore à une de leurs assemblées ; je leur dis que j'avais différé de rendre compte à la cour par déférence et par considération, et n'ayant point été satisfait de leur réponse, je me vis forcé de protester fermement contre leur entreprise comme attentatoire à l'autorité du Roi. L'ouvrage continua néanmoins; et un jour que je m'étais porté sur les lieux pour l'examiner de plus près, en rentrant au château par la porte du secours dont l'arrivée est en contrepente, je me sentis froissé d'une roue d'affût qui alla donner dans un des piliers de la porte et le fracassa rudement, ce qui me fit juger que si cette roue m'eût approché de quelques pouces plus près, j'en aurais été à coup sûr écrasé. Je n'y pensai plus que comme un danger passé et que j'attribuai uniquement à une inno-

cente maladresse ; j'ai su depuis que cette maladresse n'était point aussi innocente que je l'avais pensé. Tu me demanderas peut être, mon fils, d'où pouvait venir cette roue d'affût, puisque je venais de voir des gens qui ne remuaient que de la terre ; mais ces travailleurs étaient tout près d'une esplanade où les canonniers du château faisaient leur exercice ; je ne t'en dis que cela dans ce moment pour ne point interrompre mon récit.

Continuons donc. L'ouvrage en question fut enfin arrêté après plusieurs représentations de ma part à la municipalité avec laquelle ma correspondance était devenue fort active, tellement, qu'il s'était répandu dans la ville que j'avais insulté les magistrats jusqu'à les traiter de *cohue*. Ce bruit s'accréditant de plus en plus, je crus devoir le désavouer par les papiers publics ; mais je ne trouvai aucun journaliste qui voulut insérer mon désaveu dans ses feuilles. Je fus obligé de l'écrire moi-même et d'en faire faire plusieurs copies à la main que mes amis répandirent dans les cafés et dans les spectacles. Ce moyen me réussit ; mon écrit paru si franc et si vraisemblable que la rumeur se calma.

Cette tranquillité avait duré environ trois semaines, lorsque le 23 décembre, il se présenta chez moi une multitude d'hommes munis de pelles et de pioches, ayant à leur tête un riche raffineur de Richebourg, M. Gaudin, en habit de garde nationale, qui me dit que le peuple était fort alarmé des poudres qu'on lui avait dénoncées être renfermées tant dans mon logement que dans les parapets qui l'environnaient et qu'il avait ordre d'en faire la recherche, et lui ayant demandé l'exhibition de cet ordre, il me répondit qu'il le tenait du *Souverain* qui était là présent et à qui tout devait obéir. Je lui en imposai pourtant assez pour le faire rétrograder en lui montrant, en dehors de ma porte, une autre porte qui était celle du chemin des rondes que je lui fis ouvrir pour y faire passer son monde sans passer par chez moi. Il eût bientôt distribué sa troupe le long du rempart en

commandant de *chercher les poudres*. C'était le signal de la destruction. Quelques moments après, je retournai vers lui pour lui représenter l'absurdité qu'il y avait à croire qu'il y eut des poudres dans l'épaisseur des murailles; il ne me répondit que par des airs menaçants en me récidivant les ordres du Souverain. Je fus donc obligé de rentrer chez moi d'où je voyais avec une espèce de rage les progrès rapides d'un ouvrage destructeur.

Ne sachant quel parti prendre pour arrêter le désordre, je me décidai à informer le Corps de Ville de ce qui se passait au château et demandai pour le soir même une assemblée à laquelle je me rendrais dès que j'en aurais la liberté, c'est-à-dire aussitôt que les malfaiteurs se seraient retirés; mais ils ne s'y disposaient guère. On leur apportait à manger et à boire, principalement de l'eau-de-vie; il fut même question de se précautionner de flambeaux pour prolonger l'ouvrage dans la nuit. Heureusement qu'un homme sage, qu'on me dit être l'architecte de la ville, et qui avait de l'ascendant sur eux, vint leur dire que l'ouvrage irait trop lentement pendant la nuit et qu'il valait bien mieux revenir le lendemain de bonne heure. Ils se retirèrent donc, et moi je me rendis à l'Hôtel de Ville où je ne parvins qu'à travers une foule immense. J'étais attendu. Je fis le récit des excès de la journée et, lorsque je commençai, le Sr Gaudin, comme le chef des malfaiteurs, qui les animait à la destruction, sortit de la foule et prit la parole avec la plus grande audace, s'applaudissant de coopérer à un ouvrage aussi utile à ses concitoyens et ajoutant qu'il n'y aurait jamais de sûreté pour la ville tant que le château subsisterait. Je demandai aussitôt la répression d'un propos aussi séditieux. Il se porta alors à la plus grande arrogance et entraîna dans son opinion plusieurs membres de l'assemblée dont un, nommé M. Drouin de Parcé, affectant de l'inquiétude pour ma sûreté, opina que je fusse retenu dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville. Je m'élevai contre cette mesure que je regardais comme un attentat à ma liberté. Alors M. de

Kervégan, maire, homme très sage, crut devoir délibérer sur cette proposition et me pria de passer dans la chambre du Conseil pendant cette délibération, ce que je fis en protestant sur la délibération même, et ce ne fut qu'après une longue demi-heure que je rentrai dans la salle où le Maire m'annonça que j'étais libre de retourner au château. Je répondis que je n'avais pas moins attendu d'une assemblée aussi sage. Il ajouta que l'assemblée avait décidé en même temps de demander au Ministre mon changement de résidence pour ma tranquillité. Je répliquai que j'écrirais de mon côté, et peu de temps après je reçus une lettre de Sa Majesté Louis XVI qu'il faisait écrire par son Ministre de la Guerre, M. de la Tour du Pin, *pour me témoigner sa satisfaction de la conduite que j'avais tenue à l'attaque du château de Nantes par le peuple, où j'avais couru un grand danger. Sa Majesté, par son extrême bonté, m'autorisait à quitter ma résidence, dès que je le jugeais nécessaire à ma sûreté, ne voulant pas, ajoutait Sa Majesté, que la vie d'un si bon et si fidèle serviteur fut plus longtemps exposée.*

C'est cette lettre, si honorable et si touchante, que je regrette tant ; c'est la perte la plus sensible que j'aie faite dans l'incendie de Château-du-Loir où mes meubles, mes livres, tableaux et estampes, mes papiers les plus précieux, toute ma fortune nobiliaire, furent réduits en cendre dans la nuit du 16 au 17 mars 1797.

Ma réponse à cette précédente lettre fut de prier le Ministre de mettre ma reconnaissance aux pieds du Roi et je lui dis que je pensais qu'il était nécessaire que je restasse encore de crainte que ma retraite trop prompte ne donnât encore plus d'audace à entreprendre contre les intérêts de S. M. Je tins donc bon, sans rien braver, pensant que ma présence en imposait aux plus audacieux. Ce ne fut qu'au mois de mai 1791, c'est-à-dire 17 mois après, que j'allai à Rochefort après avoir été fait chevalier de Saint-Louis au mois de janvier précédent par

M. de Goyon, commandant dans la province, auquel le Roi en donna la commission. (1)

Copie de la lettre écrite par M. le Ministre de la Guerre à M. de la Pomerie, Capitaine du Génie, employé au château de Nantes : (2)

Paris, 10 janvier, 1790.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez écrite le 27 du mois dernier pour me faire part de la violence qui a été exercée à votre égard par une troupe de gens qui se sont efforcés de détruire une partie de la fortification du château de Nantes ; vous ne pouviez mieux faire que d'en porter les plaintes à la municipalité, et le Roi est satisfait de la conduite que vous avez tenue en cette occasion, où vous avez en effet couru risque de la vie. Dans cette circonstance, Sa Majesté a jugé qu'il était convenable de vous mettre à portée de quitter votre résidence jusqu'au 1^{er} mai, si vous le jugez nécessaire à votre santé. Je dois, au surplus, vous prévenir qu'il ne m'est revenu aucune plainte de la Municipalité pour ce qui vous concerne.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très-obéissant serviteur.

(Signé : LA TOUR DU PIN).

(1) Archives d'Ille-et-Vilaine (C. 967).

En 1789. Comptes présentés par M^r de la Pomerie pour réparer quatre salles du Gouvernement du château de Nantes, pour les remettre en beaucoup meilleur état qu'elles ne l'étaient lorsque suivant les ordres du Prince de Montbarey et du Maréchal de Ségur, ministres de la guerre, elles furent cédées à l'artillerie pour y déposer les effets du Roi.

Idem, C. 998 à 1004.

Dans la liasse 1004 sont les toisés généraux faits par MM. Le Tessier de la Pomerie, Capitaine du Génie et le Chevalier de Palys, Lieutenant-Colonel du même Corps, chargés l'un et l'autre des fortifications de Nantes.

(2) Archives de Madame C. d'Achon.

Nous soussigné, chef de bataillon au corps royal du Génie, Ingénieur en chef à Nantes et arrondissement, certifions l'exactitude de la copie ci-dessus de la lettre, écrite le 10 janvier 1790 à Monsieur de la Pomerie par Monsieur de la Tour du Pin, Ministre de la Guerre, *telle qu'elle se trouve* inscrite sur le registre de correspondance déposé dans les archives du Génie militaire de la place de Nantes

Cette lettre du Ministre était en réponse à celle par laquelle Monsieur de la Pomerie lui rendait compte des désordres commis au château de Nantes par une troupe de factieux qui voulaient le détruire, ce à quoi ils seraient sans doute parvenus sans l'honorable et courageuse opposition qu'y mit Monsieur de la Pomerie dont la liberté et la vie même furent compromises dans cette circonstance, faits qui se trouvent suffisamment constatés par sa correspondance avec les autorités locales, les généraux, le Ministre de la Guerre et le Président de l'Assemblée Nationale.

Nantes, le 15 avril 1818.

(Signé : M^el CHAIGNEAU).

Le Colonel de SABREVOIS au château de Nantes

Une procuration reçue le 10 décembre 1788 par Bertrand et Moricet, notaires à Nantes, constate qu'à cette date, Messire Jacques-Henry de SABREVOIS, chevalier, seigneur des fiefs de la Grand-Maison, Melleray, Orlu Bissay (Beauce), chevalier de Saint-Louis, était colonel au corps royal du Génie, Directeur du dit corps au département de Nantes.

Il n'a pas paru sans intérêt de recueillir quelques détails sur ce qui le concernait et les événements auxquels il avait pris part pendant son séjour au château de Nantes. Il est né le 10 décembre 1727 à Trancrainville (Eure-et-Loir), il était fils de Jacques-Henri de Sabrevois, écuyer, sieur de Villier, Champgirault, et de Marie-Jacine Le Grand de la Boulais, veuve de Jean-Baptiste de la Grange, brigadier de la 1^{re} compagnie des Mousquetaires.

Il épousa à Strasbourg Demoiselle Ève-Catherine Hesse et mourut à Orléans le 14 novembre 1799.

Dans une lettre écrite à Versailles le 3 juin 1799, le Prince de Montbarrey, Ministre de la Guerre, le qualifie chef de brigade au corps royal à Nantes et lui annonce que la commission de Lieutenant-colonel lui sera incessamment adressée. On voit par une lettre datée de Paris le 1^{er} juin 1784 que la veille il avait été promu à la dignité de Directeur de l'artillerie à Nantes, M. de la Geneste passant à la direction de Sedan. Le 11 vendémiaire an V (12 septembre 1796), il avait été autorisé par le Directoire à prendre sa retraite en qualité de Général de brigade avec une pension de 6.000 livres, réduite provisoirement à 3.000, pour récompense de 56 ans, cinq mois, 20 jours de service, y compris 9 campagnes.

J.-H. de Sabrevois était à Nantes dès avant le 10 septembre 1777, date à laquelle le Général de Gribauval (1) lui écrit de Bovelles (Somme) : « Les avantages détaillés dans votre lettre (2) du 2 de ce mois ne me paraissent pas suffisants pour que je propose au Ministre, surtout actuellement, l'établissement d'un arsenal à Cosme, encore moins d'y fixer tout à l'heure la compagnie de Cussy. Elle se trouverait dans l'impossibilité de satisfaire à un des principaux objets pour lesquels on l'a fait passer à Nantes, qui est d'aller, en cas de besoin, dans les différentes places sur les côtes de l'Océan, dont elle est à portée, mettre en bon état les affûts et ustensiles reconnus pouvoir être réparés ; en cas d'assemblée de troupes sur la côte, il faut avoir des ouvriers avec l'équipage. »

(1) Gribauval (Jules-Baptiste VAQUETTE de), célèbre ingénieur et général d'artillerie, né à Amiens en 1715, mort à Paris en 1789.

(2) Les renseignements recueillis sur le général de Sabrevois et sa correspondance sont extraits des archives de son arrière-petit-fils, Henri d'Achon, château de Montrevan, Chaumont-sur-Tharonne (Loir-et-Cher).

Le même : Paris, 29 décembre 1777. »

« Je n'ai point connaissance que MM. de Cussy et de Mommereuil aient fait à Nantes aucune découverte pour du fer ou du bois propres à nos travaux.

Le même, Paris, 25 février 1778 :

« On a écrit à M. de Brancas pour qu'il se procure, si c'est possible, l'augmentation d'emplacement demandé et même un logement pour vous, et à cet effet on a marqué à l'ingénieur qui est à Nantes de reconnaître les logements occupés par des particuliers qui pourraient convenir à l'établissement de la compagnie de Cussy. Quant aux arbres de la petite place du château, on va se consulter avec les fortifications pour faire exécuter l'ordre qu'on dit avoir été donné de les abattre pour être employés aux travaux. »

Le même, du camp, près Bayeux, 25 septembre 1778 :

« J'ai vu avec beaucoup de plaisir les plans que vous m'adressez de votre établissement au château de Nantes ; je verrai, lors de mon retour à Paris, ce qu'il sera possible de faire par rapport à l'écurie qui incommode vos ouvriers en bois. »

M. de Sabrevois, Chef de Brigade au Corps royal à Nantes.

A Versailles, le 3 Juin 1779.

Je vous donne avis, Monsieur, que le Roy vient de vous nommer à l'emploi de Sous-Directeur de l'Artillerie vacant à Douay par la promotion de M. Dorbay à la Direction du même département, vous n'en irés cependant pas prendre possession dans ce moment cy, l'intention de Sa Majesté est que vous continuée jusqu'à nouvel ordre de diriger les détails de l'Arcenal de construction établi à Nantes.

Votre Commission de Lieutenant-Colonel vous sera incessamment adressée.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Prince DE MONTBAREY.

Enregistré au Greffe de la Ville de Douay, le dix janvier mil sept cent quatre-vingt-deux, témoin : BERNARD.

A Paris, le 6 Juillet 1782.

J'ai reçu, mon cher Sabrevois, la lettre par laquelle vous offrés de construire à l'Arsenal de Nantes, des affuts pour la Marine. Je viens de l'adresser au Ministre, en le priant de vous marquer directement ce qu'il pense de votre proposition.

Vous connaissez les sentiments d'attachement et d'amitié avec lesquels je suis, mon cher Sabrevois, votre très humble et très obéissant serviteur.

GRIBEAUVAL.

M. de Sabrevois.

A Paris, le 11 Juin 1784.

J'ai reçu, mon cher Sabrevois, la lettre que vous m'avez écrite, avec la copie de celle que vous avés reçue du Ministre, relativement au magasin à construire au château de Nantes. J'ai vu aussi la réponse que vous avés faite à M. le Maréchal de Ségur, par rapport aux reflexions faites par les Officiers du Génie, concernant l'usage des matériaux provenant de la démolition de la Tour cottée 7. Vous devés être atuellement satisfait à cet égard, et je présume que la construction du magasin dont il s'agit, n'éprouvera plus aucune difficulté.

Je suis avec amitié, mon cher Sabrevois, votre très humble et très obéissant serviteur.

GRIBEAUVAL.

M. de Sabrevois.

A Bovelles (Somme), le 30 Septembre 1784.

J'ai reçu, mon cher Sabrevois, les coupes que vous m'avez adressées, de la charpente que vous vous proposez d'établir sur le magasin que vous faites construire au château de Nantes. J'attends incessamment M. le Cher de Barberin, nous l'examinerons ensemble, et j'aurai soin de vous faire part du résultat de cet examen.

Je suis avec amitié, mon cher Sabrevois, votre très humble et très obéissant serviteur.

GRIBEAUVAL.

Nantes, 13 Prairial, an IV.

Au Général de Sabrevois.

Mon Général,

J'ai reçu de Chalois 1634 livres en assignats : le procureur a dit qu'on ne pouvait les refuser suivant la loi...

Je crois cette malheureuse guerre bientôt terminée ; l'on a mis notre malheureuse ville hors d'état de siège. Les chouans sont aux abois. Ils rendent les armes de toute part. La finance remplace la guerre. Les rescptions sont à 90 livres de perte par cent.... Le citoyen Chalois à qui j'ai donné une quittance provisoire vous prie de lui en envoyer une autre. Il doit vous payer un autre terme à la Saint-Jean ; je pense que la monnaie sera un peu meilleure ; il ne pourra pas trouver moyen de s'acquitter à si bon marché.

Signé : LE BLANC.



M. Alfred DE VEILLECH ZE

NECROLOGIE

M. ALFRED DE LA VEILLECHÈZE

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Monsieur Alfred de Veillechêze était né le 8 septembre 1827, au Pallet, où son père, M. René de Veillechêze, exerçait la médecine. Les souvenirs laissés par son père dans ce petit pays dont il fut maire et conseiller général pendant 31 ans ne sont pas encore éteints et la croix de la Légion d'honneur fut la juste récompense de cette vie toute de travail et de sacrifice.

Après avoir reçu les premières leçons de français et de latin de l'abbé Foulon, alors vicaire au Pellerin, et l'ami intime de notre éminent Président M^{gr} Fournier, Alfred de Veillechêze entra au Lycée de Nantes. Reçu bachelier, il songea à embrasser la carrière médicale vers laquelle le portaient ses goûts et l'exemple de son père; mais, pour des raisons personnelles qui font le plus grand honneur à son caractère et à son cœur, il renonça à ses projets et entra comme surnuméraire dans la Douane, le 2 mars 1844. Il avait 19 ans. Après un séjour de quelques mois à Pont-d'Armes, il fut envoyé au Croisic. C'est là qu'il entra en relations avec les vieilles familles croisicaises dont il devait parler plus tard dans « *Vieux Logis et Vieilles Gens* ».

Revenu à Nantes en 1855, il s'y maria, et malgré les offres avantageuses d'avancement qui lui furent faites, il voulut rester près des siens. En 1881, il prit sa retraite après 30 années de bons et de loyaux services.

Ceux qui l'ont connu alors vous diront ce qu'il a été pendant sa carrière administrative. D'un caractère facile, généreux et bon, s'oubliant lui-même pour être utile aux autres, d'une délicatesse extrême, il savait égayer ses collègues par ses bons mots, ses chansons, frappés au coin du meilleur esprit. Quelques-uns de ses anciens

camarades possèdent de lui des lettres qui méritent d'être publiées.

Entré dans notre Société en 1887, il s'était fait une place à part par ses études très documentées sur des personnalités intéressantes mais peu connues de la Vendée militaire. M^{me} de Buckley, M^{me} de la Rochefoucauld. Dans ses mémoires, écrits d'une plume alerte et spirituelle, il aimait encore à décrire les vieux monuments encore debouts dans le pays où il était né ou dans celui où il avait fait ses premières armes. Les chapelles du Murier, du Crucifix, de Saint-Goustan au Croisie, de Bethléem en Saint-Jean-de-Boiseau, d'Indre, etc.

Esprit très orné et causeur érudit et charmant, il s'était acquis de vives et solides sympathies. « On appréciait, ainsi
« que l'écrivait le lendemain de sa mort un de nos collègues qui désire garder l'anonyme et auquel j'emprunte
« plusieurs passages de cette notice nécrologique, en cet
« aimable vieillard, presque notre doyen, le savoir uni à
« la modestie et à la bonté. D'une courtoisie d'un autre
« âge, il avait gardé du passé cette distinction d'allure et
« cette aménité de manières qui se traduisaient par l'accueil et le mot gracieux pour chacun. »

Il assistait encore, le mardi 10 mars 1908, à notre dernière réunion où il se faisait une joie de présenter un de ses vieux amis, M. Leroux, dont il devait lire le travail sur le *Château d'Heinleix-Rohan*, canton de Saint-Nazaire.

La mort est venu soudainement le frapper le lendemain. Son excessive modestie n'a pas voulu que sur sa tombe je prenne la parole pour dire les regrets de tous et le vide immense que laissera au sein de notre Société sa disparition si brusque et si inattendue.

De notre comité il fut longtemps et toujours le guide éclairé et le conseiller écouté. Aussi est-ce avec une émotion sincère qu'au nom de vous tous, mes chers collègues, je salue sa chère mémoire.

A. DORTÉL,
Président.

NOTICE NÉCROLOGIQUE

SUR

M. de LAUBRIÈRE

Membre titulaire de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure

Louis-Marie-Désiré Briant de Laubrière naquit à Brest, le 1^{er} septembre 1816 ; son père, commandant d'artillerie, étant devenu veuf après quelques années de mariage, fut obligé de le mettre interne successivement dans les collèges de Lorient et de Quimper, où il fit de très bonnes études, et l'envoya à Paris pour passer son baccalauréat. Une fois établi dans la capitale, il fit son droit et parut un moment se diriger du côté de la carrière administrative. Il entra comme surnuméraire au Ministère de l'Intérieur sans s'y attacher. La vie mondaine, si pleine de succès pour lui, entraînait le jeune homme, ami des arts, bon musicien et aimable causeur ; cependant les bibliothèques et les archives ne lui faisaient pas peur. Il eut l'occasion d'y pénétrer pour se renseigner sur ses ancêtres ; son esprit curieux y trouva tant de choses nouvelles et attachantes qu'il y revint fréquemment pour compiler tout ce que les anciens généalogistes officiels avaient amassé de titres sur les familles bretonnes. Ses amis le voyant si abondamment documenté l'engagèrent à publier un armorial de Bretagne qui parut en 1844 et qui, encore aujourd'hui, est recherché des collectionneurs.

M. de Laubrière s'aperçut bien vite que son livre était un essai susceptible de longs développements et qu'il ne pouvait contenter ses compatriotes sans continuer son enquête. Il interrogea les érudits et entreprit des recherches jusqu'à Nantes, dans le fonds de la Chambre des Comptes, où il rencontra, à défaut de montres et de cahiers de réformation de la Noblesse, des registres de réformation de feux qui lui donnèrent des listes de noms inattendues, remontant au xv^e siècle. M. de la Borderie, présent, fut lui-même surpris de la trouvaille.

Encouragé par ce succès, notre confrère continua de rassembler des notes dans les collections de Paris, pour publier une seconde édition de son armorial considérablement augmentée. Il allait commencer, lorsque son ami, M. Pol de Courey, avec lequel il était en correspondance fréquente, lui écrivit qu'il avait le désir de publier un armorial breton. Avec le plus rare désintéressement, M. de Laubrière abandonna son projet, donna toutes ses notes à son ami et consentit à lui servir de correspondant à Paris pour l'éclairer sur tous les points douteux. La correspondance qui fut échangée à ce propos est conservée en grande partie, elle témoigne que, de 1845 à 1854, notre confrère n'a cessé de collaborer à la publication de son ami, sans autre ambition que de doter son pays d'un bon répertoire. Il aurait pu légitimement réclamer une place sur la couverture du livre, il se contenta d'une phrase de remerciements dans l'introduction. On ne pouvait être plus modeste.

M. de Laubrière était, en effet, un ennemi du bruit et de la réclame ; il aimait la Science et l'Art pour les jouissances intimes que ces deux muses procurent. Je pourrais aussi m'étendre longuement sur son amour pour les livres, les curiosités littéraires et les belles reliures, car il aimait à se délasser en visitant les rayons de sa bibliothèque dans laquelle on compta un moment jusqu'à 20.000 volumes.

La science même, sous des apparences austères, excitait sa curiosité et le captivait jusqu'à ce qu'il connut tous ses secrets. Le hasard le mit un jour en présence d'une poche de fossiles variés et, de suite, il voulut les classer. En peu de temps, il devint un ami fervent de la géologie et de la conchyologie, deux sciences qui l'absorbèrent pendant vingt-cinq ans et dont il propagea le goût autour de lui, tant son ardeur était communicative. Ses explorations avaient lieu dans le bassin de Paris.

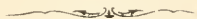
Malgré les charmes nombreux qui le retinrent une partie de sa vie sur la terre champenoise, il conservait au fond du cœur l'amour de la patrie bretonne. Nantes l'attirait. Il s'y fixa et s'empressa de se faire inscrire au nombre des membres de la Société archéologique, au temps de la présidence de M. de la Nicollière. Sa santé ne lui permettait pas d'assister à toutes nos séances, mais il suivait avec attention nos tra-

vaux et lisait assiduellement nos bulletins. Plus d'une fois, on le vit courir avec son allure jeune et gaie jusqu'aux archives pour y prendre une note qui manquait à la généalogie de sa famille. Les siens ne l'ont jamais vu inoccupé. Quand il ne soignait pas les fleurs de son jardin, il travaillait à la reliure de ses livres ou écoutait une lecture qu'une affection filiale lui réservait pour sa récréation, ou bien encore il classait ses innombrables cartes postales. Même au bord de la mer, il trouvait moyen d'augmenter ses collections de silex taillés par ses propres recherches, à l'âge de 90 ans. Aucune existence n'a été mieux remplie et plus honorablement conduite.

Saluons donc avec vénération cette belle vie qui est venue s'éteindre parmi nous en nous laissant l'exemple d'un attachement peu commun au culte de la science et le spectacle d'une fin embellie par les espérances chrétiennes.

Nos sympathies iront consoler, je l'espère, les deux âmes brisées qu'il a laissées dans la plus profonde douleur.

LÉON MAITRE.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE NANTES

ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1908

TOME QUARANTE-NEUVIÈME

2^e SEMESTRE



NANTES

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

1909

BUREAU

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES

ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. ALCIDE DORTEL, O. I. 	Président.
ALCIDE LEROUX	} Vice-présidents.
le baron GAETAN DE WISMES	
Docteur GEORGES HALGAN	} Secrétaires généraux.
JOSEPH NAU	
JOSEPH ANGOT	} Secrétaires du Comité.
JOSEPH HOUDET	
ÉDOUARD PIED, O. I. 	Trésorier.
RAYMOND POUVREAU	Trésorier-adjoint.
PAUL SOULLARD	} Bibliothécaires-archivistes.
VICTOR LAGRÉE, O. 	

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents (1)

MM. le marquis DE BREMOND D'ARS MIGRÉ,  (1884-1886 et 1899-1901).
LÉON MAITRE, O. I.  (1902-1904); le baron DE WISMES (1905-1907).

MEMBRES ÉLUS

MM. CHAILLOU, O. I. 	} Sortants en 1908.
SENOT DE LA LONDE	
CLAUDE DE MONTI DE REZÉ	
CAILLÉ	} Sortants en 1909.
LUDOVIC CORMERAIS	
le chanoine DURVILLE, O. A. 	
le comte DE BERTHOU	} Sortants en 1910.
BLANCHARD, O. I. 	
TRÉMANT	

(1) Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862),
† 4 juillet 1865; — le vicomte SIOCH'AN DE KERSABIEC (1863-1868),
† 28 novembre 1897; — le chanoine CAHOUR, O. A.  (1869-1871),
† 7 septembre 1901; — l'intendant GALLES, O.  (1872-1874), † 11
août 1891; — MARIONNEAU,  O. I.  (1875-1877), † 13 septembre 1896;
— le baron DE WISMES (1878-1880), † 5 janvier 1887, — le vicomte DE
LA LAURENCIE,  (1881-1883); — LE MEIGNEN, O. A.  (1887-1889
et 1896-1898), † 22 septembre 1905; — le marquis DE DION, 
(1890-1892), † 26 avril 1901; — DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, O. A. 
(1892-1895), † 17 juin 1900.

EXTRAITS

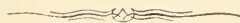
Des procès-verbaux des Séances



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

Manoir de la Touche



SÉANCE DU MARDI 13 OCTOBRE 1908

Présidence de M. DORTEL, président.

Étaient présents : M. l'abbé BRAULT, MM. BASTARD, CAILLÊ, DORTEL, FURRET, D^r HALGAN, Commandant LAGRÊE. LEROUX, MAITRE, OUVRARD, POUVREAU, RENARD, RINGEVAL, SOULLARD, TRÉMANT, VINCENT, Baron de WISMES, Baron GAËTAN de WISMES.

M. LE PRÉSIDENT exhibe un plan en couleur de la ville de Nantes, extrait vraisemblablement d'un atlas anglais. Ce document présente quelques inexactitudes de détails, mais est intéressant par son relief et son coloris.

Jacques Forestier et les débuts de l'insurrection en 1793 à la Gaubretière. Tel est le titre du travail dû à la plume de M. Paul LEGRAND et offert par l'auteur à notre Société.

FORESTIER, né à la Pommeraye, organisa, après les revers des Vendéens sur la Loire, les bandes de chouans qui devaient tenir tête à Hoche. Il était lieutenant de Georges Cadoudal quand la pacification de la Vendée l'exila à Londres.

M. Marcel RACINEUX, présenté par M. l'abbé BRAULT et M. Joseph ANGOT, est agréé comme membre titulaire et conquiert l'unanimité des suffrages.

Le baron Gaëtan de WISMES rapporte qu'il prit part aux travaux du Congrès de l'Association bretonne, tenu cet été à Fougères. Cette vieille cité bretonne, curieuse à plus d'un titre, a conservé en grande partie ses fortifications du xve siècle. Le château, datant dans son ensemble du xire siècle, est une des plus belles ruines féodales de la Bretagne. Il a perdu son donjon, rasé en 1630, mais il est encore garni de treize tours d'imposant aspect.

Le Congrès organisa une excursion au Mont-St-Michel, à laquelle le baron Gaëtan de WISMES participa.

Grâce à l'aimable entremise de M. LEFAS, député de Fougères, les congressistes purent visiter les fouilles récemment faites au célèbre mont. La légende rapportait que saint Aubert, évêque d'Avranches, dédia à saint Michel une chapelle qu'il avait fait creuser dans le granit du mont Tumba. Une grande marée, engloutissant la forêt de Scissey, qui l'entourait, fit une île de ce mont, désormais connu sous le nom de mont Saint-Michel ou Saint-Michel au péril de la mer. C'est cette chapelle, longue de dix mètres et large de six, que de récentes fouilles ont mise à découvert. Un mur démolí a permis de trouver le dortoir des moines du xie siècle. L'architecte a également dégagé des bases d'arcades, fait d'une réelle importance, car il permet d'attribuer à la fameuse tapisserie de la reine Mathilde, sur laquelle ces arcades figurent, l'importance d'un document,

M. Paul EUDEL, qui a souvent consacré à notre contrée d'importants travaux, offre à la Société d'archéologie les prémices de ses Notes sur Nantes en 1792. Il s'appuie sur un de ces petits livres d'*Etrennes Nantaises*, comme il s'en publia pendant longtemps au début de chaque année, qui, après avoir passé en revue les gouvernements des principaux états de l'Europe, donnait toutes les indications nécessaires sur les noms et adresses des différents

fonctionnaires, industriels, commerçants, avocats et médecins de notre département. L'œuvre de M. EUDEL, d'une riche documentatin, est d'un réel intérêt.

M. LÉON DELATTRE, amené, par les nécessités de son service, à compiler les archives de la mairie de St-Herblain, a détaché des registres de cette commune quelques pièces qu'il accompagne de commentaires. Ces documents se rapportent à la période comprise entre 1631 et 1793. Les importantes épidémies de dyssentérie qui, vers 1760, désolèrent notre région, y sont relatées ; elles étaient très meurtrières.

Les difficultés qui survinrent en 1791 à St-Herblain, de par la présence d'un curé assermenté, y sont particulièrement mentionnées.

M. LE PRÉSIDENT parle de M. de LAUBRIÈRE, récemment décédé, qui fut un des membres les plus travailleurs de la Société, et lève la séance à 6 heures.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1908

Présidence de M. DORTÉL, Président.

Etaient présents : MM. ANGOT, BASTARD, R. BLANCHARD, l'abbé BRAULT, DE BRÉVEDEN, CAILLÉ, CHAILLOU, CHARRON, l'abbé DORÉ-GRASLIN, DORTÉL, l'abbé GRESLIER, de la JOUSSELANDIÈRE, le commandant LAGRÉE, Alcide LEROUX, LÉON MAITRE, J. NAU, D^r PLANTARD, POUVREAU, RACINEUX, RINGEVAL, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, TROCHON DE LORRIÈRE, Antoine VINCENT, le baron de WISMES, le baron Gaëtan de WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

LE PRÉSIDENT donne lecture d'un vœu rédigé par le comité La Pomme, demandant que des mesures d'urgence

soient prises pour protéger et conserver le très important monument qu'est le mont Saint-Michel.

M. BERNEDE-SACHS, présenté par le commandant LAGRÉE et M. POUVREAU, est agréé à l'unanimité comme membre titulaire. M. Louis PINEL, présenté par MM. BASTARD et POUVREAU, est admis comme membre correspondant.

La nomination d'un trésorier, inscrite à l'ordre du jour, est remise à une date ultérieure.

M. LE PRÉSIDENT dépose sur le bureau de la Société les travaux de M. COUTIL : « Inventaires des monnaies gauloises ».

« Haches, marteaux et pics avec perforation centrale, trouvés en Normandie.

« Monuments mégalitiques de la Normandie.

« Epoque gauloise en Normandie.

« Cœnochrœ et bassine en bronze trouvées dans un tumulus des environs de Besançon. »

Une brochure de M. l'abbé Durville sur quelques lettres d'Anne de Bretagne.

Une brochure sur la prise du château et les événements de juillet 1789 à Nantes pendant la Révolution, de M. Delattre.

Les Annales de la Marine Nantaise, des origines à 1830, par M. Paul Legrand.

M. LE PRÉSIDENT fait ensuite circuler une vieille affiche assez curieuse, une convocation de Louis XV à M. Bouchet du Plessis, Trésorier de France et des finances de 1760.

M. SOULLARD donne un spécimen du « Journal breton », document très rare.

Ce journal, probablement le premier publié à Nantes, était imprimé chez Wattar, place du Pilori.

M. l'abbé BRAULT a eu la bonne fortune de visiter l'ancienne chapelle Saint-Laurent, église paroissiale qui était située au bout de l'impasse du même nom, près des

remparts. Détruite pendant la Révolution, il en reste encore quelques vestiges, entre autres la grande porte, un pilier, une fenêtre.

M. BLANCHARD a retrouvé dans l'emplacement de l'ancienne église Sainte-Radegonde, un écusson représentant les armes de la famille de Cornulier.

M. LE PRÉSIDENT estime que toutes ces découvertes méritent une visite de la Société qui pourrait, en outre, voir le cloître des Carmes. Il en est ainsi décidé, et la visite est fixée au jeudi 5 novembre, à une heure.

M. DORTEL, en l'absence de l'auteur, continue la lecture de l'ouvrage très documenté de M. Paul Eudel.

M. Léon MAÎTRE met la Société au courant d'une étude pleine d'intérêt sur les prééminences de l'église Saint-Philbert et cite, entre autres, des inscriptions très curieuses au point de vue archéologique.

La séance est levée à 6 h. 1/4.

Le Secrétaire,

J. NAU.

SÉANCE DU MARDI 1^{er} DÉCEMBRE 1908

Présidence de M. DORTEL, Président

Étaient présents : MM. ANGOT, BASTARD, abbé BRAULT, CAILLÉ, CAZAUTET, CHAILLOU, CROUAN, DELATTRE, DORTEL, chanoine DURVILLE, FURRET, GOURDON, D^r HALGAN, DE HARGUES, commandant LAGRÉE, D^r DE LASTOURS, LEROUX, MAÎTRE, PINEAU-CHAILLOU, capitaine DU PLESSIX, POUVREAU, RENARD, RENAUD, RINGEVAL, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, baron DE WISMES, baron Gaëtan de WISMES.

M. RIONDEL s'était excusé.

M. ROCHERY, présenté par MM. Dortel et Paul Soullard, est élu membre titulaire.

Il a été procédé ensuite à l'élection de trois membres sortants du Comité : MM. Chaillou, Senot de la Londe et Claude de Monti de Rezé obtiennent la presque unanimité des suffrages.

M. LE PRÉSIDENT rappelle les qualités aimables qui faisaient du trésorier de la Société, M. Pied, le collègue sympathique à tous. M. Riondel est élu trésorier de la Société archéologique.

Le D^r DE LASTOURS exhibe le sceau de la commanderie de Nantes, portant la date 1780, et le sceau particulier de M. de Cumont.

La parole est ensuite donnée au capitaine du PLESSIX, qui rapporte qu'on lui a signalé aux environs de Sarzeau (Morbihan), un polissoir d'une haute antiquité. Cette pierre, de grandes dimensions, présente les trois rainures caractéristiques et une cuvette destinée à contenir le sable mêlé à l'eau. Cette trouvaille a fait l'objet d'une communication à la Société polymathique du Morbihan.

Sous l'habile direction de M. Cawadias, épheure général des antiquités helléniques, dit le baron Gaëtan de Wismes, d'importantes fouilles ont mis à jour, dans l'île de Céphalonie, plusieurs centaines de tombes de l'époque mycénienne. Ces sépultures, non profanées, étaient dans un état parfait de conservation. Cette découverte contribuera à dissiper les points encore obscurs de la civilisation préhomérique, que les travaux si connus de Schliemann ont fait connaître.

La Société archéologique avait décidé de faire l'échange des sept derniers numéros de son Bulletin contre les sept premiers numéros du Bulletin de la Société de Quimper. Le baron Gaëtan de Wismes dit tout l'intérêt que présentent ces fascicules. Les vieilles églises du Finistère y sont, sous la signature du chanoine Peyron, l'objet d'études approfondies. Des coutumes, aux lointaines origines, évoquent l'âme religieuse de cette contrée bretonne. Naïves, touchantes et pieusement transmises,

elles sont, pour ainsi dire, codifiées en ce recueil archéologique.

M. le chanoine PEYRON a eu, il y a quelques années, l'heureuse idée de recueillir à Quimper, en un véritable musée, tous les objets religieux pouvant présenter un caractère artistique. On ne saurait trop le féliciter de cette initiative, qui sauvegarde ces précieux souvenirs des spéculations du brocantage.

En une causerie très documentée, M. le Chanoine DURVILLE fait la description du quartier Saint-Pierre tel qu'il existait il y a deux siècles, et parle en particulier des demeures qui s'élevaient dans la pénombre de notre vieille Cathédrale. Le quartier compris entre les places du Moutiers et des Jacobins était une véritable propriété ecclésiastique. Près de la Cathédrale, on pouvait voir encore, à la fin du XVIII^e siècle, la maison du Chapitre, l'Archidiaconé de la Mée, la trésorerie, la chantrerie, la cure Saint-Jean, enfin l'église Saint-Laurent. La paroisse Saint-Laurent s'étendait jusqu'à la rue des Carmélites. Des fouilles récemment opérées, sous les auspices de la Société, ont permis de déterminer les dimensions de ce sanctuaire et d'en découvrir les fondations.

M. LE PRÉSIDENT annonce le don fait à la Société, par M. Pierre Dubois, d'un travail sur la *Famille maternelle de Victor Hugo*, et lève la séance à 6 h. 1/2.

Le Secrétaire général,

D^r HALGAN.

MÉMOIRES

NANTES EN 1792

PRÉAMBULE

Mon ami Alexandre Perthuis n'était pas un collectionneur égoïste ; il aurait volontiers inscrit sur les pièces rares qu'il possédait l'*et amicorum* du bibliophile Grolier. « Tiens ! me dit-il un jour, j'ai vu votre nom sur les *Étrennes Nantaises* de 1793 ; il y avait un Eudel dans les douanes ; je vous rechercherai le petit bouquin. » L'excellent homme fit mieux que trouver le livre, il l'offrit à ma curiosité ardente, et prenant à peine le temps de le remercier, mes yeux cherchèrent, sur son indication, la page 113, pour me voir confirmer ce que je savais déjà, qu'un de mes ancêtres était, en 1793, inspecteur fédéral de la régie des douanes à Nantes.

*Les Étrennes
Nantaises*

Puis je regardai le petit volume, bien fait pour réjouir l'œil d'un amateur. Il était en maroquin rouge, un peu terni par l'usage. C'était l'œuvre, assez gauche, d'un relieur de province. Des filets de dentelle dorée encadraient les plats de la couverture. Au centre et des deux côtés, un médaillon de forme ovale reproduisait naïvement la prise de la Bastille ; du sommet de la forteresse aux tours percées et crénelées, la garnison se défendait en échangeant des coups de fusil avec un flot d'assaillants massés sur un pont. Au premier plan, près d'une pile de boulets, des Gardes-Françaises, pactisant avec l'émeute, mettaient le feu à un canon, tandis qu'accourait la foule des héros, qu'on a appelés hyperboliquement « les vainqueurs de la Bastille »,

*Aspect
extérieur*

A la loupe, on distinguait encore des flocons de fumée, des drapeaux déployés, des barils de poudre, et

le contraste était amusant entre les personnages figés dans leurs attitudes et le mouvement de l'assaut dont l'artiste avait voulu donner l'idée.

Un papier à fleurs, où la dorure éclatait encore par places, était collé sur les gardes et complétait l'aspect extérieur du livre, qui avait dû faire les délices d'un bon patriote du temps.

Le texte

Le contenu répondait-il au contenant ? C'est ce que je vais essayer de vous dire. Je ne vous promets pas d'être bref. Ces *Étrennes* qui, selon l'usage des almanachs, durent être préparées dans le cours de l'année 1792 et étaient publiées à la fin du mois de novembre de cette année, et peuvent me servir à tracer un tableau de Nantes à l'époque révolutionnaire. Que les âmes sensibles se rassurent d'ailleurs, il ne sera question ni de la guillotiné du Bouffay, ni des noyades de la Loire, ni des horribles fusillades de Gigant. Les *Étrennes* sont pour 1793, et non de 1793, quoique portant, au titre, le millésime de l'année terrible. Elles s'arrêtent au moment précis où, les élections ayant eu lieu pour la Convention Nationale, les députés ont accompli ce grand acte, la proclamation de la République (22 septembre 1792). Elles ont malgré tout, pour ainsi parler, un pied dans l'ancien régime, un pied dans le nouveau, et témoignent de tendances libérales, avec un vieux fond de convictions monarchiques et catholiques; ce sont des *Etrennes* en habit d'arlequin.

Le titre

Il est piquant de reproduire leur titre, encadré, comme la reliure, de petits filets et de mailles de chaînes. *Etrennes Nantaises Ecclésiastiques, Civiles et Nautiques pour l'année commune 1793, calculées pour le méridien de Nantes*. A Nantes, chez Veuve Despillay, imprimeur-libraire, Haute-Grande-Rue, près celle du Soleil, n° 46. Première année de la République Française.

Sans nous arrêter à ce qu'il y a de naïvement bizarre

dans la juxtaposition des trois adjectifs : « ecclésiastiques, civiles, nautiques », nous apprenons que le méridien de Nantes faisait alors autorité, que le numérotage des rues y était établi (il ne l'a été à Paris qu'en 1792) et que la rue Beau-Soleil d'aujourd'hui s'appelait rue du Soleil.

Poursuivons. Un petit avis, qui nous guette au verso du titre, ne manque pas de saveur. La veuve Despillly prie les personnes « qui prennent part à ces étrennes et qui s'intéressent à leur perfection », de lui envoyer leurs instructions, observations et changement de demeure dans la première quinzaine de novembre. Elle ne s'en tient pas là ; après une réclame pour sa maison, où l'on trouve un assortiment de livres en tout genre, français et étrangers, tous les *papiers-nouvelles* (sic), gazettes et journaux, des papiers de toutes grandeurs de France et de Hollande, de l'encre, des plumes, de la cire, des pains à cacheter et tout ce qui concerne les cabinets (nous dirions aujourd'hui, pour éviter l'équivoque, *les fournitures de bureau*), elle annonce qu'elle tient *l'huile de sperme de baleine* noire et blanche, pour les souliers et les bottes. C'est une huile extraordinaire qui conservait le cuir dans sa souplesse, ayant l'avantage de ne point tacher, affirmant sa supériorité sur les cirages présents et à venir. On ne s'attendait point tout de même à rencontrer un produit de ce genre et si bizarrement dénommé chez la veuve Despillly, pourvue d'une imprimerie assez complète pour exécuter tous les ouvrages qu'on voudra bien lui confier et se faisant fort que l'activité et la correction qu'elle apportera aux impressions lui mériteront la confiance du public. Continuant le commerce de feu son mari, qui avait transformé, en 1782, les *Etrennes Nantaises*, de Verger et Vatar, en *Etrennes ecclésiastiques, civiles et nautiques*, la veuve Despillly, fort experte en affaires, voulait avoir, comme on dit, plusieurs cordes à son arc. Le mélange d'huile de sperme

*Spécialités de la
veuve Despillly.*

de balcine et d'encre d'imprimerie est assez peu banal, on l'avouera ; il aurait réjoui les mânes des vieux poètes savetiers, fabricants de pièces et rapetasseurs de rimes, dont la race s'est continuée de nos jours.

Il ne faut pas de place perdue au bas de la page où s'étale l'avis-réclame ; une petite note nous avertit qu'il y aura quatre éclipses en 1793 ; deux seront visibles à Nantes : une, de lune, le 25 février, une, de soleil, le 5 septembre. A cette dernière date s'étaient produits des événements que l'astronome du cru ne pouvait guère prévoir : Carrier terrorisait Nantes, rien d'étonnant à ce que le soleil se cachât.

*Les divisions
de l'Almanach.*

Un « Abrégé chronologique sur la division des âges du monde » occupe la page 3 ; il devait se répéter dans tous les almanachs de l'époque ; il est imbu de cette idée très chrétienne que « comme la semaine se divise en 7 jours, tous les temps aussi, depuis la création jusqu'à présent, se divisent en 7 âges. » Le septième âge commence à la naissance du *divin sauveur* (une expression qui dut déplaire aux jacobins nantais, habitués du club de Vincent la Montagne).

Les *Etrennes Nantaises*, en dépit des concessions qu'elles doivent faire à l'esprit nouveau, sont d'ailleurs d'une orthodoxie parfaite. Leurs rédacteurs semblent ne pas avoir oublié qu'un poète du xvi^e siècle recommandait à l'admiration publique la *catholique Nantes*. Voici le « comput ecclésiastique » avec ses termes mystérieux : Cycle Lunaire, Cycle Solaire, Épacte, Indiction romaine, Lettre dominicale. Voilà le relevé des fêtes mobiles, avec la minutieuse indication des Quatre-Temps, Une note nous avertit du dimanche précédant ou suivant la fête du patron où cette fête doit être célébrée.

Notons en passant que le système planétaire différait en 1792 de ce qu'il est aujourd'hui : on comptait sept planètes au lieu de huit, et encore y comprenait-on le

soleil. Les 12 signes du zodiaque étaient septentrionaux et méridionaux. Aucune observation sur le calendrier purement grégorien et de rite français, sans aucun mélange de saints bretons, sans aucune appellation végétale ou animale. La Convention, au surplus, venait à peine de décréter l'adoption du calendrier républicain de Fabre d'Eglantine et de décider que l'année commencerait le 22 septembre.

N'insistons pas sur la *Table des jours lunaires et de la déclinaison du soleil*, qui remplit quatre pages de chiffres. Il est plus intéressant de savoir quelle est l'heure de la pleine mer dans les ports de Bretagne à la nouvelle et à la pleine lune. Les *Etrennes* nous l'apprennent avec une précision parfaite et nous donnent en même temps la liste de ces ports. Près de Brest, de Lorient, du Croisic, de « Belle-Isle, près Vannes », de Saint-Malo, figurent dans un ordre un peu arbitraire, qui se justifie par le classement méthodique des heures de marée, Audierne, le Raz (pointe du Raz) le Conquet, le passage du Four, le Port-Louis, Concarneau, St-Paul (et non St-Pol) de Léon, Port-Blanc, La Roche-Bernard, Cancale. A Nantes même, la table du cours des marées est prise au quai de la Construction, le quai des Constructions actuel. Cette question des marées a une grande importance dans un port. J'ai eu sous les yeux d'anciennes vues du port de Nantes, prise de la Cale aux oranges. Le capitaine du port résidait dans une maison dite encore « Bureau du port », au-dessus de laquelle un grand pavillon flottait; il commandait la manœuvre aux navires qui entraient dans le port et leur donnait des ordres avec son porte-voix. Une connaissance approfondie de son métier lui était indispensable; mais il ne devait pas négliger les renseignements usuels que lui fournissaient les *Etrennes*.

Avant de me servir du petit livre pour reconstituer un tableau de Nantes sous la République, je ne puis passer sous silence le chapitre qui s'intitule : *Idée générale abrégée des états de l'Europe avec les naissances des rois*,

princes et princesses. C'est un vrai petit Gotha, d'une naïveté qui a son prix.

*Les Etats de
l'Europe en 1792*

Dans ce défilé de monarchies, la France républicaine ouvre la marche. Un premier paragraphe nous annonce qu'érigée en République le 21 septembre 1792, elle contient 3.000 lieues et qu'on compte près de 28 millions d'habitants répartis « pour l'état ecclésiastique » en évêchés et paroisses et « pour le civil » en 83 départements et 546 districts. L'historien improvisé considère Pharamond comme le premier des 66 rois des trois races : ce n'est pas la théorie nouvelle, car, d'après certains érudits, il n'aurait jamais existé.

Il nous apprend que Paris, qui a six lieues de tour, contient près d'un million d'habitants et forme, à lui seul, un département. Il indique la division des pouvoirs en pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire, et donne exactement les attributions, le fonctionnement, de chacun de ces pouvoirs, mais il ajoute, ce que les citoyens de la troisième République n'apprendront pas sans un mouvement d'envie, que la justice est rendue gratuitement et que les juges sont à la nomination du peuple.

Républicain en France, l'annualiste semble royaliste ailleurs; au moins, nomme-t-il, avec une minutieuse complaisance, les princes et princesses de tous les pays de l'Europe, y compris ceux des électorats d'Allemagne et des petits États de l'Italie. Notons comme particularités, que l'Italie proprement dite consiste dans les Etats de l'Eglise; que la Prusse a pour capitale Königsberg et pour roi l'électeur de Brandebourg; que Bruxelles est la capitale des Pays-Bas Autrichiens; que la Pologne est un royaume tout comme la Sardaigne; que l'île de Malte appartient à Marie-des-Neiges Emmanuel de Rohan de Poulduc, grand maître de l'ordre; que la Hollande obéit à un stathouder, Venise à un doge, Lucques à un gonfalonier, Raguse à un recteur; Saint-Marin,

petit état enclavé dans le duché d'Urbin, et son gouverneur sont sous la protection du Pape. Cette géographie politique nous paraît aujourd'hui du domaine de la pure fantaisie; nous avons peine à nous figurer qu'elle ait été, en 1792, de l'histoire contemporaine.

LE CLERGÉ

Ce n'est pas en vain que les *Etrennes Nantaises* sont « ecclésiastiques » avant même d'être « civiles », avant surtout d'être « nautiques ». La question religieuse y tient une très grande place. Si l'on a dit de la vieille France qu'elle avait le catholicisme dans le sang, n'est-ce pas en Bretagne, à Nantes surtout, ville cléricale par excellence, qu'il était aisé de s'en convaincre?

Les Évêchés de France.

Précédant les nouvelles religieuses locales, un tableau des « évêchés et métropoles de France » est curieux à consulter. Neuf églises métropolitaines et les mêmes qu'aujourd'hui, à la réserve de Tours qui ne fut érigé que plus tard en archevêché. Était-ce modestie, d'ailleurs, et les évêques constitutionnels ou nommés par la Constitution Civile du Clergé voulaient-ils qu'on leur appliquât le dicton des premiers âges de la chrétienté :

Crosse de bois.

Evêque d'or?

Ils s'imposaient l'égalité; on ne voit pas qu'aucun d'entre eux ait brigué la dignité archiépiscopale, encore moins la pourpre cardinalice. Les métropolitains de Rouen, de Reims, de Paris étaient de simples évêques, comme ceux d'Oléron ou de Saint-Flour. Notons, en passant, que beaucoup d'évêchés ne siégèrent pas au chef-lieu du département. Saint-Maixent, dans les Deux-Sèvres, Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, Sedan, dans les Ardennes, Viviers, dans l'Ardèche, étaient les résidences des évêques constitutionnels Mercadier, Porion, Philbert et Desavine. Seul des départements français,

celui du Mont-Blanc, d'annexion récente, n'avait pas encore de pasteur. La plupart de ces hauts dignitaires improvisés, même Gobet, l'évêque de Paris, étaient des inconnus; une exception, au moins, doit être faite pour l'évêque de Blois, Grégoire, auteur d'opuscules nombreux sur la bibliographie, l'émancipation des nègres et les arbres de la liberté, grand parleur qui ne perdait aucune occasion de placer un discours, beaucoup mieux à sa place, en somme, dans une assemblée que dans une église.

Sauf Le Coz, celui de Rennes, et Audren, celui de Vannes, qui eut une fin tragique, les six évêques bretons firent assez peu parler de leurs personnes et de leurs actes. Qui se souvient de Jacob, de Lemasle, d'Expilly, (peut-être un parent de l'éditeur des *Etrennes*) ? Le moins ardent à se mettre en avant n'était pas l'évêque de Nantes, Minée.

L'évêque constitutionnel Minée.

Julien Minée venait de Paris; il était dans le commerce avant d'entrer dans les ordres. Simple prêtre, il s'était fait remarquer dans les clubs par une exaltation républicaine qui le recommanda aux organisateurs de la constitution civile du clergé. Il fut sacré évêque, le 10 avril 1791, sans appareil, à Notre-Dame de Paris. On le nomma d'emblée à Nantes, où il fit son entrée le 15 avril 1791. La municipalité le reçut solennellement et le complimenta à son arrivée à l'Eperonnière le 15 avril 1791, le vendredi de la Passion. A la Cathédrale le *Te Deum* traditionnel fut supprimé. On a prétendu qu'il fut remplacé par l'air :

Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?

Le 18 avril on l'accueillait avec enthousiasme au club des Cordeliers de la ville. Le 1^{er} mai, son installation dans l'église cathédrale donnait lieu à des réjouissances. La garde nationale et les clubs l'invitaient à un banquet. Le maire Daniel de Kervegan, qui était de la fête, portait

un toast chaleureux « au digne prélat qui ne veut pas séparer les devoirs du prêtre de ceux du citoyen ». L'évêque répondit par une improvisation brillante couverte d'applaudissements.

Le 27 août, sur la place de la Liberté, (ex-place Louis XVI), fut planté un peuplier de 70 pieds de haut, comme arbre de la liberté des Récollets. Des discours enflammés furent prononcés à cette occasion par l'évêque Minée et par François-Sébastien Letourneux, né en 1752, à Saint-Julien-de-Concelles, procureur général depuis 1790 et syndic du département, homme intègre et convaincu, qui s'était, dès le début, rallié aux idées nouvelles.

Bref, l'évêque constitutionnel, dont les écrits du temps relatent l'activité et le zèle patriotique, présidait depuis dix-huit mois aux destinées de l'Église de Nantes « sous l'invocation de Saint-Pierre » quand les *Etrennes* parurent.

Les vicaires épiscopaux (on dit aujourd'hui vicaires généraux ou grands vicaires) étaient nombreux ; on n'en comptait pas moins de douze, sans parler des trois anonymes non encore installés. Ils devaient se confondre avec les chanoines capitulaires. Les quatre premiers désignés avaient des fonctions qui les rapprochaient de l'évêque, car ils habitaient rue Cerutti (aujourd'hui rue de l'Evêché). Ils s'appelaient Soulastre, Binot, Chesneau et Darbefeuille. Ces quatre noms sont à retenir, le premier surtout, Soulastre, qui ne devait pas être Nantais d'origine, mais qui avait été bénédictin du couvent de Vertou, joua un rôle des plus honorables au moment de la destruction partielle de la Cathédrale, accomplie en cette même année 1792. Par suite d'une mauvaise interprétation des ordres du Comité de Salut Public, qui prescrivait l'abolition de tous les signes extérieurs du pouvoir monarchique, et non pas des emblèmes religieux, les exécuteurs des basses œuvres du nouveau

*Les grands
vicaires.
Soulastre.*

Gouvernement envahirent l'antique édifice. Des groupes sacrés qui ornaient les portiques furent brisés. On démolit les autels, on viola des tombes, on mutila des œuvres d'art, on fondit les cloches de bronze pour en faire des canons. Les commissaires du district donnaient une apparence légale à cette profanation. L'un d'eux était le trop fameux Goullin, créole d'origine, qui devint le séide de Carrier et cachait, sous des manières cauteleuses, un sans-culottisme déjà avéré. Les agents de l'autorité en voulaient surtout aux objets précieux, aux vases d'or et d'argent conservés dans le trésor de la Cathédrale; ils ne se bornèrent pas à un inventaire, ils se saisirent de vases et aussi de reliquaires d'un grand prix. On ignore quel fut, dans ces circonstances critiques, le rôle de l'évêque Minée. Mais son grand vicaire Soulastre se trouvait à point nommé dans la sacristie, en compagnie de Pierre-Nicolas Fournier, ancien carme défroqué, inspecteur-voyer de la ville de Nantes.

Ces deux hommes courageux disputèrent quelques épaves au vandalisme révolutionnaire; ils mirent en lieu sûr les reliques des saints, brutalement extraites des vases sacrés qui les contenaient; mais tous les témoins moururent sans révéler l'endroit de cette cachette. Ils ne purent, malheureusement, empêcher que l'on ne vendît publiquement les objets ayant appartenu au culte. Les biens du clergé devenaient biens de la nation, non sans enrichir ceux qui en trafiquaient.

Un autre souvenir, et des plus honorables, s'attache à Soulastre. En sa qualité de premier vicaire épiscopal, il bénit, le 23 février 1792, sur la place de la Fédération, (ci-devant place Louis XVI), le drapeau des volontaires nationaux, brodé par les dames patriotes, et célébra ensuite la messe, entouré du clergé, sur l'autel de la patrie, adossé à la colonne de la Liberté. La garde nationale était rangée en bataille sur les cours; les corps administratifs avaient leurs sièges près de la bastille de Pallois, élevée sur un socle devant l'autel. M. Josmet, lieutenant-

colonel, remit la bannière au porte-drapeau, et remercia les citoyennes au nom du bataillon.

Que faisait donc l'évêque Minée pour se faire remplacer dans cette circonstance solennelle? Sa grandeur l'attachait-elle au rivage ou pérerait-il dans quelque club?

Sous l'ancien régime, Nantes comptait, en dehors de la paroisse cathédrale « sous l'invocation de Saint-Pierre », au moins douze paroisses. Celles de Saint-Laurent, Saint-Saturnin, Saint-Vincent, Sainte-Radegonde, Saint-Denis, Saint-Léonard, furent supprimées à l'établissement de la constitution civile du clergé. Il ne subsista que les sept paroisses aujourd'hui existantes de Sainte-Croix, Saint-Nicolas, Saint-Similien, Saint-Clément, Saint-Donatien, Notre-Dame, Saint-Jacques. Cette division nouvelle, qui tenait compte des distances entre les églises et du nombre des habitants de chaque paroisse (Saint-Laurent et Saint-Vincent étaient autrefois voisins de la Cathédrale) fut ratifiée par le Concordat.

Il y avait, en plus des églises paroissiales, 7 chapelles acolytes et 33 chapelles de communauté, dont celle des Carmes, vendue nationalement le 17 février 1792, et qui renfermait le tombeau ducal, œuvre de Michel Colombe, que Mathurin Crucy sut préserver de la destruction.

Il est très curieux de remarquer, en passant, les divisions de *l'état ecclésiastique*, modelées sur les divisions administratives de l'époque. Le district de Nantes comprenait la ville, dont j'ai indiqué les subdivisions, et la campagne avec les cantons de Bouaye, de Bouguenais, de Saint-Sébastien, de Thouaré, de Nort, de la Chapelle-sur-Erdre et de Chantenay. Il y avait dans le département huit autres districts : ceux de Châteaubriant, d'Ancenis, de Blain, de Savenai (*sic*) de Guérande, de Clisson, de Macliecou, de Paimbœuf. La campagne de Nantes et le district de Paimbœuf avaient seuls leurs curés au com-

*Paroisses de la
Ville.*

*Paroisses
rurales.*

plet. Partout ailleurs, surtout dans les districts de Clisson, de Machecoul, de Blain, le recrutement des prêtres constitutionnels semble avoir été difficile; beaucoup de paroisses manquaient de pasteurs. Les cantons de Rougé et de Soudan en Châteaubriant, le canton très important de Guemené-Penfao, en Blain, celui de Cambon, en Savenay, celui de la Limouzinière, en Machecoul, n'avaient pu remplacer un seul de leurs curés non assermentés. Ceux-ci étaient pourtant l'objet de véritables persécutions; poursuivis par la vindicte jacobine, ils avaient trouvé, le 5 juin de cette année 1792, un asile provisoire dans la maison de retraite dite de Saint-Clément.

*L'organisation
culturuelle.*

Le Conseil épiscopal — apprenons-nous par une note des *Etrennes* — se compose de l'évêque, des seize vicaires de la cathédrale et des quatre vicaires supérieurs et directeurs du séminaire. Un vicaire supérieur, trois vicaires directeurs administraient, en effet, le séminaire du département, alors situé rue Pigalle, ancienne rue des Ursulines, ou des Ursules comme on disait alors. Là encore, il y avait du tirage pour remplacer l'ancien état de choses. Latour aîné et Latour le jeune — deux frères, sans doute — avaient été nommés, l'un vicaire supérieur, l'autre premier vicaire directeur; les deux autres vicaires restaient à trouver.

Le séminaire des Prêtres Irlandais, fondé l'an 1690 à la Fosse, avait pour supérieur O'Byrn, docteur en Sorbonne. Je ne sais si cet ecclésiastique avait été, en raison de sa qualité d'étranger, astreint au serment constitutionnel. Le séminaire des Prêtres Irlandais disparut bientôt, d'ailleurs, pour ne laisser à Nantes d'autre trace de son histoire qu'une rue mal famée, *la rue des Irlandais*, qui s'est fondue avec sa voisine, *la rue des Catherinettes*, dans le musée Dobrée.

Les questions religieuses surexcitaient au plus haut point l'opinion dans une ville qui demeurait, malgré les

événements, très attachée à ses croyances. On se passionnait pour ou contre les prêtres assermentés, les *jureurs*, comme le peuple les appelait ironiquement. Le 23 juillet 1792 (toujours en l'année qui nous occupe) le tribunal criminel de la Loire-Inférieure condamna à un an de prison une femme Joseph Moriceau, née Mathurine Martin, qui s'était fait passer pour un prêtre déguisé en femme, dans le but de jeter le discrédit sur les prêtres assermentés et d'empêcher les personnes décidées d'aller à leur messe. Cette femme audacieuse avait l'idée, au moins originale, de tuer la Religion nouvelle par le ridicule.

LES HOSPICES

Ce n'est pas sans motif que les *Etrennes Nantaises* placent tout de suite après l'*Etat ecclésiastique* l'Administration des hôpitaux de la ville. Les trois hôpitaux de Nantes, qui relevaient du clergé sous l'ancien régime, avaient toujours pour président électif de leur Conseil d'Administration l'évêque Minée. En dehors des aumôniers attachés à chacun d'eux, ils comptaient aussi des ecclésiastiques. Le Soulastre, désigné comme administrateur et même commissaire municipal, m'a tout l'air de ne faire qu'un avec le vicaire général ; il habite, comme son sosie, rue Cerutti. Quant à Barré, *ministre*, qui demeure *isle Feydeau*, ce doit être un ministre... protestant.

Les administrateurs des trois hôpitaux se réunissent en bureau général une fois tous les quinze jours ; leurs assemblées particulières, qui se tiennent trois fois par semaine, sont mandées pour 4 heures du soir, de façon à permettre, sans doute, aux membres qui sont dans les affaires d'y assister, besogne faite. Ils ont un secrétaire-greffier commun, le sieur Fougeu, qui siège en permanence à l'Hôtel-Dieu.

*Hôpitaux
religieux.*

Cet Hôtel-Dieu, dit Hôpital pour les malades, fondé et

L'Hôpital.

établi par lettres patentes du roi Charles IX, en 1569, s'élevait à peu près sur l'emplacement de l'hospice actuel. Il comptait parmi ses administrateurs plusieurs des notables habitants de la ville, Fleury, demeurant à la Fosse, rue des Trois-Barils (cette ruelle, aujourd'hui suspecte, avait-elle alors meilleur renom ?), Chancelaume, Dupareq, qui résidait « à Chezine ». Morel, Darbefeuille et Barré — un autre que le ministre — étaient commissaires municipaux. Le trésorier s'appelait Carié, un nom qui allait devenir fâcheusement célèbre, mais que la différence d'orthographe ne permet pas d'identifier avec celui du terrible proconsul, d'ailleurs originaire du Cantal; notre Carié nantais tenait absolument à ne pas être confondu avec un neveu, car à la suite de son nom, il faisait mettre entre parenthèses le mot oncle. Puis il y avait les médecins : Laënnec, chef d'une dynastie illustre, père de l'inventeur de l'auscultation, qui naquit en 1781, et Blain, auquel Levot a consacré, dans la *Biographie bretonne*, cinq colonnes, dont j'extrais quelques renseignements : François-Pierre Blin, né à Rennes en 1756, reçu docteur à Montpellier, vint à Nantes en 1783; député de Nantes en 1789, il fut l'un des fondateurs, à Paris, du Club Breton, devenu Société des Jacobins; très exalté, puis plus modéré; à la séparation de la Constituante, il revint exercer à Nantes, où il eut, sous l'Empire, la plus belle clientèle. A la Restauration, il s'afficha comme royaliste ardent et catholique pratiquant, ce qui fut reconnu faux. Quand on lui reprochait ses palinodies, il répondait en riant qu'il méritait d'être pendu. Médecin habile, il était, en outre, lettré érudit et polyglotte. Il mourut à Chantenay, près de Nantes, en 1834. Baqua (*sic*), d'origine espagnole, et dont la famille n'a pas cessé d'être honorablement représentée à Nantes, avait le titre de premier et Defray de second chirurgien. Le pharmacien et apothicaire — ô Molière ! — se nommait Ectot, parent, sans doute, de M. Hectot, fort connu à Nantes dans la première

moitié du dix-neuvième siècle; l'économe était Artaud. A noter que ces derniers personnages, même les chirurgiens Bacqua et Defray, étaient logés à l'Hôtel-Dieu, ainsi que la Supérieure, qui répond, sans autre qualificatif, au nom de Perrin. C'était vraisemblablement une religieuse; était-elle déjà laïcisée?

Les ruines de l'Hôpital général, dit Sanitat, existaient encore dans mon enfance; mais on l'avait désaffecté, tous les services ayant été transportés au nouvel Hôpital Saint-Jacques. Il était presque aussi ancien que l'Hôtel-Dieu; sa fondation, par lettres patentes du même souverain, remontait à 1572. Il était destiné aux vieillards et infirmes. Pimot, curé de Notre-Dame « à sa cure », était un des administrateurs; Berthault, trésorier, Gauthier, rue Crébillon, chirurgien. Là encore, une *supérieure* et portant un nom bien nantais, Mazeau; en revanche, pas d'aumônier, les deux places restaient vacantes, aucun prêtre assermenté ne s'étant encore rencontré pour remplacer les insermentés.

Le troisième établissement hospitalier était l'Hospice pour les enfants *orphelins et bâtards*, que nous appelons enfants assistés, qu'on appelait alors *enfants de police*. Il avait été fondé par un généreux citoyen, sur lequel la *Commune et Milice de Nantes*, de Mellinet, me fournit quelques détails, « feu Guillaume Grou »; des lettres patentes du roi Louis XVI, du mois d'août 1778, l'avaient régulièrement constitué. Quoique ayant une affectation propre, il était, comme il n'a pas cessé de l'être à Nantes, une dépendance de l'Hôtel-Dieu. Plusieurs des noms déjà cités se retrouvent, côte à côte avec Minée, dans son Conseil d'administration: Berthault, le trésorier du Sanitat, est un de ses administrateurs. Il n'y a pas de médecin en titre, et c'est sans doute le décès du titulaire qui laisse vacante la plus importante des fonctions concernant la santé des pauvres petits êtres qui entraînent dans la vie par le « tour » hospitalier. Le chirurgien sus-nommé

Le Sanitat.

L'Hospice.

Darbefeuille, rue Bayle, cumulait son mandat avec celui de commissaire municipal de l'Hôtel-Dieu. La supérieure s'appelait Foret, mais ne devait pas s'apparenter aux imprimeurs et libraires Forest, que je crois originaires de Vannes, et qui ne s'établirent à Nantes qu'au commencement du XIX^e siècle.

L'ARMÉE

Officiers généraux.

Nous n'avons pas grand intérêt à savoir que le ministre de la Guerre en 1792 était Pache, devenu bientôt suspect, que Luckner et Rochambeau, celui de la guerre de l'indépendance américaine, étaient maréchaux de France, le premier avec le titre de maréchal général. Voici la liste des officiers généraux commandant en chef les armées de la République, les uns illustres ou connus : Dumouriez, Custine, Kellermann et ce Biron, deux fois duc, placé à la tête de l'armée du Haut-Rhin, choisi plus tard par Danton pour combattre la grande insurrection vendéenne, mort sur l'échafaud révolutionnaire ; les autres retombés dans l'obscurité : Miranda, qui commandait l'armée de l'Escaut, Valence, celle de la Meuse, Anselme, celle d'Italie.

En revanche, nous soulignons les noms des officiers généraux pour le département de la Loire-Inférieure, faisant partie de la 12^e division militaire, devenue la 11^e, puis le 11^e corps d'armée. Le commandant en chef est Verteuil, qui a le titre de lieutenant général et qui réside à La Rochelle, car il a dans ses attributions la direction de l'armée des côtes. C'est un des nombreux officiers nobles qui prirent du service dans les armées de la République, mais sa naissance — il s'appelle de son vrai nom le baron de Verteuil de Malleret — ne lui sera reprochée que plus tard, en pleine guerre de Vendée, quand il aura à se défendre de toute parenté avec les Verteuil de l'Ile d'Yeu et du camp de l'Oie, agitateurs royalistes très connus. Le Verteuil en question est un bon officier, mais déjà

vieux et que son âge comme son nom vont bientôt reléguer dans l'obscurité. Il a pour aide de camp un nommé Pasteur. Son subordonné immédiat, lieutenant général en résidence à Nantes, avec le titre de commandant, est un personnage que les événements vont mettre en relief et qui parcourra bien des étapes avant d'être accusé, par les représentants du peuple en mission, de complicité avec le conspirateur La Rouërie, et d'être guillotiné par la Terreur; il se nomme Louis-Henri-François Marcé; le département de la Loire-Inférieure l'apprécie beaucoup et aurait voulu qu'il prît le commandement en chef de la 12^e division, à la place de Verteuil; il est connu de longue date à Nantes, où il a surveillé, en 1791, les embarquements pour Saint-Domingue; on lui a donné carte blanche, et, pratiquant le népotisme, qui fleurit sous tous les régimes, il a pris pour aides de camp deux de ses jeunes parents, Louis Marcé et Gabriel Marcé; ce dernier désigné comme « aspirant ».

Le commissaire des guerres, Leclercq, et le payeur général de la guerre et de la marine, Lamarre, n'ont pas autrement fait parler d'eux.

A la tête du corps de l'Artillerie de la sous-direction de Nantes, réunie à la direction de l'Arsenal de construction, et, comme cet arsenal, établie au château, se trouve un nommé Bonvoust, lieutenant-colonel d'artillerie, que mon ami Chassin n'a eu garde d'oublier dans son grand ouvrage, *La Vendée patriotique*, car, tout en croyant Nantes impossible à défendre contre une attaque en masse des Vendéens, il s'employa avec un grand zèle à improviser des fortifications. J'aime à retrouver en ce bon patriote, devenu plus tard général de brigade, un précurseur des Nantais, *quorum pars magna fui*, qui fortifièrent, en 1870, leur ville contre les Prussiens. Bonvoust avait sous ses ordres un garde d'artillerie, un chef d'ouvriers d'état de l'arsenal, qui habitaient, comme lui, au château; seul, le secrétaire et caissier des bureaux

*L'Artillerie
au Château.*

de l'artillerie demeurait en sa maison, à Richebourg, n° 3. C'était un employé civil. Nous rentrons dans le militaire avec la compagnie d'ouvriers n° 2, en garnison au château pour le service de l'arsenal de construction et dont le capitaine commandant, Fautrier, était détaché à l'armée du Var. Les *Elrennes* mentionnent encore une compagnie d'Invalides, casernée au château et militairement organisée. Le capitaine Chaloy était à sa tête.

*Poudres
et Salpêtres*

Je ne crois pas que Beaufranchet, commissaire des poudres et salpêtres à Nantes et demeurant rue Pope (ou rue Saint-André) ait aucun lien de parenté avec le général républicain, fils d'une maîtresse de Louis XV, Beaufranchet d'Aycet, qui ne semble avoir fait son apparition dans l'Ouest insurgé qu'en mars 1793. Notre Beaufranchet avait un garde-magasin, nommé Frère Jouan Dussein, appartenant à la famille Frère Jouan, fort répandue dans la région de la Basse-Loire, et qui a donné, au XVIII^e siècle, un avocat, un procureur et un notaire, et, au XIX^e siècle, un jurisconsulte estimé, M. Frère Jouan du Saint, né, en 1850, à Guéméné. A la même administration, appartenait Campourcy, commissaire aux moulins à poudre du pont de Buis, dont la poudrière actuelle a pris la place, et des commissaires en résidence dans les villes voisines, Lenoir à Rennes, Sevonieg au port Louis (qui s'appelle un peu plus tard *Port Liberté*). Lechault était entreposeur à Saint-Malo; Gicquel Destouches, commis-visiteur, était certainement de la famille d'un amiral notre contemporain.

La Marine.

La « Marine de France » avait alors pour ministre l'illustre savant Monge « ayant le département de la marine et des colonies ». Les amiraux s'appelaient : d'Estaing, en fonctions depuis 1777, et Louis-Philippe-Joseph Égalité, qui abdiquait résolument déjà son titre de duc d'Orléans. Even venait d'être nommé ordonnateur en chef de l'Administration civile du département pour Nantes et Paimbœuf. Notons que Paimbœuf, chef-

lieu de district de la Loire-Inférieure et deuxième ville du département, avait alors, au point de vue maritime, une importance considérable. Louvel, sous-chef de l'administration, chargé du congé des classes et aussi caissier des gens de mer, y résidait. Son bureau était une succursale du bureau de la marine et des classes de la marine situé à Nantes, île Feydeau, rue du Guesclin n° 1, dans un des rares quartiers de la ville qui n'aient pas changé. Le caissier des gens de mer et aussi des invalides de la marine à Nantes était Bureau, rue Commune, aujourd'hui de la Commune, autrefois, rue de Verdun. Bosquet aîné avait des attributions un peu plus relevées : on le dénommait « trésorier des invalides de la marine et chargé de la caisse des gens de mer ».

L'Administration Nantaise, qui était régionale, avait des délégués au Croisic, à Ingrande et jusqu'à Angers, où Lacaise-Martignis la représentait.

Passons sur la Direction des vivres de la marine, installée quai de Chezine, n° 6, et confiée à un nommé Duparcq, qui avait placé son fils dans ses bureaux, mais n'omettons pas la petite réclame que se fait, à cet endroit des *Etrennes*, la veuve Despilly. Elle saisit l'occasion d'informer le public qu'elle tient, en sa librairie de la Haute-Grande-Rue, l'entrepôt des cartes, plans et journaux de la Marine pour l'usage des navigateurs. Un confrère, qui était de ses amis et ne lui faisait pas précisément concurrence, bénéficie de la réclame, glissée dans le texte à la mode américaine; c'est Auvray, marchand d'estampes, rue Fosse.

LES CONSULATS.

LES AGENTS DE CHANGE.

INDRET.

Grande ville de commerce maritime et de débouchés internationaux, Nantes a toujours été le siège de nombreux consulats. Toutes les nations étrangères n'y

Les Consuls.

avaient cependant pas de représentants en 1792. Voici dans quel ordre, assez arbitraire, les *Etrennes* rangent les consuls résidants (*sic*) à Nantes. C'est d'abord de Landaluse, à la Fosse, n^o 26, pour l'Espagne. Ce nom me semble avoir été altéré; je ne le trouve au surplus dans aucune des listes des notables nantais du temps que j'ai pu consulter. Je le crois celui d'un Espagnol, défiguré par l'orthographe française. Le consulat de Pologne, qui vient ensuite, est vacant. Mais celui du Danemark a pour titulaire, J.-J. Moller, isle Feydeau, dont la famille, d'origine danoise, est toujours représentée. Je n'ai aucune donnée sur Pierre-Benoît Babut, consul de Suède, ni sur son auxiliaire du Croisic, Gardemain. Mais voici encore sur l'île Feydeau le représentant de la Prusse, Pelloutier, dont le nom figure à la fête patriotique des trois ordres des citoyens de Nantes (19 septembre 1788) et que je crois le plus ancien en date des consuls de Prusse du même nom; ces fonctions, transmises de père en fils, étaient dévolues, à l'époque où j'habitais Nantes et pendant même la guerre de 1870, à un Pelloutier, petit-fils du précédent. Le consul impérial (autrichien) et celui de l'électorat de Cologne, Wilfesheim, à la Fosse, numéro 2, et Turninger, quai Bouguer, étaient des Allemands, au moins d'origine. Odiette fils, à la Fosse, 25, dont je vois le nom orthographié dans la *Commune et Milice*, de Mellinet, avec un O' comme s'il s'agissait d'un Irlandais, remplaçait le titre de consul par celui de Commissaire de la Marine et du Commerce de LL. HH. PP., les États Généraux des Provinces Unies : la Hollande ne voulait point qu'on la confondît avec les autres puissances. Notons, pour clore la liste, Cames, consul des États-Unis, au bas de la Fosse, et Rivet (voilà un nom bien nantais), consul général de Portugal, île Gloriette, quai Laurancin.

On sera surpris de l'absence d'un agent officiel de l'Angleterre. Parmi les interprètes de langues étrangères, catalogués à la suite des consuls, je ne trouve que des

noms à physionomie française. Duchène de Lessart, de Chardenoux, Meunier et *tutti quanti*; il y a bien un Allemand, Sauwerenald, mais aucun Anglais ne semble s'être glissé, et l'on se demande quel ostracisme frappait à cette époque à Nantes les naturels de la Grande-Bretagne.

Qu'appelait-on alors agent de change? Ce n'était assurément pas comme aujourd'hui l'officier ministériel qui négocie les valeurs cotées à la Bourse; c'étaient, sans doute, des courtiers de marchandises, servant à l'occasion d'intermédiaires pour le placement des valeurs et des effets de commerce. Ce titre s'est longtemps perpétué jusqu'à la création des parquets dans les villes de province où les charges furent dédoublées et indemnisées. Quelques-uns des noms de ceux qui exerçaient ces fonctions sont à retenir; par exemple, Menuret et C^{ie}, rue Fosse (n'est-ce pas une faute d'impression, pour Mino-ret?); Plinguet et C^{ie}, rue M. Colom, vis-à-vis la Bourse; Nourry, rue J.-J. Rousseau; Vallot et C^{ie}. Maison Carié, rue Fosse. Ces noms n'ont pas cessé d'être portés à Nantes.

*Agents
de change.*

La fonderie nationale d'Indret vient se placer arbitrairement à la suite des consuls et des « agents de change ». Elle était déjà importante, quoique sa fondation ne remontât qu'à 1778; elle ne devait assurer alors, comme à présent, que le service de marine; on y faisait des coques de navire en fer avant d'y construire des machines à vapeur pour la navigation. Ce n'est pas l'almanach qui peut nous fournir une description d'Indret, en 1792, à mettre en regard de celle qu'Alphonse Daudet a placée dans son roman de *Jack*, mais nous y trouvons cette note précieuse dans sa concision : « Cette fonderie est une des plus intéressantes manufactures du royaume, tant par son objet que par ses moyens ». Royaume à part — à quoi pensiez-vous donc, correcteur d'épreuves de la veuve Despilly? — je suis, comme eût dit Alceste, char-

Indret en 1792.

mé de ce petit morceau et je me console de n'avoir pu recueillir aucun renseignement sur le lieutenant-colonel d'artillerie à l'armée du Nord, Thouvenet, inspecteur d'Indret, sur le lieutenant de vaisseau Tastu, contrôleur — peut-être un parent de l'imprimeur Tastu, mari de la poétesse de la Restauration — sur M. de la Motte, régisseur « chargé de la procuration des entrepreneurs », sur Augé, l'entrepreneur des réparations, transports et embarquements. Je trouve pourtant à Nantes, un demi-siècle plus tard, des Augé et même des Augé de Lassus.

LES DÉPUTÉS

*Nantes législatif
et politique.*

Sans transition, nous passons de l'Armée et Marine à la politique et voici l'un des « clous » des *Etrennes*, la liste des députés du département de la Loire-Inférieure à la Convention Nationale.

Ces députés sont nommés dans l'ordre suivant : Mehol (*sic*), Chauvière, Chaillon, Villers, Mellinet, Fouché, Jarry, Coustard. On indique comme suppléants : Tartu, Benoiston, Cesar Maupassant, massacré à la prise de Machecoul en 1793. A part l'obscur Chauvière, qui fut remplacé par Lefebvre, procureur-syndic du district de Nantes, les huit députés titulaires siégèrent à la Convention; je trouve leurs adresses à Paris dans un petit livre publié à la fin de 1792: Nous avons leurs votes dans le jugement de Louis XVI.

*Les votes
des députés
de Nantes*

Aucun de ces votes n'est motivé, sauf celui de Chaillon, « homme de loi à Montoir », qui avait joué un rôle au Parlement de Bretagne et aux Etats généraux. Il monta à la tribune de l'Assemblée pour déclarer qu'il s'opposait à la mort de Louis, « précisément parce que Rome le voudrait pour le béatifier ».

Meaulle, le juge du tribunal de Châteaubriant, dont les *Etrennes* orthographient bizarrement le nom « Mehol », vota la mort sans phrases: Louis est coupable de crimes

contre la sûreté de l'État; il ne peut bénéficier des circonstances atténuantes, il doit être privé de la vie. Villers, président du département à Nantes, et Fouché, le fameux Fouché, du Pellerin, le futur duc d'Otrante et ministre de la police impériale, qui prend alors le titre de principal du collège de Nantes, où il a d'abord professé, se prononcèrent aussi pour la peine capitale.

Mais la majorité des représentants de la Loire-Inférieure pencha pour la clémence. J'ai cité l'opinion bizarrement motivée de Chaillon. Lui et Jarry avaient réuni le plus grand nombre de voix des électeurs nantais (quoique les *Etrennes* ne nomment celui-ci que l'avant-dernier). Jarry qui se qualifiait négociant à Nantes, agriculteur et directeur des mines de Nort, qui eut plus tard le courage d'attaquer Marat en pleine Convention et l'honneur de passer neuf mois dans diverses prisons de Paris, vota pour l'emprisonnement de Louis jusqu'à la paix. René Constant, Lefebvre, Mellinet, « négociant », ainsi que le bruyant Coustart de Massy, votèrent aussi contre la mort.

Très curieuse figure que ce Coustart, originaire de Saint-Domingue, où il était né le 28 octobre 1734, gendarme, mousquetaire, lieutenant des maréchaux de France, colonel des premiers volontaires nantais en juillet 1789, premier président du Directoire de Nantes, commandant général des gardes nationales, célèbre par son ascension en ballon, reproduite par une gravure où il est représenté avec Mouchette dans la nacelle de la première mongolfière qui s'éleva à Nantes. Au mois de juillet 1792, il s'agitait beaucoup pour la défense de « la Patrie en danger ». Le 10 août, il était nommé commissaire aux armées et se rendit au camp de Lauterbourg près Wissembourg pour « électriser l'armée ». Il fut exécuté comme Girondin, le 7 novembre 1793 avec Philippe-Égalité.

En somme, le département était dans les modérés, presque dans les incolores; il se mêla peu, comme dit

Victor Hugo dans *Quatre-vingt-treize*, au « brouhaha des votes tragiques »; il n'avait envoyé à la Convention qu'un homme vraiment supérieur, mais qui devait déshonorer son talent par de multiples palinodies, l'énigmatique Fouché.

A noter aussi, pour le nom qu'il devait honorablement transmettre à un glorieux petit-fils et aussi pour son activité, son besoin de se mettre en avant, le député Mellinet. Non content de se faire inscrire au Comité du Commerce et au Comité d'Instruction publique, ce brave négociant présenta, dans la séance du 6 janvier 1793, le projet d'un *Comité censorial* à la Convention, qui en décréta l'impression. Il demandait que ce Comité, composé de 83 membres, un par département, veillât au bon ordre des séances et à l'assiduité des députés; chacun des membres du Comité devait porter une médaille avec ces mots : « Citoyens, vous êtes ici pour délibérer sur les intérêts de la Patrie ». Un mélange de phrases ampoulées et de citations de Rousseau (*Le Contrat social* était l'évangile du jour) fait, du rapport de Mellinet, un document curieux.

L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

! Département
de la
Loire-Inférieure

L'Administration républicaine, sous le régime de la Convention nationale, était des plus compliquées. Chaque département était pourvu d'un Conseil du département et d'un Directoire, le président de cette double assemblée ayant les charges et les attributions de nos préfets actuels. C'était l'Administration supérieure. Une Administration secondaire comprenait pour chaque district — il y avait neuf districts dans la Loire-Inférieure, y compris celui de Nantes — un Conseil du district et un Directoire. Le Conseil du district ressemblait beaucoup au Conseil général et le Directoire à la sous-préfecture. Mais comme ces deux assemblées avaient le même président, le même procureur-syndic, il y avait

une sorte de fusion ou de confusion entre les pouvoirs. La division par arrondissements, se substituant à la division par districts, a simplifié les choses et nettement établi la division entre le sous-préfet, représentant de l'autorité de l'Etat, et le conseiller général, représentant des libertés locales. Ces questions de droit administratif sont, au surplus, délicates et fort arides ; je n'y touche qu'à cause des noms des citoyens nantis de fonctions assez difficiles à définir.

Au sommet de la hiérarchie nationale étaient le ministre de l'intérieur Rolland, célèbre par lui-même et par sa femme, et les assez obscurs ministres des contributions publiques (finances) et des affaires étrangères, Clavière et Brun. Leur subordonné direct, le plus haut fonctionnaire du département de la Loire-Inférieure, était ce Beaufranchet, que je n'ai pu identifier avec Beaufranchet d'Aycet et qui cumulait ses fonctions doublement présidentielles avec celles de Commissaire des poudres et salpêtres. Président du Conseil et du Directoire du département, demeurant, 31, rue Pope, Beaufranchet avait dans son Conseil bon nombre de Nantais dont il nous faut retenir les noms. C'étaient Sotin de la Coin-dièrre, futur ministre de la police générale, qui eut un homonyme directeur du collège ecclésiastique des Couëts ; Leminihy ; Chiron aîné ; Gaschignard, d'une famille de Machecoul qui avait produit un professeur érudit, auteur d'une *Histoire de Bretagne par demandes et réponses* ; César Maupassant, de la branche bretonne d'une famille normande bien connue, ancien membre démissionnaire de l'Assemblée Constituante, il fut massacré par les Vendéens, lors de la prise de Machecoul ; Fourmy ; Antoine Peccot, orateur du Club de la Halle, que nous retrouverons ; Cathelineau, que l'on s'étonne fort de rencontrer ici, mais qui pouvait n'être pas parent du chef vendéen ; Soreau ; Delourmel ; Painparay ; Bouchaud jeune, un de ceux qui attribuèrent leur nom à un passage de la ville ; Phelipes, ancêtre probable du savant Phelipes

Beaulieu ; Tardiveau aîné, en qui l'acteur Colombey pourrait trouver un aïeul ; Forget, le même probablement que le trop fameux géôlier des *Saintes Claires* sous Carrier ; Francheteau jeune et Francheteau aîné, dont la dynastie s'est perpétuée, le fils eut une maison de santé, le petit-fils fut armateur, conseiller municipal, puis juge de paix. Mais cette simple revue, dans laquelle il faut comprendre le procureur-général-syndic Letourneux, place du Pilory, qui fut plus tard ministre, et le secrétaire général Grelier, qui tous deux ont fait souche de Nantais, est des plus curieuses au point de vue local.

Le Directoire du Département comprenait une sélection des membres du Conseil : ils étaient onze, y compris le procureur-général syndic et le secrétaire général. Nous apprenons leurs adresses. — Poton, le vice-président, que nous ne connaissons pas autrement, habitait à la Fosse, maison Leroi, 70 ; — Sotin, cours du Peuple. — César Maupassant n'avait pas de domicile personnel ; il demeurait chez Chardonneau, Haute-Grande-Rue. — Antoine Pécot ; n'était-ce pas le même, plus vieux, qui fut un poète voltairien sous la Restauration et, vers 1840, un bibliothécaire de la ville, prédécesseur de Pehant. Il devint l'orateur du club de la Halle et fut l'un des 132 Nantais dont les survivants dénoncèrent à la Convention les crimes de Carrier. — Gourlay, comme Maupassant, donnait son adresse chez un ami ou chez un logeur. — Lemoine, Haute-Grande-Rue. — Le procureur général syndic Letourneux, marié plus tard, le 17 messidor, an III (5 juillet 1795), avec Annie-Gabrielle, fille du conventionnel Etienne Chaillon et de Julienne Oliveau, native de Montoir, et demeurant rue Lenôtre, section de la Fraternité. Il était alors domicilié place du Pilory. A l'époque de son mariage, il habitait la rue du Patriotisme, section de la Concorde. Les témoins de son mariage furent : René Godin, Gilbert Beaufranchet, commissaire des salpêtres et poudres, Joseph Jarry,

No 287
 Vu par nous Président & Membres du Directoire du Département de la Loire inférieure, en Directoire, à Nantes, le 20^{me} Ventôse an 7^{me} de la République Française.

Cathelineau
 Poton
 Lepeley
 Fourny
 Antoine René Yon
 pour le pre. G. Yon

Signatures de : POTON, Vice-Président du Directoire, FOURMY, membre du Directoire, CATHELINÉAU, LE PELEY, LE PELLETER, membres du Conseil du Département, Antoine-René Yon, secrétaire ; d'après un certificat de résidence du 2 juin 1793, appartenant au baron Gaëtan de Wismes.

député à la Convention nationale, et Jean-Théodore Vanberchen, négociant. François Letourneux fut successivement : an IV, 20 brumaire, commissaire du pouvoir exécutif ; an V, 28 fructidor, ministre de l'Intérieur ; an VI, membre de la Régie de l'Enregistrement ; an VII, 29 prairial, député au Corps Législatif, membre du Conseil des Anciens. Mais sa rigidité, ses mœurs austères, s'accommodaient mal avec la corruption du Directoire. Pour éviter ses protestations, Barras et Talleyrand le firent exclure de l'assemblée, et, l'an VIII, 12 floréal, on le retrouve juge au Tribunal d'appel de Rennes. Il mourut le 17 septembre 1814, à St-Julien-de-Concelles, laissant deux fils, Horace, qui fut Conseiller à la Cour de Riom, et Tacite, Président du Tribunal de Fontenay-le-Comte. Son dernier descendant est aujourd'hui le Commandant Emile Letourneux, ancien membre du Conseil Municipal de Nantes. François Letourneux, dont la vie fut si mouvementée, n'a pas laissé de mémoires. On n'a jamais publié la biographie de cette physionomie curieuse. Disons enfin que le secrétaire général Grelier demeurait rue Bossuet, maison Babin, près le Pilory. Toutes ces indications sont à retenir par qui veut se rendre un compte exact de la topographie de Nantes à cette époque.

Les bureaux du département correspondaient assez fidèlement aux divisions actuelles de la préfecture. Il y avait le secrétariat pour la transcription des décrets et des lois, des procès-verbaux des séances, tout ce qui a rapport aux brevets d'invention et la correspondance relative à ces objets. Le premier commis s'appelait Yon et habitait rue Helvétius, n° 2, ancien quai du Marais ; le second commis, Gaschignard, rue du Chapeau-Rouge, devait être parent du membre du Conseil, car le cumul de fonctions aussi dissemblables me paraît impossible.

Au premier bureau, dit des Administrations, on traitait d'affaires très diverses, les assemblées primaires, les municipalités, les districts, les tribunaux et les juges de

*Le Département
et ses bureaux.*

paix, les prisons, les hôpitaux, les ateliers de charité et travaux de secours, la mendicité, le vagabondage, l'agriculture et le commerce, l'éducation publique, les secours aux noyés et incendiés, la correspondance et la comptabilité y relatives. Pour savoir se reconnaître dans ce fouillis de questions disparates, il fallait que les deux commis, Masson Bellefontaine à Richebourg et Coquin, place Largillière, eussent la tête bien organisée.

Le deuxième bureau, moins chargé, était celui des contributions directes et indirectes et des ouvrages publics (grands chemins, ponts et chaussées), dirigé par Goulard et Haumont.

Au troisième bureau, qui avait sa raison d'être depuis la Révolution, on s'occupait des domaines nationaux et des frais du culte. On sait quelle était l'origine des biens nationaux. Quant aux frais du culte, ils comprenaient alors les pensions et traitements des ecclésiastiques, constitutionnels ou non; le clergé était subventionné par l'Etat qui avait aussi à pourvoir aux réparations des églises et des presbytères. La liquidation et le rachat des droits féodaux, curieux vestiges des législations anciennes, rentraient, ainsi que la surveillance de l'administration forestière et des monnaies, dans les attributions du 3^e bureau. Les deux commis s'appelaient Fleury et Gaschignard père. Très absorbants, ces Gaschignard; voilà le troisième que nous rencontrons.

Le bureau de la guerre (4^{me} bureau) n'était pas une sinécure. On avait compris dans ses attributions, je ne sais trop pourquoi, la comptabilité générale. Il avait assez à faire à s'occuper du mouvement, du passage, du logement et du casernement des troupes, de leurs vivres et fourrages, de la fourniture des voitures et chevaux de selle, des pensions et habillements d'invalides, soldes et demi-soldes, de la gendarmerie nationale, des gardes nationaux, des classes de la marine nationale et de la marine marchande, etc., etc... Figurez-vous ce que pouvaient être les bureaux de la guerre à

Nantes en 1793, en plein centre de l'insurrection vendéenne. Les deux commis, Couault et Loisillon, ne suffisaient certainement pas au travail.

On voudrait des détails sur le bureau des émigrés, qui devait, dans une certaine mesure, se tenir au secrétariat, puisque Yon était le premier commis de l'un et de l'autre. Il existait déjà un *Syndicat*, et un commis, un seul, le nommé Dory, y était attaché. Les huissiers étaient au nombre de deux : Lauret, qui prenait le titre de « premier », et Mergault, qui remplaçait Ratet « parti pour les frontières », en ardent patriote qu'il était, sans doute. Le concierge, ce personnage de tous les temps, s'appelait Chereau.

À côté du Directoire supérieur, qui centralisait toute l'Administration du département, existait le district, division administrative correspondant à peu près, comme je l'ai dit, à l'arrondissement d'aujourd'hui. Chaque district avait son Conseil et son Directoire particuliers. Dans la composition de celui de Nantes, je relève bien des noms intéressants. Le président du Conseil, Bougon, était un peintre d'histoire, dont la trace se retrouverait dans les salons de l'époque; il devint membre du Comité central en mars 1793, puis commissaire en Bretagne avec Sotin, durant la crise girondine. Le vice-président, Lecomte, rue Soufflot, était-il parent de son homonyme, le général républicain, fils d'un maître de postes de Fontenay, et qui avait été chef de bureau à l'Administration départementale de la Vendée? Goullin est évidemment le futur membre du Comité révolutionnaire et le bras droit de Carrier; il venait de Saint-Domingue; il n'était point, d'après l'enquête que ceux-ci provoquèrent, l'ancêtre des Goullin que j'ai connus, le père président du Tribunal de Commerce, et le fils, consul de Belgique, vice-président de la Caisse d'épargne, adjoint au maire. Rien de précis sur Renou; je note que ce nom, toujours porté à Nantes, est celui d'un chef de division

*Directoire
et District.*

vendéen sous Lescure et Stofflet, et je fais réflexion que les extrémités se touchent. Ramard m'est inconnu, mais j'ai peine à croire que Vandamme soit étranger au général qui, vers 1799, combattit victorieusement les Anglais et les Russes. Il laissa des héritiers à Nantes. Les descendants d'Athenas, patriote intègre, savant austère, existent encore; l'un d'eux était professeur au lycée vers 1865. Parmi les noms suivants, Dehergne jeune, Bruneau, Paul Gerbier, Bertrand, Gerde, évoquent tous des souvenirs nantais, ainsi que le prouve la *Bio-Bibliographie Bretonne*; il en est de même pour le procureur-syndic Clavier, qui fut président de l'Administration centrale de la Loire-Inférieure, membre du Conseil des Cinq-Cents, et dont un petit-fils ou petit-neveu était, récemment encore, notaire à Nantes, et pour le trésorier Vallin aîné, souche certaine d'un de mes condisciples de lycée, devenu médecin-major de première classe.

Remarquons que les chefs et sous-chefs des bureaux du département sont désignés dans cette partie des *Elrennes*, ce qui prouve que ces bureaux étaient communs au Directoire du département et à celui du district. Il y a cinq chefs en tout et deux sous-chefs; le sous-chef des impositions s'appelle comme un avocat que Nantes connaissait bien de mon temps, Padioleau.

Les districts.

Les huit autres districts du département doivent nous offrir moins d'intérêt. Quelques noms sont cependant à retenir parmi ceux des membres des Conseils et Directoires. A Ancenis, je note un Péan à Rochemantru (le nom a fort bien pu devenir Péhant; il y eut aussi des cordiers de ce nom); un Jousselin, procureur syndic; un Rezé, assesseur; un trésorier, nommé Palierne, vieille famille qui a donné un vicaire à l'ancienne paroisse de Saint-Louis. A Châteaubriant, Demolon à Fercé me paraît bien l'ancêtre du général et du colonel Demolon et d'un Demolon, architecte, qui contribua beaucoup à organiser l'Exposition Nantaise de 1886, et

Fr. Guibourg, d'Erbray, pourrait être de la même famille que M. Guibourg, le fidèle compagnon de la Duchesse de Berry, qui était, je crois, de Châteaubriant. A Blain, je retrouve ou reconnais les noms de Gicquel, de Landais, de Fourage, de Leroux, de Garaud, et celui de Duhoux. A Savenay, quel'on orthographiait « Savenai », c'est Moisan, Magouet, Merot fils, Le Merle, Audren aîné, un autre Clavier, un autre Vallin, un autre Landais, procureur-syndic, et un Haugmard, homonyme et parent probable d'un jeune poète de nos contemporains. A Guérande, Jan (que je crois l'auteur de Jan Kerguistel, originaire de cette ville), est président du Conseil de district; deux de ses assesseurs, Mahé et Letorzec, ont fait souche nantaise. Il y eut au lycée un professeur, Chotard, s'appelant comme le procureur-syndic. A Clisson, je trouve des Poitou, des Vrignaud, des Constantin, des Ouvrard, des Bouchaud, dont les noms ne passent point sans souvenirs. A Machecoul, paraît un autre Vrignaud, avec un Nau, un Paumier, un Bossis et un Biré, dans lequel je verrais sans étonnement — car la distance n'est pas si grande de Machecoul à Luçon — un aïeul d'Edmond Biré, l'impitoyable critique de Victor Hugo. A Paimbœuf, enfin, des noms à physiologie locale me frappent au passage : ceux de Delucé, de Boutruche, de Martineau, qui donna des pharmaciens, et celui de Beziau, l'ancêtre sans doute du capitaine de ce nom qui fonda l'Hôtel de Flandres.

LA MUNICIPALITÉ

Du département de la Préfecture, comme on dirait à présent, nous passons à la Mairie, à la municipalité de Nantes, installée à l'hôtel de ville actuel, dont l'aile droite venait d'être reconstruite, en 1790, d'après Verger, sur un terrain de l'ancien hôtel Bizard par Emile Remigereau, l'un des descendants d'Héli Remigereau « maczon et maître-architecte », qui construisit le

La Mairie.

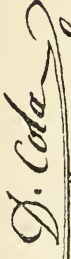
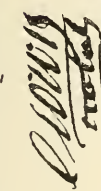
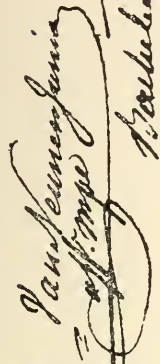
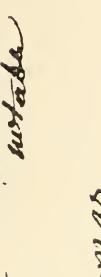
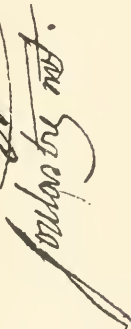
Marchix (*sic*) sous le duc de Mercœur, en 1596, et fut conducteur de l'œuvre des ponts, en 1605, d'après les comptes du miseur de la ville.

Ici les noms vont se presser et la plupart d'entre eux mériteront de nous arrêter. Deux petits avis imprimés, l'un en caractères elzéviens, l'autre en italique, nous apprennent que l'élection du maire se fait tous les deux ans, celle des officiers municipaux et des notables, tous les ans par moitié; que le corps municipal s'assemble, quant à présent, tous les jours pour délibérer sur les affaires de la communauté, et le Conseil général tous les vendredis.

Né à Nantes le 29 avril 1751, ancien avocat au Parlement, élu, en mars 1789, député des Senechaussées de Nantes et de Guérande aux Etats Généraux de Bretagne, René Gaston Baco de la Chapelle venait de s'asseoir (en novembre 1792) sur le siège municipal illustré par les Harrouys, les Darquistade et tant d'autres; il succédait immédiatement à Giraud-Duplessis, qui avait été député à l'Assemblée Constituante, et à Daniel de Kervegan. C'était un homme juste et courageux; tous ses actes publics à la mairie de Nantes lui font le plus grand honneur. Son organisation de la résistance nantaise contre les Vendéens, sa fière attitude pendant la journée du 29 juin 1793, dite de la Saint-Pierre, où il fut blessé à la cuisse, permettent d'associer son nom à ceux de Canclaux et de Beysser, les défenseurs de Nantes. Plus tard, il fut mis hors la loi pour avoir participé à la manifestation girondine et donné l'accolade à Beysser, destitué, et il fit imprimer l'*Avis d'un républicain à ses concitoyens*, pour engager les Nantais à nommer de nouveaux députés chargés de reviser la Constitution.

Il fut alors remplacé par Jean-Louis Renard, peintre en bâtiments, originaire de Paris, membre de la Société populaire, qui avait figuré sur les listes de la

Signatures des Maire, Officiers Municipaux et Membres du Conseil.

 J. Colas
off. mun.
 Louis Menard
not.
 Van Neunen Junior
not.
 Tourgouilh
not.
 Coron
not.
 Gallon
not.
 Bachelier
not.
 Soulastré
not.
 Thomas
not.
 Gaëtan de Wismes

Signatures de : COLAS, VAN NEUNEN Junior, TOURGOUILHET, officiers municipaux, Marc-
 Louis MENARD, Secrétaire-greffier, CORON, GALLON, DELAVILLE, BACHELIER, SOULASTRE,
 THOMAS, notables ; d'après un certificat de résidence du 2 juin 1793, appartenant au baron
 Gaëtan de Wismes.

milice bourgeoise et avait fait baptiser, en 1781, à la paroisse Saint-Vincent, son fils, issu de son mariage avec Charlotte de la Haye.

Quant à Baco, emprisonné à l'Abbaye, délivré au 9 Thermidor, il fut député aux Cinq-Cents, en l'an IV, puis commissaire aux Colonies. Ce qui étonne, c'est de le trouver directeur de l'Opéra, en l'an VI. Il mourut à la Guadeloupe, en 1800, pendant une mission.

Le maire Baco habitait près l'Hôtel Henri IV, place Graslin, qui prit, dès le Premier Empire, le nom d'Hôtel de France. Le premier des officiers municipaux, anciens échevins élus en même temps que le Maire, était Lecadre, d'une famille toujours existante, alliée aux Toulmouche. Il s'était associé, le 16 septembre 1792, à une démarche qui avait pour but de maintenir le général de Marcé à la garde des côtes, encore en fonctions en 1796 ; il devait faire remettre en vigueur des règlements sur le séjour des émigrés dans la ville de Nantes. C'était un fervent patriote, comme ses seize collègues, dont quelques-uns, Gaudin, F. Hardy, Douillard, Pecot, Darbefeuille, portaient des noms bien nantais ou déjà rencontrés en feuilletant les *Etrennes*. Je retrouve Barré, ministre, à côté de Morel « Américain », probablement un négociant d'origine française, venu ou revenu d'Amérique, et de Vannunen ou Van Neunen junior, représentant d'une famille hollandaise, dont il existait encore des membres dans l'industrie et comme garde-magasin à l'Entrepôt, à l'époque où j'habitais Nantes.

*Officiers
municipaux.*

Le procureur de la Commune, J.-J. Dorvo, qui demeurait rue Abailard (ex-rue Haute-du-Château) n'était pas de Nantes ; il y était arrivé, venant de Rennes, en 1791 ; on l'avait élu un an plus tard en remplacement de l'avocat Sauquet. Un des actes les plus importants de sa vie fut d'inaugurer avant le mariage religieux le mariage

*Le procureur
Dorvo.*

civil, par devant le Maire et ses concitoyens et sur l'autel de la patrie, comme on disait alors, avec la fille de Kirouard, officiel municipal de la mairie de Kervegan et probablement l'ancêtre des Quirouard de Pornic, de Saint-Nazaire et de Guérande. Le maire Giraud termina son allocution par ces mots : « Allez, courez aux pieds des autels. Que Dieu bénisse votre union. » La rupture avec le clergé n'existait pas encore.

J.-J. Dorvo est absolument différent de son homonyme Hyacinthe Dorvo, également Rennais, et auteur de plusieurs pièces de théâtre jouées à Paris sous le Directoire et le Consulat. Ch. Monselet avait trouvé amusante la silhouette de ce Dorvo, qui vivait encore à Paris en 1840, et voulait la faire entrer dans une nouvelle série de ses *Oubliés et dédaignés*. Il lui a consacré une notice dans le livre d'Octave Uzanne.

Notre Dorvo, procureur, avait pour substitut, Nouel, rue Soleil, et pour secrétaire-greffier, M. L. Ménard, qui, seul, résidait à la *Maison Commune*, à la mairie, et qui fut probablement l'ancêtre d'Ernest Ménard, le romancier, secrétaire de la Préfecture en 1848, président du Comité républicain en 1870.

Les notables.

Les *notables*, nommés à la suite des officiers municipaux et constituant avec eux la Municipalité de Nantes, répondaient bien aux conseillers municipaux d'aujourd'hui. Ses fonctions multiples, son mandat très absorbant à l'époque troublée que nous fait traverser la lecture des *Etrennes*, obligeaient le corps municipal à s'assembler « quant à présent » tous les jours. Les notables étaient au nombre de 36, autant que les conseillers municipaux d'aujourd'hui. Leurs rangs s'ouvraient à de hauts négociants, comme Delaville, dont les descendants s'appellent Delaville-Leroux, comme Dobrée, premier du nom, aïeul de l'archéologue qui dota la ville d'un curieux musée, à des prêtres comme Soulastre (nous avons peine à croire qu'il s'agisse d'un simple homonyme du vicaire général de l'évêque Minée), en

même temps qu'à des hommes du peuple faisant partie du petit commerce : Thomas, un huissier ; Huet, tonnelier ; Julien, cuisinier ; Cantin, batteur d'or ; Barrié, perruquier. Tous les rangs étaient confondus, autant et plus que dans le Gouvernement de 1848, qui associait au nom de Lamartine celui de l'ouvrier Albert, et dans le Conseil municipal de cette même ville de Nantes, où siégeait après la guerre de 1870, le mécanicien Poidras à côté du grand armateur Gabriel Lauriol. A ce propos, notre liste de notables comprend un Babin aîné près d'Antoine Crucy, père, je crois, de l'architecte Mathurin Crucy qui éleva, avec Ceineray, les plus beaux monuments de la ville, et de Laënnec, que j'ai déjà rencontré aux établissements hospitaliers. Bachelier était le futur et très ardent membre du Tribunal révolutionnaire, que Dugast-Matifeux assista à ses derniers moments, le jour même où le duc de Nemours était reçu officiellement à Nantes. Je trouve ou retrouve Chiron, Vilmain, l'avoué, Barré, Danglas, qui avait un descendant dans l'administration des tabacs en 1860 ; Hardouin père, Rosier, Giraud, Petit-Desrochettes, porteurs de noms bien nantais ; Fouré jeune, qui s'apparentait sans doute à une célébrité médicale d'autrefois, et le capitaine Bridon, probablement capitaine au long cours. Si je mets à part Chanceaulme, député du Tiers-Etat aux Etats Généraux de 1789, c'est qu'il avait à son actif un projet de souscription patriotique en faveur des jeunes employés du négoce qui « prendraient les armes pour marcher sous l'étendard de la Patrie ». Ce projet, présenté à la Société des amis de la Constitution, le 28 janvier 1791, portait les signatures de plusieurs négociants, Nau, Boucard, Le Moyne, Mosneron, Haentjens, Bonamy, Van Neunen, Genevois, Grignon, Dobrée ; il avait bien Chanceaulme pour auteur, mais, en le relisant, je vois que ses signataires font allusion à l'âge et aux infirmités qui les empêchent de suivre le parti des armes pour voler au secours de la patrie en danger.

Je crois donc que le Chanceaulme notable en 1792 était le fils de l'ancien député aux Etats de 1788 ; je le crois d'autant plus volontiers, que je démêle à la suite de son nom un petit *j* qui signifierait *junior*.

État-Civil.

Le célèbre édit de François I^{er} avait prescrit la tenue régulière du registre des paroisses et créé l'état-civil. Jusqu'en 1792, c'est à dire pendant plus de deux cent cinquante ans, le clergé seul enregistra les naissances, les mariages, les décès, ce qui réalisait un progrès immense sur l'ancien état de choses, purement arbitraire. Malgré de nouvelles ordonnances royales, malgré les vérifications fréquentes des commissaires du contrôle, bien des lacunes existaient dans les registres des curés ou des pasteurs — car les ministres protestants, sauf à l'époque de la Saint-Barthelémy et à celle de la Révocation de l'Edit de Nantes, faisaient les mêmes inscriptions que leurs confrères catholiques. Quand aux juifs, mis sans pitié hors la loi, ils n'eurent pas d'état-civil officiel sous l'ancien régime. La Convention modifia cet ostracisme. Elle avait proclamé les droits de l'homme, elle reconnut l'égalité des citoyens devant la loi. Elle institua des officiers de l'état-civil et les investit des prérogatives retirées aux prêtres dans le ressort de chaque municipalité, elle prescrivit le dépôt à la Maison Commune des registres des paroisses, qui constituèrent les plus précieuses des archives.

Je note en passant que les actes religieux dressés par les ministres du culte, parallèlement aux actes civils, conservent une réelle autorité et peuvent rendre de grands services. Lorsque les incendies de la Commune de 1871 eurent détruit les actes de naissance de beaucoup de Parisiens conservés à l'ancien Hôtel de Ville, ce sont les actes de baptême qui ont servi à reconstituer les premiers.

Revenons à Nantes. Le classement de l'immense quantité de documents extraits des paroisses, la tenue

régulière des actes nouveaux, nécessitèrent, comme partout ailleurs, l'installation d'un bureau de dépôt et la création d'officiers publics pour constater l'état-civil des citoyens. Aujourd'hui, chaque mairie affecte simplement un de ses bureaux et un petit nombre de ses employés aux déclarations de naissances, de mariages, de décès. A l'époque qui nous intéresse, la tâche, nouvelle pour les fonctionnaires qui en étaient chargés, était aussi beaucoup plus vaste, car elle s'étendait au classement méthodique des milliers de pièces qui affluèrent à la Maison Commune.

A Nantes, il avait fallu créer neuf officiers publics, un pour chacune des neuf sections dans lesquelles la ville était divisée, et un certain nombre d'auxiliaires. Ces officiers devaient être désignés parmi les plus capables, et leurs noms sont à retenir en même temps que ceux des sections de la ville, plus nombreuses que les cantons actuels (9 au lieu de 6).

La section de Saint-Jacques et Vertais, des Ponts, dirions-nous à présent, et qui a formé le 6^e canton, avait pour officier public Babus, quai des Gardes-Françaises, redevenu quai Flesselles. Celle du boulevard (quel boulevard ? sans doute le boulevard Delorme), et de la Halle, se faisait inscrire chez Morel — probablement notre Morel, l'Américain de tout à l'heure, — place Buffon, n^o 7, ou place de Bretagne, comme nous redirons à la mode ancienne. Bachelier, un des notables, rue Contrescarpe, n^o 30, était officier civil des sections de La Force et Saint-Michel, et un officier municipal, qui répondait au nom bizarre de Tourgouilhet, rue Versailles, des sections Saint-Similien et Saint-Léonard; Prevost, rue Marchix (on dit plutôt rue du Marchix) avait dans ses attributions les sections de Miséricorde et de Sainte-Elisabeth; je m'étonne même que la section ait gardé ce nom de sainte, alors que la place Sainte-Elisabeth était devenue place Cosmopolite. Mais, mon

*La Ville divisée
en Sections.*

étonnement va redoubler en constatant que Soulastre, l'universel et l'ubiquiste, le Soulastre de la rue Cerutti, (ancienne rue de l'Évêché) le premier des vicaires épiscopaux, l'aumônier de la Garde Nationale, cumule tant de fonctions avec celles d'officier des sections de Saint-Pierre et Saint-André. Après tout, ce choix était excellent ; il appartenait à un ministre du culte de débrouiller mieux que personne l'écheveau confus des documents de famille conservés à la Cathédrale même. Trois officiers publics me restent à nommer : Antoine Cruey, maître-charpentier, père de Jean et Mathurin, architectes voyers de la ville, rue Follard (ex-rue Saint-Léonard, rebaptisée ainsi du nom d'un simple écrivain militaire), pour les sections de l'isle Feydeau et Sainte-Croix ; Godin aîné, à l'Hermitage ; Bréard, rue Sarrasin, près Saint-Semilien (*sic*), pour les sections de Saint-Donatien et Saint-Clément.

On remarquera une fois de plus que ces divisions municipales administratives de la ville sont absolument calquées sur les anciennes divisions ecclésiastiques, provenant elles-mêmes des divisions gallo-romaines. C'est le territoire des paroisses, et même des paroisses telles qu'elles existaient avant la suppression de certaines d'entre elles, qui borne les sections. Pendant bien des siècles, le clergé avait façonné toutes les choses de Nantes à son usage et à son image : la Révolution amoindrit son influence sans la détruire ; sous la Restauration, il remit sa main puissante sur la ville. Mais, dans l'intervalle, l'administration impériale avait définitivement substitué, aux sections modelées sur les paroisses, la division actuelle des cantons.

*Première Mairie
républicaine.*

Après la nomenclature des officiers de l'État-Civil, nous retrouvons à son poste de la Maison Commune le greffier Menard. Il a trois commis : P. Maucière, J. Petit et J. O'Sullivan aîné. Ce dernier, Irlandais

d'origine, va jouer un rôle important et des plus honorables dans les tragiques événements dont Nantes sera le théâtre sous le proconsulat de Carrier; les historiens de la Révolution, Guépin, Michelet lui-même, le citent avec éloges. De nouvelles subdivisions apparaissent. Une section des travaux publics comprend quatre officiers municipaux : Lecadre, Douillard, Pecot, Henry; trois autres, Hardy, Colas, Van Neunen junior, sont à la section des subsistances. Delahaye, Tourgouilhet, Prévost, dont les deux derniers sont par surcroît à l'Etat-Civil, occupent la section de comptabilité; Gaudin, Brière, Bellot, celle des impositions.

La mairie avait en somme, sous le régime de la Convention Nationale, des attributions aussi variées que multiples avec un lourd fardeau de responsabilités. Un « nota » glissé à la fin de ces listes de noms et énumérations de charges nous apprend que les « déclarations concernant la vente des grains se reçoivent à la Maison Commune ». Les employés pouvaient être nombreux; ils devaient l'être à peine assez pour suffire à des tâches pareilles. La question des émoluments ne peut malheureusement, faute de pièces comptables, être résolue. Mais il semble logique d'admettre que, si les officiers municipaux et les notables exerçaient leurs fonctions gratuitement, plusieurs d'entre eux, employés à l'État-Civil ou aux services annexes, avaient un traitement.

La police municipale avait joué déjà, devait jouer surtout, un rôle très important dans les affaires publiques. Les audiences, moins nombreuses que ne sont aujourd'hui celles du tribunal de simple police, se tenaient à la Maison Commune, les mercredis et jeudis, à « 5 heures précises de relevée ». Le tribunal comprenait le maire Baco, président, le premier officier municipal Lecadre, vice-président, et, comme assesseurs, quatre autres officiers municipaux, Godebert, Morel « Américain », Darbefeuille, Barré, ministre. Il y avait encore le pro-

Police.

cureur de la commune, Dorvo, son substitut, Nonel, le secrétaire-greffier, M. L. Ménard, le commis-juré Tesso, deux huissiers, Lemeunier, Jeusier.

Bien des documents durent émaner de la police municipale au cours des années 1792, 1793. J'ai retrouvé deux affiches très intéressantes. L'une, signée J.-M. Dorvo (ce qui prouve bien qu'il n'y avait pas identité entre le procureur de la Commune et Hyacinthe Dorvo, l'auteur dramatique), enjoint à tous propriétaires, principaux locataires, logeurs, etc., de faire afficher à l'intérieur de leurs maisons, dans un endroit apparent et en caractères bien lisibles, les noms, prénoms, *surnoms*, âges et professions de tous les individus résidant dans lesdites maisons. Recommandé aux futurs collecteurs de l'impôt sur le revenu, d'autant plus que tout rentier était obligé, dès lors, de mettre dans la colonne des professions les mots : « vivant de ses rentes ».

En ce même mois d'avril 1792, l'infatigable Dorvo, toujours sur la brèche, signe un placard d'un genre tout différent, pour rassurer les habitants, inquiets, à bon droit, de la tournure prise par les événements, et les informe qu'il y aura foire à Nantes, comme de coutume, le 25 avril. On sait que les fêtes des Quatre Évangélistes étaient et sont encore jours de foire : la Saint-Marc tombe le 25 avril.

La haute police municipale se complète par les commissaires de police de quartiers. Avec les noms de ces officiers publics, les *Etrennes* nous donnent ceux des juges de paix, qui étaient six, un par canton, comme on disait déjà. Les commissaires de police, au nombre de six également, étaient placés sous les ordres d'un commissaire central ou « commissaire inspecteur », nommé Bar. Ils avaient chacun dans leurs attributions trois sections dédoublées, chacune des neuf sections ecclésiastiques et civiles étant, au point de vue judiciaire, divisée en deux. C'étaient Albert fils, pour les 13^e, 14^e et 15^e sections, canton du juge de paix Cormier, rue Juiverie ;

Lambert, pour les 4^e, 5^e et 6^e sections, canton du juge de paix Chaillou, rue Pope (ex Saint-André); Fleurdepied, pour les 10^e, 11^e et 12^e sections, canton du juge de paix d'Havelooze, l'ancêtre, sans doute, de l'armateur, qui habitait une rue bien pittoresquement nommée de la Fouasserie; Ruelle, pour les 7^e, 8^e, 9^e sections, canton du juge de paix Débourgues; Boscheron, pour les 16^e, 17^e, 18^e sections, canton du juge de paix Dupuis; Bouion Saint-Aubin, pour les 1^{re}, 2^e, 3^e sections, canton du juge de paix Abraham, rue Delille (ex Cloître Notre Dame). Cette organisation n'a que très peu varié. Il n'est pas jusqu'au nom israélite du dernier juge de paix Abraham qui ne semble une concession aux idées du jour. Mais tous les Abraham, y compris l'aquafortiste vitréen Tancrede Abraham, ne sont pas juifs.

Les Nantais d'alors, comme ceux d'à présent, possédaient un receveur municipal dit « trésorier de la ville ». Il s'appelait Mouton et demeurait isle Feydeau. Après le trésorier, et non moins arbitrairement placés que lui dans le paragraphe de la police municipale, figurent les architectes voyers de la Commune. L'architecte voyer Crucy aîné (Jean) ne pouvait être mieux choisi : c'est lui qui avait construit le pont Rousseau et le pont Maudit. Quant à l'inspecteur-voyer, dont l'adresse est bizarrement donnée « à la Comédie » où plus tard ils habitèrent de tradition comme M. Driollet, il avait succédé à Demolet; c'était ce Fournier, intéressant personnage que nous avons déjà trouvé sur notre chemin. Archiviste très savant pour son temps, classer des archives municipales, auteur d'une *Histoire lapidaire de Nantes* et une *Histoire des Antiquités de Nantes*, en 4 volumes in-f^o, ouvrages manuscrits offerts à la Bibliothèque de la ville par sa veuve, à laquelle, en 1814, la ville acheta son seul héritage, ses tableaux, ses dessins et gravures, il eut une attitude énergique devant les spoliateurs de la Cathédrale et un rôle courageux au moment de l'émeute girondine. Il ne

*Recette
municipale.*

pouvait manquer de faire partie des 132 Nantais. Des renseignements qui me parviennent au cours de ce travail et l'autorité de la *Bio-Bibliographie bretonne* de M. de Kerviler me permettent d'affirmer que Pierre-Nicolas Fournier n'était pas Breton, mais Parisien, né le 2 mai 1747. Il mourut en 1814 et laissa une épitaphe drôlatique, composée par lui-même :

Légiste et financier
Et moine et cavalier,
Artilleur, fantassin,
Ingénieur, marin,
Commandant, prisonnier,
Vétéran, citoyen,
Académicien,
De Nantes antiquaire,
Voyer, pensionnaire,
Sans fortune et sans bien.

Après Mouton, Crucy et Fournier, les *Etrennes* désignent le *trompette* de la ville Gautier, domicilié à la Maison Commune. Ce Gautier, qui annonçait à son *de trompe* les réunions publiques et les objets perdus, était-il l'ancêtre du trop célèbre Gautier, des Hospices, qui fit partie, quelques mois après, de la municipalité Renard ? La chose n'aurait rien d'étonnant.

LA GARDE NATIONALE.
POMPIERS ET ARTIFICIERS.

*La Garde
nationale.*

Avec la Garde Nationale de Nantes, ses deux légions, ses quinze bataillons, nous entrons dans le chapitre le plus intéressant des *Etrennes*, celui qui nous donnera le plus de précieux détails sur les familles et les individus. Tous les citoyens de marque tenaient à honneur d'être gradés dans la Milice Nantaise, organisée depuis deux ans déjà. Leur liste est aussi documentaire que celle des membres de trois ordres, qui concoururent, en 1788, à la fête patriotique donnée sur les cours. Le « Tout Nantes » se retrouve là, à quatre années de distance.

Le chef d'état-major général de la 1^{re} légion était

Pierre Jean, dit Piter, Deurbroucq, d'une ancienne famille originaire de Hollande. Il avait succédé au bouillant et remuant Coustard, quand celui-ci fut nommé député à la Convention. Il avait des armoiries. Son père avait été consul secrétaire du Roi, juge consulaire. Lui-même avait exercé ces fonctions de consul, héréditaires dans la famille, et il était président du Conseil d'Administration de la Garde Nationale avant de devenir chef de la première légion. Ce n'était pas un officier de carton, il le prouva en contribuant courageusement à la défense de Nantes en 1793. Je n'ai pas à suivre les brillantes étapes de sa future carrière : commandant de la Garde d'honneur impériale de Nantes, baron de l'Empire en 1809, élu député au Corps Législatif par le Sénat conservateur, en 1810, chevalier de Saint-Louis en 1814. Il habitait, dès l'époque des *Etrennes*, et il habita jusqu'à sa mort, survenue en 1831, sur l'île Gloriette (dont la Révolution avait fait, je ne sais pourquoi, la rue Gonnevillle), la belle maison de granit, connue sous l'appellation d'Hôtel Deurbroucq, où son fils, dernier du nom, aimable vieillard, auteur d'un volume de *Fables*, résidait encore vers 1865. Le portrait en profil de Piter Deurbroucq existe dans la collection de portraits au *Physionotrace*, de Quenedey : il donne l'impression d'un homme distingué, aimable, d'humeur conciliante, tel, en effet, que nous le révèle sa vie publique et que nous le peint un discours du 5 mars 1791, où il s'efforce de contenter tout le monde.

L'adjudant-général de la première légion était L. Dufeu, carrefour Casserie, et le sous-adjudant J.-B. Lacour, place de l'Égalité. M. de Kerviler a donné la biographie très complète du garde national Dufeu.

L'organisation de la Garde Nationale datait de la période héroïque de 1789. Elle était imbue du patriotisme un peu pompeux que la prise de la Bastille avait infusé dans le sang français. A Nantes — et je crois bien qu'il en était de même ailleurs — elle comprenait, avec

Les Vétérans.

les sept ou huit bataillons de chaque légion, un bataillon hors cadre dit « des Vétérans », organisé en 1790 et subdivisé en quatre compagnies que l'on désignait, pour accentuer leur caractère pacifique, sous les noms de plusieurs Compagnies *La Prudence*, *La Persévérance*, *L'Harmonie*, *La Sagesse*. Ainsi étiquetés, les Vétérans semblaient plutôt affiliés à une confrérie religieuse ou à une loge maçonnique qu'à une milice appelée à défendre ses foyers.

Un commandant, un commandant en second, un adjudant et un porte-drapeau, constituaient l'état-major du bataillon des Vétérans. Ils s'appelaient : Dehergne; Bonnement, lignée, au *xix^e* siècle, de capitaines au long cours et d'armateurs; Pimparay ou Paimparay, d'une famille de maîtres monnayeurs; Guépin cite Pimparay comme figurant à la fête du Bonnet rouge, le 15 avril 1792; il portait une pique surmontée du bonnet de la liberté et fit partie du cortège de la Municipalité qui se rendit à Saint-Pierre pour assister à une messe. Aux Jacobins, il y eut un banquet. Le soir, accompagné des 12 fusiliers de la Garde Nationale, il entra au théâtre, dirigeant la manifestation, et fut accueilli par un discours de Hugues Hardouin, après que le drapeau et le bonnet rouge furent déposés sur la scène, puis attachés par les acteurs aux colonnes de l'avant-scène, et la représentation continua par le *Devin du village* et *Blaise et Babel*. Le dernier officier d'état major, nommé Ferrand, était marchand de « fayance » à la fosse, N^o 79, et devint un des notables de la mairie Renard; il rappelle le nom du fournisseur de l'armée en 1870.

Dans la compagnie « La Prudence », je trouve, avec F. Hardi, dont le nom s'est perpétué à Nantes, Denis Philippe aîné, sous-lieutenant en 2^e; Ducommun, qui m'a tout l'air d'être proche parent du chirurgien de la marine en 1820 et du statuaire Ducommun du Locle, né à Nantes en 1804, auteur de la *Cléopâtre* du Musée et des statues de la fontaine monumentale de la place Royale, à

Nantes. Pêle-mêle dans les trois autres compagnies, voici : un Saffré, qui me fait souvenir que la famille noble de Saffray se dit originaire d'un bourg de l'arrondissement d'Ancenis portant le même nom ; un Gaborit, dont les descendants ou du moins les homonymes sont nombreux à Nantes ; un Couillaud qui pourrait avoir autre chose que le nom de commun avec un ancien banquier de la rue d'Orléans, associé avec M. Grassal, et dont le fils, M. Couillaud de la Rive, est également banquier. Je ne m'arrête pas plus à Giraud qu'à Dubois ou à Duval, ces trois noms étant monnaie courante. Camproger est plus rare ; avant d'avoir rencontré un imprimeur à Paris, je connaissais l'existence d'un inspecteur de la Compagnie d'Orléans à Nantes, devenu, depuis sa mise à la retraite, administrateur de Pen-Bron, qui vient de mourir à Nantes, le 30 Mai 1909, âgé de 80 ans, et qui devait être le descendant de Camproger, lieutenant en 1^{er} de la Compagnie « La Sagesse » et demeurant rue des Oubliettes. On ne s'attendait guère à voir la Révolution conserver cette rue, à moins que ce ne fût pour flétrir le souvenir qu'elle rappelait.

Chaque bataillon comprenait, avec son état-major, uniformément constitué comme pour les Vétérans, une compagnie de grenadiers, quatre compagnies de fusiliers. Je passe en revue, c'est le cas de le dire, tous ces braves gens et ne puis que citer au passage : un Renard, probablement le futur maire ; un Crucey, cumulant son métier d'architecte avec son devoir de garde national, même de capitaine de sa compagnie ; un Girardeau, que M. de Kerviler ne compte pas parmi les ancêtres du brillant avocat conservateur de nos jours. Mais il faut s'arrêter devant Meuris, un simple ferblantier, demeurant Haute-Grande-Rue, et qui commandait le second bataillon. Le 29 juin 1793, à la tête de 5 à 600 volontaires nantais, ce Meuris défendit la ville de Nort contre 4.000

Les bataillons.

Vendéens et perdit presque tout son effectif avant de céder un pouce de terrain. Chassin parle de la « valeur héroïque » de ce chef improvisé, et je comprends que Nantes ait donné le nom du ferblantier à l'une de ses rues. Meuris, originaire des Pays-Bas, était marié à une Nantaise. Jacobin convaincu, il fut tué plus tard en duel par Nourrit, girondin, capitaine de la Légion nantaise.

Continuons. Mais nous ne pouvons, comme Homère, accoler une épithète à chacun de nos personnages, de nos capitaines ou lieutenants, adjudants ou porte-drapeaux, dont l'énumération deviendrait fastidieuse. Il faut se borner à quelques-uns d'entre eux, laissant de côté un lot considérable de Garnier, de Dupont, de Fleury, de Thibault, de Martin. J'en passe et des moins notables.

Lamy, capitaine de la 2^e compagnie de fusiliers du second bataillon, ne doit pas être étranger à des Lamy, associés aux Petitjean et fort connus plus tard dans le négoce nantais. Il demeurait rue Abailard (pourquoi n'avoir pas laissé à la rue Haute-du-Château, devenue, depuis quelques années, rue Mathelin-Rodier, le nom du grand philosophe nantais, stupidement ridiculisé ?) Il a pour collègues et voisins Pelé aîné, qui s'appelle comme un ancien notaire de la place Royale, et Emeriau, qui porte le même nom que Maurice Julien Emeriau, né à Carhaix, en 1762, promu vice-amiral vers 1812, mis à la retraite à la Seconde Restauration, pour avoir accepté de faire partie de la Chambre des Pairs créée pendant les Cent-Jours. De telles coïncidences sont rarement fortuites.

A la 3^e compagnie du même bataillon, le capitaine Trioche (ne lisons pas Tricoche, qui demanderait Cocollet) a sous ses ordres le lieutenant Durocher. Celui-ci mériterait de nous arrêter, si nous ne savions que Léon Durocher, le barde breton montmartrois, le pentyern des fêtes de Montfort-l'Amaury, se nomme Léon Duringer; notre Durocher descend sans doute d'un maire de Nantes en 1747, qui était en même temps

colonel de la milice bourgeoise et que l'excellent Perthuis n'a eu garde d'oublier dans son *Livre Doré*.

Kerhervé, capitaine de la 4^e compagnie des fusiliers, demeurant rue Caylus (autrefois des Cordeliers), m'intrigue un peu. Il porte un nom doublement breton, d'apparence aristocratique, mais que je ne trouve point dans les nobiliaires.

Le commandant du 3^e bataillon, M. Mulonnière, eut-il des descendants qui s'appelaient de la Mulonnière ? Dans son bataillon, je relève les noms bien nantais de Burgevin ; Hamard ; Trotreau (il y eut de ce nom un architecte, rue Crébillon, et un chapelier, place Royale, au milieu du xix^e siècle) ; Ernest, que portait undes membres du Conseil municipal de 1871 ; Buron, vieille famille nantaise, où on retrouve plus tard, en 1829, un médecin à Machecoul, un géomètre à Sainte-Pazanne, après un architecte et un capitaine au long cours et maintenant, à Paris, un dentiste, son fils, membre du Comité de l'Association parisienne des anciens élèves du Lycée de Nantes ; Thomas, qui eut des descendants, dont un courtier de marchandises, je crois ; Gullman ; Tranchevent. Nous avons un P. Bonami, rue Montfort, n^o 13, membre de cette dynastie de Bonamy qui a compté, depuis le botaniste, auteur de la *Flore Nantaise*, au xviii^e siècle, et compte encore tant de représentants. P. Mouton n'est pas le trésorier de la ville ; il habite quai Forbin, l'autre île Feydeau.

Au 4^e bataillon, un Debais, qui peut très bien, malgré la différence d'orthographe, s'apparenter aux sculpteurs et peintres Debay, ou à Victor Debay, l'éminent critique, fils d'un fabricant de chocolat de la rue des Arts ; un Dubern fils, que je croirais bien, malgré l'apparente différence des conditions entre un porte-drapeau du bataillon des Ponts et un grand négociant, le fils du directeur de la manufacture d'indiennes, un des douze députés du Tiers-État en 1788. Autres noms nantais de

ce même bataillon : Branger, Langevin, Faligan, Lemoine, Mauriceau, Vrais, Oullard.

Le cinquième bataillon était celui du quartier Saint-Clément. Sous les ordres du commandant Marchais, rue Démosthène, j'y vois figurer un Huard, d'ancienne souche créole, un Delalande, un Guillemet. Les horticulteurs et jardiniers étaient dès lors nombreux dans ce quartier voisin de la campagne. P.-Ch. Legendre, rue Maupertuis (ou des Carmélites), ne serait-il pas l'ancêtre de feu Legendre, directeur du Jardin des Plantes, architecte et archéologue, qui avait entrepris un grand ouvrage sur ce beau jardin ? Pépiniéristes ou ancêtres de pépiniéristes, les Cottineau, les Fouloneau et surtout les Potiron, les Poirier, dont les noms ont des saveurs de légumes ou de fruits, Les Fruchard de l'époque révolutionnaire, que cite le *Livre Doré*, sont un François, échevin, nouveau consul, notable, et un Juste, négociant; celui des *Etrennes* a un L pour initiale de son prénom, et, si je ne puis l'identifier avec aucun des deux précédents, au moins était-il de cette famille nantaise connue dès le xvii^e siècle. Avant de quitter le 5^e bataillon, j'y note la présence de M. Pelletier, route de Paris, lieutenant de la 4^e compagnie; l'aimable trésorier de l'Association parisienne des Anciens Camarades du lycée de Nantes, dont le nom s'orthographie exactement de la même façon et dont la famille habitait le même quartier, reconnaîtra-t-il en lui l'un des siens?

Le 6^e bataillon, qui se recrutait au carrefour de la Casserie, au Pilory, au Bouffay, offrirait aux vieux Nantais bien des observations intéressantes et aussi des « sujets » de marque, tels que le 1^{er} sous-lieutenant de la compagnie de grenadiers, G.-M. Orioux, dont un descendant, M. Eugène Orioux, a écrit des volumes de vers et de sérieux ouvrages sur la ville de Nantes, dont il était le très distingué agent voyer, tels aussi que M. Guimard, un parent de l'auteur des *Annales Nantaises*, que Lourmand et Langlois, chefs ou représentants de familles bien con-

nues dans l'industrie locale, ou que F. Guillet, homonyme du Bibliothécaire de 1820 et de mon excellent ami le publiciste Léon Guillet. Mais l'aigle de ce bataillon était le capitaine de la 2^e compagnie de fusiliers, J. O'Sullivan, qui habitait rue Gaudine. J'ai déjà salué au passage cet Irlandais, qui donna le plus noble gage d'affection à sa ville d'adoption, Nantes, en empêchant d'être fusillés les 132 Nantais arrêtés par ordre de Carrier. C'est ici l'occasion de rappeler que, comme officier de la garnison, il fit partie de la petite troupe commandée par le ferblantier Meuris, qui défendit Nort contre les Chouans. Grièvement blessé, il eut à l'adresse des camarades qui regagnaient Nantes ce mot digne de ceux que Plutarque a rapportés : « Nous restons ici, nous mourrons pour la liberté ; dites aux Nantais d'en faire autant ». Les contemporains attestent que, chez O'Sullivan, la beauté du visage égalait celle de l'âme.

Le 7^e bataillon, des quartiers du Port-Maillard et de Richebourg, n'était pas complètement organisé quand les *Etrennes* parurent ; l'état-major n'avait ni commandant en second, ni porte-drapeau. Le commandant du bataillon était ce Carié, déjà rencontré, qui n'avait aucun lien de parenté avec le proconsul auvergnat. Je note le capitaine C. Saint-Omer, qui demeurait à la barrière Richebourg, et dont le nom se retrouve plus tard comme raffineur associé aux Barré (Saint-Omer et Barré), nom porté à Nantes, entre autres, par deux avoués, sous l'Empire et la Restauration ; le capitaine Barrier, les sous-lieutenants Guichet, Herpin, Gueffier, Gerbaud ; tous ces noms ont une vraie couleur locale ; il y a encore plusieurs Guichet à Nantes ; un littérateur connu, du pays malouin, s'appelle Herpin ; quant à Gueffier, c'était, il y a trente ou quarante ans, le nom du coiffeur le plus élégant de Nantes, place du Pilon ; enfin, M. Gerbaud, ancien zouave pontifical, demeurant à Thouaré et à Legé, dirige à titre gracieux, les travaux

du Calvaire de Pontchâteau. Quant à P. Chaux, lieutenant d'artillerie de la compagnie de grenadiers, l'initiale de son prénom ne me permet pas de l'assimiler à Etienne Chaux, qui joua un rôle très important sous la dictature et dans le procès de Carrier.

*Deuxième
Légion.* ±

La deuxième légion de la Garde Nationale avait huit bataillons au lieu de sept. Son chef d'état-major général, C. Bouteiller, à Gigan (*sic*), appartenait à une ancienne et nombreuse famille, bretonne d'origine, plus connue sous le nom de Le Bouteiller ou de De Bouteiller. Il avait pour adjudant général un inconnu, Chandoux, pour sous-adjudant, Guillemet jeune, un des jacobins qui dételèrent la voiture des représentants du peuple prêts à quitter la ville au moment de l'attaque des Vendéens. Au premier bataillon, je trouve plus d'un Nantais de vieille date et de bonne souche, Coiquaud fils, rue Bayle, commandant en second, parent de l'oratorien Fouché; Daviau, issu d'une des nombreuses familles bretonnes de ce nom, qui n'ont, d'ailleurs, aucune espèce de rapport avec la très ancienne famille poitevine d'Aviau, seigneurs de Piolant et de Ternay; Poisson, aïeul, peut-être, de deux Nantais fort connus à l'heure actuelle, le chirurgien Poisson et M. Poisson, ancien notaire, directeur de *La Nationale*; Bridon, dont descendent probablement Me Bridon, ancien notaire à Pornic, et son fils Joseph Bridon, dit Brydon, peintre et critique d'art à Paris; Chauvet; fit-il souche d'une famille créole à laquelle se rattachait mon vieil ami, le fin poète Paul Chauvet. Le lieutenant de la 1^{re} compagnie de fusiliers était un tout jeune homme du nom d'Omnes, décoré d'une médaille d'or par Louis XVI pour avoir sauvé deux voyageurs entraînés sous la glace et affublé d'un surnom, en qui se résume, comme l'a dit Pitre Chevalier, « la pensée révolutionnaire »; tout le monde l'appelait *Omnes Omnibus*. Le Galipaud, qui figure comme armurier à

la 4^e compagnie, ne serait point, d'après M. de Kerviler, un homonyme fortuit de l'acteur comique, notre contemporain; il y a eu autrefois à Nantes des chanoines et des architectes de ce nom; à Pornic, un escalier Galipaud, rappelle le célèbre curé de l'époque révolutionnaire.

Gallway, commandant du second bataillon, maison Durbé, n'est cité nulle part; son nom indique une origine anglaise. Notons que dans la maison Durbé, au quartier de la Fosse, demeuraient d'Angers, sous-lieutenant de grenadiers; M. Aubin, sous-lieutenant de la 4^e compagnie, ancêtre tout désigné de l'avocat Antony Aubin. Quelques adresses sont à retenir : *L'entrepôt des cafés*, pour S. Dumais; *Chezine* (on disait « à Chezine »), pour A. Bourmand; le *coto* (*sic*) *Miseri*, pour J. Baudet. On n'avait pas perdu de temps en créant une rue Baco; P. Lebœuf y habitait, au n^o 4. M. Haentjens, Flamand d'origine, dont le nom reviendra souvent plus tard dans l'histoire du haut commerce nantais, commandait la 4^e compagnie et demeurait quai Chaussay (?), n^o 3.

Peu de remarques à faire sur le troisième bataillon, commandé par Binet. Tardiveau, Garreau y représentent le vieux Nantes. Un Van Neunen y fait son apparition; nous en avons trouvés, nous en trouverons d'autres. Il y a eu au milieu du xix^e siècle un arbitre de commerce nommé J. Joux, comme le lieutenant de la 4^e compagnie.

Vasseur, sous-lieutenant de la 1^{re} compagnie, G. Lahaye, lieutenant de la 3^e du 4^e bataillon, avec S. Adam, deuxième sous-lieutenant de la 3^e, demeuraient dans la rue Cazanove (ancienne rue Saint-Lazare), aujourd'hui rue des Hauts-Pavés. Ce bataillon livre encore les noms, familiers aux oreilles nantaises, de M. Landais, P. Langlois père, J. Fonteneau et celui de A. Saveneau, qui signait, un peu plus tard, comme greffier en chef de la mairie, une affiche enjoignant à tous les citoyens français ou étrangers de présenter au com-

missariat de police leurs passeports le jour de leur arrivée « ou le lendemain s'ils arrivaient tard ». Il y avait encore, de mon temps à Nantes, deux Van Neunen. Il y en avait davantage en 1792 : Van Neunen *junior*, commandait le cinquième bataillon. Parmi les officiers qu'il avait sous ses ordres, je trouve, avec deux Perruchau, habitant au Bignon-Lestard, le fils, sous-lieutenant de grenadiers, le père, capitaine de la 3^e compagnie de fusiliers, un autre Van Neunen fils aîné, rue du Chapeau-Rouge, n^o 2.

Pierre-Marie Fournier, domicilié, comme nous l'avons vu, « à la Comédie », se détournait de ses devoirs civils pour commander le sixième bataillon. Il avait pour adjudant L.-L. Bataille, demeurant près la Corderie, rue Rubens, que Léon Brunschwig, dans ses *Ephémérides Nantaises*, donne comme le grand-père du chanteur célèbre, qui mourut sous-préfet d'Ancenis. Dans son bataillon, je remarque un Drouin, un Hubert, un J. Mary, qui habite « maison Graslin », et un P. Coustard, 2^e sous-lieutenant, que son prénom m'interdit de confondre avec le jeune Hercule, fils du député et l'un des plus ardents patriotes de la jeunesse nantaise.

L'Allemand Wieland, chef du septième bataillon, eut une triste fin. On ne lui tint pas compte de ses faits d'armes devant Machecoul, qu'il reprit, en avril 1793, à la tête des grenadiers de la Garde Nationale nantaise. Ayant capitulé dans Noirmoutiers, il fut accusé de trahison et fusillé en même temps que d'Elbée, quoique celui-ci eût affirmé qu'il n'était pas de connivence avec les royalistes. Ce tragique épisode a inspiré au peintre Le Blant son beau tableau du Musée de Nantes. Wieland avait pour adjudant Grandmaison, futur membre du Comité révolutionnaire de Nantes et complice de Carrier, dont il partagea le sort. Parmi ses officiers figurent : Pierre-Frédéric Dobrée, le premier des Dobrée venus de Guernesey à Nantes, consul des États-Unis, officier municipal, négociant notable, que nous retrouverons au commerce ; un Allemand qui fit souche nantaise,

Schweighauser; un Favre; un Nourry; un Fourcade, dont les descendants ont marqué et existent encore; P. Saradin, le plus ancien que je connaisse de cette lignée de vieux républicains nantais, et qui, parfumeur, demeurait déjà rue Fosse, 19.

Groleau, capitaine de la compagnie de grenadiers, Rozier; un autre Grandmaison; Delpech; A. Leduc, officier, plus tard, de la Grande Armée, sous Napoléon I^{er}, et dont le vrai nom était Girard, ancêtre des deux peintres nantais et de l'éditeur de musique parisien, sont les officiers qui m'ont le plus frappé par les souvenirs nantais que leur noms évoquent dans le huitième bataillon, le dernier de la deuxième légion et de toute la Garde Nationale.

La Garde Nationale à cheval, composée de deux compagnies, complétait l'effectif imposant des gardes nationales nantaises. Je regrette de ne pouvoir décrire son uniforme et son équipement, que l'on peut, je crois, retrouver aux archives municipales et qui devaient, si j'en juge par cette simple indication : « compagnie houpette rouge — compagnie houpette bleue », ne pas manquer de panache. Plaisanterie à part, et sans même rappeler que le portefaix Nicolas Leclerc, condamné au pilori pour avoir volé, en 1792, un *chapeau à houpette*, avait dû dérober le corps du délit à un membre de la Garde Nationale à cheval, je me plais à déclarer que les cavaliers de la milice eurent, comme les fantassins, une part glorieuse dans la défense de Nantes. Leur commandant, Robineau, Cours de l'Égalité, qui fut blessé à l'attaque de Nantès en 1793, laissa des descendants, connus sous le nom de Robineau de Bougon. Le 16 octobre 1790, à l'élection du commandant en chef de la Garde Nationale, qui venait d'être, en prévision de graves événements, renforcée de plusieurs bataillons, il avait été en compétition avec Coustard de Massy; il eut au premier tour de scrutin un nombre de voix presque égal à celui de son concurrent,

*Garde nationale
à cheval.*

qui l'emporta définitivement au scrutin de ballottage. Les deux compagnies que Robineau commandait en chef comprenaient chacune un capitaine, deux lieutenants, deux sous-lieutenants, un adjudant, trois maréchaux-des-logis. Il y avait encore un trésorier, nommé Barbier, dont le grade n'est pas indiqué, et, en guise de fanfare, un trompette de la compagnie bleue, Boireau, qui logeait au château, un trompette de la compagnie rouge, Maurisset. Les officiers n'ont rien qui les signale à l'attention, sauf deux nobles appartenant à des familles citées dans d'Hozier, Limoelan et Defrondat. Le fils de ce dernier vécut une partie de sa vie à l'île Maurice. Une vieille demoiselle de Frondat, en qui le nom s'est éteint, est morte à Nantes avant 1870.

*Bataillon
des Élèves.*

En tête de la Garde Nationale, marchait le bataillon des Vétérans; le bataillon « des Élèves », on a dit depuis des « pupilles », fermait la marche. Il avait un commandant de bataillon, Debreiène aîné, un adjudant, un portedrapeau, cinq compagnies, et, seul de l'arme, possédait un tambour-major, le sieur Legrand, rue Delorme. Parmi les officiers, quelques noms nouveaux m'attirent, ceux de Métayer, de Lafargue, de Chaillou, de Poidras, que j'ai vu porter concurremment par un richissime propriétaire, M. Poydras de la Lande, et par un prolétaire, le mécanicien Poydras, conseiller municipal en 1871. Je trouve aussi un Durassier, qui m'a bien l'air d'être le futur secrétaire de la compagnie Marat, d'assez sinistre mémoire, en 1793. J'en aurai tout à fait fini avec la Garde Nationale en mentionnant, d'après les *Etrennes*, le secrétaire de l'état-major général, L. Labat, qui résidait au secrétariat à la Halle Neuve — neuve en 1792, et aujourd'hui renouvelée par le vaste bâtiment élevé sur l'emplacement du marché Talensac.

En 1792, Nantes n'avait pas de troupes de ligne. Il fallut que le représentant Coustard signalât au Comité de Salut Public le danger de livrer la ville aux entreprises de l'armée vendéenne pour qu'on se décidât, en juin 1792,

à lui envoyer une garnison. La garde nationale joua donc le rôle le plus important dans les événements militaires, et elle paya largement l'impôt du sang.

Pour la défense des côtes, elle pouvait se reposer sur le corps des volontaires, ayant à leur tête le commandant Guillaume Berthault, vieille famille nantaise, rue Contrescarpe, et un adjudant, Deslandelles, île Feydeau, parent, je présume, de Guihery Deslandelles, associé ou successeur de Colin, fondateur des conserves alimentaires, prédécesseur de Philippe et Canaud, et appartenant, peut-être, à la famille Veillet qui, à Moncontour, en l'an IX, portait le nom de Deslandelles.

La compagnie Dugai-Trouin (*sic*) avait comme capitaine : Leprêtre ; la compagnie Jean-Bart : Le Chevert, quai Forbin ; et la compagnie Cassard : Wuibert.

A la différence des marins de la Vendée, ces volontaires marins de la Loire-Inférieure n'ont pas beaucoup fait parler d'eux.

Il en est autrement des volontaires nationaux du département ou Volontaires Nantais, qui, à peine constitués, envoyaient à l'Assemblée Nationale, le 20 février 1790, une adresse où ils demandaient à être organisés de la même manière que le seront les gardes nationales. Leur appel aux *Pères de la Patrie*, comme ils disaient dans leur pompeux langage, fut entendu. Ils eurent pour premier commandant en chef Coustard de Massy ; pour commandant en second Deurbroucq, qui, mis d'abord à la tête de la Garde Nationale, furent remplacés, en 1792, par Josmet la Violais et Guéné. Vivait encore sous Louis XVIII le riche Deurbroucq, décoré, devenu baron de l'Empire et membre de la Société Académique.

Ils formaient alors une compagnie de grenadiers et huit compagnies, mais ils n'avaient qu'un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant par compagnie, et un

*Volontaires
marins.*

*Volontaires
nationaux à
St-Domingue.*

effectif total qu'on peut évaluer à 500 hommes environ.

Leur commandant en chef de 1792 n'était pas le premier venu. Jean-Louis-Gaspard Josmet (que les *Etrennes* appellent par erreur Jonet) la Violais s'était déjà préoccupé à Machecoul, son pays, de l'organisation d'une garde civique avant de devenir à Nantes lieutenant-colonel, puis commandant du bataillon des Volontaires Nantais. En 1792, on l'envoya aux Sables-d'Olonne réprimer les troubles de la région. Un peu plus tard, il alla faire campagne avec une partie de sa troupe à Saint-Domingue, où l'insurrection de Toussaint Louverture venait d'éclater. Cette présence du chef des Volontaires dans la grande île américaine explique une bizarrerie apparente; les *Etrennes* indiquent Saint-Domingue comme résidence de ces Volontaires, et j'avais cru d'abord qu'un quartier de la ville pouvait, en raison des relations commerciales de Nantes avec les Antilles, être désigné ainsi. Josmet la Violais laissa à ses subordonnés l'honneur de défendre Nantes; mais, de retour de son lointain voyage, il devint, au cours de la guerre de Vendée, général de brigade dans l'armée de l'Ouest, remporta quelques avantages, mais eut le tort de se mettre mal avec Hoche, contre lequel il écrivit un factum, qualifié par un citoyen de l'époque de *dégoûtant libelle*. Sa mise à la retraite d'office suivit de près. On voudrait mieux connaître le personnage dont on n'a guère que les états de services. Il était cousin germain de la femme de Charette, une veuve riche, et beau-frère de Luminais, député de la Vendée, ancêtre du peintre de ce nom. Il vivait encore en 1822.

Aucun des officiers des Volontaires Nantais ne joua un rôle important dans les nombreux faits de guerre de cette période agitée. Je ferais une exception pour O'Sullivan, sous-lieutenant de la 5^e compagnie, si je croyais qu'il fût le même personnage que J. O'Sullivan, le capitaine de la 2^e compagnie du 6^e bataillon de la garde nationale; la simple réflexion nous apprend que nous avons affaire à

un parent, modeste homonyme. Je n'ai pas rencontré encore les noms de Bourgouin, de Tardy, de Chapelain, de Le Roy, de Billard, de Portail. Celui de Marquis, tambour-maître^c de la 8^e compagnie, ne me semble pas nantais; je^e vois dans Chassin qu'il était^f porté par un capitaine du 10^e bataillon de la Meurthe. Celui de Perthuys, sous-lieutenant à la 3^e compagnie, devait intriguer à bon droit et pouvait intéresser directement mon ami Alexandre Perthuis, à moins que ce distrait, qui eût parfois rendu des points au Menalque de La Bruyère, ne l'eût pas remarqué.

L'effectif militaire, déjà imposant du département de la Loire-Inférieure, se complétait par la Gendarmerie Nationale, composée de 18 brigades, chacune formée de quatre gendarmes, un maréchal des logis ou un brigadier. C'était peu, et la vieille plaisanterie sur les « quatre hommes et un caporal » me revient en mémoire à propos des Pandores nantais de 1792. Dumouriez avait pourtant réclamé l'organisation, la multiplication des brigades de gendarmerie et leur envoi aux frontières menacées. Il avait obtenu peu de chose, et c'est seulement sous le Directoire que l'ancienne maréchaussée, définitivement transformée en gendarmerie, fut réorganisée dans les départements de l'Ouest. Notons que la gendarmerie était alors partagée en divisions. Le colonel de la 5^e division, dont Nantes dépendait, résidait à Rennes et se nommait Gardin. Il y avait un officier pour trois, quelquefois deux, brigades, ce qui dénote un amour immodéré du galon. Quelques noms de ces officiers sont à retenir : celui, bien nantais, de Naudin, dont un descendant fut banquier, celui de Mourain, signalé plus tard par Chassin comme lieutenant de gendarmerie à Beauvoir et qui me paraît ne faire qu'un avec Mourain de Sourdeval, surtout celui d'un Charette, capitaine à Châteaubriant, sur lequel les biographes du fameux Vendéen ont négligé de nous renseigner, car il ne devait

Gendarmerie.

pas être parent du célèbre général. La gendarmerie noir-
cissait déjà beaucoup de papier; elle avait son secrétaire
greffier, Bureau, le bien nommé, à Nantes.

Pompiers.

Une rubrique très intéressante, et qui suit immédiate-
ment la *Gendarmerie Nationale*, est celle-ci : *Officiers de
pompes à incendie de la ville de Nantes avec les différent
dépôts des pompes*. Dans une ville industrielle, où le
risques d'incendie ne manquaient pas, on s'était préoc-
cupé de bonne heure de porter remède au fléau. Dès le
xvi^e siècle, des confréries s'organisèrent dans ce but et
ce sont des religieux qui manœuvraient, jusqu'au milieu
du règne de Louis XV, les lourdes pompes à bras alimen-
tées par les seaux d'eau puisés à la rivière. Vers 1760, des
citoyens de bonne volonté forment une milice de pom-
piers ; en 1792, cette milice, organisée d'une façon
sérieuse, avait son capitaine inspecteur et ses capi-
taines de pompes. Elle avait aussi un uniforme, déjà
analogue à celui du casque légendaire dont les *Etrennes*
ne font pas mention, à celui que nous avons connu et
qui tend à se simplifier : habit bleu de roi, collet, pare-
ments et passepoil rouge, doublure et revers bleus,
passepoil des parements et du collet blanc, veste et
culotte blanches, boutons de la Garde Nationale.

C'est dans ce costume que les braves pompiers nantais
allaient au feu. Leur métier n'était pas une sinécure,
témoin, entre bien d'autres, le terrible incendie du
théâtre Graslin, en 1796. On peut croire que, préposés
à la conservation des biens et de la vie de leurs conci-
toyens, ils éprouvaient un légitime orgueil. Leurs offi-
ciers tenaient beaucoup à leur rang d'ancienneté et, dans
les *Etrennes*, on a fait précéder leurs noms d'une lettre
indiquant le rang. Le capitaine inspecteur était le pre-
mier officier municipal, Le Cadre, demeurant chaussée de
la Magdelaine, et que je trouve indiqué, sur une pièce
de 1790 relative à l'élection de la mairie Kervegan,
comme exerçant alors la profession de ferblantier. Bel-

zon, orfèvre, carrefour Saint-Nicolas, était capitaine de la pompe n° 1, en dépôt à la Maison Commune, où se trouvait aussi la pompe n° 2, dont le capitaine Poupard, marchand clincailler (*sic*), rue Bon-Secours, doit être un aïeul de Poupard-Davyl, l'auteur dramatique et romancier, condisciple de Chassin au lycée de Nantes. D'autres dépôts de pompes existaient à la nouvelle halle, à la nouvelle salle des spectacles (qui était la *Nouvelle Comédie*, construite place Graslin, par Crucy, en 1786), à « Chezine », chez Bedert, au corps de garde de la rue Demossthène (Saint-Clément), à l'Hôtel-Dieu, place Cosmopolite (Sainte-Elisabeth). Il n'est pas permis d'oublier les noms des capitaines de pompes, honnêtes commerçants pour la plupart, et qui ont d'autant plus de droits à la reconnaissance des Nantais pour avoir accepté des postes de combat. C'étaient : Mary, marchand cirier ; Hardy, marchand épicier ; Le Roy, marchand horloger ; Herbault, marchand épicier ; Lahaie, marchand poëlier, et, confondu avec ces dignes représentants du négoce, le frère du grand architecte, Crucy jeune, rue Folard, capitaine de la pompe n° 7. Un capitaine surnuméraire devait remplacer à l'occasion un de ses collègues empêché ; il n'était pas nommé ou pas encore en exercice quand parurent les *Etrennes* de 1793.

Par une coïncidence assez naturelle, le petit almanach réunit dans la même page tout ce qui concerne le feu. C'est ainsi que l'entrepôt des illuminations de la ville de Nantes figure dans le paragraphe des pompes. L'artificier, le Ruggieri ou le Kervella de l'époque, qui ne devait pas chômer souvent dans cet âge d'or des fêtes publiques, s'appelait Hursin et demeurait rue de Richebourg ; c'était, sans doute, un parent de M. Ursin, membre actif de la Société Académique de Nantes sous la Restauration.

Il est bien naturel aussi d'indiquer, à côté du mal, un autre remède. La plus ancienne compagnie d'assurances

Artificiers.

contre les incendies venait de s'établir à Londres, sous le nom symbolique de *Chambre du Phénix*. Elle avait eu très vite une succursale à Nantes. Schweighauser et T. Dobrée, négociants en cette ville, étaient ses correspondants pour toute la *ci-devant Bretagne*. Je me reprocherais de ne pas reproduire le petit avis inséré par les *Etrènnes* : « Il faut s'adresser à eux (à Schweighauser et Dobrée) pour les assurances à faire sur maisons, chantiers, navires, magasins, marchandises, meubles et effets quelconques. » L'assurance maritime était donc déjà en usage comme l'assurance ordinaire des immeubles ou meubles contre l'incendie. On serait bien curieux de connaître le taux des primes appliquées aux diverses natures de risques et en particulier aux risques industriels (usines, fabriques) très nombreux à Nantes. La petite note qui suit ne satisfait qu'à demi notre curiosité : « Les primes sont depuis 3 sous jusqu'à 12 sous, 6 deniers pour 100 francs par an, suivant les risques, et les conditions fort avantageuses. » Cette dernière phrase est énigmatique et nous semble, en tout cas, sujette à caution. Le taux de prime allant de 3 sous à plus de 12 sous pour 100 francs de capital assuré est énorme si l'on songe surtout à ce que valait l'argent autrefois, à ce qu'il vaut aujourd'hui. Les risques réputés les plus dangereux ne coûtent guère à l'heure présente plus d'un franc pour mille francs de capitaux assurés. Il y aurait sur l'établissement en France des compagnies d'assurances étrangères, sur la fondation et le développement des compagnies françaises autant que sur la variation du taux des primes depuis plus d'un siècle bien des choses à tirer de l'oubli, mais il faudrait traiter la question au point de vue nantais, et les renseignements précis manquent. Quant aux personnalités des assureurs nantais de 1792, elles n'étaient pas les premières venues. J'ai rencontré déjà un Schweighauser, officier de la Garde Nationale, dans la compagnie même de son associé et parent, Pierre-Frédéric Dobrée.

Celui-ci, dont j'ai esquissé la vie publique, tenait la plus haute place dans le commerce nantais. Il avait fondé à la Basse-Indre un établissement industriel, sorte de forge, où il fabriquait des feutres à doublage et des câbles en fer pour la pêche à la baleine; il était armateur, et si son fils Thomas, qui eut lui-même pour fils l'archéologue créateur du fameux musée, donna de l'extension à la maison d'armement, il eut le mérite de l'ouvrir et le courage de la faire prospérer en pleine Terreur. Incarcéré deux fois en 1793, il fut sauvé par sa fille dans des circonstances tragiques, qui rappellent un peu le dévouement de M^{lle} Cazotte ou celui de M^{lle} de Sombreuil. A la Bibliothèque Nationale, j'ai retrouvé un document original, un placard de l'époque, que le *Journal de la Correspondance de Nantes* du 6 juin 1792 a publié avec quelques changements. C'est une lettre adressée à Pierre-Frédéric Dobrée par les négociants de Guernesey, son pays d'origine, et affirmant que ces négociants, se sentant, au fond, plus Français qu'Anglais, ne s'associeront jamais à la guerre en armant, comme on l'a faussement insinué, des corsaires contre la France. Trois Dobrée, parents de celui de Nantes, Thomas, Bonamy (*sic*) et Jean, figurent parmi les signataires de cette lettre. Je note, en passant, d'après M. de Kerviler (*Bio-Bibliographie bretonne*), qu'un ancien de la famille, celui d'où descendait Pierre Dobrée, s'était fixé, au xvii^e siècle, à Vitré, où les protestants étaient nombreux, et y avait contracté des alliances. Mais les Dobrée, d'après la généalogie de M. Pitre de Lisle, sont de Saint-Peter-Port à Guernesey. Jean, le plus ancien connu, vivait en 1583. L'un, Nicolas, était capitaine des milices en 1730; un autre, Thomas, lieutenant bailly à Guernesey, en 1775; c'était le père de Pierre-Frédéric cité plus haut.

LA JUSTICE

Cedant arma togæ! dit l'adage latin. Après le Nantes militaire, dont les Pompes à incendie et la Compagnie

Tribunaux.

d'Assurances ne nous ont détourné que pour un instant, nous arrivons au Nantes judiciaire, où la paix devrait régner sans mélange. Mais nous sommes, ou nous allons être, en 1793. C'est ainsi que le *Tribunal criminel*, institué dans le département comme dans tous les autres par décret de la Convention Nationale, va devenir, pendant l'année terrible, la plus formidable comme la plus arbitraire des juridictions; il lui suffira pour cela de s'intituler « Tribunal criminel *extraordinaire* » et de se passer du concours du Jury. Le Jury, que l'on appelait à l'origine *Juré de jugement* et qui nous arrive d'Angleterre en droite ligne, était composé de douze citoyens pris sur une liste de deux cents, arrêtée tous les trois mois par le procureur général syndic du département; à côté de lui fonctionnait un autre jury, dit *Juré d'accusation*, composé de huit citoyens. Le Juré de jugement s'assemblait le 15 de chaque mois, et le Juré d'accusation, une fois par semaine. Dans le principe, l'organisation était des plus équitables. Mais, dans l'application et sous la pression des événements, on supprima souvent l'un des jurys, on les supprima même tous les deux pour laisser au Tribunal criminel un pouvoir discrétionnaire. Ce tribunal avait son président, un accusateur public, un greffier et trois juges, pris chacun tous les trois mois et à tour de rôle dans les tribunaux de district ou tribunaux de première instance, sur lesquels nous reviendrons tout à l'heure. Il disposait des pouvoirs d'une Cour d'assises et justifiait son titre de *Tribunal criminel*; il devait donner à six hommes, dont les passions politiques enflammaient le zèle révolutionnaire, droit absolu de vie ou de mort sur leurs concitoyens.

Sous les ordres suprêmes du ministre de la justice, Garat jeune, personnage plus austère que son homonyme et parent le chanteur célèbre, le Tribunal criminel du département de la Loire-Inférieure avait pour président, en 1792-1793, Gandon aîné, un ancien avocat, membre du Directoire du département en 1790 et 1791,

qui fit également partie, avec son frère Gandon jeune, du Tribunal criminel *extraordinaire*, dont les troubles de mars 1793 hâtèrent la création. J'ai retrouvé bien peu de chose sur ce Gandon, qui refusa par la suite la mairie de Nantes, que lui offrait le représentant Ruelle. En revanche, les documents abondent sur l'accusateur public Giraud, place du Département, qui n'était autre que Pierre-Guillaume-Henri Giraud du Plessis, ancien député à l'Assemblée des notables de 1787, ancien député de la sénéchaussée de Nantes aux États-Généraux de 1789, maire de novembre 1791 à la fin de 1792. Lorsqu'il fut nommé, en décembre 1792, accusateur public près le Tribunal criminel, il écrivit à la Municipalité qu'il abandonnait la mairie, estimant le cumul des fonctions impossible; on fit imprimer, afficher sa lettre, et Baco le remplaça. Giraud Duplessis ne tarda pas beaucoup à s'apercevoir qu'il n'avait aucune vocation pour devenir le Fouquier-Tinville nantais; le 15 juillet 1793, il donnait sa démission d'accusateur public, en déclarant courageusement « qu'il ne pouvait vaincre sa répugnance à contribuer au jugement d'un homme sans le secours des jurés ». Il sauva pourtant sa tête, et sa franchise ne lui porta par malheur, car, de nouveau maire de Nantes en 1795, il fut successivement député de la Loire-Inférieure au Conseil des Anciens, préfet du Morbihan sous l'Empire, avocat général et conseiller à la Cour de Cassation sous Louis XVIII. C'est l'un des Nantais qui ont le plus marqué dans la vie politique.

Le greffier du Tribunal criminel, Coiquaud (Coicaud plus tard), rue Bayle, parent de Fouché, le futur duc d'Otrante, et grand-père du marchand de bois, mort il y a après de 30 ans dans son domicile de la rue des Cadenniers, ne se recommandant pas autrement à l'attention, je prends congé de ce Tribunal, où Bachelier allait bientôt exercer ses rigueurs, dites « fumées acerbes », non sans remarquer que, pour être gratuites, les fonctions des jurés n'en étaient pas moins obligatoires. S'ils

ne se rendaient pas à la sommation qui leur était faite on les condamnait en 50 bons d'amende et à la privation de leurs droits d'éligibilité et de suffrage pendant deux ans. On ne badinait pas avec la justice révolutionnaire.

Il y a bien des anomalies dans l'organisation judiciaire de ce temps-là. Les tribunaux de district répondent assez exactement à nos tribunaux actuels de première instance, à cette réserve près qu'il y avait plus de districts qu'il n'y a d'arrondissements (9 au lieu de 5 dans la Loire-Inférieure). Ces tribunaux de district jugeaient certaines questions en premier et dernier ressort; pour d'autres questions, on pouvait se pourvoir en appel du jugement rendu. Rien de mieux jusqu'ici, Mais savez-vous quels étaient les sept tribunaux de districts susceptibles de casser les jugements des tribunaux de district de Nantes? Ancenis, Clisson, Savenai, Paimbœuf, Machecoul, Guérande et... Rennes. C'est, à dire, six petits tribunaux qui auraient dû graviter dans l'axe du tribunal du chef-lieu et un tribunal d'une grande ville voisine, étrangère au département. Cet assemblage est au moins bizarre et il faut reconnaître que, en remplaçant ces tribunaux de district par les tribunaux d'arrondissement et en créant les Cours d'appel qui confirment ou cassent les jugements de première instance, la centralisation impériale n'a pas été si maladroite.

Le Tribunal du district de Nantes — et il en était ainsi de tous les autres — comprenait des juges, leurs suppléants, un commissaire national, qui exerçait les fonctions de ministère public, un greffier, un commis-juré. Les huissiers, que nous appellerions huissiers-audienciers, avaient leurs noms inscrits à côté de ceux des magistrats. Il n'y avait ni président, ni vice-président; cela eût paru contraire, sans doute, au principe d'égalité.

Les membres du tribunal étaient choisis sur place. Les

six juges de Nantes et leurs quatre suppléants portent des noms bien nantais, mais que, pour la plupart, nous n'avons pas encore rencontrés : Maussion, président (il y eut plus tard un armateur de ce nom) ; Marion (les Marion se sont dits depuis de Procé ou de Beaulieu) ; Gandon le jeune, frère cadet du président du Tribunal criminel ; Pineau ; Leminihy ; Phelippe ; Trioche, un des rares magistrats que nous ayons trouvés à la Garde Nationale ; Bruneau ; Grasset ; Lecomte. Bons Nantais aussi le greffier Blanchard, rue du Soleil, et son commis-juré, Bertrand, qui est logé au greffe. Le commissaire national, Félix Gédouin, place l'Egalité, est donné comme procureur et notable par M. de Kerviler, qui doit le confondre avec un autre Gédouin François-Antoine, avocat et membre du Comité municipal de Nantes en 1789 ; mais tous deux sont Nantais de race. En 1819, les *Etrennes* de Forest mentionnent comme avocats Gédouin aîné (1775), quai Dugay-Trouin, et Gédouin fils (1809), rue Racine. Même remarque pour les huissiers Trastour et Guyon, dont les descendants devaient marquer dans la médecine et la chirurgie, Verneuil et Joubert. Ce dernier demeure près le pont Paix, ancien pont d'Aiguillon, qui retrouva plus tard son ancienne appellation.

Le Tribunal de la police correctionnelle, organisé par l'article 49 de la loi du 22 juillet 1791, différait très peu de ce qu'il est aujourd'hui. Il se divisait, pour Nantes, en deux chambres qui, provisoirement et en attendant un local suffisant, « tenaient leurs audiences » au Palais, place du Bouffay, ou, pour mieux dire, dans l'ancienne tour du Bouffay, les mercredis et samedis. Seulement, les juges, au lieu d'être, comme à présent, pris parmi les membres des tribunaux, étaient les six juges de paix de la ville, trois pour chaque chambre. Dupuis, d'Havelooze, Chaillou tenaient l'une des chambres ; Debourgues, Abraham et Cormier, l'autre. Un des juges de paix siégeait en permanence tous les jours, de 9 heures du matin à midi et de 3 heures à 6 heures, dans une des

salles du palais: il remplissait les fonctions d'officier de police de sûreté, recevait les plaintes et les dénonciations, interrogeait les prévenus arrêtés. Son rôle était celui d'un commissaire de police, et aussi d'un juge d'instruction.

Juges de paix.

Les juges de paix reviennent ici sur le tapis. Nous apprenons que leurs audiences se tiennent, les 1^{er} et 6 de chaque décade, dans leurs demeures mêmes, et non point, comme aujourd'hui, dans des prétoires, qui peuvent être distincts de leurs domiciles personnels.

Abraham, qui dirige les sections 1, 2, 3, a réussi pour tant à ce qu'on fit une exception en sa faveur. Il demeure rue Delilles (*sic*) (cloître Notre-Dame) et il donne audience rue du Tertre, vis-à-vis le cimetière de Saint-Similien. Ses suppléants se nomment Delugré et Laurent, son greffier Fenioul, ou plutôt Fenouil, les interversions de lettres n'étant pas rares dans les *Etrennes*. Biret, Civel, qui ne renieront pas leur origine, deux Leroux comptent parmi ses assesseurs. Chaillou, rue Pope, a dans ses attributions les sections 4, 5, 6. Un des Dehergne, l'aîné, est son suppléant avec Lavalette; Huart, dont le nom s'est perpétué, est son greffier. Du milieu de ses assesseurs : Lacroix, Leroy, Marchand, Guilmet (ou plutôt Guillemet) qui laissa de nombreux descendants à Nantes auxquels il est difficile de le rattacher, et un autre, qui répond au nom bizarre de Contremoulin aîné, parent probable d'un autre Contremoulin, qui, en 1791, était sous-lieutenant en 2^e à la Compagnie « La Persévérance » du Bataillon des Vétérans, se détache Fellonneau, également aîné. Des destinées brillantes attendaient ce François de Salles Fellonneau, d'une famille originaire de Bordeaux et inscrite dans d'Hozier; il sera Maire de Nantes de l'an VII à l'an IX et mourra sur son siège.

Les suppléants de Debourgues, le juge de paix de la rue des Halles, qui avait dans ses attributions les sections

7, 8, 9, ne sont pas indiqués dans les *Etrennes*. Un de ses assesseurs, Couciraut, doit avoir son nom mal orthographié; ou je me trompe fort, ou c'est Gougurau, imprimeur-libraire. Un autre, Freulet, rue des Chapeliers, peut fort bien se confondre avec Freulet de Loutinais, procureur du roi au siège de la Monnaie de Nantes avant la République.

Sur les ponts, à la tête des sections 10, 11, 12, je trouve ou plutôt retrouve d'Havelooze fils, 37, pont de la Magdelaine, représentant d'une vieille famille d'origine anglaise, dont j'ai connu des descendants. Plusieurs assesseurs, dont on ne nous nomme pas les suppléants, méritent d'être mentionnés. C'est Garno qui a son nom dans d'Hozier pour la Bretagne; c'est Saget, Budon, Gereau, qui ont figuré ou figurent encore dans le commerce nantais; c'est Derivas, (de Rostaing de Rivas), directeur de la *fayencerie* (*sic*) sur les ponts, que nous retrouverons. Quant au greffier Dufeillet, s'il n'était pas un ascendant des Pihan Dufeuilay, j'en serais étonné.

Cormier, avoué, le juge de paix des sections 13, 14 et 15, ~~vis~~ à vis la Bourse, avait un assesseur du même nom que lui, J. Cormier « tenant les marchandises de l'Inde », près le Bon Pasteur. D'autres assesseurs de Cormier ont fait parler d'eux : Cuissart, en la personne d'un adjoint, sous le maire Ferdinand Favre et le Second Empire; Lavigne, en celle du concessionnaire de la loge Graslin au théâtre avant la guerre de 1870. J'ignore si le Bernard cité — les Bernard sont nombreux — est un parent de mon ancien collègue et ami Remy Bernard. Quant à Van Neunen jeune, c'est déjà une vieille connaissance.

Le dernier des juges de paix, celui des 16^e 17^e et 18^e sections, Dupuis père, négociant, rue de Launai, n'avait au nombre de ses collaborateurs aucun Nantais, sauf Hardouin, dont le nom soit encore porté aujourd'hui. En dehors de leurs audiences privées et des fonctions

policières qu'ils remplissaient à tour de rôle au Palais, les juges de paix de Nantes avaient un Bureau de Conciliation. Quelles étaient les attributions de ce Bureau qui, d'après les noms de ses membres, était composé de juges honoraires, d'anciens magistrats? Je ne saurais préciser, me bornant, d'après les *Elrennes*, à indiquer qu'il se réunissait trois fois par semaine à l'Hôtel de Ville. En regard du nom, bien connu et honorablement porté depuis un siècle, du premier de ses membres, Jalabert père, est inscrit la date de sa nomination, 1792. Viennent ensuite Beaufranchet, le même apparemment que le président du Directoire du département, Petit des Rochettes, qui évoque plusieurs générations nantaises; Brounais, maître de pension; Houget, encore un vieux Nantais, et Lenormand, père du greffier du juge de paix Cormier. Ce Bureau de Conciliation — sorte de chambre des juges — était trié sur le volet.

Je passe très rapidement sur la désignation des juges de paix des sept cantons ruraux du district de Nantes, aussi bien que sur celle des juges commissaires nationaux suppléants et greffiers des huit tribunaux de districts, Ancenis, Châteaubriant, Blain, Savenay, Guérande, Clisson, Machecoul, Paimbœuf. Je retrouverais beaucoup des noms que j'ai déjà relevés, en parlant des Conseils et Directoires de districts. Le cumul des fonctions administratives et judiciaires, toléré dans une grande ville comme Nantes, ne pouvait manquer d'exister dans de petites localités où le recrutement des citoyens capables et de bonne volonté n'était pas, à beaucoup près, aussi facile. D'ailleurs, de nombreux postes restaient encore inoccupés, et très souvent la lettre N, suivie de plusieurs points, indique que la place n'est pas prise ou que le titulaire est « sorti ».

Pour ne rien omettre, je signale deux Trastour : l'ainé, juge de paix; le jeune, greffier à Paimbeuf, d'où la famille est certainement originaire. Je retrouve à Machecoul, un Gaschignard à côté d'un Joyau, d'un Vrignaud, d'un

Charruau, qui ont fait souche nantaise. Audap et Dugast, à Clisson ; Lorieux, au Croisic ; Pissebuche, à Mesquer (district de Guérande); Brossaud, Merot fils, à Savenay ; Cocaud, Chiron, Bessejon, *de Nantes (sic)*, à Blain; Blouen, Rodrigue, à Châteaubriant ; Luneau, Lebec, à Ancenis, ajoutent quelques noms nouveaux à une liste déjà longue de braves gens qui, peu ou prou, furent mêlés aux affaires publiques à l'époque la plus troublée de notre histoire.

Je suis pas à pas les *Etrennes*, estimant que ce petit voyage autour du vieux Nantes aura d'autant plus de charme qu'il aura été fait sans trop d'ordre ni de méthode. Mais entre les Tribunaux de districts et le Tribunal de Commerce, je ne m'attendais guère à trouver l'*Hôtel des Monnaies*. Pénétrons-y, puisqu'on nous invite. Sa situation, place du Bouffai, lui créant un voisinage avec l'ancien Palais de Justice, explique peut-être qu'on l'ait intercalé dans le Nantes judiciaire.

Sans être un des ateliers monétaires les plus importants de France, Nantes figurait, depuis Henri IV, parmi les dix-sept villes, Paris compris, où l'on battait monnaie. Sa marque était un T. On trouve encore assez souvent des pièces et des sols à l'effigie du pauvre Louis XVI, portant ce T incisé dans le métal; quelques-uns à la date de 1793 circulaient et purent même être frappés après la mort du Roi. La Monnaie de Nantes ne fut fermée, en effet qu'au cours de cette année 1793, et on y frappa jusqu'au bout des pièces à l'effigie royale.

Les fonctionnaires de l'*Hôtel des Monnaies* formaient à Nantes toute une petite administration, à la tête de laquelle étaient le commissaire national, ex-commissaire du Roi, nommé Pussin; son adjoint, Piquet; le directeur et trésorier particulier Thomas; un essayeur, Lecourt; un graveur, Poirier. Ces cinq personnages, composant à la fois le bureau et le service technique, étaient logés à la Monnaie. On leur avait adjoint des *officiers des*

*La Monnaie
de Nantes,*

monnoyeurs, dont les fonctions ne sont pas nettement définies, mais qui devaient, d'après leur titre, être préposés à une haute surveillance et organisés militairement. C'étaient : un prévôt, Couillaud de la Rive; son lieutenant, Ives Artaud; un prévôt des ajusteurs, R. Bridon; son lieutenant, F.-J. Arthaud. Notons, en passant, cette différence d'orthographe entre Artaud et Arthaud. Le premier habitait Isle des Chevaliers, le second à Rezé, ce qui prouve qu'ils surveillaient d'assez loin l'Hôtel des Monnaies. Il y avait sans doute un poste de Garde Nationale à proximité.

*Tribunal
de Commerce.*

Le Tribunal de Commerce a toujours eu beaucoup d'importance à Nantes, et ses attributions n'ont pas varié depuis que le rédacteur des *Eltrennes* écrivait : « Toute affaire de commerce de terre et de mer, en matière civile seulement, sont de son ressort ». Il tenait alors ses audiences les lundis, mercredis et samedis, à 10 heures du matin, à la maison Villestreux, ce bel hôtel de granit de l'île Feydeau, où Carrier descendit à son arrivée à Nantes. Des élections pour la composition du Tribunal avaient lieu en 1792. Celui que les négociants de Nantes avaient jugé le plus apte à trancher leurs contestations commerciales et qu'ils avaient, en conséquence, nommé président, était Alexis Mosneron de Launay. Il avait montré sa compétence comme membre du Bureau central d'administration du commerce créé par le ministre de l'intérieur en 1791. Ce bureau, qui comprenait des délégués des grandes villes commerciales, Lyon, Marseille, Lille, Dunkerque, Paris, Nantes, avait pour mission de défendre, près du pouvoir central, les intérêts des commerçants. Mosneron avait été à la hauteur de sa tâche ; ses concitoyens l'en récompensèrent. Les juges au Tribunal de Commerce, Prasle, Rozier, Guesdon, capitaine (au long cours, sans doute), portaient, ainsi que leurs suppléants, Claude Lory, Bonamy, d'Havelooze aîné et Lormier, des noms

estimés sur la place de Nantes. Le greffier en chef Pradel, et, le commis-juré, Morin, remplissaient des fonctions communes à d'autres tribunaux. Un poste original était celui du receveur des droits maritimes Pelieu, île Feydeau ; il avait un adjoint, Rignolet. Cinq huissiers étaient attachés au Tribunal de Commerce ; ils ne se confondaient pas, comme aujourd'hui, avec les huissiers près les tribunaux civils.

Le tableau de Nantes judiciaire se complète par le trois listes, extrêmement intéressantes, des professions libérales qui se rattachent à la justice. En énumérant les hommes de loix (*sic*), qui ne sont autres que les avocats, les avoués, qui avaient dépouillé depuis peu leur appellation séculaire de procureurs, les notaires *publics*, ex-notaires royaux, bientôt notaires tout court, nous résumerons ce que le Tiers-État nantais comptait de remarquable dans les professions libérales ayant la loi pour base ou pour objet.

Il y avait même, parmi les *hommes de loi* ou avocats, une noblesse de robe qui, dans les cérémonies, marchait en tête de la compagnie et ne s'humiliait pas devant la noblesse d'épée. Les *Etrennes* distinguent ces aristocrates en toge et bonnet carré et les placent par rang d'âge ou d'ancienneté au début de la liste. Le premier nommé s'appelle pourtant Geffray sans particule et donne son adresse rue Racan, ex-rue Saint-Denis. Mais j'ai constaté que son vrai nom était Geffray de la Panneterie et que, avocat lui-même, il descendait d'anciens avocats et d'un échevin de la ville en 1704. Viennent ensuite, dans la majestueuse ordonnance de leurs noms, titres et qualités, Le Roux de la Mostière, Cocaud de la Ville-au-Duc, Heulin de la Martinais, Turpin du Prouzeau (allié aux Turpin de Crissé), Texier de Louvrardière. Mais il manque, je ne sais pourquoi, Saulnier de la Pinelais, pourtant reçu licencié en 1779 et qui resta au tableau presque tout le règne de Louis Philippe. Une mention spéciale est due à Jean-Baptiste Gellée de Premion

*Noblesse
de robe.
Les avocats.*

dont la famille, très ancienne, portant d'après d'Hozier et le *Livre Doré* « d'azur au compas d'argent », a donné son nom à une rue de Nantes. Gellée de Premion avait été maire de Nantes à deux reprises, de 1754 à 1762, de 1776 à 1782; il était octogenaire à l'apparition des *Etrennes*, puisqu'il mourut le 12 novembre 1794, à l'âge de 83 ans. Nul n'aurait toléré qu'il disparût de la liste d'un ordre qu'il avait honoré par ses vertus et ses talents. La reconnaissance de la ville lui est demeurée fidèle, le musée archéologique conserve son portrait en pied qui faisait partie de la collection des portraits des maires avant la Révolution. Après la noblesse, voici la bourgeoisie de robe, très digne de marcher à côté d'elle. Plusieurs de ces robins — comme on les designait alors sans intention ironique — ont demandé, dès 1789, à faire le service de la garde nationale, dont leur charge pouvait les dispenser. Ce sont, avec Villauduc-Cocaud (ou Cocaud de la Villauduc) et Heulin de la Martinais, déjà nommés, Marion, qui peut aussi s'appeler Marion de Procé, Delaville-Leroulx, Marie jeune, Cotelle père et fils, Urien, frère du citoyen notaire; Gedouin, le juge au Tribunal révolutionnaire, Angebault fils et Angebault jeune, Baron, Clavier, Ballais. MauSSION est l'un des plus connus : juge du district de Nantes, il a été concurrent de Baco lors de sa toute récente élection à la mairie de Nantes et il a réuni sur son nom une imposante minorité. Sauquet est redevenu avocat après avoir été procureur syndic de la Commune, prédécesseur de J.-M. Dorvo. Letourneux, toujours inscrit à l'ordre, est procureur général du département. Quant à Ménard, il peut bien donner son adresse à la Maison Commune, nous avons vu qu'il y siège en permanence, remplissant les absorbantes fonctions de secrétaire-greffier. Je trouve son nom au bas d'une affiche, où il rassure ses concitoyens contre un *canard* de l'époque : le bruit avait couru qu'il y avait cinq canons chargés à mitraille dans l'église Saint-Donatien.

En somme, les 37 avocats inscrits en 1793 au Barreau de Nantes (j'en ai omis quelques-uns) représentaient très dignement l'ordre.

Il y avait à Nantes, en 1793, beaucoup plus d'avoués que maintenant; on n'en comptait pas moins de vingt-sept, ce qui prouve l'empressement que mettaient les « basochiens » à se rendre acquéreurs des anciennes charges de procureurs et aussi, à dire d'experts, la fréquence des procès. Mais je pose un point d'interrogation : tous les avoués de la liste des *Etrennes* étaient-ils réellement en fonctions ou continuaient-ils d'exercer leur métier concurremment avec des charges politiques? Le cumul me paraît difficile en ce qui concerne Hyacinthe-René Nouel, rue Soleil, qui très certainement ne fait qu'un — les prénoms sont identiques — avec Nouel, substitut du procureur de la Commune. Je n'ai relevé que cet exemple: il peut n'être pas le seul. Les avoués, qui étaient des bourgeois qualifiés en même temps que d'habiles légistes, n'étaient-ils pas tout désignés pour couvrir de leurs noms et assister de leurs lumières leurs collègues du district ou de la municipalité?

Plus d'une famille nantaise encore existante reconnaît les siens parmi ces nouveaux officiers ministériels dont les *Etrennes* ont enregistré les noms et presque toujours les prénoms. Des Le Merle, des Goupil, des Lemaillé, des Burguerie, des Bulet seraient aisément retrouvés aujourd'hui. Les Pouponneau étaient avoués de père en fils, et j'ai pu connaître l'un d'eux, vieillard aimable, qui faisait de petits vers badins et des chansons anacréontiques à dire au dessert. Jacques-Pierre Papin était, ou je me trompe fort, l'aïeul de Papin de la Clergerie, chef de bureau à la mairie à l'époque où j'habitais Nantes et membre des sociétés savantes de la ville, et de M. R. Papin de la Clergerie, qui est actuellement chef du Secrétariat du Conseil Général de la Loire-Inférieure.

Des 27 avoués de 1793, les deux qui ont le plus marqué

sont René-Alexandre Garnier, rue Bossuet, et Garreau, dont le domicile est assez vaguement indiqué « près la Maison Commune ». Ce furent, dans leur modeste sphère, des personnages historiques.

René-Alexandre Garnier de la Mulnière, fils d'un notaire et procureur du duché de Retz, à Bourgneuf, était né en 1741. Procureur au présidial de Nantes avant 1778, il fut, un des premiers, nommé avoué près le Tribunal des districts, à la réorganisation judiciaire du mois de septembre 1793; il allait être arrêté comme aristocrate, on lui prêtait un propos séditieux, on l'accusait d'avoir dit qu'on était plus libre sous l'ancien régime que sous le nouveau. Il fit tout naturellement partie des 132 Nantais; il eut la chance de ne perdre ni la vie, ni la liberté, et, acquitté après le 9 Thermidor, il revint à Nantes et reprit son étude. Il fut l'un des douze avoués près le Tribunal Civil que le sénatus-consulte de l'an VIII conserva. Il mourut en 1813.

Plus tragique est la destinée de Garreau — Garreau tout court, impriment les *Etrennes*, mal renseignée sur son compte — en réalité Joseph Armand Garreau du Brossais. Lui aussi était procureur au présidial de Nantes avant de devenir avoué. On en fit même, en 1790, un procureur général de la Commune; mais sa modération, sa tiédeur, le firent bientôt remplacer par Dorvo. Comme Dorvo, comme Garnier, Garreau fit partie de la colonne des 132 Nantais; mais, moins résistant que ses compagnons d'infortune, il ne put supporter les fatigues du voyage, les privations de la captivité, et il mourut, le 22 janvier 1794, dans la maison de santé du Dr Belhomme, qui s'élevait sur l'emplacement actuel de la maison Dubois. Garreau parlait et écrivait bien : plusieurs de ses discours et de ses lettres ont été imprimés; la Bibliothèque de Nantes conserve manuscrit son réquisitoire dans une délibération de la municipalité de Nantes du 20 mai 1791, en faveur des gens de couleur. Rappelons que les Nantais les plus républicains demeuraient

alors, pour des raisons commerciales, partisans de la traite des noirs. On trafiquait du bois d'ébène comme d'une denrée courante et quiconque tentait de s'opposer à ce trafic était taxé de folie.

Les notaires publics, qui s'étaient appelés, devaient s'appeler encore les notaires royaux et devenir, pour le rester, notaires tout court, étaient nombreux à Nantes en 1792-1793, moins pourtant que les avoués et les avocats. Il y en avait dix-neuf, chiffre qui n'a pas beaucoup varié: ils étaient dix-huit en 1820, ils sont encore dix-huit aujourd'hui. Beaucoup de leurs études étaient centenaires. Je les cite dans l'ordre où les donnent les *Etrennes*; mes recherches m'ont fait retrouver quelques-uns des titulaires antérieurs et postérieurs à la Révolution. Rien n'est plus intéressant pour l'histoire des familles nantaises. Alors, comme aujourd'hui, le notariat des grandes villes se recrutait dans l'élite de la bourgeoisie riche.

Briand « le jeune » ouvre la liste dressée par rang d'ancienneté. Cet homonyme du ministre socialiste exerçait depuis 1754. Il avait eu Duhil et Lelou comme prédécesseurs. Son étude, établie rue Fosse, se fonda au commencement du XIX^e siècle avec celle de Guillet, rue de la Juiverie, titulaire en 1793, et dont le fils exerçait encore en 1820. Guillet avait succédé à Coisquaud et à Martin de la Coutancière. Les deux études réunies élurent domicile Carrefour Casserie, 14. Je perds leur trace.

Guesdon, rue Suffren, était devenu notaire la même année que Briand, 1754. Les *Etrennes* indiquent comme son prédécesseur Recommencé, parent, sans doute, d'un Recommencé, ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées, rue Maupertuis, en 1792. Un Guesdon est donné en 1820 comme ayant été un des titulaires de l'étude Jalabert que nous retrouverons. Il y en eut un autre qui fut Directeur de la C^{ie}d'Assurances La Nationale.

Urien, le « citoyen » Urien, était un peu sauvage; il

Notaires.

fournissait les expéditions des actes des notaires décédés. Il avait succédé à son père en 1767; il était encore en exercice en 1819. Son étude, fort ancienne, sise rue J.-J. Rousseau, puis transférée quai Cassard, avait appartenu successivement à Lepelletier, à Mocquart, à Poirier. Un de ses successeurs, à la fin de la Restauration, fut Francheteau, père de mon collègue au Conseil Municipal, devenu juge de paix du 2^e canton et récemment décédé.

Rue Crébillon se trouvait l'étude de Lambert, qui avait succédé à Duboueix, son beau-père. Lebec, qui vint ensuite, s'établit Basse-Grande-Rue (les documents officiels répètent à l'envie ce curieux pléonasme « Rue Basse-Grande-Rue »).

Hérault, rue Soleil, ancien nom de la rue Beau-Soleil, n'avait eu qu'un prédécesseur, son père; je ne lui connais d'autre successeur qu'un Joyau, aïeul de l'architecte, qui transféra l'étude rue du Château; même transmission de père en fils s'applique à Moricet, rue Juiverie.

Détail singulier : un Le Gouais, de St-Julien-de-Vouvantes, avait été le premier titulaire de l'étude du quai Brancas, dirigée en 1793, et depuis 1777, par Daniel du Mortier, qu'une pièce du temps désigne simplement sous le nom de Daniel. Cette étude importante absorba celle, assez voisine, de la rue Bayle ou rue de Gorges, où s'étaient succédé Appuril et Coisquand. Elle eut plus tard à sa tête Bruneau, le père et le fils Royer, Brard, notaire en 1845 de ma tante de Verville, chef d'une famille bien connue aujourd'hui. Il la dirigea longtemps.

Les Jalaber, ou Jalabert, étaient de vieille souche nantaise. L'un d'eux, que j'ai connu fort âgé, avait fait sous la Restauration, en faveur des Grecs, des vers d'un patriotisme ardent. Trois de ses ancêtres avaient été notaires de père en fils dans la rue des Carmélites, débaptisée par la Révolution qui en fit la rue Maupertuis, puis place Saint-Pierre. Il y avait près d'un siècle de notariat dans cette famille Jalabert.

Les Defrondat ne sont pas pour nous de nouvelles figures; ces très honorables bourgeois nantais avaient en eux l'étoffe de parfaits notaires. En 1782, l'un d'eux, le fils, s'établit dans l'étude de la Basse-Grande-Rue, qui avait vu se succéder Jean, André et Antoine Charier, G. Allain et Forget. Lui-même prit la place de son père. J'ignore à quelle époque l'étude passa place du Commerce; elle y était sous la Restauration, du temps du notaire Citerne; elle est aujourd'hui, 5, rue du Calvaire.

Place du Bouffay, dans le voisinage de l'ancien Palais, à l'ombre de la vieille tour tragique qui devait présider à tant d'exécutions, le notaire Fresnel avait recueilli la succession de nombreux tabellions; il passa son étude à son gendre Bertrand, de la famille de Louis Séraphique Bertrand, l'ami de Desforges-Maillard et l'un des plus agréables poètes nantais du *xviii^e* siècle. Bertrand fut remplacé par Morin d'Yvonnière, puis par Jousset, grand-père ou grand-oncle du très distingué et regretté peintre de marine, notre contemporain. Avec ce dernier, l'étude émigra quai Brancas, près de celle de M^e Brard.

Il ne faut pas confondre les deux notaires homonymes Briand le jeune, rue Fosse, et Briand du Marais, quai des Gardes Françaises, ancien quai Flesselles. Les Du Marais avaient, dès le *xviii^e* siècle, des prétentions fondées à l'aristocratie. Ils se sont éteints en la personne du frère de Madame Bacqua, un célibataire original qui habitait rue Saint-Clément, près du couvent de la Visitation, et était parfois pour les religieuses un voisin assez incommode. Briand du Marais avait prêté serment en 1783 et succédé à son père. Une longue lignée de notaires les précédait tous deux dans cette étude. C'étaient Jourdanot, Ferrez, Desprey, Delesbaupin père et fils. Comme presque toutes ses pareilles, l'étude de Briand du Marais déménagea: je la trouve, sous la Restauration, à l'époque du notaire Dauphin, installée quai Jean-Bart.

Encore une famille bien nantaise, connue dans la robe et le monde parlementaire dès le xviii^e siècle, celle des Varsavaux. Celui que l'on nommait Varsavaux « père » exerçait le notariat, place l'Egalité, depuis 1785. En 1793, il succédait à Benoist, qui succédait lui-même à Thomas. Un autre Varsavaux, qui commençait ou recommençait à s'appeler Varsavaux de Henlée, était notaire en charge sous la Restauration; il avait repris l'étude de Moricet, déjà rencontrée sur notre chemin et passée depuis entre les mains de Sauvaget.

Freulet, le notaire qui demeurait rue Sueur (ex-rue Ste-Croix), était-il parent d'un assesseur de juge de paix portant le même nom? La chose n'est pas autrement intéressante; mais, là encore, de petites particularités sont à signaler. Deux études de notaire, situées en cette même rue Sueur (c'est Le Sueur, sans doute, que la municipalité du temps a voulu dire) se sont fondues en une. D'un côté, c'est l'étude Freulet avec des prédécesseurs qui s'appellent Fresnel aîné qu'il ne faut pas confondre avec le beau-père de Bertrand, et Gorgette (plusieurs porteurs du nom de Gorgette sont signalés dans la *Bio-bibliographie bretonne*). De l'autre côté, c'est l'ancienne étude Allin de la Brière, devenue celle de Gourraud. La respectable liste des prédécesseurs dont pouvait s'enorgueillir, en 1820, le notaire Chaillou fils, s'alimentait donc des titulaires de deux charges autrefois voisines, réunies place de la Bourse.

Avec Chesnard et Girard-Canterie, qui figurent sur une liste de souscription patriotique de 1788, nous épuisons la liste des notaires de Nantes en 1792-1793. Fidèles à leur poste pendant la tourmente révolutionnaire, ils perpétuaient une tradition d'honnête et modeste labeur qu'ils ont transmise à leurs descendants, souvent de leur rang, toujours de leur race.

LES MÉDECINS

Boileau, dans le *Repas ridicule*, montre un Recteur d'Université marchant à pas comptés, suivi des Quatre Facultés. Il y avait encore, en 1792, une Université à Nantes et nous venons de voir qu'une des Quatre Facultés, celle du droit ou de la jurisprudence, n'y était pas mal représentée. Hygie, déesse de la Santé, suivait de près Thémis, ou Esculape Cujas, comme on voudra, et les princes de la science nantaise tenaient beaucoup à leur titre de docteur régent. Pourquoi cinq des plus qualifiés se proclamaient-ils avant tout *médecins* ? C'est qu'ils avaient leurs chaires à l'Université et que, spécialistes avant la lettre, ils traitaient devant leurs élèves ou le public, de tel point de doctrine, de telle partie de la science ou de telle maladie dont ils avaient fait l'objet de leurs études.

Université.

Ainsi, Arnoult était « médecin pour la pratique clinique ». Lemerle, qui avait navigué, se mettait à la portée des matelots français et étrangers du port de Nantes pour les maladies des gens de mer. Monlien enseignait la Sméiotique, mot bizarre, chose mystérieuse, que nous ne trouverez ni désignés, ni expliqués dans aucun dictionnaire; il s'agissait — le grand S en fait foi — du système d'un praticien, alors célèbre, aujourd'hui méconnu, du nom de Smet. On lui avait fait l'honneur, que n'eurent ni Broussais, ni Velpeau, ni même Ricord, de forger un néologisme avec son nom. Le Meignen avait une chaire de botanique; c'était le Linnée ou plutôt l'Ecorehard de son temps. La physiologie était la spécialité de Gesbert; je note, en passant, que ce mot, au XVIII^e siècle, est toujours écrit sans *y* à la première syllabe; les promoteurs de la réforme orthographique pourraient invoquer ce précédent qui dénote, d'ailleurs, une parfaite ignorance de l'étymologie grecque.

Les médecins.

Les docteurs « régents », au nombre de 18, compre-

naient les cinq « médecins » déjà nommés. Ils avaient pris leurs inscriptions — leurs grades, comme on disait alors — à l'Université de Nantes. Nous en avons la preuve dans la thèse de Gesbert de Boisfontaine, que j'ai eu la bonne fortune de retrouver. Elle est imprimée à Nantes chez la veuve Querro, mais ne porte, malheureusement, au titre qu'un fleuron assez ordinaire, au lieu de la *belle image* qui faisait, aux yeux de la Toinette du *Malade Imaginaire*, le seul mérite de celle de Diafoirus. Le jeune candidat — c'est Gesbert que je veux dire — soutenait, en 1788, devant un jury présidé par M^e Jacques Bodin-Desplantes, la thèse suivante, qui fait encore souvenir de Molière : *An bilis natura et usus definiri possunt?* Est-ce qu'on peut définir la nature et l'usage de la bile? Gesbert n'échauffa pas la bile de ses examinateurs; il fut reçu avec éloges et, dès l'année suivante, se parant de son titre de docteur en médecine, il engageait contre l'apothicaire Heetot, de l'Hôtel-Dieu, une polémique dont les pièces subsistent à la Bibliothèque de Nantes. En 1820, on retrouve un Hectot, pharmacien sur la Fosse, directeur du Jardin des Plantes, rue des Ursulines. Ce doit être le même.

La thèse de Gesbert atteste que Jacques Bodin-Desplantes était un docteur de marque, puisqu'en 1788 il présidait un jury d'examen. Il était sous-maire pendant la première mairie de Giraud-Duplessis; il signait, en cette qualité et toujours pendant l'année 1788, les *vœux du Conseil communal* animés du plus intelligent libéralisme. On le retrouve encore au nombre des promoteurs de la grande fête patriotique qui réunit les membres de la noblesse à ceux du Tiers-État nantais. J'aime à saluer en lui l'aïeul du sympathique collaborateur de l'*Espérance du peuple*, sous la direction Émerand de la Rochette. Ce journaliste sans fiel, qui répondait, comme son grand-père, au prénom de Jacques, n'avait que des amis dans les partis les plus opposés.

Revenons à nos médecins, ou plutôt à nos « docteurs

régents », avec le regret de ne rien savoir de précis sur le clinicien Arnoult, sur Lemerle, qui soignait les gens de mer, sur Monlien, qui s'intitulait assez pompeusement : « de la Société de Médecine de Paris, de plusieurs autres Académies, ancien médecin des Hôpitaux de la Marine et de l'Hôtel-Dieu de Rennes. » Se parer de tout cela et enseigner la « Sméiotique » donne à Monlien un brevet d'originalité, mais ne le représente pas précisément sous des couleurs modestes.

Le Meignen, qui habitait rue Crébillon, n° 4, n'était autre que le grand-père de l'avocat Henri Le Meignen, fondateur et Président de la Société des Bibliophiles bretons, mort il y a quelques années. J'ai gardé très bon souvenir de ce bibliophile fervent, doublé d'un littérateur, ami intime de Perthuis, et qui fut frappé, en ses dernières années, de malheurs immérités. A la Société Archéologique, qu'il présida, deux fois, avec distinction, à la Société Académique, il retrouvait les traces de son père. Il avait hérité de son grand-père le médecin, le professeur de botanique, un goût très vif pour les fleurs, qu'il alliait à celui des livres. Les jardins qui entouraient sa propriété de La Classerie, près Rezé, les serres où il cultivait des plantes rares, lui étaient aussi chers que sa bibliothèque. Il dut abandonner tout cela pour venir vivre tristement à Paris, de son métier d'avocat. La mort a été une délivrance pour celui qui aimait tant la vie et qui savait l'aimer.

Plusieurs de ces « docteurs régents » n'étaient pas, comme disait Henri IV, parlant des ducs de Bretagne, de petits compagnons. Richard Duplessis se disait avec fierté, comme son collègue Monlien, « membre de la Société de Médecine de Paris ». Mollet de la Barre, après s'être fait recevoir à Nantes et tout en continuant à figurer sur la liste des docteurs régents, s'en était allé exercer à Paris, où le champ était plus vaste. Laënnec, qui, comme Bodin-Desplantes, avait touché à la politique sous la mairie Giraud-Duplessis, reprenait avec orgueil son titre d'ancien

médecin des hôpitaux de la marine, et, dans son cabinet de la place du Bouffay, faisait l'éducation de son fils, qui allait devenir l'illustre inventeur de l'auscultation. Sur cette trame un peu grise d'honnêtes praticiens de province, ressortaient déjà, par leur activité impatiente et leurs tendances ultra-libérales, Blin et Duboueix. François Blin, après avoir eu sous le proconsulat de Carrier un rôle effacé et s'être confiné dans l'exercice, de sa profession, prit tout à coup une part importante aux événements. Ce fut son ami Bureau de la Bâtardière, « personnage assez frivole », disent les contemporains, et ayant pris pied dans le camp royaliste, qui le décida, on ne sait pourquoi, à sortir de sa retraite de la rue Contrescarpe et à se lancer dans le mouvement politique. Avant la conclusion du traité de la Jaunais, Blin s'employa, de concert avec Bureau, à ouvrir les négociations entre le représentant Ruelle et le général Charette. Toujours avec Bureau, il partit pour Paris, investi d'un mandat officiel des Représentants du peuple; il allait faire hommage à la Convention des drapeaux des pacifiés. Le *Journal de la Correspondance de Nantes* rend sèchement compte de ce voyage, sur lequel on voudrait avoir les impressions de Blin lui-même. Je suppose qu'il fut désabusé des grandeurs et reprit paisiblement ses fonctions médicales. Je retrouve sa trace quai de la Fosse, 20, en 1820.

Michel Duboueix était plus remuant; il ne lui a manqué qu'une vaste scène pour devenir un personnage de premier plan. Il était de Clisson où, d'après les *Etrennes*, il résidait encore en 1793. Mais, tout médecin de petite ville qu'il était, il avait réussi, une fois ses études classiques terminées au Collège de l'Oratoire de Nantes et son diplôme conquis devant la Faculté de Paris, à se faire une réputation et un nom. Auteur de *Recherches sur la rage* (qui eût supposé en lui un précurseur de Pasteur ?) et d'une *Topographie médicale de Clisson*, couronnées par la Société royale de Médecine en 1784, il

obtint le titre de médecin (honoraire) de Monsieur, frère du Roi. La politique le tenta dès les premiers troubles révolutionnaires; il fut élu, en 1790, *membre du département de la Loire-Inférieure* pour le district de Clisson. Dans l'assemblée électorale du district qu'il présidait, il prononça un discours qui est du mauvais Diderot ou du Raynal tout pur sur « l'affreux despotisme, les satrapes oppresseurs, la superstition imbécile ». L'année suivante, devenu maire de Clisson et trésorier du district, il était élu second député suppléant de la Loire-Inférieure à l'Assemblée Législative. Il n'eut pas l'occasion de siéger à l'Assemblée et vint exercer la médecine à Nantes, au cours de l'année 1793. Mal lui en prit, car il succomba, au mois de décembre, à l'épidémie causée par l'entassement des malades dans les prisons de la ville. Dans les *Annales de la Société Académique de la Loire-Inférieure*, Dugast-Matifeux a consacré une notice à ce singulier Duboueix, type de médecin politicien, et qui méritait mieux que la mention erronée du *Dictionnaire des parlementaires français*, où on l'affuble du titre imaginaire de « comte du Pinieux. »

Les officiers de santé du collège de la ville de Nantes (je n'ai garde de rien omettre de ce qui concerne leurs qualités) formaient un corps sérieux. L'anatomie, malgré Vésale et ce professeur Tulp que Rembrandt a immortalisé dans un tableau célèbre, n'était pas encore, ainsi que la chirurgie, sa sœur, placée au premier rang des sciences médicales. On opérait assez rarement, on disséquait peu au xvii^e siècle et au xviii^e siècle; de là, bien des erreurs et beaucoup de blessés, de malades condamnés à une mort certaine. A Nantes, comme ailleurs, les élèves de chirurgie et d'anatomie devenaient officiers de santé, — médecins, docteurs régents, jamais. — Leurs écoles ne se tenaient pas à l'Université, mais dans un local assez sombre de la rue Follard (rue Saint-Léonard), très probablement celui que les chevaliers du Papegaut avaient

*Officiers
de santé.*

abandonné pour la Motte-Saint-André et qui devint l'ancien muséum d'histoire naturelle. Ces officiers de santé, que leurs collègues les docteurs auraient eu tort de dédaigner, avaient leurs professeurs recrutés dans leur docte compagnie. C'étaient — pour l'anatomie, Bisson, de la famille de l'héroïque enseigne de vaisseau lorientais; — pour les opérations, Cantin, dont le nom figure au bas de quelques actes de la municipalité antérieurs à 1789; — pour « les principes de l'art de guérir », ce que nous appelons la thérapeutique, Fabré, qui devint conseiller municipal de 1803 à 1813; — pour la pathologie et la matière médicale, Darbefeuille, le chirurgien de l'hospice des Enfants Trouvés, devenu sous la Restauration chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu; — pour les accouchements, Etienvrin, « démonstrateur » habile, dont la Bibliothèque de Nantes conserve, manuscrit, un traité d'*angiologie*; — pour l'ostéologie et les maladies des os, Godebert, un des signataires de la requête du Tiers-État et de la souscription patriotique de 1788, officier municipal en 1791 et 1792. Etienvrin et Godebert, praticiens éminents, étaient encore « professeurs, d'accouchements en faveur des sages-femmes »; ils se relayaient: l'un faisait son cours pendant le semestre de juillet; l'autre pendant celui de janvier. Le dénombrement des trente officiers de santé, en dehors des professeurs, serait fastidieux et sans intérêt. Je note seulement un Perthuis, quai Tourville, qui me rappelle mon vieil ami; un Suc, parent sans doute du sculpteur en renom à Nantes vers 1848; un Ulliac « membre du collège de Rennes, aggrégé (*sic*) à celui de Nantes », qui porte un nom illustré par M^{lle} Ulliac-Trémadeure, d'origine bretonne, auteur d'ouvrages pour la jeunesse. A la suite des noms d'Herbron, rue Juiverie, et de Thomas, qui, par une singulière rencontre, habite rue Thomas, dans le quartier de la Fosse, je lis la mention : « pour les rapports ». Le sens de cette expression est donné tout au long dans le *Dictionnaire de Trévoux*, édité en 1752, au

tome VI, page 625 : « On appelle *rapport*, en médecine et en chirurgie, le jugement que des gens nommés d'office, ou par convention, portent sur l'état d'un malade, d'un blessé, d'une femme grosse, d'une fille violée, d'un cadavre, pour instruire les juges de la qualité et du danger de la maladie ou des blessures, de leurs causes, ou du temps qu'il faut pour les guérir, de la certitude d'une grossesse ou d'un viol, et de la véritable cause de la mort d'un homme. — *Rapport dénonciatif*. C'est un rapport fait à la réquisition des parties intéressées, qui peuvent choisir pour faire la visite tels médecins, chirurgiens et matrones qu'il leur plaît. » Herbron et Thomas remplissaient donc les fonctions de médecin légiste et de médecin expert. Autre remarque : plusieurs des officiers de santé, chirurgiens, ne résident pas à Nantes. Le doyen Gillet est à Paris; j'ai fait des recherches longtemps infructueuses sur ce personnage qui avait en Bretagne, à Nantes même, de nombreux homonymes, et j'ai fini par découvrir qu'un G. Gillet, chirurgien à Nantes, qui doit bien être le nôtre, avait publié à Paris, chez Butard, en 1770, des *Observations tendant à prouver que les fièvres ne sont pas des maladies*. Je flaire en ce nomade doyen un devancier des théories microbiennes.

Un second chirurgien, Bournave, était à Cordemais; un troisième, Besson, « à l'Amérique », comme imprimaient les *Elrennes* en leur style suranné; un quatrième, Danilo, avait préféré les hasards et les dangers de la vie militaire à la paisible existence provinciale : il était à l'armée du midi. Comme il n'y a qu'une initiale « armée du m. », j'avais cru d'abord qu'il s'agissait de l'armée de Mayence; mais celle-ci, qui laissa en Vendée d'assez terribles souvenirs, ne fut formée qu'en juillet 1793. Danilo exerçait encore sous la Restauration, et demeurait rue de La Peyrouse, n° 3.

Je note que les chirurgiens de l'Hôtel-Dieu et du Sani-tat : Bacqua, Defray, Gautier, ne paraissaient pas dans le modeste amphithéâtre de la rue Folard.

Dentistes.

Les dentistes viennent après les chirurgiens : aussi bien prennent-ils déjà le titre de « chirurgiens dentistes ». Ils sont aujourd'hui douze à Nantes même : ils n'étaient alors que trois et habitaient, tous les trois, rue Fosse. Cagnat ne porte un nom ni nantais, ni breton ; Boissy de Beausoleil, avec une si belle façade, devait être le dentiste de l'aristocratie et du beau monde. Le troisième, Marcantiny, annonce qu'il est Italien ; on s'en doutait un peu et aussi que ses compatriotes et confrères arrachaient des dents sur le Pont-Neuf ou sur la place du Bon-Pasteur. Par le temps qui court, les dentistes italiens ne font plus florès. C'est d'au delà des mers, de l'Amérique, que nous viennent les mécaniciens les plus experts. Notons que Marcantiny était chirurgien-major de la Garde Nationale, en 1791.

Apothicaires.

Les apothicaires, tués par le progrès, ont disparu sous leur forme primitive. M. Purgon et M. Fleurant ne vivent plus que dans Molière avec les matassins de *Pourceaugnac*. Mais les apothicaires de 1792 n'étaient autres que des pharmaciens et l'on aurait beaucoup froissé MM. Lafiton, Louvrier, Cigogne ou Dupré de la Boulais, en les invitant à administrer le petit remède qui donnait à nos aïeux un teint toujours fleuri. Est-ce leur ancienne profession qui leur a laissé des noms lénitifs ou harmonieux ? Celui de Benoît n'est que gracieux, mais celui de Haubois est tout à fait musical. L'un d'eux trahit une origine nantaise. Les autres, La Fargue, Garros, Trahan, m'ont l'air d'arriver du Midi en droite ligne, mais l'un d'eux a fait souche nantaise.

La Bibliothèque

La disposition des *Etrennes* fait succéder aux apothicaires la Bibliothèque publique. Cette Bibliothèque, assez modeste alors, qui ne s'était pas enrichie des précieux fonds Labouchère et Lajariette, était située Maison du Collège, vis-à-vis le cours Liberté, ex-cours Saint-Pierre. Elle avait pour bibliothécaire un nommé

Londiveau, prédécesseur inconnu des Guillet, des Peccot, des Péhant et des Rousse. Elle était ouverte les lundis, mercredis et vendredis, de 2 heures à 5 heures en hiver ; de 2 heures à 6 heures en été. Une petite note, que le rédacteur des *Etrennes* place à la suite, me charme : « Lorsque le jour de l'ouverture tombera un jour de fête, la bibliothèque sera ouverte le lendemain ». L'Administration et le bibliothécaire donnaient là, sous une forme naïve, un bel exemple de conscience ; ils seraient peut-être moins scrupuleux aujourd'hui. Seulement, les bibliothèques sont ouvertes tous les jours, excepté le dimanche.

LES ÉCOLES

Place au Collège de l'Oratoire où débuta le général Mellinet ! Il a précédé celui que nous avons connu et qui a disparu lui-même, sous son vieil aspect de cloître et de prison, devant une bâtisse neuve, sans défauts mais sans souvenirs ! On pourrait dire de l'ancien collège, celui de l'Oratoire, que ses ruines mêmes ont péri si la façade de la chapelle, rehaussée, dans son style Louis XIII, par l'élégant perron qui y donne accès, et la chapelle elle-même n'avaient été conservées pour loger d'abord les collections du musée archéologique, et, actuellement, une partie des Archives départementales. Les bâtiments du collège s'étendaient de chaque côté de la chapelle et en bordure de la rue du Lycée actuelle ; ils étaient insuffisants pour le nombre croissant des élèves ; ils ont été démolis à l'époque où, en exécution du décret impérial, qui décidait la création d'un lycée, on désaffecta le couvent des Ursulines, abandonné, par les religieuses, depuis la Révolution.

Le collège de l'Oratoire était municipal, en réalité ; son titre de « collège royal » était fictif, puisque l'ingérence de l'Etat dans l'enseignement public, substituant aux universités autorisées l'Université officielle, est une

L'Oratoire.

des créations du système napoléonien. Pour Nantes, j'ai retrouvé un document probant, dont la date concorde presque avec l'apparition des *Elrennes* de 1793. C'est une affiche sur la rentrée du collège, datée du 24 octobre 1792, signée : Giraud-Duplessis, maire; J.-M. Dorvo, procureur de la Commune; L. Ménard, commis-greffier. Le maire étend sa sollicitude éclairée sur les élèves du collège; c'est lui qui règle les heures des cours; il termine sa circulaire par quelques phrases éloquentes et bien senties, où perce, sous les réticences d'usage, un ton d'autorité : « Puissent les élèves se persuader que, si les lumières ont fait naître parmi nous le règne de la Liberté, elles seules en assureront la durée, et, que, pour être un jour des hommes utiles et des citoyens éclairés, ils doivent acquérir des connaissances solides, applicables aux différentes fonctions de la Société ! »

Voilà un langage péremptoire; pour bien comprendre les derniers mots « connaissances solides applicables aux différentes fonctions de la société », il faut se rappeler qu'une véritable réforme scolaire, restreignant sans le supprimer, l'enseignement de la langue latine, des humanités, comme on disait déjà, venait d'avoir lieu au collège de Nantes. Dans un avis officieux et que l'on devine dicté par le principal, Fouché, les *Elrennes* exposent ainsi cette réforme : « Les instituteurs du collège ont adopté le mode d'instruction que sollicitaient les circonstances et le vœu des citoyens. L'enseignement public est divisé en différents cours. Les élèves qui ne se distinguent pas à l'étude de la langue latine peuvent ne s'appliquer qu'aux sciences analogues à leurs dispositions et qui leur sont indiquées par le choix de leurs parents. »

Du premier coup, les « instituteurs » attaquaient le vif de la question. A l'enseignement latin des Oratoriens, qui venaient d'être expulsés de leur collège, ils faisaient succéder une sorte d'enseignement mixte; ils

allaient même jusqu'à rendre le latin facultatif : ce n'était plus une réforme, c'était une révolution.

La circulaire du maire Giraud-Duplessis accentuait cette séparation des belles lettres et de la science, du latin et du français. Cours du matin, à 8 h. 1/2 : premier et second cours de langue française, cours de littérature, cours de géographie, premier, second et troisième cours de mathématiques. — Cours du soir, à 2 heures : cours d'histoire naturelle, premier, second et troisième cours de langue latine, cours d'éloquence, cours de logique et de morale, cours de physique, cours d'histoire.

Il n'est pas question de latin dans les cours du matin. Ces cours, d'après les explications complémentaires que donnent les *Elrennes*, comprennent la mythologie, les premiers éléments de la géographie, de l'histoire et de l'arithmétique.

Sauf la mythologie, concession au goût d'une époque qui faisait ses délices des *Lettres à Emilie*, de Dumoustier, ce programme pourrait être celui des petites classes d'à présent. Il chassait de l'enseignement ces manuels qui firent de nouveau leur apparition à l'organisation de l'Université impériale et sur lesquels pâlissaient de notre temps les écoliers de huitième et de septième : l'*Epitome historiæ sacræ*, abrégé d'histoire sainte; l'*Epitome historiæ græcæ*, abrégé d'histoire grecque. Les Oratoriens avaient emporté dans les plis de leurs robes le latin des commençants; la langue de Virgile et de Cicéron était réservée à leurs aînés. On ne devait l'enseigner qu'à partir de la classe de sixième, peut-être même de cinquième.

Je ne crois pas m'être trompé en laissant l'honneur, ou le privilège, d'une réforme aussi radicale au Principal du collège, ce Joseph Fouché de Rouzerolles, plus tard duc d'Otrante et ministre de la police, fils d'un capitaine de navire du Pellerin. Fouché connaissait bien l'Oratoire de Nantes; il y avait été élève avant d'entrer au

L'oratorien
Fouché.

Séminaire de l'Oratoire de Paris, avant de devenir professeur semi-laïque, portant le costume ecclésiastique des collèges de Niort, de Saumur, de Vendôme, de Juilly, d'Arras. Il était revenu à Nantes en 1790, en qualité de professeur de physique (ce qui explique l'importance attachée dans le programme à cette faculté naissante). Son rôle considérable au Club des Amis de la Constitution, dont il était devenu président, lui avait valu aussitôt après la dispersion des Oratoriens, sa nomination, par la municipalité, de Principal au collège. Son mariage avec Bonne-Jeanne Coiquaud (16 septembre 1792), son élection de député de la Loire-Inférieure à la Convention, semblaient n'être que des accidents dans la vie extraordinairement agitée qu'il menait dès lors. Les *Archives curieuses de Nantes*, de Verger, analysent son *Règlement pour le collège de Nantes, soumis au Directoire du district*; l'esprit même de ce règlement, sa tendance à faire prédominer l'enseignement scientifique sur l'enseignement littéraire (qui semblait, à ce détroqué, animé du fanatisme religieux) se retrouvent dans la circulaire du maire Giraud-Duplessis. Il n'y a d'ailleurs qu'à rapprocher les dates. Quelques jours avant la distribution des prix du collège (30 août 1792), où Henri Giraud, probablement un parent du maire, obtint le prix d'honneur de « philosophie, mœurs et talent » (*sic*), où Pierre Lacointrée, en rhétorique; René Douillard et Lelasseur, en troisième; Laurent Baudry, en quatrième, sont d'autres lauréats, Fouché a présenté au Directoire du district son *Règlement* élaboré depuis le mois de mars. La circulaire municipale est du mois de septembre suivant.

Les professeurs.

Près de Fouché, qui allait voter à la Convention la mort de Louis XVI et faire envoyer Carrier à Nantes, gravitant pour ainsi dire dans son orbite, étaient les « instituteurs publics » ou, plus simplement, les professeurs du collège, tous laïques ou ayant, comme leur patron, jeté le froc aux orties. L'ordre dans lequel les

énumèrent les *Etrennes* prouve la défaveur dont le latin était l'objet. Tout de suite après l'obscur Noyer, « suppléant principal », un homme de paille de Fouché, ce sont les professeurs des trois cours de mathématiques, Deperet, Petit et Faye, qui tiennent le haut du pavé. Deperet enseigne aussi la physique, Petit, la logique, Faye, l'histoire naturelle. Le premier, qui a prêté le serment constitutionnel en 1791 et fait partie de la Société ou Club des Amis de la Constitution, cette pépinière de futurs jacobins, a laissé un cours de morale, conservé manuscrit à la Bibliothèque et qui témoigne de ses aptitudes variées. Je ne sais rien du second dont les homonymes sont très nombreux. Mais Faye était notable de la municipalité de la Terreur en 1793-1794, sous le maire Renard, et cela nous éclaire sur ses opinions.

Rien de précis ne signale à l'attention Lachaud, professeur de littérature et d'éloquence, ni les trois professeurs de langue latine. Deux d'entre eux, Biscarra, d'origine étrangère sans doute, et Ruelles, cumulaient l'enseignement du latin et celui du français. Le troisième, Deleau, apprenait aussi cette mythologie, si aimée autrefois, si délaissée aujourd'hui. Un suppléant, nommé Brayer, devait se tenir prêt à remplacer tout professeur empêché.

Le doyen du collège, nommé Giraud, professeur de géographie et d'histoire (ces deux facultés se sont trouvées presque de tout temps réunies dans la même main ou dans la même chaire), était un ancien oratorien, à qui son âge et son mérite avaient valu d'être maintenu dans ses fonctions. M. René de Kerviler l'a identifié avec un bibliothécaire de la ville en 1765. Il devait donc être vieux déjà, quand il était professeur de seconde au collège de l'Oratoire en 1790 et, trois ans après, quand il y enseignait la géographie et l'histoire. Mais je retrouve sa trace encore plus tard; en l'an IV, m'apprend la brochure de M. Ricordel sur

l'Enseignement secondaire dans la Loire-Inférieure, il devint « professeur pour les lettres » à l'Ecole Centrale du département. En admettant qu'il ait été chargé, très jeune, de la conservation de la Bibliothèque publique, ce Nestor du professorat nantais était certainement septuagénaire quand on lui confia une chaire de littérature. Et cela ne laisse pas que de surprendre à une époque où les hommes dévoraient la vie.

Voilà tout ce j'ai pu recueillir sur l'ancien collègue de Nantes en 1792. La moisson n'est pas abondante. Le *Livre d'or du Lycée de Nantes*, qui va paraître prochainement, nous en apprendra davantage.

*École
d'hydrographie.*

La Révolution avait introduit dans l'enseignement le principe de la gratuité. Préoccupée de fournir au pays une armée et une marine nationales, elle ne négligea rien pour assurer le recrutement des officiers. La loi du 10 août 1791 créa dans les ports de mer et dans les grandes villes de commerce maritime des écoles gratuites et publiques de mathématiques et d'hydrographie : les élèves y recevaient une instruction pratique de nature à les rendre aptes « au service des vaisseaux de l'Etat. »

*Professeurs
nationaux.*

Le ministre de la Marine et des Colonies, Monge, estima qu'une telle organisation relevait de son département. Dans chacune des douze villes désignées (la Bretagne, avec Nantes, Lorient, Brest, Saint-Malo, entrant pour un tiers dans ce total), il délégua des professeurs nationaux avec les pouvoirs les plus étendus, C'est ainsi que le citoyen Rollin, de l'Académie de Marine, ancien professeur de mathématiques et de physique de la marine militaire, fut envoyé à Nantes pour y remplir la place de professeur national de mathématiques et d'hydrographie. Ce Rollin, d'origine méridionale, s'appelait Rollin de la Farge ; il avait retranché sa particule pour ne pas ressembler à un ci-devant, quitte à la reprendre plus tard.

Il s'installa place Graslin, maison Vilmain, et donna ses cours — tint ses séances, comme on disait alors — tous les jours de la semaine, depuis neuf heures du matin jusqu'à deux heures. Le programme obligatoire comprenait les trois volumes d'arithmétique, de géométrie et de navigation de Bezout, le plus célèbre mathématicien de son temps, et la *Statique* de Monge lui-même, l'illustre savant qui allait fonder l'École Polytechnique.

Rollin était sans doute un professeur habile. Ses cours furent très suivis. Il prépara bon nombre de candidats, de « prétendants » (mot de l'époque) aux places d'*enseignes entretenus*, d'aspirants de la marine, de seconds lieutenants d'artillerie de la marine. Toutes ces places étaient données au concours, devant un jury d'examen qui allait de ville en ville, pendant les mois de février, mars, avril, mai, et se réunissait à Nantes le 6 avril. En 1793, il n'y avait de disponibles que dix places d'*enseignes entretenus* à Toulon, dix à Rochefort, vingt à Brest, trois places de seconds lieutenants d'artillerie de la marine à Toulon, deux à Rochefort, cinq à Brest. Beaucoup d'appelés, peu d'élus. J'aimerais à savoir le nombre et les noms des élèves que Rollin fit recevoir. Toujours est-il qu'il se plut à Nantes, qu'il y prit plus tard le titre de professeur aux écoles de la marine et qu'il fut élu député de la Loire-Inférieure en l'an VI. Les professeurs piqués de la tarentule politique étaient nombreux; n'avaient-ils pas sous les yeux l'exemple de Fouché ?

L'Académie nationale de dessin et de peinture installée place Buffon (place Bretagne), n° 11, avait des cours payants et des cours gratuits. Le professeur Hussard, avec lequel je n'ai pas fait plus ample connaissance, donnait à son établissement le titre d'*Académie Nationale*. Il tenait sa classe payante tous les jours, de 9 heures du matin à midi; sa classe gratuite, pour les garçons, les lundis, mardis, jeudis et samedis, de 9 heures à 11 heures;

*Académie
de peinture.*

pour les filles, de 11 heures à 1 heure. Les élèves payants et les autres étaient-ils confondus ? C'est peu probable ; le professeur les tenait, sans doute, dans deux salles distinctes, qu'il inspectait à tour de rôle. Mais il est permis de croire qu'il réservait ses attentions à ceux ou celles qui lui rapportaient un profit et que le mot « gratuit » était une étiquette, une façon de se recommander aux pouvoirs publics. A la fin de l'article qui le concerne dans les *Etrennes*, Hussard fait insérer l'avis suivant : « Il y aura étude et leçon d'après la bosse et d'après nature, à la lampe, tous les jours, depuis 5 h. du soir jusqu'à 7, du 1^{er} décembre au 1^{er} avril. » L'importance des cours de dessin était déjà réelle à Nantes, dans une ville qui produisait des artistes. Ne voyons-nous pas les sculpteurs Robinot-Bertrand et Lamarie relever un peu le niveau intellectuel de la municipalité Renard ? Hussard tenait toujours son Académie en 1810. Il enseignait encore le portrait sous Louis XVIII, rue Franklin.

*Autres
académies.*

Tout était d'ailleurs Académie dans l'enseignement d'avant et pendant la Révolution. L'Académie polytechnique du sieur Trioche, avec son qualificatif prétentieux, qui aspirait, d'après l'étymologie grecque, à l'universalité des connaissances, s'appellerait simplement « Ecole » aujourd'hui. C'était un externat *select*, à l'usage des enfants riches, des fils de gros négociants ou de notables commerçants, situé presque dans le quartier aristocratique, rue Bossuet (ancienne rue de Briord), dans l'hôtel Beedelievre, voisin de cet hôtel de Briord où Anne de Bretagne avait eu jadis sa petite cour de lettrés et d'artistes. Le prix de la pension de « l'abonnement annuel » était élevé pour le temps : 200 livres, et point du tout à la portée de toutes les bourses. On pouvait, il est vrai, prendre des inscriptions par mois, en payant 15 livres par séance pour deux cours que l'on choisissait. Les abonnés au mois n'avaient droit qu'à deux cours sur trois, au choix ; les abonnés à

l'année pour un prix équivalent, suivaient les cours au complet.

Voulez-vous connaître maintenant le programme de ces trois séances quotidiennes? La première, depuis 9 heures jusqu'à 11 heures, comprenait les cours de mathématiques, de violon, d'armes, de chant et de clarinette. La seconde, de 11 heures à 1 heure, mariait aussi l'utile à l'agréable; elle était composée des cours d'écriture, d'anglais, de danse et de flûte. A la troisième séance, de 3 heures à 5 heures, on travaillait plus sérieusement et sans mélange; on suivait les cours de français, de latin, de littérature, de géographie, d'histoire et de dessin. Quel assemblage et quelle variété! L'*Académie polysophique* ne mentait pas à son titre. Le directeur, Trioche, semble, au surplus, avoir été capable de toutes les activités. Nous l'avons rencontré à la Garde Nationale et au Tribunal du District comme juge suppléant. A son Académie il est vraiment polysophe, j'allais écrire polymorphe; il cumule même les attributions que raille Figaro, il est calculateur, il est danseur. Plaisanterie à part, Trioche devait être un maître homme; s'il prenait cher pour ses « séances », c'est qu'en payant largement de sa personne, il avait chez lui, tant pour les sciences que pour les arts d'agrément, les meilleurs professeurs de la ville. Il avait le secret de faire succéder le solo de flûte au théorème, les jambages aux parades, les entrechats aux déclinaisons. On voudrait posséder les cahiers d'une ancienne élève de l'Académie Polysophique — car, sous les auspices de Terpsichore, les deux sexes devaient fraterniser, comme chez Hussard. Dans les *Annales de la Société Académique de Nantes*, de 1907, M. Libaudière a publié une étude intéressante, intitulée : *L'Enseignement classique à Nantes pendant la Révolution et jusqu'à l'ouverture du Lycée en 1808* : il y consacre quatre pages à l'Académie Polysophique, fondée en 1790; il n'a retrouvé aucun document sur elle et croit que son existence fut éphémère.

L'escrime.

Une académie de plus, cela ne comptait pas en l'an de grâce 1793. Rien de surprenant à ce qu'il y eût à Nantes une *Académie pour les armes*. Moreau de Grandmaison la tenait, maison Sagori, rue Fosse ; elle était ouverte depuis 7 heures du matin jusqu'à midi, et de 2 heures à 7 heures du soir. Les friands de la lame pouvaient s'en donner à cœur joie. Ils avaient même la ressource d'aller chez le concurrent de Coursin, rue Bossuet, qui tenait aussi une Académie, et qui l'ouvrait toute la journée sans interruption, de 7 heures du matin à 8 heures du soir. On ferrailait encore à l'autre bout de la ville, chez Rozière, maître d'armes, qui avait sa salle place Buffon, n^o 7, et la tenait ouverte de 8 heures du matin à 8 heures du soir. Rozière, avec sa simple salle, ne pouvait se plaindre, comme ses confrères les académiciens, que sa grandeur l'attachât au rivage ; il se déplaçait, donnant, selon la petite note insérée aux *Etrennes*, « des leçons dans les maisons où il était demandé ».

L'ampleur et la précision de ces indications prouvent que l'art de l'escrime était très en faveur à Nantes quand la Révolution éclata. C'était un héritage de l'ancien régime ; toute éducation de jeune noble et même de jeune bourgeois se complétait par une science approfondie du noble métier des armes. Ceux qui ne portaient pas l'épée avaient à cœur de prouver qu'ils étaient dignes de la porter. Le nouvel état de choses relégua l'escrime au rang des inutilités élégantes ; on fit l'exercice au lieu de faire des armes, et le sabre remplaça l'épée. Les *Etrennes Nantaises* cessèrent de paraître plusieurs années ; quand elles reparurent sous le Consulat, les « Académies » d'armes, les vulgaires salles d'armes, n'y figuraient plus, la grande guerre avait absorbé la petite, ceci avait tué cela. Même remarque sous l'Empire. Il fallut le retour des Bourbons et les duels entre mousquetaires du Roi et officiers en demi-solde pour remettre l'escrime à la mode. Elle fleurit de nouveau, et plus que jamais. Ce fut le moment où un savant maître, Moreau,

qui était très probablement le fils ou le neveu de Moreau de Grandmaison, (les atrocités de Carrier avaient rendu suspect le nom de Grandmaison, l'un de ses plus farouches complices), dédia à la jeunesse nantaise un excellent petit traité de l'art des armes, que Charles Mellinet, un tireur émérite, a réimprimé il y a quelques années. Les beaux jours de l'escrime à Nantes ont coïncidé avec cette période de dissipation et de luxe qui trouva son apogée au commencement du Second Empire. On m'assure qu'ils ne sont pas encore tout à fait évanouis.

L'INDUSTRIE

Nous passons des armes aux manufactures. Mars est un Dieu, Mercure en est un autre, et le commerce nantais, qui avait fait de la ville une des trois ou quatre plus riches du royaume, ne peut être traité en quantité négligeable. Deux Bourses avaient existé, l'une en 1640 et l'autre en 1723, dans la rue de la Fosse, je crois, quand, au commencement de 1792, Mathurin Crucy posa la première pierre de la Bourse actuelle, dont on peut voir sous verre les lavis à l'encre de Chine, aux Archives municipales, approuvé le 12 mai 1790.

Nantes avait, en 1792, une vingtaine de manufactures importantes. Avec les cordages, les coutils, les cotonnades, les couvertures, les indiennes, elle touchait à presque toutes les branches de ce qu'on appelle aujourd'hui les industries textiles; ses faïences, ses verreries, étaient justement estimées; elle fabriquait, depuis peu, les instruments aratoires, que les cultivateurs du pays avaient longtemps demandés aux villes voisines.

Un nommé Brée, sur lequel j'ai interrogé en vain la *Commune et la Milice de Nantes*, ouvrage prodigue de renseignements sur les négociants nantais, ainsi que les diverses Biographies, était propriétaire et directeur de la manufacture de cordages de Gigant; il demeurait rue du Bois-de-la-Touche, n° 7, où des traces de son habi-

Les manufactures.

tation pourraient être relevées. Ce doit être le même que Brée de la Touche, qui, en 1789, offrit des boucles d'argent pour la souscription patriotique. (*Bull. de la Soc. Archéol. de Nantes*, x, 94.)

La manufacture de coutils et cotonnades, rue Rubins (*sic*), n° 38, dans le voisinage de la salle de spectacle, était dirigée par Dodin ou Dodun, qui, dans les *Elrennes du Commerce pour 1792*, est appelé Dodin de la Garenne et en qui je soupçonne un parent du bourguignon Dodun, directeur de la Compagnie des Indes à Lorient, au xviii^e siècle, et un ancêtre des Dodun de Keroman actuels, qui prennent le titre de marquis ou de comte.

Les couvertures constituaient une des industries nantaises les plus prospères. Il n'y avait pas moins de quatre manufacturiers, et, sauf la veuve Dupouy, rue Démos-thène (rue Saint-Clément), qui nous est inconnue, c'étaient de notables commerçants dont les descendants ont perpétué ou rehaussé la renommée : Langlois, rue Poisson (ex-rue Talensac), Lorieux, rue Bois-Tortu, n° 12, et Ogier, même rue. Il y a eu, ou il y a encore, des Lorieux ingénieurs, des Langlois industriels. Le seul représentant du nom d'Ogier que j'aie rencontré était un peintre de talent, fondateur de *Nantes-Lyrique* et, avec quelques artistes amis, du petit salon « L'Eclétique » ; Charles Ogier est mort prématurément. Ses parents avaient tenu une teinturerie près de la place Royale.

Les ouvrages spéciaux sur la céramique, notamment ceux de Jacquemart, mentionnent, sans insister, entre les faïences de Quimper, de Rennes et du Croisic, la faïence de Nantes. Elle remontait à la fin du xvii^e siècle ; ce furent probablement des ouvriers de Quimper qui s'établirent à Nantes, et l'un d'eux qui fonda la faïencerie de la chaussée de la Magdelaine, dont les produits n'étaient pas sans mérite. J'ai vu chez Fortuné Parenteau, grand collectionneur devant l'Eternel, un buste de Vierge qu'il n'hésitait pas à attribuer à la fabrication nantaise ; c'était un ouvrage d'un goût exquis,

d'une coloration fine et très artistiquement modelé. D'autres produits de même provenance ont été possédés ou décrits par M. Dobrée, par le baron de Wismes. J'ignore à quelle époque Rostaing de Rivas devint directeur de la manufacture nantaise. Il était de famille ancienne quoiqu'il signât son nom sans particule, en un seul mot. J'ai connu un de ses descendants, médecin; un autre, Olivier de Rostaing de Rivas, élève du Lycée de Nantes vers 1865, est devenu officier supérieur. La faïencerie de la chaussée de la Magdelaine existait encore en 1840, mais on n'y fabriquait plus que des objets vulgaires.

Tout près de la prairie de la Magdelaine, il y avait une manufacture de filature, garas (c'était une espèce de toile de coton), cotonnades, bazins, etc. La direction en était confiée à Dulau et C^{ie}, et je note, en passant, une des premières « raisons sociales » établies à Nantes. Le quartier était déjà celui des grandes industries et n'a pas cessé de l'être. Pelloutier, Bourcard et C^{ie}, avaient ouvert en Biesse une manufacture des mêmes produits. Pelloutier était le consul de Prusse; il demeurait, il avait son bureau consulaire île Feydeau, rue Monfort, 2, il n'avait pas à traverser la ville pour aller à sa manufacture. Son associé, Bourcard, originaire du Nord de l'Europe, où ses ancêtres continuaient de s'appeler Burkhardt, est l'aïeul de mon ami, l'iconophile et iconographe distingué, Gustave Bourcard.

Six manufactures d'indiennes témoignaient de l'importance que la fabrication de cette étoffe peinte et imprimée, transmise aux Européens par les Indiens, avait alors prise à Nantes. Pelloutier, Bourcard et C^{ie}, décidément de très gros industriels, avaient une manufacture d'indiennes, distincte de leur filature, « sur les ponts, rue Beauséjour, n^o 37 ». Presque à la même adresse, à un autre numéro de la rue Beauséjour, s'était établi Charles-Marie Forestier, lieutenant de la milice bourgeoise, membre du Comité permanent de la commu-

nauté de ville en 1789. Pierre Dubern ne venait que le second sur la liste des *Elrennes* ; mais, par sa notoriété et sa fortune, il semble bien avoir été le premier des manufacturiers d'indiennes. En 1788, il figurait pour sa souscription patriotique parmi les notabilités nantaises ; la même année, il était l'un des douze députés de la ville chargés d'aller porter au Roi « le vœu d'un peuple plein d'amour et de vénération pour sa personne sacrée ». Il fit partie, en 1789, des membres du Tiers chargés d'élire les députés aux Etats-Généraux et du même Comité permanent que Forestier. On le nomma bientôt après officier municipal. Qu'il doive ou non être confondu avec le porte-drapeau des bataillons des Ponts dans la Garde Nationale de 1792, (et le voisinage de sa demeure ferait pencher pour l'affirmative), son rôle politique n'était pas terminé. Arrêté comme suspect, sur l'ordre de Carrier, à la fin de 1793, il fut l'un des 132 Nantais. Mais il ne fit que commencer le voyage ; arrivé à Angers, on le mit en liberté, et le Comité révolutionnaire ordonna la mainlevée des scellés apposés sur ses papiers. Il reprit la direction de sa manufacture. J'ignore quand il mourut. Il a eu pour descendant un colonel, dont la fille épousa M. de la Gournerie.

Gorgerat frères et Cie, en Vertais, Orillard aîné et Cie, rue Caton (c'est la petite rue Dos-d'Ane, mais elle était plus longue qu'à présent, ayant un n° 40), n'ont point laissé de souvenirs. Il en est autrement de Petit-Pierre et Cie « en Vertais, n° 10 ». Ce manufacturier, d'origine bretonne, sinon nantaise, eut un fils qui avait ajouté à son nom celui de sa mère, Pellion, successeur de Bertrand-Geslin à la mairie de Nantes. Le nom de Petit-Pierre fut donné à une rue de la ville dans ce quartier de Vertais où la famille avait grandi. Mais il ne faudrait pas, comme on l'a cru, y voir le berceau de Favre. Le père du sénateur de l'Empire, d'origine suisse et protestante, avait épousé une demoiselle Petit-Pierre, nantaise ; son mariage le fixa à

Nantes; il devint à son tour directeur de la manufacture d'indiennes, mais je ne puis affirmer que ses trois fils, dont le plus connu, Ferdinand, représenta longtemps la ville, et comme maire et comme député, y naquirent. La mairie Ferdinand Favre fut la plus longue et une des mieux remplies des mairies de Nantes qui figurent au *Livre Doré*; à 86 ans, en 1865, le beau vieillard présidait encore la distribution des prix du lycée. Quant aux Petit-Pierre, ils ont aussi beaucoup fait parler d'eux. Le petit-fils du manufacturier de 1793 a écrit des pièces de théâtre en collaboration avec Jules Amigues; son arrière-petit-fils, sous le pseudonyme de Georges Price, s'est fait une place dans le journalisme parisien; il était récemment secrétaire de la rédaction du *Gil Blas*.

Une manufacture d'outils aratoires, charronnage en acier, etc., fonctionnait, depuis cinq ans, rue de Rennes, n° 20. Joseph Gaudin fils, autorisé à l'établir, avait fait intervenir les Etats de Bretagne en sa faveur pour se défendre contre les exigences du directeur d'une manufacture analogue à Amboise, qui prétendait posséder un droit exclusif. Dans ce curieux procès, dont il est question aux *Artistes Nantais*, ouvrage de M. de Granges de Surgères, Joseph Gaudin obtint gain de cause. C'était un homme intelligent et remuant. Il mit sa manufacture d'acier « établie au quartier de Bel-Air, faubourg de Nantes », sous la protection des Etats de Bretagne. Il publia, à l'imprimerie Brun aîné, un bref in-quarto de 14 pages, que la Bibliothèque Nationale ne possède pas, mais dont on me signale la présence à la Bibliothèque de Nantes. *Copie des pièces apologétiques de la manufacture d'acier et outils aratoires du sieur Joseph Gaudin fils*. Gaudin avait de très nombreux homonymes; je ne sais si je puis lui rattacher le conseiller d'Etat, ministre plénipotentiaire, concurrent heureux du Dr Guépin et de Prévost-Paradol aux élections législatives de 1869, Emile Gaudin, dont la famille était originaire du pays nantais, mais je le crois parent de Julien Gaudin, raffi-

neur, officier municipal sous la mairie Baco, que j'ai déjà signalé et qui, plus tard, fut commissaire pour la déportation des prêtres assermentés.

G. Guyot dirigeait une manufacture de toiles cirées à la côte Saint-Sébastien ou vis-à-vis la Bourse, et Demuller, qui clôt la liste de ces notables commerçants, la manufacture de verrerie, tout naturellement installée rue Verrerie, n° 3. Les anciens plans de la ville donneraient l'emplacement exact de cette verrerie dont il ne subsiste aucune trace. Je soupçonne que le directeur Demuller venait de l'Est ou du Nord et était d'origine allemande.

LA RÉGIE NATIONALE.

LES DOUANES ET LES PONTS ET CHAUSSÉES

La mise en régie

Aux fermiers généraux, qui affermaient tous les impôts et, moyennant des cautionnements, des redevances annuelles, échappaient au contrôle de l'Etat, l'Assemblée Constituante avait substitué des régisseurs ou receveurs, nommés par le Ministre des Finances; bref, elle avait mis en régie tous les droits qui devaient alimenter les caisses publiques, le Trésor. Une régie nationale des domaines, droits d'enregistrement, timbre, hypothèques « et autres droits y réunis », avait été créée dans chaque département. Elle donnait des pouvoirs très étendus aux directeurs, inspecteurs, receveurs principaux, qui réunissaient dans leurs mains les attributions des receveurs généraux (aujourd'hui trésoriers-payeurs), des percepteurs de contributions et de droits réunis, des conservateurs d'hypothèques. C'étaient de très hauts fonctionnaires, et leurs fonctions exigeaient la connaissance la plus approfondie du système financier dont Turgot et Necker avaient jeté les bases.

Fidière.

Le directeur de la Régie nationale de la Loire-Inférieure se nommait Fidière et habitait au Bureau général de la

Direction, rue Girardon, n° 3 (ex-rue Basse-du-Château). Il descendait d'une famille espagnole ancienne, les Figuero, et avait eu un ancêtre anobli comme argentier par le roi d'Espagne Charles III. Employé dans les bureaux de la ferme des domaines, à Rennes, il s'y distingua par son intelligence, y fit une carrière rapide et brillante. Sa fortune personnelle et ses capacités le désignèrent au choix du Gouvernement pour la direction suprême de la Régie nationale de Nantes. Je n'ai pas de renseignements sur sa gestion, mais le simple fait d'être demeuré à son poste, d'avoir régulièrement opéré ses recouvrements sous la dictature de Carrier, aussi cupide que cruel, prouve que son caractère était à la hauteur de son talent. Il se confina dans l'exercice de son emploi; les exemples, qu'il avait sous les yeux, de fonctionnaires ou de simples négociants que leur républicanisme n'avait pas protégés contre la loi des suspects, lui donnaient peu de goût pour une politique qu'il jugeait sévèrement dans son for intérieur, car il n'était pas jacobin et professait des opinions religieuses, fort rares à son époque. En pleine Terreur, il maria l'une de ses filles à Brulart, un de ses subordonnés, contrôleur de la fabrication des tabacs, et le mariage fut béni dans un grenier de l'île Feydeau, par un prêtre insermenté, ce qui dut être signalé à l'autorité, mais ne lui coûta cependant pas la perte de sa place. Il avait fait de son fils unique, Fidière fils, disent les *Etrennes*, un receveur-trôleur du magasin du Timbre. Ce Fidière fils marcha brillamment sur les traces de son père et suivit la carrière des finances. La Restauration le nomma conservateur des hypothèques à Paris; il garda ce poste, aujourd'hui divisé en autant de conservations qu'il y a d'arrondissements, pendant toute la durée du Gouvernement de Juillet et mourut en 1854, presque nonagénaire. Il était le bisaïeul maternel de mon ami Olivier de Gourcuff, qui m'a transmis ces souvenirs de famille, mais n'a pas connu les vieux parents dont les réminiscences du temps de la Terreur

nantaise devaient être si intéressantes. Cependant, la mère de mon ami disait que son grand-père et les grand'tantes qui l'avaient élevée ne parlaient pas volontiers d'une époque qui avait mis un voile de tristesse sur leurs jeunes années. Nantes alors ressemblait un peu à la Venise du Conseil des Dix; on n'osait pas y élever la voix, on y vivait sous la menace d'une arrestation, dans la crainte du lendemain. Les dix-huit prisons de la ville n'étouffaient pas tous les cris de douleur; le sang coulait de l'échafaud du Bouffay. La Loire ramenait parfois à la surface les cadavres des noyés. On s'explique que le silence, un silence de mort, ait plané sur la cité et que personne n'ait eu le loisir ou le courage d'écrire ses *Mémoires*.

*Autres
fonctionnaires
de la Régie.*

Cette digression m'a mené un peu loin de la Régie Nationale, qui comprenait deux divisions et, dans chacune d'elles, un inspecteur principal ayant sous sa coupe les districts du département. L'inspecteur de la première division, Bigot, — que je crois, d'après une tradition de la famille Fidière, être un Bigot de Preameneu, parent du rédacteur du Code Civil, — demeurait place Mirabeau (Delorme), à l'entrée du cours du Peuple (boulevard Delorme); il administrait, au point de vue financier, les districts de Nantes, Clisson, Machecoul, Paimbœuf, qui se subdivisaient eux-mêmes en treize bureaux. J'ai passé en revue plus de vingt Dubois, de la Loire-Inférieure, des départements circonvoisins, avec ou sans particules et noms ajoutés et je n'ai pas découvert la trace de l'inspecteur receveur principal de la seconde division, Dubois de Pacé, domicilié île Feydeau, rue Montfort, n° 3, dont les attributions s'étendaient sur cinq districts : Ancenis, Blain, Châteaubriant, Guérande, Savenay, et sur onze bureaux. Le nombre des districts était en raison inverse de celui des bureaux. Mais la première division, avec Nantes, devait être, et de beaucoup, la plus importante pour les recettes.

Nous allons y revenir, à Nantes, après avoir signalé les deux vérificateurs : Baudot, un Nantais de pure race, et son collègue, Bidard, à qui je connais des homonymes d'origine nivernaise. La ville de Nantes avait ses receveurs particuliers : Clavier, que nous avons rencontré déjà place du Pilon, n° 4, pour les Domaines, les droits domaniaux et les forêts nationales ; Bouhier de la Brejolière, un nouveau venu sous notre plume, pour l'enregistrement des actes sous-seing privé des notaires, les déclarations des successions directes et collatérales ; Bertrand, l'officier de la Garde Nationale (qu'il faut se garder de confondre avec Bertrand-Geslin, le lieutenant de Canclaux), pour l'enregistrement des actes judiciaires, des actes des huissiers et les amendes. Bouhier et Bertrand, déjà nommés, distribuaient à beaux deniers comptants le papier timbré.

Le directeur Fidière avait sous la main, ou plutôt en face de lui, au n° 3, de la rue Girardon, le « Bureau du Timbre extraordinaire ». Son fils, comme receveur contrôleur du magasin, assistait le garde-magasin contrôleur de la recette, un nommé Barmel. Le personnel se complétait par les deux Bazin, encore de vrais Nantais : le père, timbreur ; le fils tourne-feuille. Ce dernier emploi existe toujours, mais le joli qualificatif, qui figurait encore à *l'Annuaire du Commerce, 1904*, avec une dame « tourne-feuilles » à la rubrique Enregistrement, Domaine et Timbre, a disparu l'année suivante, et c'est dommage. Il manque un tourne-feuille dans la *Chanson de Fortunio*.

L'Administration des Douanes était une de celles que l'Assemblée Nationale avait créées en 1791 pour briser les cloisons qui séparaient les provinces. Le Gouvernement nouveau avait reconnu l'utilité et l'avantage d'un ensemble de taxes prélevées sur les marchandises étrangères, qui remplissaient le Trésor public, en même temps qu'elles protégeaient l'industrie

Les Douanes.

nationale. Le système des Fermes, ébauché par Colbert, perfectionné sous Louis XV et Louis XVI, avait disparu, en 1793. Nantes, en raison de son commerce maritime, de ses relations maritimes, était au premier rang des villes de France qui appliquaient fructueusement le nouveau mode de perception.

Chose singulière, la Direction générale et les bureaux des recettes n'étaient pas situés au même endroit et se trouvaient relativement éloignés du port, de ce quai de la Fosse, où venaient atterrir les navires, où débarquaient les équipages. Les Douanes n'avaient pas pris encore possession d'une de ces belles maisons de pierre, hôtel à l'aspect grandiose, presque monumental, désigné pour lui donner l'hospitalité. En 1792-1793, le bureau de la Direction générale était encore celui des Fermes générales, rue Vendik (*sic*), ci-devant rue Mercœur, au rez-de-chaussée, proche le Marchix, dans un assez vilain quartier, que n'avait pas dégagé le percement de la place Lafayette. Les bureaux des recettes de l'étranger et des colonies étaient plus mal placés, rue Santeuil, ci-devant rue de Bertrand, maison Hervé. On devine ce que pouvait être alors la rue Santeuil, restée étroite et obscure avant que le vaste et élégant passage Pommeraye ait remplacé cette Galerie du *Commerce*, boyau tout noir qui dévalait en pente raide jusqu'à la Bourse.

Sectionnées, mal installées, les Douanes n'en constituaient pas moins, à la fin du XVIII^e siècle, dans une ville qui était le grand l'entrepôt des sucres et des cafés du monde entier, une administration de premier ordre. Il y avait, sinon plus d'employés, plus de chefs, de service et de commis principaux qu'aujourd'hui. Le directeur général se nommait Dominique-Charles Adine. Je ne crois pas qu'il fût Nantais; rien, du moins, ne me l'a désigné comme tel. Il avait été, sous Louis XVI, Directeur général des Traités, Gabelles, Tabacs « et autres droits y joints ». Il resta très longtemps à Nantes et y

mourut probablement ; il figure encore, avec son titre, dans un *Almanach* de 1810. Il avait sous ses ordres directs un premier commis de la direction, Seurot, et deux inspecteurs principaux : l'un, Regnault, en résidence au Croisic ; l'autre, Debourges, à Paimbœuf. Ce petit état-major était complété par un nommé Buche « capitaine général », demeurant au bas de la Fosse, maison Dupuis, dont le titre prouve bien que les douaniers étaient dès lors organisés militairement et formaient un corps prêt à combattre les contrebandiers ou les ennemis de l'Etat.

Passons aux « Recettes ». Le fonctionnaire qui figure le premier sur la liste, avec le grade « inspecteur sed. (sédentaire) de la Douane », était celui de mes ancêtres sur lequel Perthuis, en me faisant présent des *Etrennes*, appelait mon attention. Cet Eudel, qui devait devenir Directeur à Cherbourg, n'était pas mon aïeul direct ; c'était le frère aîné de mon grand-père (devenu lui-même directeur des Douanes à Boulogne sous le Premier Empire) et, par conséquent, un oncle de mon père qui, après bien des pérégrinations, fut envoyé de Calais à Nantes, en 1842, comme vérificateur des Douanes. Les Eudel étaient douaniers de père en fils, d'oncle à neveu. A quoi a-t-il tenu que je n'aie pas suivi la même carrière ?

Benjamin Eudel, né à Laval en 1755, mais d'origine picarde, demeurait rue Contrescarpe. Les titres des employés qui venaient après lui, au bureau des recettes, sont curieux à reproduire. Il y avait le receveur de l'Etranger, Gerbier, d'une famille de négociants en grains, apparentée à celle du célèbre avocat rennais ; ce Gerbier, ancien juge consul, avait été trésorier des troupes, en 1787. Le contrôleur des recettes se nommait Bourret ; le commis, Gouaux. Une autre recette, dite des denrées coloniales, avait pour receveur Vallois, pour contrôleur Papelard, pour commis Papot, dont un descendant tint longtemps une pension très

suivie. Le plombreur s'appelait Foucault ; l'orthographe et la date me permettent de l'identifier avec un Foucault qu'on enrégimenta dans la compagnie Marat, et qui en sortit « parce qu'elle contenait des scélérats ». La liste des commis s'allonge. Elle comprend deux commis pour « les déclarations des isles » (on ne désignait pas autrement les Antilles), Rampin et Perret ; deux pour les déclarations étrangères, Boquillon et Wattier ; deux « aux déclarations d'entrepôt », Duchatellier et Debonnaire ; deux aux expéditions, Bonneman et Lecomte. Quelques-uns de ces noms me frappent. Le critique et romancier Paul Perret, qui aimait à se dire de vieille souche nantaise, aurait retrouvé l'un des siens. L'auteur de l'*Histoire de la Révolution dans les départements de l'ancienne Bretagne*, écrivait, ainsi que le commis des Douanes, son nom en un mot ; depuis, on écrit du Chatellier. Le nom de Bonneman n'a pas cessé d'être porté à Nantes. Lecomte a été un des 132 Nantais. Des gardes-magasins, Neveux La Bouchardière, Gaborit, Bellin, Maison, qui opéraient pour les isles, pour l'Inde, pour la Guinée et le Nord (bizarre assemblage), Gaborit seul me semble bien Nantais : serait-il le Gaborit (Louis-Théodore), auteur de *Mélanie ou l'Egalité*, tragédie patriotiques en cinq actes et en vers, Nantes, 1791 ? Le commis aux archives du commerce, nous dirions simplement l'archiviste, s'appelait Moret. Deux autres commis, Pallois et Damory, étaient chargés du contrôle « des visiteurs », négociants de la ville, notables commerçants ou industriels qui inspectaient les marchandises à l'arrivée, vérifiaient les opérations.

La liste de ces dix-huit visiteurs nous est donnée au complet. Je la reproduis, quoiqu'elle nous fournisse peu d'indications nouvelles sur la bourgeoisie nantaise de l'époque. C'étaient Jourdain, Culembourg, Favre, Dufraisse, Rostenne, Saveneau, Tardiveau, Pointel, Messal, Chevalier, Valadier, Lacour, Le Romain, Lamboley, Briffault, Landon, Lagrange, Henry. A part Tardiveau, qui fut — si ce n'était son frère — membre du Conseil

du département; Saveneau, encore « visiteur » en 1810 et secrétaire en chef de la mairie; Chevalier, un des 132 Nantais; et Le Romain, ancêtre d'un avocat bien connu, notre contemporain, cette liste est assez indifférente.

Le Tribunal du District de Nantes, nous apprend un nota *inséré* aux *Etrennes*, est celui qui doit connaître directement de toutes les contestations relatives aux Douanes. Ces contestations me semblaient devoir être plutôt du ressort du Tribunal de Commerce.

Il y avait aussi une régie générale pour percevoir un droit de marque sur les ouvrages d'or et d'argent. C'était la fin de l'ancienne Ferme; Borgnier prenait le titre et la qualité de directeur et receveur général *de la liquidation*. Notons, d'ailleurs, qu'un commissaire du Gouvernement près l'Hôtel des Monnaies existait encore en 1810; il n'était autre qu'Antoine Peccot.

Depuis que le département des Ponts et Chaussées avait été réuni, en 1735, au Ministère des Finances, cette administration avait pris une importance considérable. Sous l'impulsion d'ingénieurs comme Trudaine et Perro-net, 6.000 lieues de routes furent tracées dans le royaume; des ports, des ponts, se creusèrent ou s'élevèrent de tous côtés. La Révolution, cependant, attaqua, sous le vain prétexte de réaliser des économies, le corps des ingénieurs que défendirent, à la tribune de l'Assemblée, l'illustre Mirabeau et Chapelier, le député de Rennes. Les Ponts et Chaussées eurent gain de cause, et leur importance s'accrut. Dans chaque département, on nomma un ingénieur en chef, et, selon le chiffre de la population et le nombre des travaux à effectuer, deux ou trois ingénieurs ordinaires.

A Nantes, l'ingénieur en chef était Groleau « près le Bon Pasteur »; les trois ingénieurs ordinaires se nommaient Recommencé, rue Maupertuis, Rapatel, quai Barbinais (l'ancien quai de l'Hôpital tirait cette appellation de Porcon de la Barbinais, dit le Régulus malouin) et Hervoeet.

*Ponts
et Chaussées.*

Ces fonctionnaires ne me semblent pas appartenir à des familles nantaises. Au cours de l'année 1793, ils eurent peu de travaux à effectuer. Mais le ministre de l'Intérieur, Garat, qui avait pris possession du réseau des Ponts et Chaussées, leur imposa des obligations inattendues. Dans le département de la Loire-Inférieure, un des plus agités par la guerre, ces devoirs revêtaient un caractère bien défini. Ils étaient appliqués, comme tous leurs collègues, au service de l'armée; ils devaient spécialement s'occuper du casernement des troupes du génie. Une circulaire ministérielle d'avril 1793 leur prescrivit même d'aider au recrutement. C'étaient là des postes peu en harmonie avec la situation privilégiée que la fondation de l'École Polytechnique par la Convention allait donner aux ingénieurs des Ponts et Chaussées; qui se recrutèrent, dès l'origine, parmi les premiers élèves sortis de l'École.

LES POSTES

*Poste
aux lettres.*

Arrivons à la poste aux lettres, si agitée récemment. Cette administration, si utile de tout temps, si critiquée, avait une importance capitale, attestée par les douze pages de petit texte que lui consacrent les *Etrennes*.

Nos contemporains ne connaissent guère la différence qui existait entre la grande et la petite poste: l'une était le service de la correspondance allant, grâce aux courriers, de ville en ville; l'autre se restreignait à la distribution de la correspondance locale. Avec les messageries monopolisées par l'État, qui expédiaient dans toutes les directions leurs voitures pour le transport des voyageurs et des marchandises, la grande et la petite poste constituaient tous les moyens de locomotion, de transmission publiques, à une époque qui nous paraît bien arriérée, quoiqu'elle eût déjà réalisé d'immenses progrès sur l'ancien état de choses.

En 1780, la grande et la petite poste avaient été réu-

nies et mises en régie; il existait alors 1.284 bureaux, 3.000 relais. Le bail de la ferme des messageries ayant été résilié, les messageries furent jointes aussi à la poste pour ne constituer qu'une seule et même administration.

Le même régime était en vigueur, à peu de chose près, à l'époque que nous décrivons. Neuf administrateurs, élus par la Convention, dirigeaient la Régie nationale des trois administrations réunies. On ne parlait alors que par *Directoires*, mais le *Directoire de la Poste*, relativement au Ministère des Finances, dont il dépendait, représentait assez bien ce que nous appellerions aujourd'hui un sous-secrétariat d'Etat.

Le président du Directoire, chef suprême de l'Administration des Postes, répondait au nom de Bron. Celui des neuf administrateurs qui avait dans ses attributions le département de la Loire-Inférieure, Gibert, résidait également à Paris, mais il pouvait bien être originaire de Nantes, où ses homonymes sont nombreux.

Je n'ai, malgré de longues recherches, recueilli aucuns renseignements locaux sur les divers fonctionnaires des Postes en résidence à Nantes, dont je me borne à donner les noms, domiciles et qualités. L'inspecteur pour Nantes et, sans doute, pour la région s'appelait Desbordelière. Avec l'adresse du directeur J.-B. Giraud, qui, lui, devait être Nantais (mais les Giraud ont toujours foisonné à Nantes), nous avons celle de l'Hôtel de la Poste, rue Bossuet. Du contrôleur Menureau, place du Pilon; du receveur Joubert aîné, place Neptune; du taxateur Guérineau, rue Racan; des quatre commis, Joubert jeune, rue Girardon; Laville, Haute-Grande-Rue; Rolland, rue des Chapeliers; Noiret, rue Démosthènes, nous ne savons absolument rien; nous n'avons que la seule mention des *Etrennes*.

Au point de vue de la distribution des lettres — notons, une fois de plus, qu'il ne s'agissait que des lettres venues du dehors — la ville était divisée en cinq quar-

tiers; il y avait cinq facteurs : Douineau (si nous savions qu'il était de la Chapelle-Basse-Mer, je l'identifierais volontiers avec un Jean Douineau, condamné à mort en l'an II par la Commission militaire Lenoir). Douineau, qui habitait isle Feydeau, rue Clisson, 3, distribuait les lettres quai Tourville, île Feydeau, quai Barbinais, pont Orient, Pré de la Magdelaine et sur tous les ponts (*sic*). Louvigné jeune, rue Grétry (ex de Cereste), faisait sa tournée place du Commerce, quartier Graslin, la Fosse et l'Hermitage. Tassut, rue Bossuet, 4, (ex rue Briord), avait dans son réseau *tout l'intérieur de la ville*, ce qui désigne sans doute le quartier du Château, toute l'ancienne cité. Francineau, rue Mignard, 37, (ex Saint-Similien), parcourait la rue Rubens, la rue du Chapeau-Rouge, la rue Contrescarpe, la place Buffon, la rue Van-Dyck, la place Guttenberg, le Marchix, les Hauts-Pavés. Enfin, Petiteau, rue Démosthènes, 70, (ex Saint-Clément), visitait le cours Liberté, le cours Fédération, la rue Démosthènes et Richebourg. *L'Indicateur Nantais*, de Guimard, de 1792, donne Rinchéval à la place de Francineau et Louvigné aîné à celle de Petiteau? Mais ce sont les mêmes adresses aux mêmes numéros?

Encore que la besogne de ces cinq facteurs fût très inégale, elle n'en restait pas moins pénible.. Mais ils ne faisaient sans doute qu'une distribution par jour; la faisaient-ils même tous les jours.

La poste restante — apparemment privée — était chez la veuve Brunet, rue Bossuet, n° 4, c'est à dire tout près de l'Hôtel des Postes. Ce terme « poste restante » doit être vieux comme la chose qu'il représente. Les voyageurs de commerce et les amoureux en usaient alors; ils en usent toujours. Dans le *Calendrier du Commerce ou l'Almanach de la Petite-Poste et de la Poste Maritime de Nantes pour l'année commune 1790*, est déjà indiquée une « poste restante », chez Brunet, distributeur, rue de Briord (devenue rue Bossuet en 1792), n° 16,

près du Bureau général, situé rue de Briord, n° 11.

Un petit avis, qui a son prix, nous apprend ensuite « qu'on a établi pour la commodité du public trois boîtes « pour la grande poste, auxquelles on peut mettre les « lettres avec la plus grande confiance, étant levées par « les facteurs deux heures avant le départ de chaque « courrier. » Je me serais reproché de rien ôter, de rien changer, au texte de cet avis; « avec la plus grande confiance » me semble un bien joli euphémisme. Je suis sûr que, dans l'ancienne France postale, on ne mettait pas une lettre à la boîte sans une vague inquiétude.

Nantes, comme toute ville dépassant 4.000 habitants, avait ses lettres distribuées à domicile. Les trois boîtes additionnelles dont il vient d'être parlé lui constituaient encore, pour l'époque, un rare privilège. Bien placées, ces boîtes, malgré de bizarres indications d'adresses, La première était chez le marchand de parasols, vis-à-vis la Bourse; elle servait aux négociants; la seconde, chez Jourdain, tenant les bains, quai Turenne, était à l'usage du monde élégant; la troisième, place Buffon, chez Henri, pâtissier, vis-à-vis la poste aux chevaux, permettait aux personnes scrupuleuses de ne pas donner en mains propres leurs lettres aux postillons, personnages suspects, dont un écrit de l'époque nous dénonce « l'insubordination vis-à-vis des maîtres de poste, l'insolence et les exactions vis-à-vis des voyageurs ». — Détail important et de nature à rassurer tout à fait les timides : les clefs des boîtes étaient déposées au grand bureau.

Les quatre pages des *Etrennes* qui suivent donnent, sur le départ des courriers de Nantes et leur arrivée à Nantes, des renseignements aussi précis que complets. Il faudrait les transcrire sans oublier l'avis publié pour la levée des boîtes de l'intérieur, qui se faisait tous les jours : pour Paris, par Le Mans; pour Bordeaux; pour Rennes, trois fois par semaine; pour Brest; le pays de Retz; Paris, par Vendôme et Tours. La levée du bureau

central était toujours faite une heure après la levée des bureaux de quartier.

Une mention nous fait sourire : « Il faut affranchir les lettres chargées » et nous rappelle qu'autrefois la taxe était payée par celui qui recevait la lettre et qu'il coûtait au pauvre diable de récipiendaire jusqu'à un franc vingt centimes, quand la lettre venait de l'autre bout de la France. Très arbitraires, d'ailleurs, ces taxes, quoiqu'on les prétendît basées sur la distance. Ainsi, ce sont les *Elrennes* qui nous l'apprennent, on n'affranchit point pour la Hollande, l'Espagne, le Portugal, la Prusse, la Suède, le Danemarck et la Russie, et ces taxes inconnues devaient être formidables à en juger par celles que nous connaissons. Les lettres pour l'Italie coûtaient 24 sols « la simple » (jusqu'à quel poids? on néglige de nous le dire); pour l'Angleterre jusqu'à Calais, par conséquent jusqu'à la limite du territoire français, 16 sols la simple; pour l'Allemagne au delà du Rhin, 24 sols la simple; pour Turin et la Savoie, 24 sols; quelle source de bénéfices pour les gouvernements! Mais on écrivait peu alors.

Les courriers.

Le départ et l'arrivée des courriers avaient lieu parallèlement et avec beaucoup d'ordre ou de symétrie. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple (ces listes de noms de villes et de pays étant d'une désespérante monotonie), qu'il y avait le dimanche trois départs de la malle-poste et quatre arrivées. A 4 heures du matin, arrivait le courrier de Rennes, Nozai, Derval, Châteaubriant et une grande partie de la Bretagne; à 7 heures du matin, arrivait un autre courrier breton, venant de Brest, Vannes, Lorient, Quimper; à 5 heures du soir, c'était l'arrivée du courrier de Bordeaux, La Rochelle, Toulouse, Montpellier, l'Espagne et le Portugal; à 8 heures du soir, partaient en même temps les courriers de Bordeaux et de Rennes; à 10 heures, celui de Paris, Chartres, Le Mans, Angers, l'Allemagne, la Flandre, la Hollande, l'Angle-

terre, l'Italie, la Prusse, la Suède, le Danemarck, la Bohême et la Hongrie; enfin, à minuit, arrivait le courrier de Paris, Orléans, Vendôme, Tours, Blois et de divers pays étrangers. C'était une journée bien remplie; *ab uno disce omnes*. Et, malgré le grand nombre des localités énoncées, le rédacteur des *Elrennes* se rendait compte que son énumération n'était pas complète; il prenait ses précautions ainsi : « Toutes les villes et autres lieux qui se trouvent sur la route et aux environs, quoiqu'on n'en fasse pas mention, partent par les mêmes ordinaires que les villes ci-après. »

On sait le rôle important que joua dans l'arrestation de Louis XVI, à Varennes, le maître de postes, Drouet. Son collègue de Nantes, chargé du service *de la poste aux chevaux et relais*, avait son établissement et son bureau à l'entrée de la place Buffon, n° 19, sur cette ancienne et nouvelle place de Bretagne, qui occupe encore aujourd'hui le centre de la ville. Il dut être, en pleine agitation révolutionnaire, très fier de son nom romain de Caton. Je me demande même si ce nom républicain ne lui fut pas donné dans les clubs comme, à d'autres, les noms de Brutus et de Scévola. Ce Caton nantais a beaucoup moins fait parler de lui que Caton le Censeur ou même que Caton d'Utique. Le seul document contemporain que j'aie retrouvé, où il soit question d'un maître de la poste aux chevaux de Nantes, est de 1798 (29 prairial, an VI). Il transmet au Directoire les doléances de ce personnage, qui se nommait Racine, et de ses collègues des routes de Rouen, Bordeaux, Lyon, Lille, Brest et autres lieux, afin d'obtenir une loi qui fixe d'une manière stable et invariable l'organisation des postes aux chevaux. Racine et ses collègues se plaignaient surtout de la conduite répréhensible des entrepreneurs des charrois militaires et d'artillerie, qui empiétaient sur leurs droits et enlevaient tout ce qu'ils trouvaient. *Quia nominor leo*, a dit Phedre.

La Petite Poste, nous l'avons déjà remarqué, ne se

*Poste
aux chevaux.*

Petite poste.

chargeait que de l'expédition des correspondances locales Fondée, vers le milieu du XVIII^e siècle, par un philanthrope intelligent, Piarron de Chamousset, elle avait été, comme sa grande sœur, mise en régie nationale. Le Bureau général de Nantes était situé, et resta longtemps, rue J.-J.-Rousseau, n^o 4. L'Administration comprenait un directeur, un contrôleur-inspecteur, six facteurs pour le service de la ville et de la campagne (ou plutôt de la banlieue), trois autres facteurs pour la campagne, de ceux qu'on appela plus tard facteurs ruraux, deux surnuméraires. Il y avait des bureaux ou boîtes dans les différents quartiers de la ville; les facteurs y faisaient des levées six fois le jour, de 6 h. 1/2 du matin à 7 h. du soir, et distribuaient en même temps les lettres de la levée précédente. Le port de la lettre pour la ville était de deux sols, pour la campagne, de trois sols; c'était presque l'affranchissement actuel, mais le sol de 1793 valait plus que notre sou. Ajoutons qu'un bureau de poste maritime était adjoint à celui de la petite poste, et constatons que, là du moins, on avait mis la taxe à la portée de toutes les bourses; à cause des relations constantes de la métropole nantaise avec les colonies, l'envoi de la lettre coûtait un sol, la réception deux sols « sans égard au poids ou volume » Il n'était plus question de « simple » ou de « double », comme à la grande poste,

Les *Etrennes* ne nous nomment aucun des subordonnés du directeur de la petite poste et de la poste maritime, le citoyen Mangin. Celui-ci compense heureusement, par sa notoriété, l'obscurité de ses collaborateurs. Au prix d'une lutte incessante et de sacrifices pécuniaires, Victor Mangin, premier du nom, fonctionnaire et publiciste, lança les premiers journaux politiques et commerciaux qui aient paru à Nantes. Dès 1782, il rédigeait la *Correspondance maritime*, qui se transforma successivement en *Feuille maritime*, en *Feuille nantaise*, en *Affiches de Nantes*, inspirées par les *Petites affiches* de Paris. Il put, avant de mourir, fonder, en 1819, l'*Ami de la Charte*, que reprit,

ou continua, son fils Charles-Victor-Amédée, le créateur du *National de l'Ouest* et du *Phare de la Loire*. L'impulsion donnée sous le Second Empire à ce dernier journal par mes amis Victor et Evariste Mangin venait de leur grand-père. C'était une tradition de famille. Et si l'on songe que le premier, Victor Mangin, postier, journaliste, était encore imprimeur, poète agréable, créateur d'une comédie-vaudeville, *La bonne nouvelle ou l'heureuse journée*, faite à l'occasion de la paix générale et représentée à Nantes en 1814, on reste stupéfait de cette intelligence, de cette activité rayonnant dans tous les genres.

La diligence ! Que de souvenirs évoquait, que d'émotions réveillait autrefois ce simple mot ! Un voyage il y a cent ans était une grave affaire, où l'on ne s'aventurait que pour de sérieux motifs d'intérêt, et l'instrument du voyage avait lui-même quelque chose de formidable. Le coche décrit par La Fontaine s'était à peine transformé pour devenir la haute et lourde voiture à trois compartiments (coupé, intérieur, rotonde), sans préjudice de l'immense bâche, formant capote, sous laquelle on entassait pêle-mêle les bagages et les voyageurs peu fortunés. Et les chevaux, percherons infatigables, aux robustes encolures, qui faisaient jaillir, en s'ébranlant, l'étincelle du pavé et qu'on échangeait aux relais contre des bêtes pareilles, qu'une bonne ration d'avoine mettait en état de parcourir au grand trot les dix ou douze lieues réglementaires ! Et le postillon, ce type déjà presque disparu à la fin du *xviii^e* siècle, bon pour la légende ou l'opéra-comique d'Adam, remplacé par le conducteur, brutal ou bon enfant, débraillé sous sa limousine et sa casquette à oreilles !

J'ai connu les temps bibliques de la diligence, et je me souviens assez de celle qui m'amena, tout enfant, de Calais à Nantes, pour trouver quelque vraisemblance au joli tableau de mœurs de Boilly « L'arrivée de la diligence dans la cour des messageries »,

*L'antique
diligence.*

ou bien aux amusants versiculets de Désaugiers qui fixent un des aspects de *Paris à cinq heures du matin* :

La diligence
Part pour Mayence,
Bordeaux, Florence
Ou les Pays-Bas...
Les chevaux hennissent,
Les fouets retentissent,
Les vitres frémissent,
Les voilà partis !...

On s'embrassait au départ, comme si on ne devait plus se revoir; à l'arrivée, comme si les voyageurs venaient d'échapper à un grand danger.

Ces simples mots « Diligences et Messageries nationales, Bureaux de Nantes » sont le thème sur lequel j'ai brodé mes variations. Revenons au côté pratique. Le Bureau général était rue Van Dyck, 21, près la place Buffon, et j'aime à peupler, par l'imagination, la vieille place de Bretagne de la foule grouillante et bariolée qui transformait chaque départ, chaque arrivée de la diligence, en un petit événement local. Le bureau était ouvert tous les jours, de 7 heures du matin à midi 1/2, de 2 h. 1/2 à 7 heures du soir. Pas de repos hebdomadaire pour le personnel, qui comprenait un directeur, bizarrement nommé Vobis, dont le descendant probable fut plus tard menuisier rue du Coudray, un sous-directeur, Hébert, un contrôleur, Rabier, un facteur en chef, Sattin.

Où allait-on? Dans quatre directions : à Angers et Paris, à La Rochelle et Bordeaux; à Rennes et Saint-Malo; à Vannes et Lorient. Cette énumération de villes est limitative; ainsi, pour la Bretagne, Lorient était le point terminus des messageries nantaises; il fallait dans cette ville, ou à Vannes, prendre une autre ligne pour aller à Saint-Brieuc, Morlaix ou Brest.

Par contre, les voitures donnaient des correspondances qui permettaient, par exemple, au voyageur venant de Paris d'attendre, à Nantes, le départ pour Bordeaux.

Les diligences de Nantes n'avaient point, en 1793, la massive apparence des véhicules Laffitte et Caillard, qui transportaient, plus tard, jusqu'à trente-deux personnes, sans compter les chiens, les chats et les oiseaux. C'étaient d'assez légères voitures à six places et une « au cabriolet », huit personnes avec le conducteur. La Compagnie, d'après les *Etrennes*, en possédait neuf : trois pour le service d'Angers et Paris ; deux pour celui de La Rochelle et Bordeaux un pareil nombre pour les services de Rennes et Saint-Malo, de Vannes et Lorient.

Pour assurer leur marche, assez rapide, les diligences ou malle-postes ne prenaient que les voyageurs munis de bagages personnels. Il restait les marchandises et effets de tous genres, pour le transport desquels la Compagnie possédait de lourds véhicules, appelés *fourgons*. A chacune des quatre lignes exploitées par les messageries nantaises, un fourgon était attaché. On ne nous dit pas quand revenait celui qui partait pour Paris, tous les vendredis, à deux heures du matin, mais nous savons qu'il prenait aussi des voyageurs à tarif réduit, à raison de quatre sous par lieue. Il desservait les divers endroits de la route et adjacents à raison de 15 sous le cent (le quintal de 100 livres pesant par cent lieues) ou de trente sous le cent par dix livres. Le fourgon de la route de La Rochelle et Bordeaux partait le lundi, à 4 heures du matin, était de retour le dimanche, à 6 heures du soir. Il avait le même tarif pour les marchandises, que celui de Rennes et Saint-Malo, qui partait le lundi, à 10 heures du matin, revenait le dimanche, à midi, et que celui de Vannes et Lorient, qui, parti le mardi, à quatre heures du matin, était de retour le dimanche, à six heures du soir.

Les fourgons.

La note, évidemment intéressée, des *Elrennes* insiste sur la modicité du prix de transport par les fourgons; elle stipule aussi qu'on fera des *abonnements au Commerce*, pour les objets qui en seront susceptibles : c'est le tarif réduit, ou tarif *minimum*, de nos Compagnies de chemins de fer, qu'une administration ayant le souci de ses intérêts ne pouvait manquer d'établir dans une ville commerciale telle que Nantes. Remarquons, en passant, que le principe des abonnements ne date pas d'hier.

Les départs.

Après les colis, si nous nous occupions un peu des voyageurs. On leur imposait des heures de départ qui, l'hiver surtout, devaient être gênantes. Ceux qui allaient à Paris ou sur la ligne (Angers, Saumur, Tours), et qui devaient être les plus nombreux, partaient, à trois heures du matin, les dimanches, mardis et vendredis; l'une des trois diligences, qui faisaient ce grand trajet, revenait le lundi, le mercredi, le samedi « vers les sept heures du soir ». Ce « vers » nous montre qu'il fallait parfois compter avec l'imprévu, une roue à réparer, un accident de route, au pis aller la voiture versée dans un fossé.

Les deux diligences « à six places et une au cabriolet », se dirigeant sur La Rochelle et Bordeaux, partaient le mercredi et le samedi, à 6 heures du soir, arrivaient le lundi et le vendredi, vers 8 heures du soir. On correspondait avec Vannes et Lorient, Rennes, Angers et Le Mans; mais il me semble bien qu'on n'allait pas jusqu'à Bordeaux. Le prix des places n'était donné que jusqu'à Blaye; celui du port des effets seul était indiqué jusqu'à Bordeaux. Les voyageurs quittaient probablement la diligence à Blaye et descendaient en bateau, par le coche d'eau, la Gironde jusqu'à Bordeaux. Le trajet de Nantes à Bordeaux devenait un vrai voyage au long cours, auquel ne manquaient pas les émotions d'une traversée.

Sur les lignes de Bretagne, les choses allaient plus simplement: aussi bien les distances étaient-elles beaucoup moindres. Pour aller de Nantes à Rennes et Saint-

Malo, l'une des diligences partait le mardi et le samedi, à 8 heures du soir, arrivait le mardi et le vendredi, à 5 heures du soir (le *vers* problématique est remplacé par un *à* formel). Même précision pour la ligne de Vannes et Lorient; on partait le mardi et le vendredi, à 10 heures du soir, on arrivait le dimanche et le jeudi, à 8 heures du soir. On ne disposait dans chaque voiture que d'un petit nombre de places, et encore n'étaient-elles pas toutes à la disposition des voyageurs qui devraient s'arrêter sur le parcours. Dans les trois diligences qui faisaient chaque semaine le service de Paris, on ne délivrait de places que pour Paris, sauf le vendredi, où l'on en réservait deux pour Angers, Saumur ou Tours. Les autres lignes étant moins fréquentées, le règlement n'était plus le même. On donnait deux places « en directe » pour Blaye, le restant pour La Rochelle seulement. Aucune stipulation pour Rennes et Saint Malo. Pour Vannes et Lorient, même distribution de places que pour Blaye et La Rochelle.

Le prix des places, soigneusement indiqué par les *Etrennes*, est fort instructif. Il montre ce qu'il en coûtait alors pour voyager, et prouve que la dépense était une des causes de la rareté des déplacements.

Le « prix de la place » dans la diligence pour Paris était de 55 livres 10 sous, ce qui ferait au bas mot 100 francs d'argent actuel; pour Angers, on payait 12 livres 12 sols; pour Saumur, 20 livres 8 sols; pour Tours, 30 livres. La diligence donnait une place « au cabriolet », c'est à dire à côté du cocher; le voyageur à destination de Paris qui bravait ce voisinage et s'exposait aux intempéries des saisons en était pour ses 36 livres 16 sols. C'est, en tenant compte de la différence du taux de l'argent, trois fois le prix de la place en chemin de fer. Et, comme le voyage durait trois jours et trois nuits, il fallait s'alimenter en cours de route, dans des auberges, qui s'entendaient à merveille à exploiter le client de rencontre.

*Coût
des voyages.*

Nous n'avons pas, et pour cause, le prix de Nantes à Bordeaux, mais, pour aller à Blaye, point terminus de cette ligne, la diligence prenait 42 livres 12 sols; le transport par eau de Blaye à Bordeaux était certainement compté en plus. Pour La Rochelle, le prix était relativement moins élevé, 21 livres tout juste. La place « au cabriolet » n'était pas donnée plus loin que cette ville, elle coûtait 14 livres.

De Nantes à Rennes ou à Saint-Malo, c'était le même prix, ce qui me paraît une anomalie singulière; on prenait indifféremment 16 livres 4 sols dans la diligence et 10 livres 16 sols « au cabriolet », sans désignation ni réserve. La place était au premier occupant.

Pour Vannes et Lorient, le tarif était très différent, quoiqu'une trentaine de kilomètres à peine sépare ces deux villes. Cela coûtait 15 livres 12 sols dans la diligence pour Nantes, et 24 livres pour Lorient. La place « au cabriolet » était pour Vannes seulement; elle revenait à 10 livres 8 sols.

On sera curieux de connaître encore le prix du « port des effets », c'est à dire des bagages, encore plus disproportionné que celui des places avec les tarifs d'aujourd'hui. Nous avons droit, dans les chemins de fer, à 30 kilogrammes de franchise; on payait, dans les diligences, 4 sols 9 deniers par livre quand on allait à Paris, 4 sols 3 deniers pour Bordeaux (les effets pouvant être enregistrés jusqu'à cette ville et jouissant ainsi d'un privilège refusé aux voyageurs). Les tarifs pour Angers, Saumur, Tours, La Rochelle, Blaye, Rennes, Saint-Malo, Vannes, étaient en proportion; la livre d'effets coûtait exactement deux sols pour Lorient. Les voyages, encore une fois, étaient l'apanage des personnes riches ou au moins aisées. On faisait son testament avant de partir, et on emportait la forte somme.

Les messagers.

Le type du « messenger » qui part de grand matin de sa petite ville ou de son village, emportant dans sa lourde

charrette des provisions ou des colis de toute nature, parfois aussi des gens de la campagne, et qui décharge le tout chez son correspondant de la grande ville, d'où il repart avec un nouveau chargement, ce type d'ancien camionneur suburbain n'a pas complètement disparu. Il y a toujours à Paris des hôtelleries à la mode d'autrefois, où descendent le messager de Versailles et celui de Saint-Germain; il y en a aussi dans le Nantes de 1909. Comme aujourd'hui, pour desservir les maisons le long des routes, les messagers étaient nombreux en 1793. Les *Etrennes nantaises* les énumèrent et nous donnent les adresses de leurs correspondants. Les messagers d'alors ressemblaient aux voituriers d'aujourd'hui, qui, malgré l'établissement progressif des lignes de chemins de fer, soutiennent la concurrence avec elles.

Le messager de Châteaubriant, le premier sur la liste, débarquait, le samedi matin, chez Marchandeau, épicier, Haute-Grande-Rue; il repartait le samedi à midi, prenant 6 livres par place de voyageur (un bon prix) et 1 sol par livre d'effets.

Le messager de Cholet arrivait à la Maison Blanche (qui a donné son nom au quai voisin) près Bon-Sec, un nom d'hôtelier ou d'aubergiste qui me rend perplexe. Il n'avait pas de jour fixe, arrivait le mercredi ou le jeudi, soir; il repartait le lendemain du jour de son arrivée. Son tarif était de moitié moindre pour le voyageur que celui de son collègue de Châteaubriant, mais le même pour les effets.

Le messager de Clisson, qui descendait chez Bethuy, chaussée Magdelaine, était encore moins régulier dans ses allées et venues; arrivant le mardi ou le vendredi soir, il repartait le mercredi ou le samedi, à 9 heures. Son tarif était respectable pour la distance : 2 livres par place, 6 deniers par livre pour le port des effets. Bethuy, hôtelier achalandé, recevait encore chez lui le messager

de Macheoul, qui arrivait régulièrement le vendredi soir et repartait le samedi matin, à 10 heures. Place : 3 livres. Port des effets : 9 deniers par livre.

La diligence de Rennes aurait pu, sans faire un coude accentué, desservir la vieille, et alors importante, cité de Redon. Il n'en était pas ainsi. La patrie du bénédictin saint Convoion, où Louis XV vint en pèlerinage, avait un messenger qui, en bon Breton, s'arrêtait chaque jeudi soir à l'enseigne du Duc de Bretagne, au Marchix. Il en repartait le vendredi, à une heure, demandant aux voyageurs 6 livres par place et 9 deniers par livre pour les effets.

Les communications de Nantes avec la Vendée, toute voisine, semblent avoir été assez rares en 1793. Il y avait cependant un messenger des Sables, qui arrivait à la Maison Rouge, quai Montcalm (ex quai de la Maison-Rouge), le mercredi soir ou le jeudi matin, qui en repartait le vendredi matin. Les places dans sa voiture coûtaient 15 livres. Détail typique, les cavaliers expérimentés pouvaient se donner le luxe de faire la route à cheval, sans doute sur un des chevaux de l'attelage. Ne croyez pas que cette faveur fût gratuite. On l'estimait un bon prix; le trajet « à cheval » coûtait 12 livres.

Nous sommes assez mal édifiés sur les faits et gestes du dernier messenger, celui de Poitiers qui, comme son confrère des Sables, descendait à la Maison Rouge ou quai Montcalm. Le trajet était presque aussi long que pour Paris, plus de 80 lieues, et on le voit, non sans surprise, confié à un simple messenger. Celui-ci arrivait tous les quinze jours, un vendredi, et repartait le samedi suivant, en été, le dimanche, en hiver. Le tarif des voyageurs et des effets devait être élevé; les *Etrennes* ne nous en informent pas. Elles insèrent, en revanche, le curieux *nota* suivant : « Lorsque les particuliers auront des contestations avec les messagers, ils pourront s'adresser au bureau des messageries et on leur fera raison. » Le

Bureau des diligences et messageries nationales était ouvert tous les jours, de 7 heures du matin à midi et de 2 heures et demie à 7 heures du soir.

Nous manquons de détails précis sur les « Roulages et Commissionnaires » qui devaient comprendre toutes les espèces de charrois et aussi les déménagements. Ce mode de transport était placé sous la direction de trois entrepreneurs de grosses voitures par la voie des rouliers et pour toutes les villes *du royaume (sic)*, dont suivent les noms et adresses : Delahaye, rue Marchix n° 9 ; Legué, place Buffon, n° 23 ; Bruno, sur les Hauts-Pavés n° 8. La veuve Despilly, ou plutôt son rédacteur, avait reproduit, sans y prendre garde, l'*avis* de l'année précédente. Mais si quelque sans-culotte du club Vincent-la-Montagne s'est avisé d'éplucher les *Elrennes*, quel formidable juron, digne du *Père Duchêne*, a dû lui échapper à la lecture de cette phrase stupéfiante : « pour toutes les villes du royaume ». Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir envoyé Fouché voter à la Convention la mort du tyran !

Roulage.

Nous allons en finir avec les transports, mais ce qui nous reste à dire n'est pas le moins intéressant. Le 16 avril 1780, l'année même où la réforme préconisée par Turgot réunit les trois administrations de la grande, de la petite poste, des messageries, un bureau de correspondance nationale et étrangère fut établi par arrêt du Conseil du Roi. Jusqu'alors, les « particuliers isolés », auxquels s'adressaient les personnes qui ne pouvaient pas gérer elles-mêmes leurs affaires du dehors, avaient souvent trahi la confiance de leurs commettants ; on reprochait à ces intermédiaires peu délicats l'envoi de lettres et d'avis circulaires dans le genre, sans doute, des réclames financières ou autres qui séduisent encore aujourd'hui de crédules capitalistes.

*Le Bureau
des correspon-
dances.*

Bien des abus avaient dû se produire avant que l'Etat s'occupât d'y remédier. Mais la fondation du Bureau général de correspondance, sous l'inspection du Gouvernement, mit en sûreté les biens de tous et facilita, du même coup, les transactions. Ce Bureau général cumulait les attributions de ces institutions qu'une pratique presque séculaire a rendues indispensables au fonctionnement de la société française; il participait de la Caisse d'Épargne, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Trésorerie Générale et de la Banque de France ou de toute autre de ces grandes sociétés de crédit patronnées ou autorisées par l'Etat, que le XIX^e siècle a vues éclore. Voici, au surplus, comment les *Etrennes*, fidèle miroir de l'esprit et du style de l'époque, définissent son rôle et expliquent son utilité : « Il se charge de la recette des pensions, rentes et revenus de toutes espèces, de suites d'affaires de recouvrements, achats et envois de marchandises, tant à Paris que dans toute autre ville du Royaume et de l'Etranger; enfin, de toutes les commissions et sollicitations qu'exigent (ne devrait-on pas dire qui exigent?) les soins d'un ami, mais il est seul autorisé à s'annoncer pour les commissions de cette espèce. » Je ne relève pas le mot « royaume », qui revient, avec une insistance fâcheuse, sous la plume d'un rédacteur hostile ou indifférent à la politique révolutionnaire, mais je dois insister sur le caractère tout spécial de ce « Bureau » tutélaire, mi-officiel, mi-privé, et sur les garanties matérielles, énormes pour le temps, qu'il offrait : « La Compagnie qui a acquis ce privilège est solidaire et a déposé, en outre, pour la sûreté du public, un cautionnement de cinq cent mille livres. » Une société au capital de 500.000 francs paraîtrait aujourd'hui bien mesquine; mais, pour le Bureau général, la somme était un fonds de garantie, un cautionnement, qui devait pleinement rassurer des clients peu blasés encore sur les sinistres financiers. En se déclarant « solidaire », la Compagnie assumait, d'ailleurs, la plus entière responsabilité.

Le Bureau de correspondance nationale et étrangère semble avoir eu, à Nantes, à cette époque, une réelle importance. Il le devait à sa nature même et à la valeur de son représentant. En effet, si l'on pouvait s'adresser au citoyen Benezech (un Breton, selon toute apparence), directeur général du Bureau et l'un des propriétaires du privilège, rue Neuve-Saint-Augustin, à Paris, les Nantais trouvaient plus expéditif d'aller consulter un de leurs compatriotes, très estimé, très capable, vraiment universel, le citoyen Mangin, déjà nommé directeur du Bureau général de la régie de la petite poste, rue J.-J.-Rousseau.

Si cet assemblage de « royaume » et de « citoyen » vous semble un peu trop bizarre, prenez-vous en à la veuve Despillay, décidément sujette à s'écrier, comme le personnage de La Fontaine : « Vive le Roi ! Vive la Ligue ! ».

LES POIDS, LES MESURES ET LES MONNAIES.

Avec les « Poids et Mesures », nous abordons encore un chapitre curieux. Delambre et Méchain venaient de trouver le mètre; mais le système métrique, qui a tout simplifié, tout unifié, n'était pas encore en vigueur. Au lieu d'une unité de longueur, de capacité, de poids, on se servait encore de toutes les mesures de l'ancienne France, variant avec chaque province, presque avec chaque ville. A ce point de vue spécial, les huit ou dix pages consacrées par les *Etrennes nantaises* aux *Poids et Mesures* gardent une saveur locale très piquante. Je veux au moins en retenir quelques traits.

Toujours fidèle à ses attaches monarchiques, le rédacteur commence par nous déclarer que le principe et la règle de toutes les mesures en France est le pied de Roi (par un grand R), tel qu'il fut vérifié et déterminé à Paris en 1668, et dont une matrice en bronze est déposée

*Poids
et mesures.*

à l'Hôtel de Ville de Nantes. Suivent les divisions du pied, communes à tout le territoire. Mais, en arrivant à la toise linéaire, qui a six pieds de longueur, nous cueillons cette phrase typique, bien digne d'être dédiée aux édiles : « La toise linéaire de faveur à Nantes depuis 1767 se paye aux paveurs de la ville sur 36 pieds carrés, dont le côté linéaire est de 6 pieds. »

Continuons. La citation qui va suivre fourmille de mots du cru, de vrais locutions nantaises, appliquées aux distances. « Les terres en la banlieue de Nantes se mesurent sous différentes dénominations. Les terres labourables se mesurent à la boisselée, les vignes à l'hom-mée; les prés à l'ondain et au petit journal; et, pour déterminer ces différentes mesures, on se sert constamment de la gaule nantaise, longue de 7 pieds 1/2, dont le carré fait 56 pieds un quart carrés ». Suivent des définitions savantes de l'hom-mée (que nous définirons plus simplement « la partie de terre qu'un homme peut labourer en un jour »); de la boisselée, l'étendue de terrain qu'on peut ensemen- cer avec un boisseau de blé; de l'ondain, mesure essentiellement bretonne et même nantaise, qui contient 20 gaules carrées. Quant au petit journal, il ne faut pas le confondre avec le journal simplement dit, équivalent au carré de 80 cordes linéaires de Bretagne ou à 1.280 toises carrées ou encore à 46.080 pieds carrés superficiels. On mesure encore à la perche et à l'arpent. Mais, en Bretagne, c'est le rapport des diverses mesures (boisselée, hom-mée, ondain, petit journal) au journal, qui fait foi. Et les arpenteurs, qui savaient tout cela sur le bout du doigt, n'avaient certes pas le temps de s'ennuyer. Ils ne pouvaient ignorer, non plus, que dans le pays de Retz, où la gaule linéaire est de 8 pieds et la boisselée de 216 gaules carrées, trois boisselées et quatre sillons font un journal ordinaire de Bretagne; et aussi que dans quelques endroits du Comté Nantais (encore un comté, ô force de l'habitude!), la boisselée de terre et la gaule sont plus ou moins grandes que la boisselée et la gaule de la banlieue de Nantes.

Passons aux étoffes. On aunnait, comme dans *Maître Pathelin*, les draps de laine, les toïleries. Mais ne croyez pas que l'aune de Paris, conforme à la matrice déposée à l'Hôtel de Ville en 1748, fût pareille à l'aune de Nantes. L'aune nantaise, « à laquelle on mesure les toiles qui s'apportent au marché », est à l'aune de Paris comme 6 est à 52 ; elle contient 52 pouces 8 lignes ; elle diffère encore de l'aune de Bretagne proprement dite, qui n'a que 50 pouces, et à laquelle se mesurent les toiles nommées Combourg, Bazouges, Halles, Saint-Georges, Beurières et les toiles à voiles. D'autres toiles, nommées Grands ou Hauts Brins de Dinan, se mesurent à une autre aune de provenance inconnue et qui a 72 pouces. A Nozay, ils ont une mesure qui s'appelle la verge et qui se calcule, non sur l'aune de Nantes, mais sur celle de Paris. C'est à y perdre la tête, et je vous fais grâce de l'aune de Vitré, de l'aune de Laval, remarquant tout de même que Laval, qu'un caprice administratif détache de l'Ille-et-Vilaine, est toujours considéré comme ville bretonne, et aussi, qu'entre toutes ces toiles de Bretagne, on ne cite pas la seule qui ait conservé de la notoriété, celle de Quintin.

Arrivons aux mesures de capacité, et d'abord à celles du bois à brûler. Il y avait la brasse de 5 pieds de hauteur sur 5 pieds de largeur, toute composée de bûches de 5 pieds de longueur ; il y avait déjà la corde, toujours usitée, ou « hanoche » de bois de chauffage, ayant 8 pieds de largeur sur 4 pieds 1/2 de hauteur.

Le charbon de bois se vendait au boisseau. Des sacs emplissaient la barrique nantaise, « comblée par dessus les bords ».

La chaux se mesurait au cotteret, dont neuf font la pippe et quatre et demi font la barrique. 52 barriques ou 26 pippes composaient « une fourniture » de chaux.

Le muid de sel contenait 12 septiers, le septier 4 « minots » ou 16 boisseaux. La vente du sel dans les pays de marais salants ne se faisait pas partout de la même façon.

A Bourgneuf on le vendait à la charge, 28 septiers pesant deux tonneaux et demi ou 5.000 livres. Au Pouliguen et au Croisic, il se vendait par muid de ville contenant 133 quartants et demi nantais. Le muid pesait un peu plus que la charge de Bourgneuf, 5.340 livres au lieu de 5.000.

Une partie de la Loire-Inférieure est pays vignoble. Ce qui touche le gros plant et le muscadet n'a jamais laissé les Nantais indifférents. Comment mesurait-on le vin en 1793? Non pas par muid ou demi-muid, comme à Paris, mais par tonneau. Le tonneau de vin à Nantes contenait 2 pipes; la pipe deux barriques; la barrique 120 pots. Une question se pose : quel était le rapport du vieux « pot » nantais au litre actuel? Nous trouvons plus loin que la barrique nantaise devait avoir, en dedans, d'un bout à l'autre, 31 pouces et demi, mais que l'épaisseur des fonds taillés, en biseau et à l'intérieur, en diminuaient la capacité. Il n'entrait dans la barrique ainsi réduite que 232 pintes ou 29 veltes 8 pintes. L'ancienne mesure dénommée velte équivalait à 7 litres $\frac{1}{2}$; la pinte ne valait pas tout à fait un litre; la barrique de l'époque contenait environ 225 litres; c'est la contenance du temps présent, à bien peu de chose près.

Rien de particulièrement nantais ne s'appliquait aux poids, qui se calculaient par milliers, cents ou quintaux, livres, marcs, onces, gros et grains. N'oublions pas que la livre en médecine se divisait en onces, l'once en drachme, la drachme en simpules, le simpile en oboles, l'obole en grains. Je ne crois pas que dans les vieilles officines pharmaceutiques on ait tout à fait renoncé au « simpile » et à « l'obole ». Les matrices des poids, comme celles des mesures, étaient déposées à l'Hôtel de Ville de Nantes. Le Gouvernement s'attribuait un droit de haute surveillance; il avait désigné un ajusteur des poids et mesures pour Nantes et le département de la Loire-Inférieure, qui se nommait Pinot et habitait en plein centre de ses opérations « près la Halle au bled ».

Pinot avait un contrôle très strict à exercer sur les

grains, et rien n'est plus minutieusement détaillé dans les *Etrennes* que le « Rapport des mesures des grains de divers lieux à celles de Nantes. »

J'ai déjà fait ressortir une différence entre le muid de vin de Paris et le tonneau de vin de Nantes. Elle s'accroissait pour les grains. Un tonneau de grains de toutes sortes, mesure de Nantes, occupait précisément l'espace d'un tonneau de mer (on dit plutôt *tonne marine*), soit 40 pieds cubes, il contenait 10 septiers qui pèsent, le froment, environ 2.250 livres, et le seigle, 2.000 livres. Le septier contient 16 boisseaux, et chaque boisseau nantais contient 416 pouces cubiques, conformément à l'étalon de bronze conservé à la Maison de Ville. 10 muids de Paris sont égaux à 13 tonneaux de Nantes.

Retenons la différence de poids entre le froment et le seigle, que la qualité de la récolte peut rendre encore plus considérable, et relevons, au passage, une autre mesure, la culasse « beaucoup en usage pour les bleds ». Elle contient 24 boisseaux, soit un septier et demi de Nantes.

Le tableau comparatif des mesures usitées pour les grains dans les diverses villes et localités de France ne manque point d'intérêt. Mais, pour en tirer quelques conclusions pratiques, il faudrait le transcrire en entier, ce qui dépasserait les limites de cette étude. Laissant de côté Châtellerault, Chinon, Angers, Tours, même Blois, où l'on comptait une certaine quantité de mines au muid, tandis qu'Étampes opérait par sacs, et Dunkerque par razières, je ne retiens que les villes de la Loire-Inférieure, de la Vendée ou des autres départements bretons que leur voisinage de Nantes font entrer dans notre cadre.

Le tonneau de Machecoul a 10 boisseaux; il rend à Nantes un tonneau 4 boisseaux. Même observation pour Beauvoir, Saint-Gilles, La Barre-de-Mont, Moric (ou Moricq), Les Sables, Bourgneuf. Luçon mesurait comme Nantes.

*Différences
des
poids et mesures
en France.*

Bouin, donne 9 septiers ; Guérande, 9 septiers 8 boisseaux. Belle-Isle-en-Mer est dans les mêmes conditions que Guérande.

A Palluau (chef-lieu de canton de l'arrondissement des Sables-d'Olonne), 63 boisseaux pèsent 3.02 4livres; il y a 31 pour cent de bénéfice.

A Prigné (*sic*) (nom ancien de Prigny), près Paimbœuf, on trouve 10 septiers au tonneau, comme à Nantes. Mais le septier est de 9 quintaux, dont chacun vaut deux boisseaux de Nantes. Il s'ensuit que le septier de Prigné donne à Nantes 18 boisseaux au lieu de 16.

A Noirmoutier, le tonneau de 2.400 livres équivalait encore à un tonneau un septier nantais.

64 demeaux d'Ancenis font, à Nantes, un tonneau quatre boisseaux.

La *pochée* de la Haye, de la Haye-Fouassière, sans doute, a une physionomie bien nantaise. Comme contenance, elle se rapproche du sac d'Étampes; il faut 8 sacs $3/4$ et 7 pochées $3/4$ au tonneau.

Chemin faisant, nous constatons, d'après les mesures de Saumur et de Montreuil (Montreuil-Bellay), que les haricots pèsent plus que les fèves, et le septier de Paris, qui donne 9 septiers pour le tonneau de Nantes, nous apparaît bizarrement intercalé entre le septier de Chartres et le boisseau de Montmorson (*sic*) (peut-être Montmorion, pour Montmorillon). La Flèche a 30 livres au boisseau, 75 au tonneau.

Voici la Haute et la Basse-Bretagne dans un pêle-mêle de moyennes et petites villes : Auray, Pont-l'Abbé, Redon, La Roche-Bernard, donnent à Nantes 8 0/0 de bénéfice; Quimper, de 7 $1/2$ à 8 0/0 en avoine; Hennebont, et Quimperlé, jusqu'à 40 0/0, avec 40 *minots* pour le tonneau à Hennebont.

A Vannes, il y a deux mesures : la plus ordinaire, qu'on nomme grande mesure, est de 20 0/0, l'autre de 10. Les boisseaux de Tréguier, de Lannion, de Lesneven, de Pont-Croix s'alignent à côté du quartier de Morlaix,

qui est de 140 livres pour le seigle, du tonneau de froment de Landerneau et de celui de Lézardrieux (les *Etrennes* écrivent les Ardrieux), qui pesaient 2.400 livres chacun.

Le boisseau de Saint-Malo contient 70 livres, le *baste* de Dantzig et celui d'Amsterdam, que l'on s'étonne un peu de rencontrer ici, équivalent, l'un et l'autre, à 2 tonneaux 1 septier.

Pour en finir, mentionnons ce que le tonneau de Nantes donne ou rend aux mesures des principales villes maritimes ou fluviales avec lesquelles la ville est en rapport d'affaires. Il est semblable au tonneau de La Rochelle. Il donne à Bordeaux et à Libourne 18 boisseaux en froment et seigle, 20 boisseaux en fèves « à cause de la mesure comble ». A Dunkerque, il demande 8 razières $\frac{1}{4}$ pour équivalent exact. Il rend à Bayonne 34 *conques*; à Saint-Sébastien 24 *fanegues* (la fanegue espagnole vaut 60 litres); à Bilbao, 21 fanegues; à Cadix, 24 fanegues $\frac{1}{2}$; à Murcie, huit charges $\frac{1}{2}$ trois quarts.

Malgré la monotonie des chiffres, il m'a paru curieux d'insister sur cette partie des *Etrennes nantaises*. L'importance des transactions commerciales de Nantes avec les villes de France et d'Europe ressort de ce tableau comparatif, qui en dit long sur les complications des mesures nationales et internationales avant l'établissement du système métrique.

Un autre tableau, celui des *monnoies étrangères réduites en argent de France*, outre qu'il a un intérêt purement rétrospectif, ne présente aucune particularité nantaise. Le liard et le denier ne sont plus que des symboles; si les paysans de la Loire-Inférieure comptent encore par pistoles et par écus, ils ne sont pas les seuls. Quant aux monnaies étrangères, guinée anglaise, florin de Hollande ou d'Autriche, doublon et piastre d'Espagne, ducats d'or de Venise, rouble de Russie, dollar de Boston, taël de Chine, sequin du Grand Mogol, roupie des Indes, nous

Monnaies.

retrouverions la plupart d'entre elles aux vitrines des changeurs, excitant la curiosité ou l'envie. Nantes n'a point à les revendiquer, mais ce *nota* philosophique est à retenir : « Les valeurs varient quelquefois suivant le taux du change ou les besoins d'argent. »

RÉCLAMES ET ANNONCES

*Annonces, avis,
réclames.*

Passant brusquement d'un sujet à un autre, les *Etrennes nantaises* insèrent ici des « Avis divers » d'une saveur et d'une couleur bien locales. Le premier avis a un caractère officiel; il annonce l'ouverture de cours d'accouchement « en faveur des sages-femmes ». En conformité d'un arrêté pris le 2 avril 1792, par le Conseil d'Administration de la Loire-Inférieure, un concours public avait eu lieu en présence de ce Conseil, le 18 juillet suivant. Les citoyens Etienvrin et Godebert, officiers de santé du Collège de Chirurgie de Nantes, que nous avons rencontrés déjà, avaient été élus « professeurs pour les accouchements ». L'avis prévenait les intéressées qu'ils donneraient leurs leçons tous les jours pendant le courant de l'année, de 10 heures du matin à 1 heure après-midi. Ils s'étaient partagé l'année par semestres; Etienvrin professait en sa demeure, rue du Bignon-Lestard, n° 90, du 1^{er} juillet au 31 décembre, et Godebert en la sienne, rue des Halles, n° 15, du 2 janvier au 30 juin. Le Département allouait une somme de 250 livres par personne à cinq femmes de la campagne pour le logement et la nourriture pendant leur année d'études. Si ces braves femmes n'avaient pas d'autres moyens d'existence, elles devaient, malgré les prix de l'époque, avoir de la peine à s'en tirer. Pourtant, l'avis communiqué aux *Etrennes* qualifiait de « faveur » un traitement dont une cuisinière, logée et nourrie par ses maîtres, ne se contenterait pas aujourd'hui. « Celles qui voudront profiter de cette faveur et dont l'âge sera entre 25 et 40 ans,

disait l'annonce, s'adresseront à leur municipalité, qui en donnera avis au Département par la voie du District. » Toutes les formalités administratives étant ainsi bien remplies, les villageoises, ni trop jeunes, ni trop mûres, devenaient élèves sages-femmes et suivaient les cours des éminents médecins, pourvus du certificat de civisme, Etienvrin et Godebert. Et leurs collègues de la ville ? Les hébergeait-on aussi aux frais du département ? leur demandait-on aussi d'avoir l'âge de raison ou l'âge canonique ? On aimerait à le savoir.

Une barre transversale sépare le communiqué officiel des autres « avis divers », qui sont plus ou moins des réclames, dirions-nous à présent ; médecins et chirurgiens ne dédaignaient pas alors cette façon un peu bruyante de se recommander au public.

Le citoyen Godebert, qui exerçait sous Louis XVI, accoucheur patenté, revient à la charge : il annonce qu'il a établi chez lui un hospice pour y accoucher les femmes et filles. Les pauvres y seront admises gratuitement « au terme de leur accouchement ». Celles qui seront en état de payer payeront selon leurs moyens et les soins qu'exigera leur santé, « ce qui sera toujours médiocre », ajoute le bon docteur, employant « médiocre » dans le sens de « modique ». Un vrai philanthrope, ce Godebert : il donne même des chambres à celles qui en désirent. Entre nous, je crois qu'il voulait éclipser son collègue des cours d'accouchement, le citoyen Etienvrin, et qu'il promettait beaucoup, quitte à tenir moins.

Bisson, chirurgien et professeur, élu sous l'ancien régime démonstrateur d'anatomie, se pose en oculiste. Il a fait avec succès, c'est lui qui le dit, plusieurs opérations de la cataracte ; il affirme, dans une formule aussi prétentieuse que banale, qu'il entreprendra la guérison de tous ceux qui voudront bien se confier à ses soins. Vous qui souffrez, venez donc tous à Bisson ; il est universel, ce qui ne l'empêche pas d'être spécialiste.

L'ophtalmologie ne lui suffit pas. Il prévient sa clientèle et le public que, depuis la mort du sieur Camin, expert pour les descentes, on trouvera chez lui les mêmes secours (*sic*) qu'on trouvait chez le défunt, homonyme, probablement un ancêtre, du gendre d'Emile Péhant. Bisson met son adresse, rue Girardon, au bas de la réclame.

Thomas, maître ès art en chirurgie et chirurgien de la ville de Nantes, annonce au public qu'il est reçu « chirurgien aux rapports ». Il a pris la charge que tenait et exerçait ci-devant Béchet, dont il espère bien prendre aussi la clientèle. Il a une façon bizarre de donner son adresse : il demeure à l'entrée de la Fosse, vis-à-vis le premier arbre, *rue Thomas*. Comme cela se trouve ! S'appeler Thomas, demeurer rue Thomas ! Le Diafoirus de Molière s'appelait aussi Thomas.

Mais voici qui devient grave et prouve l'impartialité intéressée des *Etreennes*. Feu Camin, déjà nommé, avait un beau-frère du nom de Labadie « reçu chirurgien-expert pour la guérison des descentes ». Ce Labadie fait une annonce à son tour, sur la même page que celle de Bisson et dix lignes plus bas. Il déclare qu'il est le seul à Nantes qui s'adonne particulièrement à cette branche de l'art de guérir et qu'on trouve chez lui tous les secours possibles (encore !) contre cette affection chirurgicale. Il habite rue Bon-Secours, près la Poissonnerie ; cela n'est pas si loin de la rue Girardon. Son rival Bisson et lui ont dû justifier le vieil adage : *Medicorum pessima*.

A la suite de ces boniments, le maître d'écriture de la ville, Papin, le Favarger ou l'Alaberte de son temps, glisse une petite note, simple et timide, pour annoncer qu'il tient classe, matin et soir, rue Saint-Nicolas.

Darbefeuille, membre et professeur du Collège de Chirurgie (le chirurgien de l'Hospice des enfants orphelins et bâtards) reprend et clôt la série des avis médicaux.

Il donne les dates d'ouverture et de clôture de ses cours d'anatomie, d'ostéologie, de dissections, de maladies chirurgicales, de physiologie expérimentale, de pathologie, de thérapeutique et de matière médicale. Malgré la surcharge du programme et l'abondance des mots, on se sent en présence d'un praticien plus sérieux que les autres, d'un professeur soucieux d'instruire ses élèves et qui joignait l'exemple au précepte. A la fin de l'Empire il exerçait encore, quai de l'Hôpital, 8.

LES RUES

Nous touchons à la fin des *Etrennes*. Deux tables alphabétiques les terminent ; l'une, des nouveaux noms donnés aux rues, places et quartiers de la ville ; l'autre, des noms supprimés, avec renvoi aux nouveaux noms.

*Anciennes
et nouvelles rues*

Il serait fastidieux de citer ces noms de rues, de mettre en parallèle les anciens et les nouveaux. D'ailleurs, je me répèterais, car j'ai eu souvent l'occasion de préciser la situation d'une rue débaptisée, en rappelant le nom qu'elle avait porté avant la Révolution et qu'elle a repris depuis.

Le souci des municipalités nantaises républicaines était, non pas d'effacer les traces du passé, mais surtout de remplacer les appellations religieuses, très fréquentes de tout temps à Nantes, par des dénominations historiques, littéraires, parfois locales. Voici quelques exemples qui ne se sont pas encore présentés sous ma plume. La rue des Pénitentes était devenue rue Bacon ; la rue des Cordeliers, rue Caylus ; la rue Saint-Lazare, rue Cazanove ; la petite ruelle de la Magdelaine, rue Cervantes ; la rue Notre-Dame, rue Delille ; la rue Sainte-Catherine, rue Delorme ; la rue des Capucins, rue Fourcroy ; la rue des Récollets rue Grotius ; la rue des Jacobins, rue Jussieu ; la rue Saint-Vincent, rue Mably ; la rue des Carmélites, rue Maupertuis ; la petite rue des Carmélites, rue Milton ; la rue des Ursules, rue Pigalle ; la rue

Saint-André, rue Pope; la rue Saint-Antoine, rue Rabalais; la rue Saint-Denis, rue Racan; la petite rue Notre-Dame, rue Tintoret; la rue Saint-Laurent, rue Vincv (sans doute Léonard de Vincv). Il faut avouer que ces nouveaux noms de rues n'étaient pas mal choisis et témoignaient, chez les édiles, d'une érudition assez fine ou de lectures variées.

Quelques concessions au goût romain du temps avaient créé une rue Cincinnatus, fait une rue Brutus, de la rue Premion; une rue Scevola, de la place de l'Eperon; une place des Gracques, de la place Saint-Pierre. Comme contre-partie, on peut citer la rue Bossuet, qui remplaçait la rue de Briord. En devenant la rue Fénelon, la rue Sainte-Claire ne dépouillait presque pas son caractère religieux.

Il était tout naturel que les enseignes royalistes disparussent devant les enseignes républicaines; qu'il y eût une place, un quai, un cours de la Liberté; que le cours nouveau, qui venait d'être créé sur le terrain des Capucins et qui devait répondre plus tard aux noms de cours Henri IV, de cours Napoléon, de cours Cambronne, s'appelât alors, comme aujourd'hui, cours de la République; que la rue Royale devint rue du Peuple-Français.

On pouvait regretter quelques anciens noms de rues pittoresques ou bizarres, dont quelques-uns ont reparu, d'ailleurs. Nous avons revu la rue Moquechien, que l'on appela Basse-Porte et qui a disparu pour toujours à la création de la rue Jeanne-d'Arc, et la rue de l'Abreuvoir, artistiquement dénommée rue Raphaël en 1792. La rue du Merle-Blanc, sur « le territoire Graslin », a conservé son nom, plus français que républicain, de rue Boileau. Nul ne songera, je crois, à déplorer que le quai des Fumiers soit devenu et reste quai Magellan. Mais la rue Bignon-Lestard a perdu à l'échange de son appellation archaïque en celui de rue Rubens, car Nantes ne doit rien à la mémoire du célèbre peintre flamand, tandis que l'ancien nom consacrait un sou-

venir local. Je n'aime pas, du reste, en principe, que l'on débaptise les rues dont le vocable perpétue l'histoire d'une ville. Il se créera toujours assez de peregées nouvelles pour y placer les noms des célébrités du passé et de celles qui surgiront dans l'avenir.

CONCLUSION

La Révolution, en somme, n'altéra pas beaucoup, même dans les noms des rues, l'aspect du vieux Nantes, que nous retrace encore au vif un plan accompagnant « à volonté » l'*Indicateur* de Guimar vendu place du Pilon, l'An troisième de la Liberté.

On peut, en rassemblant les détails qu'une patiente analyse nous a permis de retrouver, reconstituer la ville par la pensée, comme Victor Hugo l'a fait pour le Paris du x^e siècle. Et, devant ces maisons somptueuses, où des richesses commerciales s'accumulaient, on sera tenté de donner raison au citoyen La Vallée, qui, visitant Nantes en cette même année 1793, écrivait : « La Fosse, l'île Feydeau et quelques autres cantons de Nantes le disputent en magnificence aux plus superbes villes de l'Europe. »

*Feu
de changements
au fond.*

PAUL EUDEL.

NOTES CURIEUSES

EXTRAITES DES REGISTRES DE LA PAROISSE

DE SAINT-HERBLAIN

Par Léon DELATTRE

Au cours de quelques visites que nous avons dû faire à la mairie de Saint-Herblain pour les besoins de notre service, nous avons pu disposer de quelques instants et feuilleter les registres paroissiaux antérieurs à 1792, qui s'y trouvent en parfait état de conservation. Des recherches y ont déjà été faites par M. Léon Maître pour la rédaction du tome V^e de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales de la Loire-Inférieure*, et aussi par M. Du Bois de la Patellière, l'auteur de cet ouvrage très consulté ayant pour titre : *Notes historiques sur quelques paroisses du diocèse de Nantes* (1).

Les notes qui suivent, extraites des registres de Saint-Herblain et accompagnées de quelques commentaires, complètent, pour cette paroisse, mais sans aucune prétention de notre part, les travaux si remarquables des deux laborieux et érudits auteurs.

Année 1631

Le seizième jour de mars l'an 1631, fut inhumé dans le cimetière de Saint-Herblain le corps de Guillaume, natif près de Saumur, disant venir de la mer pour se faire baigner pour la morsure d'un chien enragé, estant depuis quelque temps malade, de laquelle maladie il serait décédé à Saint-Herblain (2).

(1) A Vannes, imprimerie Lafolye.

(2) Nombreux étaient autrefois les remèdes employés contre les morsures des chiens enragés. Les bains de mer étaient en grande faveur, ainsi qu'en témoigne l'extrait suivant d'une lettre adressée

Année 1633

Au commencement de cette année, huit personnes moururent de contagion (1).

Année 1639

A la suite de l'acte de décès, en date du 26 novembre 1639, de Jean de Trévelec, écuyer, sieur de Penhouet et de la Pasticière, lequel fut inhumé dans l'enfeu de la Pasticière, le vicaire Chupaut (2) a écrit le sixain suivant :

Ce bel esprit, non plus que le soleil,
N'a pas laissé au monde son pareil,
Et ceux qui ont cogné son excellence
Regretteront à jamais sa présence :
Partant, lecteur, pour ce bon trépassé,
Dis avec moy : *Requiescat in pace.*

Le 29^e jour de novembre, fut inhumé dans le chœur de l'église de Saint-Herblain le corps de François Cardan, âgé de 84 ans. Après avoir enregistré le décès, le vicaire ajoute :

Sa longue vie a été telle,
Qu'elle a mérité l'éternelle.

Année 1644

Le 3 février 1644, sépulture de Guillaume Dauly,

par Mme de Sévigné, le 13 mars 1671, à Mme de Grignan : «... Au reste, si vous croyez les filles de la Reine enragées, vous croyez bien. Il y a huit jours que Mme de Ludre, Coëtlogon et la petite de Rouvroi furent mordues d'une petite chienne qui était à Théolon ; cette petite chienne est morte enragée ; de sorte que Ludre, Coëtlogon et Rouvroi sont parties ce matin pour aller à Dieppe et se faire jeter trois fois dans la mer... »

En 1852, on voyait encore arriver à Bourgneuf, chaque année, dit Chevas (*Notes historiques sur Bourgneuf*), bon nombre de personnes mordues par des chiens gâtés ou soupçonnés de l'être, pour se faire baigner à la mer. Cette baignade consistait en trois immersions totales, chacune d'elles étant précédée d'un signe de la croix.

(1) Il s'agit de la peste qui, dès 1631, avait fait sa réapparition à Nantes et exerçait ses ravages dans les paroisses voisines.

(2) Le prêtre Chupaut décéda en 1656, à l'âge de 57 ans, après avoir servi, en qualité de vicaire de Saint-Herblain, pendant 24 ans.

lequel fonda trois services par an et donna à l'église douze
« andains » (1) de pré dans la vallée de la Pasticière.

Chupaut consacre un quatrain à ce bon paroissien :

Ce défunt a donné de son bien à l'Eglise,
A la terre et aux vers, sa chair, sa peau, ses os ;
Son âme à Dieu, son père, afin qu'il la conduise
Dans les lieux bienheureux de l'éternel repos.

Année 1649

A la fin du registre, le vicaire Chupaut a écrit plusieurs
quatrains, dont les caractères commencent à s'effacer :

La mort est douce et agréable
A tous ceulx qui vivent bien.
Mais à ceulx qui ne valent rien
Elle est toujours espouvantable.

* * *

C'est un très charitable office
De prier pour les trespassez,
Puisque par notre sacrifice
Leurs peschez leur sont effacez.

* * *

Pour bien mourir, il faut bien vivre.
C'est un utile document :
Cher lecteur, si tu veux le suivre,
Tu vivras éternellement.

Année 1650

Le 13 mars 1650, fut inhumé le corps de Jean, du
Moulin, âgé de 70 ans. Le vicaire résume la vie du défunt
dans ce distique :

Il a vescu en très homme de bien,
Et puis enfin est mort en vray chrétien.

(1) L'ondain, ancienne mesure agraire du Comté nantais, en
usage pour l'arpentage des prairies, contenait 1 are 18 centiares.

Année 1749

Au commencement du registre :

Cette année, la dysenterie a fait les plus grands ravages; il est mort 158 personnes, dont la majeure partie de cette cruelle maladie (1).

Année 1751

A la fin du cahier de cette année, se trouve la note suivante :

(1) Cette épidémie, survenue au mois de septembre, se fit sentir aussi à Vertou, à Haute-Goulaine, au Bignon, à Saint-Sébastien, la Haye-Fouassière, Châteauthébaud, Montbert, Sucé, etc. L'hiver avait été très doux, l'été fort sec et chaud. Le sieur Régnier, médecin de Nantes, dans un procès-verbal de visite à Vertou, dit que « l'automne, extrêmement pluvieux, y a infiniment contribué et répandu dans l'air un miasme putride et dyssentérique, selon le sentiment d'Hypocrate, section 3, aphorisme II. »

La Communaute de Nantes décida, le 16 octobre 1749, d'envoyer à ses frais « des médecins et des apothicaires avec les remèdes nécessaires et de la viande pour procurer du bouillon aux malades pauvres dans les paroisses de Vertou, Haute-Goulaine et le Bignon, où la plupart des malades périssaient non seulement faute de remèdes, mais surtout par le défaut de nourriture. »

Dans un rapport de la Faculté de Médecine de Nantes, relatif à cette épidémie, M. Soliès, médecin, donne de curieux détails sur les moyens ordonnés pour combattre la maladie : « Les remèdes employés, dit-il, après avoir fait procéder aux saignées qui ont eu grande part à la guérison et qui étaient absolument nécessaires, tant pour calmer le grand mouvement du sang que donner lieu à l'application sur ce quoy on devait faire, soit l'ipécacuanha réitéré selon l'occasion pour dégager l'estomac des mauvais levains qui y croupissent et des matières vermineuses qu'on a reconnu pour cause principale. » On conseillait « des vermifuges composés d'eaux de scordium, de pourpier, de confection d'hyacinthe et de sirop de limons », dont on faisait une potion qui se prenait à cuillerée. Pour procurer le sommeil, calmer les douleurs et modérer « les évacuations qui sont plus abondantes la nuit que le jour », un gros de diascordium remplissait toutes ces indications. Le médecin termine ainsi son rapport : « On ne sera point surpris de l'effet de ces deux derniers remèdes lorsqu'on sera instruit de la cause de cette maladie par le procès-verbal d'ouverture d'un cadavre dont les intestins se sont trouvés remplis de vers. Il y est même observé, par le rapport d'un chirurgien, qu'il en avoit vu sortir du corps des malades qui étoient vêtus, et qui avoient des pieds comme des chenilles. On achève la guérison par une teinture de rhubarbe, dans laquelle on fond deux onces de mauve, ce qui évacue une grande quantité de matière bilieuse, par où se termine la maladie. »

(Archives municipales de la Ville de Nantes, G G 773).

La nuit du dimanche 14 mars au lundy 15 dudit mois, l'an 1751, entre les onze heures et minuit, il s'éleva un si grand vent que l'on crut que c'était la fin du monde ; le houragand fut si fort qu'il enleva presque la moitié de la couverture, des lattes et planches du clocher et de l'église, au nord ; le vitrage de la grande porte, soutenu par des piliers, fut entièrement renversé ; les vitrages de l'autel de la Vierge et celui de Sainte-Anne furent fort endommagés : il n'y eut qu'un panneau emporté du vitrage du maître autel au midy ; dans la sacristie, il n'y en eut qu'un emporté ; le vent jeta du haut de la nef une croix de grison pesante environ 100 livres ou quelque chose de plus, laquelle, tombant sur la couverture du chœur, fit un grand dégast ; en outre, beaucoup de massonne et de pierres dégradées à la petite fenêtre du bas de l'église au midy. De sorte qu'il en coûta pour les réparations, au général de la paroisse, près de 100 livres. Bref, beaucoup de maisons endommagées, quantité d'arbres renversés, et, de conséquence, on en compte à la Bouvardière onze cents et en beaucoup d'autres maisons à peu près autant. On mettait la perte de toute la paroisse à vingt mille écus.

Je soussigné certifie la chose véritable sans rien exagérer (1).

A Saint-Herblain, le 19 aoust 1751.

Signé : ASVENARD, vicaire.

(1) A Monnières, 600 arbres du bois de la Galissonnière furent renversés les uns sur les autres. (*Reg. d'Etat-civil de Monnières.*)

A Saint-Sulpice des Landes, on crut à un tremblement de terre. (*Reg. d'Etat-civil.*)

Beaucoup de navires périrent sur les côtes. (*Reg. d'Etat-civil de Missillac.*)

A Paimbœuf, plus de 60 vaisseaux « richement chargés, qui étaient en rade », furent brisés et engloutis avec leurs équipages. (*Registre de Saint-Vincent de Nantes.*)

A Nantes, l'alarme fut générale ; les habitants se levèrent, ne se croyant pas en sûreté dans les maisons. (*Registre de Saint-Nicolas.*)

A Treffieue, la tempête renversa plus de 300 arbres. On crut à un tremblement de terre (*Reg. d'Etat-civil.*)

Etc., etc.

Année 1753

Le deuxième juillet, présente année, Monseigneur Pierre Mauclerc de la Muzanchère, evesque de Nantes, fit la visite de cette paroisse et y donna la confirmation à 800 personnes. Il avait pour grands vicaires Messieurs les abbés de Regnon et l'abbé Depoly de Saint-Thiébaud.

Année 1765

1^{re} note. La dysenterie régna cette année ; le nombre de tous les morts monta à 114 (1).

2^e note. Le 27 février 1765, a été par moi, recteur sousigné, en exécution de l'Ordonnance de M. le Lieutenant général criminel du siège présidial de Nantes, comme il est constaté par le permis à nous présenté, en date du 27 de ce mois, signé par Allebert, premier greffier criminel ; ont été inhumés au cimetière les corps de Marie Fleury, femme de Louis Mosset, marin ; de Louis Mosset, beau-père de ladite Fleury, et de Julienne Glaud, femme dudit Louis Mosset, aubergiste du Pavillon, lieu nommé en cette paroisse sous le nom de la maison de Jouppil, lesquels trois cadavres ont été assassinés à ladite auberge, sur les Hauts-Pavés, la nuit du 27 février. Ont assisté à la sépulture François Garreau, Antoine Rubion, Jeanne Poirier et autres qui ne signent.

P. LAMBERT, recteur.

(1) Dont 93 décès par cette maladie, du 6 septembre 1765 au 1^{er} mars 1766, d'après une lettre du recteur de Saint-Herblain, adressée à la Municipalité de Nantes.

L'épidémie fut remarquable surtout à Vertou, Saint-Sébastien, Haute-Goulaine, Saint-Julien-de-Coucelles, Châteauthébaud, Saint-Fiacre, Maisdon, au Bignon, à Sainte-Luce, Doulon, Chantenay, au Loroux, à Monnières, Nort, Vallet, Saint-Aignan, Bouguenais, Aigrefeuille, etc.

Dans vingt-neuf paroisses des environs de Nantes, où la dysenterie se fit le plus vivement sentir, on compta 11.000 malades, sur lesquels 2.653 succombèrent. A Vertou, il y eut 489 décès ; au Loroux, 400.

L'Intendant de Bretagne fit distribuer des instructions pour le traitement de cette maladie. La Communauté de Nantes envoya dans les paroisses les plus éprouvées des médecins et des apothicaires. Une souscription faite pour la fourniture de médicaments produisit 4.900 livres.

(Archives municipales de la Ville de Nantes, G G 773).

En marge du registre, le recteur a écrit : « A cette époque, l'endroit nommé Jouppil a pris le nom de Massacre (1). »

Année 1787

Note écrite sur la couverture du registre :

Il a gelé cette nuit du 6 au 7 juin, jour de la Fête-Dieu, et celle du 25 au 26 août (2).

Année 1788

Cette année, le 22 novembre au soir, le froid commença pour ne finir que le 16 janvier 1789. L'automne avait été fort sec ; aussi les fontaines se tarirent-elles en grande partie. On était obligé de ramasser la neige qui resta deux mois sur la terre, de la faire fondre et d'en abreuver les bestiaux (3).

Année 1790

Prise de possession de la cure par Mathurin Charier,

(1) La croix de granit que l'on aperçoit un peu en dehors de la route de Vannes, entre le Chêne-Vert et le chemin de Longchamp, auprès de la maison appelée la Prise-Philippe, a été probablement édiflée en commémoration du triple assassinat perpétré non loin de cet endroit. L'auberge où eut lieu cet assassinat fut démolie en 1793, par mesure de sûreté générale, parce qu'elle servait de « retraite aux brigands qui infestaient le voisinage de la ville de Nantes ». (Voir notre article sur le « Massacre », dans l'*Intermédiaire Nantais* de 1904.)

(2) Le registre d'Etat-civil de la paroisse de Quilly constate également ce fait anormal : « Une gelée tardive, au 7 juin, fit beaucoup de mal aux blés et aux légumes. »

(3) Cet hiver fut remarquable par sa rigueur et sa durée. Au dégel, on trouva sur les bords du lac de Grand-Lieu une quantité prodigieuse de poissons crevés, parmi lesquels des carpes d'un mètre de longueur. L'une des plus grandes peines était que ce froid rigoureux ayant été précédé d'une longue sécheresse, on manquait d'eau pour abreuver les bestiaux. Le vin gela dans les barriques. La glace, sur le lac, avait plus d'un demi-mètre d'épaisseur, et l'on y passait sans crainte pour se rendre à la Chevrolière. (*Registre de Saint-Lumine-de-Coutais*.)

A Nantes, la misère fut telle que les vols se multiplièrent de façon inquiétante et que les habitants se cotisèrent pour créer une garde particulière pendant la nuit pour veiller à la sûreté des propriétés. (*Annales de Nantes*, par Meuret.)

Le recteur de Quilly (*Reg. d'Etat-civil de la paroisse*), dit que les gros arbres se fendaient avec bruit et « pétaient comme des coups de fusil. »

vicaire de la paroisse, présenté et nommé par l'abbé Douaud, chanoine de Saint-Pierre (1).

Année 1791

On lit sur la couverture du registre :

« Il n'y a point eu de première communion cette année.

« Le 15 de may mil sept cent quatre-vingt-onze, dom Marie-Jean-Constantin Pichon, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, a été nommé à la cure de Saint-Herblain par le suffrage des électeurs du district de Nantes. Sa nomination approuvée par Monsieur l'Evêque, il a été mis en possession le vingt-un du même mois.

« Vive la Nation. Vive la Loi. Vive le Roi des Français (2). »

Les registres d'Etat-civil de Saint-Herblain sont intéressants à plus d'un titre, et nous en avons vu peu aussi abondamment couverts de signatures. Les nobles étaient nombreux dans cette paroisse et leurs noms y figurent presque à chaque page, surtout dans les actes du dix-septième siècle.

LÉON DELATTRE.

(1) Charier fut expatrié en Espagne. Après la Révolution, il fut rétabli dans sa cure.

(2) Le Directoire du District de Nantes, craignant des troubles, envoya cent gardes nationaux qui partirent de la ville le dimanche, 22 mai 1791, pour se rendre à Saint-Herblain et y effectuer, d'après les ordres donnés, « sans aucun trouble, le placement de M. Pichon, constitutionnellement élu à la cure de cette paroisse. » Il leur fut distribué des rafraîchissements et les frais s'élevèrent à 173 livres. (*Archives départementales de la Loire-Inférieure*, L 1047.)

Au mois d'octobre 1791, le District fut informé, par la Municipalité de Saint-Herblain, que des attroupements avaient lieu les dimanches et fêtes à la maison de la Chauvinière, « sous prétexte d'entendre la messe d'un prêtre non assermenté. » Le Directoire défendit, le 21 de ce même mois, au propriétaire de cette maison, « usant de la faculté de faire célébrer la messe dans sa chapelle, de tenir toutes les portes et communications extérieures exactement fermées, de n'admettre qui que ce soit dans l'intérieur de la chapelle et de sa maison, hormis les personnes y habitant. » Il lui fut défendu également d'employer « aucun son de cloche ou autre indice pour annoncer la célébration de la messe. » (*Arch. départ. de la Loire-Inférieure*, L 46.)

PRÉÉMINENCES

DE L'ÉGLISE DE SAINT-PHILBERT DE GRANDLIEU

Compétition des seigneurs du Chaffault et de la Moricière en 1633

par Léon MAITRE

Les seigneurs du Chaffault et de la Moricière, qui étaient l'un, de la famille de Lespinay, l'autre, de la famille des Gabard, se disputaient le droit de prééminence dans le chœur de l'église de Saint-Philbert-de-Grandlieu en 1633. Le cause fut portée devant le siège de la sénéchaussée royale de Nantes, qui, avant de se prononcer, décida, le 17 décembre, qu'une enquête sur les lieux serait ouverte et que les parties seraient entendues. En vertu de ce jugement, le sénéchal René Charette de la Bretonnière, se déplaça lui-même avec le procureur du Roi G. Blanchard de la Chapelle et un greffier, après avoir assigné les plaideurs devant la grande porte de l'église.

Lorsqu'il y arriva, le jeudi 29 décembre, ainsi accompagné, il y trouva Samuel de Lespinay, seigneur du Chaffault, assisté de Fr. Guillon, son procureur, Françoise Padiolleau, dame du Bouchet et de la Moricière, veuve de Davy du Brellay et auparavant de Jean Gabard, sieur des Jamonnières et de la Moricière, et Jean Gabard, écuyer, sieur de Téhillac et de Piépin, assistés de M^e Lانداز, leur procureur.

La parole ayant été donnée au demandeur, Samuel de Lespinay exposa que les seigneurs du Chaffault ont tou-

jours été en possession d'un droit de banc dans le chœur de l'église, du côté de l'Évangile, à la vue de tous les nobles de la paroisse. Ils ont été maintenus dans cette prééminence par un jugement contradictoire rendu en Conseil du Duc de 1473. Ce banc était encore en place jusqu'au temps des troubles de la Ligue, mais la famille de Lespinay ayant embrassé la Réforme et négligé de l'occuper, les seigneurs des Jamonnières, père et mère du seigneur actuel, sollicitèrent la faveur de rétablir le banc, qui avait été brisé « par la ruine de l'une des voulttes de lad. église ou par les gens de guerre » (Cette dernière hypothèse était la plus vraisemblable (1). Le banc fut occupé par la famille des Jamonnières par suite de l'absence des Lespinay. La réfection du banc est de 1598, comme l'indique la date qui est au dos, elle n'a pu être mise par les Gabard qui, à cette date, n'avaient que les Jamonnières, simple domaine sans fief. Quant aux seigneurs de la Moricière, leurs ancêtres, ils ont été déboutés de leurs prétentions au temps des Ducs et forcés de mettre leur banc dans la nef, au-dessous du chanceau.

Le procureur des défendeurs a répondu, à son tour, que ceux-ci possèdent des terres importantes qui ont juridiction haute, moyenne et basse, jusque dans la ville de Saint-Philbert, qui leur assurent des droits de prééminence dans le chœur, et qu'ils ont joui, de temps immémorial, de ces prérogatives, au su et au vu des paroissiens et gentilshommes, tant en qualité de seigneurs que de bienfaiteurs. On les a vu aller en procession les premiers à l'Offertoire et prendre du pain bénit avant tout le monde. Ils ont, dit-il, rebâti le chœur qui était tombé, plus, réparé le carrelage et blanchi plusieurs fois les murs et fourni des ornements de diverses couleurs. Le demandeur a tort de contester ces faits, car il n'a lui-même pénétré dans le chœur que par la tolérance et la complaisance des seigneurs de la Moricière, qui ont voulu quelquefois lui faire

(1) Cette église n'a jamais eu de vouûtes.

honneur en lui offrant une place. Les anciens titres qu'il invoque sont prescrits. Le demandeur n'a pas de fief englobant le territoire de l'église, tandis que les défendeurs ont un fief dans l'enclos de la ville.

Le procureur du demandeur répond qu'il n'a pas connaissance que les domaines de la Moricière et des Jamonnières aient des vassaux dans cette ville qui relève de la juridiction des Huguetières ; ils ne comprennent pas la 10^e partie du territoire, et d'ailleurs ils sont à l'extrémité de la paroisse et n'autorisent aucune de leurs prétentions. Les permissions données par les prédécesseurs du sieur du Chaffault ne modifient pas ses droits. Les générosités de la maison des Jamonnières ne sont rien en comparaison des largesses des du Chaffault, qui ont donné à la paroisse le presbytère, le cimetière et bâti une belle chapelle dotée de services religieux. Tout ce que les défendeurs allèguent à propos de l'offrande, du baise-mains et du pain bénit, est contesté comme inexact. Le seigneur du Chaffault est le « plus ancien gentilhomme de qualité de la paroisse de Saint-Philbert, et le plus riche en fiefs et domaines, bien qu'il ait été énervé plus de 4.000 livres de rentes de la maison de Monceau pour le partage des puînés. Les deux faubourgs de la ville situés au sud et à l'ouest, comme des dépendances du Chaffault « ainsi que grand nombre d'autres terres et maisons nobles de la paroisse », on peut y ajouter une prairie voisine du prieuré de Saint-Philbert.

Suit la description des lieux :

· · · · ·
« Et entré dans lad. esglise a esté par led. s^r du Chafault monstré un banc clos de trois pieds et demy de large et de six pieds et demy de long posé dans le cœur et chanceau de ladite esglise, du costé de l'Evangille, qu'il a dict et maintenu estre celluy par luy prétandu et qu'il a droict d'avoir au mesme lieu et place, et demande acte du datté de 1598 inscript au derrière dud. banc, et de ce qu'il a maintenu qu'au-dessus dud. banc il y avoit antiennement

des escussons des armes de sa maison du Chafault et de Monceau qui ont esté effacez et ruïnés par la chute de pan de muraille du mesme costé.....

« De plus, led. sieur du Chafault a monstté une tombe eslevée dans le milieu du cœur de lad. esglise que lesd. Sgrs des Jamonnières ont fait mettre depuis les 26 ans derniers et graver par un notaire sur icelle plusieurs qualitez de bienfaiteurs qui ne leur apartiennent, et non plus le droict d'enfeu ny de tombe eslevée en tel endroit, et demande qu'elle soit hostée et le sol et pavé remis à l'un y du surplus du cœur pour la liberté du publicq et demande à ceste fin la jonction de Mons. le Procureur du Roy.

« Et outre qu'il soit fait procès-verbal des lettres gravées sur la pierre du grand autel et des armes qui sont dans la chappelle qui est au-dedans le cloustre dud. prieuré, soustenant que les armes qui sont dans ung escusson au hault du vitral sont les armes de la maison de l'Espinay, qui est venu à la possession de celle du Chafault par alliance et que, dans le surplus dud. escusson, qui est à présent rompu, étoit un lion qui est les armes du Chafault. »

Le procureur des défendeurs, Landaz, a répondu de la manière suivante :

La tombe en question a bien été placée dans le chœur pour y déposer le corps du sr des Jamonnières, décédé, père du seigneur actuel, et ce n'est pas sans motif que son inscription le qualifie : *bienfaiteur de l'église*, attendu qu'il a fait rebâtir de neuf le chœur et le clocher à ses frais ou à peu de chose près, et fourni des ornements de plusieurs couleurs, des devants d'autel et des parements décorés de ses armes, et il en demande acte. Le clergé et les paroissiens ont toléré l'élévation de ladite tombe à demi pied au-dessus de terre. D'ailleurs, il y a plusieurs autres tombes, tant au chœur que dans la nef. Si la tombe des Jamonnières n'est pas régulière, il admet qu'on la rabaisse au niveau du carrelage, à la condition qu'on fasse de même pour les autres. Il ajoute que les armes qui pour-

raient être dans la chapelle du Cloître ne peuvent conférer aucun droit au demandeur, puisqu'elle est en dehors de l'église paroissiale. Il demande acte certifiant que les ornements de l'église portent les armes du défendeur, savoir : deux étoiles et un croissant. Au haut de la muraille séparant la nef du chœur, sont les armes de la Moricière, elles sont pareilles à celles du château de la Moricière et à celles de vieux coffres de la maison : ce sont des carreaux. Il en demande description pour justifier les prétentions du défendeur, il est persuadé que les droits du demandeur s'appliquent à la chapelle du cimetière où sont inhumés ses ancêtres.

Le demandeur réplique qu'il n'est pas prouvé que la contribution des seigneurs de la Moricière aux réfections de l'église ait dépassé la mesure de leur cotisation ordinaire. Quand bien même il en serait autrement, il serait lui-même mieux fondé à réclamer la qualité de *grand bienfaiteur*, car ce sont les du Chaffault qui ont donné le presbytère et le cimetière de la paroisse ; ils ont fait quatre fondations de 500 livres de rente et même ont donné des ornements sur lesquels on peut voir leurs armes, plus 3 ou 4 calices qui ont été enlevés lors du dernier vol de l'église.

Quant à la pierre du grand autel et à son inscription, il répète que c'est l'église paroissiale qui est en question et que le recteur a été inhumé sous lad. pierre.

L'écusson indiqué sur le *Jubé* par le défendeur n'est pas le sien, il y en a plusieurs autres sur la même surface, ce sont des décorations quelconques comme on en voit dans d'autres parties de l'édifice. Sur l'écusson en question on voit un pin allié à un sanglier, figure qui appartient aux armes des l'Espinay alliés aux du Chaffault. Dans la chapelle du cloître, ce sont encore les armes des l'Espinay.

Le procureur du Roi, prenant la parole, fait remarquer que les parties se querellent suivant le proverbe « sur la chape à l'Evesque ». L'église dépend d'un prieuré relevant du Roi, d'où il s'ensuit que les plaideurs ne

peuvent y jouir des prééminences et occuper le rang du fondateur. On ne voit d'ailleurs, sur les murs et dans les vitraux, ni litres, ni écussons, ni bancs armoriés.

Suit la description des monuments contestés.

Du côté de l'Évangile, le chœur renferme un grand banc à accondoir, fermé des deux bouts, joignant un autre vieux banc, et dans le dos de ce banc on lit le chiffre 1598, mais sans armoiries.

Des deux côtés du grand autel, on a fait voir en parement des chappes et chasubles en velours et satin de diverses couleurs aux armes des la Moricière, ainsi qu'un dais et un devant d'autel.

On a montré aussi des ornements de damas portant en écusson un lion rampant couronné et lampassé, parti d'azur au vairé d'or, et de gueules à trois roses ou quintefeilles d'argent provenant d'un don des ancêtres du Sgr du Chaffault. Il y en avait bien d'autres qui furent perdus pendant les guerres de la Ligue.

Sur le mur du chœur, on aperçoit seulement deux écussons, l'un de 3 chevrons brisés en haut de gueules et l'autre d'argent..... non loin d'un petit banc au Sgr de Viesgue.

Au milieu du chœur, sur une grande pierre de Taillebourg, on lit :

« Cy gist noble écuyer, Jean Gabard, sieur des Jamonnières et de la Moricière, grand bienfaiteur de l'église de céans, décebdà le 6^e de novembre 1607. Dieu ait son âme. Amen. »

Aux angles, deux écussons portant 2 étoiles et un croissant. Plus une autre pierre plus petite, élevée de 4 pouces.

Au-devant du banc de Viesgue, une autre pierre tombale élevée de cinq pouces. Dans la nef et dans le transept plusieurs autres tombes élevées.

Sur la muraille du *Jube*, du côté de la nef, plusieurs armoiries fort effacées, parmi lesquelles on en remarque un écu de gueules avec 7 losanges d'argent.

Dans la chapelle servant de chapitre au Prieuré, le

vitrail de la rose de gauche contient un fragment d'écusson portant un pin sur un fond d'argent.

Sur la pierre du grand autel de l'église on a relevé les mots suivants : *Hac petra tectus est vir prudens et honestus dominus Guillelmus Chapui presbyter hujus ecclesiæ rector Nannetensisque coralis atque capellanus.....*
..... anno M^o IIII^o, die mensis, Anima ejus requiescat in pace.

En visitant la chapelle du cimetière, le sénéchal note divers écussons tant en pierre que sur les vitraux, une tombe élevée portant un lion couronné, plus une litre en dedans et en dehors, et, contre la chapelle, un magasin et un pressoir. L'avocat de la partie adverse fait remarquer que ce voisinage est indécent, que le service du magasin est bruyant et oblige trop souvent les paroissiens à tenir leur cimetière ouvert. Il espère que la Justice y mettra bon ordre.

Le procureur du s^r du Chaffault répond que les droits de sa partie sur cette chapelle sont incontestables, qu'elle fut fondée et dotée de 800 livres de rente pour le service de 13 messes par semaine et qu'elle n'a jamais servi à autre usage.

Sa longueur est de 120 pieds, sa largeur de 25, elle contient 5 autels. Du côté de l'Evangile, il y a un sépulcre élevé, et voûté dans la muraille du chœur, formé d'un personnage armé et couché dont la cote de maille porte cinq écussons gravés d'un lion, avec une inscription illisible. Le même écusson est répété au-dessus du tombeau et dans le vitrail placé derrière le maître-autel. Au-dessus on a figuré un prêtre en prières qui serait le dernier chapelain, Robert Denan. Le rapporteur constate que l'édifice a grand besoin de réparations. Le seigneur du Chaffault en convient, mais il fait remarquer que la charge de l'entretien retombe sur le titulaire du bénéfice (1). Celui-ci n'était pas pressé de supporter ces frais,

(1) Archives de la Loire-Inférieure, série B. Enquêtes de la sénéchaussée liasse de 1633.)

car le procès-verbal de visite de 1689 constate que l'édifice est toujours dans le plus fâcheux état, les vitraux, la toiture, le carrelage, les portes accusent un grand abandon (2).

(2) Arch. départ., G. 54, F^{os} 162-163.)



L'Ancienne Eglise de N.-D. de Challans

De l'ancienne église paroissiale de Challans il ne reste plus qu'un clocher, construit de 1862 à 1865, peu solide et sans caractère bien défini. La nef, œuvre très médiocre de 1843-46, ne méritait pas d'être conservée. Quant au transept, du XI^e siècle, et au chœur du XIII^e, ils offraient beaucoup d'intérêt au double point de vue historique et archéologique.

Malheureusement, le Conseil municipal de Challans a voulu la démolition de tout l'édifice à l'exception du clocher mentionné. On pouvait douter de la solidité de la nef, mais le chœur et le transept avaient toutes les garanties désirables de stabilité et leur conservation eut été agréable à tous les Challandais, sauf à quelques ignorants.

M. le Chanoine Célestin Freland, curé doyen de Challans, confia la démolition à un menuisier de la ville : M. Anatole Boré, qui conserva quelques-unes des nombreuses antiquités découvertes. Il est profondément regrettable que la plupart des sculptures les plus remarquables aient été mises en morceaux et vendues pour être utilisées dans toutes sortes de constructions.

Nous nous efforcerons, dans ce travail, de reconstituer le mieux possible l'ancienne église de N.-D. de Challans telle qu'elle fut aux différents siècles de son existence.

CH. GRELLIER.

Challans, 9 mai 1909.

II

Résumé de l'Histoire de l'Ancienne Eglise de N.-D. de Challans

- AU VI^e SIÈCLE. — Fondation d'un oratoire chrétien, probablement détruit plus tard pendant les invasions Normandes.
- AU XI^e SIÈCLE. — Construction d'une église à la place de l'oratoire.
- AU XIII^e SIÈCLE. — Le chœur de l'église romane est reconstruit, ainsi que les absidioles du transept. La nef de l'église romane disparaît. A l'emplacement on fait une nef nouvelle avec un bas-côté au nord.
- AUX XV^e-XVI^e SIÈCLES. — On fait quelques restaurations importantes.
- AU XVII^e SIÈCLE. — Construction d'un rétable au fond du chœur (?). Etablissement de sacristie derrière le chœur.
- 1843-1846. — La nef et le bas-côté nord du XIII^e siècle sont remplacés par une nef avec bas-côtés au nord et au midi, le tout dans le style grec (ordre dorique).
- 1862-1865. — Démolition des sacristies du XVII^e siècle. A l'emplacement, construction d'un clocher et de sacristies (style roman très bâtarde).
- 1899-1900. — Démolition de toute l'église à l'exception du clocher de 1862.

L'Ancienne Eglise Paroissiale de N.-D. de Challans

PREMIÈRE PARTIE

Des Origines au XIII^e Siècle

CHAPITRE PREMIER

Les Origines de l'Ancienne Eglise

I. *La Légende.* — Sur la fondation de l'église de Challans nous n'avons, pour tout document, qu'une légende publiée dans la *Revue du Bas-Poitou*, reproduite par la *Croix Vendéenne* du 20 septembre 1896, et que nous donnons ici en partie :

« Une dame du château de la Gaudinière (1) s'était

(1) Il existe encore dans la commune de Challans un village du nom de « La Gaudinière » ; et non loin de ce village, au milieu des propriétés de feu M. Emile Gibotteau, de la Verronnière, on voit les douves d'un ancien château, qui, d'après la tradition locale, était celui de la fondatrice de l'église de Challans. Cette légende a été fixée par les soins de M. l'abbé Louis Teillet, membre titulaire de la *Société des Antiquaires de l'Ouest*, ancien vicaire de Challans, aujourd'hui curé de Saint-Paul-en-Pareds (Vendée).

M. l'abbé L. Teillet est, croyons-nous, le premier qui se soit intéressé à l'ancienne église de Challans, qui ait su apprécier les parties anciennes, et pris la peine de les signaler dans une petite brochure intitulée : « *Notes et Documents sur l'Eglise Paroissiale de Challans, Vendée, XI^e, XVI^e et XVII^e siècles.* Vannes. Lafoleye, 1891. » On y lit : « le transept et le chœur méritent une attention particulière. 1^o *Le transept.* Le transept et son modeste campanile datent du XI^e siècle. Les sculptures des chapiteaux, qui représentent des personnages bibliques ou autres, le plein cintre des ouvertures,..... ne laissent aucun doute à ce sujet..... »

mariée à un impie de la pire espèce, et cela malgré ses parents. Elle ne tarda pas à s'en repentir. Son mari, d'un caractère fantastique et méchant la faisait cruellement souffrir, soit par d'indignes traitements, soit par les horribles blasphèmes qu'il proférait sans cesse. Enfin, par sa jalousie, il avait forcé la malheureuse à vivre renfermée dans son château, où elle menait la vie la plus triste et la plus abandonnée, puisqu'elle n'avait même pas la consolation de voir sa mère et les autres membres de sa famille, ceux-ci l'ayant reniée au moment de son mariage. Madame de la Gaudinière, comprenant quelle énorme faute elle avait commise, voulut du moins essayer de la réparer. Un jour que son mari était absent, elle fit atteler sur un tombereau deux jeunes taureaux qui n'avaient jamais encore senti le joug, et elle y mit tout ce qu'elle avait de plus précieux lui appartenant en propre : ses bijoux, ses pierreries, ses bracelets, son argenterie, etc..., puis elle prit elle-même un a guillon et conduisit les taureaux sur le chemin de Challans et les y abandonna en disant :

Là où le tombereau culbutera,
Là le temple de Dieu s'élèvera.

« D'après la tradition, les taureaux mystérieusement conduits, s'arrêtèrent au lieu même où s'élève aujourd'hui la vieille église de Challans. L'édifice fut donc construit. Quelque temps après sa construction, Madame de la Gaudinière voulant y faire célébrer des messes pour le repos de son âme, prit la route de Challans pour aller trouver le prieur de la paroisse. Elle s'en allait, emportant dans son tablier les choses précieuses qu'elle voulait offrir au prêtre du Seigneur, et disant ses prières.

Mais, tout-à-coup, au milieu d'un bois, elle aperçut son mari qui accourait furieux : « Pourquoi, Madame, lui dit-il, sortez-vous ainsi? — Monsieur, répondit-elle, subitement rassurée, chacun court à ses plaisirs : le vôtre

est d'aller chasser, le mien est de cueillir des fleurs. » A ces mots, elle entr'ouvrit son tablier qui, par un miracle divin, ne contenait plus que des fleurs fraîches et odorantes. L'époux s'éloigna sans rien dire et la pieuse dame continua sa route..... » (1).

Toute légende ayant ordinairement une base historique, à quelle époque faudrait-il placer la fondation de l'église de Challans ? Il est impossible de le dire. Cette légende concerne-t-elle la primitive église qui existait dès le ^{vi}^e siècle probablement et avait été sans doute détruite au moment des invasions normandes ? Concerne-t-elle l'église que nous avons connue et qui remontait au ^{xi}^e siècle ? Autant de questions que l'on ne peut résoudre.

II. *L'Histoire.* — La partie la plus ancienne du monument était le transept : du ^{xi}^e siècle. Nos recherches, et les fouilles pratiquées ont établi qu'à cette époque une église entière avait été construite. Longtemps, on s'est demandé si, antérieurement au ^{xi}^e siècle, il y avait eu à Challans un lieu de réunion pour les chrétiens. Aujourd'hui, on peut répondre affirmativement : Avant l'an 1000, Challans qui existait déjà depuis plusieurs siècles, possédait un édifice dédié au vrai Dieu.

Ce qui rend la chose très probable, ce sont des objets gaulois et romains trouvés sur le territoire de Challans (2)

(1) Pour être complet, nous donnons, toujours d'après la *Croix Vendéenne* du 20 septembre 1896, la fin de la légende : « Cependant les peines de la pauvre dame augmentèrent chaque jour, et bientôt son mari ne lui laissait plus dire ses prières, ce qui était cependant son unique consolation et son seul soutien. C'est alors qu'elle eut l'ingénieuse pensée de composer ses prières par l'imitation du champ des oiseaux. Elle chantait comme le rossignol et la tourterelle, et pouvait ainsi prier continuellement. Son mari, qui ne se doutait de rien, était charmé de cette douce musique et sans doute son caractère finit par s'amollir. Quelques personnes se souviennent avoir entendu dans leur enfance ces prières d'un genre tout nouveau que les anciens du pays se plaisaient à redire le soir dans les veillées. »

(2) Un statère d'or gaulois (monnaie correspondant à notre pièce de 20 francs) ; une aigle romaine, découverte à la Bloire ;

et indiquant que ce lieu était habité depuis longtemps par une population civilisée. M. Louis Brochet croit même que deux voies romaines passaient à Challans (1), l'une de Saintes à Beauvoir-sur-Mer, dont on retrouverait la trace au village de la Voie, à un kilomètre de Challans, sur la route des Sables ; l'autre, de Saint-Gilles-sur-Vie à Port-Saint-Père (Loire-Inférieure). Ces voies suivaient, sur un assez long parcours, l'ancien littoral, car il ne faut pas perdre de vue que la mer occupait le marais actuel de Challans et de Saint-Jean-de-Monts. Challans et Soullans devaient former l'un de ces îlots nombreux que l'on trouve à l'origine des communes du marais : l'île des Monts : « *insula de Montibus* » qui a donné Saint-Jean-de-Monts, N.-D.-de-Monts et La Barre-de-Monts ; l'île de Riez, qui a donné Saint-Hilaire-de-Riez et N.-D.-de-Riez ; l'île de Sallertaine qui est dominée par l'église de ce lieu et qui est aujourd'hui le bourg de Sallertaine.

En raison de cette situation, il est à peu près certain que le christianisme fut prêché à Challans relativement de bonne heure. Les travaux apostoliques de Saint Hilaire, évêque de Poitiers (IV^e siècle) en Bas-Poitou ; les voyages de Saint Martin de Vertou (VI^e-VII^e siècles) ; l'influence de Saint Filbert, abbé de Noirmoutier (VII^e siècle) ne permettent pas de placer après le VII^e siècle la constitution définitive d'un centre chrétien à Challans. Et l'hypothèse se trouve singulièrement confirmée par la présence, dans l'ancienne église, d'un monument chrétien de l'époque mérovingienne (des premières années du V^e siècle au milieu du VIII^e). En mai 1900, examinant les décombres transportés chez le menuisier (2) qui avait démoli l'église, nous avons été fort surpris de

des tuiles romaines, à la Voie ; une statue de Vénus, à Pont-Habert, etc...

(1) V. *Congrès archéologique de France*, Poitiers, 1903, p. 180. Paris, Picard, 1904.

(2) M. Anatole Boré, auquel nous avons acheté ce vénérable débris de la première église de Challans.

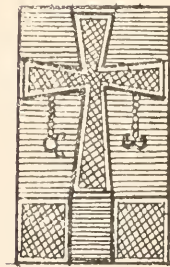
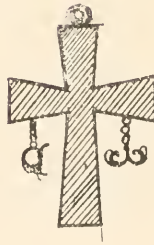
rencontrer une pierre ornée d'une croix sculptée en relief, et dont la forme antique annonçait une origine mérovingienne. Quelques semaines plus tard, le savant archiviste de la Loire-Inférieure, M. Léon Maître, de passage à Challans, reconnaissait le caractère mérovingien de la croix, et à la fin de la même année,



Croix Mérovingienne
trouvée sur la voûte du chœur

publiait dans la *Revue du Bas-Poitou*, une étude intéressante sur ce monument chrétien, le plus ancien que nous possédions jusqu'à ce jour (1909) dans notre région. M. Léon Maître le décrit ainsi : « C'est un beau morceau de calcaire dur de 0 m. 57 de hauteur sur 0 m. 30 de largeur, sur lequel on a sculpté une croix latine d'un caractère tout à fait archaïque, que je n'hésite pas à qualifier « mérovingienne ».

Formation de la **Croix Mérovingienne** de Challans.



« Les quatre membres vont en s'élargissant, comme dans les croix pattées ; des filets suivent tous les contours, les extrémités de chaque branche portent quatre petits creux qui semblent faits pour recevoir un métal ou de l'émail, de même que le centre. Au pied, il existe aussi une cavité sous laquelle on aperçoit encore comme le relief d'une figure qui avait été enchassée dans du métal.

« Mais ce qui lui donne une physionomie à part, c'est l'*oméga* suspendu à la branche de droite. Il n'est pas douteux qu'il faisait pendant à un *alpha* figuré de l'autre côté (1) et mutilé par les maçons qui ont employé ce morceau comme moëllon. »

(1) « Les croix accompagnées d'un *Alpha* et d'un *Oméga*, dit M. Léon Maître, sont des figurations de l'Eglise primitive, dont les premiers types ont été imaginés dans les décorations des catacombes, et de là se sont répandus dans l'univers chrétien pendant la période de l'évangélisation. » *Revue du Bas-Poitou*, 13^e année, 4^e livraison, p. 410. *Alpha* et *Oméga* (A et Ω ; ou bien α et ω) sont les noms de la première et de la dernière lettre de l'alphabet grec. Ces mots appliqués à Dieu signifient qu'Il est le commencement et la fin de toute chose. Cette idée est exprimée pour la première fois dans l'Ancien Testament, où Dieu dit au livre d'Isaïe : « *Ego primus et ego novissimus*. » XLIV, 6. « Je suis le premier et le dernier. » Dans le Nouveau Testament, au livre de l'Apocalypse, Jésus-Christ, fils de Dieu, et Dieu lui-même, s'attribue le même caractère : « *Ego sum Alpha et Oméga, principium et finis*. » I, 8 ; XXI, 6 ; XXII, 13 ; « Je suis l'Alpha et l'Oméga, le principe et la fin. » — « Les premiers chrétiens empruntèrent ce symbole à l'Apocalypse pour faire acte de foi à la Divinité de leur Maître, en inscrivant sur les tombeaux et dans leurs églises l'A et l'Ω des deux côtés de la croix : A Ω ; α ω ; et en le gravant jusque sur leurs sceaux et les bagues qu'ils portaient aux doigts. » *Dictionnaire de la Bible*, mot : A et Ω, colonne 1^{re} du t. 1. La pierre tombale de Boëtius, septième évêque de Carpentras et de Vénasque, décrite et publiée par M. Revoil, mérite d'être signalée ici. Elle porte comme ornement principal une croix aux branches de laquelle l'Alpha et l'Oméga sont suspendus avec des chaînettes simulées, comme dans la croix de Challans. Cette pierre tombale est de l'époque mérovingienne. M. Léon Maître a signalé dans la *Revue du Bas-Poitou* plusieurs briques et claveaux employés à la décoration des églises mérovingiennes, et qui avaient beaucoup de ressemblance avec la croix de Challans.

Les chrétiens des premiers siècles s'étaient faits des bijoux en forme de croix. L'idée leur vint très naturellement de reproduire aussi l'Alpha et l'Oméga qu'ils voyaient un peu partout dans leurs églises. Pour cela, ils imaginèrent de faire des Alpha et des Oméga qu'ils suspendirent, à l'aide de petites chaînes, aux bras de la croix.

M. Léon Maître croit que cette pierre provient de la décoration d'un devant d'autel. Il eut été extrêmement facile de l'encastrier dans un mur de la nouvelle église : « elle aurait eu l'avantage de rappeler aux paroissiens que leur église et leur chrétienté remontaient à une date bien antérieure à l'an 1000. J'insiste sur son caractère mérovingien, dit encore le savant archiviste de la Loire-Inférieure, parce qu'on a émis des doutes sur sa valeur historique. On a insinué qu'elle pouvait être une réédition d'un monument antique. Cette opinion ne peut germer que dans les cerveaux qui n'ont jamais vécu en intimité avec les pratiques anciennes. Chaque époque de notre histoire artistique avait ses symboles, ses usages, ses inventions, ses combinaisons, son originalité. Jamais un ouvrier du XI^e siècle n'aurait eu la pensée d'imiter servilement une œuvre du VI^e siècle. L'habitude de copier ne date que de la Renaissance. » (1)

Le R.-P. Camille de la Croix, dont l'autorité est si haute en matière d'archéologie mérovingienne, nous écrivait le 2 mars 1907 : « La petite pierre sculptée.... est fort intéressante et me paraît être de la fin du VI^e siècle ou du siècle suivant. »

Le distingué secrétaire de la Société Nationale des Antiquaires de France, M. Louis Engerand, nous écrivant, le 8 juillet 1907, au sujet de cette pierre, disait : « cette croix est curieuse à plus d'un titre et des spécimens de cette époque sont d'autant plus remplis d'intérêts que nous sommes d'une pauvreté extrême pour tout ce qui touche l'époque mérovingienne. »

De la présence dans l'ancienne église d'un monument

Ce motif de bijouterie qu'ils avaient emprunté à la décoration religieuse de leur temps ne tarda pas à son tour à être repris tel quel par cette même décoration. Ainsi firent évidemment les sculpteurs de la croix mérovingienne de Challans. L'Oméga (ω) minuscule qu'ils représentèrent était d'un emploi assez commun.

La croix mérovingienne de Challans a été trouvée, non dans un mur à titre de moëllon, comme on l'a dit à tort à M. L. Maître, mais simplement déposée sur la voûte (XIII^e siècle) du chœur.

(1) *Revue du Bas-Poitou*, loc. cit.

aussi ancien et qui désormais sera connu en archéologie sous le nom de *Croix mérovingienne de Challans*, il faut conclure que l'église de Challans, quant à son origine, était de beaucoup antérieure au ^x^e siècle, époque des parties les plus anciennes de l'édifice qui a disparu en 1899-1900. De ce temple chrétien, le premier qui s'éleva sur le sol de Challans, il ne nous est parvenu que la croix mérovingienne. Quelques mois avant la démolition de l'ancienne église, en examinant les murs du ^x^e siècle, nous avons remarqué, enchassées dans la maçonnerie, assez irrégulièrement d'ailleurs, de nombreuses pierres carrées bien travaillées. Elles étaient en calcaire dur comme la croix mérovingienne. Peut être ces pierres provenaient-elles de la primitive église et avaient-elles été utilisées par les constructeurs du ^x^e siècle.

Quant au plan, aux dimensions, à l'emplacement exact de ce premier édifice chrétien, nous ne savons absolument rien. Il est permis de croire, sans présomption aucune, que c'était une sorte d'oratoire, bâti au lieu même où fut construite au ^x^e siècle l'église que nous avons connue.

CHAPITRE II

Du XI^e au XIII^e siècle

L'église que notre génération a vu démolir avait été édifiée au XI^e siècle, tout à fait au début de cette période où les architectes, commençant à voûter leurs constructions, furent logiquement amenés à s'écarter de la voie suivie, pendant plusieurs siècles par leurs devanciers; et aussi, il ne faut pas omettre de le dire, à cette époque, où, imprimant à leurs œuvres un cachet empreint d'une plus grande originalité, ils en vinrent à établir ce qu'on peut nommer l'*Architecture française du Moyen-Age*.

L'ancienne église de Challans, avant les modifications considérables du XIII^e siècle, pouvait servir d'*édifice-type*, car c'était vraiment l'église du XI^e siècle complète, sans particularité aucune, telle que la concevait, après l'an 1000, un architecte poitevin. Son clocher occupait le milieu du transept, comme dans les églises de Saint-Savin, de Jazeneuil (Vienne); de Parthenay-le-Vieux (Deux-Sèvres); de Vouvant et de Mareuil (Vendée). Le chœur était profond; ces mêmes églises de Vouvant et de Mareuil, celles de Beauvoir-sur-Mer (Vendée) et de Saint-Jouin-de-Marnes (Deux-Sèvres) en ont un semblable. De chaque côté du chœur, sur le transept, s'ouvrait une absidiole comme à Mareuil, à Saint-Savin, à Sallertaine (Vendée).

L'église construite à Challans au XI^e siècle appartenait donc certainement et exclusivement à l'école Romane Poitevine.

Dès le XI^e siècle, dit l'abbé Aillery, la paroisse de Challans était l'une « des riches possessions » de l'Abbaye

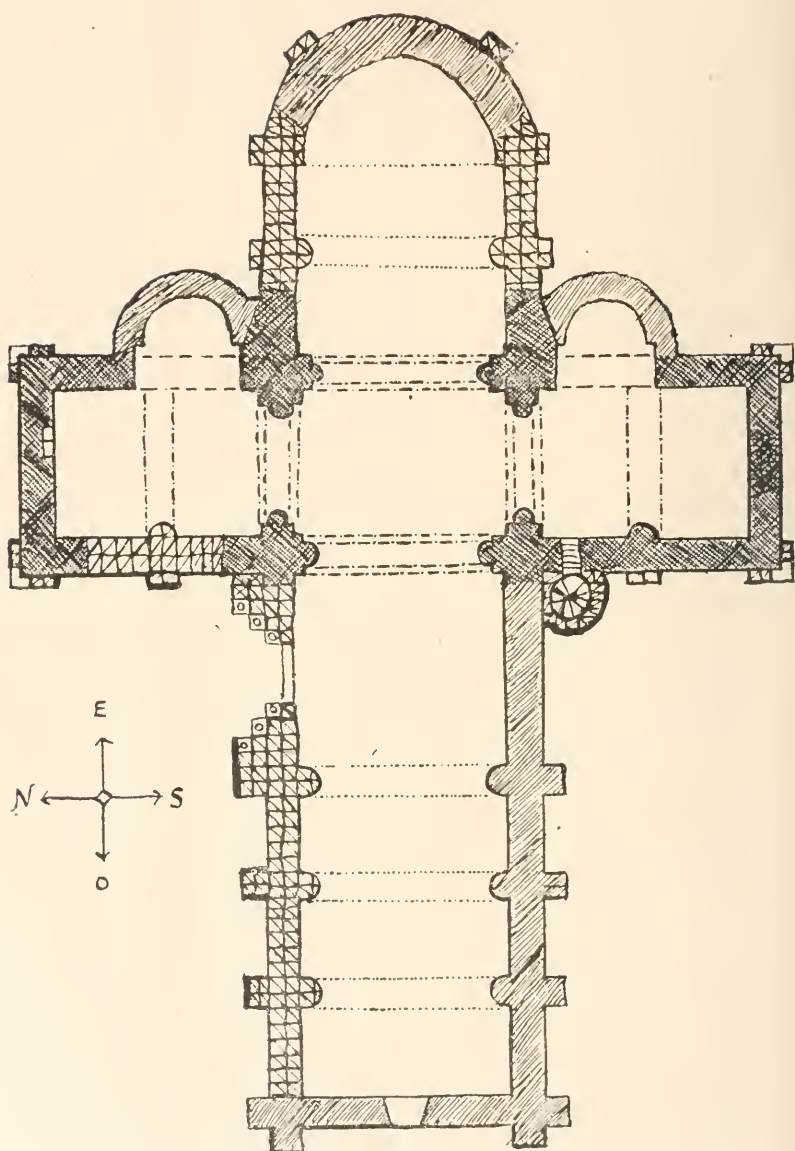
Bénédictine de Luçon (1). Cette situation ne dut pas être sans influence pour la construction de l'église. Les Bénédictins qui, dans leurs monastères avaient conservé les sciences et les arts, s'ils n'ont pas mis la main à l'œuvre, ont dû au moins la diriger et la surveiller.

I. *Vocable.* — L'église nouvelle fut placée sous l'invocation de la Très-Sainte-Vierge, honorée dans le mystère de son Assomption. Ce vocable était peut être celui de l'église primitive. Quoiqu'il en soit, nous remarquerons ici que l'église de Luçon, maîtresse de celle de Challans, était placée sous le même patronage et que l'église de Noirmoutier, mère de celle de Luçon, avait été mise par son fondateur : Saint Filbert, sous la protection de la Très-Sainte-Vierge. Or, à cette époque, lorsqu'une abbaye fondait une paroisse ou un monastère, l'usage voulait que cette paroisse ou ce monastère fussent ordinairement sous le même vocable que l'abbaye-mère.

Il serait donc possible que le prieuré de Challans devenu plus tard la cure de Challans, eut été fondé soit par Saint-Filbert, soit par ses successeurs de l'abbaye de Noirmoutier ou de l'abbaye de Luçon. Par « prieuré de Challans », nous entendons non seulement le logement des moines qui remplissaient les fonctions du saint ministère, mais aussi l'église et le territoire qui en dépendait au point de vue spirituel et qui forme « la paroisse de N.-D. de Challans. »

II. *Plan.* — L'église construite au ^x^e siècle était orientée selon les règles liturgiques : c'est-à-dire que le chœur était à l'est. Son plan était celui d'une croix avec

(1) Et pour preuve : « Le prieur, comme le constate le *Grand-Gautier*, fut à la nomination de l'abbé de Luçon jusqu'au commencement du ^{xiv}^e siècle. » A partir de cette époque, le prieur (ou curé) fut nommé par l'évêque de Luçon : successeur et héritier des droits des abbés. On sait qu'en 1317, l'abbaye bénédictine de Luçon fut érigée en évêché par le pape Jean XXII, et qu'à cette date notre région cessa d'appartenir au diocèse de Poitiers, pour faire partie de celui de Luçon.



PLAN

de l'Ancienne Eglise de N.-D. de Challans au XI^e Siècle

LÉGENDE

POUR

le Plan de l'Ancienne Eglise N.-D. de Challans



Parties détruites soit au XIII^e siècle, soit en 1843 et dont on a retrouvé les fondations en 1897 et 1899-1900.



Parties conservées entièrement jusqu'à 1899-1900.



Parties détruites au XIII^e siècle dont on n'a pas retrouvé les fondations.

abside semi-circulaire terminant le chœur et chapelles s'ouvrant sur le transept. La longueur totale de l'édifice était de 34 m. 98 à l'intérieur et la largeur de la nef de 7 mètres. Le transept n'avait que 4 m. 10 de largeur et, par conséquent, n'était pas aussi large que la nef. La longueur du transept atteignait à peine 22 m. 50. Enfin, d'après nos calculs, le monument avait plus de 12 mètres de hauteur sous clef de voûte. Quant aux murs, dans lesquels la chaux était remplacée par de très beau sable rouge, ils avaient 0 m. 90 d'épaisseur. De cette église, nous n'avons connu que le transept et le bas du mur sud de la nef et du mur ouest de la façade.

Le chœur et les chapelles qui s'ouvraient sur le transept et tout le mur nord de la nef, ont disparu au ^{xiii}^e siècle. Le mur sud de la nef et la façade ouest ont été démolis en 1843 seulement pour la construction de la nef et des bas-côtés style grec. La démolition de toutes les fondations de l'ancienne église en 1899 a amené la découverte : 1^o de la partie inférieure du mur de la façade ouest ; 2^o des fondations du chœur ; 3^o des fondations des deux chapelles du transept. Le chœur avait 10 m. 50 de profondeur. Il ne reposait point sur une crypte, comme l'élévation du sanctuaire l'aurait fait croire, mais sur plusieurs murs partant des différents points de l'abside et convergeant vers le centre de cette même abside : ce qui produisait l'effet d'une moitié de roue. Au ^{xi}^e siècle, et pendant toute la période romane, on pratiquait très souvent une crypte sous le chœur : cela donnait au sanctuaire une grande élévation relativement au niveau de la nef ; à Noirmoutier et à Vouvant, par exemple. Le chœur de l'ancienne église de Challans, que nous avons connu de même niveau que la nef, avait été, en réalité, exhaussé d'une manière sensible, et pour preuve : le dallage de la nef du ^{xi}^e siècle a été découvert à près d'un mètre cinquante au-dessous du dallage que nous avons foulé. D'autre part, nous avons constaté que le niveau du chœur a toujours été le même. Il en

résulte donc qu'au ^xⁱe siècle, le chœur était au moins à 1 m. 30 ou 1 m. 40 au-dessus du niveau de la nef. Cette élévation excessive du sanctuaire par rapport au reste de l'église a été maintenue fort longtemps dans notre vieille église, malgré les modifications des siècles ; ce n'est qu'au milieu du ^xⁱe, après la reconstruction de la nef, que le sol de l'église fut exhausé et mis, à tort, au niveau du sanctuaire. Les personnes âgées se rappellent très bien l'élévation du chœur, laquelle, paraît-il, n'était pas faite pour nuire à l'effet général du monument.

Cette élévation du sanctuaire nous avait fait émettre l'hypothèse d'une crypte sous le chœur. La découverte des murs dont nous avons parlé, en détruisant notre hypothèse, a montré que l'architecte avait tenu à faire son édifice selon toutes les règles de l'époque et cela scrupuleusement, puisque, ne pouvant établir une crypte il en avait au moins simulé l'existence.

La nef du ^xⁱe siècle, longue de 18 m. 38, était divisée en 4 travées. La première, à partir du transept avait très exactement 7 m. sur 7 m. Elle était de beaucoup plus large que les trois autres : celles-ci, toutes de mêmes dimensions — 3 m. 50 sur 7 m. — Le mur sud de la nef, conservé en entier jusqu'en 1813 et dont la base a été retrouvée dans les fouilles de 1897-1898 et dans la démolition en 1899, avait encore ses pilastres intacts, ce qui nous a permis de reconstituer les travées.

Nous avons dit que la première travée était d'une superficie supérieure à celle de chacune des trois autres. Cette anomalie n'aurait point sa raison d'être si la porte principale n'avait été faite précisément dans cette travée. Au moyen-âge, on plaçait l'entrée la plus importante là où elle était nécessaire ; d'où il arrivait quelquefois qu'au bas de l'église, à l'*ouest*, il n'y avait qu'une porte ordinaire, tandis qu'au *nord* ou au *midi*, près du transept, ou au milieu ou au bas de la nef, sur un côté, s'ouvrait un portail de proportions plus grandes. Ainsi à Sallertaine, c'est à l'est ou midi que devait être l'en-

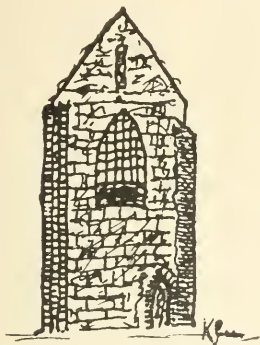
trée principale, le bourg se trouvant à l'est et au midi. Mais à l'est la chose est impossible, le chœur étant à l'orient. C'est alors au midi que l'architecte établit la porte principale. A l'ouest, il n'avait pratiqué qu'une petite porte qu'un curé fit élargir au commencement du xix^e siècle. A Beauvoir-sur-Mer, même remarque. L'entrée de l'église s'imposait au nord et dans le milieu de la nef. La grande porte de l'église de Beauvoir est, en effet, au nord et s'ouvre sur le milieu de la nef. A l'ouest, il y a juste une petite porte. A Vouant, c'est dans un transept que l'architecte a dû établir l'entrée importante. On pourrait multiplier les exemples. Nous pensons donc qu'à l'église de Challans, du xi^e siècle, la première travée de la nef n'avait ces grandes dimensions que pour y faciliter l'établissement d'un grand portail, celui-ci était évidemment au nord puisque le mur du midi, en cette même travée, n'avait été percé que d'une fenêtre. Tous les vieillards nous l'ont attesté et nous-même, en examinant la partie inférieure du mur sud, nous avons constaté qu'aucune porte n'y avait été pratiquée. Le mur nord de la nef a disparu dès le xiii^e siècle. Nous n'avons donc pu avoir la preuve *matérielle* que la porte principale s'y trouvait. Mais, toutes les maisons de Challans étant au nord, et le midi n'étant point habité, l'entrée importante ne pouvait être de ce dernier côté. Elle ne pouvait pas davantage être à l'ouest, parce qu'à cette époque le cimetière occupait tout l'espace situé entre l'église ancienne et le milieu de la nef de l'église neuve. La route de Saint-Jean-de-Monts n'existait pas et la rue dite de la *Basfrie*, qui actuellement conduit de la grand'rue à la nouvelle église, s'arrêtait au cimetière.

L'entrée principale n'étant ni au sud, ni à l'ouest, devait forcément se trouver au nord. — Nous ne parlons point de l'orient, attendu que le chœur occupait cette partie de l'édifice. — Disons en passant, que l'utilité d'une porte, dans cette partie de l'église, se fit sentir après la disparition de la nef romane et la construction

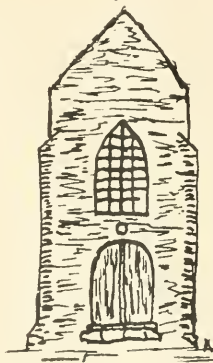
des nefs du ^{xiii}^e siècle, puisqu'à cette époque, dans le pignon nord du transept, on pratiqua une petite porte dont les traces ont subsisté jusqu'à la fin du ^{xix}^e. Cette ouverture, établie à quelques pas du portail disparu, le remplaçait avantageusement et permettait d'arriver à l'église sans passer par la grande porte nouvelle qui, cette fois, avait été faite à l'occident.

III. *Extérieur du transept.* — Le transept et le clocher qui le surmontait sont parvenus jusqu'à nous

Ancienne Eglise de Challans



Façade du Transept Nord.



Façade du Transept Sud.

sans trop de modifications. Les murs, formés de moëllons irrégulièrement disposés étaient d'une grande solidité, quoique les pierres ne fussent unies entre elles que par du sable. Les ouvertures, les pilastres et les contreforts étaient en pierre de Sallertaine, très régulièrement appareillés.

Extérieurement, on n'apercevait plus que le clocher, les murs nord et sud et une petite partie du mur est du transept. Le mur nord avait subi au ^{xiii}^e ou au ^{xvi}^e siècle quelques retouches, ce qui lui avait valu d'être entièrement crépi et non sans art. Le mur du midi avait été crépi lui aussi, mais au ^{xviii}^e siècle. Par suite de la

construction de grandes chapelles au ^{xiii}^e siècle, et de trois nefs en 1843, les murs est et ouest avaient été presque entièrement cachés. Ce que l'on en voyait à l'est avait été crépi au ^{xviii}^e siècle (1). Les corniches, s'il y en avait eu, n'existaient plus, et la toiture reconverte avec des ardoises reposait directement sur le mur. La charpente remontait-elle au ^{xi}^e siècle? L'église, à cette date, était-elle couverte avec des tuiles ou avec des ardoises comme de nos jours? Nous n'en savons rien.

Au ^{xiii}^e ou au ^{xvi}^e siècle — il est impossible de préciser — on avait établi une grande fenêtre à arc brisé, dans chaque pignon du transept. Ces fenêtres étaient fermées par de vulgaires croisées en bois. Nous pensons que dans le principe elles étaient ornées de meneaux qui auraient disparus lors du pillage de l'église par les protestants.

Nous avons déjà dit que le pignon du transept nord avait été retouché au ^{xiii}^e ou au ^{xvi}^e siècle. Le contrefort, ou pour parler avec une plus grande exactitude, les contreforts du nord-est (l'un se dirigeant vers le nord, l'autre vers l'est) sont les seuls qui nous soient parvenus du ^{xi}^e siècle. Les grandes dimensions de leurs pierres, parfaitement disposées en assises régulières, les rendaient très remarquables. L'autre contrefort, de forme carrée, et composé mi-partie de pierres appareillées et mi-partie de moëllons irréguliers, datait probablement du ^{xv}^e ou du ^{xvi}^e siècle. Ce contrefort, en effet, était à l'angle formé par les murs nord et ouest du transept. M. Camille Enlart, dans son *Manuel d'Archéologie Française* (2), parle de ce genre de contrefort dont il donne une figure avec ce titre: « Contrefort normal à un angle ». Le savant directeur du Musée de sculpture comparée dit que cette

(1) « J'ay fait enduire et battre de chaux tout l'extérieur, et du clocher de cette église. Le tout en 1767. » Compte d'un « Fabricier ». Le mur nord du transept seul n'a pas été récrépi à cette date.

(2) Tome 1, p. 520 et 521.

variété de contrefort n'est pas antérieure à la fin du xiv^e siècle. Les deux contreforts du pignon sud étaient de même forme, mais tout en appareil régulier. Nous pensons que primitivement, chaque angle du transept avait des contreforts dans le genre de ceux du nord-est et que vers le xv^e siècle, on aurait fait des contreforts moins compliqués avec les beaux matériaux des contreforts romans, et que le surplus de leurs pierres qui devait être assez considérable a été utilisé pour une construction quelconque. Quand on pense aux multiples expédients dont se servaient les architectes ruraux, rien n'étonne, tout est vraisemblable : et l'on saisit sans difficulté l'esprit d'économie qui présidait, souvent par force, aux travaux exécutés dans les églises de campagne.

Sur le pignon nord, un crépi très soigné avait été appliqué au xiii^e ou au xvi^e siècle. On y avait simulé un bel appareil régulier. La solidité de ce travail était surprenante, car, malgré les années et le vandalisme, il s'était conservé presque intact.

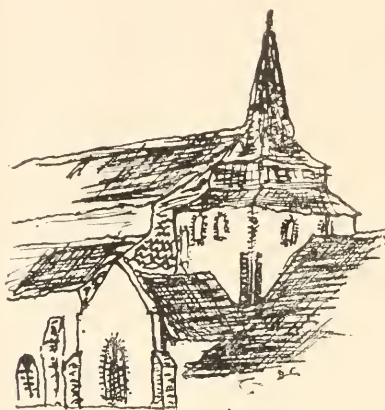
C'est au xiii^e siècle que fut pratiquée, dans ce même pignon et près du contrefort nord-ouest, la petite porte dont nous avons parlé plus haut. Elle était en arc brisé et avait environ 1 mètre de largeur. Nous ignorons à quelle époque elle fut murée.

Dans la partie supérieure du pignon septentrional, un peu au-dessus de la fenêtre, on voyait la trace d'un mur qui venait se souder là. Evidemment c'était un vestige de contrefort. Dans beaucoup d'églises romanes du Poitou, nous avons remarqué que les pignons des transepts étaient soutenus par trois contreforts : l'un au centre et les autres à chaque extrémité. Ainsi, à Saint-Hilaire de Poitiers, à Jarzeneuil (Vienne). A l'église de Beauvoir-sur-Mer (Vendée), il y a encore un contrefort au milieu du pignon de chaque transept.

Au milieu du pignon méridional, une porte fut ouverte en 1785. La voûte de cette porte, du genre dit « anglais » était très estimée des connaisseurs. A l'extérieur, la clef

de l'arc était ornée d'un blason, forme française, portant la date de 1785. La grande porte de l'église de Saint-Urbain (Vendée) qui est contemporaine, n'est que la reproduction en plus grand.

Le clocher, établi sur le milieu du transept, nous était resté probablement tel qu'il avait été édifié. La toiture en pyramide, couverte d'ardoises, qui le couvrait, était-elle du XI^e siècle? Il est difficile de se prononcer sur cette question. Deux églises romanes voisines, Challans et



**Clocher de l'Eglise du XI^e siècle, dit « Vieux Clocher »,
démoli en 1899-1900**

Sallertaine avaient sur leur clocher des toitures affectant incontestablement la forme de « flèches ». On peut s'en convaincre en voyant celui de Sallertaine encore existant. Le clocher de Beauvoir-sur-Mer, couvert d'une vraie pyramide en bois et en ardoises tient-il cette couverture du XII^e siècle? Nous n'en avons aucune preuve. Le vieux clocher de l'église paroissiale de Maillezais, contemporain de celui de Challans, est couvert d'une toiture peu élevée en tuiles. Le clocher de Challans, primitivement, *pouvait* aussi n'avoir qu'une toiture en tuiles. Il aurait alors reçu sa flèche en ardoises au XVI^e siècle. Quelques archéo-

logues croient en effet que les toitures plates des clochers furent, en beaucoup d'églises, remplacées par des pyramides plus ou moins élevées et plus ou moins élégantes; faites de bois et recouvertes d'ardoises. Ils placent cette innovation au ^{xvi}^e siècle. Pour nous, cette question est intimement liée à celle de la substitution des ardoises aux tuiles dans l'architecture religieuse et civile du Bas-Poitou et, tant qu'elle n'aura pas été étudiée sérieusement, il sera le plus souvent impossible de préciser la date des flèches en bois et en ardoises qui recouvrent en nos pays quantité de clochers romans.

Des contreforts peusillants étayaient le vieux clocher de Challans jusqu'à la moitié de sa hauteur au-dessus de la toiture du transept et du chœur. Deux petites fenêtres, sans aucun ornement, avaient été pratiquées sur chaque face. Les murs étaient crépis (1). Du côté nord, on voyait encore les clous qui retenaient, avant 1863, le cadran de l'horloge (2). On accédait au clocher par un escalier à vis, installé dans une tourelle, à l'angle formé par le mur sud de la nef et le mur ouest du transept, et au sommet de l'escalier on passait sur ce dernier mur et on pénétrait dans le beffroi par une porte carrée ouverte dans le mur sud du clocher, porte que l'on apercevait très bien des prairies de la route de Soullans. Nous croyons que cette installation avait quelque chose

(1) Ils l'avaient été en 1767. Voir note 1, p. 23.

(2) Les archives de la fabrique parlent plusieurs fois de l'horloge :

« Et pour Mon six^e et dernier compte... fait détourner les poids de L'horloge, Et fait faire La petite balustrade pour Les Recevoir... le Tout en 1776. » Compte d'un « Fabriqueur. »

« Marché d'une nouvelle horloge. — Dans l'assemblée du 22 décembre 1783, ayant considéré que l'orloge de cette église est uzée par vetusté et hors d'état de pouvoir servir à l'avenir... » Cartulaire de N.-D. de Challans, p. 154.

« Le 22 décembre 1783, Le s. François Laidet, horloger En ce bourg de Challans, a placé à notre Eglise une horloge dans un Nouveau Goût, sonnante la demie heure, qu'il a fait lui-même dont les Roues sont de cuivre, pour la somme de 500 livres pareille à celle qu'il a fait et placé depuis un an à l'Eglise de Sallertaine. »

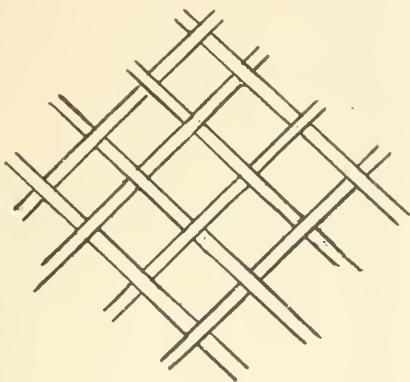
Note des Archives,

d'analogue à celle des clochers de Beauvoir-sur-Mer et de Sallertaine. La porte du bas de l'escalier a été retrouvée en 1897-1898. Les premières marches étaient pleines de pierres et de terre. Quant à la tourelle renfermant l'escalier, elle a disparu en 1843; lors de la construction des nefs de style grec. A partir de cette époque, pour arriver au clocher, il fallait s'y rendre par les voûtes du chœur, au moyen de passerelles fort dangereuses. Au milieu du ^{xix}^e siècle ce clocher fut privé de ses cloches. M. l'abbé Amiaud venait en effet d'achever le clocher actuel, la seule partie qui nous soit restée de notre antique et chère église. Un jour de la fin de l'année 1867 le vieux beffroi qui, depuis huit siècles, annonçait les joies et les deuils de la France et de la paroisse (et avait tant de fois appelés nos pères à venir adorer Dieu dans son temple), devint muet pour toujours. C'était, hélas ! le présage d'un malheur plus grand. Tandis que finissait le siècle de Chateaubriant, d'Arcisse de Caumont et de Viollet-le-Duc, des Vandales, innocents, parce qu'inconscients et ignorants, détruisaient le vieux clocher qui, le 14 avril 1622, avait annoncé au Roi Louis XIII l'approche « du bourg de Challans ». (1)

IV. *Intérieur du transept.* — L'intérieur du transept de la vieille église de Challans offrait, depuis quelques années, un aspect des plus tristes. Un maçon avait couvert les murs d'une sorte d'épais crépi ondulé, blanchi tous les dix ans et qui, dans ce laps de temps, devenait fort sale par la poussière qui s'y accumulait. Primitivement, les murs étaient-ils peints ? Nous le croyons, mais ces peintures devaient être très simples de dessin et peu variées de couleurs : peut-être même se réduire à un appareil simulé.

(1) La démolition du vieux clocher de l'ancienne église est d'autant plus regrettable que ce monument : le plus ancien du Marais (y compris le transept qui le supportait), était devenu précieux par son genre primitif. Celui de Maillezaïs ne subira pas le même sort, Dieu merci !

Au ^{xiii}^e siècle, le chœur ayant été reconstruit on le décora de belles fresques et d'un appareil régulier à lignes roses sur fond blanc. Il est absolument impossible de savoir si, à cette époque, le transept reçut des embellissements de ce genre. Ce qui est hors de doute, c'est qu'à une époque ou à une autre, il fut peint. Sur un chapiteau de ce même transept nous avons trouvé des traces de peintures jaune, rouge et noire ; mais l'état dans lequel nous les avons découvertes, sous d'incalculables couches de chaux, ne nous a pas permis de leur



donner une date. Voici une reproduction de ces traces de peinture d'un dessin peu compliqué. Le fond était d'un très beau jaune foncé recouvert d'un treillis rouge foncé et de quelques restes de peinture noire : lignes ou ornements, il a été impossible de préciser. Le dallage du ^{xii}^e siècle a été retrouvé à 1 m. 50 sous le pavé que nous avons connu. Il reposait « sur un lit d'une espèce de terre glaise qui est très commune dans le pays. » (1) Le transept était divisé en trois parties : 1^o la travée centrale sous le clocher entre le chœur et la nef ; 2^o une partie à droite (2) divisée en deux travées et que nous

(1) V. *Etoile de la Vendée*, octobre et novembre. 1897. Pour plus d'explications, voir p. 406.

(2) Lorsque en décrivant une église nous parlons de droite et

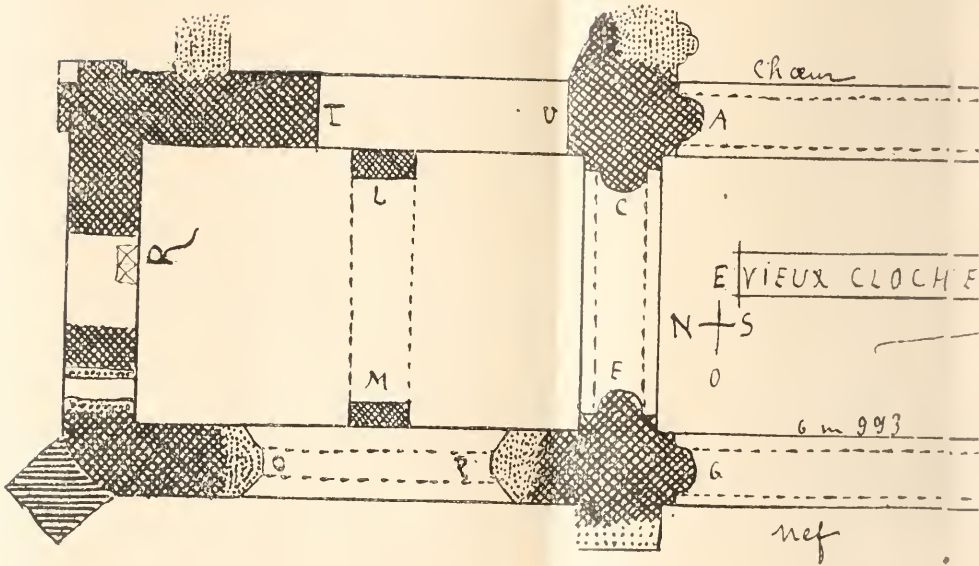
appellerons *transept nord* : 3^o une partie à gauche également divisée en deux travées et que nous nommerons *transept sud*. Le plan ci-joint donne la disposition des deux transepts. Les lettres indiquent l'emplacement des pilastres et par le fait même des chapiteaux qui les surmontaient. Tous ces pilastres, semi-circulaires de la base au sommet, étaient couronnés par des chapiteaux dont la partie inférieure, semi-circulaire, correspondait à la forme des pilastres et dont le tailloir était rectangulaire. Vers le milieu du xix^e siècle, pour donner plus de place aux fidèles (!) on coupa presque tous les pilastres sur une longueur de deux mètres à partir du sol actuel. Les quatre piles du milieu du transept, supportant le clocher, avaient été fort mutilées à cette époque. Ces opérations étaient très malheureuses ; outre qu'elles pouvaient compromettre la solidité de l'édifice, elles l'abîmaient singulièrement.

1^o Transept sud. — Dans le transept sud, entre le point K et le point D, était une arcade sans aucun ornement, et donnant primitivement accès dans une absidiole qui, au xiii^e siècle, fut remplacée par une chapelle plus grande. La lettre N indique l'emplacement d'une fenêtre aveugle, en plein-cintre, dépourvue de toute ornementation. Cette fenêtre aveugle était du xi^e siècle. Nous n'avons pu nous rendre compte de sa destination. Peut-être l'avait-on faite avec l'intention de l'ouvrir plus tard (1) ? Ajoutons que nous n'avons pas trouvé trace d'une autre fenêtre romane dans le transept. Les fenêtres pratiquées au xi^e siècle étaient vraisemblable-

de gauche, nous entendons ces expressions comme on les entend dans la langue liturgique de l'église ; c'est-à-dire que la position de N.-S. Jésus-Christ sur la croix du tabernacle indique la droite et la gauche ; est à droite, ce qui est à la droite de la croix ; et à gauche ce qui est à gauche. Par conséquent, un homme placé au milieu de l'église et regardant la croix du tabernacle, doit considérer comme étant *à droite*, ce qui est à sa gauche et *à gauche* ce qui est à sa droite. .

(1) L'examen des murs nous permet d'affirmer que jamais cette fenêtre ne fut ouverte.

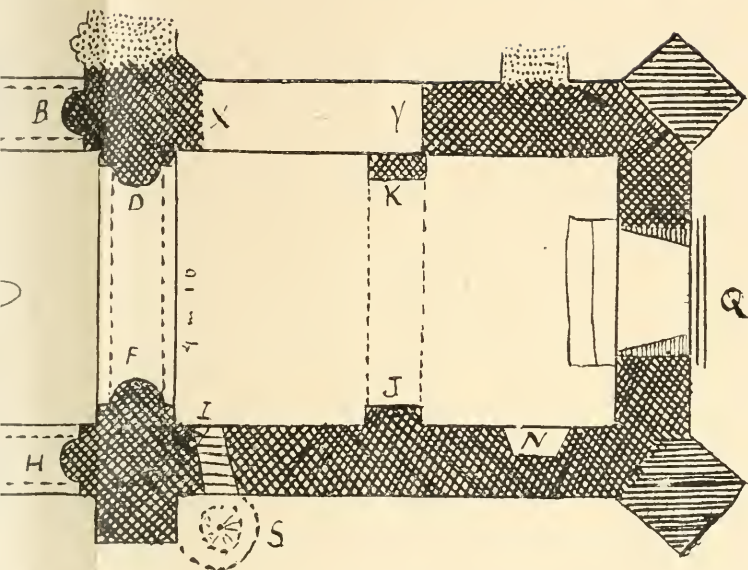
PLAN
du Transept de l'Ancienne Eglise



LÉGENDE

	Parties du XI ^e s.	A Chapiteau mutilé	H Chapiteau à moitié mutilé
	Parties du XIII ^e s.	B » »	I Entrée du " Vieux Clocher "
	Parties du XV au XVI ^e s.	C » »	J Chapiteau conservé
	Parties du XVIII ^e s.	D » conservé	K Cul-de-lampe (XI ^e s.)
		E » »	L » » »
		F » »	M Chapiteau du XI ^e s., transformé au XVIII ^e s. en cul-de-lampe.
		G » mutilé	N Fenêtre romane aveugle

Challans, XI^e Siècle



O P Arcade du XII^e siècle

Q Porte de 1785

R Double Piscine

A B } arcades seul

D F } espace

H G } supportant du transept

E C } le clocher non voûté

K J Arc-doubleau soutenant la voûte

L M Arc-doubleau soutenant la
voûte

S Escalier du clocher (détruit
en 1843)

T U } Arcades du XI^e s.

X Y } faisant communiquer

le transept avec les chapelles

ment dans les pignons du transept comme en beaucoup d'églises. Plus tard, elles ont été remplacées par les grandes fenêtres ogivales que nous avons connues.

L'arc-doubleau K.J qui supportait la voûte du transept sud, reposait d'une part en K, sur un cul-de-lampe de la plus grande simplicité et dont le tailloir, sans moulure, était à angle droit ; d'autre part, en J, sur un pilastre dont le chapiteau mérite d'être étudié. A la base, un tore grossier retient un rang de feuilles très simples, desquelles s'échappe un second rang de feuilles. Deux volutes sortant de ce dernier rang, ayant à leur point de départ un motif



CHAPITEAU J

carré qui, certainement, était autrefois sculpté. Chaque volute se déroulant en sens opposé revient tomber sur le second rang de feuilles en soutenant le tailloir qui se compose d'une série de petits tailloirs rectangulaires superposés les uns aux autres et allant en s'élargissant et enfin tous surmontés d'un véritable tailloir très épais.

Entre le pilastre J et le pilastre F (qui supportait l'une des quatre arcades du clocher), au point I, se trouvait l'entrée de l'escalier à vis conduisant au vieux clocher (1).

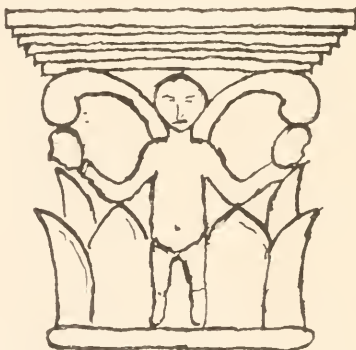
(1) Nous prévenons le lecteur, une fois pour toutes, que pour nous conformer aux habitudes de langage des gens de Challans, nous entendons par « vieux clocher » celui édifié sur le transept, au XI^e siècle, et que nous appelons « clocher neuf » celui de la vieille église qui fut édifié de 1862 à 1865. Il ne viendra à l'esprit de personne de penser, dans cette étude, au clocher de la nouvelle église, attendu que non seulement il n'est point fait, mais qu'il n'est surtout pas prêt d'être commencé.

En 1843, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'escalier fut détruit et la porte d'entrée bouchée. L'arcade DF, soutenant le mur sud du vieux clocher reposait sur deux pilastres assez détériorés, mais dont les chapiteaux étaient dans un état parfait de conservation, malgré les multiples couches de chaux qui les déshonoraient.



CHAPITEAU F

Le chapiteau F était semblable au chapiteau J, ci-dessus décrit. Mais, au dessus du second rang de feuilles, à la naissance des deux volutes, se trouvait une tête couronnée. La couronne se distinguait bien, mais on ne pouvait préciser la nature de ses ornements.



CHAPITEAU D. dit Chapiteau d'Adam

Le chapiteau D, de même genre, et remarquablement

conservé, se composait ainsi : Du tore inférieur sortaient deux rangs de feuilles comme dans les chapiteaux précédents. Un homme nu, qui représentait certainement Adam, notre premier père, se tenait debout au milieu les pieds posés sur le tore et la tête touchant le tailloir. Il étendait les bras de façon à ce que les coudes s'appuyassent sur les feuilles du rang inférieur. Dans chaque main, il tenait une petite tête, et derrière ses épaules, deux volutes se déroulaient en sens opposé. Ces volutes, après avoir soutenu légèrement le tailloir, retombaient sur les têtes que l'homme tenait en ses mains. Plusieurs rangs de baguettes surmontaient le tout et constituaient le tailloir. Comme nous le verrons plus loin, seul le transept sud avait conservé des chapiteaux de ce genre. Nous savons qu'aux ^xⁱ^e et ^{xii}^e siècles, on sculpta de remarquables chapiteaux dits « Historiés » ou encore « à personnages » parce qu'ils étaient couverts de « figures en bas-reliefs représentant des scènes très variées, tirées de la Bible ou de la Vie des Saints. » (1) Les églises du Poitou, construites au ^xⁱ^e et au ^{xii}^e siècles sont très riches en chapiteaux de ce genre.

De l'étude des trois chapiteaux du transept sud il ressort : 1^o qu'ils sont tous inspirés d'un même type ; 2^o que ce type est le chapiteau corinthien. Certes, et nous le reconnaissons sans difficulté, il y a très loin des chapiteaux du transept de Challans aux chapiteaux de la « Maison Carrée » de Nîmes ; cependant, l'influence de ceux-ci sur ceux-là est manifeste. En parlant des catégories que l'on peut établir dans les chapiteaux romans sculptés, M. Camille Enlard dit avec raison : « Le plus grand nombre procède de l'imitation de l'art gallo-romain ; parmi ceux-ci, il faut distinguer les imitations du chapiteau corinthien... L'imitation du corinthien

(1) Bourassé. — Archéologie chrétienne, 9^e édit., p. 162. « Les chapiteaux à personnages et les chapiteaux historiés, dit M. Camille Enlard, sont une des particularités les plus remarquables de l'art roman. » Op. cit., p. 383.

est fréquente partout, *principalement au sud de la Loire* ; elle est faite soit d'après le modèle classique, soit d'après des types de basse époque déjà empreints de beaucoup de fantaisie ; en outre, elle peut être elle-même plus ou moins libre. (Au *x^e* siècle) la reproduction est parfois presque tout à fait exacte... Les sculpteurs de l'Ecole Auvergnate et du Poitou imitent assez volontiers et très fidèlement le même type (corinthien), mais *avec plus de lourdeur et de mollesse.* » (1) C'est le cas de nos sculptures. On peut dire qu'elles n'ont du chapiteau corinthien que la caractéristique, les feuilles dans le bas et les volutes dans le haut ; ce qui, à la vérité, est plus que suffisant pour trahir le modèle. Les sculpteurs de l'ancienne église de Challans n'ont peut-être pas eu long chemin à faire pour trouver un chapiteau *corinthien* à reproduire, car, en 1800, à Pont-Habert, à deux kilomètres à l'ouest de Challans, on en a découvert un très beau que M. Louis Brochet a signalé au Congrès archéologique de France, tenu à Poitiers en 1903 (2).

La partie sud du transept, modifiée aux *xiii^e-xv^e* siècles et en 1785, l'avait encore été au *xix^e* par l'installation d'un confessionnal devant la porte de 1785, de laquelle il était séparé par une sorte de petit vestibule en bois, vulgairement appelé « tambour ». Près de là, sur le mur Est, une armoire malpropre et moderne renfermait la bannière paroissiale. Elles sont hélas nombreuses les églises qui sont dotées, dans leurs parties parfois les plus apparentes, de ces boîtes hideuses suspendues au milieu du mur et desquelles pend un long baton rouge ou d'une autre couleur.

2^o *Sous le clocher.* — Avant 1843, au témoignage des anciens, la chaire placée sous le clocher était adossée à l'angle sud-ouest. — Il s'agit de la chaire que nous avons connue dans la grande nef. — Les fouilles de 1897-98

(1) Op. cit., p. 377 et suiv.

(2) Congrès archéol. de France, Poitiers, 1904, p. 182.

ont amené à cet endroit la découverte d'un escalier en tuffeau et d'une colonne polygonale très courte. A notre humble avis, cette colonne et cet escalier appartenaient à une ancienne chaire.

Notons aussi que Messire Vincent Regnaudineau, curé de Challans de 1598 à 1621, par son testament du 9 décembre 1621 (1), demanda à être inhumé sous le clocher : « Mon dit décès advenu, veux et entends mon corps être ensépulturé et inhumé, bien et duement, selon que mon ordre le requiert, dans l'église de Challans, audessous de la Passion, vis-à-vis l'entrée du chœur de la dite église. » Il ressort de ce passage du testament de Vincent Regnaudineau, qu'en cet endroit du transept existait une représentation de la Passion. C'était sans doute, comme aujourd'hui, un grand crucifix, d'où l'on voit que l'usage de placer une croix en face de la chaire n'est pas nouveau. Nous disons : « en face », mais nous ne prétendons pas que ce crucifix était, comme de nos jours, juste vis-à-vis de la chaire. Au moyen-âge, « la Passion », pour nous servir du terme consacré, était, au contraire, très souvent placé, dans les grandes églises sur le jubé, et dans les églises rurales sur une poutre allant d'un mur à l'autre appelée *tref* (2). Dans un testament du 14 septembre 1546, il est fait mention de la *Passion* de notre ancienne église : « *In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.* Je, Jehan Rondeau, prêtre demeurant

(1) Abbé Teillet. *Notes et Documents sur l'Eglise Paroissiale de Challans*, 1891, p. 15.

(2) « La liturgie, dit M. Camille Enlart, voulait qu'une poutre appelée *tref*, ou poutre triomphale (*trabes doxalis* ou encore *pergula*), fut jetée d'une imposte à l'autre de l'arc triomphale (arcade de l'entrée du chœur) pour mieux indiquer la limite du sanctuaire ; sur cette poutre, on dressait la croix qui s'encadrait dans l'arcade ; à droite et à gauche on posait des flambeaux ou des reliquaires ; enfin des lampes étaient suspendues au tref... Le tref était en usage dès le ^{ve} siècle (op. cit., p. 141). Le tref s'est conservé dans les églises du moyen-âge ; il a été en usage jusqu'au ^{xvii}e siècle, et c'est de nos jours qu'on l'a supprimé presque partout... ; diverses églises, surtout rurales, ont encore leur tref portant le crucifix, la Vierge et Saint-Jean. » (Op. cit., 752).

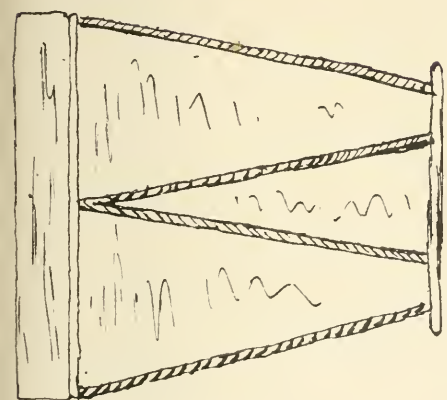
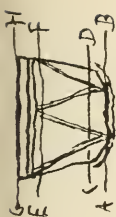
ès maisons rectoriale de Challans, sain d'esprit et d'entendement... item, je veux et ordonne que mes heritiers entretiennent à perpetuité audevant la Representation de la mort et passion de Notre Seigneur Jésus-Christ en laditte église de Challans, un cierge de cire qui depresent y est ; la dotation et fondation dudit cierge, je constitue et assigne universellement sur tous mes biens quelconques, par spécialement sur une charuye de terre etant ès Minées près le bourg de Challans... » (1)

En 1816, après l'achèvement de la grande nef, la chaire et la « représentation de la Passion », y furent transportées. A l'angle sud-est, entre les points B et D, se trouvait un trône en bois, sculpté par M. Ludovic Boré (+1894), menuisier à Challans. C'est une œuvre simple, mais de bon goût, dans le style ogival du XIII^e siècle. Ce monument qui renferme une copie du tableau de N.-D. du Perpétuel Secours (2), avait été placé à cet endroit, le 15 août 1892, en souvenir d'une mission prêchée en février de la même année, par les RR. PP. Rédemptoristes. Au mois d'août 1897, il fut transporté dans le transept de l'église neuve où il est encore.

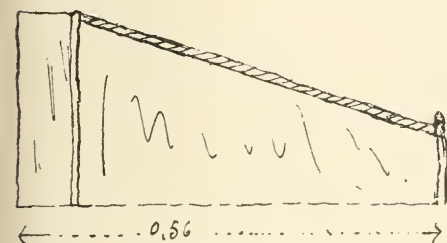
Au-dessus du trône de N.-D. du Perpétuel Secours, on voyait un chapiteau mutilé, supportant au sud l'arcade AB. De toutes les sculptures, il ne restait qu'une volute : évidemment ce chapiteau ressemblait à ceux ci-dessus décrits. Le chapiteau H, soutenant au midi l'arcade GH, ne nous était parvenu malheureusement que bien incomplet. Il se composait d'un sujet principal, placé entre des feuilles disposées trois à droite et peut être trois à gauche, dont il était difficile de déterminer le genre. Le sujet principal, très mutilé, avait une sorte de soleil en partie détruit. On reconnaissait encore dans ce chapiteau des traces de volutes et de tailloir que nous avons décrits plus haut.

(1) Abbé Teillet. Cartulaire, p. 76.

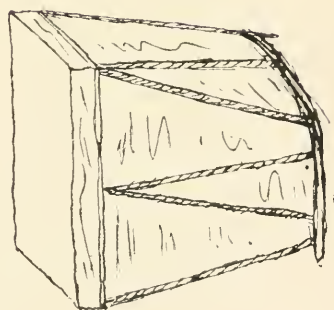
(2) Conservé à Rome.



face



cote



CHAPITEAU E

Les chapiteaux G et A étaient réduits à leur plus simple expression de même que le chapiteau C.

De ce dernier, on voyait encore le tore circulaire inférieur et le tailloir carré.

3^o *Transept Nord*. — Le chapiteau E, supportant l'arcade CE, et sur lequel nous avons découvert des traces de peintures précédemment signalées, était à notre avis d'un travail tout différent. Le tailloir était à angles droits, et le tore inférieur semi-circulaire comme dans les autres chapiteaux ; mais le sculpteur, au lieu de représenter des feuilles, des volutes ou des personnages, s'était contenté de représenter d'énormes câbles ou cordes tendues le long du chapiteau. Nous avons dit que le tailloir était carré et le tore inférieur semi-circulaire. Ajoutons que sur ce tore semi-circulaire la partie cubique du chapiteau formait une moitié d'octogone. Le haut du cube s'unissait normalement au tailloir carré. Nous donnons ici plusieurs coupes de ce chapiteau intéressant. La coupe AB permet de constater que le tore séparant le chapiteau du pilastre est semi-circulaire ; la coupe CD nous montre le chapiteau au-dessus du tore : au lieu d'être semi-circulaire, comme le tore, il est octogone. Voilà ce qui est anormal et constitue une particularité curieuse. Quant aux torsades représentant très exactement de grosses cordes, elles ont été imaginées avec un goût assez heureux pour couvrir les angles avant tout. Le triangle qu'elles forment sur la face est non moins bien inspirée pour faire oublier les deux congés triangulaires des angles. Ceux qui voyaient ce chapiteau dans l'ancienne église ne s'apercevaient point, du premier coup d'œil, de ce qu'il avait de trop dur dans la forme ; le but de l'artiste était donc atteint. Dans la crypte de Saint-Filbert de Noirmoutier, on voit des chapiteaux dont le cube passe du cercle au carré. Ils sont de beaucoup inférieurs à celui dont nous parlons.

Ce chapiteau doit-il être attribué au x^e siècle ou à une époque antérieure ? Cette question nous amène à

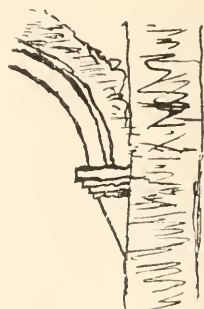
étudier la date des chapiteaux du transept qui appartiennent à deux genres, ainsi qu'il est facile de le constater: le genre du chapiteau E, le plus ancien, et le genre des chapiteaux JFD, du transept sud, plus récent. Nous avons consulté à ce sujet un archéologue, dont l'autorité est trop connue pour qu'il soit besoin d'en faire l'éloge: M. Camille Enlart, Directeur du Musée de sculpture du Trocadéro, auteur d'un excellent manuel d'Archéologie Française, que nous avons eu déjà l'occasion de citer.

M. Enlart, en parlant du chapiteau E, « manifestement plus ancien » dit-il, que les chapiteaux du transept sud, en cite d'autres exemples : « Dans la crypte de la cathédrale d'Auxerre, consacrée en 1040, et dans la crypte qui règne au sud du sanctuaire de Saint-Benoît-sur-Loire et qui date du début du x^e siècle, (reconstruction après 1026, consécration en 1029) il y a des chapiteaux de ce type, mais à corbeille beaucoup plus basse. La baguette diagonale à torsade, imitant une corde, se trouve aussi dans les dernières années du x^e siècle, au déambulatoire de l'église de la Couture au Mans. Donc, ce chapiteau (E) semble, à première vue, dater de la première moitié du x^e siècle. » Quant aux chapiteaux JF et D du transept sud, M. Enlart dit qu'ils paraissent avoir l'allure générale des chapiteaux de la première moitié du x^e plutôt que du xi^e. Cette différence assez sensible entre les époques et surtout entre les genres de chapiteaux du transept n'a absolument rien de mystérieux, pour qui est tant soit peu familiarisé avec les anomalies qu'offrent tant de monuments anciens (lesquelles ne sont souvent rien auprès d'anomalies autrement plus graves que présentent nombre d'églises modernes). Voici très vraisemblablement comment les choses se seront passées au x^e siècle lors de la construction du transept. Au cours de la construction même on n'aura sculpté qu'une partie des chapiteaux, soit par suite du défaut de ressources nécessaires, soit pour un autre motif. Plus tard, fin du x^e siècle, ou commencement du x^e plus

probablement, comme le croit M. Enlart, on aura fini la sculpture des chapiteaux en profitant des progrès réalisés dans l'intervalle par les sculpteurs : « Des pierres sculptées longtemps après avoir été posées ou demeurées en partie épannelées (1), témoignant de l'usage de ce procédé à diverses époques et dans diverses régions. » (C. Enlart, Manuel, T. I, p. 14). Dans l'église d'Avenay, près de Reims, la nef est du commencement du XIII^e siècle. Ses chapiteaux ont été sculptés au début du XVI^e, sauf quelques uns qui sont demeurés à l'état d'épannelage.



Vue de face



Vue de côté

Consoles du XI siècle supportant des arcs-doubleaux

Tous les autres chapiteaux du transept nord ayant été entièrement mutilés ou transformés, nous ne pouvons savoir s'ils étaient semblables au chapiteau E. En L et en M sont des culs-de-lampe supportant l'arc-doubleau LM. En L, le cul-de-lampe était du XI^e siècle. Nous en donnons un dessin. En M, il y avait, avant le XIII^e siècle, un pilastre. Au moment où l'on construisit au nord un bas-côté, pour le faire communiquer avec le transept, on établit une arcade (OP) ; le pilastre fut naturellement

(1) On appelle *pierre épannelée* « celle qui est dégrossie de façon à présenter la forme d'ensemble du relief que l'on veut en dégager. »

supprimé, et son chapiteau transformé en console, mais sans aucun ornement.

Le lecteur peut se demander ce que sont devenus les chapiteaux qui nous étaient parvenus intacts. Chapiteaux conservés et chapiteaux mutilés ont été traités avec une parfaite égalité et un même respect. Jetés à terre sans précaution par les ouvriers qui démolissaient l'église, presque tous avaient résisté au choc. On sut leur faire expier cette injustifiable résistance. Ils furent avec soin brisés et coupés en plusieurs morceaux. Cela pouvait être profondément regrettable au point de vue archéologique; mais on a pu, du fait de ce vandalisme, gagner 1 fr. 95 de plus qu'on n'espérait et cet avantage compense d'une manière intelligente la perte que l'Archéologie Vendéenne a faite (1).

Comme nous l'avons dit précédemment, au XIII^e siècle, près du contrefort nord-ouest, une petite porte avait été établie. Nous avons connu à cet endroit un confessionnal affreux du XVIII^e siècle qui ressemblait assez bien à une armoire. Un souvenir précieux s'y rattachait. C'est là, en effet, que Monseigneur Chauveau, vicaire à Challans, de 1839 à 1843, confessait.

40 *La Double-Piscine du Transept Nord.* — Près de là, sous la fenêtre, un peu à droite, on apercevait une petite arcade en plein-cintre sans aucun ornement. Les uns disaient que c'était une ancienne porte et les autres soutenaient qu'il y avait eu, en cet endroit, une statue de Saint Jacques. Nous n'avons point eu la preuve qu'il avait existé là une statue de Saint Jacques. Quant à l'hypothèse de la porte, l'examen du mur à l'extérieur nous l'avait fait vite abandonner.

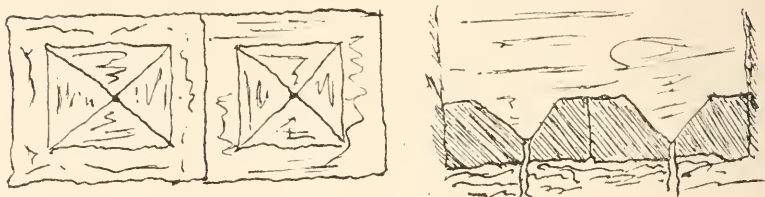
Le 29 mai 1897, nous avons la bonne fortune de découvrir dans cette excavation une double piscine. Le sol

(1) Le chapiteau dit « d'Adam » a été coupé en quatre, parce qu'il était trop embarrassant à empoter (!). Il est dans un mur. Elles sont nombreuses les constructions récentes de Challans et des environs qui recèlent des sculptures de l'ancienne église.

primitif ayant été exhaussé au XIII^e siècle, puis en 1843-1846, ces piscines n'étaient plus qu'à 0 m. 20 au dessus du sol. En reconstituant les dispositions primitives de l'église, on constatait qu'elles avaient été jadis à la hauteur normale.

L'excavation qui les renfermait avait 0 m. 86 de hauteur, 0 m. 80 de largeur et 0 m. 36 de profondeur. On n'apercevait ni moulures, ni sculptures. Les pierres formant l'excavation étaient unies par un beau sable comme dans les autres murs du XI^e siècle ; et il en résultait que cette ouverture était bien d'origine romane, faite par conséquent au XI^e siècle en même temps que l'édifice.

La double piscine était faite de deux pierres de Saller-



Double piscine du transept de l'Ancienne Eglise de Challans

taine juxtaposées, creusées chacune en forme de pyramide renversée, chaque côté ayant 0 m. 21 c. Ces piscines avaient été remplies de chaux ; à quelle époque ? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'au moment de la découverte, le souvenir des piscines avait disparu depuis longtemps. Un jour où le temps était humide, nous constatâmes et non sans étonnement, des différences de teintes sur la surface horizontale de l'excavation. Les nuances se précisèrent et nous vîmes des carrés. L'idée de piscines, de bassins, nous vint à l'esprit. Quelques instants après les carrés étaient creusés, et nous versions de l'eau dans les piscines : l'eau s'écoula immédiatement, preuve que les conduits existaient encore.

Une question se posa naturellement tout de suite : les piscines découvertes dans une excavation du ^x^e siècle appartenaient-elles, elles aussi, à cette époque lointaine? (1)

Non, très probablement, et voici ce qui aura été fait au ^x^e et au ^{xiii}^e siècle. Au ^x^e siècle, lors de la construction de l'église, dans l'excavation, on aura placé un

(1) M. de Caumont affirmait que « sur plus de 1.200 églises dans lesquelles il avait remarqué des crédences (ou piscines), pas une ne remontait au-delà du ^{xiii}^e siècle ou de la fin du ^{xii}^e, et que toutes étaient en ogives, divisées sur la hauteur par une esvée de planchette en pierre. » — Abeced. d'Archéol. relig. — Mais comme le remarque judicieusement M. l'abbé Mallet, dans le t. II de son cours, il ne faudrait pas conclure absolument de cette affirmation que les piscines n'existèrent pas avant le ^x^e siècle. Nous avons en effet une ordonnance très explicite du pape Léon IV, élu en 847, qui prescrit de préparer dans la sacristie, ou près de l'autel, un endroit d'où l'eau puisse s'écouler lorsqu'on lave les vases sacrés ; et qu'il y ait là, avec de l'eau, un linge pour que les prêtres se lavent les mains après la communion. Au ^x^e siècle « le célèbre Hincmar, archevêque de Reims, recommanda à ses prêtres d'établir une piscine dans toutes les églises, et près de l'autel principal. » Dans ce temps, nul ne l'ignore, le prêtre ne se lavait pas les mains à l'autel, comme il le fait aujourd'hui. Au *Lavabo*, et après la communion, il descendait à la piscine, laquelle était toujours placée à droite de l'autel.

Généralement, il n'y avait qu'un bassin. Par conséquent, après la communion, le prêtre se purifiait les doigts « dans un vase spécial dont le contenu était ensuite jeté dans la piscine elle-même. » Dans le courant du ^x^e siècle, dit M. l'abbé Mallet, plusieurs monastères très fervents ne trouvant pas assez respectueux de mêler ainsi aux eaux ordinaires, par exemple à celles qui avaient servi au *Lavabo* de la messe, une eau qui pouvait contenir des saintes parcelles restées attachées aux doigts du prêtre, prescrivirent à leurs religieux de boire cette eau aussi bien que le vin qui avait servi à purifier le calice ; et à la fin du siècle, Innocent III (1198-1216), touché par cet acte de profonde vénération, voulut l'imposer à tous les prêtres. On comprit généralement la sagesse de ce changement dans la liturgie. Pourtant plusieurs prêtres éprouvèrent une grande répugnance à boire la rinçure de leurs doigts, puis une habitude de plusieurs siècles est difficile à déraciner complètement. Alors on prit un moyen terme qui paraissait concilier le respect dû au St-Sacrement avec l'usage suivi jusque là, et en même temps tenir compte, sinon de la décision du souverain pontife, du moins des motifs qui l'avaient occasionnée : on établit deux piscines, l'une pour recevoir les ablutions ordinaires, l'autre exclusivement réservée aux ablutions du saint sacrifice. Mallet, t. II. M. Enlart signale deux cuvettes (ou double piscine) du ^{xii}^e siècle, à Saint-Pons-de-Guemenos, dans les Bouches-du-Rhône, et dit qu'au ^{xiii}^e siècle cette disposition est plus fréquente.

seul bassin. Plus tard, au ^{xiii}^e siècle, l'usage de deux bassins ayant pénétré partout, on aura substitué à la piscine unique une double piscine. D'où il résulte que la double piscine du transept serait du ^{xiii}^e siècle.

Le 23 août 1897, quelques jours avant la bénédiction de la nouvelle église, M. l'abbé Freland, curé-doyen de Challans, eut l'amabilité de nous offrir la double piscine du transept nord. Les deux bassins furent détachés le même jour du mur où ils étaient encastrés. Ils sont actuellement conservés dans notre collection archéologique à Challans.

La double piscine était jadis placée derrière un autel, un peu à droite comme le voulait la liturgie. L'autel élevé à peu de distance du mur, était, au ^{xvi}^e siècle, placé sous l'invocation de Saint-Eutrope, premier évêque de Saintes. — C'est du moins ce que nous permettent de croire nos recherches sur l'emplacement des autels de l'ancienne église. — Le culte de Saint-Eutrope est constaté à Challans dès l'an 1413.

5^o *Les fouilles de 1897-1899.* — Les fouilles pratiquées dans le transept nord à la fin de l'année 1897 ont amené la découverte :

1^o D'un pavé en carreaux rouges du ^{xiii}^e au ^{xvi}^e siècle — trouvé à 1 m. du sol du ^{xix}^e siècle ; 2^o d'un second pavé, du ^{xi}^e siècle, trouvé à 0 m. 50 au-dessous du dallage du ^{xiii}^e-^{xvi}^e siècles, soit à 1 m. 50 au-dessous du niveau que nous avons connu. L'église était énormément enfoncée. Le même phénomène s'observe à Beauvoir-sur-Mer. Ce second dallage, est-il dit dans un article de *l'Etoile de la Vendée*, « repose sur le lit d'une espèce de terre glaise qui est très commune dans le pays. » (1) Comme l'auteur de cet article ne dit point en

(1) Il faut savoir gré à M. l'abbé Joseph Thibaud, alors vicaire à Challans, aujourd'hui curé de Saint-Florent-des-Bois, d'avoir fixé ces détails intéressants dans *l'Etoile de la Vendée*. Sans lui nous n'aurions jamais pu savoir d'une façon précise et certaine le résultat des fouilles.

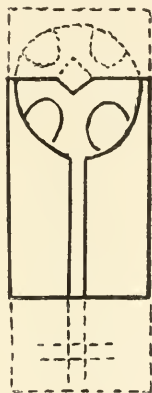
quoi consistait ce second dallage, ce qu'il fait pour le premier, nous pensons qu'il y a confusion dans les termes. La très mauvaise impression de l'article autorise à le croire. Selon nous, il faudrait lire ceci : ce second dallage « *se composait* d'un lit d'une espèce de terre glaise... » :

3^o On a également découvert une couche de très beau sable rouge sous le dernier pavé.

Le pavé que nous avons connu se composait, dans le transept, de magnifiques pierres tombales en granit. Une seule avait conservé trace de ses inscriptions, on lisait : 16 C'est tout ce qu'il nous est resté des épitaphes gravées sur ces pierres et qu'on lisait encore en partie il y a 60 ans. En 1846, ces dalles funéraires extraites du pavé des xiii^e-xvi^e siècles, furent placées dans le transept où nous les avons connues.

Durant le moyen-âge et jusqu'au règne de Louis XVI, les curés et les membres des familles nobles ou marquantes étaient inhumés dans les églises.

Sous le sol du xi^e siècle, on a retrouvé beaucoup de squelettes. Tous étaient parfaitement conservés et avaient la tête à l'occident et les pieds à l'orient. Beaucoup n'avaient point de cercueils, car on n'en a trouvé aucune trace. Une ligne de pierres et de briques indiquait seule les dimensions de la tombe. Les corps qui reposaient sous le dallage du xi^e siècle, avaient été inhumés entre le xi^e et le xiii^e siècle. Près de la porte occidentale qui, dans l'église du xi^e siècle, était peu importante, on a trouvé sous le sol primitif une pierre tombale assez curieuse. Plus large à la tête qu'aux pieds, elle portait à la tête une croix dessinée dans un cercle. Du cercle tombaient deux lignes, lesquelles, s'il faut croire certains renseignements qui nous ont été donnés, rencontraient dans le bas d'autres lignes pour former une autre croix.



Le dessin ci-contre donne une idée de la pierre avant sa mutilation. Il n'y avait trace d'aucune inscription. Cette pierre tombale, du ^{xii}^e ou du ^{xiii}^e siècle, a eu sa partie inférieure brisée depuis sa découverte. Elle a été vendue à M. Joseph Barreau, du village de la Gazonnière, qui en a fait un seuil de porte.

Les archives locales ne nous ont point conservé les noms des prêtres et des fidèles inhumés dans l'église de Challans du ^{xi}^e au ^{xiii}^e siècle.

6^o *Les voûtes du transept.* — Il nous reste une dernière question à étudier : celle des voûtes.

Antérieurement à l'an 1000, « presque toutes les églises sur les bords du Rhin, en Aquitaine, en Bourgogne, en France, étaient en pierres et couvertes en bois. » (1) Lors des invasions des Normands, il suffisait à ceux-ci « de mettre le feu à la menuiserie de l'intérieur pour que la flamme gagnât la toiture. Celle-ci s'effondrait, les colonnes ne tardaient pas à éclater et à entraîner les murs dans leurs ruines. » (2) Après l'an 1000, « on se mit par toute la terre, particulièrement en Italie et dans les Gaules, à renouveler les vaisseaux des églises. On eut dit que le vieux monde se secouait pour dépouiller sa vieillesse et revêtir une robe blanche d'église. Enfin, presque tous les édifices religieux, cathédrales, moûtiers (monastères, couvents) des saints, chapelles de village, furent convertis par les fidèles en quelque chose de mieux. » Ainsi s'exprime l'historien Raoul Glaber, moine bénédictin qui vivait à l'abbaye de Cluny, dans la première moitié du ^{xi}^e siècle. Le grand mouvement qu'il signale eut pour caractère principal la construction des voûtes dont on sentait fort le besoin au souvenir des ravages causés par les Normands. Si ces barbares avaient trouvé des églises voûtées « ils auraient eu beau mettre le feu

(1) Edouard Corroyer. *L'Architecture romaine*. Paris, 1888, p. 161.

(2) Jules Quicherat. *Mélanges d'Archéologie*, cité par Ed. Corroyer, op. cit., p. 162.

dedans et au dessus, la construction n'aurait éprouvé que des dégâts partiels. » On comprend dès lors de quel intérêt est l'étude des premières voûtes construites après l'an 1000. Et c'est précisément le cas pour le transept de la vieille église de Challans.

Les voûtes de ce transept étaient en effet les plus anciennes de la contrée et les premières faites dans le marais.

1^o C'était les voûtes les plus anciennes de toutes les églises romanes du marais de Challans, parvenues jusqu'à nous.

Voici l'ordre que nous établissons dans l'évolution des voûtes de nos églises. Nous disons « des voûtes ». Nous ne nous occupons donc pas des murs et des fondations :

CHALLANS. — Voûtes en berceau, *uniquement*.

SAINT-FILBERT DE NOIRMOUTIER. — Voûtes en berceau et voûtes d'arête.

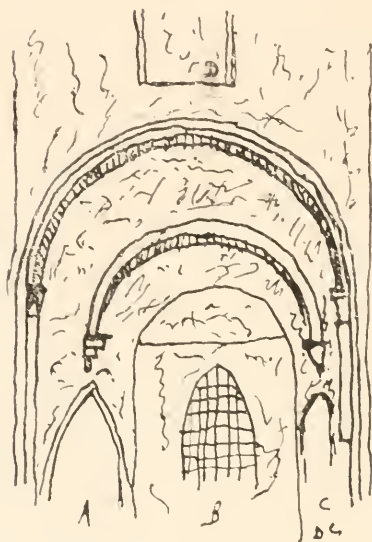
SALLERTAINE. — Voûtes en berceau et voûtes à coupole.

BEAUVOIR-SUR-MER. — Voûtes en berceau et voûtes à coupole.

Ces voûtes d'arête ou à coupole s'imposaient pour le milieu du transept. Là où l'on savait voûter cet espace, on était évidemment plus avancé que là où on ne le savait pas.

2^o Les voûtes du transept de Challans furent des premières faites dans le pays après l'an 1000. Toute l'argumentation repose justement sur le fait de l'absence de voûtes dans le centre du transept. A l'origine, les architectes romans n'ont rien essayé de créer : l'antiquité leur avait laissé la voûte en berceau, la voûte d'arête et la coupole, ces deux dernières issues du principe constitutif de la voûte en berceau. Si l'on admet que la voûte en berceau a précédé la voûte d'arête, il faut aussi reconnaître que généralement les églises où la voûte en berceau et la voûte d'arête sont employées simultanément, sont postérieures aux églises où existe

seule la voûte en berceau et où la voûte d'arête est ignorée. Ainsi l'église Saint-Filbert de Noirmoutier possède, au transept, des voûtes en berceau du XI^e siècle, et dans la crypte, des voûtes d'arête également du XI^e siècle. A l'église de Challans, chaque partie du transept avait une voûte en berceau, mais sous le clocher, où l'on ne



Voûtes du Transept nord

- A) Arcade du XIII^e siècle faisant communiquer le bas côté avec le transept.
- B) Fenêtre ogivale.
- C) Arcade du XI^e siècle.
- D) Grande arcade fermée que l'on apercevait dans le mur nord du clocher.

pouvait pas prolonger la voûte en berceau du transept, il fallait, pour voûter convenablement cette travée, une voûte d'arête. — Nous ne parlons pas des voûtes à coupoles et à croisées d'ogives de Sallertaine et de Beauvoir-sur-Mer : elles appartiennent à la grande famille des voûtes Plantagenet et sont du XII^e siècle. —

Or, au centre du transept, il n'y en avait pas et il n'y en avait jamais eu. Nous concluons : Au moment de la construction des voûtes de la crypte de Saint-Filbert de Noirmoutier, les architectes étaient capables de faire des voûtes d'arête, tandis qu'au moment de la construction de l'église de Challans, on ne savait, ou on ne pouvait que faire des voûtes en berceau, beaucoup plus faciles à établir que les voûtes d'arête. Il y a donc eu un progrès à la crypte de Saint-Filbert de Noirmoutier (1) et à Sallertaine il y a eu progrès sur Noirmoutier et à Beauvoir-sur-Mer, progrès sur Sallertaine. (2)

(1) Il est bien évident que nous ne parlons ici que des voûtes de la crypte de Noirmoutier, et qu'en voyant ces voûtes du XI^e siècle nous ne pensons pas que les murs de la crypte ne soient pas antérieurs à cette époque.

(2) Nous prévoyons une objection : Il est exact, nous dira-t-on, que la voûte en berceau a précédé la voûte d'arête, mais chez les Romains seulement ; au XI^e siècle les deux systèmes étaient connus simultanément, par conséquent l'emploi exclusif de la voûte en berceau n'établit pas une priorité d'ancienneté relativement aux églises où la voûte d'arête est employée. Nous répondons. Oui, théoriquement la voûte d'arête était connue au moins de certains constructeurs. Pratiquement, au début surtout, on parut l'ignorer presque partout. Il est en effet hors de toute contestation que la majorité des architectes, pour voûter les églises, procéda avec la plus grande timidité, et que pendant le XI^e et le XII^e siècle, il n'y eut que des essais pour atteindre un système parfait qui devait être la voûte sur croisée d'ogives. Ceci admis, il faut reconnaître qu'on partit du moins parfait (la voûte en berceau). La chose est si vraie, que les architectes qui voulurent faire des voûtes d'arête, ne purent généralement reconstituer ce système tel que les Romains l'avaient pratiqué. Ils durent le simplifier et l'essai de ces voûtes d'arête fut même si timide qu'on les plaça dans les bas-côtés, pendant que la nef était couverte d'une voûte en berceau, ainsi à Vouvent en Vendée, et à Notre-Dame-la-Grande, à Poitiers. « Les architectes essayèrent d'abord la voûte en berceau » dit l'abbé Mallet : principe très longuement et très sagement développé par M. Enlart dans son *Manuel*, et que les faits prouvent péremptoirement.

Notons que la travée centrale du transept de Challans était barlongue : c'était une difficulté de plus pour la voûter même avec une voûte d'arête. Il est vrai que dans la crypte de la basilique Saint-Eutrope, à Saintes, on a su vaincre cette difficulté. Mais, outre que les voûtes de cette crypte sont du XII^e siècle (Viollet-le-Duc, Dictionnaire raisonné IV, 159), il y avait entre Saint-Eutrope de Saintes et N.-D. de Challans, disparité de

De ce fait, il ressort que l'église élevée à Challans au XI^e siècle était, de toutes les églises romanes de la région (Marais de Challans), la plus ancienne, ou l'une des premières églises bâties après l'an 1000.

A l'intérieur du transept nord, au dessus de la fenêtre pratiquée dans le pignon, le mur devenait tout à coup moins épais, cela était dû sans doute à quelque réparation.

L'espace occupé par le milieu du transept n'était pas carré, mais seulement rectangulaire. Il avait 7 m. sur 4 m. 90. Comme nous venons de le dire, aucune voûte n'y avait été pratiquée, de telle façon qu'on voyait tout le plancher du beffroi. Dans le mur nord qui supportait le clocher et que supportait l'arc-doubleau CE, on apercevait une ouverture, porte ou fenêtre en plein-cintre. Nous l'avons toujours connue fermée. C'était, croyons-nous, une ouverture destinée à pénétrer sur les voûtes du transept nord.

7^o Ouvertures et arcs. — Tous les arcs, arcs-doubleaux, arc abritant la double-piscine, etc..., étaient en plein-cintre. C'est une preuve de l'antiquité de l'église de Challans, car dans les églises de Sallertaine et de Beauvoir l'arc-brisé ou arc en tiers-point (vulgairement ogive) est employé.

Voici l'ordre des églises ci-dessus mentionnées, pour l'évolution des arcs :

<i>Noirmoutier</i>	}	Arcs en plein-cintre uniquement.
<i>Challans</i>		
<i>Sallertaine :</i>		Arcs en plein-cintre et arcs en tiers-point.

Beauvoir-sur-Mer : Arcs en tiers-point uniquement.

Telle était notre église du XI^e siècle. Nous avons essayé de la reconstituer, et, par là même, de donner aux archéo-

ressources, et peut-être disparité de science de la part des constructeurs.

D'après M. l'abbé J. Thibaut (loc. cit.), les voûtes du transept étaient « en briques sur champ. »

logues l'étude d'un monument intéressant et conserver à nos concitoyens la description d'un édifice plein de souvenirs très chers (1).

Depuis sa construction jusqu'aux modifications importantes qu'elle subit après l'an 1223, l'église de Challans continua d'être desservie par des Bénédictins formant le prieuré de Challans auquel fut plus tard substitué le presbytère (2).

Les Bénédictins, à Challans, étaient sous la direction d'un prieur.

Le prieur était nommé par l'Abbé du monastère de N.-D. de Luçon. Les *Archives du Bas-Poitou* nous ont conservé le nom de deux prieurs, ce sont :

1^o « Villelmus capellanus de Chalant. » Guillaume, chapelain de Challans (3). Le titre de chapelain équivaut ici à celui de prieur. Ce « Guillaume » assistait en l'an 1172 à la consécration de l'église de Sallertaine.

2^o L'autre nom conservé est celui d'un certain Robert, prieur de Challans : « Robertus, prior de Chalandano », lequel vivait en l'an 1203 (4). Ce fut donc l'un des derniers prieurs qui célébrèrent la sainte messe dans le chœur de l'église du XI^e siècle.

(A suivre.)

(1) C'est dans le transept, sous le clocher que, pendant les funérailles, on déposait les corps de nos parents et de nos amis.

(2) Le prieuré de Challans, dont l'enclos a porté ce nom jusqu'au début du XIX^e siècle, n'est autre que la maison et le jardin actuellement occupés par le docteur Henrot, et où habitait il y a quelques années le docteur Dodin, maire de Challans. Le presbytère est l'immeuble actuellement occupé par M. le curé-doyen de Challans et ses vicaires.

(3) *Cartulaire du Bas-Poitou*, p. 188.

(4) *Cartul. du Bas-Poitou*, p. 192.

DÉCOUVERTE D'UN OBJET D'ART ANCIEN

Nantes, le 16 juillet 1908.

Rapport de l'Ingénieur auxiliaire

Le 20 juin dernier, un ouvrier de l'entreprise Charrière, occupé au creusement d'une tranchée d'égout, rue du Cheval-Blanc, a mis à jour un objet d'art, en os, ayant la forme d'une rondelle et représentant sur une face un oiseau symbolique.

L'objet a été trouvé à 15 mètres environ en deçà de l'extrémité est de la rue du Cheval-Blanc, à 5 mètres au-dessous de la chaussée de la rue ou à la cote (2,30) au-dessus du zéro de la Bourse. Il était enfoui dans une couche de tourbe comprimée contenant de nombreux troncs d'arbres dont quelques-uns (chênes) étaient bien conservés.



A quelques mètres de ce point, vers la rue St-Léonard, se trouve une pointe de rocher dur qui devait autrefois former promontoire vers le marais de l'Erdre.

La nature de l'objet, son originalité et sa situation dans le sol au moment de sa découverte nous font supposer qu'il est très ancien et qu'il peut, par suite, servir à l'étude de l'origine de la cité nantaise.

Nous proposons de le faire déposer au Musée après examen de la Société archéologique.

Nantes, le 16 juillet 1908.

L'Ingénieur auxiliaire,

L. PRIMAULT.

Vu :

Pour le Maire,

L'Adjoint délégué aux Travaux publics,

E. GOUILLARD.

N.-B. -- Cet objet se rapproche beaucoup, par sa forme, sa nature et ses caractères généraux des Tessères du XI^e siècle trouvés par l'abbé Baudry, curé du Bernard à Curzon (Vendée), décrits et dessinés dans le « Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest ». (Bulletin 1^{er} trimestre 1864. 1^{re} série, 10. page 356).

M. Adrien Blanchet, le savant conservateur du Musée du Louvre, auquel l'objet a été soumis, le considère également comme un tessère.

Quel était l'usage de ces rondelles ? Tout porte à croire qu'elles devaient être appliquées comme ornement sur une surface quelconque. Un fait certain, c'est que le baudrier de chevalerie des XI et XII était orné de disques et de losanges qui pouvaient avoir été plus d'une fois exécutés en ivoire, en os, en corne de cerf et autres substances analogues. Ce qui prouverait peut-être que le tessère trouvé à Nantes, n'avait été sculpté que pour servir d'ornement à la personne du guerrier ou à ses armes, c'est qu'il est percé de petits trous sur le rebord.

A. D.

L'EGLISE ET LA PAROISSE SAINT-LAURENT

DE NANTES

L'église de Saint-Laurent se trouve près de la Cathédrale, au fond de l'impasse à laquelle elle a donné son nom (1).

Il en a été détruit une partie considérable : tout le chœur et le côté de l'épître. Il n'en reste plus qu'une partie de la façade et une partie du côté de l'Evangile, jusqu'au bras du transept inclusivement.

La partie restante a été aménagée en maison d'habitation. Extérieurement les fenêtres percées dans la façade lui enlèvent tout caractère religieux. Mais, à l'intérieur, on en découvre le portail, les piliers avec l'amorce de leur arcade, une porte qui ouvrait sur l'escalier de la tribune, une fenêtre ou une porte qui s'ouvre d'un bras du transept sur un corridor, et les trois murs du transept du côté de l'Evangile.

La porte était juste au milieu de l'ancienne église. En partant de cette donnée, nous avons pu indiquer l'endroit exact où il fallait chercher les fondations du mur méridional rasé jusqu'au sol.

D'après un document de 1680, l'église avait 29 pieds de façade et 86 de profondeur.

Dans l'état actuel de cette église, pour avoir une

(1) Cette impasse était autrefois une rue qui donnait sur ce qui est actuellement le cours Saint-Pierre. Pour plusieurs raisons dont le développement nous détournerait de notre sujet, nous croyons que cette rue passait au nord de l'église et même du presbytère qui la bornait au nord et que la porte par laquelle elle sortait de ville doit être cherchée dans l'axe du petit passage actuellement clos qui se trouve entre la cure de Saint-Pierre et l'ancien presbytère de Saint-Laurent. Les fouilles faites sur ce point ont été malheureusement contrariées par un égoût qui traverse en diagonale ce passage : mais on y trouve pêle-mêle des débris de construction romaine qui prouvent que ce fond a été complètement bouleversé.

idée de ce qu'elle était autrefois, nous ne pouvons donc plus que recourir aux anciennes descriptions qui en ont été faites. En voici deux, l'une du ^{xvii}e siècle, l'autre de l'époque de la Révolution.

Notre première description relate la visite faite par l'autorité diocésaine, le 29 avril 1638. Nous l'insérons textuellement :

« A la visite des autels, avons trouvé le grand autel en bon estat au hault duquel est le sacraire, et, au costé, saint Laurens et saint Sébastien en bosse ; à la contretable y a plusieurs figures en petit relief, comme est la tombe et le couronnement de la Vierge et la Visitation. Ordonnons, attendu que ledit autel est fort humide, qu'il y aura une toile cirée.

L'autel de Nostre-Dame est en assés bon estat, et sur iceluy est la Nostre-Dame tenant son petit Jésus, à costé saint Christofle relevé en bosse ; à la contretable, un tableau de saint Jean l'Evangeliste.

Et à l'entrée du chœur, au hault, est un grand tableau où est le crucifix, et, à costé, la Vierge.

A costé du grand autel, [du costé] de l'épistre, y a un autel. Sur la contretable y a un crucifix en bosse relevé, au pied duquel y a nombre de petites images, et sur lequel autel on nous a dict que l'on n'y celebroit point la messe ; aussy n'y a il qu'une nappe et n'y a point d'apparence d'avoir esté benist. « (1)

Nous empruntons notre seconde description au procès-verbal de prisage de l'église, fait en 1790. D'après cet acte « ladite église forme une seule nef, à l'extrémité de laquelle, vers orient, est le maître-autel dont le tombeau, le retable et le tabernacle sont sculptés et dorés, les murs latéraux du cœur et sanctuaire sont décorés d'un lambris de hauteur en bois ; ...deux autres autels sont adossés auxdits murs latéraux : au-dessus de la porte d'entrée principale est une tribune construite en bois avec une balustrade en fer, et dans laquelle on parvient par un

(1) *Archives départementales*, G 47, f° 39.

escalier à noyau et en bois établi dans l'angle nord et occident de l'église. Ladite église est carrelée en carreaux de terre cuite, et la couverture est recouverte par un lambris en bois formant un demi cercle ; au côté méridional est une ruelle de 33 pouces de largeur servant tant à isoler l'église qu'à recevoir l'égout des eaux pluviales. Le bénéfice de la Chantrierie a aussi jour et égout sur ladite ruelle dans laquelle on parvient par une porte donnant dans l'église ; au derrière du sanctuaire est la sacristie, ayant jour sur la ruelle cy-dessus et sur la couverture par des verres morts pratiqués en icelle ; porte d'entrée par le sanctuaire ; au pourtour des murs sont des armoires pour l'usage de la sacristie. » (1)

La superficie totale est de 1.855 pieds.

Rien ne reste aujourd'hui de tout ce qui est relaté dans ces descriptions. Par contre, on remarque, dans l'église, une chose dont la dernière au moins aurait pu dire un mot.

A l'intérieur, à quelque distance de la porte, on descend par quelques marches dans un caveau.

Ce caveau est divisé en quatre parties par deux murs qui se croisent. L'escalier situé à l'intérieur de l'église ne donne accès que dans deux de ces parties. On descend dans les deux autres par un autre escalier situé actuellement dans la cour et fermé par une grille.

Au premier abord, l'aspect de ce caveau est bien de nature à exciter la curiosité. A quelle époque remonte-t-il ? A quel usage servait-il ? Voici ce que nous avons trouvé sur ces deux points :

En 1763, lisons-nous dans un mémoire relatif à ce sujet (2), le Général de la paroisse obtint un arrêté du Parlement « qui lui permit de faire construire dans son église

(2) *Archives départementales, série Q, liasse 6, n° 748.*

(1) « *Mémoire instructif touchant le caveau en l'église de Saint-Laurent de Nantes que le Général de la paroisse demande à la Cour d'être autorisé à vendre à quatre familles.* » *Arch. départ.*, G 485.

un grand caveau pour y déposer tous ses morts. Ce caveau, construit en quatre caves différentes avec une entrée commune à toutes, a servi pendant neuf ans à la sépulture de tous les paroissiens décédés, sans qu'il y soit arrivé le moindre inconvénient. »

En 1774, lors de la création du cimetière de la Bouteillerie pour la plupart des paroisses de Nantes, « le Général de Saint-Laurent, qui depuis neuf ans avoit fait construire à grands frais un caveau beaucoup plus que suffisant pour la sépulture de tous ses habitants, et qui, par cette raison, n'avoit point besoin de cimetière, ne voulut point se joindre aux Généraux des autres paroisses qui avoient besoin de cimetière. Cependant, le terrain pour faire ce cimetière étant désigné, on comprit dans le nombre des paroisses qui devoient y inhumer leurs morts celle de Saint-Laurent. Le Général de celle-cy, qui a toujours été ennemi des discussions, ne s'y étant point opposé, y a toujours depuis inhumé ses habitants décédés. De là, ce grand caveau construit dans son église lui est devenu inutile.

Dans cette circonstance, le Général de la paroisse de Saint-Laurent, n'ayant pour toute rente fixe que 102 l. que lui donnent les bancs placés dans l'église, et cette petite somme n'étant pas, à beaucoup près, suffisante pour faire face aux dépenses nécessaires à l'entretien de son église, et désirant par cette raison se créer de plus grands revenus, ne voyant point d'autre moyen d'y réussir que par la vente de leur caveau en question à quatre familles différentes pour la sépulture desdites familles à l'exclusion de toutes les autres », songea à procéder à la vente de ce caveau. Mais le Bureau de la ville, craignant les exhalaisons qui pourraient en sortir lors des inhumations, fit opposition à ce projet qui, malgré un recours fait au Parlement par le Général de la paroisse, semble n'avoir pas abouti.

La partie la plus intéressante de l'église de Saint-Laurent est le mur qui fait le fond du transept restant et qui

se prolonge dans le même axe jusqu'à la rue. En l'examinant à l'extérieur, c'est-à-dire dans la cave de l'ancienne cure, qui la limite au nord, on constate qu'il a été construit suivant la tradition des Romains, en petit appareil, avec des chaînons de larges briques.

Au premier abord, on serait tenté de le prendre pour un mur gallo-romain ; mais ce petit appareil et ces chaînons sont très irréguliers. Au lieu d'être liés par ce qu'on est convenu d'appeler le ciment romain, ils le sont par une mauvaise chaux mélangée parfois de terre. Leur solidité a souffert de la mauvaise qualité de ce mélange ; dans plusieurs endroits le mur est boursouflé : il a fallu le consolider, ainsi que l'étage qui se trouve au-dessus de cette cave, par d'énormes poutres soutenues par des piliers de bois plantés exprès dans ce but. Un document que nous citons plus bas, nous autorise à placer cette dernière réfection vers 1763.

Ce mur présente des différences frappantes avec le mur gallo-romain de l'enceinte de Nantes. Pour en juger, on n'a qu'à le comparer avec la petite partie de cette enceinte que l'on peut voir actuellement sur le Cours Saint-Pierre, entre la terrasse de la cure de Saint-Pierre et l'escalier qui descend de l'angle du Cours dans la rue Prémion.

Les murs de toutes les terrasses qui règnent entre ces deux points extrêmes, ont été élevés sur la vieille enceinte gallo-romaine. Il y a un certain nombre d'années, on en voyait encore, sur le Cours, le petit appareil ; il a, depuis, uniformément disparu sous une couche de ciment ; mais il n'y a, sur bien des points, qu'à enlever cette couche pour remettre cet appareil à jour : ce qui serait, pour les Nantais, une grande curiosité.

Pour ces différentes raisons, nous ne croyons pas que le vieux mur conservé par l'église Saint-Laurent remonte à la bonne époque Romaine : il nous semble que jamais les Romains n'ont aussi mal bâti. Nous nous croyons plutôt en présence d'une construction faite à une époque

où tous les arts étaient en décadence. Les maçons qui ont élevé ce mur avaient sous les yeux des modèles qu'ils cherchaient à reproduire. La vue des murs gallo-romains leur inspirait la pensée de les imiter : mais leur imitation était grossière, inintelligente ; au lieu de poser de temps en temps, comme de nouvelles assises, ces cordons de larges briques qui donnaient de la solidité au mur, en contribuant extérieurement à sa décoration, ils les inséraient ici ou là sans discernement.

Tout en cherchant à reproduire d'une façon quelconque l'extérieur des murs gallo-romains, ils avaient perdu le secret du mortier qui en liait les parties. De là, le peu de solidité de notre mur qu'il a été facile de traverser avec un manche de pelle de part en part en son épaisseur de 80 centimètres ; de là, la nécessité dans laquelle on s'est rencontré de l'étayer, ainsi que les poutres qui y sont engagées, avec ces nombreux piliers.

A tout examiner, on se peut se demander si ce vieux mur n'est pas du x^e siècle, et s'il ne date pas de la reconstruction de l'église Saint-Laurent après le départ des Normands.

On peut juger de l'état dans lequel se trouva alors la ville de Nantes par celui de la Cathédrale. Quand Alain Barbe-Torte, vainqueur des Normands, s'y présenta après sa victoire, les abords en étaient obstrués par des ronces, la toiture disparue, les murs en ruines.

S'il en était ainsi de la Cathédrale, que penser des églises moins importantes ?

Dans la reconstruction qu'ils en entreprirent alors, les Nantais surent remployer les matériaux que les démolitions précédentes mettaient à leur disposition. Ainsi s'expliquerait le remploi de ces petites pierres et de ces grandes briques qui avaient appartenu à des édifices plus anciens et ruinés.

Quoi qu'il en soit, la vue de ce vénérable mur a inspiré à la Société d'Archéologie la pensée de pratiquer sur ce point des fouilles qui ont donné un certain résultat. On a

trouvé des briques romaines, des tuiles à rebord, des dallages en ciment romain. Tout prouve qu'il y a eu dans cet endroit des constructions qui remontent aux premiers siècles historiques de Nantes.

Pour donner notre opinion personnelle sur ces fouilles, nous croyons qu'il y avait là, antérieurement au VII^e siècle, une construction sur la nature de laquelle les données recueillies jusqu'ici ne projettent qu'une lumière insuffisante. L'existence de cette construction nous est révélée, par la rencontre en certains endroits, d'un vieux dallage où l'on trouve de vrai ciment romain.

Sur cet emplacement a été construite la très ancienne église de Saint-Laurent. Aucun document écrit ne permet d'en assigner l'existence à cette époque lointaine, mais de nombreuses considérations, trop longues à développer ici, ne nous laissent aucun doute sur ce point.

Cette église devait présenter une forme rectangulaire, et cette forme a été respectée lorsque, d'après notre avis, après les invasions Normandes, on a reconstruit le mur qui nous occupe et qui, autant qu'on en peut juger par l'état des lieux, avait pour parallèle le mur remplacé aujourd'hui par le mur septentrional de l'hôtel Marion de Beaulieu.

Dans cet espace rectangulaire, au XIV^e siècle, lors de la construction de la dernière église de Saint-Laurent, on a inscrit une croix dont le transept a utilisé pour ses deux fonds le mur de l'église précédente, laissant vagues les quatre coins qui restent d'un rectangle quand on y inscrit une aire cruciforme qui occupe tout le milieu du rectangle dans sa longueur et dans sa largeur.

Cette reconstruction de l'église a été faite sous Charles de Blois, mort en 1364. Nous voyons, en effet, par le procès de sa canonisation, qu'il fournit le bois qui fut alors employé (1).

(1) « *Ad reedificandum Ecclesiam S. Laurentii Nannet, dedit de memoribus suis usque ad valorem LXXX regalium auri* ». D. Morice, *Histoire de Bretagne. Preuves*, t. II, col. 8. D'après Travers, t. I, p. 436, le royal or fin de 63 au marc était à 20 sols en 1360 et 1364.

Fournier, dans son *Histoire lapidaire de Nantes*, a donné le texte d'une inscription qui place en 1356 la construction de l'église de Saint-Laurent, et d'autres auteurs ont répété ce renseignement (1). Le texte de l'inscription n'est pas plus authentique que celui de beaucoup d'autres inscriptions données par cet ouvrage. Mais la date de 1356 peut être exacte : Fournier l'a empruntée à Ogée (2), qui avait pu la trouver dans des documents disparus.

L'église de Saint-Laurent a subi quelques remaniements au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles.

En 1663, les paroissiens de Saint-Laurent voulurent obliger les bénéficiers de la Cathédrale qui avaient leurs maisons dans la paroisse à contribuer aux réparations et augmentation de leur église. Le Chapitre répondit d'abord que ces bénéfices avaient pour paroisse la Cathédrale, qu'ils y étaient attachés par leur service, et que c'était de la Cathédrale que l'on partait processionnellement pour leur administrer les derniers sacrements. Cependant, par sa délibération du 4 septembre 1671, il voulut bien consentir à donner « par gratification, la somme de 200 livres », pour aider les paroissiens à faire ces réparations. (3)

Dans la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle, le recteur, M. Gallouin, fit aussi à son église d'importantes modifications. Le 2 avril 1773, il demanda au Chapitre, des

(1) Voici ce texte tel que le donne Fournier (t. 1, p. 167), qui dit l'avoir tiré « d'une pierre calcaire détruite avec l'église ».

*L'an M CCC. LVI
Charles, Comte de Blois,
Duc de Bretagne,
fait rétablir cette église,
ruinée pendant les derniers
sièges de Nantes.*

Ce texte, à un ou deux mots près, a été reproduit par Mellinet. *La Commune et la Milice de Nantes*, t. 1, p. 253.

(2) Ogée. *Dictionnaire historique et géographique de Bretagne*, Art. Nantes. Edition de 1845, t. II, p. 121.

(3) *Archives du Chapitre* : Délibération du 25 avril 1663 (A 47, f° 103) et du 4 septembre 1671.

reliques pour placer dans les reliquaires qu'il faisait mettre sur l'autel. (1)

C'est probablement à l'un de ces travaux de réfection que le portail et quelques autres parties de ce qui reste doivent d'avoir perdu leur caractère ogival du xiv^e siècle.

L'église de Saint-Laurent était limitée au nord et à l'est par le presbytère de la paroisse. Celui-ci s'étendait de l'impasse Saint-Laurent jusqu'au cours Saint-Pierre. En voici la description, d'après le procès-verbal de prisage, fait le 3 décembre 1790 :

Ladite maison est bornée « à l'orient, le cours des Etats ; au midi, l'église Saint-Laurent et jardin du bénéfice de la Chantrierie ; à l'occident, la rue de la Trésorerie ; au nord, la maison des sacristes de Saint-Pierre ».

La cure est composée de deux bâtiments.

Le premier, affermé à trois locataires, vers occident, la cave, rez-de-chaussée avec galerie ayant porte sur un cabinet (attenant à une alcôve), et une ouverture sur l'église et deux étages. L'encavage des caveaux est sur la cour, et la porte d'entrée par le dessous de l'escalier qui dessert les étages supérieurs. Ledit escalier est construit en bois et en encorbellement au côté nord de la maison cy-dessus et communique à chaque étage à une galerie construite en bois...

« A l'orient du précédent corps de logis, est la maison qu'occupe le recteur, avec un jardin au-devant dominant le cours des Etats. Ladite maison consiste dans un rez-de-chaussée, un premier étage avec un second étage dans lequel sont des chambres en mansarde ; la façade sur le jardin est décorée de deux avant-corps...

« Le jardin est orné de tonnelles construites en bois et revêtues de palissades. Dans les angles du jardin, vers la cour, sont deux pavillons construits en maçonnerie et couverts en ardoise. »

La superficie du jardin est de 2.380 pieds.

(1) *Archives du Chapitre. Délibérations, A 60 f^o 139.*

On parvient à ce second corps de logis et au jardin par une cour étroite séparée de la rue de la Trésorerie et de Saint-Laurent par des murs à hauteur de clôture ; dans le mur de cette dernière est pratiqué le portail d'entrée (1).

D'après un titre de 1775, « la plus grande partie du presbytère est des plus anciennes et a dû subsister longtemps avant 1641. Lors du procès-verbal fait il y a dix-huit ans, à la mort du dernier recteur, la plupart des poutres et autres charpentes étaient pourries : ce qui a occasionné de grands frais pour le rétablissement et suppose une haute antiquité. »

Il est à croire que c'est alors que l'on a élevé dans la cave de cet immeuble les piliers ronds en maçonnerie qui soutiennent les poutres du plancher.

L'autre partie du presbytère donnant sur le cours était occupée par le recteur. Elle fut rétablie à neuf par le recteur M. Gallouin, sur un terrain déjà en constructions qu'il était nécessaire de démolir, à cause de leur vétusté (2).

Les deux immeubles ainsi décrits existent encore : leur visite permet de juger de la vérité de cette description. On n'a modifié que leur entrée principale. La démolition du chœur et de tout le haut de l'église a permis de faire l'escalier de pierre et les autres constructions qui donnent dans ce qui est actuellement une cour.

Le presbytère fut vendu 24.100 livres, le 18 juin 1791, à la Municipalité, qui avait formé le dessein de faire déboucher l'impasse Saint-Laurent sur le cours. Par suite de l'abandon de ce dessein, l'immeuble fut revendu à des particuliers, le 21 messidor an 3, pour la somme de 86.000 livres. Il est actuellement connu sous le nom de maison Damourette et se trouve de nouveau confisqué, ainsi que l'église Sainte-Radegonde, par suite de la loi de séparation.

Du côté du cours, le jardin du presbytère était limitrophe de celui de la Chantrerie. Le passage actuel qui

(1) *Archives départementales*, série Q, liasse 6,747

(2) *Ibidem*, G 485.

débouche sur le cours, par une petite porte, ne date que du xviii^e siècle. Il a été établi par M. Berthou de Quervezio (1), grand-chantre, pour l'usage exclusif de son hôtel. Précédemment, la douve du rempart de la ville, qui régnaît sur toute cette partie du cours, empêchait toute issue particulière sur ce point.

Le jardin situé au nord de ce passage était le jardin haut de la Chautrerie. Entre ce jardin et le chevet de l'église Saint-Laurent se trouvait un petit endroit autrefois vague, dont le grand-chantre ne tirait aucun parti. Ce dernier l'abandonna aux paroissiens pour en faire une sacristie, comme nous l'apprend l'acte suivant daté du 9 novembre 1656.

« Sur ce qui a esté représenté par noble et discret messire Florimond Robin, chanoine de Nantes et recteur de la paroisse de Saint-Laurent dudit Nantes, et par aucuns notables paroissiens de ladite paroisse, à messire André Barrin, chantre de l'église dudit Nantes, qu'il y a un petit eral et emplacement joignant l'église parochiale dudit Saint-Laurent au dessous du vitral qui est au derrière du grand autel de ladite église, lequel eral est des appartenances du logis de la Chantrye, et a esté de tout temps vague et inutile, comme il est encore à present, remply d'espines et immondices, lequel seroiet assez comode pour y bastir un petit apentif qui serviroit de sacristie à ladite église parochiale, dans laquelle il n'y en a point eu jusques à present, dont ledit sieur recteur et prestres qui y vont celebrer le divin service reçoivent une notable incomodité, n'ayant aucun lieu particulier pour se preparer à revestir les habits sacerdotaux, qu'ils sont obligez prandre devant tout le peuple, ce qui ne se peut faire avecque la decence requise, et ni a aucun autre lieu joignant ladite eglise auquel on puisse esliger et bastir comodement une sacristie qu'audit eral, requerent lesdits sieur et paroissiens ledit sieur chantre

(1)⁷Jean-Olivier Berthou de Quervezio, fils de Jean-Olivier et de D^{ne} Françoise Allain, né le 8 novembre 1689, et mort le 26 mai 1777. Il avait été pourvu de la Chautrerie le 17 février 1731. Il fut aussi abbé de Pornic.

qu'il eust agreable de leur accorder et delaisser par charité ledit emplacement pour leur servir de sacristie et revestièrre et permettre de prendre et esliger des jours et fenestres dans la muraille qu'ils feront bastir, à prendre du coing de lad. eglise du costé de l'epitre, à la conduire à droite ligne à la muraille du jardin descendant de la Chantrie, et porter les eaux et egouts dudit apentif dans la court qui est joignant ledit emplacement, n'estant pas possible de prendre des jours ni faire porter l'esgout des eaux dudit apentif par ailleurs.

A laquelle requeste verballe ledit sieur chantre desirant satisfaire, et au prealable s'instruire de l'estat dudit eral et amplacement, il s'y seroiet transporté en compagnie dudit s^r recteur et l'auroiet trouvé plain d'espines et halliers joignant d'un costé à la muraille de ladite eglise parochiale de Saint-Laurent au dessous du vitral qui est au derriere du grand autel, et d'autre costé la muraille du jardin eslevé en terrasse despendant de la maison de la Chantrye d'un bout, vers nort, autre muraille du jardin aussy eslevé en terrasse, despendant du presbytère dudit Saint-Laurent, et d'autre bout, vers midy, un petit apentif basty dans le bout d'une petite court qui est au joignant par endroict ledit eral et amplacement, et ayant faict mesurer ledit amplacement il s'est trouvé contenir 10 pieds de largeur entre les murailles et jardin de la Chantrye et 15 pieds de longueur entre la muraille ou jardin dudit presbitaire et ledit apentif qui est eslevé sur piliers de bois au bout de lad. petite court.

Et auroiet recognu et remarqué que ledit eral est tout à fait inutile au logis de la Chantrye et que l'apentif qui seroiet basty ne pouroiet apporter aucune incomodité audit logis ni à la petite court, vers et sur laquelle il seroiet absolument necessaire de faire porter les eaux de l'esgout et prendre les jours et veues dudit apentif. »

Par suite de la donation du grand-chantre, les paroisiens purent construire une petite sacristie qui recevait le jour principalement par des verres morts insérés dans la toiture.

Les dimensions contenues dans cet acte sont de la plus grande exactitude. Elles nous ont servi à indiquer sûre-

ment l'endroit où il fallait donner le coup de pioche pour retrouver les fondations du mur du chevet, dont rien extérieurement n'indiquait la situation.

La paroisse de Saint-Laurent était peu considérable. Elle était bornée : à l'est par le rempart de la ville, remplacé par les murs qui s'étendent le long du cours depuis la rue Prémion jusqu'à la Cathédrale ; au nord par la Cathédrale, continuée par la place Saint-Pierre ; à l'occident par la rue Saint-Denys, qui limitait le grand archidiaconé de Nantes, puis par la rue des Carmélites jusqu'au monastère des religieuses de ce nom qui était situé en Sainte-Radegonde. De ce point partait une ligne qui traversait la rue Mathelin Rodier pour aboutir au rempart.

Une si petite étendue ne pouvait être occupée que par une population peu nombreuse. Un titre de 1775 donne à cette paroisse seulement 800 habitants.

Comme beaucoup de petites paroisses, elle était pauvre. En 1597, d'après l'abbé Travers, elle n'avait pour tout revenu que six livres de rente constituée et se servait de deux écuellen de terre pour faire ses quêtes, dans l'église, aux jours de fête (1).

Cette même année, le Bureau de ville ayant décrété une levée de 2.000 écus sur les habitants, pour les fortifications de Nantes, la paroisse de Saint-Laurent fut, dans leur répartition par paroisse, taxée seulement à 145 écus. Le tableau fait pour « l'esgail » de cette somme, comprend 76 personnes, 49 laïcs et 27 ecclésiastiques. Ces derniers, à eux seuls, sont taxés à près de 100 écus. La liste ne comprend que cinq artisans : trois couturiers, un vitrier et un fourbisseur. Ils sont taxés, ainsi que trois veuves, à cinq sols, tandis que l'ecclésiastique le moins imposé l'est à 45. Le reste des laïcs imposés appartient aux classes libérales, maîtres de la Chambre des Comptes, notaires, etc. Le menu peuple reste complètement étranger à cette imposition (2).

(1) Travers. *Histoire... de Nantes*, t. III, p. 439.

(2) *Archives départementales*, G 485.

Au XVIII^e siècle, la paroisse avait peine à couvrir les frais du culte. En 1786, la ferme des bancs ne lui procurait que 101 l. 10 s. et les enterrements que 97 livres.

L'état peu brillant de ses finances imposait à ses marguilliers une charge au-devant de laquelle ils ne volaient pas toujours avec enthousiasme. M. de Monti Pillelière ayant été nommé marguillier le 31 janvier 1779, il fallut un arrêt du Parlement pour lui ordonner d'en remplir les fonctions (1).

Comme M. de Monti avait allégué sa qualité de gentilhomme pour ne pas être marguillier, on lui répondit que la paroisse de Saint-Laurent recrutait ses marguilliers surtout dans la noblesse : ce qu'on lui montra en dressant la liste suivante, où l'on ne trouve en effet que des grands noms du pays nantais.

1743. Messire René Bernard de la Turmelière.

1744. Ecuyer Berthelot de la Paragère.

1745. Messire de la Barre.

1746. Messire de Trévelec de Kerollivier, ancien Conseiller du Parlement.

1747. Messire Godet de Châtillon.

1748. Messire Hubert de la Massue.

1749. Messire de Couëtis des Bretaudières.

1750. Messire Thomas de Biré de Saint-Agnan.

1751. Messire Joseph de la Pommeraye de Kerambart.

1752. Messire Dangui le jeune, ancien Maître des Comptes.

1753. Messire Gouin du Vivier.

1754. Messire de Monti de Beaulois, père du refusant d'aujourd'hui.

1755. Messire de Chambelé.

1756. Messire de Vay de la Fleuriais, anc. cons. du Parlement.

1757. Messire de Boussineau.

1758. Messire de Biré de la Sénégerie.

1759. N. h. le Page de Lingerville.

(1) *Archives départementales*, G 485.

- 1760. Messire de Jasson de la Blotière, ancien grand bailli d'épée.
- 1761. Ecuyer Jouanaulx, il avait une charge à la cour et 30.000 l. de rente.
- 1762. Messire Espivent de la Villeguevray.
- 1763. Messire de Kervion.
- 1764. Ecuyer Ffos, américain ; il avait une charge militaire et 25.000 l. de rente.
- 1765. Messire Bougrenet de la Tocquenaye.
- 1766. Messire d'Aux, fils, marquis de Villaine.
- 1767. Messire de Cornulier du Vernay.
- 1768. Messire de Martel, baron de Rié.
- 1769. Messire chevalier de Vay.
- 1770. Messire Danguy de Vue.
- 1771. Messire Espivent.
- 1772. Messire de Robineau de Bougon.
- 1773. Messire de Trevelec, fils.
- 1774. Messire Le Flo de Tremelo. fils.
- 1775. Messire de la Barre, fils.
- 1776. N. h. Guérineau, américain.
- 1777. Messire de Biré de la Marionnière.

Le recteur tirait peu de ressources de son bénéfice. Pour les augmenter, dès 1569, on unit à sa cure la chapellenie du Bas-Chemin, et en 1761, un décret épiscopal du 30 janvier lui unit encore la chapellenie de la Richardière, à la charge pour le recteur d'en remplir les obligations.

Mais la situation de fortune des recteurs vint parfois au secours de l'indigence de la paroisse. Travers nous apprend que M. Cassard, son fameux recteur janséniste, « par ses soins et ses propres dons, mit la fabrique et les revenus de la cure dans un meilleur état. » (1).

Une délibération du Général de la paroisse peut servir à justifier ce que dit Travers. Dans cette délibération du

(1) Travers. *Histoire.. de Nantes*, t. III, p. 439. M. Nicolas Cassard fut exilé pour son jansénisme à l'abbaye de Saint-Michel-en-l'Herm et mourut à celle de Saint-Maixent, le 5 octobre 1732. Il était l'oncle de Jacques Cassard. L'illustre corsaire nantais.

25 décembre 1721, le recteur, M. Cassard, remet, en effet, au Général 5.000 l. de principal pour l'acquisition de 100 l. de rente annuelle, à savoir : 1.000 provenant de la fondation faite par d^e Jeanne Pélagie de Mazoyer, v^e Chauvet ; 600 de la fondation Nicole Guillard ; 400 de la fondation Anne Bernard, v^e du s^r Bouchaud de la Ramée ; 200 de la fondation de la d^e de Chevigné de la Salmondière ; et 2.800 l. données par lui, « pour rétablir et soutenir lesdites fondations tombées par le franchissement en billets de banque et la réduction au dernier 50, pour en acquitter les charges... qui consistent à chanter la grand-messe, vêpres et le salut, aux jours de Pâques, la Pentecôte, la Fête-Dieu, dimanche dans l'octave, et le salut pendant l'octave du Saint-Sacrement, l'Ascension, le jour de Saint-Laurent, l'Assomption, la Toussaint, Noël, la Ciconcision, les Roys, la Purification, plus deux messes basses par chaque mois de l'année, le 1 et le 15. » (1).

La générosité de M. Cassard fut dépassée par celle de M. Julien Gallouin, le dernier recteur de Saint-Laurent. Il fit à ses frais des réparations importantes dans son presbytère et dans son église.

« Le recteur actuel, lisons-nous dans un titre de 1775, riche de patrimoine, a suppléé jusqu'ici à toutes les dépenses qu'il a fallu y faire, et depuis près de 24 ans qu'il est recteur, il y a employé plus de 14.000 livres de son argent. C'est un fait que personne de la paroisse n'ignore et dont l'évidence saute aux yeux de tous ceux qui ont vu l'église toute délabrée et manquant généralement de tout avant lui, et qui la voyent aujourd'hui bien entretenue et dans la plus grande propreté (2) ».

On comprend la douleur que dut éprouver ce vénérable recteur quand, parvenu à l'âge de 69 ans, la Révolution lui enleva son église restaurée à ses frais, et le chassant d'une paroisse dont il était curé depuis 30 ans passés,

(1) *Archives départementales*, G 484.

(2) *Archives départementales*, G 485.

ne lui laissa d'autre liberté que de choisir le lieu de son exil.

La peine que les paroissiens avaient à entretenir leur église, poussa quelques-uns d'entre eux à demander sa suppression et son annexion à la Cathédrale. Le 11 mai 1759, le Chapitre nomma, en effet, deux de ses membres « commissaires pour entendre les propositions que font quelques paroissiens de la paroisse de Saint-Laurent, tendante à demander la suppression de leur église paroissiale et que le service en soit transféré et fait à la Cathédrale. » (1) L'assemblée générale de Saint-Laurent dut délibérer sur ce sujet le 20 mai suivant. Nous ignorons ce qu'il y fut décidé. Mais comme M. Gallouin fut nommé cette année recteur de la paroisse, on peut attribuer l'abandon de ce dessein à son activité et à sa générosité.

Du reste, ceux de ses paroissiens trop pressés qui rêvaient en 1759 de la suppression de leur église n'eurent qu'à se laisser vivre jusqu'en 1790 ; ils purent voir alors la réalisation de leurs vœux. Le 6 octobre de cette année, un arrêté du Directoire du Département supprima les paroisses de Saint-Jean, de Saint-Laurent, de Sainte-Radegonde et Notre-Dame, et en forma la paroisse Saint-Pierre. M^{sr} de la Laurencie protesta contre cet arrêté qui émanait exclusivement de l'autorité civile. Mais ce que cette mesure avait d'anti-canonique a été depuis légalisé par le Concordat.

L'histoire locale n'a guère enregistré qu'un fait remarquable dont l'église Saint-Laurent ait été le théâtre : la réunion, en 1105, d'une assemblée de hauts dignitaires ecclésiastiques, réunion que l'abbé Travers a qualifiée de concile. On y vit, avec l'évêque de Nantes Benoît, Raoul, archevêque de Tours, Morvan, évêque de Vannes, Aldebert, évêque du Mans, le célèbre Marbode, évêque de Rennes, Benoît, évêque de Quimper, Judicael, évêque d'Aleth ou Saint-Malo, Guillaume, abbé de Saint-Florent,

(1) *Délibérations du Chapitre*, A 63, f^o 172 v^o.

Lambert, abbé de Saint-Nicolas d'Angers, Justin, abbé de Redon, Brice, abbé de Vertou, et Foucher, abbé du Saint-Sépulcre de Beaulieu.

Il y avait là évidemment tous les éléments d'un concile provincial. Mais cette réunion d'évêques et d'abbés eut lieu dans l'église de Saint-Laurent le 17 des calendes de février, c'est-à-dire le 16 janvier 1105. Or, le cartulaire de Redon parle d'un concile de Nantes qui eut lieu cette même année, mais le second des ides de mai, c'est-à-dire le 14 mai. On peut se demander s'il y a eu vraiment deux conciles à Nantes en cette année, ou si tous ces prélats ont fait, dans notre ville, un aussi long séjour. Il est vrai que l'abbé Travers a placé la réunion du 16 janvier en 1106, et son autorité en a parfois imposé à ceux qui ont eu à parler de ce concile de Nantes. Il pouvait alléguer que, par la réduction du style ancien en style nouveau, le 16 janvier 1105, date de notre charte, correspond au 16 janvier 1106 : mais les autres notes chronographiques, telle que l'épacte et l'indiction, mentionnées dans cette charte, ne permettent pas cette réduction, et l'acte, par suite, est parfaitement daté (1).

Quoi qu'il en soit, l'église Saint-Laurent ne revit jamais une assemblée aussi vénérable, et son existence se passa obscurément au service de ses paroissiens, allant jusqu'à leur ouvrir son sol pour les recevoir après leur mort.

C'est ainsi qu'elle reçut les restes de Mathelin ou Mathurin Rodier, l'architecte de la Cathédrale et du Château de Nantes (2). Il y était allé rejoindre sa femme, Edeline Ponset, et attendait la résurrection près d'elle, dans cet

(1) « Datum Nannetis in Ecclesia S. Laurentii, xvii Kalendas februarii, Luna xxvii, Epacta iii, concurrente vi. Indict. xii. anno ab Incarnatione Domini MC V. » D. Morice, *Preuves*, t. I, p. 509 : Cf. Travers, *Hist. de Nantes*, t. I, p. 233, et *Art de vérifier les dates*, p. 23.

(2) Nous avons publié une partie de son testament dans notre étude sur « Un architecte de cathédrale au xve siècle » parue dans le Bulletin de la Société d'Archéologie en 1899.

endroit si bien choisi, entre les deux monuments remarquables que Nantes doit à son talent.

Deux fois chaque année, en exécution d'une fondation qu'il avait faite en faveur de la société des chapelains de Saint-Guillaume, ces derniers se rendaient processionnellement de la Cathédrale à Saint-Laurent, prier sur la tombe des fondateurs, au jour de leur anniversaire, et entretenaient ainsi leur souvenir toujours vivant.

Ni la fondation, ni les restes du grand architecte nantais n'ont trouvé grâce devant la Révolution. L'église ayant été vendue, comme bien national, 24.000 livres, le 21 messidor an III, un des premiers soins de l'acquéreur a été de demander, le 3 thermidor suivant (1), à la Municipalité de Nantes, l'autorisation de transporter au cimetière de la Bouteillerie tous les ossements conservés dans ce sol bénit.

Au cours de fouilles faites par la Société d'Archéologie, nous avons pu constater que cet acquéreur a bien ratissé tous les ossements de ces pauvres chrétiens, et qu'il n'en est échappé que quelques-uns à cette profanation.

L'église de Saint-Laurent rappelle aussi un souvenir qui doit être cher aux amis de Victor Hugo. C'est là que sa mère, Sophie-Françoise Trébuchet, a été baptisée, le 19 juin 1772 (2). Le poète a dit à tort que sa mère était « vendéenne » : c'est Nantaise qu'il eût dû dire pour être exact. Mais ne le chicanons pas pour ce mot.

Quoi qu'il en soit, c'est peut-être à cette circonstance que l'église Saint-Laurent de Nantes devra d'être un jour plus connue des étrangers, et de voir peut-être ses humbles restes reproduits dans des ouvrages destinés à rappeler tout ce qui, de près ou de loin, touche à Victor Hugo.

La cure de Saint-Laurent était à la présentation du

(1) *Archives municipales*. Délibérations, f° 40.

(2) Cet acte de baptême a été publié par M. S. de la Nicolière *Archives Municipales de la ville de Nantes*, GG 149, t. II, p. 310. On lira avec un vif intérêt, sur Françoise Trébuchet, l'étude que lui a consacrée M. Dominique Caillé.

chanoine de la Cathédrale, titulaire de la cinquième prébende sous-diaconale (1).

Voici les noms de ses recteurs, que nous avons pu relever dans des actes divers :

HUGO, capellanus S. Laurentii, v. 1128.
G., capellanus S. Laurentii, v. 1277.
Guy de VIEILLEVIGNE, 1384.
D. Guillaume PAILLUCZON, 1400.
Guil. RECOURSAUT, ch^{ne} de Notre-Dame, 1441†1479.
Jean RECOURSAUT, neveu du précédent, 1478.
Pierre APVRIL, 1491.
Pierre LE MARESCHAL, 1498.
Guil. GRALAN, 1502.
Jeh. LE TORT, † 1539.
Jul. MORIN, 1539.
Jacq. DE LA TULLAYE, † 1549.
Nic. POUPART, 1549-
Jeh. BRICARD, 1563.
Jean PAIGEAUD, -1564.
Jean HERVOUET, 1564-1574.
Clément BOURSIER, 1574.
Berthelemy RIDIER, 1574†1597.
François BINAUD, 1597†1611.
Jean LOHIER, 1611-1615.
Lancelot TEXIER, 1615-1623.
Jean AILLERY, 1630†1635.
René CHOLLET, 1635†1653.
Florimond ROBIN, ch^{ne}, 1653-1680.
Franç. ROBIN, ch^{ne}, 1680-
Vincent JUFFRINEAU, 1687†1694.
Henri-Ch. DU MOULIN HENRIET, 1694-1698.
Nicolas CASSARD, 1698†1732.
Nicolas QUESSON, 1732-1759.
Julien GALLOUIN, 1759-1790.

(1) V. notre étude sur « Le Chapitre de l'Eglise de Nantes », p.19.

Fondations desservies dans l'église de Saint-Laurent

1. *Chapellenie du Bas-Chemin*. Fondée à l'autel de Notre-Dame, le 24 septembre 1464, par M^e Guillaume Lesné, clerc de Nantes, avocat en cour d'église, inhumé dans la nef de l'église de Saint-Laurent.

Le fondateur lui assigne pour fonds le « Bas-Chemin », en Saint-Donatien, et des rentes sur une maison de la rue de Verdun, aujourd'hui rue de la Commune.

Elle était à la présentation du recteur et fut réunie à la cure par l'évêque Philippe du Bec, le 9 décembre 1569. Depuis cette annexion, ce bénéfice s'est aussi appelé « Le petit Saint-Laurent ».

Un titre de 1683 place la maison du Bas-Chemin, autrement appelée tenue Lucas Trochu, sur le chemin de Nantes à Portrie et à Carquefou, entre les terres de la Censive, du Chapitre et du Plessis-Tizon. La tenue du Bas-Chemin ou du Petit-Saint-Laurent était affermée 120 l. en 1733, 140 l. en 1777, 200 l. en 1775. Le temporel du « Légat du Bas-Chemin », comprenant la borderie du Bas-Chemin et de la Petite-Brehaudière, fut vendu 28.000 l. le 30 décembre 1790 (1).

La fondation était primitivement de trois messes par semaine.

2. *Chapellenie de la Richardière*. Fondée par Guillaume Lesné, en 1464, en même temps que celle du Bas-Chemin. Le fondateur lui assigne pour fonds « la Richardière », en Saint-Donatien, terre qu'il avait acquise de Thomas de la Richardière, et que d'autres titres disent située sur l'Erdre, à une lieue de la ville.

Elle était à la présentation du recteur et fut unie à la cure par lettres patentes du roi, données à Versailles au mois d'avril 1761, sur décret épiscopal du 30 janvier précédent.

(1) *Archives départementales*, G 483 et série Q. Cf. *Archives du Chapitre*, Délibération du 28 octobre 1569.

Ce bénéfice était primitivement chargé de trois messes par semaine. Son temporel comprenait un droit de tiers sur des vignes au village des Coufins. Ce droit fut vendu 15.700 l. le 9 avril 1791 (*Arch. départ.*, G 483 et série Q).

3. *Chapellenie de Me Guillaume Recoursaut*, chanoine de la collégiale et recteur de Saint-Laurent, fondée par son testament du 3 septembre 1479.

La fondation est de deux messes, l'une le dimanche, au grand-autel, aussitôt après la grand-messe; l'autre le vendredi, à un autel qu'on doit construire près du grand, du côté de la Chantrerie; à la présentation du recteur et des paroissiens. (*Arch. départ.*, H 225).

4. *Chapellenie saint Jacques, saint Samson et saint Antoine*, fondée le 8 mars 1474, par testament de Raoul Morceau, scholastique de l'église de Nantes, desservie à l'autel saint Jacques, saint Samson et saint Antoine.

En 1638, elle était desservie d'une messe à l'autel de sainte Catherine et jouissait de 42 liv. de rente sur des logis de la ville, au Pilori, près de Sauvetout et à Richelbourg. (*Arch. départ.*, G 484.)

5. *Chapellenie fondée par Jean Andillanarech*, à l'autel de saint Christophe, dans la chapelle contiguë à l'église paroissiale. « *Ad altare B. Christophori, in capella contigua ecclesie parochiali S. Laurentii Nannetensis.* »

En 1475, elle était à la présentation de Pierre et Jean les Colins, enfants de Robert et de Perrine Andillanarech, fille dudit Jean. Yves Cocheteau, recteur de Bonaban, diocèse de Dol, l'échangea avec Jean Colin pour sa cure (*Arch. du Chapitre*, A 139).

6. *Trois légats*, fondés par Guillaume Trochu et dotés par lui, en 1520 et 1522, d'une rente de 10 l. 10 s. sur la Cormeraye en Monnières, possédés en 1589 par Nicolas Trochu. (*Arch. départ.*, G 483).

7. *Chapellenie N.-D.*, fondée par noble maître Alain Mandart, auditeur de la Chambre des Comptes, greffier du Conseil et de la Chancellerie du Duché, seigneur de la Marière et de la Botière, par testament du 3 juillet 1536. Il demande dans ce testament à être inhumé à Saint-Laurent, devant l'autel N.-D. ; on lui dira mille messes, « un trentain solennel, ainsi qu'est de bonne coustume. »

Cette chapellenie, à la présentation du recteur et des fabriqueurs, était primitivement de deux messes par semaine, puis fut réduite à une, et, le 12 janvier 1665, vu la modicité de son revenu, qui n'était que 25 l. 18 s., elle fut de nouveau réduite à une messe tous les quinze jours.

Son temporel consistait en différentes rentes assignées par son fondateur sur des maisons sises à la Fosse, au carrefour Saint-Denis, rue de Briord et en Saint-Laurent. (*Arch. départ.* G 484).

8. *Chapellenie du Vieil Crucifix*, fondée de 12 messes par an au grand-autel ; à la présentation de l'Ordinaire : revenu de 8 l. sur un logis de la ville et vignes en Saint-Donatien ; mentionnée en 1638. (*Arch. départ.*, G 47, f^o 39.)

9. *Chapellenie des Leçons* ou de *Sainte-Marguerite*, fondée à l'autel de Notre-Dame (1639) ; de Sainte Marguerite (1650). Le chapelain devait désigner les chanoines ou les choristes qui avaient à lire les leçons à l'office, et remplacer les choristes en leur absence.

A la présentation du plus ancien chapelain du côté gauche ou du côté du nord. Le temporel consiste dans une maison, dite des *Leçons*, rue des Carmélites, bornée au midi par la maison des Trois-Maries, au nord par celle de la Sous-Chantrie. (*Arch. du Chapitre*, A 47, 199).

10. Une messe tous les mercredis, autel de N.-D., fondée par les Moquards, mentionnée en 1638, et dotée d'une rente de 25 l. payée par les fabriqueurs.

11. Une messe basse le samedi à 11 heures, autel de N.-D. Fondée le 6 septembre 1706 par messire René le Marié, s^{gr} de la Garnison, Cons. du Roi, Maître ordinaire et doyen de la Chambre des Comptes, demeurant en son hôtel de la Ville-Eon, rue de Saint-Gildas, en Saint-Laurent, et dame Catherine de Santo-Domingue, son épouse; avec deux services le jour de leur mort. Mariés le 4 mai 1658, les fondateurs moururent, le premier le 19 août 1706, la seconde le 28 juillet 1729.

La fondation était de 100 l. de rente, payées en 1724, la moitié par M. de la Bastardière du Fouay, chanoine de N.-D. et consorts, et madame de la Forest-Ninon (de Quimper), héritiers du s^r de la Garnison; et moitié par M. de la Bouvraye, Madame du Bois Bidé et la famille de Santo-Domingue; et en 1766, par de Julie-Marie d'Espinose, veuve de messire Hilarion du Rochier, s^{gr} du Letier, héritière de de Guyonne de Santo-Domingue, sa mère héritière en partie de de Catherine de Santo-Domingue.

12. 24 messes basses par an, fondées par de Jeanne-Pélagie de Mazoyer, veuve Chauvet, décédée avant 1721.

13. Un service anniversaire pour de Perrine Molay, de de Grilleau.

En 1721, le revenu était de 20 livres, assis sur une maison de la Grand'Rue, vis-à-vis la rue des Carmélites. Sur ces 20 l., 17 étaient allouées à l'entretien de la lampe, et 3 pour le service. La fabrique jouissait, en outre, d'une rente foncière de 10 livres, assise sur le village et tènement de la Macre, autrement Beautour, en Vertou. Cette rente lui avait été assignée le 25 février 1691 par « dame Marie-Françoise Gabard, v^e de messire de Monti, inhumé proche les fonts baptismaux de cette église. » Les paroissiens lui avaient concédé, en retour le droit d'avoir « une pierre tombale de cuivre armoyée de ses armes et sur laquelle il sera escript en grosses lettres :

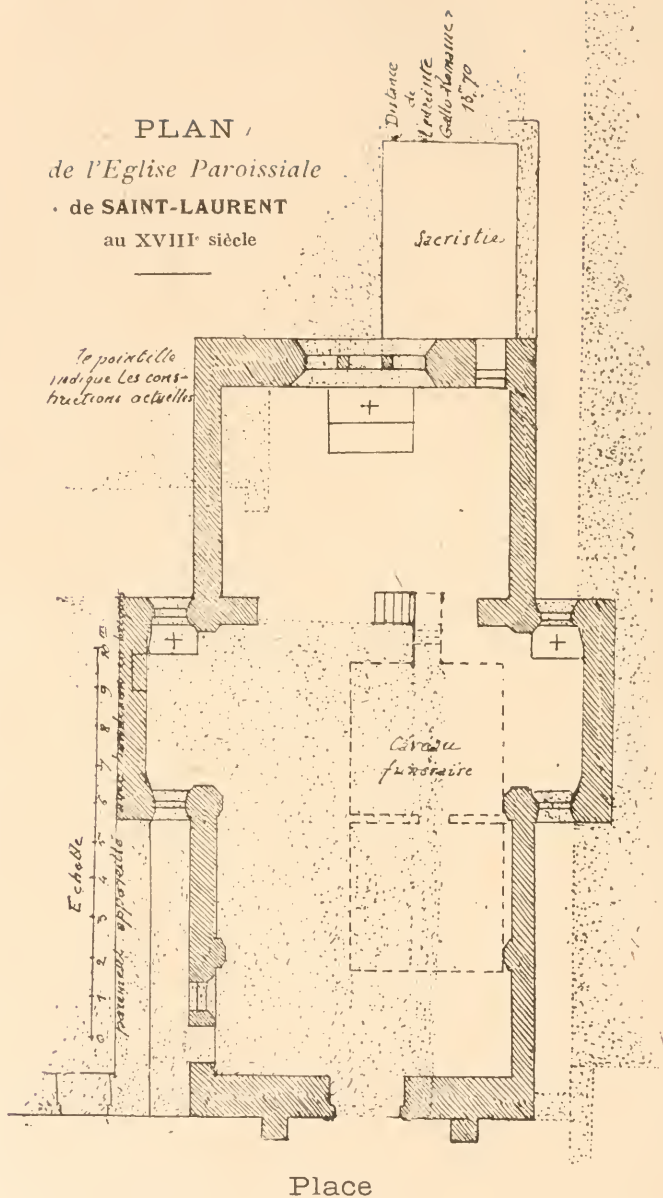
« Cy-gist le corps de messire Charles de Monti, vivant

chevallier, seigneur de la Maillardière, la Rousselière, de Monti et autres lieux, décédé le cinquième janvier 1691, âgé de 48 ans. Priez Dieu pour son âme. » (1).

G. DURVILLE.

Nota. — Le plan qui accompagne cette étude a été dressé par M. J. Furret, architecte, membre de la Société Archéologique, d'après les plans de Nantes au XVII^e siècle, rectifiés par les découvertes survenues au cours des fouilles faites par la Société d'Archéologie en décembre 1908.

(1) *Archives départementales*, G 483. Pour les autres sépultures faites dans l'église de Saint-Laurent ainsi que pour tous les autres actes de mariage ou de baptême, on peut consulter les registres de la paroisse, conservés aux Archives municipales liasse GG 137 et suivantes. Ces registres remontent à 1565.





M. Edouard PIED

NÉCROLOGIE

Monsieur Edouard PIED

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Un deuil cruel est venu frapper la Société d'Archéologie dans la personne de son dévoué trésorier, M. E. Pied.

M. Pied n'était point Nantais d'origine, il était né à Saint-Omer, mais dès le début de sa carrière administrative, il avait été appelé à Nantes comme second commis d'économat. Il ne conserva ce poste que peu de temps, il fut bientôt nommé premier commis à Coutances, puis à Vanves.

C'est au lycée de Vanves, pendant les années 1870 et 1871, qu'il sut déployer toutes ses qualités administratives. Resté seul dans ce lycée confié à sa garde, il montra à ce poste de combat, particulièrement dans les premiers mois de 1871, un courage et une fermeté qui lui valurent un peu plus tard d'être promu économe du lycée de Saint-Brieuc. Il n'avait alors que 34 ans. Il ne quitta plus dès lors sa chère Bretagne, qu'il aimait d'une affection quasi filiale. Deux ans après, nous le retrouvons à Rennes, où il reste 13 ans.

Il a laissé dans cette ville des souvenirs inoubliables, non seulement comme économe du lycée, mais comme archéologue et numismate. C'est à lui qu'on doit l'inven-

taire de la célèbre trouvaille monétaire faite lors de la construction de la Préfecture. Intimement lié avec le regretté M. Decombes, conservateur du Musée de Rennes, il l'aïda de ses conseils et de son expérience lors de la réorganisation du Musée archéologique de cette ville.

Nommé économiste à Nantes en septembre 1887, il se fit aussitôt inscrire (2 janvier 1888) parmi les membres de notre Compagnie, dont il suivit les séances avec ponctualité et assiduité, donnant déjà, malgré ses absorbantes fonctions administratives, des travaux fort remarquables sur notre vieux Nantes, qu'il apprenait à connaître et dont il devint plus tard l'historiographe.

A la mort de notre regretté trésorier, M. Riardant, en 1902, le choix de ses collègues se porta immédiatement sur lui, et vous savez tous quel esprit éclairé, quel savoir, quelle expérience en affaires il apporta dans la gestion de nos finances et au sein de notre Comité. La reconnaissance de ses collègues ne lui fut point ménagée, et à chaque renouvellement du Bureau, l'unanimité des suffrages exprimés sur son nom en est le meilleur et le plus sûr témoignage.

Entre temps, il prenait sa retraite, j'entends sa retraite administrative, car il continua sa vie de labeur et d'études. Nos archives départementales et municipales n'eurent bientôt plus de secrets pour lui. De ces longues heures passées en tête-à-tête avec nos vieilles annales sortit cette « Histoire des corporations », véritable monument de science et fruit de patientes recherches. Sa « Notice sur les rues de Nantes », parue en 1906, témoigne de l'affection qu'il portait à sa ville d'adoption dont il avait étudié tous les recoins. A côté de ces œuvres capitales et malgré les difficultés que présentait un travail aride, ingrat, il dépouillait nos archives et nos procès-verbaux, en rédigeait patiemment les tables, donnant ainsi à ses collègues et aux travailleurs de tous les pays les moyens de diriger leurs recherches au milieu des cinquante volumes de notre « Bulletin ».

Numismate distingué il avait réuni, tant à Rennes qu'à Nantes, une collection de monnaies romaines dont nous connaissons tous l'importance et la richesse.

Il assistait encore au mois de juillet dernier à notre dernière séance trimestrielle et personne ne pouvait se douter, à ce moment, du mal terrible qui le minait et qui devait quelques jours plus tard terrasser ce travailleur infatigable frappé la plume à la main. Aussi sa mort inattendue a-t-elle surpris tous ceux qui jugeaient de ses forces par sa puissance de travail, son égalité d'humeur, sa bienveillance souriante, toujours acquise à ceux qui sollicitaient ses conseils et son appui.

Il laisse dans les rangs de notre Société, un véritable vide, et dans le cœur de ceux qui l'ont connu et fréquenté des souvenirs inoubliables et des regrets profonds.

A. DORTÉL,

Président de la Société Archéologique.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE



ABRÉVIATIONS

<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement.
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association.
<i>B.-A.</i> —	Beaux-Arts.
<i>Bibl.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bibl. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dép.</i> —	Département, départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gén.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographique.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire.
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>Lx.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>M.</i> —	Membre.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr^t, v.-pr^t.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Trés.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. C.</i> —	Grand-croix.
<i>O. I.</i> —	Officier de l'Instruction publique.
<i>O. A.</i> —	Officier d'Académie.
<i>Av.</i> —	Avenue.
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

Les dates qui suivent chaque nom indiquent l'année de la réception.

MEMBRES TITULAIRES



MM.

ALLOTTE DE LA FÜYE (Maurice), O. ✱, colonel du Génie en retraite, r. d'Anjou, 2, Versailles (Seine-et-Oise), 1889.

ANGOT (Joseph), m. de la Soc. Ac., r. des Pénitentes, 2 1904.

ARBONNEAU (Henri d'), O. ✱, commandant du Génie en retraite, pass. Bonnamen, 2, et Ker-Natacha, la Baule-s-Mer, 1906.

AVROUIN-FOULON (le comte Louis), r. St-André, 102, et ch. de la Couronnerie, Carquefou, 1892.

BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, la Haie-Fouassière, 1879.

BAGNEUX (le vicomte Zénobe FROTIER DE), ch. de la Péლისsonnière, le Boupère (Vendée), et r. du Bac, 86, Paris, 1885.

BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), l' de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. des agr. de France et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, m. de la Soc. ariégeoise des Sciences, Lettres et Arts et des Études du Couserans, ch. de la Briais, St-Julien-de-Vouvantes, 1886.

BASTARD (Ambroise), prof., r. de la Rosière, 27, 1906.

BAUDOUIN (le docteur Marcel), r. Linné, 21, Paris, et Croix-de-Vie, 1904.

BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), r. Menou, 13, 1891.

BELLEVÜE (le marquis Xavier FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure. m. de la Comm. dép., capitaine de

Messieurs les Secrétaires généraux prient leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des sociétaires, et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraînerait un défaut de communication.

- * cavalerie territoriale, ch. de Moulinrouîl, Soudan, et r. Lesage, 1, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1895.
- BERNÈDE-SACHS (Christian), rue Royale, 1908.
- BERTHOU (le comte Paul de), archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, m. de l'Ass. bret., de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine et du Com. de la Bibl. publ., 1^r de l'Ac. des Inscriptions et Belles-Lettres et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, ch. de Cadouzan, St-Dolay, la Roche-Bernard (Morbihan), 1884.
- BLANCHARD (René), O, I, , 1^r de l'Institut et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, secr. et bibl.-archiviste de la Soc. des bibl. bret., archiviste de la Ville de Nantes, m. du Com. de la Bibl. publ., r. Royale, 1, 1875.
- BLANCHET (le docteur Ferdinand), m. et anc. pr^t de la Soc. acc., pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et litt. de l'Ouest et de la Soc. de géog. commerciale, r. du Calvaire, 32, et le Pellerin, 1854.
- BOIS DE LA PATELLIÈRE (Henri du), maire de St-Etienne-de-Mont-Luc, le Perroteau, St-Etienne-de-Mont-Luc, 1886.
- BOISGUÉHENNEUC (Henri du), r. Colbert, 6, et ch. de la Rabillardière, Haute-Goulaine, 1903.
- BONET (Louis), industriel, anc. v.-pr^t de la Soc. philatélique, r. d'Alger, 10, 1901.
- BOUBÉE (Joseph), r. Bonne-Louise, 10, et ch. de la Meule, Arthon, 1890.
- BOUCHAUD (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière, à St-Herblain, 1893.
- BOÛGOUIN (François), architecte, anc. él. de l'Ec. des B.-A., m. et anc. pr^t de la Soc. des architectes, 1^r de la grande médaille de la Soc. cent. pour l'architecture privée, 1892, r. du Calvaire, 10, et r. de Bel-Air, 22, 1879.
- BOUYER, (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches, anc. sup. du Petit-Séminaire de Guérande, St-Père-en-Reiz, 1886.
- BRAULT (l'abbé Ferdinand), aumônier du Lycée, anc. prot. de philosophie à l'Externat, r. de Briord, 9, 1900.
- BREMOND D'ARS MIGRÉ (le marquis Anatole de), , licencié en droit, chev. de St-Jean-de-Jérusalem (Malte) et de St-Sylvestre, C. de Pie IX, anc. sous-préfet, secr. du Cons.

- gén. du Finistère, pr^t du comice agr. de Pont-Aven, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, dél. de la Soc. des bibl. br., m. de l'Ass. bret., pr^t du Com. dép. de la Soc. bibliographique, m. de l'Ac. d'Aix-en-Provence, l'un des pr^{ts} hon. du Cons. héraldique de France, m. de plusieurs autres Soc. savantes, r. Harroüys, 5, et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Bélon (Finistère), 1874.
- BRÉVEDENT DU PLESSIS (Irénée de), r. Henri IV, 12, 1892.
- BROSSE (Gilbert GUILLET de la), ch. de la Noë, Orvault, 17, r. Royale, Nantes, 1907.
- BRUC (le comte Maurice de), anc. camérier d'hon. de S. S. le pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire), et r. de Penthièvre, 26, Paris, 1889.
- BUREAU (le docteur Louis), O. I. , licencié ès-sc. nat., dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. d'hist. nat. à l'Ec. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, secr. gén. très. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, m. du Cons. centr. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé, 1891.
- CAILLÉ (Dominique), l^r de la Soc. nat. d'encouragement au bien et de plusieurs Soc. savantes, anc. v.-pr^t et m. du Com. cent. de la Soc. ac., anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., pl. Delorme, 2, 1904.
- CAZAUTET (Constant), boul. Delorme, 24, 1904.
- CHAILLOU (Félix), O. I. , l^r de la Soc. française d'arch., de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure et du Comice agr. de Vertou, anc. pr^t de la délégation cantonale de Vertou, m. de la Soc. des sc. nat. de l'ouest de la France, viticulteur, fond. du Musée des Cléons, q. de la Fosse, 70, et ch. des Cléons, Vertou, 1885.
- CHARON (Georges), O. A. , négociant-assureur, v.-pr^t de la section nantaise des Hospitaliers-sauveteurs-Bretons, r. Gresset, 8, 1895.
- CHATELLIER (Léon), cons. mun. de Nantes, r. Félibien, 66, 1884.
- CHAUVET (André), architecte, anc. él. de l'Ec. des B.-A., m. de la Soc. des Art. Bretons, r. Guibal, 19, 1901.

- CLERVILLE (Adolphe JOLLAN de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. ac., du Cons. dép. de l'Inst. publ. et de la Comm. du Muséum, maire de St-Viaud, r. de Bréa, 9, et ch. de la Barrière, Blain, 1902.
- CORMERAIS (Emile), industriel, anc. prt du Tribunal de Commerce, v.-prt de la Chambre de Commerce, r. de la Moricière, 10, 1902
- CORMERAIS (Ludovic), docteur en droit, anc. auditeur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, secr. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure et de la Comm. dép., maire de Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire et de la Soc. des bibl. bret., v.-prt du Syndicat des agr., prt de la Comm. du Musée Dobrée, m. de la Comm. du Musée arch., boul. De-lorme, 34, et ch. du Rocher, St-Philbert-de-Grand-Lieu, 1884.
- COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant, 1895.
- CROUAN (Jules), 28, r. du Calvaire, 1908.
- DANO (C.), sous-intendant militaire, r. du Mont-Goguat, 1908.
- DELANOUE (l'abbé Armand), curé de St-Félix, 1905.
- DELATTRE (Léon), agent voyer cantonal, r. Stephenson, 11^{bis} Nantes, Doulon, 1906.
- DION (le marquis Albert de), député, cons. gén. de la Loire-Inférieure, v.-prt de l'*Automobile Club*, ch. de Maubreuil, Carquefou, et av. de la Grande-Armée, 46, Paris, 1903.
- DORÉ-GRASLIN (l'abbé Philbert), r. Dugommier, 7, et ch. de Loiselinière, Gorges par Clisson, 1906.
- DORTEL (Alcide), O. I. , avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, prt de la Soc. ac., anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., m. du Com. de la Bibl. publ., de la Comm. du Musée arch. et du Cons. dép. d'hygiène pub., cor. du Min. de l'inst. publ. pour les travaux hist., rue de l'Héronnière, 12, 1889.
- DOUDIÈS (Jules), q. de Tourville, 19, Nantes, 1901.
- DROUIN (Aristide), entrepreneur, sec. gén. de la Soc. nantaise d'Horticulture, m. de la Soc. ac., r. de Rennes, 11, 1907.
- DURVILLE (l'abbé Georges), O. A. , chanoine prébendé, anc. aumônier des Augustines, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, anc. prt de la Soc. philatélique, m. de la Comm. du Musée arch., r. St-Clément, 76, 1892.

ESTOURBEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de l'), O. A. , député, cons. mun. de Vannes, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur et l^r de la Soc. française d'arch., fond. dir. de la *Revue historique de l'Ouest*, anc. pr^t de la Soc. polymatique du Morbihan, v.-pr^t de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Ass. bret., de la Soc. des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons et de la Soc. art. et litt. de l'Ouest, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, pl. de l'Évêché, 10, Vannes (Morbihan), et r. du Havre, 7, Paris, 1880.

FABRÉ (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande, 1883.

FERRONNAYS (le marquis de la), député de la Loire-Inférieure, cons. gén., maire de Saint-Mars-la-Jaille, ch. de Saint-Mars-la-Jaille, 1908.

FERRONNIÈRE (Georges), architecte, prof. à l'Université catholique d'Angers, m. de la Soc. ac., r. Voltaire, 15, 1907.

FILLIAT (André), chirurgien-dentiste des hôpitaux de Nantes r. Boileau, 11, 1906.

FRANCE (Jules de), titulaire de deux médailles d'hon. comm.-voyeur, r. Charles-Monselet, 30, 1898.

FRESLON (Paul de), r. Malherbe, 8, 1902.

FURRET (Jules), architecte, m. de la Soc. des architectes, r. Geoffroy-Drouet, 6, 1904.

GOURDON (Maurice), O. I. , C. de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, attaché au service de la carte géologique de France, r. de Gigant, 19, et ch. de la Haie des Bouillons, Cordemais, 1900.

GOUSSET (le comte René), avocat, docteur en droit, m. du Cons. héraldique de France et de l'Ass. des Chev. pontificaux, pl. de l'Oratoire, 14, 1889.

GRAND (Roger), O. A. , anc. élève et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, avocat, anc. archiviste du Cantal, anc. archiviste adj. de la Loire-Inférieure, cor. du Min. de l'Inst. publ. et de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur dép. de la Soc. française d'arch., pl. Delorme, 1, et Arradon (Morbihan), 1903.

GRÉLIER (l'abbé Charles), m. de la Soc. française d'Arch., Ecole apostolique, Maison des Missions, à Pont-Rousseau (L.-I.), 1905.

GUILLON (Léon), la Boucardière, Chantenay-s.-Loire, 1900

HALGAN (le docteur Georges), boul. Delorme, 30, 1904.

HOUDET (Joseph), r. de la Rosière, 9, 1900.

HUBERT (Pierre), r. Cassini, 12, 1907.

JUIGNÉ (le marquis Jacques LECLERC de), député, secr. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure, maire de Juigné-s.-Sarthe, ch. du Bois-Rouaud, St-Hilaire-de-Chaléons, ch. de Juigné-s.-Sarthe, (Sarthe) et r. du faubourg St-Honoré, 137, Paris, 1906.

KERVENOAËL (le vicomte Émile JOUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des bibl. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, la Verrie (Vendée), 1886.

LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain, anc. secr. de la Soc. des architectes, pr^t fond. hon. de la Comm. des fêtes nantaises, m. de la Comm. dép. des bâtiments civils, du Cons. dép. d'hygiène publ., de la Comm. du Jardin des Plantes et du Com. des Amis des Arts, m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., r. de la Rosière, 17, 1873.

LAGRÉE (Victor), O. ✱, de l'ordre du Nicham-Iftikar, de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon Vert de l'Annam, pr^t de la Section nantaise des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons, capitaine de frégate en retraite, r. Bonne-Louise, 2, 1901.

LASTOURS (Dr Edmond GAUZENCE de), pl. Dumoustiers, 5, et ch. de la Mabiterie, Varades, 1907.

LAUZON (Etienne de) cons. d'arr. de la Mothe-Achard, m. du Cons. héraldique de France, r. Mathelin-Rodier, 19, et ch. de la Forêt, la Mothe-Achard (Vendée), 1890.

LECORNU (Alfred), O. A. ☉, architecte retraité de la Ville de Paris, r. du Général-Bedeau, 2, et ch. de Kerlocdulec, St-Marc, en St-Nazaire, 1900.

LE COUR-GRANDMAISON (Henri), ✱, sénateur, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Comm. dép., maire de Campbon, pr^t de la Soc. des courses, r. de Bréa, 2, ch. de Coislin, Campbon, et r. de l'Université, 71, Paris, 1887.

LEGRAND (Paul), secr. régional de *La Province* pour la Vendée, r. Royale, 14, et la Benate par St-Etienne-de-Corcoué, 1905.

LERAT (le docteur Fernand), O. I. ☉, prof. à l'Ec. des sc. et des lettres, anc. chef des travaux anatomiques à l'Ec. de

- médecine, m. de la Comm. du Muséum, anc. m. adj. du Cons. dép. d'Hygiène publ., r. Thiers, 4, 1900.
- LEROUX (Alcide), avocat, m. et anc. pr^t de la Soc. ac., m. de la Soc. française d'arch. et de l'Ass. bret., av. Camus, 34, et St-Germain, Langonnet (Morbihan), 1877.
- LESIMPLE (l'abbé Jean-Baptiste), aumônier des Dames Blanches, r. de Gigant, Nantes, 1903.
- LINYER (Louis), ✱, avocat, bâtonnier, m. du Cons., prof. à l'Ec. libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, m. du Com. cent. et anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t fond. de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch., de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. des Amis des Arts, r. Paré, 1, ch. de la Jubinière, Héric, et ch. du Veillon, Talmont (Vendée), 1877.
- LISLE DU DRENEUC (Georges de), av. Félix-Faure, 28, 1901.
- LISLE DU DRENEUC (le vicomte Pitre de), O. A. , l^r de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., conservateur du Musée Dobrée, cor. du Min. pour les travaux hist., m. de la Comm. des monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-A. des dép. et de la Soc. des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, m. du Com. de la Bibl. publ. et de la Com. du Musée des B.-A., av. de l'Éperonnière (r. de Paris, 63), 1872.
- LONDE (Joseph SENOT de la), docteur en droit, maire de Thouaré, r. Mathelin-Rodier, 6, et ch. de la Picauderie, Thouaré, 1887.
- LOTZ-BRISSONNEAU (Alphonse), ingénieur des arts et manufactures, v.-pr^t de la Soc. des Amis des Arts, m. de la Comm. du Musée des B.-A. et du Com. de la Bibl. publ., adm. du Bureau de bienfaisance, q. de la Fosse, 86, 1898.
- LYONS (Just des), av. Camus, 11, et ch. de Belleroche, Rocheservière (Vendée), 1905.
- MAILCAILLOZ (Alfred) O. A. , chef du contentieux de la mairie de Nantes, anc. secr. perpétuel de la Soc. ac., r. Général-de-Sonis, 7, 1901.
- MAITRE (Léon), O. I. , archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Éc. des Chartes, archiviste du dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près le Min. de l'inst. publ.,

- anc. pr^t de la Soc. ac., anc v.-pr^t de la Soc. de géog. commerciale, r. de Strasbourg, 2, 1870.
- MARTIN (Arthur), O. ✱, capitaine de vaisseau en retraite, r. Gurvand, 32, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1895.
- MICHEL (Gaston), ✱, ingénieur de la Ville, m. de la Comm. des bâtiments civils, r. de la Rosière, 28, 1900.
- MIRALLIÉ (le docteur Charles), anc. interne des Hôpitaux de Paris, médecin des Hôpitaux de Nantes, prof. de médecine légale et d'hygiène à l'Éc. de médecine, r. Copernic, 11, 1906.
- MONTI DE REZÉ (Claude de), chev. de St-Grégoire le Grand, cons. d'arr., m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. française d'arch., du Cons. héraldique, de la Soc. d'émulation de la Vendée, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Le Boupère (Vendée), 1883.
- MONTI DE REZÉ (le comte Henri de), cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes, 1886.
- MOUILLE (l'abbé J.-M.), prêtre de Saint-Sulpice, anc. dir. du gr. séminaire de Nantes, aumônier de la Providence, 9, r. Lorette-de-la-Refoulais, 1908.
- NAU (Paul), architecte, pr^t de la Soc. des architectes, m. de la Comm. du Musée arch., r. Lafayette, 16, et ch. de Port-Sinan, Rouans, 1865.
- NAU (Joseph), architecte, m. de la Soc. des architectes, pl. Edouard-Normand, 3, 1905.
- NOURY (Edouard), r. Sully, 2, 1905.
- OHEIX (André), la Ville-aux-Veneurs, Loudéac (Côtes-du-Nord), 1900.
- OLLIVE (Frédéric), inspecteur du service vicinal, m. de la com. dép. des bâtiments civil, r. Félibien. 61, 1901.
- OLLIVE (Jean-Baptiste), secr. de la Soc. des Amis des Arts, Pont-Rousseau, Rezé, 1900.
- OUVRARD (Léonce), rédacteur en chef de l'*Express de l'Ouest*, pl. des Jacobins, 1908.
- PINEAU-CHAILLOU (Fernand), secr. de la Soc. des Art. bretons, q. Ernest-Renaud, 12, et ch. des Cléons, Vertou, 1905.
- PLANTARD (le docteur J.-M.), boul. Pasteur, 29, 1904.
- PLESSIS (Georges du), ✱, 1, r. Maurice-Duval, 1908.

- POIRIER (Etienne), bibl. de la Soc. ac., pl. du Bouffay, 6, 1907.
- POMMIER (Félix), O. A. , conservateur du Musée des B.-A., trés. et m. de la Comm. du Musée arch., r. Leroy, 23, 1888.
- POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mans*, r. St-André, 44, 1884.
- RACINEUX (Marcel), route de Clisson, 1908.
- RADIGOIS (l'abbé Auguste), anc. sup. du Collège de Châteaubriant, anc. curé de St-Sébastien, anc. aumônier du Pensionnat des Frères, r. de Bel-Air, 14, 1886.
- RENARD (Paul), pl. du Pilori, 11, 1907.
- RENAUD (Henri) dir. du *Vendéen*, r. de Savenay, 16, 1907.
- RÉVÉREND (Jules), à Bourgerel, Musillac (Morbihan).
- RINGEVAL (Léon), , O. A., , Porte-Chaise, St-Sébastien, près Nantes, 1903.
- RIONDEL (le commandant Albert), O. , capitaine de frégate en retraite, anc. pr^t de la Soc. ac., pl. ^tde la Moricière, 1, et ch. des Chapelières, St-Mars-la-Jaille, 1905.
- RIONDEL (Henri), trés. de la Soc. ac., pl. de la Moricière, 1, et ch. des Chapelières, St-Mars-la-Jaille, 1907.
- RIVET (Edouard), la Trémisnière, près Nantes, 1906.
- ROCHERY, q. Dugay-Trouin, 3, 1908.
- ROUXEAU (le docteur Alfred), O. A. , anc. interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie à l'Ec. de médecine, secr. de la *Gazette Médicale de Nantes*, m. de la Soc. ac. et du Com. de la Bibl. publ., r. de l'Héronnière, 4, 1894.
- ROY (Donatien), r. Fénelon, 4, 1908.
- SAINT-GUÉDAS (Henri RADO de), avocat, m. du Cons., r. Grétry, 1, 1907.
- SÉCILLON (le vicomte Stéphen de), r. Prémion, 1, et ch. de la Tour, Orvault, 1898.
- SIBILLE (Maurice), député, cons. 'gén., m. de la Comm. du Musée des B.-A., r. Gresset, 8, et boul. des Invalides, 44, Paris, 1907.
- SOREAU (l'abbé Henri), chanoine hon., prof. de dessin au Pensionnat St-Stanislas, r. St-Stanislas, Nantes, 1886.
- SOULLARD (Marcel), avocat, docteur en droit, prof. suppléant à l'Ec. libre de droit, secr. gén. de la Soc. ac., r. Crébillon, 14, 1899.

- SOULLARD (Paul), numismatiste, m. de la Com. du Musée arch., m. cor. de la Soc. française de numismatique, r. du Château, 10, et ch. de la Haye-Morlière, près Nantes, 1862.
- SUYROT (Gabriel de), r. du Lycée, 13, et ch. de la Gastière, Mortagne-s/-Sèvre (Vendée), 1890.
- TERNAY (le comte Louis d'AVIAU de), r. Tournefort, 2, et ch. de Ternay, les Trois-Moutiers (Vendée), 1886.
- TERTRE (Fernand COUËTOUX du), greffier du Tribunal, Paimbœuf, 1907.
- TESSIER (Benjamin), architecte, m. de la Soc. des architectes, anc. él. de l'Éc. des B.-A., r. Crébillon, 24, et la Roche-Montrevault (Maine-et-Loire), 1906.
- TOUCHE (Xavier LE LIÈVRE de la), numismatiste, r. du Port-Communeau, 21, 1883.
- TRÉMANT (Paul), r. de la Rosière, 11, 1900.
- VIENNE (Jean de), ch. de Thouaré, 1908.
- VIEUVILLE (Gaston de la), O. ✱, colonel de cavalerie breveté en retraite, r. Tournefort, 1, et ch. de la Gazoire, Nort, 1900.
- VIGNARD (le docteur Edmond), O. A. ☉, chirurgien des hôpitaux, prof. de clinique chirurgicale à l'Éc. de médecine, chirurgien titulaire à l'Hôtel-Dieu, r. de l'Héronnière, 6, 1900.
- VIGNARD (Auguste), r. de Rennes, 11, 1904.
- VIGNERON-JOUSSELANDIÈRE (Albert), Coët-Droz, Savennay, 1905.
- VILLESBOISNET (le comte Arthur ESPIVENT de la), sec. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Com. dép., ch. du Deffay, Pontchâteau, et r. Cambon, 31, Paris, 1896.
- VINCENT-JOÛON (Antoine), pr^t du Tribunal de commerce, rue de Courson, 3, 1906.
- VINCENT (Félix), ch. de la Gobinière, Orvault, 1896.
- WISMES (Christian de BLOCQUEL de CROIX, baron de), m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., l^r de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière, m. de la Soc. des Art. bretons, cor. de la Soc. de l'Art chrétien et de l'Ass. bretonne, r. Henri IV, 12, 1887.
- WISMES (Gaëtan de BLOCQUEL de CROIX, baron de), v.-pr^t de la Soc. ac., secr. adj. de la Soc. des bibl. bret., r. Royale, 17, et ch. de la Chollière, Orvault, 1887.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

- ACHON (le chevalier Charles d'), anc. él. de l'Ec. des Chartes, ch. de la Roche-de-Gennes, Gennes (Maine-et-Loire), 1898.
- AUMONT (Joseph), photographe, r. de la Barillerie, 15, et St-Brevin, 1882.
- BARMON (Henri NICOLAZO de), anc. camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégréac, 1887.
- BASTARD (Charles) numismatiste, ch. de Kerlan, par Save-nay (L.-I.), 1908.
- BAUDRY (Madame), (née Joséphine Bouché), associée cor-respondante, St-Mars-la-Jaille, 1906.
- BÉJARRY (le comte Amédée de), ✱, sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 63^e régiment territorial, r. Tour-nefort, 7, et ch. de la Roche-Loucherie, St^e Hermine (Vendée), 1885.
- BOCERET (Emmanuel PRIOUR de), écrivain, r. Sully, 1, 1887.
- BOIS-SAINT-LYS (M^{lle} MAILLARD de), associée correspon-dante, manoir du Bois-St-Lys, Carquefou, 1900.
- BONNEAU (Louis), O. I. ☉, juge de paix, m. de la Soc. des bibl. bret. et de la Soc. polymathique du Morbihan, écrivain, l^r de nombreux concours lit., m. des Hospitaliers-Sauve-teurs-Bretons, q. de St-Goustan, 28, Auray (Morbihan), 1898.
- BOURDEAUT (l'abbé Arthur), docteur en théologie, vicaire de Nozay, 1903.
- BROCHET (Louis), O. A. ☉, agent voyer d'arr. hors classe, m. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest, r. de la République, 114, Fontenay-le-Comte (Vendée), 1900.
- CHAPRON (Joseph), l^r de la Soc. ac., Châteaubriant, 1889.
- CHARBONNEAU-LASSAY (Louis), m. de plusieurs Soc. d'hist. et d'arch., prof., Loudun (Vienne), 1902.
- CHATELLIER (le baron Paul MAUFRAS du), O. I. ☉, m. cor. de l'Institut, l^r de l'Institut, cor. de la Soc. des ant. de

- France, cor. du Min. de l'Instr. publ. et des B.-A., pr^t de la Soc. arch. du Finistère, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé (Finistère), 1883.
- COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Robert de), ✱, colonel en retraite, rue de Nièvre, 50, Nevers (Nièvre), 1895.
- COUTIL (Léon), O. A. , cor. du Min. pour la section d'arch., fond. et anc. pr^t de la Soc. normande d'études préhistoriques, m. de plusieurs Soc. savantes, les Andelys (Eure), 1907.
- DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la légation de France à Tokio, Tokio (Japon), av. du Trocadéro, 14 bis, Paris, et ch. du Dréneuc, St-Nicolas-de-Redon, 1886.
- DUBREIL (Charles), juge d'instruction, Paimbœuf, 1900.
- ESPERONNIÈRE (le marquis René de l'), ch. de l'Esperonnière, Candé (Maine-et-Loire), 1907.
- EUDEL (Paul), O. I. , critique d'art, chargé de missions en Algérie, anc. sec. de la Soc. ac., anc. m. de la Comm. de la Bibl. et de la Comm. du Musée Arch., v.-pr^t de l'Exp. des B.-A., anc. m. de la Comm. du Conservatoire de musique, anc. m. des Comm. des Expositions universelles, r. Gustave-Flaubert, 4, Paris, et ch. du Gord, Cellettes (Loir-et-Cher), 1885.
- GABILLAUD (Narcisse), instituteur à Moulins (Deux-Sèvres), 1908.
- GENUIT (le docteur Marcel), ch. de la Guichardaye, Tréal (Morbihan), 1871.
- GIROUSSE (l'abbé Félix), aumônier des Frères, rue de Rennes, 85-87, 1895.
- HERRIOT (Edouard), anc. él. de l'Éc. normale supérieure, agrégé des lettres, prof. de rhétorique au Lycée de Lyon, maire de Lyon, cours d'Herbouville, 1, Lyon (Rhône), 1896.
- JOUBERT (le chevalier Joseph), v.-pr^t de la Soc. des Études coloniales et maritimes, m. cor. de la Sociedade de Geographia de Lisboa et de l'Ateneo Veneto, m. de la Societa Geografica Italiana, du Conseil heraldique de France. etc., r. des Arènes, 11, Angers (Maine-et-Loire), 1906.
- JOYS (Paul), dir. de l'Ec. St-Similien, r. Talensac, 16, 1906.
- KERGUENNEC (François LE CHAUFF de), maire de St-Molf,

- ch. de Kerguennec, Guérande, et r. du Mené, 18, Vannes (Morbihan), 1879.
- LANDE DE CALAN (le vicomte CHARLES de la), pr de la Soc. des bibl. bretons, Redon (Ille-et-Vilaine), 1907.
- LONGRAIS (Frédéric JOÛON des), archiviste paléographe, anc. él. de l'Éc. des Chartes, rue du Griffon, 4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1894.
- LORIÈRE (Henri TROCHON de), r. Henri IV, 11, et ch. du Pavillon, Presles et Thierry (Aisne), 1901.
- MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Clermont, le Cellier, et r. de Monceau, 60, Paris, 1891.
- MÉREL (l'abbé Louis), vicaire d'Issé, 1900.
- MÉRESSE (Gabriel), ch. de Lessac, Guérande, et Villa la Reine, r. Fontaine-Bleue, Mustapha-Alger (Algérie), 1881.
- MOLLAT (l'abbé Guillaume), anc. chapelain de l'église St-Louis-des-Français, chapelain de la basilique de Montmartre, Mauves, et r. de l'Assomption, 88, Paris (XVI^e), 1901.
- MONTAIGU (le marquis Pierre de), ✱, C. de Pie IX, v.-pr^t du Cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, maire de Missillac, v.-pr^t d'hon. de la Soc. St-Hubert de l'Ouest, m. de la Comm. du Musée des B.-A., ch. de la Bretesche, Misillac, et r. Martignac, 18, Paris, 1899.
- MOREAU (Georges), ingénieur des mines, anc. él. de l'éc. Polytechnique, av. Bugeaud, 28, Paris, 1902.
- PERRON (Louis), à Formusson-en-Daon (Mayenne).
- PEYRADE (Henri ESPITALIÉ de la), anc. cons. mun. de Nantes, ch. du Bois-de-Roz, Limerzel (Morbihan), 1883.
- PICHELIN (Paul), banquier, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Bonne-Louise, 12, 1874.
- PINEL (Louis), répétiteur à l'École des Hautes Études commerciales, 108, boulev. Malesherbes, Paris-17^e, 1908.
- PORT (Etienne), ✱, chef adj. du cabinet du Min. de l'Inst. publ., Paris, 1903.
- PORTE (le vicomte Hippolyte LE GOUVELLO de la), cons. d'arr. de St-Nazaire, maire de Sévérac, m. de la Comm. du Musée Dobrée, r. Sully, 5, et ch. de Sévérac, St-Gildas-des-Bois, 1886.
- RENOUL (le docteur Emmanuel), le Loroux-Botttereau, 1901.
- REVELLIÈRE (Gabriel), vérificateur des Douanes, à Saint-Nazaire, 1908.

TOUCHE (Henri ROUMAIN de la), anc. magistrat, cons. d'arr.
d'Ancenis, ch. de Champtoceaux (Maine-et-Loire), 1885.

TRÉVELEC (le marquis Harry de), Herbignac, West South-
bourne, Bournemouth (Angleterre), 1902.

MEMBRES HONORAIRES

MM.

ABGRALL (l'abbé Jean-Marie), O. A. , chanoïne hon. de Quimper, aumônier de l'Hôpital, v.-pr^t de la Soc. arch. du Finistère, cor. de la Comm. des monuments hist., l^t de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, Quimper (Finistère), 1897.

CROIX (le R. P. Camille de la), , Poitiers (Vienne), 1894.

POTTIER (l'abbé Fernand), O. A. , chanoine titulaire, pr^t de la Soc. arch. du Tarn-et-Garonne, corr. du Min. de l'Inst. pub. pour les travaux hist., du Min. des B.-A., de la Comm. des monuments hist., inspecteur de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, r. du Moustier, 59, Montauban (Tarn-et-Garonne), 1898.

URSEAU (l'abbé Charles), O. A. , chanoine de la Cathédrale d'Angers, secr. gén. de la Soc. d'agr., sc. et arts d'Angers, cor. du Min. de l'Inst. publ. et de la comm. des monuments hist., parvis St-Maurice, 4, Angers (Maine-et-Loire), 1906.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin (St-Quentin).
<i>Allier</i>	Société d'émulation des lettres, sciences et arts du Bourbonnais (Moulins).
<i>Alpes-Maritimes</i>	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (Nice et Paris).
<i>Aube</i>	Société académique, d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (Troyes).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne (Narbonne).
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (Rodez).
<i>Basses-Pyrénées</i>	Société des sciences, lettres et arts de Pau (Pau).
<i>Belfort</i>	Société Belfortaine d'émulation (Belfort).
<i>Bouches-du-Rhône</i> ...	Société de statistique de Marseille (Marseille).
—	Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix, à la Bibliothèque de l'Université, à Aix-en-Provence.
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (Angoulême).
<i>Charente-Inférieure</i> ..	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis) (Saintes).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (Bourges).

<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (Brives).
<i>Côtes-du-Nord</i>	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc).
<i>Creuse</i>	Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (Guéret).
<i>Deux-Sèvres</i>	Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (Niort).
<i>Dordogne</i>	Société historique et archéologique du Périgord (Périgueux).
<i>Eure-et-Loir</i>	Société archéologique du Finistère (Chartres).
<i>Finistère</i>	Société archéologique du Finistère (Quimper).
—	Société diocésaine d'archéologie (Quimper).
—	Société académique de Brest (Brest).
<i>Gard</i>	Académie de Nîmes (Nîmes).
<i>Gironde</i>	Société archéologique de Bordeaux (Bordeaux).
<i>Hautes-Alpes</i>	Société d'études des Hautes-Alpes (Gap).
<i>Haute-Garonne</i>	Société archéologique du Midi de la France (Toulouse).
<i>Haute-Marne</i>	Société historique et archéologique de Langres (Langres).
<i>Haute-Saône</i>	Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône (Vesoul).
<i>Haute-Vienne</i>	Société archéologique et historique du Limousin (Limoges).
—	Société des amis des sciences et arts de Rochechouart (Rochechouart).
<i>Ille-et-Vilaine</i>	Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (Rennes).
—	Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des lettres de Rennes (Rennes).
—	Société historique et archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo (Saint-Malo).

<i>Indre-et-Loire</i>	Société archéologique de la Touraine (Tours).
<i>Isère</i>	Académie Delphinale (Grenoble).
<i>Jura</i>	Société d'émulation du Jura (Lons-le-Saulnier).
<i>Landes</i>	Société de Borda (Dax).
<i>Loir-et-Cher</i>	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (Blois).
—	Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (Vendôme).
<i>Loire-Inférieure</i>	Société académique de Nantes et de la Loire-Inférieure (Nantes).
—	Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (Nantes).
—	Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne (Nantes).
<i>Loiret</i>	Société archéologique et historique de l'Orléanais (Orléans).
<i>Lot</i>	Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (Cahors).
<i>Lozère</i>	Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (Mende).
<i>Maine-et-Loire</i>	Société des sciences, lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Cholet (Cholet).
—	Société Nationale d'Agriculture, sciences et arts d'Angers.
<i>Manche</i>	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (Saint-Lô).
<i>Marne</i>	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (Châlons-sur-Marne).
<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (Laval).
<i>Meurthe-et-Moselle</i> ...	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (Nancy).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc.

<i>Morbihan</i>	Société polymathique du Morbihan (Vannes).
<i>Nord</i>	Commission historique et archéologique (Lille).
<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (Beauvais).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (Alençon).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (Saint-Omer).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon (Lyon).
—	Bulletin historique du diocèse de Lyon (Lyon).
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Eduenne (Autun).
—	Académie de Mâcon (Mâcon).
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe (Le Mans).
—	Revue historique et archéologique du Maine (Le Mans et Mamers).
<i>Seine</i>	Journal des Savants (Paris).
—	Société nationale des antiquaires de France (Paris).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (Paris et Caen).
—	Société française de numismatique (Paris).
—	Revue de la Société des études historiques, faisant suite à l' <i>Investigateur</i> (Paris).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P., Paris).
—	Revue de l'École d'anthropologie (rue de l'École-de-Médecine, 15, Paris).
<i>Seine-Inférieure</i>	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (Rouen).

<i>Seine-Inférieure</i>	Société havraise d'études diverses (Le Havre).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet (Rambouillet).
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (Amiens et Paris).
<i>Tarn-et-Garonne</i>	Société archéologique du Tarn-et-Garonne (Montauban).
<i>Var</i>	Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan (Draguignan).
<i>Vendée</i>	Société d'émulation de la Vendée (La Roche-sur-Yon).
—	La Vendée historique et traditioniste (Luçon).
<i>Vienne</i>	Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers).
<i>Yonne</i>	Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).

ALGÉRIE

<i>Constantine</i>	Société archéologique du département de Constantine (Constantine).
------------------------------	--

BELGIQUE

<i>Namur</i>	Archives de la France monastique, Revue Mabillon (Chevetogne par Leignen).
------------------------	--

ESPAGNE

<i>Catalogne</i>	Revista de la Asociacion artistico-arqueologica (Barcelone).
<i>Iles Baléares</i>	Boletin de la Sociedad arqueologica Iuliana (Palma de Mallorca, islas Baleares).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

<i>Colombie</i>	Smithsonian institution (Washington).
---------------------------	---------------------------------------

SUÈDE

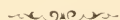
<i>Stockholm</i>	Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités de Stockholm (Stockholm).
----------------------------	--

REVUES

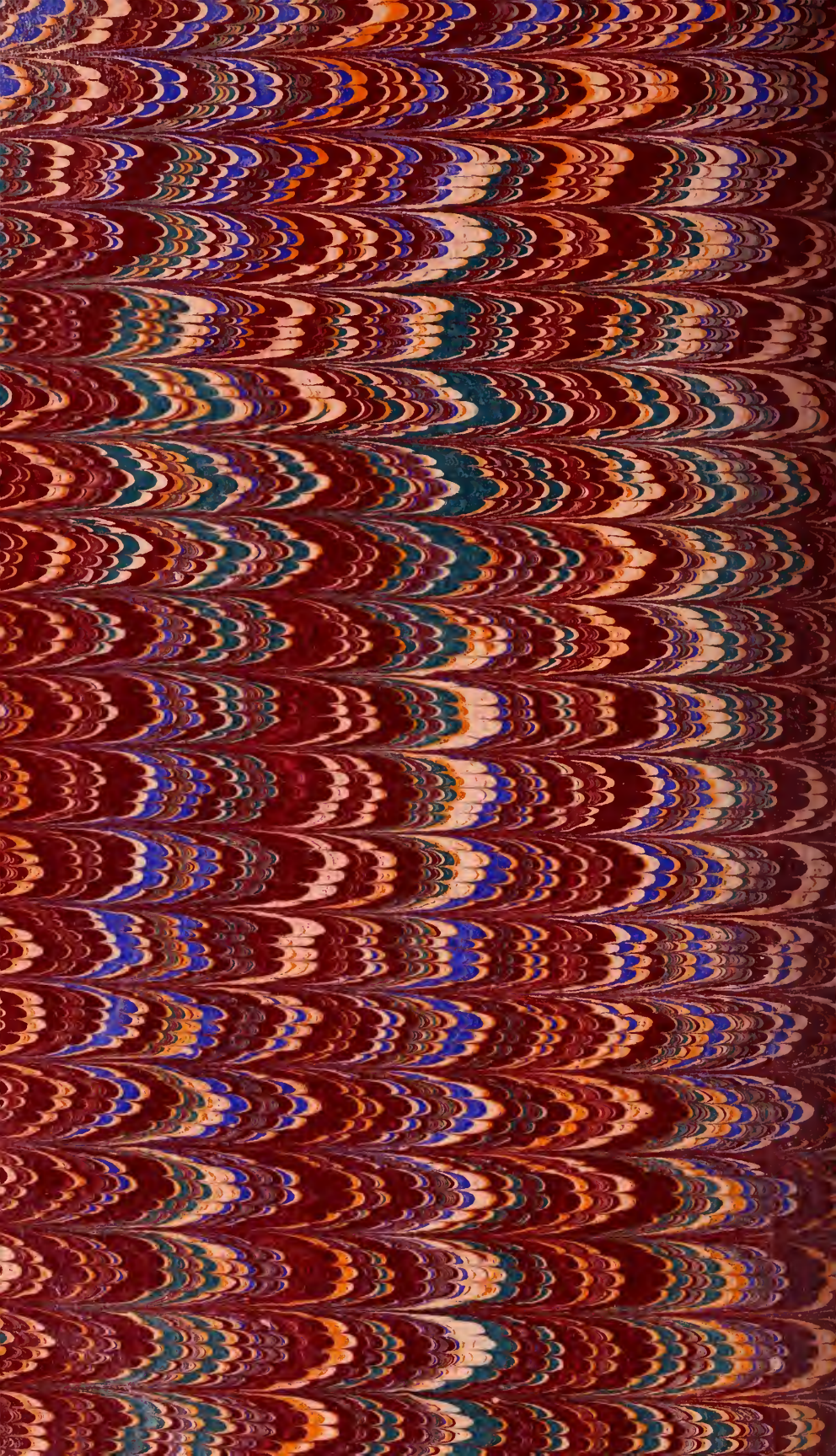
<i>Cantal</i>	Revue de la Haute-Auvergne (Aurillac).
<i>Ille-et-Vilaine</i>	L'Hermine, revue littéraire et artistique de Bretagne (Rennes, Paris, Londres).
<i>Maine-et-Loire</i>	Revue de l'Anjou (Angers).
<i>Morbihan</i>	Revue Morbihannaise (rue Pasteur, 19, Vannes).
<i>Seine</i>	Revue des Traditions populaires (80, boul. Saint-Marcel, Paris-V ^e).

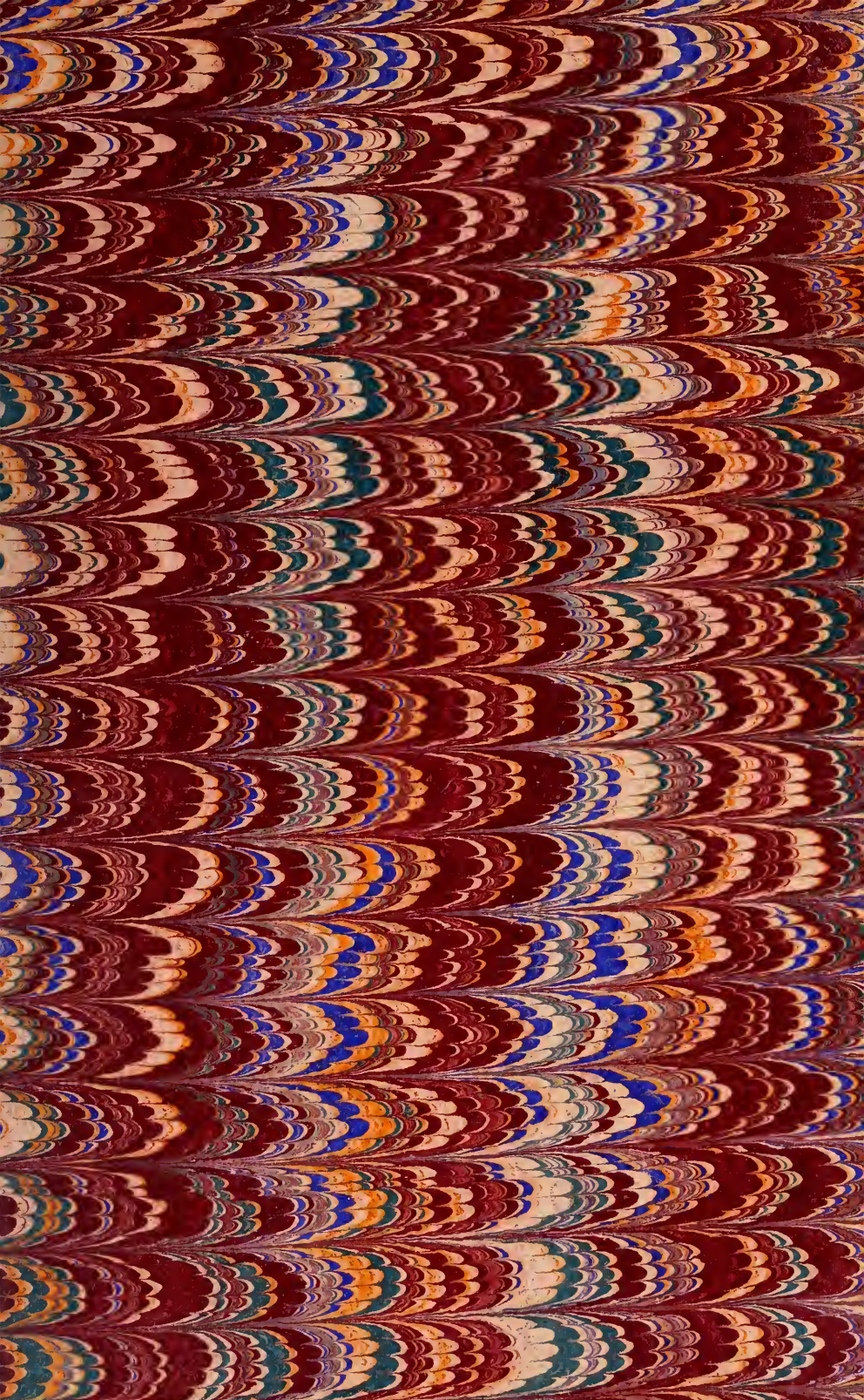
TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Procès-verbaux des séances.....	XLVII
Nantes en 1792.....	207
Notes curieuses extraites des registres de la paroisse de Saint-Herblain.....	351
Prééminences de l'église de Saint-Philbert de Grand- Lieu.....	359
L'ancienne église de Notre-Dame de Challans.....	367
Découverte d'un objet d'art ancien.....	415
L'église et la paroisse Saint-Laurent de Nantes.....	417
Nécrologie : M. Edouard Pied.....	443
Liste des Membres de la Société.....	I
Liste des Sociétés correspondantes.....	XVIII









GETTY CENTER LIBRARY



0 0105 00700 4241

